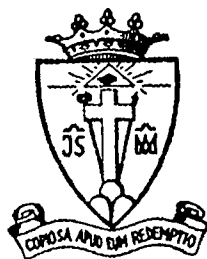


SPICILEGIUM HISTORICUM

Congregationis
SSmi Redemptoris



Annus LIV 2006 Fasc. 1-2
Collegium S. Alfonsi de Urbe

La Rivista

SPICILEGIUM HISTORICUM Congregationis SSmi Redemptoris
è una pubblicazione dell'Istituto Storico
della Congregazione del Santissimo Redentore

DIRETTORE

Adam Owczarski

SEGRETARIO DI REDAZIONE

Emilio Lage

CONSIGLIO DI REDAZIONE

Álvaro Córdoba, Gilbert Enderle, Serafino Fiore, Emilio
Lage, Giuseppe Orlandi, Adam Owczarski

DIRETTORE RESPONSABILE

Giuseppe Orlandi

SEDE

Via Merulana, 31, C.P. 2458

I-00100 ROMA

Tel [39] 06 494901, Fax [39] 06 49490243

e-mail: storia.gen@cssr.com

Con approvazione ecclesiastica

Autorizzazione del Tribunale di Roma

N. 310 del 14 giugno 1985

Ogni collaboratore si assume la responsabilità di ciò che scrive.

STUDIA

SHCSR 54 (2006) 3-36

JEAN BECO, C.S.S.R.

LES CENT CINQUANTE ANS DE LA MAISON "SANT'ALFONSO" À ROME

I. LES ORIGINES 1855-1908

1.- *À la recherche d'un toit*; 2.- *Sur l'Esquilin*; 3.- *Le Père Nicolas Mauron (mai 1855-juillet 1893)*; 4.- *Avant l'Italie unifiée, l'église*; 5.- *Le Concile Vatican I (1869-1870)*; 6.- *Années troubles*; 7.- *Xème Chapitre Général. Matthias Raus (mars 1894)*

II. DE 1909 À 1947

1.- *Élection de l'Irlandais Patrick Murray (mai 1909)*; 2.- *Schola Superior Generalis et Collegium Maius*; 3.- *Transformation de la maison*; 4.- *Quelques événements avant la grande tourmente de 1940*; 5.- *Le désastre de la guerre 1936-1945*

III. DE 1947 À NOS JOURS

1.- *Leonard Buys (1947-1953)*; 2.- *William Gaudreau (1954-1967)*; 3.- *Tarcisio Ariovaldo Amaral (1967-1973)*; 4.- *Joseph Pfab (1973-1985)*; 5.- *Juan Manuel Lasso de la Vega y Miranda (1985-1997)*; 6.- *Joseph William Tobin (1997-)*

I. LES ORIGINES 1855-1908¹

1.- *À la recherche d'un toit*

Rappelons brièvement l'histoire tumultueuse de la Congrégation du Très-Saint Rédempteur entre 1848 et 1853: avril 1848, le Vicaire Général Transalpin Joseph Passerat est chassé de Vienne et démissionne; ses pouvoirs sont temporairement

¹ Pour cette période, reste indispensable l'ouvrage d'Aloys WALTER (Amsterdam 1859 - Hawkstone Hall 1932) paru en 1905 à Rome sous le titre *Villa Caserta. Ad aureum domus generalitiæ jubilæum* (désormais: WALTER, *Villa Caserta*).

confiés aux trois provinciaux transalpins de l'époque (Léopold Ottmann pour la Suisse, Franz von Bruchmann pour la Germanie et Michael Heilig pour la Belgique)²; ensuite, nomination de Rudolf von Smetana comme Vicaire Général en juin 1850³; séparation des Transalpins d'avec les Napolitains par le *Motu Proprio* de septembre 1853⁴; le 8 octobre de la même année le décret *Cum ob peculiaries* de la S.C. des Évêques et Réguliers⁵ ordonne au Supérieur transalpin de résider à Rome et de convoquer un Chapitre Général.

La recherche d'une demeure romaine adaptée à nos besoins pouvait commencer⁶. En novembre 1853, le P. Edward Douglas quitte l'Irlande, où il faisait partie de l'équipe missionnaire, pour se rendre à Rome. On avait besoin de ses conseils, mais aussi... de sa fortune qu'il mettait à la disposition de la Congrégation⁷. Douglas y rejoint Brice Quéloz qui résidait à Rome depuis fin 1850, en tant que d'abord *socius* transalpin du Procureur Général Domenico Centore, puis procureur des Transalpins (septembre 1853)⁸. En mai 1854, arrivent de Coblenze le Vicaire Général transalpin en personne, Smetana, accompagné d'un de ses Consultants, Michael Heilig. Mais Smetana ne veut pas se rendre à Monterone tant que le Recteur Majeur des Napolitains (Trapanese) y sera⁹.

² Ripoli aux trois Provinciaux, 28 juillet 1848. AGHR 07 XII 3212.

³ S. C. Évêques et Rég., 1 juillet 1850. AGHR 07 XII 3318 et XV 3686.

⁴ Du 6 septembre 1853, publié dans *Acta integra Capitulum generalium CSsR ab anno 1749 ad annum 1894 celebratorum*, Romæ 1899, 303-304.

⁵ S. C. Évêques et Réguliers, 8 octobre 1853. AGHR 7 XV 3861.

⁶ À signaler que, dès l'été 1841, Grégoire XVI nous avait proposé St-Chrysogone au Transtévère. AGHR 07 XI 2986, 2990. 2991.

⁷ L'Écossais Edward Douglas (Edimbourg 1819 - Rome 1898), prêtre à Forlì en 1848 et profès à St-Truiden (Belgique) en 1849. *Catal. Gen. Patrum XIII* n° 570. Sur son transfert à Rome, voir correspondance de Smetana en octobre-novembre 1853. AGHR 07 XV 3872, 3874, 2875, 3877. Et *Documenta Heldiana* aux AGHR [cités désormais Hd] 818-820.

⁸ Le Bernois Brice Quéloz (St-Brais 1802 - Rome 1882), prêtre en 1832 et profès au Bischenberg en 1847. Nommé Socius transalpin du Procureur Général Centore fin 1850. Smetana à Trapanese, 6 décembre 1850. AGHR 30040001,0069. *Catal. Gen. Patrum XIII* n° 526. SHCSR 2 (1954) 55, 268.

⁹ Smetana à Quéloz, 7 avril 1854. AGHR 07 XV 3969. Et Smetana à Mauron, 1 mai 1854. AGHR 30040001,0145.

En parcourant la correspondance entre Smetana et Quéloz, on voit combien ce dernier n'a pas ménagé ses efforts pour trouver un lieu convenable susceptible d'héberger la future maison générale. C'est à une belle et grande promenade à travers le centre historique de Rome qu'il nous invite. Il y eut d'abord le couvent de *Santa Maria in Trivio*, près de la fameuse fontaine de Trevi¹⁰. L'affaire semblait prendre forme, mais Quéloz a trop hésité, et ce sont les Missionnaires du Très Précieux Sang (de Gaspare del Bufalo) qui l'ont emporté¹¹. Un peu plus tard il est question de *San Giacomo degli Spagnoli*, piazza Navona (actuellement aux mains des Missionnaires du Sacré-Cœur de Jésus), mais l'idée est vite abandonnée¹². Entre-temps un chanoine nous propose l'église et le couvent de Ste Brigitte, sur la prestigieuse piazza Farnese, projet resté sans suite¹³. Autre possibilité: l'église et le couvent des Saints Ildephonse et Thomas de Villeneuve des Pères Augustins espagnols situés via Sistina, idée également abandonnée¹⁴. Le cardinal Raffaele Fornari nous parle alors d'une église occupée par les Dominicains près du forum de Trajan et d'une autre appartenant aux Pères de St François de Paule. Il y aurait également à citer St Joseph à la Lungara des *Pii Operai* de Naples au Transtévère, où – nous l'apprenons – Douglas fit sa première communion en février 1842¹⁵. N'oublions pas non plus S. Maria dei Monti et son *palazzo*, où St Alphonse logea en attendant son ordination épiscopale en 1762. Projet très cher aux yeux

¹⁰ Smetana à Quéloz, 7 janvier 1853. AGHR 07 XV 3748f, et SHCSR 29 (1981) 357. Smetana à Held, 9 janvier. AGHR 30060001,853001 ou Hd 785. Smetana à Quéloz, 10 janvier. AGHR 07 XV 3748g; 22 janvier. AGHR 07 XV 3753 et 31 janvier 1853. AGHR 07 XV 3754.

¹¹ Smetana à Held, 19 février 1853. AGHR 30060001,853028 = Hd 795 et Smetana à Quéloz, 4 mars 1853. AGHR 07 XV 3757.

¹² Smetana à Quéloz, 12 mars. AGHR 07 XV 3764 et Smetana à Held, 13 mars 1853. AGHR 30060001,853036 = Hd 799.

¹³ Quéloz à Dechamps, 4 avril 1853. AGHR 30060001,853046.

¹⁴ Smetana à Douglas, 25 septembre 1853. AGHR 07 XV 3857. Le 19 octobre, Douglas répond qu'il est content qu'on ait peut-être trouvé une maison à St Ildephonse «où les chiens ne peuvent pas entrer et où le pavé est un peu moins sale qu'à St André...». AGHR 07 XV 3870. Également Douglas à Smetana, 29 octobre. AGHR 07 XV 3872.

¹⁵ Douglas à Smetana, 9 décembre 1853. AGHR 07 XV 3883.

du P. Douglas pour plusieurs raisons, entre autres parce que c'est là qu'Alphonse accomplit le prodige de changer un poulet en poisson¹⁶. Autre projet: le *palazzo* vis-à-vis de notre maison de Monterone, mais cela paraît à Smetana «le plus malheureux et inacceptable de tous»¹⁷.

Outre ces tentatives, on en retiendra une autre encore qui provoqua beaucoup de remous dans la congrégation transalpine: celle de l'ancien couvent des Visitandines via dell'Umiltà, occupé partiellement par les militaires français. Ce fut l'occasion d'un bras de fer entre Victor Dechamps et Smetana. Dechamps, provincial belge de décembre 1850 à décembre 1853, fort des appuis qu'il avait à Rome (Fornari, de Mérode, Talbot...) était persuadé que cette maison nous conviendrait parfaitement, alors que son Supérieur Smetana était convaincu du contraire. S'ensuivit une longue correspondance aigre-douce entre ces deux fortes têtes. Ajoutons à cela d'autres motifs de friction, tels que le problème de la pauvreté, la localisation du Recteur Majeur, les rapports avec les Napolitains, etc. on comprendra que le triennat de Dechamps ne fut pas renouvelé. Il redevint simple recteur à Tournai¹⁸.

2.- Sur l'Esquilin

«Ah! Si les murs pouvaient parler!» dit-on parfois. Sur l'Esquilin, ils parlent et nous disent des choses intéressantes. Ainsi sur le mur est du jardin de la maison générale, le flâneur

¹⁶ Douglas à Smetana, 13 et 21 décembre 1853. AGHR 07 XV 3886 et 3905. Ce prodige est raconté par le serviteur Domenico Janella dans le *Summarium super virtutibus* (1806) n. 32, § 28, p. 703.

¹⁷ Smetana à Quéloz, 29 décembre 1853. AGHR 07 XV 3909. La *Cronaca Casa Sant'Alfonso*, I, 5 mentionne encore deux autres projets, deux églises du Transtévère: St-Pascal Baylon et St-Jean-Baptiste des Génois.

¹⁸ Toute l'affaire de l'Umiltà est traitée en profondeur par A. SAMPERS, *Interest of the Redemptorists in the convent of S. Maria dell'Umiltà in Rome, 1853*, dans *SHCSR* 29 (1981) 355-365. Ce couvent deviendra la résidence des évêques nord-américains; cfr également l'article d'Alfred C. RUSH, *St John Neumann and the American College in Rome*, dans *SHCSR* 29 (1981) 323-354. On trouvera le point de vue de Smetana dans son livret *Expositio actorum et factorum ad Congregationem SS Redemptoris transalpinam spectantium ab anno 1839 usque ad annum 1853*, Romæ 1854.

peut y voir apposées diverses plaques de marbre, dont une nous révèle le nom du premier propriétaire des lieux¹⁹: le cardinal Francesco Nerli junior (1636-1708), qui servit sous cinq papes, de Clément X à Clément XI. Il fut nonce extraordinaire en Pologne et en Autriche, archevêque de Florence (1670-1683), nonce auprès de Louis XIV, Secrétaire d'État (1673-1676), évêque d'Assise (1685-1689), créé cardinal en 1673 au titre de St Matthieu via Merulana²⁰. Son domaine comportait six hectares, donc bien plus vaste que le modeste jardin actuel!²¹ et il reçut deux illustres visiteurs: le pape Innocent XII Pignatelli en 1699, et un an plus tard, la veuve du roi de Pologne Jan III Sobieski (1629-1696), la noble dame Maria Casimira de la Grange d'Arquian (Nevers 1641 - Blois 1716)²².

Mais le propriétaire qui nous intéresse, avec lequel nous aurons à traiter est Michelangelo Caetani (1804-1882), Duc de Caserta et Sermoneta, homme politique et fin lettré, spécialiste de Dante, père d'Onorato Caetani (1842-1917), qui fut maire de Rome. Il voulait vendre son bien. Aussi Smetana, en juin 1854, vint discrètement visiter le domaine et en fut enchanté. Après toute une série de négociations, d'usage en pareil cas, finalement le contrat fut signé le 27 février 1855²³. Il était grand temps, car le Chapitre Général tant attendu était fixé en avril de cette année-là.

Ce fut le premier grand évènement qu'ait connu la maison. Le Chapitre s'ouvrit le 26 avril. Il n'est pas inutile de rappeler ici ceux qui pour la première fois franchirent le seuil de la maison:

Le Vicaire Général Transalpin, Rudolf von Smetana et ses Consultants, Kosmaček, Kaltenbach, Fey et Heilig, également secrétaire du Chapitre; le Procureur Général: Brice Quéloz.

¹⁹ H. Boelaars décrit ces plaques dans l'article *De duabus inscriptionibus latinis in horto collegii S. Alfonsi de Urbe*, dans SHCSR 21 (1973) 437-442.

²⁰ Photo de la villa en 1676 dans *Analecta* 19 (1940-1947) 23. R. RITZLER - P. SEFRIN, *Hierarchia Catholica Medii et recentioris Aevii*, Padova 1952 (désormais: *Hier. Cath.*), V, 8, 69, 101, 203.

²¹ Le tour du domaine - dit-on - permettait de réciter entièrement Matines et Laudes avant de revenir à son point de départ. WALTER, *Villa Caserta*, 40.

²² Quoique décédée à Blois, la reine Maria Casimira est actuellement inhumée près de son époux à Cracovie, au château de Wawel.

²³ WALTER, *Villa Caserta*, 29-33.

De la Province romaine: Douglas, Centore et Carbone.

De la Gallo-Helvétique: Mauron, Neubert et Zobel.

D'Autriche: Mangold, Hayker et Coudenhove.

De Belgique: Verheyen, Held et Dechamps.

Des États-Unis d'Amérique: Ruland, Czvitkovicz et Joseph Müller.

De la Province germanique: Vogl, Schöfl et Haringer.

De la Province hollando-anglaise: Johannes Baptist Swinkels, Bernard Hafkenscheid et Antoon Konings.

On sait combien difficile fut le choix du Recteur Majeur, l'hésitation entre Held et Smetana, pour finalement élire Nicolas Mauron (le 2 mai) et ses consultants: Théodore Lelouchier, Franz Verheyen, Michael Haringer, Bartholomäus Pajalich, Edward Douglas et Vincenzo Macchiusi (le 19 juillet)²⁴. Détail anecdotique pour nous, moins pour les capitulaires: ils apprirent par la suite que le toit de la salle de réunion a bien failli leur tomber sur la tête, au point de devoir démolir ce local six mois plus tard²⁵.

Ainsi commence véritablement l'histoire de la maison, sous le long généralat du Suisse Nicolas Mauron (1855-1893).

Au début, la maison générale fit fonction également de maison de noviciat, ainsi le 24 décembre 1855, trois choristes et un Frère prirent l'habit, sous la direction du P. Pajalich, auquel succèdera Théodore Lelouchier (1859).

À partir de ce moment, l'histoire de la maison coïncide, pourrait-on dire, avec celle des Supérieurs généraux qui se sont succédé à la tête de la Congrégation et qui y ont établi leur domicile.

3.- *Le Père Nicolas Mauron (mai 1855 - juillet 1893)*

Ce n'est pas l'endroit de retracer toute la carrière de ce long règne (38 ans et deux mois)²⁶. Soulignons cependant la grande diffusion que connaîtra la Congrégation durant son mandat: l'Espagne, les Antilles, l'Amérique latine, le Surinam, le Ca-

²⁴ *Acta integra*, 492 et 618.

²⁵ *Cronaca Casa Sant'Alfonso*, I, 7.

²⁶ Le P. Patrick Murray (1909-1947) gouvernera 38 ans moins cinq jours!

nada anglophone et francophone, l'Australie... Le nombre de sujets passa de 1.100 à 2.300. Il eut aussi la joie en septembre 1869 de voir se réunir les deux branches de la Congrégation, séparées depuis le Décret Pontifical du 6 septembre 1853²⁷. Il participa également aux béatifications du P. Clément Hofbauer le 29 janvier 1888 et du Frère Gérard Majella, exactement cinq ans plus tard, le 29 janvier 1893.

Quant à nos étudiants, une partie quitte la *Villa Caserta* en août 1892 pour s'établir dans la belle bâtisse de Cortona en Toscane qui vient d'être aménagée pour eux. Ils y sont conduits par leur préfet le P. Raymond Lang (1855-1910).

Rappelons brièvement les noms des Conseillers et proches collaborateurs de Nicolas Mauron²⁸:

* Le Belge Théodore Lelouchier (décédé à Rome en 1891), auquel succède le Hollandais Pieter Oomen.

* Le Hollandais Franz Verheyen (décédé à Rome en 1876) auquel succèdent l'Alsacien Michael Ulrich (1876-1893), puis le Français du Nord Achille Desurmont (pendant *l'interim*).

* Le Bavaois Michael Haringer (décédé à Rome en 1887), auquel succèdent le Bavaois Johannes Baptist Eichelsbacher (décédé à Rome en 1889), puis le Luxembourgeois Matthias Raus.

* L'autrichien Barth. Pajalich (décédé à Rome en 1863) auquel succèdent les Autrichiens Adam Mangold (décédé à Vienne en 1875), Leopold Stix (décédé à Scifelli en 1883) et Carl Dilgskron.

* L'Écossais Edouard Douglas, le seul qui restera en charge toute la durée du généralat de Mauron. Il décèdera à Rome en 1898.

* L'Italien Vincenzo Macchiusi (décédé à Scifelli en 1875) auquel succèdent les Italiens Giuseppe Pigioli (décédé à Frosinone en 1889) et Vincenzo Mautone (1889-1893), puis le Napolitain Stanislao D'Amora pendant *l'interim*.

Procureur Général: le Jurassien Brice Quéloz (décédé à Rome en 1882) auquel succède l'Italien Hermes Martinelli.

²⁷ DE MEULEMEESTER, *Histoire*, 170-173.

²⁸ SHGSR 2 (1954) 60-63 et 236-279.

4.- Avant l'Italie unifiée, l'église

En inaugurant cette nouvelle maison, les Supérieurs, dès le début, avaient l'intention d'y construire une église. Le projet fut rondement mené, toujours grâce à la générosité du P. Douglas. On confia les plans à l'architecte anglais George Wigley qui proposa une église de style gothique, chose rarissime à Rome²⁹. Les travaux commencèrent immédiatement, avant même la fin du Chapitre, après avoir déblayé ce qui restait des écuries de l'ancien domaine. Le maître d'œuvre fut Petro Pisani, aidé de Joseph Vuillaume, agent d'affaire qui nous épargna bien des dépenses, tout en nous procurant les meilleurs matériaux. En septembre 1856, la façade est déjà terminée, surmontée du blason de la Congrégation, de même un campanile abritant deux cloches (Marie et Alphonse), bénites par notre ami, le cardinal Karl von Reisach. Le 3 mai 1859, consécration solennelle de l'église par le cardinal Constantino Patrizi, elle est dédiée au Très saint Rédempteur et à saint Alphonse. Deux jours plus tard, un peu à l'improviste, Pie IX daigna visiter notre église et la maison, y compris la chambre du Recteur Majeur pour voir «si rien n'y était contraire à la pauvreté»³⁰.

Dans les années qui suivirent, cette église reçut quelques visiteurs célèbres, tels que Louis I de Bavière (déchu depuis 1848)³¹, Donna Isabella Maria, infante du Portugal³², le Duc de Brabant qui allait bientôt monter sur le trône de Belgique sous le nom de Léopold II³³.

Plus importante fut la cérémonie du 1^{er} octobre 1865 durant laquelle fut consacré évêque notre confrère Victor Dechamps. Les évêques consécrateurs étaient Karl von Reisach, assisté de Pasquale Berardi et de Henry Manning³⁴.

²⁹ Tous n'en furent pas contents; ainsi Mariano ARMELLINI la qualifie *piuttosto ostrogotica che gotica* dans son ouvrage *Le chiese di Roma dal secolo IV al XIX*, Roma 1891, 813.

³⁰ *Cronaca Casa Sant'Alfonso*, I, 29-34.

³¹ Le 20 mai 1857, *ibid.*, 16.

³² Le 2 juillet 1862, *ibid.*, 49.

³³ Le 21 mars 1863, *ibid.*, 55.

³⁴ *Ibid.*, 74. Coïncidence: Manning et Dechamps seront créés Cardinaux ensemble, le 15 mars 1875. *Hier. Cath.*, VIII, 20.

Quelques mois plus tard, un événement exceptionnel allait donner à l'église sa vraie fonction et la fera connaître dans le monde entier: l'introduction du tableau de Notre-Dame du Perpétuel Secours et de son culte. On connaît l'histoire étrange de ce tableau aux origines obscures, que l'on croyait perdu, mais qu'un de nos confrères Michele Marchi (1829-1886) se souvenait avoir vu dans la petite église Sainte-Marie in Posterula. Elle s'y trouvait, plus ou moins abandonnée, depuis la destruction par les Français en 1798 de l'église Saint-Matthieu, via Merulana. Aussitôt, le P. Mauron alla trouver Pie IX pour lui demander que le tableau soit remis en honneur dans notre église. Le Pape accepta volontiers, et le 26 avril 1866, le cardinal Constantino Patrizi introduisit l'icône en grande solennité. Le 5 mai de cette même année Pie IX en personne tint à venir vénérer l'icône. Enfin le 23 juin 1867, eut lieu le couronnement de l'image par Mgr Ruggero Antici-Mattei³⁵. On connaît la diffusion extraordinaire que cette dévotion a connue dans le monde entier. Combien de paroisses où les Rédemptoristes ont prêché une mission populaire ont tenu à posséder une copie de cette icône chère au cœur des fidèles.

5.- *Le Concile Vatican I (1869-1870)*

Depuis le Concile de Trente du XVIème siècle, l'Église catholique n'avait plus connu pareil évènement et la *Villa Caserta* y prit sa modeste part. Tout d'abord trois Pères conciliaires prirent leur logement dans notre maison: Bienvenido Monzón y Martín, évêque de Grenade, Miguel Payá y Rico, évêque de Cuenca (Espagne) et Nicolas Adames, Vicaire apostolique du Luxembourg³⁶.

Un des grands points du Concile portait sur l'infaillibilité pontificale et un de ses plus chauds défenseurs fut notre confrère Mgr Dechamps. Aussi le 23 décembre 1869, il invita quel-

³⁵ *Cronaca Casa Sant'Alfonso*, I, 77, 92-95; A. SAMPERS, *Circa traditionem Imaginis BMV de Perpetuo Succursu Patribus CSSR*, dans *SHCSR* 14 (1966) 208-218; Edio BUSCHI, *Santa Maria del Perpetuo Soccorso*, Veroli 1968, 124-157; T. CEPEDAL - A. GARNIER, *Notre-Dame du Perpétuel-Secours*, s.l. 1991, 9-22.

³⁶ A. SAMPERS, *Congregatio SSmi Redemptoris et Concilium Vaticanum I*, dans *SHCSR* 10 (1962) 424-449.

ques-uns de ces collègues à se réunir via Merulana pour mettre au point une stratégie commune, visant à défendre avec ardeur ce qui deviendra un dogme. Les *conspirateurs* étaient au nombre de onze et nous sont connus³⁷: Nicolas Adames (Luxembourg), Victor Dechamps (Malines), Pierre de Preux (Sion), Michael Heiss (La Crosse, Wisconsin), Franz Leonrod (Eichstätt), Henry Manning (Westminster), Etienne Marilley (Lausanne-Genève), Konrad Martin (Paderborn), Léon Meurin (Vicaire apostolique de Bombay), Ignaz Senestrey (Ratisbonne) et Georg von Stahl (Würzburg).

Cette période fut importante pour la maison Générale et pour la Congrégation. D'une part, Saint Alphonse fut souvent cité pour soutenir la thèse de l'infaillibilité pontificale et sera déclaré Docteur de l'Église l'année suivante; d'autre part des rencontres informelles eurent lieu entre certains évêques et le P. Mauron qui furent à l'origine de plusieurs fondations en Amérique Latine³⁸.

6.- Années troubles

Durant les quinze premières années de son existence, la *Villa Caserta* coula, peut-on dire, des jours heureux. Mais les tirs de canon du 20 septembre 1870 au grand matin réveillèrent les consciences. C'était durant la méditation commune. Soudain le P. Mauron dit au confrère qui lisait un point à méditer: «Vous pouvez cesser de lire, cher Père, ce qui se passe maintenant aux murs de la ville nous fournit matière suffisante à méditer et à prier»³⁹. Les Piémontais venaient de pénétrer dans Rome par la brèche de la *Porta Pia*, mettant fin au pouvoir temporel du pape sur la ville. Plus tard on trouva dans le jardin une vingtaine de boulets de canon, dont un pas très loin de la chambre du Rec-

³⁷ *Cronaca Casa Sant'Alfonso*, I, 107; Th. GRANDERATH, *Geschichte des vaticanischen Konzils*, Freiburg 1903, II, 69 et 137; *Acta et Decreta sacrorum conciliorum recentiorum. Collectio Lacensis*, Freiburg 1909, VII, 1646 et 1696; WALTER, *Villa Caserta*, 100-103.

³⁸ Ainsi en Équateur (Cuenca et Riobamba). Á. CÓRDOBA CHAVES, *Viajes misioneros. El Ecuador, base de las fundaciones redentoristas en el Pacífico suramericano*, dans *SHCSR* 48 (2000) 549-609.

³⁹ WALTER, *Villa Caserta*, 118.

teur Majeur. À quinze heures et demie de cette journée historique, les *libérateurs* se répandaient dans la ville et auraient fait irruption dans la maison générale si un drapeau britannique n'avait flotté sur le toit. Pour comprendre ce que faisait ce drapeau là-haut, il faut savoir qu'en 1855, la maison fut achetée au nom de la Congrégation transalpine. Mais devant les troubles politiques qui s'annonçaient, Mauron préféra reconnaître une hypothèque de 100.000 écus à devoir au P. Douglas, sujet britannique. Celui-ci fit alors inscrire (dix jours avant la chute de la ville!) par le consul anglais, Joseph Severn, la maison et l'église sur la liste des possessions anglaises à Rome... ce qui nous sauva pour le moment. Mais le drapeau ne protégea pas longtemps nos bâtiments. Le péril vint à la fois du gouvernement, de la municipalité et des Conseils chargés d'administrer les biens ecclésiastiques.

En janvier 1873, le colonel Caravaglia visita les lieux et par chance ne les trouva pas aptes à abriter des militaires. Par contre la ville expropria la très grande partie du jardin, et en avril, le chroniqueur se plaint amèrement de ce que «pour la première fois, on voit des dames déambuler dans le jardin, *o tempora, o mores!*»⁴⁰

Autre danger, plus grave cette fois, la loi du 19 juin 1873 qui risquait de nous spolier encore davantage, sinon de nous supprimer purement et simplement. S'ensuivit une longue bataille juridique qui se prolongea jusqu'en 1878⁴¹. Notre défense fut toujours le fait que le donateur (Douglas) est un étranger, la substance patrimoniale est étrangère et destinée à des étrangers, à savoir la Congrégation transalpine⁴². En 1883, lorsque la ville décida de restructurer la zone de l'Esquilin, pour ne pas nous voir morcelés, nous construisîmes les bâtiments le long des rues actuelles *dello Statuto* e de *Pellegrino Rossi*.

7.- Xème Chapitre Général. Matthias Raus (mars 1894)

Lorsque le 13 juillet 1893, s'éteignait à Rome le huitième successeur de Saint Alphonse, Nicolas Mauron, plus aucun Cha-

⁴⁰ *Cronaca Casa Sant'Alfonso*, au 26 avril 1873, I, 126.

⁴¹ *Ibid.*, au 24 juin 1878, I, 154.

⁴² WALTER, *Villa Caserta*, 152.

pitre Général n'avait été tenu depuis 1855. Cependant onze jours avant sa mort, Mauron eut encore le temps de convoquer un Chapitre qui, il le sentait, serait un Chapitre destiné entre autres à élire son successeur. Il explique dans la lettre de convocation du 3 juillet 1893 qu'il n'a pu convoquer de Chapitre en 1864, ni en 1873, «à cause des malheurs du temps». Maintenant il est bien décidé à le faire et fixe la date au 25 février 1894⁴³.

Après sa mort, ce fut le Luxembourgeois Matthias Raus (Aspelt 1829 - Bertigny 1917) qui assura l'interrègne en tant que Vicaire Général⁴⁴. Sans perdre de temps, le 16 juillet 1893, il écrit une lettre circulaire qui confirme la convocation d'un Chapitre Général, en maintenant la date du 25 février 1894⁴⁵.

Ce dixième Chapitre Général montre déjà par le nombre des membres convoqués l'extension de la Congrégation: de 27 qu'ils étaient en 1855, ils sont venus à 47 trente-neuf ans plus tard. Le 1^{er} mars fut élu Supérieur Général celui qui avait assuré *l'interim* pendant huit mois: Matthias Raus⁴⁶. Il reçut comme collaborateurs et conseillers: l'Italien Ernesto Bresciani, le Français Augustin Berthe (qui renonce en 1907, lui succède l'Alsacien François Xavier Reuss), l'Autrichien Carl Dilgskron, le Wallon Ernest Dubois, l'Irlandais John Magnier et l'Américain de la Nouvelle-Orléans Joseph Schwarz. Le Hollandais Piet Oomen devient Procureur Général⁴⁷.

Nous occupions la *Villa Caserta* depuis près de quarante ans. Les choses avaient bien changé depuis. Le beau domaine que nous avions acquis en 1855 avait été fortement amputé, et surtout l'aspect *campagne* avait totalement disparu, l'urbanisation avait fait son œuvre, de nouvelles rues avaient été tracées, les habitations nous entouraient de toutes parts, ce qui impliquait évidemment un accroissement de population et donc une plus grande affluence à l'église, encore accrue grâce à la vénération

⁴³ *Acta integra*, 637-639.

⁴⁴ C'est Mauron qui l'avait formellement désigné pour cette fonction le 27 octobre 1892. *Acta integra*, 642; WALTER, *Villa Caserta*, 201-202.

⁴⁵ *Acta integra*, 641-642.

⁴⁶ *Cronaca Casa Sant'Alfonso*, I, 365; *Acta integra*, 649-652.

⁴⁷ *Cronaca Casa Sant'Alfonso*, I, 366; *Acta integra*, 686; SHCSR 2 (1954) 63-64.

envers l'icône de Notre-Dame du Perpétuel Secours. Tout cela nous décida à embellir et agrandir notre sanctuaire. Ce fut l'œuvre principalement de deux de nos Frères: le Flamand Gérard Knockaert (Kortrijk 1845 - Mouscron 1928)⁴⁸ et du Frère bavarois Maximilian Schmalzl (Falkenstein 1850 - Gars a. Inn 1930). En 1899, un portique fut ajouté, surbaissé par rapport à la façade, avec au-dessus des trois portes des bas-reliefs représentant Notre-Dame du Perpétuel Secours, St Alphonse et St Clément (non encore canonisé). Sur le pinacle central, une statue du Saint Rédempteur. On envoya même les vitraux (exécutés en 1857) à Bar-le-Duc en Lorraine pour y être restaurés. Dans la rosace, on remplaça l'image de Notre-Dame aux neiges par l'icône de Notre-Dame du Perpétuel Secours. Les confessionnaux sont dus au ciseau des deux Frères Gérard: Knockaert et Uriati (1857-1905). L'orgue fut révisé par notre P. Aloys Walter⁴⁹. Enfin on songea à introduire l'éclairage électrique dans tout le bâtiment.

Le P. Raus aura la joie de voir notre Frère Gérard Majella canonisé (le 11 décembre 1904), tandis que son successeur, Patrick Murray, commencera son gouvernement par la canonisation de Clément Hofbauer (le 20 mai 1909).

La vie intellectuelle ne fut pas oubliée non plus. Ainsi la bibliothèque qui comptait en 1868 mille volumes, en totalisait vingt-cinq mille trente ans plus tard⁵⁰.

II. DE 1909 À 1947

1.- Élection de l'Irlandais Patrick Murray (mai 1909)

Le XI^{ème} Chapitre Général réunit 55 participants et commença le 26 avril 1909. Le Général en charge fit ce qu'un seul avait fait avant lui (Cocle): il présenta sa démission qui fut acceptée par ses pairs. Le choix du successeur fut laborieux, à en croire le nombre des scrutins nécessaires: pas moins de 26! Fi-

⁴⁸ Quoique né et décédé en Belgique, le Frère Gérard Knockaert ne fit jamais partie de la Province CSSR Belge, mais d'abord de la Gallo-Helvétique, puis de celle de Paris. *Analecta* 7 (1928) 354-359.

⁴⁹ En décembre 1897. *Cronaca Casa Sant'Alfonso*, I, 468.

⁵⁰ WALTER, *Villa Caserta*, 283.

nalement fut choisi l'Irlandais Patrick Murray (38 voix), devant les Hollandais Jan Kronenburg (11) et Willem Van Rossum (4) et l'Allemand Adolphe Brors (2)⁴⁰.

À deux mois près, ce fut le plus long règne après celui de Mauron. Il ne reçut pas moins de seize Conseillers:

* Le Napolitain Emilio Iacovetti (+1918) auquel succèdent les Napolitains Antonio Di Coste (renonce en 1933) et Michele Mazzei.

* Le Lyonnais Jean-Baptiste Favre (renonce en 1912), lui succèdent le Valaisan Othmar Allet (+1914) et le Vosgien Auguste Sordet.

* Le Morave Jan Hudecek qui restera en charge jusqu'en 1947.

* Le Hollandais Willem Van Rossum (Cardinal en 1911), lui succèdent le Hollandais Franz Ter Haar (renonce au Chapitre de 1936), le Belge Joseph Schrijvers (décédé à Rome en 1945) et enfin le Québécois Louis-Philippe Lévesque.

* Pour l'Amérique: le Badois Fidelis Speidel (décédé à Rome en 1928), auquel succède l'Américain Christoph McEnniry.

* L'Anglais James Cotter (démis en 1931), auquel succèdent un compatriote John Bullen (+Gannat 1943), puis l'Irlandais Alexander McMullan⁴¹.

Ce fut une joie pour les Capitulaires de pouvoir commencer ce long règne en célébrant à ce moment-là la canonisation de Clément Marie Hofbauer (le 20 mai 1909).

2.- *Schola Superior Generalis et Collegium Maius*

Une des premières innovations du généralat fut la mise sur pied d'une *Schola Superior Generalis*, destinée à recevoir nos étudiants prêtres voulant se spécialiser dans une branche théologique. L'idée n'était pas neuve, déjà au X^{ème} chapitre de 1894, les Capitulaires en avaient exprimé le souhait, mais ce ne fut qu'en novembre 1909 que les choses purent se concrétiser⁴². Pas moins

⁴⁰ *Cronaca Casa Sant'Alfonso*, II/40, 262; *Acta integra Capituli Generalis XI CSSR Romae celebrati*, Roma 1909, 7-10; *In piam memoriam Rmi Patris generalis emeriti Patrick Murray CSSR*, dans SHCSR 9 (1961) 10-12.

⁴¹ *Cronaca Casa Sant'Alfonso*, II, 40 et SHCSR 2 (1954) 64-67.

⁴² Voir sur le sujet l'article très complet de A. CORDOBA CHAVES, *La Aca-*

de vingt-deux étudiants se présentèrent de quatorze Provinces. Quelques noms nous sont plus connus, tels que Clemens Henze (1880-1965), Karol Szrant (1886-1975), Jozef Drehmanns (1882-1959). Les premiers professeurs furent: pour le Droit Canon, Jan Hudecek (1870-1957); pour la Morale, Louis Wouters (1864-1933), pour le Dogme, Armand Dorsaz (1877, disp. en 1948), pour la Philosophie, Heinrich Kirfel (1881-1947), pour l'Histoire Antonio Mariscal (1866-1936) et pour les langues grecque et hébraïque, Josef Rudisch (1874-1949). On nomma le Français Jean-Baptiste Favre (1864-1943) Préfet de la Schola, auquel succèdera rapidement le Hollandais Frans Ter Haar (mai 1910)⁴³.

Le 17 octobre 1912, la Schola s'en va à San Gioacchino jusque fin 1914. Elle reprendra vers 1921 sous le nom de Collège Majeur, dirigé par le P. Cornelius Damen (1881-1953) formant via Merulana une communauté séparée, dépendant directement du Supérieur Général. Pas moins de quatre Frères y assureraient l'intendance.

Un fidèle ami de cette période fut notre P. Willem Van Rossum (1854-1932): cardinal en 1911 et Préfet de la Propagande en 1918. Rappelons qu'il habita un certain temps dans un appartement de la via dello Statuto.

Survint la guerre 1914-1918. Contrairement à celle de 1940-1945, elle laissa fort peu de traces dans les chroniques.

Du 26 avril au 15 juin 1921 se tint le XIII^{ème} Chapitre Général, il réunit 77 participants qui s'occupèrent surtout de modifier certains points de la Règle et des Constitutions pour les adapter au nouveau Droit Canonique.

Épinglons encore le passage du célèbre Maréchal Foch en mars 1924, qui tenait à rendre visite à Mgr Francis Bouffie (+1934), Archevêque de Westminster, natif de Clapham et grand ami des Rédemptoristes⁴⁴. Également, séjours assez fréquents du Cardinal Désiré Mercier (+1926) de Malines.

demia alfonsiana: cincuenta años al servicio de la teología moral, dans *Studia Moralia* 37 (1999) 229-268, publié en italien dans *Accademia Alfonsiana. Cinquant'anni di Storia. Quarant'anni di incorporazione nella Pontificia Università Lateranense*, Roma 1999, 47-84.

⁴³ *Cronaca Casa Sant'Alfonso*, 11/5, 4-6, 24.

⁴⁴ *Ibid.*, 11/6, 72.

3.- Transformation de la maison

Le 5 avril 1930, est enfin signé le décret permettant la démolition de l'ancienne maison. Le plan d'urbanisation du quartier remontait déjà à plus de quarante ans, mais rien ne se décidait concrètement. À présent, c'est chose faite. La maison va connaître une profonde transformation. Comme l'écrivit le chroniqueur de l'époque (Tobias Butturini), il ne restera plus rien de la *Villa Caserta-Caetani*, pas même les fondements.

Le 8 mai commencent les travaux sous la direction de l'architecte Alessandro Villa et les entreprises Monti. Mais en juin, devant les protestations de certains boutiquiers qui louaient notre rez-de-chaussée, les travaux sont suspendus jusqu'en novembre⁵⁶. Comme il fallait s'y attendre, pelles et pioches mirent au jour quantité de souvenirs de l'empire romain: statues mutilées, chapiteaux, colonnettes, amphores, fioles de verre, ossements..., objets qui furent remis à la municipalité, comme la loi l'exigeait. En outre on exhuma des fragments de mur, un tronçon de chaussée, etc., dont certaines parties sont encore visibles au niveau inférieur de notre dépôt de livres.

Le 25 avril 1931, le Supérieur Général Murray bénit la première pierre à l'angle de la via Merulana et dello Statuto, à quatorze mètres de profondeur. On introduisit dans cette pierre un tube en métal renfermant des médailles de nos saints patrons et un document signé par neuf confrères et sept laïcs⁵⁷.

En décembre 1932, disparaît le mur qui entourait l'église pour faire place à la grille que nous connaissons aujourd'hui.

Pour les fêtes pascales 1933, tout est achevé, les confrères peuvent aménager dans le nouveau et imposant bâtiment qui longe la via Merulana. Il a cinquante-quatre mètres de largeur et vingt-quatre de hauteur⁵⁸. Il y eut sans doute un certain nombre de bienfaiteurs qui ont contribué aux dépenses importantes occasionnées par cette construction, mais les Chroniques ont cru

⁵⁶ On trouvera les rares photos de la démolition dans *Analecta* 9 (1930) 273-274 et *Analecta* 10 (1931) 68, photos dues au Frère allemand Franz Rausch (1887-1954).

⁵⁷ Texte et photos dans *Analecta* 10 (1931) 157-159.

⁵⁸ Texte et photos dans *Analecta* 12 (1933) 126-129.

bon d'en souligner un particulièrement: le P. Andrew Kuhn (1880-1940) de la Province de Baltimore⁵⁹.

Pour conclure ce chapitre, donnons la parole à un Romain facétieux et observateur qui nous a laissé cette spirituelle pasquinade qui ne peut se comprendre qu'en observant la façade de notre maison (c'est Saint Alphonse qui parle):

*Perdonate, Signore il paragone,
Se mi han messo con voi sul cornicione!
Io temendo, o Gesù, vostra minaccia
Altro non posso far: volto la faccia!*⁶⁰

4.- Quelques événements avant la grande tourmente de 1940

Le 8 février 1931, consécration épiscopale de Nicolas Czarneckij (déclaré bienheureux soixante-dix ans plus tard, le 27 juin 2001) par Mgr Gregor Chomyszyn, évêque ukrainien de Stanisławów, assisté de Mgr Pietro Bučys, évêque d'Olimpo et Mgr Giovanni Mele, évêque de Lungro pour les Italo-albanais. Autres célébrants: Mgr D. Sipiaguine et Dionisio Holoveckyj⁶¹.

Les 12-14 avril 1933: nous célébrons en grande pompe le bicentenaire de la Congrégation, reportée d'un an à cause des travaux. Pas moins de dix-neuf Provinciaux y prirent part, avec nombre de prélats dont Mgr Czarneckij et le Cardinal Eugenio Pacelli, le futur Pape Pie XII⁶².

Avril-mai 1936: XIII^{ème} Chapitre Général auquel ont pris part 59 CSSR. Comme celui de 1921, on s'employa surtout à réviser certains points de la Règle et des Constitutions⁶³.

5.- Le désastre de la guerre 1936-1945

Bien avant l'invasion nazie de 1940, l'Europe connut de graves événements, entre autres en Espagne où éclata une terrible

⁵⁹ *Cronaca Casa Sant'Alfonso*, II/7, 202.

⁶⁰ *Ibid.*, II/7, 55. «Pardonnez, Seigneur, la comparaison, si on m'a placé avec Vous sur cette corniche! Craignant, oh Jésus, votre menace, je ne peux rien faire d'autre, sinon détourner mon visage!».

⁶¹ Texte et photo dans *Analecta* 10 (1931) 79-83.

⁶² *Cronaca Casa Sant'Alfonso*, II/7, 53-54; *Analecta* 10 (1933) 133-135.

⁶³ *Analecta* 15 (1936) 115.

guerre civile. Ainsi en août 1936, nous arrive en vêtements civils le P. Miguel García Alonso (1887-1972). Avec un faux passeport il a pu s'embarquer sur un navire italien voguant vers Gênes. Il repartira en Espagne au mois d'octobre suivant. De même pour le P. José Morán Pan (1898-1985), missionnaire en Chine. Plus tard (janvier 1938) ce fut le tour du P. Raimundo Tellería Totorikagena (1903-1966), le célèbre biographe de notre fondateur.

Le 10 avril 1938, nos confrères allemands et autrichiens furent priés de se rendre à Gaète pour donner *librement* leur avis sur l'annexion de l'Autriche par le chancelier Hitler. Le chroniqueur (D'Orazio) commente: «l'absentéisme aurait été noté sur leur passeport, avec menace de ne pouvoir rentrer dans leur patrie. Il aurait même été dangereux de ne pas écrire <JA>! Le Reich avait poussé la délicatesse jusqu'à leur rembourser les frais de voyage»⁴⁰. Il semble que l'annexion ne fit pas le bonheur de l'Église, ainsi Edouard Pechazek (1886-1952) le recteur de Puchheim, préféra fuir son pays pour venir à Rome.

En 1939, les choses se précisent, les bruits de bottes se font plus clairement entendre. On commence déjà des exercices d'alertes aériennes, au cas où... Les autorités civiles ordonnent l'occultation des fenêtres, nous décidons d'allumer deux cierges à l'autel, pas plus!

Octobre 1939, un certain nombre de confrères polonais quittent leur pays: Kazimierz Gołębiewski (1895, disp. en 1949), Brunon Świtalski (1909, disp. 1949), les étudiants Kazimierz Kalembe (1913-1969), Józef Grochot (1915-1993), Leon Dzwonkowski (1915-1940), Kazimierz Rutkowski (1920-2003) et Marian Kieniarski (1915-1999). Les étudiants se rendent à Cortona poursuivre leurs études de théologie, sauf Gołębiewski qui part pour la France⁴¹.

En novembre, arrivent trois Ukrainiens: Stéphane Shawel (1910-1988) et Grégoire Shawel (1912-1967), puis Jozef Korba (1903-1995) qui fuiront au Canada six mois plus tard.

Mai 1940, on conseille au Frère Alphonse (John Hartley, 1885-1949) de quitter le pays, il est sujet britannique, donc en-

⁴⁰ Cronaca Casa Sant'Alfonso, II/7, 127.

⁴¹ Ibid., II/7, 178-179.

nemi de l'Italie! De même partent pour les États-Unis les Pères Quirin Denges (1902-1982) et Paul Laicher (1909-1978). En juin, c'est au tour des Pères Auguste Sordet (1867-1950), John Bullen (1877-1943), Raymond Lotter (1889-1958) qui doivent quitter la maison, à la consternation générale⁶⁶. Au mois de juin, par ordre des autorités italiennes, les étudiants polonais sont priés de se rendre au camp de concentration de l'Aquila, en fait on leur permit de se rendre à Scifelli.

Ainsi on s'enfonçait dans un état de guerre dont on ne voyait pas la fin. Ce n'est plus qu'une succession d'alertes aériennes qui troublent le sommeil des Romains. En février 1941, le Chroniqueur (L. Trani) crut bon de souligner «qu'il était défendu de mal parler du fascisme par prudence, pour ne pas finir dans un camp de concentration, et par justice, en pensant à tout le bien que le fascisme avait réalisé»⁶⁷.

Mais la vie devient de plus en plus difficile, le pain est rationné: 200 gr par personne et par jour, avec défense de céder un éventuel surplus au voisin...⁶⁸. À ce propos il faut souligner le grand rôle qu'ont joué nos Frères dans le ravitaillement, ils ramenaient discrètement des victuailles de la campagne, au point qu'un jour le Frère Gottfried Redemann (1892-1962) se fit pincer à la gare Termini avec quelques bons morceaux de porc, d'où une amende de quatre cents liras⁶⁹.

En mai 1943, la Tunisie s'est rendue aux armées alliées et notre Père Giuseppe Salza (1881-1960) y est fait prisonnier. Des Pères Giuseppe Cicatiello (1898-1987) et Americo Tanzi (1912, disp. 1947), on ne sait rien.

En juillet 1943, ce fut à la fois le sévère bombardement du quartier du Verano et le débarquement des armées américaines en Sicile. Au centre de Rome, grande démonstration populaire contre Mussolini et en faveur du roi Victor-Emmanuel III. Ce qui n'empêche pas les Allemands d'entrer dans Rome en septembre 1943. La guerre est loin d'être finie. En novembre des bombes tombent sur le Vatican et en décembre, le couvre-feu est décrété.

⁶⁶ *Ibid.*, II/7, 230.

⁶⁷ *Ibid.*, II/7, 287.

⁶⁸ *Ibid.*, II/7, 375.

⁶⁹ Au 7 juin 1943. *Cronaca Casa Sant'Alfonso*, II/8, 34-35.

Février 1944, le Mont Cassin est détruit. Enfin juin 1944, c'est la délivrance, les Alliés entrent dans Rome, les nazis se retirent. Le 5 juin une foule immense se rend place St-Pierre remercier Pie XII d'être resté à Rome et d'avoir soutenu la population en ces années terribles.

C'est l'époque où la maison va recevoir la visite de très nombreux confrères qui servaient dans les armées alliées comme aumôniers militaires. La majorité sont des Américains, comme Costanzo Antonellis (Baltimore, 1914-1986), James Patrick Clune (Baltimore, 1900-1982), Edward Comer (St-Louis, 1911-1996), Joseph Duchek (Baltimore, 1910, disp. 1974), Thomas Gildea (Baltimore, 1910-1996), Edward Killion (Baltimore, 1900-1978), Edward Kreutzer (St-Louis, 1899-1993), Matthew Meighan (Baltimore, 1899-1968), Ernest Miller (St-Louis, 1905-1977), David Murphy (Baltimore, 1894-1968), Thomas O'Connor (Baltimore 1897-1979), Daniel Sullivan (Richmond, 1913-1975), Timothy Sullivan (Baltimore, 1905-1972), Geoffrey Stone (Baltimore, 1894-1966), Francis Tobin (St-Louis, 1912-1992), John Wise (Baltimore, 1905-1981) et Thomas Andrew Wright (Baltimore, 1901-1961)⁷⁰.

Il y a aussi des Anglais, tels que Gerard Dwyer (1908-1992), Denis Gibson (1905-1958), William Ralph McNulty (1912-1988), Reginald Moore (1911-1982), Maurice Roche (1907, disp 1949), Bernard Simpson (1906-1971), Francis Simpson (1904, disp. 1948) et Augustine Teasdale (1911-1993). Également des Canadiens, soit de Sainte-Anne de Beaupré: Léon-Xavier Aubin (1901-1990) et Jean Baptiste Paris (1911, disp 1946), soit de Toronto: Hugo Dillon (1913, disp. 1946), Michael MacIsaac (1901-1969) et John Arthur Ryan (1904-1973). Sans oublier un Irlandais: Henry McGowan (1915-1991), et un Français: Pierre Rinjonneau (1915-1998).

Leur visite n'était pas seulement protocolaire ou amicale, mais ils ne venaient jamais les mains vides et tenaient à alléger quelque peu nos privations. Grâce leur soit rendue!⁷¹

Les années 1945-1946 furent employées à panser les bles-

⁷⁰ Il faut dire que notre Congrégation aux Etats-Unis avait 189 aumôniers militaires, et un Vicaire aux Armées: Mgr William Tiburtius McCarthy (1889-1972). *Communicationes*, 15.02.83, p. 6.

⁷¹ *Cronaca Casa Sant'Alfonso*, II/8, 161, 164, 168, 169, 171, 177, 182, 193, etc.

de la guerre et peu à peu la vie reprit son cours normal.

Soulignons encore que sous le généralat de Patrick Murray, la Congrégation passa de 3.500 à 7.000 membres. 477 maisons furent fondées à travers les cinq continents et 24 seulement supprimées, d'où un accroissement de 453 unités.

III. DE 1947 À NOS JOURS

1.- *Leonard Buys (1947-1953)*

Le 2 février 1947, le P. Murray eut un grave accroc de santé: paralysie partielle, difficulté de parole...; aussi sans tarder il nomma un Vicaire Général ou vice-gerens en la personne du consultant et vice-recteur de la maison: Christopher McEnniry (St-Louis, 1878-1972)⁷². Mais il avait déjà à ce moment convoqué la tenue d'un Chapitre Général (le 8 mai 1946).

Le XIVème Chapitre Général se tint donc comme prévu du 26 avril au 24 mai 1947. Il réunit 69 capitulaires dont nous retiendrons surtout trois noms: Leonard Buys (Hollande, 1896-1953), William Gaudreau (South Braintree 1897 - Lewiston 1968) et Méthode Trčka (Prague, 1886-1959) qui sera béatifié par Jean-Paul II le 4 novembre 2001⁷³.

Dès la première session du Chapitre, le P. Patrick Murray renonça à sa charge, ce qui fut accepté quasi à l'unanimité. Quatre jours plus tard, après neuf scrutins, un successeur lui fut trouvé en la personne de Léonard Buys, vocal de la province hollandaise. Il reçut comme Conseillers: Benedetto D'Orazio (Rome, 1881-1975), Léon Quittelier (Paris, 1887-1960), Karol Szrant (Pologne, 1886-1975), Engelbert Zettl (Munich, 1898-1982), Albert van Biervliet (Belgique, 1886-1962), John Keogh (Toronto, 1896-1979) et Alexander McMullan (Irlande, 1880-1963). Bien que le généralat de L. Buys fut de courte durée, il n'en fut pas moins

⁷² *Ibid.*, II/9, 31.

⁷³ *Analecta* 19 (1940-1947) 177.

important à plusieurs points de vue⁷⁴.

C'est ainsi qu'après la tourmente de la guerre, le Collège Majeur put à nouveau fonctionner et accueillir ceux que les différentes Provinces envoyaient étudier à Rome. Comme la maison devenait étroite, on ajouta un quatrième étage à l'aile jouxtant le jardin (1949)⁷⁵.

Buys tint à remettre à l'honneur la figure et les œuvres du fondateur St Alphonse en favorisant une réédition de la *Morale*, en encourageant l'édition de ses œuvres les plus populaires, également en lançant une édition critique des *Cœuvres Ascétiques*. Enfin, il décida d'acheter la *Casa Anastasio* à Scala, si riche en souvenirs alphonsiens.

Lui tenait surtout à cœur la formation de nos jeunes séminaristes. Comme ancien professeur de Théologie Morale, il ne fut pas long à se convaincre que la Congrégation avait besoin d'un instrument capable de former des étudiants dans cette discipline si importante à ses yeux. Ce fut l'intuition et le début de ce qui deviendra l'*Accademia Alfonsiana*⁷⁶. L'année 1952-1953 promettait un bon début, mais la mort du Supérieur Général et du P. Cornelius Damen (Hollande, 1881-1953) mit fin provisoirement à l'expérience. Ce ne fut qu'en octobre 1957 sous le gouvernement du P. Gaudreau que l'*Accademia* put rouvrir ses portes à une quarantaine d'étudiants.

Autre centre d'intérêt du P. Buys: l'histoire de notre Institut. En avril 1948, il convoqua tout ce que la Congrégation comptait d'historiens éminents pour faire le point sur notre histoire et les problèmes qu'elle soulevait. Il en sortit des idées généreuses, et quelques fruits tels que l'ouvrage du P. M. De Meulemeester *Histoire sommaire de la congrégation du T.S. Rédempteur* (Leuven, 1950), la création de l'*Institut Historique* et de sa revue le *Spicilegium Historicum* (1953), avec au comité de rédaction: les Pères Oreste Gregorio (Naples, 1903-1976), André Sampers (Hollande, 1915-1998) et Joseph Löw (Autriche, 1893-1962). Et comme

⁷⁴ Excellente synthèse dans SHCSR 1 (1953) 11-58: *In Piam memoriam Rmi Patris Generalis Leonardi Buijs CSSR*.

⁷⁵ *Cronaca Casa Sant'Alfonso*, II/9, 87.

⁷⁶ Sur ce sujet, voir *Accademia Alfonsiana. Cinquant'anni di storia. Quarant'anni di incorporazione nella Pontificia Università Lateranense*, Roma 1999.

collaborateurs: Maurice De Meulemeester (Belgique, 1879-1961), Klemens Henze (Cologne, 1880-1965), Władysław Szoldrski (Varsovie, 1884-1971), Eduard Hosp (Autriche, 1886-1979), Michael Curley (Baltimore, 1900-1972), Peter Bernards (Cologne, 1901-1966), Raimundo Tellería (Espagne, 1903-1966), Giuseppe Cacciatore (Sicile, 1907-1977) et Domenico Capone (Naples, 1907-1995)⁷⁷.

Mais le Supérieur Général Buys – comme Murray avant lui et Gaudreau après – voulait des «esprits sains dans des corps sains». Il s'efforça donc de trouver une villa non loin de Rome qui put accueillir les confrères, surtout aux périodes chaudes de l'été. Depuis 1921 jusqu'à la guerre, nous pouvions disposer d'une aile de la fastueuse villa Aldobrandini à Frascati. En 1946, nous dûmes chercher autre chose. Après une brève occupation d'une villa à Fregene, nous acquîmes l'antique demeure du *palazzuolo* à Rocca di Papa en août 1949⁷⁸. Initiative très appréciée de tous, entre autres du Président du conseil italien qui en était le voisin: Alcide De Gasperi (1881-1954). Plusieurs fois celui-ci sollicita la faveur d'assister à l'Eucharistie dominicale avec son épouse Francesca et ses deux filles Paola et Lisa. Il nous en fut très reconnaissant⁷⁹. Dix ans plus tard (en 1959) nous vendîmes cette villa au *Venerabile College* anglais⁸⁰, pour louer un pied-à-terre plus petit à Civita Castellana⁸¹. Puis en 1960, ce fut à Grottaferrata⁸². En 1961-1963, à la villa Staderini à Sutri⁸³. Puis S. Felice del Circeo et à la villa Marvillà à Sabaudia (1964-1967).⁸⁴

Le 27 juin 1953, tombe la triste nouvelle de la mort du P. Général Léonard Buys survenue au Tirol, à Innsbruck, après un

⁷⁷ Voir SHCSR 1 (1953) 5-6; *Communicationes*, n° 116, octobre 1995, 1-4.

⁷⁸ *Cronaca Casa Sant'Alfonso*, II/9, 90. Historique de ce palais dans *Analecta* 21 (1949) 173-179.

⁷⁹ *Cronaca Casa Sant'Alfonso*, II/10, 118, 176 et 261.

⁸⁰ *Ibid.*, II/10, 440 et 443.

⁸¹ *Ibid.*, II/10, 458.

⁸² *Ibid.*, II/11, 26

⁸³ *Ibid.*, II/11, 69, 106, 156.

⁸⁴ *Ibid.*, II/12, 22, 82, 104. Marvillà où est décédé inopinément le P. Raimundo Tellería, administré par notre confrère Joseph Lê Viet Phuc le 7 août 1966. *Cronaca Casa Sant'Alfonso*, II/12, 79-80; *Analecta* 38 (1966) 221.

mois d'hospitalisation. Il y avait eu soin de désigner le Vicaire Général qui assurerait l'intérim: le P. Léon Quittelier. Celui-ci décide aussitôt de convoquer le Chapitre Général pour février 1954.

2.- William Gaudreau (1954-1967)

Le XVème Chapitre Général eut lieu à Rome, en la maison générale, du 2 au 27 février 1954. 78 participants.

Le P. William Charles Gaudreau (South Braintree 1897 - Lewiston 1968), vocal de la province de Baltimore, est élu Supérieur Général dès le 6 février, au deuxième tour de scrutin. Il reçoit comme conseillers: Karol Szrant (Pologne, 1886-1975), William Grangell (New Orleans, 1893-1986) remplacé en décembre 1958 par Raymond Miller (St-Louis, 1901-1988), Herman Boddeke (Hollande, 1894-1978), Alfons Schwindt Lindner (Buenos Aires, 1904-1977), José García Pedrero (Espagne, 1905-1986), Salvatore Giammusso (Sicile, 1908-1995), Francis Hawkins (Londres, 1906-1972) et Alois Pohl (Cologne, 1911-2005). Albert Van Biervliet (Belgique, 1886-1962) est élu Procureur Général.

En mai 1956: nous commençons à travailler à la basilique S. Maria Maggiore, avec le P. François Forte (Ste-Anne de Beau-pré), Domenico Pirozzi (Naples), bientôt remplacé par Domenico Fenocchi (Rome), les Frères Gaetano (Alessio Esposito, de Naples) et Mariano (Giovanni Graziani, de Rome). Leur tâche consistait à assurer le maintien de tout ce qui servait au culte, célébrer des messes, et parfois y prêcher⁸⁵. Viendront aussi Giovanni Giuliani et Giuseppe Bossi. En janvier 1962, une résidence se forme dans les bâtiments de Sainte-Marie Majeure même⁸⁶.

Une des grandes réalisations de William Gaudreau fut de mener à bien la construction des locaux destinés à accueillir les salles de cours et quelques chambres de professeurs. La chronique signale que l'on dut planter cent vingt piliers de béton à une profondeur de douze à quinze mètres pour pallier la fragilité du sol⁸⁷. On démolit ce qu'on appelait le noviciat pour pouvoir bâtir

⁸⁵ *L'Osservatore Romano* du 4 mai 1956; *Analecta* 28 (1956) 100-101 et R.I.S. (1956) 325-326.

⁸⁶ *Cronaca Casa Sant'Alfonso*, II/11, 7, 89; *Analecta* 34 (1962) 32.

⁸⁷ *Cronaca Casa Sant'Alfonso*, I/10, 356. Longue description et photos

l'*aula magna* (14 mètres sur 22) le long de la via S. Vito et les deux étages qui la surplombent. L'ouvrage est dû à Alessandro Villa, sous la supervision de notre économiste général, l'Irlandais Joseph Tronson (1913-1987). On voulut couronner la tâche par une bénédiction très solennelle. Celle-ci eut lieu le 13 novembre 1958, en présence de deux Cardinaux: Valerio Valeri, Préfet de la S.C. des Religieux et Giacomo L. Copello, archevêque de Buenos Aires, ainsi que de six évêques dont deux Rédemptoristes: James Edward McManus (Baltimore, 1900-1976) et Leonardo B. Fey-Schneider (Bolivie, 1910-1989), sans pouvoir énumérer toutes les autres personnalités, notamment les Présidents des nombreuses facultés théologiques implantées à Rome, en tout plus de cent vingt personnes.

En octobre 1960, un pas de plus est franchi, car l'*Accademia Alfonsiana* sera incorporée à l'Université Pontificale du Latran, et ainsi ses diplômes seront reconnus officiellement⁸⁸.

Quelques mois plus tard, en janvier 1961, notre église devient un titre cardinalice dont le premier titulaire sera Mgr Joseph Elmer Ritter de St-Louis (Missouri) (1892-1967)⁸⁹. Son blason peut encore se voir sur l'arc de la voûte, à droite, avec la devise *Miles Christi sum*. Ritter sera suivi de notre confrère José Clemente Maurer (1900-1990) (de Sucre en Bolivie)⁹⁰ et en 1991 jusqu'à nos jours d'Anthony Joseph Bevilacqua de Philadelphia (1923, Pennsylvanie, retiré en 2003), lointain successeur de notre P. John N. Neumann.

En octobre 1962, s'ouvre à Rome la première session du Concile Vatican II, auquel participent une quinzaine d'évêques Rédemptoristes.

Quant à nous, le 3 février 1963, s'ouvre notre XVIème Chapitre Général. Les Capitulaires sont si nombreux (92) que les étudiants du Collège Majeur sont priés de déménager pour la durée

de la cérémonie dans *Analecta* 30 (1958) 365-369. Détail intéressant: la statue de St Alphonse trônant dans l'*aula magna* serait une reproduction de celle qui se trouve dans la cathédrale de New York. *Cronaca Casa Sant'Alfonso*, II/10, 410.

⁸⁸ *Analecta* 32 (1960) 279-282.

⁸⁹ *L'Osservatore Romano*, 23-24 janvier 1961; *Analecta* 33 (1961) 31-34, 46-55.

⁹⁰ *Cronaca Casa Sant'Alfonso*, II/12, 103; *Analecta* 39 (1967) 193.

du Chapitre, soit via Giusti (Sœurs de Ste Anne) soit via Leopardi (Filles du Bon Sauveur de Caen). Les séances se tiennent dans l'aula magna de l'Académie. Le P. Gaudreau garde sa charge de Supérieur Général, mais reçoit huit nouveaux conseillers: Teodor Kaczewski (Pologne, 1899-1989), Gustaaf De Ceuninck (Belgique, 1902-1975), Kurtdietrich Büche (Munich, 1905-1980), Alfred Zipper (Alsace, 1910-1995), Robert Elliott (Oakland, 1910-1985), Michele Bianco (Napoli, 1915-1983), Tarcisio Amaral (São Paulo, 1919-1994) et Frederick Jones (Irlande, 1921-1997).

Comme c'est la coutume, les membres du Chapitre sont reçus par le Pape Jean XXIII qui n'a plus que quelques mois à vivre, puisqu'il s'éteint le 3 juin suivant. L'Église reçoit alors un nouveau chef en la personne de Paul VI (le 21 juin 1963), qui procédera à sa première béatification, celle de notre confrère Mgr John N. Neumann (13 octobre 1963)⁹¹.

En septembre de la même année avait commencé la seconde session de Vatican II. Pas moins de vingt-et-un prélats Rédemptoristes logent via Merulana⁹².

Quant aux aménagements intérieurs, signalons les grands travaux qui furent réalisés en notre église en 1964, travaux qui nécessiterent la fermeture de l'édifice de juin à décembre. Certaines transformations étaient dues à l'*aggiornamento* de la liturgie, notamment un autel face au peuple, deux ambons de chaque côté du chœur pour les lectures. L'icône de Notre-Dame fut entourée d'un grand cercle figurant des colombes et des rayons, tandis que deux anges massifs soutenaient l'ensemble (œuvre due à Luigi Venturini de Rome). Les anciennes cloches furent vendues pour en fondre trois nouvelles du nom du Saint Rédempteur (429 kg), de la Vierge Marie (250 kg) et de Saint Alphonse (129 kg). Elles furent bénites le 9 mars 1965 par notre confrère argentin Mgr Jorge Gottau Bahal (1917-1994), Ordinaire d'Añatuya. Enfin on installa un chauffage sous le sol⁹³.

⁹¹ Nombreux documents et photos dans *Analecta* 35 (1963) 185-257.

⁹² *Cronaca Casa Sant'Alfonso*, II/11, 163.

⁹³ Texte et photos dans *Analecta* 39 (1967) 3-39; *Cronaca Casa Sant'Alfonso*, II/12, 22. À ce propos, notons l'horaire des messes dominicales en 1964: 5h25, 6h, 6h45, 7h30, 8h15, 9h, 10h, 11h, 18h45. *Ibid.*, II/12, 7.

3.- Tarcisio Ariovaldo Amaral (1967-1973)

Le 8 septembre 1967, ouverture du XVIIème Chapitre Général à Rome, à la *Domus Pacis*, via Torre Rossa, 94¹. Le 11 septembre, Gaudreau démissionne et le 7 novembre le P. Tarcisio Ariovaldo Amaral (Tabatinga, 1919-1994) est élu Supérieur Général au dixième scrutin. Il reçoit comme Conseillers (ramenés de huit à six): Francis Da Costa (Bangalore, 1922-2004), John Lerhinan (Richmond, 1915-1987), Santino Raponi (Rome, 1920), Josef Pfab (Munich, 1922-2000), Gonzalo Ortiz Arellano (Quito, 1928) et Georges Bérubé (Québec, 1912-1989)².

Du 14 avril au 28 mai 1969 eut lieu la seconde session du même Chapitre qui tint ses assises chez les Oblats de Marie Immaculée à la Pineta Sacchetti; 105 participants³.

En juin 1969: après plus de cent ans de coexistence pacifique avec la communauté Sant'Alfonso, la curie générale décide de transférer ses locaux via Pellegrino Rossi⁴.

La période du P. Amaral fut peut-être la période la plus agitée d'après guerre. Le fameux mai 68 de Paris provoqua une tempête dans le monde et l'Église, qui ne manqua pas d'affecter notre Congrégation. Ce fut l'époque des remises en question, d'une réforme liturgique profonde, d'un changement assez radical dans nos habitudes vestimentaires et autres, triste période aussi caractérisée par une chute des vocations et une demande accrue des dispenses des voeux⁵.

4.- Joseph Pfab (1973-1985)

Du 1 septembre au 4 octobre 1973, se tint le XVIIIème Chapitre Général dans les bâtiments des Frères des Écoles chrétiennes, via Aurelia à Rome.

¹ Du moins pour cinq jours puis, mécontents de la *Domus Pacis*, les 99 participants ont décidé de continuer leurs assises à la via Merulana. *Acta integra Capituli generalis XVII Romæ celebrati 1967-1969*, 42; *Cronaca Casa Sant'Alfonso*, II/12, 107.

² *Acta integra Capituli generalis XVII*, 152-153.

³ *Orbis* 2 (1969) 50-57.

⁴ Texte et plan dans *Orbis* 2 (1969) 46.

⁵ Ainsi sur dix ans (1965-1975), le nombre des membres est passé de 8.800 à 7.000. *Catalogue*, édité par M. Kratz.

Le P. Joseph Pfab (Bavière) y est élu Supérieur Général, avec comme conseillers: Francis Da Costa (Inde, 1922-2004), John Joseph Ruef (Baltimore, 1925-2002), Raúl Campos Sosa (Argentine, 1928), Ignace Dekkers (Hollande, 1929), James Mythen (Londres, 1929, disp. en 1988) et Juan Manuel Lasso de la Vega (Espagne, 1936). Vicaire Général: Ignace Dekkers.

Le 19 juin 1977, canonisation par Paul VI de notre confrère et premier évêque américain John N. Neumann, béatifié en 1963 par le même pape, en présence de plus de deux cents Rédemptoristes dont quinze évêques⁹⁹.

Du 29 août au 5 octobre 1979: XIXème Chapitre Général, tenu via Merulana; 108 capitulaires. Le 19 septembre le P. Joseph Pfab est réélu Supérieur Général, avec comme conseillers, quatre anciens: Juan Manuel Lasso de la Vega, John Joseph Ruef, Francis Da Costa, Ignace Dekkers et deux nouveaux James McGrath (Dublin, 1931-1989) et Gaspar de Almeida Pinto (Rio de Janeiro, 1931). Vicaire Général: Juan Manuel Lasso.

23 mai 1982, sur la place Saint-Pierre, béatification de notre confrère hollandais, Peerke Donders (1809-1887), apôtre des lépreux au Suriname.

5.- Juan Manuel Lasso de la Vega (1985-1997)

Du 21 octobre au 20 novembre 1985: XXème Chapitre Général, chez les Frères des Écoles Chrétiennes, via Aurelia à Rome, comme en 1973; 110 membres.

Le 8 novembre, au quatrième scrutin, le Vicaire Général Juan Manuel Lasso de la Vega est élu Supérieur Général, il reçoit comme conseillers: Michael Kratz (Cologne, 1936), Kevin Dowling (Afrique du Sud, 1944), Luis Hechanova (Philippines, Cebu, 1940-2001), José Ulysses da Silva (São Paulo, 1943), Joseph Robert Fenili (Denver, 1936) et Giuseppe Zirilli (Rome, 1924-1991). Vicaire Général: Michael Kratz.

Le 13 novembre 1988, le pape Jean-Paul II visite la paroisse voisine de San Vito et à cette occasion se sert de notre *aula magna* pour recevoir les paroissiens avec leurs enfants¹⁰⁰.

⁹⁹ Texte et photos dans *Orbis* 9 (1977) 34-56 et 86-87.

¹⁰⁰ *Cronaca Casa Sant'Alfonso*, II/16, 91.

1989 fut une année de grandes transformations intérieures sous l'impulsion du P. Recteur Marc-André Boutin (Québec, 1945-1996): transformation des deux réfectoires, eau chaude dans les chambres, locaux de l'Institut historique et des archives...

30 juin 1991: deuxième visite du pape Jean-Paul II pour le 125ème anniversaire de l'introduction de l'image de Notre-Dame du Perpétuel Secours en notre église¹⁰¹.

En juillet: le cardinal Anthony Joseph Bevilacqua de Philadelphia devient titulaire de notre église, après le décès du Rédemptoriste, le Cardinal Joseph Maurer survenu un an plus tôt¹⁰².

Du 15 août au 14 septembre 1991: XXIème Chapitre Général à Itaiçi au Brésil. Pour la première fois, il se tient loin de Rome, et même hors d'Italie, dans le Nouveau Monde; 101 participants¹⁰³.

Le P. Juan Manuel Lasso est reconduit dans sa charge de Supérieur Général, avec comme Conseillers, deux anciens: Michael Kratz et Luis Hechanova, et quatre nouveaux: Georges Darlix (Lyon, 1939), Noël Londoño Buitrago (Colombie, 1949), Stanisław Wróbel (Pologne, 1949) et Joseph William Tobin (St-Louis, 1952). Vicaire Général: Michael Kratz.

En 1993-1995: restructuration complète du chœur de notre église et de l'icône de Notre-Dame du Perpétuel Secours¹⁰⁴. À cette occasion on a pu déterminer que le bois supportant l'image date des XIVe-XVe siècle; l'œuvre elle-même serait du XVIIIème.

12 mai 1996: béatification du P. Gennaro Sarnelli (1702-1744) sur la place Saint-Pierre par le pape Jean-Paul II¹⁰⁵.

6.- Joseph William Tobin (1997)

Du 25 août au 24 septembre 1997, XXIIème Chapitre Général à Longbranch, West End (New Jersey), 130 participants, où

¹⁰¹ Texte et photos dans *Communications*, n° 85, juillet 1991, 1-3

¹⁰² *Ibid.*, 4.

¹⁰³ *Acta integra Capituli generalis XXI. Itaiçi 1991*, 15-17.

¹⁰⁴ La restauration de l'icône fut entreprise dès 1992 par le Professeur Maurizio de Luca, maître restaurateur des musées du Vatican. Texte et photos dans *Communications*, n° 92, juin 1992, 1-6; n° 113, mars 1995, 4-6 et n° 119, janv. 1996, 1.

¹⁰⁵ Texte et photos dans *Communications*, n° 126, septembre 1996, 1-5.

le 9 septembre fut élu comme successeur du P. Juan Manuel Lasso, le P. Joseph Tobin avec comme conseillers, trois anciens: Georges Darlix, Noël Londoño Buitrago, et Stanisław Wróbel et trois nouveaux: Emmanuel Cabajar (Cebu, 1942), Francis Joseph Jones (Baltimore, 1947), et Serafino Fiore (Naples, 1950). Vicaire Général: Georges Darlix¹⁰⁶.

1998: travaux à l'académie alphonsienne, entre autres renouvellement de l'aula magna, disparition des galeries latérales, nouveau mobilier, fresques murales modernes dues à l'artiste Alessandro Simone.

9 avril 2000: béatification de Francis Xavier Seelos (1819-1867) sur la place St-Pierre. Plus de quatre-vingt confères sont venus du monde entier pour partager ce grand évènement, bien entendu une majorité d'Américains, avec à leur tête l'archevêque de New Orleans Francis Bible Schulte (retiré en 2002), l'ambasadrice des États-Unis auprès du saint-Siège, l'octogénaire Mme Corinne Claiborne. Également une lointaine cousine du Bienheureux: Mme Aschenbrenner de Füssen¹⁰⁷.

L'année 2000 a connu aussi le Grand Jubilé introduisant le troisième millénaire. Avec pour la maison Sant'Alfonso le point d'orgue durant le *ferragosto* qui a vu arriver plus d'un million de jeunes pour les Journées Mondiales de la Jeunesse. Ce fut l'occasion de voir passer tant de nos jeunes Rédemptoristes accompagnés de groupes plus ou moins nombreux.

Février 2001, deux des nôtres sont créés cardinaux (parmi 42 autres) par Jean-Paul II, Julio Terrazas Sandoval, 65 ans, archevêque de Santa Cruz de la Sierra en Bolivie et Varkey Vithayatil, 74 ans, archevêque de Ernakulam-Angamaly de rite Syro-Malabar (Inde, Alwaye). Le premier reçoit comme église titulaire S. Giovanni Battista de' Rossi, via Cesare Baronio, 125 et Mgr Varkey S. Bernardo alle Terme, via Torino¹⁰⁸. Comme c'est l'usage à Rome, les jours suivants il est permis d'aller saluer les nouveaux cardinaux dans les Palais Apostoliques du Vatican. Nombreux furent les confrères qui profitèrent de l'occasion pour féli-

¹⁰⁶ *Ibid.*, n° 130, février 1998, 1-6.

¹⁰⁷ *Ibid.*, n° 155, avril 2000, 1-4.

¹⁰⁸ Notre cardinal V. Dechamps reçut la même église titulaire en 1875.

citer nos nouveaux cardinaux. En outre le 24 février, en notre église, eut lieu une cérémonie d'hommage et d'action de grâces pour les nouveaux élus, suivie d'un repas éminemment festif.

27 juin 2001, à L'viv béatification de nos martyrs ukrainiens: Mgr Nicola Czarneckyj (1884-1959), Mgr Basile Welyczkowskyj (1903-1973), Zénon Kowalik (1903-1941) et Ivan Zyatik (1899-1952)¹⁰⁹. Rappelons que Mgr Czarneckyj fut sacré évêque dans notre église Sant'Alfonso le 8 février 1931.

4 novembre 2001: sur la place St-Pierre Béatification de notre confrère morave Méthode Trčka (1886-1959)¹¹⁰

Du 15 septembre au 12 octobre 2003, XXIIIème Chapitre Général, le premier du millénaire. Il se tint à Rome, chez les Pères Salésiens, via della Pisana. 97 participants. Le P. Tobin est reconduit dans sa charge dès le premier scrutin. Il reçoit comme conseillers un ancien: Serafino Fiore et cinq nouveaux: Raymond Douziech (Toronto, 1943), Enrique Antonio López (Asunción, 1950), Athanase Nsiamina Masengi (Rép. Dém. Congo, 1957), Juventius Andrade (Bangalore, 1958), et Jacek Dembek (Pologne, 1961). Vicaire Général: Serafino Fiore.

Au terme de ce survol rapide où fatalement tout ne peut être raconté, il serait cependant injuste d'omettre le rôle indispensable que nos Frères ont joué dans l'histoire de cette maison. Pas moins de cent cinquante d'entre eux ont quitté leur patrie pour venir passer quelques années, voire toute leur vie au service de la maison générale¹¹¹. Ils y ont assuré la propreté et l'entretien matériel, ils y ont nourri des centaines de confrères, préparé des milliers de chambres pour les accueillir. Ils ont entretenu et embelli l'église, conduit leurs confrères aux gares et aéroports, ont rangé les livres et les archives, imprimé des rames de documents, distribué et expédié un nombre incalculable de lettres et de paquets... En un mot ils ont rempli tant de tâches, sans lesquelles la maison Sant'Alfonso ne serait pas ce qu'elle est à présent. Qu'ils en soient remerciés, tous et chacun.

¹⁰⁹ Texte et photos dans *Communicationes*, n° 170, mai 2001, 1-4.

¹¹⁰ *Ibid.*, n° 175, décembre 2001, 1.

¹¹¹ Durant «l'âge d'or» on comptait pas moins de vingt Frères dans la maison.

LES SUPÉRIEURS DE LA MAISON

1.	1856-1863	Pajalich	Barthélemy	Rome
2.	1863-1894	Douglas	Edward ¹¹²	Écosse
3.	1894-1900	Bresciani	Ernesto	Rome
4.	1900-1909	Cristini	Giacomo	Rome
5.	1909	Tomei	Marco	Rome
6.	1910-1912	Favre	Jean-Baptiste	Lyon
7.	1912-1915	Speidel	Fidelis	Baltimore
8.	1915-1918	Cristini ¹¹³	Giacomo	Rome
9.	1918-1924	Speidel	Fidelis	Baltimore
10.	1924-1927	Lemieux	Alphonse	Québec
11.	1927-1928	Speidel	Fidelis	Baltimore
12.	1928-1932	Di Coste	Antonio	Naples
13.	1933-1939	McEnniry	Christopher	St-Louis
14.	1939-1945	Pagliara	Giovanni	Rome
15.	1945-1947	McEnniry	Christopher	St-Louis
16.	1947-1953	Quittelier	Léon	Paris
17.	1953-1955	Tronson	Joseph	Irlande
18.	1955-1963	Hawkins	Francis	Londres
19.	1963-1964	De Ceuninck	Gustaaf	Belgique
20.	1964-1969	Hughes	Wilfrid ¹¹⁴	Londres
21.	1969-1972	De Ceuninck	Gustaaf	Belgique
22.	1972-1973	Pfab	Joseph	Bavière
23.	1973-1975	Divona	Angelo	Rome
24.	1975-1981	Lasso de la Vega	Juan Manuel	Espagne
25.	1981-1987	Almeida Pinto	Gaspar	Rio de Janeiro
26.	1987-1992	Boutin	Marc-André	Québec
27.	1992-1993	Borst	Karl	Bavière
28.	1993-1996	Da Silva	Carlos	São Paulo
29.	1996-1999	Lage	Emilio	Espagne
30.	1999-2005	Campara	Sergio	Rome
31.	2005-	Nicioli	Darci José	São Paulo

¹¹² Douglas est resté Recteur *honoris causa* jusqu'à sa mort (23 mars 1898), mais Ernesto Bresciani tenait la fonction. *Cronaca Casa Sant'Alfonso*, I, 377.

¹¹³ La prudence en ce temps de guerre, dit le chroniqueur, nous a conseillés de choisir un supérieur italien. *Ibid.*, II/5, 202.

¹¹⁴ En novembre 1967, le Supérieur de la maison devient Recteur effectif, et non plus Vice-Recteur comme jadis. *Acta integra Capituli generalis XVII*, 169. *Cronaca Casa Sant'Alfonso*, II/12, 113.

RÉSUMÉ

Les 7 et 8 décembre 2005, la maison Sant'Alfonso de Rome, maison générale des Pères Rédemptoristes, a célébré ses cent cinquante ans d'existence. Ce fut l'occasion de se pencher sur son passé et de retracer les grandes lignes de ce siècle et demi d'implantation au centre du Catholicisme.

La croissance de cette maison reflète bien la croissance de la Congrégation. Croissance numérique de ses membres, et donc extension nécessaire des bâtiments causée entre autres par la présence du *Collegio Maggiore* et plus tard par l'ouverture de l'*Accademia alfonsiana*.

Les événements du monde et de l'Église ne pouvaient pas ne pas influencer la vie de la maison, nous songeons à l'unification italienne, aux deux conflits mondiaux, à la vie politique entre ces deux guerres, au Concile Vatican II et aux changements qu'il a apportés dans bien des domaines.

L'histoire de notre église, sanctuaire mondial de l'icône de Notre-Dame du Perpétuel Secours, n'est pas oubliée non plus, elle a joué et joue encore un grand rôle dans la diffusion de cette dévotion, si chère à bien des fidèles.

L'article voudrait aussi être un hommage à tous ceux qui ont vécu et oeuvré à la maison Sant'Alfonso, chacun contribuant à sa manière à la faire vivre et croître. Il est également un acte de reconnaissance envers ceux qui y vivent encore et ceux qui reprendront la tâche.

SUMMARY

Sant'Alfonso, the Redemptorist General House in Rome, celebrated 150 years of its existence on Dec. 7 and 8, 2005. It was an occasion to recall its past and the outstanding events of the century and a half of its establishment at the centre of Catholicism.

The growth of this House reflects the growth of the Congregation. The increase in its members necessitated the enlargement of the buildings due to the presence of the *Collegio Maggiore* and later to the foundation of the *Accademia Alfonsiana*.

The House could not remain indifferent to the events in world history and that of the Church. It witnessed the Unification of Italy, two World Wars and the political turmoil between these two conflicts. It also experienced the Second Vatican Council and the changes that it brought about in so many areas.

The history of our Church, world famous shrine of the Icon of Our Lady of Perpetual Help, is not forgotten. It has played and continues to play an important role in the spreading of this devotion that is so popular with so many of the faithful.

The article would also like to pay tribute to all those who lived and worked in Sant'Alfonso, each one in his own way contributing to its life and growth. It is also an expression of gratitude to those who still live there and to those who will continue to carry out its mission.

OTTO WEISS

RUDOLF RITTER VON SMETANA, DER DRITTE
GENERALVIKAR DER TRANSALPINEN
REDEMPTORISTEN (1802-1871)*

EINLEITUNG; 1.- *Vor dem Eintritt ins Kloster: Kindheit – Jugend – Ehe*; 2.- *Die ersten Jahre in der Kongregation*; 3.- *Smetanas Verdienst um die Beendigung innerer Krisen bei den Transalpinen*; 4.- *Um die Einheit der Kongregation: Provinzeinteilung – Armutsfrage*; 5.- *Im Dienste ultramontaner Kirchenpolitik*; 6.- *Smetana und die „Höhere Leitung“*; 7.- *Vertreibung der Redemptoristen aus Wien – Smetana im Revolutionsjahr 1848*; 8.- *Das Generalkapitel von 1855 – Wahl des Generalobers*; 9.- *Die letzten Lebensjahre: Plagen und Arbeiten*; 10.- *Tod Smetanas in Gars*

EINLEITUNG

Der dritte Generalvikar der transalpinen Redemptoristen, Rudolf Ritter von Smetana, hat im Unterschied zu seinen Vorgängern Hofbauer und Passerat nur für wenige Jahre sein Regierungsamt verwaltet. Dennoch dürfte er in seiner Bedeutung für die Kongregation kaum hinter diesen zurückstehen. Ihm fiel während seiner Amtszeit und auch schon vorher – zusammen mit seinem großen Gegenspieler P. Friedrich von Held¹ – die Auf-

*Abkürzungen für häufig gebrauchte Quellen und Literatur: DILGSKRON, *Smetana* = Karl DILGSKRON, *P. Rudolf von Smetana. Ein Beitrag zur Geschichte der Congregation des allerheiligsten Erlösers*, Wien 1902. – DILGSKRON, *Held* = Carl DILGSKRON, *P. Friedrich von Held. Ein Beitrag zur Geschichte der Kongregation des allerheiligsten Erlösers*, Wien 1909; BECQUÉ, *Dechamps* = M. BECQUÉ, *Le Cardinal Dechamps*, 2 Bde., Louvain 1956; Hosp, *Erbe* = Eduard HOSP, *Erbe des heiligen Klemens Maria Hofbauer. Erlösermissionare (Redemptoristen) in Österreich 1820-1951*, Wien 1953, 228. – Die Ziffern hinter den Abkürzungen Hd und Sb bezeichnen die Nummern der von Jean Beco besorgten Dokumentationen des

gabe zu, die Kongregation aus der Phase der inneren Kämpfe und Spannungen zur Konsolidierung zu führen. Es ist darum an der Zeit, seine Persönlichkeit mit all ihren Licht- und Schattenseiten wie seine Arbeit für die Kongregation ins Gedächtnis zu rufen. Dies hat sich vorliegende Darstellung zur Aufgabe gemacht. Vorweg einige Bemerkungen zu den verfügbaren Quellen und der einschlägigen Literatur.

Mehr als hundert Jahre sind vergangen, seitdem rechtzeitig zum hundertsten Geburtstag Smetanas aus der Feder des bedeutenden Redemptoristenhistorikers Carl Dilg von Dilgskron² ein Lebensbild Smetanas erschien, das sich nicht nur als Biographie, sondern auch als „Beitrag zur Geschichte der Kongregation“ verstand. Das Werk ist bis heute grundlegend. Zugleich besitzt es selbst Quellenwert. Denn dem Autor stand ein Aktenbestand zur Verfügung, der trotz intensiver Suche in den einschlägigen Ar-

Briefwechsels (und anderer Dokumente) der Patres Friedrich von Held (Hd) und Johann Joseph Sabelli (Sb) im AGHR. – Die international üblichen Kürzel für die gebräuchlichen Nachschlagwerke werden als bekannt vorausgesetzt.

¹ Friedrich von Held (1799-1881) geb. in Brunn am Gebirge bei Wien, gest. in Vaals (Niederlande), Studium der Rechtswissenschaft in Wien, Schüler Hofbauers, 1820 Redemptorist, Priester 1823, 1828 Lektor der Moraltheologie in Mautern, 1830 Konsultor des Generalvikars Passerat, 1833 Visitator (Oberer) für Belgien u. Holland, 1841 belg. Provinzial, gründete Häuser in Holland, England, Irland und den USA, autoritäre Führungspersönlichkeit. DILGSKRON, *Smetana*; DERS., *Held*; Maurice DE MEULEMEESTER, *Le Père Frédéric von Held, Rédemptoriste (1799-1881)*, Jette 1911; DERS., *Bibliographie II*, 99.

² Carl Dilg VON DILGSKRON (1843-1912), 1861 Profess in Mautern, 1866 Priester, anschließend bis 1878 Lektor der Philosophie in Mautern, dann in Wien und Heiligenberg (Diözese Prag) in der außerordentlichen Seelsorge, bes. in Konferenzen für die „gebildeten Stände“, 1883-1909 Generalkonsultor in Rom unter den Generalobern Mauron und Raus, Verfasser zahlreicher Werke zur Kongregationsgeschichte, darunter der ersten kritischen Biographie des Gründers. Dilgskron war ein Mann von großer geistiger Weite, ein Historiker aus Leidenschaft. Wichtiger Nachlass (Tagebücher) im Provinzarchiv Wien, Maria am Gestade. *Litterae Annales Provinciae Vindobonensis*, Wien 1912, 25-39; Lorenz LEITGEB – Karl TAUSCHNER, *Lebensbilder der vom Jahr 1887 bis 1914 verstorbenen Redemptoristen der österreichischen Provinz*, Wien 1924, 332-346; DE MEULEMEESTER, *Bibliographie II*, 123 f.; Otto WEISS, *Die Redemptoristen in Bayern, 1790-1909. Ein Beitrag zur Geschichte des Ultramontanismus*, St. Ottilien 1983, 750-754; DERS., *Alfons von Liguori und seine Biographen* (wie Anm. 2), 216-223; DERS., *Dilgskron*, in *LThK*³ 3 (1995) 231.

chiven der Kongregation (Gars, Rom, Wien, Köln) nicht mehr aufgefunden werden konnte. Es handelt sich um einen relativ umfangreichen Nachlass Smetanas, der neben zahlreichen unveröffentlichten Manuskripten wichtige Briefe zur Geschichte der Kongregation enthielt.

Andere Aktenbestände, die Dilgskron benützt hat, vor allem aus dem *Archivum Generale Historicum* und aus dem Archiv der ehemaligen Niederdeutschen Provinz (Köln) sind heute teilweise dank der wertvollen kritischen internen Edition aus den Jahren 2003-2004 durch Jean Beco leicht einsehbar (ein Druck sei wärmstens empfohlen!). Es handelt sich um die Dokumentationen „Johannes Joseph SABELLI³, *Correspondance – Documents (1807-1863)*, 4 Bde“ und „Friedrich von HELD, *Correspondance (1825-1881)*, 5 Bde“. Beide Editionen enthalten auch Dokumente, die Dilgskron noch nicht vorlagen, vor allem aus den ehemaligen belgischen und „gallohelvetischen“ Provinzen. Ein weiterer Aktenbestand, der Dilgskron offensichtlich entging, ist der Bestand „Fonds Bruchmann“ im AGHR. Der Bestand, den Engelbert Zetzl und der Autor dieses Beitrags vor mehr als dreißig Jahren benützten, galt später für verschollen und wurde erst vor wenigen Jahren wieder entdeckt. So konnte er für vorliegende Arbeit eingesehen werden.

Nicht verschwiegen werden soll, dass diese Arbeit in weiten Teilen auf die ursprüngliche Fassung meiner Dissertation zurückgeht. Diese Teile konnten damals leider, vor allem aus Kos-

³ Johann Joseph Sabelli (1780-1863) aus Cieszyn (Polnisch-Schlesier), Sohn eines Sizilianers u. einer Polin, war in der Jugend protestantisch, bald nach seinem Ordenseintritt in Warschau im Jahre 1803 in Foligno zum Priester geweiht, anschließend in Süddeutschland und der Schweiz tätig, 1809-1812 Kaplan in Amden (St. Gallen), 1812-1818 Sekretär Hofbauers in Wien, trat 1822 in den cisalpinen italienischen Ordenszweig über, wo er als graue Eminenz und Privatsekretär der Generalobern Cocle, Panzuti und Ripoli, über dessen Tisch die Korrespondenz mit den Transalpinen ging, Einfluss ausübte. Von 1843 bis 1861 lebte er als Beichtvater der Königsfamilie am neapolit. Hof, starb in Rom. – MH XI, 39, 123 f., 134; XIV, 84; XV, 196 f. (Register); Adolf INNERKOFER, *Der heilige Klemens Maria Hofbauer, ein österreichischer Reformator*, Regensburg - Rom, ²1913, 748 f.; DE MEULEMEESTER, *Bibliographie* II, 361; SHCSR 2 (1954) 297-300; SHCSR 7 (1959) 55-67; SHCSR 9 (1961) 154-165.

tengründen, nicht in die Druckfassung von 1983⁴ übernommen werden. Umso mehr habe ich es begrüßt, dass mich die Redaktion des *Spicilegium Historicum* um ein Lebensbild Rudolf von Smetanas bat. Damit können jetzt in einer völligen Neubearbeitung die entsprechenden Abschnitte meiner Dissertation einem weiteren Leserkreis vorgelegt werden.

1.- Vor dem Eintritt ins Kloster: Kindheit – Jugend – Ehe

Der dritte Generalvikar der transalpinen Redemptoristen, Rudolf Leopold Ritter von Smetana, wurde am 7. September 1802 in Wien geboren. Seine Mutter, Rosalie, geborene Meißl, eine Wiener Bürgerstochter, hatte sich zur Entbindung zu ihren Eltern begeben. Der Vater Smetanas war Leopold Edler von Smetana, Besitzer eines reichen Allodialgutes zu Hajan in Mähren, südwestlich von Brünn. 1811 wurde die Familie in den erblichen Ritterstand erhoben. Rudolf hatte zwei Schwestern und einen Bruder, Heinrich, der als späterer Besitzer von Hajan unverheiratet blieb⁵. Seinem Bruder Rudolf war er durch sein ganzes Leben eng verbunden. Oft weilte er als Gast bei den Redemptoristen und galt als ihr großer Wohltäter⁶.

Rudolf von Smetana verbrachte seine frühe Kindheit in Hajan. Im November 1810, bald nach dem Tod seines Vaters, trat er im Alter von acht Jahren in das Wiener „Theresianum“ ein, das als Kadenschmiede für den österreichischen Adel galt, verließ es jedoch nach zwei Jahren wieder und wohnte fortan während seiner Gymnasialzeit bei Verwandten in Wien. 1820 begann er an der Wiener Universität das Studium der Rechtswissenschaften, das er 1824 mit Erfolg abschließen konnte. Er bewarb sich um eine Stelle im Staatsdienst und arbeitete anschließend in der österreichischen Hofkammerprokuratur. Seine wei-

⁴ Otto WEISS, *Die Redemptoristen in Bayern* (wie Anm. 2):

⁵ DILGSKRON, *Smetana*, 3-5; Nekrolog Smetanas, in *Chronik des Klosters Gars I*, 127, Provinzarchiv Gars.

⁶ DILGSKRON, *Smetana*, 330-336. Heinrich Ritter von Smetana galt als der „größte Wohlthäter“ der süddeutschen Redemptoristenprovinz. Zur Gründung des Klosters Gars stiftete er 6758 Gulden (*Chronik des Klosters Gars I*, 127). Nähere Lebensdaten konnten nicht ermittelt werden.

teren Studien krönte er am 30. Juli 1827 mit dem Titel eines Doktors beider Rechte⁷.

Der junge Smetana wird geschildert als Mann von blühendem Aussehen mit wallendem blonden Haar, als aufgeschlossener Mann, der am studentischen Treiben teilnahm, dabei seine Pfeife rauchte und ein Glas Bier trank⁸. Dennoch war er eher ein ruhiger Charakter, der schon in jungen Jahren an Schwermut litt, eine Eigenschaft, die ihn durch sein ganzes Leben begleiten sollte⁹. Seine Stärke war nicht die laute Begeisterung, sondern das ruhige Abwägen und klare Denken; zugleich war er ein Mann von tiefem Gemüt¹⁰.

Etwa 1824 machte der junge Jurist die Bekanntschaft mit einem Mann, der charakterlich von ihm in vielem verschieden war, mit dem um vier Jahre älteren Franz Ritter von Bruchmann¹¹, einem schwärmerischen, literarisch und philosophisch begabten Manne, der sich wie Smetana der Jurisprudenz zugewandt hatte. Es war eine Begegnung, die in vielfacher Weise auf sein Leben einwirkte.

Bruchmann führte seinen Freund in einen Kreis gleich gesinnter „genialischer“ Jünglinge ein, die sich um Johann Senn¹²

⁷ Nekrolog, Chronik des Kloster Gars I, 127, Provinzarchiv Gars; DILGSKRON, *Smetana*, 5 f.

⁸ *Ebd.*, 6.

⁹ *Ebd.*, 6, 23, 55, 57-59, 162, 255, 295, 332; Nekrolog, Chronik des Kloster Gars I, 130.

¹⁰ *Ebd.*, 55, 58.

¹¹ Franz Seraph Ritter von Bruchmann (1798-1867), aus Wien, nach bewegter Jugend (Freund August von Platens und Franz Schuberts, Studium bei Schelling) und kurzer Ehe Redemptorist, 1832 Profess in Mautern, 1833 Priester, 1835-1841 Superior und Novizenmeister in Eggenburg, wurde 1841 nach Altötting als Oberer gesandt, 1847-1853 Provinzial der österreichischen (seit 1849 „deutschen“) Provinz, ab 1855 erneut Provinzial der deutschen, 1859-1965 der oberdeutschen Provinz. WEISS, *Die Redemptoristen in Bayern* (wie Anm. 2), 429-440; Moriz ENZINGER, *Franz von Bruchmann, der Freund J. Chr. Senns und des Grafen August von Platen. Eine Selbstbiographie aus dem Wiener Schubertkreis nebst Briefen*, in *Veröffentlichungen des Museums Ferdinandeum in Innsbruck* 10 (1930) 115-379; Peter BUMM, *August Graf von Platen. Eine Biographie*, Paderborn 1990.

¹² Johann Chrysostomus Senn (1795-1857), aus Pfunds (Tirol), 1807 Eintritt in das Konvikts-gymnasium in Wien, dort Freundschaft mit Schubert (Be-

und um den Komponisten Franz Schubert gesammelt hatten¹³. Ein großer Teil dieser Männer, wie die Maler Moritz von Schwind¹⁴ und Leopold Kupelwieser¹⁵ haben später Ungewöhnliches geschaffen. Häufig trafen sich die jungen Leute im Sommerhaus der Eltern Bruchmanns in Hütteldorf bei Wien, zu einer der berühmten „Schubertiaden“. Bruchmanns Vater, ein aus Köln zugewanderter Großkaufmann, der als der reichste Mann Wiens galt, kam für die Kosten der Veranstaltungen auf. Schubert spielte am Klavier seine neuesten Kompositionen, Bruchmann pflegte vorzulesen. Die drei Töchter der Familie Bruchmann sorgten durch ihre Anwesenheit dafür, dass die Abende nicht allzu derb gerieten und in einen rohen Chor mit „Biertrinken und Würstelessen“ ausarteten¹⁶.

Als Smetana in den Kreis eintrat, war dieser allerdings schon dabei auseinander zu fallen. Neue Freunde kamen hinzu, die alten zogen sich zurück, Streitereien waren an der Tages-

ginn des Schubertkreises), 1815 wegen revolutionärer Umtriebe für 14 Monate inhaftiert. Er wurde nach Innsbruck abgeschoben und „unter polizeyliche Aufsicht gestellt“, tröstete sich mit Alkohol und Philosophie („tirolischer Sokrates“). Herbert SEIDLER, *Österreichischer Vormärz und Goethezeit. Geschichte einer literarischen Auseinandersetzung*, Wien 1982, 390-394; vgl. auch ENZINGER (wie Anm. 11), *passim*.

¹³ Vgl. jetzt Ilija DÜRHAMMER, *Schuberts literarische Heimat. Dichtung und Literatur-Rezeption der Schubert-Freunde*, Wien-Köln-Weimar 1999, ²2004; Dazu die groß angelegte, mehrbändige Dokumentation mit zahlreichen neuen Quellenfunden: Till Gerrit WAIDELICH, *Franz Schubert, Dokumente 1827-30*, Bd. 1, Tutzing 1993; Band 2 und 3 (mit Bruchmanns „Selbstbiographie“) vor der Veröffentlichung.

¹⁴ Moritz von Schwind (1804-1871) aus Wien, Mitglied der Schubertkreises, nach Absolvierung der Wiener Kunstakademie seit 1828 in München und zeitweise in Frankfurt, seit 1847 Akademieprofessor in München, bedeutendster Maler der deutschen Spätromantik, gest. in Niederpöcking bei Starnberg. Vgl. WAIDELICH (wie Anm. 13).

¹⁵ Leopold Kupelwieser (1796-1862), aus Markt Piesting (Niederösterreich), Mitglied des Schubertkreises klassizistischer Maler von religiösen Themen, Landschaften, Historien und Porträts; nach Romreise 1823 Anschluss an die Nazarener, ab 1836 Professor für Historienmalerei an der Wiener Akademie und ab den 1840er Jahren Beschäftigung mit Monumentalmalerei, gest. in Wien. Rupert FEUCHTMÜLLER, *Leopold Kupelwieser und die Kunst der österreichischen Spätromantik*, Wien 1970.

¹⁶ ENZINGER (wie Anm. 11), 144-150.

ordnung. Smetana, Kupelwieser und der Jurist Joseph Ludwig von Streinsberg¹⁷ wandten sich von den anderen ab und verkehrten nun lieber im Haus der Familie Bruchmann. Ein Grund für diese Absonderung mag gewesen sein, dass alle diese Männer jetzt ans Heiraten dachten. Bereits 1826 heiratete Streinsberg Bruchmanns Schwester Isabelle¹⁸. Auch Kupelwieser trat im gleichen Jahr in den Stand der Ehe ein¹⁹. 1827 heiratete Bruchmann die Wiener Bürgerstochter Juliane von Weythrother. Der Freund Klemens Hofbauers Friedrich Schlegel²⁰ war Trauzeuge²¹.

Als letzter der Freunde folgte Smetana am 19. November 1828. Bei seiner Vermählung mit Bruchmanns Schwester Justine fungierten Kupelwieser und Streinsberg als Zeugen. Während die Hochzeitsgesellschaft beisammen saß, traf die Nachricht vom plötzlichen Tod Schuberts ein, ein Ereignis, das als übles Vorzeichen gedeutet wurde²². Am 25. August schenkte Justine ihrem Mann eine Tochter: Rosalia²³. Bald nach der Geburt ihres Kindes, am 8. September 1828, starb sie. Ihr plötzlicher Tod ging dem Freundeskreis sehr zu Herzen. Smetana selbst war zutiefst getroffen. „Es war wie ein Riß durch all seine Lebenspläne. Tiefe

¹⁷ Josef Ludwig Edler von Streinsberg (1797-1863), aus Wien, Mitschüler Schuberts am Konviktygymnasium in Wien, anschließend Studium der Rechte, seither mit seinem Mitstudenten Bruchmann eng befreundet, später im Staatsdienst, blieb mit Bruchmann bis zu seinem Tod in Verbindung. ENZINGER (wie Anm. 11), *passim*; Konzeptbuch Bruchmanns, V, 27, 30, 31, Provinzarchiv Gars.

¹⁸ ENZINGER (wie Anm. 11), 158; Stammbaum der Familie Bruchmann, Personalakt Bruchmann, Provinzarchiv Gars.

¹⁹ FEUCHTMÜLLER, *Kupelwieser* (wie Anm. 15), 43.

²⁰ Friedrich (von) Schlegel (1772-1829), geb. in Hannover, bedeutender deutscher Literaturhistoriker, Philosoph und Dichter, konvertierte 1808 zum Katholizismus. seither in Wien, dort mit Hofbauer befreundet, starb in Dresden. *Kritische Friedrich-Schlegel-Ausgabe*, hg. von Ernst BEHLER u. a., Paderborn 1958 ff.; Hans EICHNER, *Schlegel*, in *LThK*³ 9 (2000), 155 f.

²¹ Trauzeugnis, Personalakt Bruchmann, Provinzarchiv Gars.

²² FEUCHTMÜLLER, *Kupelwieser* (wie Anm. 15), 44; DILGSKRON, *Smetana*, 13.

²³ Rosalia von Smetana (1829-1859), wuchs ähnlich wie Bruchmanns Sohn bei den Großeltern auf, ihre Ehe (1855) mit dem Rittmeister von Faßbender, einem Witwer, dem sie eine Tochter gebar, war wenig glücklich. Vgl. DILGSKRON, *Smetana*, 14, 16, 24, 122, 139-141, 286-288, 297-299.

Melancholie ergriff ihn, eine Melancholie, die ihre Schatten weit hinaus in sein ferneres Leben warf²⁴.

Wenige Wochen später, am 27. Oktober 1829, reichte Smetana um seine Entlassung aus dem Staatsdienst ein. Sie wurde ihm am 12. November 1829 bewilligt. Kurz darauf trat er in Wien-Weinhaus in das Noviziat der Redemptoristen ein²⁵. Bruchmann nahm zunächst die kleine Rosalia in seine Familie auf.

Smetana hatte die Kongregation durch Bruchmann kennen gelernt, der seinerseits über die Hofbauerefreunde Rinn²⁶, Pilat²⁷ und Schlegel auf die Ordensgemeinschaft aufmerksam gemacht wurde²⁸ und sich P. Martin Stark²⁹ zum Beichtvater gewählt hatte³⁰. Mag sein, dass er auch Smetana zu Stark geführt hat.

²⁴ DILGSKRON, *Smetana*, 14.

²⁵ *Ebd.*, 15 f.

²⁶ Friedrich Rinn (1791-1866), Hofbauerschüler, 1820 Kandidat CSSR, trat 1823 in den Jesuitenorden ein, wo er sich als Exerzitienmeister einen Namen machte, MH XI, 247-258, MH XIII, 229.

²⁷ Josef Anton Edler von Pilat (1782-1865), aus Augsburg, Freund von Friedrich von Gentz, dem Sekretär Metternichs, seit 1801 Metternichs Privatsekretär, 1811-1848 Herausgeber der Staatszeitung „Österreichischer Beobachter“, Regierungsrat in der Staatskanzlei, ursprünglich Freimaurer, kam durch seine Frau, die bei Hofbauer konvertierte, zum kath. Glauben zurück, sein Bruder Johannes wurde Redemptorist, Grab neben Hofbauer in Maria Enzersdorf. Jakob BAXA, *Joseph Anton von Pilat, in Jahrbuch der Leogesellschaft* 1929, 221 f.; *Der Romantikerkreis in Maria Enzersdorf. Klemens Maria Hofbauer und seine Zeit*, hg. von Marktgemeinde Maria Enzersdorf 1989, 74 f.

²⁸ Vgl. Bruchmann an den Vater, 7. Mai 1822; Bruchmann: Reisetagebuch, Provinzarchiv Gars, Personalakt Bruchmann. Vgl. auch ENZINGER (wie Anm. 11), 294-306, 377.

²⁹ Martin Stark (1787-1852), aus Lottstätten, Nachbarort von Jestetten (Redemptoristenkloster Mons Tabor), Profess 1806, Priesterweihe durch den Nuntius in Wien 1810, wohnte ab 1808 bei Hofbauer in Wien, 1820-1825 erster Rektor von Maria am Gestade, 1846 erneut Rektor, 1820-1835 und 1841-1848 Konsultor des Generalvikars Passerat, seit 1825 Prokurator. Friedrich von HELD, *Correspondance (1825-1881)*, 5 Bde, hg. von Jean BECO, Rom 2003-2004, AGHR *passim*; Carl MADER, *Die Kongregation des Allerheiligsten Erlösers in Österreich. Ein Chronikalbericht über ihre Einführung, Ausbreitung, Wirksamkeit und ihre verstorbenen Mitglieder*, Wien 1887, 383 f.; SHCSR 2 (1954) 44, 49, 273; 40 (1992) 277 f., 281, 328-332; 42 (1994) 270; SHCSR 46 (1998) 348 f., 351.

³⁰ Vgl. Martin Stark an Sabelli, 20. November 1830, früher AGHR X B 10, jetzt 07 X B 2555 = Sb 070.

Sicher scheint jedenfalls, dass die Redemptoristen Smetana schon länger bekannt waren. Bruchmann und Smetana hatten von einem Fenster aus das Leben der Redemptoristen in Maria am Gestade beobachtet³¹. Dennoch erschien vielen seiner Freunde der Eintritt Smetanas überstürzt.

2.- Die ersten Jahre in der Kongregation

Nach vor Beendigung seines Noviziatsjahres begann Smetana mit den Studien der Theologie begonnen zu haben. Er siedelte dazu an die Studienanstalt nach Mautern (Steiermark) über, wo er am 5. Januar 1831 die Gelübde ablegte. In einem Studienzeugnis Smetanas findet sich in allen Fächern die Note „eminent“. Sein Fleiß wird als „unübertrefflich“ bezeichnet. Bereits am 15. Juli 1831 erhielt Smetana in Mautern durch den Bischof von Seckau und Freund Hofbauers Roman Zängerle die niederen Weihen, am 22. und 24. Juli in Graz das Subdiakonat und das Diakonat, am 21. Juli die Priesterweihe. Kurz danach wurde er zum Dozenten der Pastoraltheologie ernannt, eine Aufgabe, die er bis 1839 beibehielt³².

Dass Smetana in einem guten halben Jahr seine theologischen Studien abschließen konnte, zeugt von der hohen Begabung des Studenten. Dennoch fragt man sich, ob es ihm möglich war, in einer so kurzen Zeit wirklich in die Theologie einzudringen. Auch wenn man davon ausgeht, dass ihm die philosophischen Vorlesungen, die er an der Universität Wien gehört hatte, voll für sein Philosophiestudium angerechnet wurden, und dass er nach der Priesterweihe noch theologische Vorlesungen hörte, dürfte sein Kurzstudium kaum alle Erfordernisse erfüllt haben, die normalerweise für die Ausbildung eines Theologen, noch dazu eines theologischen Lehrers erforderlich sind. Und tatsächlich lagen die Leistungen Smetanas später nicht so sehr auf dem eigentlich theologischen Gebiet, sondern auf dem der Kanonistik, der kasuistischen Moraltheologie und der Philosophie.

³¹ Alois MEIER, *P. Franz von Bruchmann, Lebensbild* (Manuskript), Provinzarchiv Gars (mit Berufung auf einen Pater, der Bruchmann und Smetana persönlich kannte).

³² Nekrolog, in *Chronik Kloster Gars I*, 128; DILGSKRON, *Smetana*, 17-25.

Auch kann man sich fragen, ob Smetana in der Zeit seines Noviziats genügend in den Geist der Kongregation und ihres Stifters eindrang. Bereits die Traktate, die Smetana während seiner Dozententätigkeit – als erster der transalpinen Patres – zu verschiedenen Gegenständen der Pastoraltheologie verfasste, vertraten eine rigoristische Strenge, die dem heiligen Alfons wie dem heiligen Klemens fremd waren³³. Er selbst hat diese Strenge, auch hinsichtlich der klösterlichen Observanz, stets bewahrt. Gelegenheit, seine Grundsätze in die Praxis umzusetzen, hatte er, nachdem er 1836 zum Rektor des Klosters Mautern ernannt worden war. Neben der Förderung der Studien ging es ihm vor allem um die Formung seiner Mitbrüder durch eine strenge Ascese. Bei seinen Unterweisungen sprach er mit Vorliebe von der Selbstverleugnung und dem Gehorsam. Besonderes Gewicht legte er auf den Eid der Beharrlichkeit, da gerade damals viele Patres in Österreich die Kongregation verließen. Äußerst wichtig waren ihm die alljährlichen Exerzitien, die auf seine Veranlassung auch für auswärtige Geistliche für die Dauer von acht Tagen angeboten wurden³⁴. Die dazu von ihm verfassten Betrachtungen gab er 1839 im Druck heraus. Sie sind geprägt von einem erdrückenden Ernst. Breit angelegt sind die Schilderungen des Todeskampfes und der Strafen im Fegfeuer und der Hölle. Von dem dunklen Hintergrund konnten sich dann umso leuchtender die Betrachtungen über die Menschwerdung und das erlösende Todesleiden Jesu abheben³⁵.

Smetana blieb bis 1839 in Mautern und widmete sich in dieser Zeit den Studien und der religiösen Vervollkommnung. Später hat er die Jahre in Mautern die schönsten Jahre seines Lebens genannt³⁶. Doch es zeichnete sich immer mehr ab, dass seine Zukunft nicht in den Aufgaben eines Theologieprofessors liegen sollte. Immer häufiger wurde er vom Generalvikar P. Passerat in schwierigen Fragen, welche die Verfassung der Kongre-

³³ Vgl. *ebd.*, 25 f.

³⁴ *Ebd.*, 27-29.

³⁵ Rudolf von SMETANA, *Geistliche Übungen für zehn Tage. Zum Gebrauche für Mitglieder geistlicher Gemeinden*, Graz 1839, ²Gylpen 1846. Vgl. DE MEULEMEESTER, *Bibliographie* II, 402.

³⁶ Nekrolog, Chronik Kloster Gars I, 128, Provinzarchiv Gars.

gation betrafen und bei denen es um nichts weniger als die Einheit und den Bestand der Kongregation ging, um Rat gefragt. Von seiner juristischen Schulung und seinem scharfen Verstand erhoffte sich Passerat Hilfe³⁷.

3.- Smetanas Verdienst um die Beendigung innerer Krisen bei den Transalpinen

Die Jahre, die auf Smetanas Eintritt in die Kongregation folgten, waren gekennzeichnet von inneren Krisen. Es gärte innerhalb der transalpinen Redemptoristen. Dazu kamen Meinungsverschiedenheiten zwischen Trans- und Cisalpinen über Verfassungsfragen und über die Auslegung der Regel, zumal hinsichtlich des Armutsgelübdes. Smetana mag seit seinem Klostereintritt dies alles sorgfältig registriert haben. Der Austritt der außerhalb der Kongregation hoch angesehenen Patres Johann Emanuel Veith³⁸ und Eduard Ritter von Unkrechtsberg³⁹ fiel in sein

³⁷ DILGSKRON, *Smetana*, 28 f.; HOSP, *Erbe*, 228.

³⁸ Johann Emanuel Veith (1787-1876) aus Kuttenplan (Nordböhmen), aus jüdischer Familie, Studium der Philosophie und Medizin in Prag und Wien, 1812 Dr. med., 1816 Direktor des Instituts für Veterinärmedizin in Wien, im gleichen Jahr Konversion zum Katholizismus, 1817 Beginn des Theologiestudiums und Eintritt in den Hofbauerkreis, 1822 Profess und Priesterweihe, 1824 Konsultor Passerats, 1830 Austritt aus der Kongregation, 1831-1845 Domprediger bei St. Stephan in Wien, religiöser Schriftsteller, Gründer des *Wiener Katholikenvereins*, Oblate CSSR, gest. in Wien. Johann Heinrich LOEWE, *Johann Emanuel Veith. Eine Biographie*, Wien 1879; Eduard WINTER, *Die geistige Entwicklung Anton Günthers und seiner Schule*, Paderborn 1931; Konrad PLEYER, *Johann Emanuel Veith und sein Kreis*, Diss. maschinenschr., Wien 1934; Eduard und Maria WINTER, *Domprediger J. E. Veith und Kard. Friedrich Schwarzenberg*, Wien 1972; Otto WEISS, *Gli eredi di Hofbauer nella Vienna del 1848, l'anno della rivoluzione*, in *SHCSR* 47 (1999) 51-104; DERS., *Maria am Gestade in Wien – Mutterhaus der transalpinen Kongregation*, in *SHCSR* 52 (2004) 3-49, hier 38-40; DERS., *Veith*, in *Dictionnaire de Spiritualité* 16 (1994) 350-353; DERS., in *BBKL* 12 (1996) 1194-1204; DERS., in *LThK*³ 11 (2001) 252.

³⁹ Eduard Ritter von Unkrechtsberg (1797-1870), Hofbauerschüler, geboren in Puchberg/Oberösterreich, 1820 Redemptorist, 1822 Priester, Konsultor Passerats seit 1826, 1827-1830 Rektor in Mautern, dann Minister, Lektor der Exegese, 1831 entlassen, später Kanonikus in Olmütz, lebte in seinem letzten Lebensjahr mit Erlaubnis des Generalobern im Kloster Leoben und wurde in *articulo mortis* zur Profefß zugelassen. HOSP, *Erbe*, 223 f. – Wichtige hand-

Noviziatsjahr. Auch nach ihrem Weggang war es zwischen den führenden transalpinen Patres immer wieder zu Auseinandersetzungen über die rechte Observanz gekommen. Smetana glaubte wahrnehmen zu müssen, dass die Konsultoren des Generalvikars Passerat „der Askese entfremdet“ seien⁴⁰. Zugleich musste er feststellen, dass der energische junge Friedrich von Held, der allgemein als „Kronprinz“ Passerats“ galt und nun auch noch von dem aus Lissabon zurückgekehrten P. Pilat⁴¹ unterstützt wurde, nicht immer glücklich agierte. Er erlebte mit, dass erst das Einschreiten eines außerordentlichen Visitators in der Gestalt des apostolischen Nuntius Ostini⁴² fürs Erste die Spann-

schriftl. Dokumente zu ihm befinden sich im Archiv des Redemptoristenkloster Bussolengo (Verona).

⁴⁰ „[...] vel negotiis secularibus super modum impliciti et spiritui Asce-seos alienati“. Smetana an den Generalobern Ripoli, 24./27. Oktober 1837, früher X B 41, jetzt 07 X B 2624.

⁴¹ Johann Baptist Pilat (1799-1878), jüngerer Bruder des österreichischen Staatsrats Joseph Anton von Pilat, geb. in Prag, zunächst im Staatsdienst, Hofbauerschüler, Profess 1821, Priesterweihe 1825 Primiz in Prag (Primizprediger Johannes Madlener) seit 1826 im Haus Lissabon, dort 1830-1832; 1832 Vokal (Wahlmann) beim Generalkapitel in Pagani, von wo aus er nach Österreich (Prag) reiste, wurde 1833 mit Held nach Belgien gesandt, 1833-1848 Rektor in Sint-Truiden, 1848-1851 in Brüssel, geschätzter Beichtvater. Briefe, Provinzarchiv Gars, Generalvikariat; MH XV, 194; SHCSR 13 (1965) 282 f.; *Digesta Chronica Collegiorum CSSR Prov. Belgicae* (Manuskript AGHR) II, 6; IV, 47-49; Prudent JANSENS, *L'organisation du noviciat de la province belge CSSR Notes historiques*, in SHCSR 12 (1964) 185-202; DILGSKRON, *Smetana*, 152-163.

⁴² Pietro Ostini (1775-1849), geb. in Rom, nach Studium am *Römischen Seminar* ebd. Dozent für Mathematik, dann Prof. der Kirchengeschichte ebd., zugleich der Dogmatik an der *Accademia dei Nobili Ecclesiastici*, daneben in der Seelsorge tätig, Mittelpunkt eines kirchlichen Reformkreises mit engen Kontakten zur deutschen Künstlerkolonie (Nazarener), Konsultor in mehreren römischen Kongregationen, 1824-1826 Internuntius in Wien, 1827-1829 Nuntius in Luzern (1827 Titular-Erzbischof von Tarsus), 1829-1832 Apostolischer Delegat in Rio de Janeiro, 1832-1836 Nuntius in Wien, 1836 Kardinal, zugleich bis 1842 Bischof von Jesi, 1842-1847 Präfekt der Religiösenkongregation, 1847-1848 der Konzilskongregation. Gaetano MORONI, *Dizionario di erudizione storico-ecclesiastica*, Bd 50, Venezia 1851, 56 f.; Niccolò DEL RE, *I cardinali prefetti della S. C. del Concilio*, in *Appolinaris* 37 (1964) 107-149, hier 135 f.; Herman H. SCHWEDT, *Das römische Urteil über Georg Hermes (1775-1831). Ein Beitrag zur Geschichte der Inquisition im 19. Jahrhundert*, Röm. Quartalschrift, 37. Supplementheft, Rom-Freiburg-Wien 1980, 36, 63-81, 388-399 u. ö.; Margarethe HOWITT,

gen glättete. Dass Held und Pilat nach Belgien gesandt wurden, um dort eine Neugründung zu unternehmen, die sich schon bald unter der Führung des „Visitators“ P. Held zu einem blühenden Zweig der Kongregation entfaltete, dürfte er begrüßt haben⁴³. Aber das Problem schien ihm nur teilweise gelöst. Die Konsultoren Passerats Kosmaček⁴⁴ und Stark, von denen er glaubte, dass sie „über die Maßen irdischen Geschäften hingegeben“ seien⁴⁵, hatten seiner Meinung nach zu viel Einfluss. Das eigentliche Unglück aber sah er in der Person des Admonitors Passerats, des Pater Johannes Madlener⁴⁶, eines liebenswürdigen, ganz dem Jenseits zugewandten Priesters, der einst ein Liebblingsschüler Hofbauers war, sich aber immer mehr zu einem Manne entwickelte, der den Anforderungen des realen Lebens nicht mehr gewachsen

Friedrich Overbeck. *Sein Leben und seine Schriften*, hg. von Franz BINDER, 2. Bde., Freiburg 1886, I, 266-274, 285-289, 339; Oswald FLOECK (Hg.), *Die Tagebücher des Dichters Zacharias Werner*, Texte, Leipzig 1939, XX, 188-250 u. ö.; MH XII, 285, 287; XIII, 65; XIV, 117, 119; SHCSR 10 (1962) 364; SHCSR 40 (1992) 266-269; Eduard HOSP, *Kirche Österreichs im Vormärz 1815-1850*, Wien-München 1971, 130, 173, 188 f., 196 f. u. ö.

⁴³ SHCSR 40 (1992), 325-337; HOSP, *Erbe*, 227 f.

⁴⁴ Franz Kosmaček (1799-1860), aus Pilgram (Böhmen), Studium der Philosophie in Prag bei Bernard Bolzano, durch Madlener 1818 mit Hofbauer bekannt, Profess 1821, Priester 1822, langjähriger Oberer, 1832 in Pagani zum Generalkonsultor erwählt, trat er 1836 zurück, 1830-1832 und 1839-1848 Konsultor Passerats. 1840 zum Vikar für Belgien und Holland ernannt, trat er 1841 zurück, 1841-1844 erster österreichischer Provinzial, 1850-1855 Konsultor Smetanas, gest. in Wien. K. war ein ausgezeichnete Prediger, von geistiger Weite und von gewinnendem Äußeren, „ein Eckstein und eine Zierde der Kongregation“ (MADER, 398). MADER, *Die Congregation* (wie Anm. 29), 396-399; HOSP, *Erbe*, 612; SHCSR 2 (1954) 227-231, 254; SHCSR 40 (1992) 265, 298-321, 328-331; SHCSR 52 (2004) 410.

⁴⁵ Siehe oben Anm.

⁴⁶ Johannes Madlener (1787-1868), aus Strakonitz (Böhmen), wohin sein Vater (aus jüdischer Vorarlberger Familie) als Militärarzt versetzt war, Studium der Philosophie und Mathematik in Wien, Assistent und Physikdozent an der Wiener Universität, 1814 Dr. phil., 1815 mit Hofbauer bekannt, Beginn des Theologiestudiums, 1819 Priester, 1821 Profess, 1824-1841 Konsultor Passerats. – Eduard HOSP, *P. Dr. Johannes Madlener 1787-1868, Philosoph und Homilet des Hofbauerkreises*, in SHCSR 5 (1957) 353-403; WEISS, *Die Redemptoristen in Bayern* (wie Anm. 2), 1123 (Register); DERS., *Zur Religiosität und Mentalität der österreichischen Katholiken im 19. Jahrhundert*, in SHCSR 43 (1995) 337-396, hier 376-378.

war und in seinem Bemühen, es allen recht zu machen, alles nur noch schlimmer machte. Mit der Autorität des Rektors des Studienhauses Mautern griff Smetana zum ersten Mal im Oktober 1837, gerade 35 Jahre alt und seit knapp acht Jahren Redemptorist, entschieden in die Geschicke der Kongregation ein: In einem Schreiben an den Generalobern schilderte er die Situation in der Umgebung des Generalvikars und nahm dabei besonders Madlener ins Visier. Er stellte fest:

„Vor allem P. Madlener, der stets nach beiden Seiten hinkt, niemals mit sich selbst konform bleibt, keine Sache zu Ende denkt und gewöhnlich in seiner Geistesverwirrung alles durcheinander bringt, hat mit diesem seinem schwankenden Verhalten der Kongregation unendlich geschadet“⁴⁷.

Dieser Satz war mehr als eine bloße Feststellung. Er stellte eine Kampfansage dar. Die von vielen transalpinen Patres erwartete „Revolution“⁴⁸ war damit eingeläutet.

Bereits bei der Triennialversammlung der Oberen im Juli 1839 brachte Smetana, dem sich andere Patres anschlossen, die Spannungen offen zur Sprache und forderte den sofortigen Rücktritt Madleners von seinem Führungsposten⁴⁹. Er selbst wurde jetzt Konsultor Passerats. Er begab er sich nach Wien, wo er vom Mai bis Oktober 1840 interimistisch auch das Amt eines Rektors innehatte⁵⁰. In den folgenden Jahren wurde er immer mehr zur

⁴⁷ Smetana an den Generalobern Ripoli, 24./27. Oktober 1837, früher X B 41, jetzt 07 X B 2624.

⁴⁸ „[P. Passerat] scheint mehr als je niedergeschlagen, kleinmütig und mißmutig zu sein. Die Geschichte von Finale [siehe unten!] war für ihn ein empfindlicher Schlag. P. Kosmaček, der stets an seiner Seite und Ohren ist, macht ihm viel zu schaffen. Wenn noch P. Smetana kommen wird (was ich noch in dieser Woche hoffe), dann wird er es kaum mehr aushalten können. Ueberhaupt scheint mir eine bedeutende Veränderung in der Congregation vorgekommen zu sein, da die Bessergesinnten ihre Gegner zum Stillschweigen brachten und eine Revolution im Sinne haben, die, wie es scheint, gut ausfallen kann“. Stark an Held, 20. Mai 1840. vgl. Czvitkovicz an Held, 20. Mai 1840, Original Archiv CSSR Köln; Fotokopie AGHR 30060001, 84032 Hd 232.

⁴⁹ HOSP, *Erbe*, 228.

⁵⁰ *Catalogi CSSR*; DILGSKRON, *Smetana*, 98 f.

grauen Eminenz im transalpinen Zweig der Kongregation. Nicht zuletzt seine Briefe an den ersten belgischen Provinzial P. Friedrich von Held beweisen, dass auch dort, wo er sich auf den Generalvikar berief, letztlich nicht dieser, sondern er die Entscheidungen traf⁵¹.

4.- Um die Einheit der Kongregation: Provinzeinteilung – Armutfrage

Mit dem Vertrauen, das Passerat seinem neuen Konsultor Smetana erwies, schien dessen Weg an die Spitze der transalpinen Kongregation vorgezeichnet. Zunächst freilich wartete eine andere Aufgabe auf ihn. Es ging dabei vordergründig um Verfassungsfragen, tatsächlich jedoch um nichts weniger als um die Einheit der Kongregation.

a.- Die Vorgeschichte

Bereits in einem Entwurf der Redemptoristenregel findet sich die Bestimmung, dass die Kongregation in Provinzen gegliedert werden soll. Die Provinziale sollten das Mittelglied zwischen dem Rector Major und den Hausobern darstellen⁵². In den Text des in Rom eingereichten Regelentwurfes wurde diese Bestimmung nicht aufgenommen. Der Grund dürfte die Rücksicht auf den König und den Kardinal Spinelli⁵³ von Neapel gewesen sein, die lediglich eine Kongregation für das neapolitanische Reich

⁵¹ Vgl. die Briefe Smetanas an Held, in Friedrich von HELD, *Correspondance* (wie Anm. 29).

⁵² „Penes eum [i. e. Rectorem majorem] est eligere Superiores provinciales [...]“, *Regulae et constitutiones usque ad apostolicam approbationem obeservatae*, in *Documenta miscellanea ad regulam et spiritum Congregationis nostrae illustrandum*, Romae 1904, 11-80, hier 47; vgl. *Analecta* 7 (1927) 236, 238.

⁵³ Giuseppe Spinelli (1697-1763), Erzbischof von Neapel 1734-1754. M. CAMPANELLI, *Note sul clero del suburbio napoletano durante l'episcopato del Card. Giuseppe Spinelli (1734-1754)*, in *Campania Sacra* 27 (1996) 179-206; R. DE MAIO, *Società e vita religiosa a Napoli nell'età moderna (1656-1799)*, Napoli 1971, *passim*; S. Alfonso Maria DE LIGUORI, *Carteggio I, 1724-1743*, a cura di Giuseppe Orlandi, Roma 2004, *passim*.

wünschten⁵⁴.

Doch schon beim Generalkapitel von 1749 tauchte die Frage der Provinzen erneut auf⁵⁵. Auf dem Kapitel von 1764 wurde eine Provinzeinteilung für den Fall in Aussicht genommen, dass die Kongregation sich einmal weiter ausbreiten sollte⁵⁶. Ausführlich wurde beim Einigungskapitel von 1793 über die Provinzeinteilung beraten. Allein es blieb bei Absichtserklärungen⁵⁷. Das Kapitel von 1817 griff den Gedanken wieder auf. Rom begrüßte das Vorhaben ausdrücklich⁵⁸. Doch es kam wieder nicht zur Ausführung.

Tatsächlich kam es in der Kongregation, bedingt durch die Zeitverhältnisse, statt zur Provinzeinteilung zur Ausbildung einer außergewöhnlichen Institution: zum transalpinen Generalvikariat. Klemens Hofbauer war bereits 1788 zum Generalvikar mit weitgehenden Befugnissen für die Länder des Nordens ernannt worden⁵⁹. Was als Provisorium gedacht war, wurde zur Dauereinrichtung, als Hofbauer 1820 in Passerat einen Nachfolger auf Lebenszeit bekam⁶⁰. Dies schien nahezu unumgänglich, da der österreichische Staat keinen ausländischen Obern duldete⁶¹. Dennoch waren es gerade die Patres des transalpinen Zweiges, an ihrer Spitze der Generalvikar, die in der damaligen Verfassung der Kongregation eine Fehlentwicklung sahen. Entschieden arbeiteten sie auf eine Aufteilung in gleichberechtigte Provinzen

⁵⁴ DILGSKRON, *Held*, 130 f.; HOSP, *Erbe*, 250.

⁵⁵ I. Capitulum Generale apud Juranos [Ciorani] anno 1749 celebratum, in *Acta integra*, 1-23, hier 12, Nr. 28

⁵⁶ II. Capitulum Generale Nuceriae Paganorum [Pagani] anno 1764 celebratum, in *Acta integra*, 26-47, hier 39, Nr. 91 u. 92.

⁵⁷ IV. Capitulum Generale Nuceriae Paganorum [Pagani] anno 1793 celebratum, in *Acta integra*, 83-186, hier 92, Nr. 250.

⁵⁸ VI. Capitulum Generale Nuceriae Paganorum [Pagani] anno 1817 celebratum, in *Acta integra*, 205-244, hier 243 f., Nr. 578.

⁵⁹ Ernennung durch De Paola: MH IV, 147; VIII. 13; Bestätigung durch Blasucci 1793: MH VIII, 38, 40.

⁶⁰ Ernennungsdekret Passerats durch Nicola Mansiono vom 30. Mai 1820, MH XIII, 240.

⁶¹ Vgl. Eduard HOSP, *Geschichte der Redemptoristenregel in Österreich (1819-1848)*, Wien 1939, 21, 28-49, 247-315. – Daher der offizielle Titel Passerats „Obervorsteher“. Vgl. *ebd.*, 276, 287, 305; *Id.*, *Erbe*, 243 f.

hin. Selbstverständlich sollte damit auch das Generalvikariat zu bestehen aufhören. Allerdings waren die Transalpinen nicht bereit, in Zukunft von dem fernen Pagani im Königreich Neapel abhängig zu sein. Sie wünschten eine starke Zentralgewalt mit Sitz in Rom. Denn – das war die Lehre, die sie mit Recht aus der bisherigen Kongregationsgeschichte zogen – nur Rom als Regierungssitz konnte genügend Sicherheit gegenüber den Eingriffen der Staatsgewalt bieten.

Der Grund für die Forderungen der Transalpinen war einleuchtend. Die transalpine Kongregation hatte sich über verschiedene europäische Länder ausgebreitet. Dazu kam seit 1839 die „Mission“ in Nordamerika. Unmöglich konnte der in Wien residierende Generalvikar bei den damaligen Post- und Verkehrsbedingungen für alle transalpinen Klöster der direkte Ansprechpartner sein⁶². Passerat wandte sich daher verschiedentlich wegen einer Provinzeinteilung an den Generalobern. So schrieb er am 19. März 1835, die Zahl der Klöster in Belgien und Frankreich sei so sehr gewachsen, dass ein Oberer mit größeren Vollmachten nötig sei, der nicht immer erst bei ihm nachfragen müsse. Er schlug den P. Held hierzu vor⁶³. Allein in Neapel fand er nicht das geringste Entgegenkommen.

Fragt man nach den Motiven für den Widerstand der Neapolitaner, so lassen sich vor allem drei Gründe nennen. Da war zum ersten noch immer die Verbindung der neapolitanischen Patres mit dem Königshaus. Viele cisalpine Patres betrachteten die Kongregation als rein neapolitanisches Institut, die Kolonie im Norden nahm man *nolens volens* hin. Ja, es gab sogar solche, die sich am liebsten von den *case ultramontane* getrennt hätten, was auch die transalpinen Wahlmänner beim Generalkapitel von 1832 zu spüren bekamen. Dazu kam die Ansicht, nur in Neapel, wo der Leib des heiligen Alfons ruhe, herrsche der wahre Geist des heiligen Alfons. Ein Aufgeben des Generalats in Pagani erschien gleichbedeutend mit einem Abfall von der Seele der Kongregation. Schließlich dürfte es auch eine Rolle gespielt haben, dass mit der Änderung der Verfassung der Einfluss der Neapoli-

⁶² Vgl. HOSP, *Erbe*, 247-249.

⁶³ Passerat an Ripoli, 19. März 1835, AGHR, Passeratbriefe.

taner geringer geworden wäre, etwa bei den Generalkapiteln, wo nicht mehr alle Hausobern, sondern die Provinziale stimmbe-rechtigt sein würden⁶⁴.

b.- *Bemühungen Passerats um eine Verfassungsreform – die Armutsfrage – Streitfall Finale*

Der wenig energische und dem Jenseits zugewandte Passerat war nicht der Mann, die Kämpfe um eine Provinzeinteilung mit dem Generalat durchzufechten. So sehr er von der Notwendigkeit einer Verfassungsänderung überzeugt war, zögerte er doch, weil er fürchtete, am Ende könne es zu einer Spaltung kommen⁶⁵. Da nahmen zur rechten Zeit zwei Männer, die in den kommenden Jahren zu Säulen der Kongregation werden sollten, die Angelegenheit in die Hand und fochten den Kampf unter großen Mühen durch: P. Friedrich von Held und P. Rudolf Ritter von Smetana.

Beide gaben zu verstehen, dass es höchste Zeit sei, jetzt in Rom beim Heiligen Stuhl wegen der Provinzeinteilung vorstellig zu werden. Doch erst, als der von Held eingeschaltete Internuntius von Brüssel Fornari⁶⁶ und der Nuntius von Wien Altieri⁶⁷ die

⁶⁴ HOSP, *Erbe*, 248 f.

⁶⁵ „Votre projet avec la cour de Rome demande des prières longues et des réflexions, il en pourrait résulter un schisme“. Passerat an Held, 5. Dezember 1838. Original Archiv CSSR Köln, Fotografie AGHR 30060001, 83866, Hd. 186.

⁶⁶ Raffaele Fornari (1787-1854), geb. in Rom, 1838-1842 Internuntius in Brüssel, 1842 Nuntius u. Titularerzbischof von Nizäa, 1842-1850 Nuntius in Paris, 1850 Kardinal, 1850-1854 Präfekt der Studienkongregation. A. MARTINA, *Fornari*, in *DHGE XVII*, 1095-1107 (grundlegend); Alois SIMON, *Correspondance du Nonce Fornari 1838-1843* (Analecta Vaticano-Belgica, 2. ser., C, I), Bruxelles-Rome 1956; Christoph WEBER, *Kardinäle und Präläten in den letzten Jahrzehnten des Kirchenstaats. Elite-Rekrutierung, Karriere-Muster und soziale Zusammensetzung der kurialen Führungsschicht zur Zeit Pius' IX. (1846-1878)* (Päpste und Papsttum, 13, I), Stuttgart 1978, 465 f.

⁶⁷ Ludovico Altieri (1805-1867), aus Rom, 1833 Priester, 1834 Sekretär der Studienkongregation, 1836 Titularerzbischof von Ephesus, 1836-1845 Nuntius in Wien, 1845 Kardinal, 1847 Präsident des Kirchenstaats, 1861-1863 Präfekt der Indexkongregation, 1860 suburbaner Bischof von Albano, gest. in Albano. WEBER, *Kardinäle und Präläten* (wie Anm. 66), *passim*.

Verfassungsänderung wärmstens empfohlen hatten⁶⁸, erklärte sich Passerat bereit, in der Sache etwas zu unternehmen. Eine günstige Gelegenheit bot die Heiligsprechung des Gründers am 26. Mai 1839, zu der nicht nur Held, sondern auch Passerat nach Rom kamen. Es war das einzige Mal, dass der Generalvikar sich zu einer solchen Reise aufraffte. Ja, er ließ sich nach einigem Widerstreben sogar zu einem Besuch in Pagani bewegen, wo seine ehrwürdige, asketische Gestalt von den Patres voll ehrfürchtiger Scheu bewundert wurde⁶⁹.

Zuvor schon hatten er und Held in Rom mit dem Generalobern und dessen Konsultoren den Plan einer Provinzeinteilung besprochen, sie waren jedoch auf kein Entgegenkommen gestoßen, vielmehr mussten sie erkennen, dass die Neapolitaner alles tun würden, um die geplante Reform zu verhindern. Allerdings scheint es, dass zum mindesten der Generalobere die Einteilung ernsthaft erwog, aber er war zu schwach und ganz in den Händen seiner Berater. Immerhin gab er die Einwilligung dazu, dass die Transalpinen beim Heiligen Stuhl vorstellig werden dürften⁷⁰. Passerat und Held begaben sich daraufhin zum Kardinalstaatssekretär Luigi Lambruschini⁷¹, der sie in ihrem Vorhaben bestärkte und die Angelegenheit an den zuständigen Subsekretär der Kongregation für Bischöfe und Ordensleute, Monsignore

⁶⁸ DILGSKRON, *Held*, 131 f.; DERS., *Smetana*, 43. Vgl. Rudolf von SMETANA, *Expositio actorum et factorum ad Congregationem SS. Redemptoris transalpinam spectantium ab anno 1839 usque ad annum 1853*, Roma 1854, 5.

⁶⁹ DILGSKRON, *Held*, 136.

⁷⁰ *Ebd.*, 133.

⁷¹ Luigi Emanuele Nicoló Lambruschini (1776-1854), aus Sestri Levante, Barnabit, seit 1814 im Dienst der Röm. Kurie, war beim Wiener Kongress Berater Consalvis, 1819 Erzbischof von Genua, 1826-1830 Nuntius in Paris, 1831 Kardinal, 1836-1846 Kardinalstaatssekretär, unterlag beim Konklave 1846 Pius IX., wurde jedoch dessen wichtigster Ratgeber, maßgebend bei der Ausschaltung Rosminis, der Dogmatisierung der „*Immaculata Conceptio*“ (1854) und der Vorbereitung des „*Syllabus errorum*“, vertrat eine intransigente konservative Richtung in Staat und Kirche, gest. in Rom. Luigi M. MANZINI, *Il cardinale Luigi Lambruschini*, Biblioteca Apostolica Vaticana, Città del Vaticano 1960; Luciano MALUSA (Hg.), *Antonio Rosmini e la Congregazione dell'Indice*, Stresa 1999, *passim*.

Giuseppe Andrea Bizzarri⁷², verwies. Bereits im Juli 1839 wurde Passerat über den Nuntius Altieri aufgefordert, er möge mitteilen, was ihm „zur Herstellung eines freieren Verkehrs mit dem Rektor Major und zur Errichtung der zu einer geregelten Regierung notwendigen Provinzen“ dienlich erscheine⁷³.

Jetzt war die Stunde P. Smetanas gekommen. Auf der Triennialversammlung im Juli 1839 wurde das Schreiben der Religiosenkongregation den Teilnehmern vorgelegt. Was lag für die Versammelten näher als Smetana mit der Beantwortung zu beauftragen? Er war ein gewiegter Jurist und hatte gerade in der Angelegenheit der Konsultoren Passerats bewiesen, dass er sich durchzusetzen wusste. Mit seiner Beauftragung begannen nun seine langjährige Bemühungen, die Kongregation aus der Phase der Spannungen und Unklarheiten zur Konsolidierung zu führen. Er verfasste sein erstes amtliches Schreiben zur Verfassung der Kongregation, dem in den folgenden Jahren zahlreiche weitere folgen sollten. In seinem an den Wiener Nuntius adressierten Brief bat er diesen, beim Heiligen Stuhl vorstellig zu werden, mit der Bitte, alle Häuser der Kongregation sollten der Autorität des Generals unterstellt werden, zugleich müsse eine Provinzeinteilung durchgeführt werden. Dies möge im Einvernehmen mit dem Generalobern und seiner Konsulta geschehen⁷⁴.

In der Folgezeit überstürzten sich die Ereignisse, nicht zuletzt deswegen, weil nun auch zwei andere Streitpunkte zwischen den Trans- und Cisalpinen zur Sprache kamen und sich mit der Frage der Provinzeinteilung verflochten. Sie können in diesem Zusammenhang nur am Rande berührt werden. Es handelte sich zum einen um alte Meinungsverschiedenheiten über

⁷² Giuseppe Andrea Bizzarri (1802-1877), geb. in Paliano, 1829-1837 in verschiedenen vatikanischen Ämtern, 1837-1847 Sottosegretario der Kongregation für Bischöfe und Ordensleute (Religiosenkongregation), 1851-1853 Prosekretär der Religiosenkongregation, 1853 Konsultor der Kongregation des Heiligen Offiziums, 1854 Titularerzbischof, 1854-1863 Sekretär der Religiosenkongregation, 1863 Kardinal, 1868-1872 Präfekt der Ablasskongregation, 1873-1877 Präfekt der Religiosenkongregation, gest. in Rom. WEBER, *Kardinäle und Prälaten* (wie Anm. 66), 440 f., 653 f. u. ö.

⁷³ Altieri an Passerat, 24. Juli 1839. *Expositio actorum* (wie Anm. 68), 5.

⁷⁴ *Ebd.*, 5. – Vgl. DILGSKRON, *Smetana*, 52; HOSP, *Erbe*, 228, 251.

die seit dem Kapitel von 1802 bei den Cisalpinen gültigen⁷⁵, von den Transalpinen jedoch niemals anerkannten⁷⁶ Erleichterungen in der Armutfrage; zum anderen war da der Streit um das Kloster in Finale, das von beiden Teilen der Kongregation beansprucht wurde⁷⁷. Dies ging soweit, dass der Generalobere den cisalpinen P. Baldari⁷⁸ zum Rektor des bis dahin „transalpinen Hauses“ Finale ernannte, der sogleich daran ging, die neapolitanische Armutspraxis einzuführen. Dagegen wandten sich der von Passerat zum Rektor bestimmte P. Mangold⁷⁹ und der bisherige Superior von Finale, P. Doll⁸⁰, die schließlich mit der Empfehlung der Bischöfe von Carpi und Modena an den Heiligen Stuhl

⁷⁵ Vgl. Dichiarazione sul voto di Povertà e perfetta vita comune, V. Capitulum Generale Nuceriae Paganorum (Pagani) anno 1802 celebratum, *Acta integra*, 185-204, hier 196-198, Nr. 473-487, bes. Nr. 473 u. 480. – Zu dem Kapitel waren die Transalpinen nicht eingeladen worden. Die Religiosenkongregation hatte am 7. März 1804 hinsichtlich der Armut auf die von Benedikt XIV. approbierte Regel verwiesen, *ibd.*, 204.

⁷⁶ Vgl. Thaddäus Hübl an Blasucci, 7. März 1807, *ibd.*, 197, Anm.; ferner: Held an Ripoli: „Riguardo al voto della povertà osserviamo le nostre Regole confermate dal S. M. Papa Benedetto XIV [...]. Riguardo a questi punti nessuno dei nostri ha richiamato contro la nostra costumanza, e in verità, dacché siamo ritornati, non si ha parlato di queste cose, non essendo noto il Cap. del anno 1802, che a pochissimi dei nostri“. Held an Ripoli, Wien, 12. November 1832 AGHR früher X B 21, jetzt 07 X B 2576, Hd 015. – Zum Ganzen Hosp, *Erbe*, 230-236.

⁷⁷ Vgl. zum Folgenden: DILGSKRON, *Smetana*, 30-54; DE MEULEMEESTER, *Histoire*, 149-166; Giuseppe ORLANDI, *La Congregazione del SS. Redentore nel Ducato di Modena, dal 1835 al 1848*, in *SHCSR* 18 (1970) 371-430; Hosp, *Erbe*, 237.

⁷⁸ Emanuele Baldari (1796-1871) aus Oria (Brindisi), Profess 1819, Priester 1820, 1850-1853 Generalkonsultor, gest. in Squinzano (Lecce). ORLANDI, *La Congregazione* (wie Anm. 77), 398 f.; MINERVINO I, 21.

⁷⁹ Adam Mangold (1806-1875), aus Bischofswatt (Böhmen), Profess 1829, Priester 1832, 1853-1859 Provinzial der Provincia Austriaca; 1859-1862 „provisorischer Provinzial“ von Norditalien, 1863-1875 Generalkonsultor Maurons in Rom. *SHCSR* 2 (1954) 61-62; *SHCSR* 4 (1956) 68-84; *SHCSR* 7 (1959) 342, Anm. 28.

⁸⁰ Franz Doll (1795-1855), Profess 1821 in Wien, Priester 1823, Novizenmeister in Wien-Weinhaus 1828-1834, Rektor in Frohnleiten 1834-1835, Superior in Modena 1835-1848, dort Beichtvater des Herzogs, dann bis zu seinem Tod in Wittem. *Catalogi CSSR; Generalkatalog Rom*, XIII n° 74; *SHCSR* 2 (1954) 46-48; *SHCSR* 4 (1956) 44; *SHCSR* 18 (1970) 386, Anm. 61; *SHCSR* 40 (1992) 292, Anm. 139.

appellierten. Ja, Doll begab sich persönlich nach Rom zur Religiösenkongregation und brachte dabei auch die Armutfrage zur Sprache⁸¹. Die Angelegenheit verschärfte sich noch dadurch, dass sich der Erzherzog von Modena⁸² auf die Seite der Transalpinen stellte und offiziell in Neapel Klage erhob.

Nun nahm Papst Gregor XVI., der sich gerade damals für die Reform religiöser Gemeinschaften einsetzte, die Sache selbst in die Hand. Die Rechtsverhältnisse in Finale wurden grundsätzlich zugunsten der Transalpinen geregelt. Was die noch offenen Fragen, Verfassungsänderung und Armutspraxis, anlangte, sollten diese nach dem Willen Roms energisch in Angriff genommen werden⁸³.

c. - *Sendung der Patres Smetana und Held nach Rom.*

Auf ausdrückliches Anraten des Wiener Nuntius Altieri⁸⁴ schickte nun Passerat den juristisch geschulten P. von Smetana als seinen Vertreter nach Rom, damit er persönlich beim Heiligen Stuhl vorstellig werde. Er traf am 28. Oktober 1840 in der Ewigen Stadt ein. Später wurde zu seiner Unterstützung auch P. von Held nach Rom geschickt⁸⁵. Als er dort am 20. November ankam, lag Smetana krank zu Bett⁸⁶.

⁸¹ DILGSKRON, *Smetana*, 45 f.

⁸² Franz IV. von Habsburg-Este (1779-1846), regierte in Modena seit 1815 (nach der Restitution seines Herzogtums durch den Wiener Kongress). C. GALVANI, *Memorie storiche intorno alla vita dell'arciduca Francesco IV d'Este*, Modena 1846. – Zum Verhältnis der Redemptoristen zu ihm vgl. Friedrich von Held an Franz Doll, 16. November 1839. In dem Brief (fehlt in Hd) schreibt Held: „Ich vertraue auf Gott. Ihr Herzog hat Geld genug, um einmal zu helfen, ohne sich wehe zu tun. Wenn Sie wenigstens einige tausend Franken auspresen könnten“. Brief (Original) im Haus-, Hof- und Staatsarchiv Wien, Bestand: Rom, Varia, Bd. 85.

⁸³ *Ebd.*, 44-50.

⁸⁴ *Ebd.*, 51 f.

⁸⁵ *Ebd.*, 52-54.

⁸⁶ Friedrich von Held an Johann Bapt. Pilat, Rom, 8. Dezember 1840, Kopie (deutsch und französisch) AGHR 30060001, 84086 = Hd 254. – Um nicht länger im Kloster der Cisalpinen *Maria in Monterone* wohnen zu müssen, ließen sie sich im Hospiz der deutschen Gemeinde bei der Kirche *Maria dell'Anima* nieder. Vgl. *ebd.*

Aber auch Neapel blieb nicht untätig. Als Vertreter des Generalobern Ripoli kam dessen Konsultor Rispoli⁸⁷ nach Rom. Es kam nun zu langwierigen Verhandlungen, bei denen Smetana klar und überzeugend zu argumentieren verstand. Dem von ihm ins Feld geführten Argument, es sei unmöglich, weiterhin von Wien aus die gesamte nichtneapolitanische Kongregation zu betreuen, konnte auch Rispoli nicht widersprechen. Er schlug deswegen vor, man solle ein zweites Generalvikariat errichten. Der zweite Generalvikar, zuständig für den Kirchenstaat, für Modena, die Schweiz und Frankreich, solle in Finale residieren. Verständlich, dass sich die Transalpinen gegen diesen Vorschlag wandten, der die Zersplitterung der Kongregation noch vermehrt hätte. Ihr Gegenvorschlag lautete: Aufhebung des Generalvikariats, Verlegung des Generalats nach Rom, Bildung einer Generalkonsulta, bei der alle Teile der Kongregation vertreten sind. Außerdem, so forderten sie, müsse die Armutspraxis einheitlich werden. Das aber lehnten die Neapolitaner, die – wohl mit Recht – um den Verlust ihrer Privilegien fürchteten, kategorisch ab. Daraufhin zogen Smetana und Held den ursprünglichen Vorschlag der Transalpinen zurück und verlangten jetzt in Übereinstimmung mit Passerat eine Provinzeinteilung unter Beibehaltung des Generalvikariats, in dessen Jurisdiktionsbereich die bisherige strengere Armutspraxis Gültigkeit haben solle⁸⁸.

⁸⁷ Pietro Luigi Rispoli (1778-1846), aus Pogerola di Amalfi, Profess 1801, Generalkonsultor 1824-1846, bedeutender Prediger, Verfasser einer Biographie des hl. Alfons, gest. in Neapel. S. M. SCHIAVONE, *Biografie dei Redentoristi napoletani*, Pagani 1938, 108-110. DE MEULEMEESTER, *Bibliographie* II, 352, III, 375. *SHCSR* 2 (1954) 37, 39, 269; *SHCSR* 36/37 (1988/89) 187-189.

⁸⁸ *Expositio actorum* (wie Anm. 68), 8 f.; DILGSKRON, *Smetana*, 54-67; ORLANDI, *La Congregazione* (wie Anm. 77), 408.

d.- „*Presbyterorum Saecularium*“: Die Provinzeinteilung

Beide Parteien wandten sich nun mit gesonderten Eingaben an den Heiligen Stuhl. Der Papst setzte daraufhin eine Kommission von sieben Kardinälen ein, die sich mit der Lösung der Frage befasste. Das Ergebnis ihrer Beratungen war das von Gregors XVI. mit Datum vom 2. Juli 1841⁸⁹ approbierte Dekret „*Presbyterorum saecularium*“. Es bestimmte, dass das Generalvikariat vorläufig fortbestehen solle, wobei die Häuser im Herzogtum Modena und in Finale weiterhin ihm zugeschrieben wurden. Der Generalvikar solle vier Konsultoren erhalten und auf eine Amtszeit von fünf Jahren gewählt werden. Der General solle ihm alle Vollmachten übertragen. Vorbehalten solle er sich lediglich die Errichtung neuer Provinzen, die Gründung neuer Häuser, die Bestätigung der Provinzkapitel, die Entlassung oder Dispensierung von Professoren. Zugleich verlangte das Dekret die Einteilung der Kongregation in Provinzen. Sechs Provinzen sollten errichtet werden: die römische, die neapolitanische und die sizilianische, die dem Generalobern unterstehen, die österreichische, belgische und helvetische, die in den Jurisdiktionsbereich des Generalvikars fallen sollten⁹⁰. In zwei Klauseln, deren Aufnahme in das Dekret Smetana durchgesetzt hatte, war die Möglichkeit offen gelassen, bei einem späteren Generalkapitel offenstehende Fragen zu klären und eine volle Einigung herbeizuführen⁹¹.

Am 4. August 1841 sandte Kardinal Patrizi⁹², der Präfekt der Kongregation für Bischöfe und Ordensleute, dem General-

⁸⁹ Tatsächlich erfolgte die Unterschrift am 31. Juli 1841. *Ebd.*, 410, Anm. 177.

⁹⁰ *Acta integra*, 301-303; vgl. DILGSKRON, *Smetana*, 93-97.

⁹¹ Die im Dekret enthaltenen Klauseln „*donec aliter a S. Sede decernatur*“ und „*salva semper unitatis totius corporis et suprema Rectoris Majoris auctoritate*“ waren aus einem von Smetana eingereichten Memorandum übernommen worden. Bei der Publikation des Dekrets fehlt jedoch die zweite Formel, um Rekurse gegen den Generalvikar, außer in fünf genau bestimmten Fällen zu unterbinden. Vgl. DE MEULEMEESTER, *Histoire*, 165.

⁹² Costantino Patrizi (1798-1876), aus Siena, 1821 Priester, 1828 Titularerzbischof von Philippin, 1829 Nuntius in Florenz, 1836 Kardinal, 1839-1842 Präfekt der Religiosenkongregation, 1854-1876 Präfekt der Ritenkongregation, 1860-1876 Sekretär des Heiligen Offiziums. WEBER, *Kardinäle und Prälaten* (wie Anm. 66), 501 (Lit.) und *passim*.

obern P. Ripoli das römische Dekret und ersuchte ihn, in Rom seinen Sitz zu nehmen⁹³. Allein, das Dekret erregte bei den Patres im Königreich nicht geringe Aufregung⁹⁴, und auch der König, der offensichtlich bereits von unzufriedenen Patres unterrichtet war, verweigerte die Bestätigung⁹⁵. Rom ließ sich jedoch nicht darauf ein und, sondern verlangte vom General die Ernennung eines römischen Provinzials. Dieser wurde zwar formell am 30. November 1841 in der Gestalt des P. Perciballi⁹⁶ ernannt, doch im Übrigen nahm in Neapel alles seinen alten Gang, da der König und mit ihm die meisten Patres (mit einigen Ausnahmen, vor allem was die Patres in Sizilien betraf) strikt gegen die Bestimmungen des Dekretes waren. Anders bei den Transalpinen, wo P. Passerat in der Zwischenzeit am 8. November 1841 die Provinziale in seinem Jurisdiktionsbereich ernannte⁹⁷. Zwar verweigerte der General dem zum belgischen Provinzial ernannten P. Held seine Zustimmung⁹⁸, sei es, weil man in Pagani über ihn verärgert war, sei es, weil man sich dort noch immer an das negative Urteil des Kardinal Ostini über ihn aus dem Jahre 1831 erinnerte⁹⁹, doch wandten sich die Transalpinen kurzer Hand an den Heiligen Stuhl um seine Bestätigung, die dieser sofort gewährte¹⁰⁰.

⁹³ DILGSKRON, *Smetana*, 98.

⁹⁴ Vgl. ORLANDI, *La Congregazione* (wie Anm. 77), 413, Anm. 187; DILGSKRON, *Smetana*, 107 f.

⁹⁵ *Ebd.*, 108.

⁹⁶ Sebastiano Perciballi (1778-1854), aus Ripi, Profess 1799, Priester 1801, römischer Provinzial (rein formell) 1841-1854, gest. in Frosinone. MINERVINO II, 139; P. PITTIGLIANI, *Litterae Annales de rebus gestis Provinciae Romanae*, Roma 1914, 13 f.

⁹⁷ Vgl. Martin Stark an Held, 8. November 1841, Original Archiv CSSR Köln; Fotokopie AGHR 30060001, 84180 = Hd 301.

⁹⁸ Vgl. Smetana an Held, 3. Januar 1842, Original Archiv CSSR Köln; Fotokopie AGHR 30060001, 84202 = Hd 314.

⁹⁹ Johannes Sabelli an Held, 20. August 1842, Original Archiv CSSR Flandrica; Fotokopie in AGHR 30060001, 84254 = Sb 196, Hd 346.

¹⁰⁰ Passerat an Held, 22. März 1842, Hd. 325; Smetana an Held, 22. März 1842, Kopien Archiv CSSR Flandrica; Fotokopien AGHR 30060001, 84224 und 30060001, 84226a = Hd 325, 326.

e.- Die „Ränkesucht“ des P. Rispoli

Smetana hatte wenigstens mit einem Teilerfolg nach Wien zurückkehren können. Allerdings fühlte er sich völlig erschöpft. Doch es waren nicht so sehr die zahlreichen klug und umsichtig abgefassten Eingaben, Memoranden und schriftlichen Entgegnungen, die seine Gesundheit strapazierten, als vielmehr das burleske und kindische Verhalten seines neapolitanischen Gesprächspartners, des Generalkonsultors P. Rispoli. Da wurden etwa die beiden transalpinen Patres als *figli di muli e cavalli*¹⁰¹ bezeichnet. Eine persönliche Kränkung bedeutete es für Smetana, wenn von neapolitanischer Seite kritisiert wurde, dass die Transalpinen einen „Witwer“¹⁰² nach Rom geschickt hatten. Volends musste es dem feinfühlenden und stets auf korrektes Verhalten bedachten Smetana zusetzen, wenn Rispoli ihm gegenüber äußerte:

„Ihr gehorcht dem Heiligen Stuhle nicht, Ihr verachtet die Statuten [...]. Uns liegt nichts daran, wenn ihr euch von uns trennt, wir brauchen euch nicht. Ihr seid uns vielmehr zur Last und zum Verdruss“¹⁰³.

Das Schlimme an der Äußerung war – und das dürfte Smetana sehr wohl gespürt haben –, dass es sich dabei nicht nur um das rüpelhafte Benehmen eines Einzelnen handelte, sondern dass nicht wenige neapolitanische Mitbrüder genau so dachten. So hatte der junge P. Gaetano Santulli¹⁰⁴ Rispoli aufgefordert:

„Es wird gut sein, die Deutschen mit einer gänzlichen Trennung zu bedrohen, da sie nichts unlieber hören als dies [...]. Ihr Gewissen erinnert sie daran, dass sie keine *liguorini* sind, weil sie ja nicht die ununterbrochenen Traditionen des Geistes des

¹⁰¹ Rispoli an Ripoli, 25. Juli 1840, AGHR 07 XI C 2910.

¹⁰² Rispoli an Ripoli, 24. Oktober 1840, AGHR 07 XI C 2933.

¹⁰³ Rispoli an Ripoli, 31. Oktober 1840, AGHR 07 XI C 2934.

¹⁰⁴ Gaetano Santulli, geb. 1817 in Monteforte Irpino (Avellino), Profess 1834, Priester 1839, dispensiert 1848. MINERVINO I, 160; vgl. ORLANDI, *La Congregazione* (wie Anm. 77) 400.

Institutes besitzen, wie wir sie haben. Die Deutschen werden mit uns nie friedlich auskommen. Ich bitte Gott, dass er sie ganz von uns trenne. Vor kaum zwanzig Jahren waren sie eine Meute junger Kerle [*una turba di giovinastrì*], und nun, auf eigene Faust groß geworden, werden sie es nie zu einer wahren regulären Observanz bringen¹⁰⁵.

Nachdem die Angelegenheit in Rom zu Gunsten der Transalpinen ausgegangen war, steigerte dies die „Ränkesucht“ Rispoli gegen die Nordländer, denen er nun vorwarf, sie hätten in Rom ein Schisma angestrebt, das er verhindert habe. In einem Brief an den Generalobern äußerte er sich über Held und Smetana in übelster Weise. Smetana unterrichtete davon Held am 30. September 1841: „P. Rispoli hatte einen ganz wüthenden Brief geschrieben, worin er uns Ketzer und vom Teufel Besessene nannte“¹⁰⁶. Man versteht, dass der sensible Smetana sich nach all dem „körperlich und geistig zerfleischt“¹⁰⁷ vorkam und dass ihn Kopfschmerzen und tiefe Schwermut quälten. Dennoch war sein Ansehen bei den Transalpinen gewachsen, auch beim Generalvikar, der ihm sogleich Sonderrechte für in Belgien zu treffende Maßnahmen anvertrauen wollte. Doch er war klug genug, darauf nicht einzugehen.

f.- Die Armutfrage bei den Transalpinen

Ein Problem war allerdings noch nicht völlig geklärt worden: die Armutfrage. Immerhin war den Transalpinen gestattet worden, ihre strengere Praxis beizubehalten. Eine Lösung für die Gesamtkongregation war vertagt worden. Doch nun zeigte sich, dass auch innerhalb der Transalpinen verschiedene Auffassungen bestanden, die keineswegs von dem römischen Dekret geklärt worden waren. Drei verschiedene Richtungen lassen sich unterscheiden. Tatsächlich gab es einige wenige durchaus ange-

¹⁰⁵ Santulli an Rispoli, Januar 1840; zit. DILGSKRON, *Smetana*, 86, Anm. 2.

¹⁰⁶ Smetana an Held, Wien, 30 Sept. 1841 [Original Archiv CSSR von Köln; Fotokopie in AGHR 30060001, 84152] = Hd 289; vgl. Rispoli an Ripoli, Rom, 24. Juli 1841, AGHR 07 XI C 2981.

¹⁰⁷ Smetana an Laurent, 21. Oktober 1841, zit. DILGSKRON, *Smetana*, 121.

sehene und integre Patres, die bei den strittigen Fragen – abgesehen von dem sog. *Peculium*, einer Art Taschengeld – die neapolitanische Praxis nicht für völlig verwerflich hielten und manches daran auch für die Transalpinen als erlaubt betrachteten. Zu ihnen dürfte etwa P. Kosmaček gehört haben, ein weitblickender, weltgewandter und zugleich frommer Mann, der auch bei den Neapolitanern in hohem Ansehen stand. Wortführer dieser Gruppe war Smetanas Jugendfreund Franz von Bruchmann, seit 1841 Oberer des ersten bayerischen Redemptoristenklosters in Altötting. Für die Gegenposition der Mehrheit stand der belgische Provinzial P. Held, der – vom Generalvikar Passerat unterstützt – in Fragen der Armut mit Berufung auf Klemens Hofbauer nur die buchstäbliche Befolgung der ursprünglichen Regel gelten ließ und bereits in einigen Erklärungen des Kapitel von 1764 einen Abfall von der von Papst Benedikt XIV. bestätigten Regel sah¹⁰⁸. Held hatte nicht nur den Generalvikar auf seiner Seite, sondern auch die führenden belgischen Patres Heilig¹⁰⁹ und Kaltenbach¹¹⁰, sowie den Schweizer Provinzial Neubert¹¹¹ mit seiner Konsulta. Konkret ging es dabei um die Zu-

¹⁰⁸ *Expositio actorum* (wie Anm. 68), 20 f.; DILGSKRON, *Smetana*, 115 f.; HOSP, *Erbe*, 240.

¹⁰⁹ Michael Heilig aus Winterbach im Remstal, Jesuitenschüler, 1833 Profess in Mautern, 1836 Priester, Dozent der Moralthologie in Wittem, 1848-1849 Provinzial in Belgien, 1849 Generalkonsultor, 1850-1855 Konsultor des Generalvikars Smetana, 1880-1887 Provinzial der Niederdeutschen Provinz. Zu ihm [Alois KREBS], *Kurze Lebensbilder der verstorbenen Redemptoristen der Ordensprovinz von Niederdeutschland*, Dülmen 1896, 153-161; Maurice DE MEULEMEESTER, *Glans Alphonsiennes*, Louvain 1946, 153 f.

¹¹⁰ Johann Kaltenbach (1791-1875) gehörte zu den Redemptoristenschülern in seiner Heimat Triberg, Profess 1813 in Farvagny, Priester 1814, in Belgien seit 1832, 1848-1850 in der amerikanischen „Mission“, nach seiner Rückkehr 1850-1855 Konsultor des Generalvikars Smetana, gest. in St-Nicolas-du-Port. *Generalkatalog AGHR*. XIII Nr. 57; MH XV, 187 (Register); *SHCSR* 2 (1954) 55, 253; *SHCSR* 4 (1956) 286, Anm. 15.

¹¹¹ Michael Neubert (1805-1882), aus Bergheim (Elsass), Profess 1824 in Bischenberg, 1828 Priester, Dozent für Philosophie und Volksmissionar, führend in den sog. „badischen Missionen“, 1841-1845 erster Provinzial der helvetischen Provinz, ein lebenswürdiger Mann, wie Mauron ein treuer Gefolgsmann Smetanas. *Notice biographique sur le R. P. Michel Neubert de la Congregation du Très-Saint Rédempteur*, par un de ses amis [= Ignaz SIMONIS,

wendung der aus dem Vermögen eines Kongregierten erwirtschafteten Gewinns bzw. der anfallenden Zinsen. Held und seine Anhänger waren gegen jedwede Verfügung zu Gunsten der Verwandten oder erklärten diese nur für erlaubt, wenn die Verwandten arm und bedürftig seien¹¹².

Es war das Verdienst von P. Smetana, zunächst wenigstens eine Lösung der anstehenden Fragen zu finden. Auch wenn die Meinungsverschiedenheiten nicht völlig ausgeräumt werden konnten, wie die Stellungnahmen Helds wenige Jahre später beweisen sollten¹¹³, gelang es ihm doch, die Gemüter vorerst zu beruhigen. Im September 1842 trafen sich die neu ernannten transalpinen Provinziale mit je drei weiteren Abgesandten ihrer Provinzen mit dem Generalvikar und seiner Konsulta in Wien. Bei der Beratung der Armutfrage legte Smetana eine Erklärung vor, die bis zu einer endgültigen rechtlichen Klärung Geltung haben sollte und einen Mittelweg zwischen den extremen Ansichten einschritt, der darauf hinauslief, dass die transalpinen Patres berechtigt seien, die Früchte ihres Vermögens ihren Verwandten bis zum vierten Grad zuzuweisen. Zugleich jedoch sollte grundsätzlich jedwede andere Verfügung verboten sein. Lediglich in Ausnahmefällen sollten Verwendungen zu einem guten Zweck möglich sein, jedoch nur mit ausdrücklicher Zustimmung des Generalvikars. Die Anwesenden stimmten dem Vorschlag Smetanas zu und unterschrieben, einschließlich des P. Held, die von ihm vorgelegte Erklärung¹¹⁴.

Hatte schon der für die Transalpinen glückliche Ausgang

1831-1903, Dr. theol, Superior der Niederbronner Schwestern], Rixheim 1884; Thomas LANDTWING, *Die Redemptoristen in Freiburg in der Schweiz 1811-1847*, Freiburg/Schweiz 1955, 60; Claudius HEITZ, *Volksmission und badischer Katholizismus im 19. Jahrhundert* (Forschungen zur Oberrheinischen Landesgeschichte, Bd 1), Freiburg-München 2005, 72-74 u. ö.

¹¹² HOSP, *Erbe*, 240.

¹¹³ Vgl. Marcus Andreas Hugues an Held, [15?] Juli 1847 = Hd 634; Held an Hugues, 16. Juli 1847, Original AGHR früher Prov. Germ. Inf. X 1; jetzt 30060001, 84763 = Hd 635; Held an Hugues, 24. Juli 1847, Original AGHR früher Prov. Germ. Inf. X 1, jetzt 30060001, 84769a = Hd 638.

¹¹⁴ Rudolf von SMETANA, *Expositio actorum* (wie Anm. 68), 22 f.; „Rechtfertigung“ vom 14. Dezember 1842, DILGSKRON, *Smetana*, 119; HOSP, *Erbe*, 237-241.

der Verhandlungen in Rom Smetana zu hohem Ansehen bei seinen Mitbrüdern verholfen, so stieg dieses noch mehr nach dem von ihm herbei geführten vorläufigen Kompromiss in der Armutfrage. Allein Smetana strebte nicht nach höheren Würden. Ganz im Gegenteil. Der nervöse, von schweren Depressionen geplagte Mann fühlte seine Gesundheit durch die Anstrengungen der vergangenen drei Jahre stark angegriffen. Daher legte er nach der Wiener Versammlung sein Amt als Konsultor nieder¹¹⁵. Zwar stand er weiterhin seinen Mitbrüdern in rechtlichen Angelegenheiten beratend zur Seite¹¹⁶, doch griff er persönlich nicht mehr in offen stehende Fragen ein. Auch auf der Kanzel sah man ihn nur noch selten. An den religiösen Übungen der Wiener Gemeinde und selbst an den gemeinsamen Erholungsstunden nahm er gewöhnlich nicht Teil. Meist verbrachte er den ganzen Tag in seiner Zelle, wo er sich den Studien widmete.

5.- *Im Dienste ultramontaner Kirchenpolitik*

Smetanas Aufenthalt in Rom weitete seinen geistigen Horizont über die Kongregation hinaus. Sie brachte den Beginn zahlreicher Begegnungen, die ihn im Laufe der Zeit zu einem Manne werden ließen, der auch an der römischen Kurie bekannt und geachtet war.

a.- *Römische Begegnungen*

In Rom lernte Smetana durch Vermittlung Helds¹¹⁷ den Apostolischen Vikar der Nordischen Missionen Bischof Johannes Theodor Laurent¹¹⁸ kennen, der damals anlässlich seiner Bestel-

¹¹⁵ Vgl. Smetana an Hugues, 16. Mai 1850, zit. DILGSKRON, Smetana, 120.

¹¹⁶ Vgl. Hugues an Held, Juli 1847 = Hd 634 (wie Anm. 113).

¹¹⁷ Held hatte Laurent, damals noch Kaplan in Heerlen, anlässlich einer Mission in Wittem im Dezember 1833 kennen gelernt und war seitdem mit ihm befreundet. Vgl. DE MEULEMEESTER, *Held* (wie Anm. 1), Jette 1811, 76-86.

¹¹⁸ Johannes Theodor Laurent (1804-1884), geb. in Aachen, 1829 Priester, 1839 apost. Vikar für die Nordischen Missionen, 1841-1848 apost. Vikar von Luxemburg, gest. in Simpelveld (Niederlande). K. MÖLLER, *Leben und Briefe von Johannes Theodor Laurent*, 3 Bde., Trier 1887-1889; J. GOEDERT, *Johannes Theodor Laurent*, Luxemburg 1957; Erwin GATZ, in DERS. (Hg.), *Die Bischöfe der*

lung zum Apostolischen Vikar von Luxemburg in der Ewigen Stadt weilte. Laurent, ein Mann, dem man Liebe zur Kirche, soziales Engagement und eine besondere Verbundenheit mit den belgischen Redemptoristen nicht absprechen kann, war ein überzeugter „Ultramontaner“, dem selbst ein Joseph Görres¹¹⁹ noch als zu „protestantisch“ erschien, weil ihm „jene einfältige Liebe zum allgemeinen Vater“ fehle, die dem Papst die Unfehlbarkeit und die höchste Gewalt über die Kirche und die Staaten zuerkennt¹²⁰. Die Begegnung mit Smetana beeindruckte Laurent tief. Seinem Bruder Joseph in Aachen teilte er von Rom aus mit: „An dem Redemptoristenpater Smetana habe ich einen der klarsten und tiefsten Menschen gefunden, die mir noch vorgekommen“. An seinen Landsmann, den Redemptoristen Joseph Fey¹²¹ – der Bruder der seligen Klara Fey¹²² hatte sich bei einer von P. Held geleiteten Mission in Vaals bei Aachen 1835 für den Eintritt in die Kongregation entschieden¹²³ – schrieb er über Smetana: „Er ist einer der bedeutendsten Männer, den ich kennen gelernt und hat dazu viel von einem Heiligen“¹²⁴.

deutschsprachigen Länder 1785/1803 bis 1945. Ein biographisches Lexikon, Berlin 1983, 433-436; Georges HELLINGHAUSEN, *Laurent*, in *LThK*³ 6 (1997) 683

¹¹⁹ Johann Joseph (von) Görres (1776-1848), geb. in Koblenz, Publizist, Laientheologie, führende Gestalt des deutschen Katholizismus, gest. in München. Bernd WACKER, in *LThK*³ 4 (1995), 841 f. (Lit.).

¹²⁰ Johannes Theodor Laurent an seinen Bruder Joseph, 28. Februar 1832, in MÖLLER, *Leben und Briefe* (wie Anm. 118) I, 361-365.

¹²¹ Joseph Fey (1805-1881), aus Aachen, Profess 1837 Sint-Truiden; 1841-1848 in den USA, dort 1841 Priester, dann in Baltimore, kam 1848 zurück nach Wittem, dann als erster Oberer nach Koblenz, 1850-1854 Konsultor Smetanas (für Amerika). Fey war ein observanter, überängstlicher Mann, gest. in Vaals. *Catalogi CSSR, SHCSR* 2 (1954) 54, 249 n. 56; Michael J. CURLEY, *The Provincial Story. A History of the Baltimore Province of the Congregation of the Most Holy Redeemer*, New York 1963, 486 (Register).

¹²² Klara Fey (1815-1894), geb. in Aachen, Stifterin und Generaloberin der Genossenschaft vom Armen Kinde Jesu, gest. in Simpelveld (Holland). *LThK*³ 3 (1995) 1268.

¹²³ Vgl. Otto PFÜLF, *M. Clara Fey vom Kinde Jesu*, Freiburg i. B. 1907, 1 f.

¹²⁴ Johannes Theodor Laurent an seinen Bruder Joseph, 21. Dezember 1840; Ders. an Joseph Fey, 10. Mai 1841. MÖLLER, *Leben und Briefe* (wie Anm. 118) II, 58 f.

Auch andere Begegnungen machte Smetana in Rom¹²⁵. So mit dem Maler Friedrich Overbeck¹²⁶, einem alten Bekannten der Familie seiner Frau¹²⁷, der mit den Redemptoristen in enger Verbindung stand¹²⁸. Außerdem lernte er den Sohn von Joseph Görres Guido¹²⁹ kennen, der ihm ein Paket an seinen Vater mitgab.

b.- *Smetanas Freundschaft mit Karl Ernst Jarcke – Begegnung mit dem Görresreis in München*

Besondere Bedeutung erlangte Smetanas Begegnung mit dem österreichischen Hofrat und engen Mitarbeiter Metternichs, Mitinitiator und Mitherausgeber der in München erscheinenden „*Historisch-politischen Blätter*“, Karl Ernst Jarcke¹³⁰. Zwar dürfte er Jarcke schon in Wien getroffen haben, denn dieser war im Redemptoristenkloster zu Maria am Gestade kein Fremder. Wie es scheint, hatte nämlich bereits P. Madlener mit Jarcke zusammengearbeitet, als es für diesen darum ging, ein Gutachten über die „Irrlehren“ des katholischen Philosophen Georg Hermes¹³¹ zu

¹²⁵ Vgl. Held an Pilat, 8 Dez. 1840; Kopie AGHR 30060001, 84086 = Hd 254.

¹²⁶ Johann Friedrich Overbeck (1789-1869), geb. in Lübeck, romantischer Maler, Hauptvertreter der *Nazarener* (Lukasbruderschaft), konvertierte 1813 zum Katholizismus, gest. in Rom. Andreas BLÜHM, in *LThK*³ 7 (1998) 1234 f.

¹²⁷ Vgl. ENZINGER (wie Anm. 11), 161-163.

¹²⁸ Vgl. Aloys WALTER, *Villa Caserta. Ad auream domus generalitiae jubilaum*, Romae 1905, 56.

¹²⁹ Guido Moritz Görres (1805-1852), geb. in Koblenz, Dichter (Marienlieder), gest. in München. Bernd WACKER, in *LThK*³ 4 (1995), 842.

¹³⁰ Karl Ernst Jarcke (1801-1852), geb. in Danzig lehrte in Bonn u. Berlin Strafrecht, 1825 Übertritt zum Katholizismus, 1831/32 Direktor des *Berliner politischen Wochenblatts*, seit 1832 in Wien im Dienste Metternichs, gest. in Wien. Hans-Christof KRAUS, *Carl Ernst Jarcke und der katholische Konservatismus im Vormärz*, in *Hist. Jahrbuch* 110 (1990) 409-445; Manfred EDER, in *LThK*³ 5 (1996) 757.

¹³¹ Georg Hermes (1775-1831), geb. in Dreierwalde bei Rheine, Katholischer Philosoph und Theologe, 1799 Priester, Professor für Theologie in Münster und Bonn, beeinflusst von Kant, war bemüht um eine rationale Begründung von Theologie als Wissenschaft, auch kirchenpolitisch bedeutsam, sein Werk wurde 1835 von Rom als semirationalistisch verurteilt, Hermes starb in Bonn. Herman H. SCHWEDT, in *LThK*³ 5 (1996) 10 f.; DERS., *Das römische Urteil*

erstellen¹³². Doch erst jetzt in Rom entstand eine Freundschaft fürs Leben, die für Jarcke weit intensiver war als seine frühere Zusammenarbeit mit Madlener. Jarcke befand sich in Rom, um im Auftrag Metternichs mit der römischen Kurie über die Rolle von Staat und Kirche bei der Behandlung von konfessionell gemischten Ehen zu verhandeln. In Jarcke fand Smetana einen Gleichgesinnten. Ein Thema ihrer Gespräche dürften bereits damals „irrigé“ philosophische Systeme dargestellt haben. Dabei kam auch bereits die Philosophie des Hofbauerschülers Anton Günther zur Sprache, die bis dahin bei deutschen katholischen Theologen, ganz besonders aber bei Görres, als ganz großer Wurf galt, der es den Katholiken erlaubte, mit den protestantischen Philosophen des deutschen Idealismus gleichzuziehen. Mit ziemlicher Sicherheit besprach Jarcke in Rom mit Smetana seinen Artikel über das Thema „Glauben und Wissen“¹³³, der wenig später in den *Historisch-politischen Blättern* erschien. In ihm wurde Günther und seine Schule in die Nähe des verurteilten Hermesianismus gerückt¹³⁴.

Auch der Heimweg Smetanas, der ihn über München führte, erweiterte seinen Bekanntenkreis. Denn in München wohnte er zusammen mit Jarcke bei dem Münchener Domkapitular Friedrich Windischmann¹³⁵. Dieser stand seit 1839 mit den Redemp-

(wie Anm. 42).

¹³² Vgl. SCHWEDT, *Das römische Urteil* (wie Anm. 42), 71 f. – Nach Schwedt kommt jedoch Madlener nicht die Bedeutung zu, die ihm Hosp zuschreibt. Vgl. Eduard HOSP, *P. Dr. Johannes Madlener*, in *SHCSR* 5 (1957) 353-403, hier 378, 386, 391.

¹³³ Vgl. Smetana an Laurent, 5. September 1841, zit. DILGSKRON, *Smetana* 103-105.

¹³⁴ [Karl Ernst JARCKE], *Fragmente über Glauben und Wissen*, in *Hist. pol. Blätter* 8 (1841), 193-205, hier 199. – Bereits 1838 hatte Jarcke den Güntherschüler Johann Heinrich Pabst (1785-1838), der als das „zweite Ich“ Günthers galt, als „sehr gefährlichen Alliierten des Hermesianismus“ bezeichnet. Jarcke an Moritz Lieber, 17. November 1838, in *Hochland* 18/II (1920/21) 478.

¹³⁵ Friedrich Heinrich Hugo Windischmann (1811-1861), geb. in Aschaffenburg, Studium der Philosophie, klass. Philologie und Orientalistik in Bonn. 1832 Dr. phil., anschließend Studium der Theologie in München, Anschluss an den Görreskreis, 1836 Priester 1838 außerordentl. Prof. für ntl. Exegese und Kirchenrecht in München, 1840 Domkapitular, 1843 erzbischöfl. Pönitentiar, 1846 Generalvikar, gegenüber dem Staat Vertreter eines scharfen ultramonta-

toristen in Verbindung. Bei einem Besuch im Innsbrucker Redemptoristenkloster hatte er versprochen, sich für eine Niederlassung der Patres in Bayern einzusetzen¹³⁶, die dann tatsächlich im Frühjahr 1841 zustande kam¹³⁷. Es dürfte Smetana ein Bedürfnis gewesen sein, sich bei Windischmann zu bedanken, einem Manne, von dem die Katholiken in Bayern viel erwarteten. Zum Essen erschienen dann weitere Persönlichkeiten des Görreskreises, darunter Joseph Görres und Clemens Brentano¹³⁸. Nicht uninteressant ist die Charakteristik, die Smetana von den Anwesenden gibt. Während er an Windischmann etwas „ungemein Einnehmendes, Heiteres, Offenes“ findet, nennt er Clemens Brentano „gemüthskrank“ und „von innerlichen Leiden geplagt, die ihn so schroff und eckig und bizarr machen, dass er wohl nur für einen kleinen Kreis ganz vertrauter Freunde genießbar ist“¹³⁹.

c.- Mit Jarcke gegen den „Güntherianismus“

Blieb die Begegnung Smetanas mit Görres und Brentano eine bloße Episode in seinem Leben, so war diejenige mit Jarcke alles andere als eine vorübergehende Zufallsbekanntschaft. In den Jahren 1842 bis 1848, in denen sich Smetana völlig von der Klostersgemeinde zurückzog, war Jarcke oft der einzige Mensch, mit dem er den Kontakt aufrecht erhielt. Nicht selten sah man noch spät in der Nacht in Maria am Gestade Jarcke aus Smetanas Zimmer eilen. Aber auch Smetana war nicht selten bei Jarcke zu Gast. Smetana bedauerte zutiefst, dass Jarckes philoso-

nen Kurse, verfasste zahlreiche Schriften zur Orientalistik, gest. in München. Otto WEISS, *Windischmann*, in *BBKL* 13 (1998) 1382-1388 (Literatur); Manfred WEITLAUFF, in *LThK*³ 10 (2001) 1226 (Literatur).

¹³⁶ Kosmaček an Bischof Hofstätter von Passau, 12. April 1841, Diözesanarchiv Passau 08800.

¹³⁷ WEISS, *Die Redemptoristen in Bayern* (wie Anm. 2), 200-209.

¹³⁸ Clemens Brentano (1778-1842), geb. in Ehrenbreitstein bei Koblenz, bedeutendster Lyriker der deutschen Romantik, bekannt durch seine Aufzeichnung der Visionen der seligen Anna Katharina Emmerick. Wolfgang FRÜHWALD, *Das Spätwerk Clemens Brentanos (1815-42) im Zeitalter der Metternich'schen Restauration*, Tübingen 1977; DERS., *Brentano*, in *LThK*³ 2 (1994) 674.

¹³⁹ Smetana an Laurent, 5. September 1841, zit. DILGSKRON, *Smetana*, 103-105.

phische Veranlagung im Beamten ersticken müsse, während Jarcke geäußert haben soll: „Wenn P. Smetana seine philosophischen Ansichten in einem System sammeln und veröffentlichen wollte, so würde er Aufsehen erregen“¹⁴⁰.

Dass ein Thema der Unterredungen Jarckes mit Smetana das philosophische System Anton Günthers¹⁴¹ darstellte, darüber besteht kein Zweifel. Zu einer Zeit, wo der Hofbauerbiograph Sebastian Brunner¹⁴² noch immer Günther als den „größten lebenden deutschen Denker“¹⁴³ verehrte, war Jarcke bereits dabei, an dessen Verurteilung zu arbeiten. Und es waren nicht nur die philosophischen Ansichten Günthers, sondern vor allem die politischen und kirchenpolitischen Folgerungen, die Günther und seine Freunde aus dem „Dualismus von Natur und Geist“ zo-

¹⁴⁰ Ebd., 122-124.

¹⁴¹ Anton Günther (1783-1863), aus Lindenau (Nordböhmen), Studium der Philosophie in Prag (bei Bernard Bolzano), durch Hofbauer zum Theologiestudium veranlasst, 1820 unter den Eintrittskandidaten in die Kongregation, 1821 Priester, 1822-24 SJ-Novize, seit 1824 Privatgelehrter in Wien. Sein Anliegen war eine Neubegründung von Theologie, galt als bedeutendster deutscher kath. Philosoph seiner Zeit, 1857 als „Semirationalist“ verurteilt, gest. 1863 in Wien. Günther war eng befreundet mit Johann Emanuel Veith. Johann REIKERSTORFER, *Anton Günther (1783-1863) und seine Schule*, in *Christliche Philosophie im katholischen Denken des 19. u. 20. Jahrhunderts*. Hg. von Emerich CORETH u. a., 3 Bde., Graz-Wien-Köln 1987-1990, Bd. 1, 266-284; Herman H. SCHWEDT, *Die Verurteilung der Werke Anton Günthers (1857) und seiner Schüler*, in Manfred WEITLAUFF, *Katholische Kirche und Theologie in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts*, Stuttgart-Berlin-Köln 1990, 155-197 [= *Zeitschrift für Kirchengeschichte* 101 (1990) 2-3, 301-343]; DERS., *Günther*, in *LThK*³ 4 (1995) 1105-1107; Otto WEISS, *Die Wiener Katholiken im Revolutionsjahr 1848*, in *Rottenburger Jahrbuch für Kirchengeschichte* 19 (2000) 107-142.

¹⁴² Sebastian Brunner (1814-1893), aus Wien-Schottenfeld, Priester, katholischer Publizist, beeinflusst von Günther, Veith und Görres, erbitterter Gegner des Josefinismus und Liberalismus, erkannte frühzeitig die soziale Frage als Aufgabe der Kirche, obwohl ultramontan kritisch zum päpstl. Jurisdiktionsprimat, gest. in Wien-Währing, begraben in Maria Enzersdorf (Romantikerfriedhof). Josef SCHEICHER, *Ein Kapitel aus Österreichs neuester Zeit- und Kirchengeschichte*, Jubiläumsschrift „Sebastian Brunner“, Würzburg-Wien 21890; Karl AMMERL, *Sebastian Brunner und seine publizistische Stellungnahme in der Wiener Kirchenzeitung*, masch. phil. Diss., Wien 1934.

¹⁴³ Sebastian BRUNNER, *Dem Herrn Verfasser des Artikels: der «Wiener Klerus» in der Wienerzeitung*, in *Wiener Kirchenzeitung* 1 (1848), Nr. 12 (28. April), 46-47.

gen, wogegen sich Jarcke entschieden aussprach. Denn die Güntherianer sprachen auch einem Dualismus von Herrscher und Volk das Wort, mit anderen Worten, sie sprachen sich für eine konstitutionelle Monarchie aus¹⁴⁴. Und was die Kirche anlangt, so war ihnen der Papst kein absoluter Herrscher, vielmehr forderten sie, dass er mit dem Episkopat und dem Kirchenvolk in partnerschaftlicher Gemeinschaft stehe und in seinen Lehräußerungen auf den Glauben der gesamten Kirche und auf das Lehramt der Theologen hinhöre¹⁴⁵. Für Jarcke, der – so wie er den neoabsolutistischen Staat und das System Metternichs unterstützte –, in der Kirche einem Autoritätsglauben das Wort sprach, erschienen die politischen Ansichten der Güntherianer genau so gefährlich wie Günthers angeblicher „Semirationalismus“. Und so bekämpfte er, nachdem er während des Revolutionsjahrs 1848 mit Metternich Wien hatte verlassen müssen, von seinem Münchner Exil aus in einer anonymen Schrift den „Kommunismus“ der Güntherianer¹⁴⁶.

Wie sehr Jarcke mit Smetana und den Redemptoristen verbunden war, zeigte sich bei seinem frühen Tode im Dezember 1852. Seiner Tochter schrieb Smetana am 18. Januar 1853:

„An Jarcke habe ich einen vieljährigen treuen Freund verloren. Indessen, da ich schon längst erkannt habe, daß für ihn keine Rettung sei, so danke ich Gott, daß er ihn von seinem Leiden erlöst und ihm die Gnade eines seligen und ergebenen Todes verliehen hat“¹⁴⁷.

¹⁴⁴ Vgl. A[nton] G[ÜNTHER], *Die doppelte Souveränität... [im Menschen: in der Menschheit; die souveraine Gewalt]*, in *Aufwärts* (1848) 54-57, 84-88, 132-134, 233-235, 242-246. – Vgl. *Die souveraine Gewalt*, in *Wiener Kirchenzeitung* 1 (1848) Nr. 64 (6. August), 253-255.

¹⁴⁵ Vgl. Johann Emanuel VEITH, *Eine harmlose Exhorte an die Plenarversammlung des Katholiken-Vereins am 1. August*, in *Aufwärts* 1 (1848) Nr. 11 (9. August), 93-96.

¹⁴⁶ [Karl Ernst JARCKE], *Fragmente über Glauben und Wissen*, in *Hist. pol. Blätter* 8 (1841) 193-205, 257-272, hier 194.

¹⁴⁷ DILGSKRON, *Smetana*, 180 f.

Jarcke vermachte einen großen Teil seines wissenschaftlichen Nachlasses den Wiener Redemptoristen¹⁴⁸. Darüber hinaus bestimmte er Smetana zum „direkten Erben“ eines Teils seines Vermögens¹⁴⁹. Vor allem aber vererbte er seine Bemühungen um eine Verurteilung Anton Günthers und seiner Schule an seinen Freund Smetana.

d.- *Votum circa theologiam speculativam Antonii Günther*

Dass Jarcke mit Smetana an der Verurteilung Günthers arbeitete, war dem Priesterphilosophen bereits im Jahre 1850 bekannt¹⁵⁰. Ob Günther jedoch wusste, dass Smetana auch nach dem Tode Jarckes die Angelegenheit weiter verfolgte? In Rom jedenfalls scheint man von den gemeinsamen Bemühungen Jarckes und Smetanas gewusst zu haben. Anders ist es kaum zu erklären, dass der Sekretär der Indexkongregation P. Angelo Modena¹⁵¹ am 13. August 1853 Smetana – er befand sich wegen der Verlegung seines Amtssitzes gerade in Rom – um ein Gutachten im Inquisitionsverfahren gegen Günther ersuchte¹⁵². Dass auch der Münchener Erzbischof Graf Reisach¹⁵³, der die Verur-

¹⁴⁸ Nach Auskunft des verstorbenen Archivars der Wiener Provinz, P. Alfred Schedl, ist der größere Teil des Nachlasses während des Zweiten Weltkriegs verloren gegangen. Der jetzige Bestand blieb erhalten, weil diese Akten ausgeliehen waren.

¹⁴⁹ Jarcke an Smetana, 17. April 1850, Provinzarchiv Gars, Briefe von Auswärtigen. – Beim Tod der Witwe Jarckes 1885 erbte die Kongregation 20000 Gulden. Vgl. Andreas Hamerle [Provinzial der österreichischen Provinz] an Mauron, 11. November 1885, 9.

¹⁵⁰ Vgl. Anton Günther an Peter Knoodt, 4. Sonntag nach Ostern 1850, zit. in Peter KNOODT, *Anton Günther, eine Biographie*, 2 Bde., Wien 1881, II, 76 f.

¹⁵¹ Antonio Vincenzo Modena (1796-1870) OP (seit 1815), geb. in San Remo, seit 1849 Sekretär der Indexkongregation, gest. in Rom, ein aufgeschlossener, „liberaler“ Mann. Agostino BARTOLINO, *Elogio funebre del Rmo. Maestro Angelo Vincenzo Modena, segretario della S. C. dell'Indice e decano del Collegio teologico di Roma*, Roma 1870.

¹⁵² SCHWEDT, *Die Verurteilung* (wie Anm. 141), 165 [111]. – Schwedt vermutet, Modena habe den „Jesuitengegner“ Smetana beauftragt, um dessen Gutachten gegen die Anklagen von jesuitischer Seite ins Feld führen zu können, Smetana sei jedoch auf der jesuitischen Linie geblieben.

¹⁵³ Karl August Graf von Reisach, (1800-1869), geb. in Roth bei Nürnberg, 1821 Dr. jur., Studium der Theologie am röm. Germanicum, 1828 Pries-

teilung Günthers befürwortete, bei der Beauftragung Smetanas eine Rolle spielte, dürfte wahrscheinlich sein¹⁵⁴.

Die kurze Zeit, die Smetana brauchte, um das Gutachten zu erstellen, deutet darauf hin, dass dieses, zum Mindesten in seinen Grundzügen, schon feststand. Das Gutachten mit dem Titel *Votum circa theologiam speculativam Antonii Günther* folgt in seiner Gedankenführung voll den Vorgaben Jarckes, indem es feststellt, Hermes habe versucht den kartesianischen Rationalismus auf den katholischen Glauben anzuwenden. Günther habe diesen Versuch vollendet. Zwar weiß man heute, dass, anders als der Biograph Smetanas Carl von Dilgskron glaubte¹⁵⁵, Smetanas Votum im Günther-Prozess nicht ausschlaggebend war¹⁵⁶, doch zeigt der ganze Vorgang deutlich, wo Smetana kirchenpolitisch und theologisch einzuordnen ist: er stand auf der Seite der Ultramontanen. Dass er wenig später auch in die Theologenkommission berufen wurde, welche das Dogma von der Unbefleckten Empfängnis vorbereitete¹⁵⁷, dürfte ein Beweis dafür sein, dass sein Urteil in Rom durchaus gegolten hat.

6.- Smetana und die „Höhere Leitung“

Zu den merkwürdigsten Erscheinungen in der Geschichte der Redemptoristen im 19. Jahrhundert gehört das so genannte „Geheimnis der Höheren Leitung“¹⁵⁸, in dessen Mittelpunkt die

ter, Dr. theol., 1830 Prof. für Kirchenrecht, Rektor am röm. Propagandakolleg, 1836 Bischof von Eichstätt, 1841 Bischof-Koadjutor von München und Freising, 1846 Erzbischof ebd., 1855 Kurienkardinal, Mitglied mehrerer röm. Kongregationen, 1862 Präfekt der Studienkongregation, 1869 Präsident des I. Vatikanum, gest. im Redemptoristenkloster Contamine-sur-Arve, Prototyp eines extrem-kurialistischen Bischofs, förderte die Volksmission, stand unter der „Höheren Leitung“. WEISS, *Die Redemptoristen in Bayern* (wie Anm. 2), *passim*; ERICH GARHAMMER, *Seminar und Klerusbildung bei Karl August von Reisach* (Münchener kirchenhistorische Studien, Bd 5), Stuttgart 1990.

¹⁵⁴ So wenigstens DILGSKRON, *Smetana*, 225 f.

¹⁵⁵ *Ebd.*, 227.

¹⁵⁶ SCHWEDT, *Die Verurteilung* (wie Anm. 141), 165 [111].

¹⁵⁷ DILGSKRON, *Smetana*, 254 f.

¹⁵⁸ Vgl. WEISS, *Die Redemptoristen in Bayern* (wie Anm. 2), 552-671, 822-908.

stigmatisierte Louise Beck aus Altötting stand. Louise Beck¹⁵⁹, die Tochter des Altöttinger Gerichtsarztes Dr. Benno Beck, war eine äußerst sensible Frau, die schon als Kind häufig Erscheinungen ihres Schutzengels, der Heiligen und der „Armen Seelen“ hatte. Im Alter von 23 Jahren durchlebte sie, bedingt durch den frühen Tod ihres Lieblingsbruders Benno und durch ein leidenschaftliches Liebesverhältnis, das sie in große Gewissensnöte stürzte, eine schwere seelische Krise. Depressionen und Halluzinationen setzten ein. Es erschienen „Dämonen“, welche die junge Frau quälten, zugleich entstand an ihrer Brust eine Wunde, die unter anderem darauf zurückgeführt wurde, dass sie sich als Sühneopfer für die Sünden ihrer Vorfahren angeboten habe¹⁶⁰.

Hier nun setzt die Rolle ein, die Franz von Bruchmann, der Schwager Smetanas, bei der Angelegenheit spielte. Dieser hatte ein ähnliches Schicksal wie sein Schwager. Hatte Smetana seine Frau nach der Geburt seiner Tochter verloren, so traf Bruchmann, der wie Smetana promovierter Jurist in österreichischen Staatsdiensten war, ein Jahr später der gleiche Schicksalsschlag¹⁶¹. Seine Frau Juliana, geborene von Weyrother, starb am 26. Oktober 1830 bei der Geburt seines Sohnes Johann Baptist Maria¹⁶². Noch am gleichen Tag sagte Bruchmann zu dem ihm befreundeten Maler Eduard von Steinle: „Verschieben Sie Ihre Reise. Ich gehe mit Ihnen nach Rom und werde Redemptorist“¹⁶³. Vieles spricht dafür, dass – anders als bei Smetana – das Vorhaben ins Kloster einzutreten, bei Bruchmann kein plötzlicher Entschluss war. Seine Frau war seit Jahren krank und man musste mit ihrem Ableben rechnen. Bruchmann, der in engem Kontakt

¹⁵⁹ Louise Beck (1822-1879), aus Altötting, Erziehung bei den Englischen Fräulein in Burghausen, 1841-1857 in Altötting, dann in Gars am Inn. *Ebd.*, *passim*.

¹⁶⁰ *Ebd.*, 554 f.

¹⁶¹ *Ebd.*, 435 f.

¹⁶² Johann Bapt. Maria von Bruchmann (1830-1859), wuchs bei seinen Großeltern und befreundeten Familien auf. Oberleutnant von Bruchmann wurde in der Schlacht bei Como am 27. Mai 1859 schwer verwundet und blieb vermisst. Personalakt Bruchmann, Provinzarchiv Gars.

¹⁶³ Eduard von Steinle an Schmöger, 4. Juni 1867, Provinzarchiv Gars, Briefe Steinle; teilweise gedruckt bei DILGSKRON, *Smetana*, 24 f.

zu seinem Beichtvater P. Martin Stark stand, führte mit seiner Frau ein zurückgezogenes, ganz dem Jenseits zugewandtes Leben. Stark dürfte Bruchmann in seinem Entschluss, in die Kongregation einzutreten, bekräftigt haben. Allerdings wollte Bruchmann die Redemptoristen zuvor noch besser kennen lernen. Nachdem seine Eltern die in seinem Hause lebende zweijährige Tochter Smetanas und seinen neugeborenen Sohn zu sich genommen hatten, reiste er mit Eduard von Steinle nach Italien, wo er zunächst in den römischen „Lukasbrüdern“ Friedrich Overbeck und Philipp Veit (1793-1877), dem Sohn Dorothea Schlegels (1763-1839), einem Schützling des heiligen Klemens Hofbauer, gute Freunde fand. Er begab sich nach Neapel, Pagani und Ciorani und wurde von P. Sabelli und dem Generalobern P. Cocle freudig empfangen¹⁶⁴. Von Rom aus bat er P. Stark um Aufnahme in die Kongregation¹⁶⁵. Am 3. Juli 1831 trat er in das Noviziat ein, am 14. Juli 1832 legte er die Gelübde ab. Während des Noviziats fühlte er sein „Herz in zwei Stücke gebrochen“. Die eine Hälfte glaubte er „vielleicht schon im Himmel“, die andere sehnte sich nach seiner verstorbenen Frau, um „mit ihr vereinigt zu werden“¹⁶⁶. Nach nur einem Jahr Theologiestudium in Mautern wurde Bruchmann am 28. Juli 1833 zum Priester geweiht. Anschließend wurde er Novizenmeister in Wien-Weinhaus und Eggenburg. 1841 wurde er als Oberer in das neu gegründete Kloster in Altötting geschickt¹⁶⁷.

Zurück zu der Rolle Bruchmanns in der Geschichte der sogenannten „Höheren Leitung“. Die ekstatische Louise Beck hatte sich nämlich P. Bruchmann zum Beichtvater gewählt und ihm ihre außerordentlichen Zustände geoffenbart. Bruchmann war jedoch zunächst vernünftig genug, „Louise auf dem gewöhnlichen Wege einfacher gründlicher Frömmigkeit zu erhalten“. Als jedoch 1846 die „Dämonen“ erschienen und Louise an ihrer Brustwunde zu leiden begann, zog Bruchmann die Patres Vogl¹⁶⁸ und Schöfl¹⁶⁹

¹⁶⁴ WEISS, *Die Redemptoristen in Bayern* (wie Anm. 2), 435 f.

¹⁶⁵ Vgl. Bruchmann an Stark, 15. Februar 1831; Ders. an seine Eltern, 25. März 1831, Personalakt Bruchmann, Provinzarchiv Gars.

¹⁶⁶ Geistliches Tagebuch Bruchmanns aus dem Noviziat; *ebd.*

¹⁶⁷ WEISS, *Die Redemptoristen in Bayern* (wie Anm. 2), 436-438.

¹⁶⁸ Franz Seraph Vogl (1807-1890) aus Neuburg/Donau, nach Studien

hinzu. Alle drei sprachen nun mit Erlaubnis des Passauer Bischofs Heinrich von Hofstätter¹⁷⁰ Exorzismen über Louise, die schließlich damit endeten, dass diese von den Dämonen befreit wurde¹⁷¹.

Doch jetzt begann erst die eigentliche Sendung der Seherin. Aus Protest gegen die Beziehungen König Ludwigs I. zur Tänzerin Lola Montez¹⁷² hatten am 11. Februar 1847 mehrere bayerische Minister unter Führung Karl von Abels¹⁷³, der die Zulas-

an den Universitäten Landshut und München 1829 Priester u. Dr. theol., 1837 Stadtpfarrer in Rain am Lech, 1838 erster Inspektor am Schullehrerseminar Freising, 1841 Direktor des Priesterseminars und Prof. der Pastoraltheologie am Lyzeum in Freising, dort enge Freundschaft mit dem Moralthologen Magnus Joachim, 1845 Redemptorist, 1854-1855 u. 1883-1890 Provinzial der oberdeutschen Provinz. Zu ihm: WEISS, *Die Redemptoristen in Bayern* (wie Anm. 2), 524-534 u. ö; DERS., *Deutsche oder römische Moral? – oder der Streit um Alfons von Liguori. Ein Beitrag zur Auseinandersetzung zwischen Romanismus und Germanismus im 19. Jahrhundert*, 98-100.

¹⁶⁹ Johann Baptist Schöfl (1814-1899), geboren in Neudorf (Egerland), gestorben in Jetzendorf (Obb.), Profess 1835 in Wien-Weinhaus, 1840 Priester, seit 1841 in Altötting, dort Lektor der Philosophie, Dogmatik und Exegese, 1846-1859 Novizenmeister 1848 Provinzkonkulator, 1853 Provinzprokurator. Schöfl war ein liebenswürdiger, sensibler und tieffrommer Mann. Sein Unheil begann damit, dass er zum Seelenführer der Seherin Louise Beck bestimmt wurde. Seine Liebe zu dem „armen Kind“ blieb nicht unerwidert und wurde für ihn zu einer Quelle unsäglicher Seelenqual. Schöfl wurde 1865 aus der Kongregation ausgestoßen; 1898 wurde die Ausstoßung durch den Generaloberen Matthias Raus für ungültig erklärt. WEISS, *Die Redemptoristen in Bayern* (wie Anm. 2), 545-599, 629-631, 682.

¹⁷⁰ Heinrich (von) Hofstätter (1802-1875), geb. in Aindling bei Aichach, 1839-1870 Bischof von Passau, gest. in Passau. Franz Xaver ZACHER, *Heinrich von Hofstätter, utrius iuris doctor, Bischof von Passau 1839-1875. Zum Hundertjahrgedächtnis seines Regierungsantritts*, Passau 1940; August LEIDL, in GATZ, *Bischöfe* (wie Anm. 118), 318 f.; Manfred EDER, in *LThK*³ 5 (1996) 210 f.

¹⁷¹ WEISS, *Die Redemptoristen in Bayern* (wie Anm. 2), 556-559.

¹⁷² Zu ihr Reinhold RAUH, *Lola Montez. Die königliche Mätresse*, München 1996; Heinz GOLLWITZER, *Ludwig I. von Bayern. Königtum im Vormärz. Eine politische Biographie*, München 1986, 668-688.

¹⁷³ Karl von Abel (1788-1859), 1837-1847 bayerischer Innenminister und (de facto) Vorsitzender im Ministerrat („Ära Abel“). – Vgl. Heinz GOLLWITZER, *Ein Staatsmann des Vormärz: Karl von Abel 1788-1859* (Schriftenreihe der Historischen Kommission bei der Bayerischen Akademie der Wissenschaften, 50), Göttingen 1993.

sung der Redemptoristen bewirkt hatte, den König um ihre Entlassung ersucht. Die bayerischen Redemptoristen wurden beschuldigt, hinter dieser Aktion zu stehen¹⁷⁴. In Altötting befürchtete man das Schlimmste und in der Tat sollte es schließlich sogar zur Aufhebung des Altöttinger Klosters durch Ludwig I. kommen, die jedoch wegen der Abdankung des Königs nie zur Ausführung kam¹⁷⁵. In seiner Not betete P. Bruchmann am 24. März 1847 um Hilfe zu den „Armen Seelen“, besonders zu seiner verstorbenen Frau Juliane. In der darauf folgenden Nacht erschien der Seherin Louise Beck „ein seliger Geist in verklärter Gestalt“, der sich als Schutzgeist der Redemptoristen offenbarte und niemand anderer war als Bruchmanns Frau Juliane. Bruchmann prüfte die Angelegenheit und befand sie als „echt“. Seit dieser Zeit wurde der Geist Julianes die „Mutter“ genannt. Von ihr war man überzeugt, dass sie die ganze Kongregation in ihren mütterlichen Armen hält und alle, die sich ihr anvertrauen, in einer direkten himmlischen „Leitung“ führt, die über jeder menschlichen Führung steht und den, der sie um Rat fragt, jederzeit klar erkennen lässt, was der Wille Gottes ist. Louise Beck galt seitdem als das Medium dieser „höheren Leitung“, das die Fragen der Rat-suchenden an die „Mutter“ weiterleitete und von ihr die Antworten erhielt. Man nannte sie „das Kind“. Ihre Anhänger aber hießen „Kinder der Mutter“. In der Folgezeit sollte diese „höhere Leitung“ nicht nur die Oberen der Kongregation, sondern auch führende Kirchenmänner und Theologen zu ihren Gefolgsleuten rechnen¹⁷⁶.

Es blieb allerdings nicht aus, dass Gerüchte die Runde machten und die beteiligten Patres bei angesehenen Bürgern Altöttings in Misskredit gerieten, ja, es kam zur Anzeige bei Bischof Hofstätter, der äußerst scharf reagierte und ihnen die seelsorgliche Betreuung der Seherin entzog. Auch im Kloster selbst „revoltierten“ mehrere Patres. Mehr noch, sie beklagten sich anlässlich einer Visitation im Juli 1847 beim Generalvikar P. Passerat¹⁷⁷.

¹⁷⁴ Vgl. WEISS, *Die Redemptoristen in Bayern* (wie Anm. 2), 244 f.

¹⁷⁵ *Ebd.*, 247-265.

¹⁷⁶ *Ebd.*, 559 f., 584-591.

¹⁷⁷ *Ebd.*, 560-566.

Angesichts all dessen fand es Bruchmann für ratsam, im August 1847 persönlich nach Wien zu reisen und Passerat von seiner Sicht der Dinge zu unterrichten. Es spricht für Passerat, dass er von Anfang an der Sache wenig abgewinnen konnte und sie im Grunde ablehnte. Weniger glücklich sollte es sich erweisen, dass er – in Übereinstimmung mit seinem Berater Pater Stark – P. Smetana den Auftrag gab, als sein „Kommissär“ die Vorgänge in Altötting zu untersuchen. Zunächst scheint es durchaus verständlich, dass ihnen Smetana „als gewiß der fähigste Mann in solchen Angelegenheiten“¹⁷⁸ galt. Weil ihnen „der ganze Charakter, der Bildungsgang und die frühere Lebensstellung als eines gründlichen Juristen und sehr geschätzten kaiserlichen Beamten als Bürgerschaft erschien“, sahen sie die Angelegenheit bei Smetana in guten Händen. Und doch sollte sich ihre Wahl als Fehlgriff erweisen, und zwar deswegen, weil sie die nahe, ja, verwandtschaftliche Beziehung Smetanas zu Bruchmann wie zu dem angeblichen „Schutzgeist“ nicht in Erwägung zogen.

Bruchmann, der möglicherweise schon vor der Beauftragung Smetanas diesen in die Angelegenheit eingeweiht hatte, kam nicht unvorbereitet nach Wien. Es brachte Briefe nach Wien mit, die Louise vom „Schutzgeist“ Juliane des Nachts, erleuchtet von den Strahlen des Geistes, diktiert worden waren. Doch dies war nicht alles. Bruchmann konnte nämlich seinem Schwager mitteilen, dass in der Zwischenzeit ein zweiter Schutzgeist erschienen war, der niemand anderer war als Bruchmanns Schwester und Smetanas Frau Justine. Offensichtlich verfehlte diese Offenbarung ihre Wirkung auf Smetana nicht¹⁷⁹. Er scheint sogleich für die Sache eingenommen gewesen zu sein und man fragt sich, wie ein so nüchterner und kritischer Mann wie Smetana so wenig Selbstkritik aufbrachte, wobei zur Entschuldigung gesagt werden kann, dass gerade damals der Spiritismus und der Umgang mit den Seelen Verstorbener bei Katholiken wie bei Protestanten und Freidenkern groß in Mode kam und durchaus nichts Unge-

¹⁷⁸ Chronik der Klosters Altötting II, 115, Provinzarchiv Gars. Ähnlich Bericht Bruchmanns 1862, AGHR Prov. Germ. Sup., Bestand „Höhere Leitung“ V.

¹⁷⁹ WEISS, *Die Redemptoristen in Bayern* (wie Anm. 2), 566.

wöhnliches darstellte¹⁸⁰. Allerdings war Smetana nicht ganz ohne Skepsis. Die beiden Schwager kamen daher auf die Idee, von dem Redemptoristenbruder Emanuel Kratky¹⁸¹, einem begabten Maler, Bilder Justinas und Julianes kopieren zu lassen, die bei der bevorstehenden Untersuchung der Seherin vorgelegt werden sollten¹⁸².

Ende August kam Bruchmann nach Altötting zurück. Mitte September reiste Smetana über Passau, wo er mit Bischof Hofstätter vergeblich wegen der Suspension der Patres verhandelte, ebenfalls nach Altötting¹⁸³. Dort nahm er, wie später wiederholt versichert wird¹⁸⁴, eine strenge Prüfung der außerordentlichen Erscheinung vor. Leider wissen wir über die Prüfung nur, dass Louise Beck die Bilder der beiden Schutzgeister identifizierte. Sie wurden später fotografiert und bei den „Kindern der Mutter“ in Umlauf gesetzt¹⁸⁵. Was Smetana sonst noch unternahm, ist nicht bekannt. Doch soviel ist sicher, dass seither eine „innigste Beteiligung“ Smetanas an der Sache bestand und dass er zu dem Ergebnis kam, „daß das angeschuldigte Beichtkind eine höchst einfältige (NB. im guten Sinne), kindliche und unschuldige Seele sei, die an außerordentlichen Zuständen leide“ und dass „Gott eine solche allerdings harte Prüfung über den Vor-

¹⁸⁰ Vgl. Diethard SAWICKI, *Leben mit den Toten. Geisterglauben und die Entstehung des Spiritismus in Deutschland*, Paderborn u. a. 2000.

¹⁸¹ Emanuel Kratky (1824-1901), geb. in Kutenberg (Böhmen), Ausbildung zum Maler in Wien, 1846 Noviziat in Eggenburg, Profess 1847 in Altötting, war dann in Wien, während der Revolution aktiv an der Rettung der Patres in Maria am Gestade beteiligt, nachher zeitweilig in St-Nicolas-du-Port, nach Wiedereröffnung des Klosters 1854 wieder in Wien, bald darauf bis zu seinem Tod in einer „Irrenanstalt“ in Wien. Gemälde Kratkys befinden sich in österreichischen Redemptoristenklöstern. LEITGEB – TAUSCHNER (wie Anm. 2), 493-496.

¹⁸² Bericht Schöfls, 20. Oktober 1865, Diözesanarchiv München Akt: Louise Beck.

¹⁸³ Vgl. Bruchmann an Bischof Hofstätter, 14. September 1847, Diözesanarchiv Passau 08867; Diözesanarchiv München Akt: Louise Beck.

¹⁸⁴ Vgl. Bericht Bruchmanns 1862, AGHR Prov. Germ. Sup., Bestand „Höhere Leitung“ V.

¹⁸⁵ Bericht Schöfls, 20. Oktober 1865, Diözesanarchiv München Akt: Louise Beck.

stand des Hauses habe kommen lassen, um nachher wieder größere Gnaden mitzuteilen¹⁸⁶.

Allerdings konnte die Untersuchung weder den Generalvikar Passerat gänzlich von der Harmlosigkeit der Angelegenheit überzeugen, noch waren die „revoltierenden“ Patres in ihrer Meinung schwankend geworden. Was Passerat angeht, so trug er sich mit dem Gedanken, Bruchmann zum Provinzial zu machen und ihn zugleich von Altötting weg nach Vilsbiburg zu versetzen. Als Bruchmann gegen eine Entfernung von Altötting verschiedene Gründe vorbrachte, beließ ihn der Generalvikar in Altötting, machte ihn aber doch zum Provinzial, in der Hoffnung, ihn durch die Aufgaben dieses Amtes einigermaßen von der Leitung Louisens entfernen zu können¹⁸⁷. Dass dies keineswegs der Fall war, musste er ein halbes Jahr später aus den Briefen der „revoltierenden“ Altöttinger Patres erfahren. In einem Schreiben, das aus dem Frühsommer 1848 stammen dürfte, stellte Passerat – den die Wiener Revolution nach Belgien verschlagen hatte – fest:

„Mihi nuntiatum est a plurimis, P. Provincialem de novo admisisse in suam directionem devotulam illam, ob quam tantum exstitit scandalum in vicinia. Et quidem mihi relatum fuit, necesse esse, ut P. Provincialis amoveatur a loco [...] Certe haec agendi ratio Patris Bruchmann est illusio daemonis. – Ex his, quae audivi, non possum, quin saltem suspicer hanc vel decipere vel deceptam esse“¹⁸⁸.

¹⁸⁶ Chronik des Klosters Altötting II, 115, Provinzarchiv Gars.

¹⁸⁷ Vgl. Bruchmann an Passerat, 8. November 1847; zitiert bei Carl DILGSKRON, *Das Geheimnis der Höheren Leitung* (Manuskript, eigenhändig) I, 71 f., Provinzarchiv Gars; Eine Abschrift des Manuskripts befindet sich im AGHR. – Passerat an Bischof Hofstätter, 29. Oktober 1847, AGHR Prov. Germ. Sup., Bestand „Höhere Leitung“ V; OAP 08867; Diözesanarchiv München Akt: Louise Beck.

¹⁸⁸ Bericht Schöfls, 6. Januar 1868, Diözesanarchiv München Akt: Louise Beck; Miller mit Vogl und Schöfl an Passerat, 12. August 1848, AGHR Prov. Germ. Sup., Bestand „Höhere Leitung“ V (Dieser Brief nimmt ausdrücklich Bezug auf die Schreiben Passerats und des revoltierenden P. Anton Nobel an diesen); vgl. auch Carl DILGSKRON, *Das Geheimnis* (wie Anm. 187), I, 75.

Er gab dann P. Schöfl den Auftrag, er möge ihm alles berichten, was er über die Sache wisse. Leider kam der Brief Passerats an die falsche Adresse. Denn Schöfl war, was Passerat nicht wusste, selbst in die Angelegenheit verwickelt und hatte nichts Eiligeres zu tun, als Smetana zu verständigen. Dieser hielt sich seit der Vertreibung der Redemptoristen aus Wien im April 1848 in Altötting auf und war dort ein eifriges Kind der „Mutter“ geworden¹⁸⁹. Deren Echtheit war zu Beginn des Jahres 1848 durch eine Prüfung des Münchner Generalvikars Friedrich Windischmann bestätigt worden¹⁹⁰. Eine fünfwöchige Untersuchung durch den Münchner Erzbischof Reisach war zu dem gleichen Ergebnis gekommen¹⁹¹. Zu einer Benachrichtigung Passerats über den Stand der Dinge, bei der die Autorität des Münchener Erzbischofs Reisach und seines Generalvikars Windischmann als Bürgschaft für die Echtheit bemüht wurde, kam es jedoch erst, nachdem dieser nichts mehr zu sagen hatte¹⁹².

7.- Vertreibung der Redemptoristen aus Wien – Smetana im Revolutionsjahr 1848

Am 7 April 1848 berichtete die offiziöse *Wiener-Zeitung*:

„Im Laufe des gestrigen Tages wurden die P.P. Liguorianer genöthigt, ihr Kloster an der Fischerstiege zu verlassen. Es wäre zu wünschen gewesen, daß es diese Herren auf solche Demonstrationen nicht ankommen lassen, sondern bei Zeiten eingesehen

¹⁸⁹ Vgl. P. Miller mit Vogl und Schöfl an Passerat, 12. August 1848, AGHR Prov. Germ. Sup., Bestand „Höhere Leitung“ V (Dieser Brief nimmt ausdrücklich Bezug auf das Schreiben Passerats).

¹⁹⁰ Bericht Bruchmanns 1862, AGHR Prov. Germ. Sup., Bestand „Höhere Leitung“ V; Bericht Schöfls, 20. Oktober 1865, Diözesanarchiv München Akt: Louise Beck.

¹⁹¹ Vernehmungsprotokoll P. Nobels, *ebd.*; Smetana an Scherr, 30. September 1865, Diözesanarchiv München, Akt: Louise Beck; Reisach an Scherr (eigenhändig), 10. Oktober 1865, Original *ebd.*; Abschrift AGHR Prov. Germ. Sup. I C 17; Bericht Bruchmanns 1862, *ebd.*, Bestand „Höhere Leitung“ V, 5.

¹⁹² Miller mit Vogl und Schöfl an Passerat, 12. August 1848, AGHR Prov. Germ. Sup., Bestand „Höhere Leitung“ V.

hätten, daß mit dem Aufgange des Lichtes über Österreich hier ferner keine Stätte zu ihrem verfinsterndem Wirken sei [...]. Mit Recht bemerkt eine der an uns gelangten Zuschriften, die Aufregung werde so lange dauern, als das Publikum über die gänzliche Aufhebung des verhaßten Ordens in Oesterreich nicht beruhigt sei. Wir sind der festen Ueberzeugung, daß jeder Tag mehr in unserem konstitutionellen Leben auch eine Unmöglichkeit mehr des jemahligen Wiederkehrens jener Finsterlinge sei“¹⁹³.

In ähnlicher Weise berichtete der *Wanderer*:

„Gestern um 2 Uhr fand eine merkwürdige Volksszene statt. Die Ligorianer i.e. Jesuiten mußten dem allgemeinen Willen folgen und das Kloster räumen. Nur der wackeren Volkswacht (Garde) ist es zu danken, daß keine Thätlichkeiten an ihnen verübt wurden, da sie benannte Jesuiten in Wagen eskortirt [...]. Das Feuer loderte lange unter der Asche, und den Haß aller Bessergesinnten lud dieser Orden schon längst auf sich. Die Flüchtlinge hatten Zivilkleider an, und saßen in den Fiakres bebend. Die Nacht zuvor erhielten sie eine großartige Katzenmusik [...]“¹⁹⁴.

Zur Begründung dieser Maßnahme, die Nestroy (1801-1862) zur Volksbelustigung in seinem Stück *Freiheit in Krähwinkel* auf die Bühne brachte¹⁹⁵, und der Johann Strauß junior (1825-1899) eine Polka mit dem Titel *Ligourianerseufzer* widmete¹⁹⁶, schrieb ein Revolutionär, bei dem es sich möglicherweise

¹⁹³ *Abend-Beilage zur Wiener Zeitung*, Nr. 7, 7. April 1848 (Erstes Blatt), 25.

¹⁹⁴ *Wiener Kurier*, in *Wanderer* 35 (1848) Nr. 84, S. 2 (7. April); vgl. [Carl Ernst JARCKE], *Die Gewaltthaten gegen die Redemptoristen und Redemptoristinnen in Wien*, in *Hist. pol. Blätter* 22 (1848) 183-192, 212-224, 340-349, 377-385, 474-480; Carl MADER, *Die Congregation des Allerheiligsten Erlösers* (wie Anm. 29), 111-121; Andreas SAMPERS, *Relationes quaedam de expulsionem Congregatorum ex Wien An. 1848, et de aerumnis a patre Passerat tunc perlatis*, in *SHCSR* 12 (1964) 19-66.

¹⁹⁵ Johann NESTROY, *Freiheit in Krähwinkel*, Wien 1848. – Vgl. Günter BERGHAUS, *J. N. Nestroys Revolutionspossen im Rahmen des Gesamtwerks*, Berlin 1977.

¹⁹⁶ Exemplar (mit Partitur) im Archiv der Wiener Redemptoristenpro-

um einen der bekanntesten Führer der Revolution handelt, nämlich um den am 24. November 1848 standrechtlich hingerichteten Schriftleiter der Zeitung *Der Radikale*, Hermann Jellinek (1822-1848)¹⁹⁷:

„Jede Stunde, welche die Liguorianer länger in den Mauern Wiens zubrachten, war ein unverantwortlich gefährlicher Verzug; das Volk hatte in ihnen schon längst die Feinde und Verräther erblickt [...]. Metternich war der Feind des Volkes [...] und dieses hat ihn verjagt [...], hätte es da vielleicht die Liguorianer schonen und weiter ihr gefährliches Handwerk treiben lassen sollen?“¹⁹⁸

a.- die Gründe für die Vertreibung

Fragt man nach den Gründen, die zur Vertreibung der Redemptoristen aus Wien führten, so lassen sich vor allem drei Momente anführen. Da war zum einen der alte Vorwurf, die Redemptoristen seien den Jesuiten verwandt. Die Jesuiten aber waren im 19. Jahrhundert zum Prügelknaben und Sündenböcken geworden, die angeblich an allem Unheil Schuld trugen. Der zweite Vorwurf zielte direkt auf die Redemptoristen. Es hieß, sie seien nichts anderes als eine mit Metternich unter einer Decke

vinz, Wien.

¹⁹⁷ Hermann Jellinek, Philosoph und Publizist, Bruder des reformjüdischen Predigers Adolf Jellinek, geb. in Drslawitz (Ostmähren), studierte Philosophie in Prag und Leipzig (Dr. phil. 1841), war einer der ersten, der die Bedeutung der Arbeiterfrage erkannte. Jellinek wurde am 24. November 1848 standrechtlich erschossen. – Vgl. *Österreichisches biographisches Lexikon*, hg. von der Österreichischen Akademie der Wissenschaften unter Leitung von Leo SANTIFALLER, neu bearbeitet von Eva OBERMAYER-MARNACH, Bd. 3, Wien ²1993, 102; ferner: J. A. von HELFERT, *Die Wiener Journalistik im Jahre 1848*, Wien 1877, Nachdruck Hildesheim 1977, bes. 245 f.; W. G. DUNDER, *Denkschrift über die Wiener October-Revolution. Ausführliche Darstellung aller Ereignisse*, Wien 1849, 844 f.

¹⁹⁸ *Die Liguorianer! Ihre Constitution und Correspondenz*. Nach authentischen Quellen herausgegeben von Johannes NORDMANN (= Hermann JELLINEK), mit einem Nachwort von HORATIO, Wien 1849, 20. – Der Hinweis auf Jellinek als Verfasser findet sich in der Chronik des Redemptoristenklosters Altötting, Bd. II, 140, Provinzarchiv Gars. Dagegen MADER, *Die Congregation* (wie Anm. 29), 121: hier erscheint als Verfasser ein gewisser Rumpelmayer.

steckende gefährliche Bande von Erbschleichern und „feilen Polizeidienern“¹⁹⁹, also Zuträger des „Geheimdienstchefs“ Sedlnitzky (1788-1855)²⁰⁰ und stünden, „ob Jesuiten, Redemptoristen oder Ligurianer geheißten“, in gleicher Weise wie Metternich für das „entsetzliche System“²⁰¹. Daran war soviel richtig, dass die Redemptoristen seit ihrer Zulassung in Österreich sich dem österreichischen spätjosephinistischen Staatskirchentum *pro foro externo* fügten, um so ihre Existenz zu sichern. Darüber hinaus gab es Kontakte von Redemptoristen zu engen Mitarbeitern Metternichs, wie zu Jarcke oder zum Freiherrn Josef von Pilat. Ein weiterer Grund war der Umstand, dass die Redemptoristenkirche Maria am Gestade als böhmische (tschechische) Nationalkirche diente und ein großer Teil der Patres „böhmisch“ als Muttersprache hatten. Die Revolution von 1848 aber hatte in Wien einen ausgesprochen deutschen und antislawischen Charakter²⁰².

Tatsächlich hatte sich der Volkszorn bereits zu Beginn der Wiener Märzrevolution auch gegen das Redemptoristenkloster Maria am Gestade gewandt. Am 13. März besetzten aufrührerische Studenten das Kloster. Das zu Hilfe gerufene Militär verhinderte jedoch weitere Ausschreitungen²⁰³. Dennoch war das

¹⁹⁹ NORDMANN, *Die Liguorianer* (wie Anm. 198), 38 f., 42-44; F. S [= Franz SCHUSELKA], *Habt Acht, habt Acht, Die Liguorianer sind wieder da! Gute Nacht!*, in *Außerordentliche Beilage zur österreichisch-deutschen Zeitung*, Nr. 14, S. 1-2 (Wien, 3. Mai 1848), 1.

²⁰⁰ Joseph Graf Sedlnitzky von Choltitz, 1817-1848 Präsident der „Österreichischen Obersten Polizey- und Censur-Hofstelle“.

²⁰¹ Friedrich UNTERREITER, *Armenseelenlichtl für Jesuiten, Ligurianer und Redemptoristen*, [Wien 1848], 2. – Vgl. HOSP, *Kirche im Vormärz* (wie Anm. 42), 357.

²⁰² Vgl. Gustav OTRUBA, *Katholischer Klerus und »Kirche« im Spiegel der Flugschriftenliteratur des Revolutionsjahres 1848*, in: *Festschrift Franz Loidl*, 3 Bde (Aus Christentum und Kultur), hg. von Victor FLIEDER und Elisabeth KOVÁCS, Wien 1970, II, 228-257. – Allgemein zur deutschen Frage in Österreich während der Revolution von 1848: Berthold SUTTER, *Die politische und rechtliche Stellung der Deutschen in Österreich 1848-1918*, in *Die Habsburgermonarchie 1848-1918*, hg. von Adam WANDRUSZKA und Peter URBANITSCH, Bd. III: *Die Völker des Reiches*, Wien 1980, 154-339, hier 167-181.

²⁰³ Vgl. Bericht des Fr. Emanuel KRATKY, in *SHCSR 12* (1964) 31-35; *Chronik des P. Johann KRÁL* (Manuskript, Archiv der Wiener Redemptoristenprovinz, Wien) 56-60; MADER (wie Anm. 29), 111-114.

Schlimmste zu befürchten, zumal eine Unzahl Flugschriften gegen die Redemptoristen erschienen. Die Titel lauteten etwa: *Ligurianer-Geschichten. Zur Aufklärung einiger noch blinder Verehrer dieses Ordens* oder *Die Ahnfrau im Ligourianerkloster [sic!] zu Wien, den 14. März 1848 um die Geisterstunde. Schlag 12 Uhr* oder *Der Bauer Hans-Jörgl, sein Weib, ihr Beichtvater der Ligurianer Dickbauchius und der provisorische Richter*²⁰⁴, um nur einige Titel zu nennen.

b.- Die Verteidigungsschrift Smetanas

Angesichts der nach wie vor gespannten Lage schien eine Gegenflugschrift von Seiten der Redemptoristen unerlässlich. Ihre Abfassung übernahm P. Smetana. Dabei hatte er nicht nur die neuesten Flugschriften im Auge, vielmehr ging es ihm um die „Entkräftung der gehässigsten Verleumdungen und Verunglimpfungen“ der Kongregation, die „seit Jahren gegen diese ausgestreut“ wurden. Smetana dürfte dabei besonders die Schrift des Deutschkatholiken Franz Schuselka²⁰⁵ *Der Jesuitenkrieg gegen Österreich und Deutschland* im Auge gehabt haben, in der bereits 1845 die Redemptoristen als „größte Gefahr für Deutschland und Österreich“ bezeichnet worden waren²⁰⁶. Die Flugschrift Smetanas ist ein Zeugnis für seine Fähigkeit, klar zu argumentieren. Darüber hinaus zeugt sie von einem erstaunlichen Eingehen auf manche Ansichten der Revolutionäre, wie man es von einem Freund Jarckes eigentlich nicht erwarten würde. So stellte sich Smetana hinter die Forderung der Aufständischen nach Pressefreiheit und kritisiert die Bücherzensur des Metternichschen Systems. Niemals, so stellte er fest, hätten sich die Redemptoristen als Polizeidiener und Zuträger betätigt, vielmehr hätten

²⁰⁴ Flugschriften im Provinz-Archiv der Wiener Redemptoristenprovinz im Kloster Maria am Gestade in Wien und in der Wiener Nationalbibliothek.

²⁰⁵ Franz Schuselka (1811-1886) aus Budweis (Böhmen), liberaler Politiker, Jurist, Publizist und Schriftsteller, Anhänger des Deutschkatholizismus, 1848/49 Mitglied des Frankfurter Parlaments und des Kremsierer Reichstags; 1861 Mitglied des österreichischen Reichsrats, gest. in Gainfarn (Niederösterreich). Fritz FELLNER, *Franz Schuselka. Ein Lebensbild*, Diss., Wien 1948.

²⁰⁶ Franz SCHUSELKA, *Der Jesuitenkrieg gegen Österreich und Deutschland*, Leipzig 1845, 296.

sie selbst unter dem Polizeisystem gelitten und seien überwacht und angeklagt worden. Freilich hätten sie auch nicht, wie manche Kritiker behaupten, das Volk gegen die Regierung aufgewiegelt. Mit der herrschenden Klasse hätten sie nichts zu tun. Der größte Teil der Kirchenbesucher in Maria am Gestade seien „Gesellen, Lehrjungen, Fabriksarbeiter und Fabriksarbeiterinnen“. Doch Smetana ging noch weiter: er bekannte sich zu dem von Aufständischen geforderten Konstitutionalismus. Wörtlich schrieb er:

„Es gibt keine andere Alternative als entweder friedliche Entwicklung der bürgerlichen und politischen Freiheit auf constitutionellem Wege oder Communismus, Anarchie, Schreckensherrschaft“.

Schließlich trat er sogar für Gewissens- und Religionsfreiheit ein. Mit Blick auf Nordamerika, wo diese Freiheiten durch die Verfassung gewährt seien, stellte er fest, dass dies keineswegs die Tätigkeit der Patres in Amerika behindere. Warum sollte dies nicht auch anderswo so sein? Smetana gab zu verstehen:

„Wir gönnen Allen ohne Unterschied die gleiche Glaubens- und Gewissensfreiheit im Staate; aber wir wünschen, dass *uns* die Freiheit gewährt sei, nach unserer religiösen Überzeugung zu leben“.

Mehr noch: Smetana sprach sich für uneingeschränkte Toleranz gegenüber den Protestanten aus und gab zu verstehen, die gleiche Toleranz würden die Redemptoristen auch jenen Katholiken zukommen lassen, denen sie zu „überspannt“ erscheinen. Denn in allem, was nicht wesentlich sei, solle man größte Duldung walten lassen, nach den Worten des heiligen Augustinus: „In dem Notwendigen Einheit, in dem Zweifelhafte Freiheit, in allem aber die Liebe“. Smetana schloss mit der Erwartung, dass die Wiener Bevölkerung die Redemptoristen nicht enttäuschen werde. Dafür spreche, dass in den letzten Tagen Bürgercorps, Nationalgarde und Studentencorps den Patres mit Achtung begegnet seien²⁰⁷.

²⁰⁷ [Rudolf von SMETANA], *Die Redemptoristen-Congregation in Wien. Von einem Mitgliede der Congregation*, Wien 1848.

Allein, die Verteidigungsschrift Smetanas konnte, wie wir sahen, die Aufständischen nicht umstimmen. Am späten Abend des 5. April 1848 zog eine große Menschenmenge vom erzbischöflichen Palais, wo sie zuvor schon eine „Katzenmusik“ veranstaltet hatte, zum Kloster Maria am Gestade, vor dem sie „ein solches Geheul ausstieß, dass selbst die entfernt wohnenden Parteyen vom Schlafe aufgeschreckt wurden“²⁰⁸. Mit allerlei Instrumenten wurde, wie Smetana berichtet, „ein höllischer Lärm gemacht, geschrien, getobt und an die Pforte des Hauses gedonnert“²⁰⁹. Am Morgen des 6. April drang die Nationalgarde in das Haus ein und erklärte es für aufgehoben²¹⁰. Die gesetzliche Aufhebung der Redemptoristen durch kaiserlichen Erlass folgte einen Monat später, am 8. Mai 1848²¹¹.

c.- Im Altöttinger Exil – Familienangelegenheiten

Smetana hatte wie die meisten Patres bereits vor dem Erscheinen der revolutionären Aufhebungskommission in der Frühe des 6. April das Kloster verlassen und sich zu seinen Wiener Verwandten begeben. Schon am 8. April reiste er zusammen mit P. Madlener nach Bayern in das Kloster zu Altötting²¹². Wenige Tage später folgte der Generalvikar P. Passerat²¹³, der jedoch bereits nach einer Woche über Frankfurt nach Belgien weiterreiste²¹⁴. Smetana blieb zunächst in Altötting. Der geistig regsame Mann widmete sich wieder den Studien. Daneben arbeitete er

²⁰⁸ Bericht des Fr. Emanuel KRATKY (wie Anm. 203), 37, 48 f., 61. f.; MADER (wie Anm. 29), 115; [JARCKE], *Die Gewaltthaten* (wie Anm. 194), 219 f.; HOSP, *Erbe*, 375-377.

²⁰⁹ Zit. DILGSKRON, *Smetana*, 130.

²¹⁰ *Ebd.*, 131; vgl. Bericht des Fr. KRATKY (wie Anm. 203), 38-42; MADER (wie Anm. 29), 115-120; [JARCKE] (wie Anm. 194), 220.

²¹¹ Eduard HOSP, *Akten aus dem österreichischen Staatsarchiv in Wien, nebst anderen Dokumenten zur Aufhebung und Wiedereinführung der Kongregation in Österreich, 1848-1854*, in *SHCSR* 7 (1959) 266-318, hier 273.

²¹² DILGSKRON, *Smetana*, 131 f.; *Chronik des Redemptoristenklosters Altötting*, II, 136, Provinzarchiv Gars.

²¹³ *Ebd.*; Henri GIROUILLE, *Vie du vénérable Père Passerat, premier rédemptoriste français (1772-1858)*, Paris 1924, 607 f.

²¹⁴ *Chronik des Klosters Altötting* II, 136, Provinzarchiv Gars.

zur Erholung an einem „Reimlexikon“, das er bis auf die Silbe „iz“ brachte.

Allerdings war seine Ruhe nicht ungestört, denn ihn und seinen Schwager Bruchmann, bei dem er nun wohnte, beunruhigten die Nachrichten von den blutigen Unruhen in Wien in den Oktobertagen 1848. Dort, in Wien, wussten beide ihre Verwandten, um die sie sich Sorgen machten²¹⁵. Ende April 1849 reiste Smetana noch einmal zusammen mit seinem Schwager Bruchmann nach Wien. Bruchmanns Vater, bei der Smetanas Tochter Rosalia wohnte, war im Alter von 70 Jahren gestorben. Die Zeit bis tief in den Herbst hinein verbrachte Smetana nun in Wien und in Hajan bei seinem Bruder Heinrich, um Vermögensangelegenheiten der Familie zu regeln. Vor allem wollte er seiner Tochter „ein väterliches Haus eröffnen“, da sie nicht mehr im Hause ihrer Großeltern bleiben konnte. Es zeigte sich jedoch, dass sich Vater und Tochter weit auseinander gelebt hatten. Rosalia gab damals und später deutlich zu erkennen, dass sie mit dem Lebensweg ihres Vaters nicht einverstanden war. Dabei war es gerade die Sorge um sie, die Smetana fast seine weitere Laufbahn verbaut hätte. Bei seiner Gewissenhaftigkeit glaubte er nämlich, mit Hinblick auf die Regel und das Armutsgelübde keine Gelddispositionen machen zu dürfen, weshalb er Bruchmann bat, den Heiligen Stuhl um zeitweilige Entbindung von seinen Gelübden zu ersuchen. Doch der Geschäftsträger der Transalpinen in Rom, P. Marcus Andreas Hugues²¹⁶ und dessen Adlatus P.

²¹⁵ Vgl. Smetana an seine Tochter Rosalia, 28. November 1848, zit. DILGSKRON, *Smetana*, 139.

²¹⁶ Marcus Andreas Hugues (1808-1887), geb. in Hamburg, aus hugenottischer Kaufmannsfamilie, als Buchhändler tätig, lernte durch Clemens Brentano den Katholizismus kennen, 1832 Konversion bei Döllinger in München, 1833 Profess in Sint-Truiden, 1838 Priester, 1841 in Altötting, 1847-1848 Sozium des Generalprokurators Centore, 1849-1850 transalpiner Generalkonsultor Trapaneses, Übersetzer der Werke von Alfonso de Liguori, gehörte später zur Niederdeutschen Provinz, gest. in Luxemburg. H. war Beichtvater von Franz Xaver Kraus in Trier. David August ROSENTHAL, *Convertitenbilder aus dem 19. Jahrhundert*, Bd. 1, Teil 2, Schaffhausen ²1872, 57-60; [Alois KREBS], *Kurze Lebensbilder der verstorbenen Redemptoristen der Ordensprovinz von Niederdeutschland*, Dülmen 1896, 161-170, WEISS, *Die Redemptoristen in Bayern* (wie Anm. 2) 202, 1029 und *passim*; SHCSR 2 (1954) 253; SHCSR 11 (1963) 182-

Michael Haringer²¹⁷ leiteten das Gesuch nicht weiter. Dennoch wurde das Gesuch Smetanas ein Jahr später, als es um seine Ernennung zum Generalvikar ging, von seinen Gegnern in der Kongregation dahingehend gedeutet, dass er die Kongregation hätte verlassen wollen²¹⁸.

7.- Abdankung Passerats – Ernennung Smetanas zum Generalvikar

Die Vertreibung der Redemptoristen aus Wien bildete den Auftakt zu einer Auseinandersetzung im Innern der Kongregation und zu deren organisatorischen Neugliederung. Dabei war Smetana eine Hauptrolle zugebracht.

a.- Die Abdankung Passerats

Wie schon früher gezeigt, hatte sich Passerat fast während seiner gesamten Regierungszeit mit einer starken Opposition in der transalpinen Kongregation auseinandersetzen, an deren Spitze P. Martin Stark und der österreichische Provinzial P. Kosmaček standen²¹⁹. Je älter Passerat wurde, umso verhängnisvoller für die Gemeinschaft wirkte sich die Uneinigkeit zwischen ihm und seinen Konsultoren aus²²⁰. Auch scheint der weltfremde

232; SHCSR 39 (1991) 87-96.

²¹⁷ Michael Haringer aus Schlottham (Ndb.) (1817-1887), Studium der Theologie an der Münchener Universität, 1843 Priester, 1844 Profess, 1855-1887 Generalkonsultor in Rom, seit 1859 Konsultor der Ablasskongregation, seit 1873 Konsultor der Indexkongregation, Verfasser moral- und pastoraltheol. Werke, Biograph des hl. Klemens Hofbauer, Vizepostulator bei dessen Seligsprechung, 1870/71 Konzilstheologe. Herman H. SCHWEDT, *Michael Haringer C.SS.R (1817-1887) théologien au premier Concile du Vatican e Consulleur de la Congrégation de l'Index*, in SHCSR 39 (1991) 99-155; WEISS, *Die Redemptoristen in Bayern. Ein Beitrag zur Geschichte des Ultramontanismus*, 1118 (Register).

²¹⁸ „Gegen P. Smetana sprach hinwieder das in Belgien verbreitete Gerücht, dass er im Jahre 1848 die Congregation habe verlassen wollen“. DILSKRON, *Smetana*, 155.

²¹⁹ Vgl. Otto WEISS, *La corrispondenza tra il Rettore Maggiore Ripoli e il Vicario Generale Passerat, Aprile 1833 – gennaio 1834*, in SHCSR 40 (1992) 263-337, hier 265-267, 298-324.

²²⁰ Vgl. Hugues an Sabelli, 30. Mai 1848, früher AGHR XII C 135, jetzt 07 XII 3201 = Sb 387; gedruckt in SHCSR 6 (1958) 363-365.

Mann viel dazu beigetragen zu haben, dass die Kongregation 1848 in Österreich bei der Vertreibung in Folge von Unordnung und Mangel an Voraussicht ihr ganzes Vermögen verlor²²¹. So kam es, dass allmählich das Unbehagen an Passerat und seiner Regierung allgemein wurde, besonders in der österreichischen Provinz.

Nur noch in Belgien besaß Passerat bei wenigen Patres eine Stütze, vor allem in dem „absolutistischen“ Provinzial von Held, den P. Kosmaček damals als Passerats „Liebling“ bezeichnete²²². Einen Höhepunkt erreichte die Ablehnung des Generalvikars durch seine Untergebenen zu Beginn des Jahres 1847. Am 21. Januar 1847 bat Passerat wie schon oft den Generalobern in Pagani um Befreiung von seinem Amt²²³. Zu gleicher Zeit schrieb P. Kosmaček an Sabelli, der als „Privatsekretär“ des Generalobern in Angelegenheiten der Transalpinen fungierte, man möge doch dieses Mal auf das Verlangen des Generalvikars eingehen²²⁴. Doch der General beschied negativ²²⁵. In der Folgezeit scheint sich dann Passerat entschlossen zu haben, sein Amt nun doch

²²¹ „Die Unordnung in den Geschäften, wovon offenbar der P. Generalvikar die größte Schuld trug, weil es ihm an Energie fehlte, tüchtige Leute dafür aufzustellen, hat den zeitlichen Ruin des Wiener Hauses zu Folge gehabt“. *Ebd.*, 363.

²²² Kosmaček an Sabelli, 20. August 1846, früher AGHR XII C 62, jetzt 07 XII 3146 = Sb 317; DILGSKRON, *Held*, 257 f.– Allerdings war das Verhältnis Passerats zu Held seit einigen Jahren nicht mehr ungetrübt (vgl. *ebd.*). Dass Held dennoch gegen die Abdankung Passerats war, hatte seinen Grund in der Befürchtung, Smetana, der schon jetzt in seinen Briefen im Namen Passerats sehr selbständig auftrat, könnte dessen Nachfolger werden. In ihm erblickte er einen „echten Josefiner“, der auf „das österreichische kanonische Recht schwört wie auf das Evangelium“ und durch seinen Einfluss auf Passerat daran schuld sei, dass in Wien ein „k. k. österreichischer Hof- und Regierungsgeneralvikar“ residiere. Held an Sabelli, 9. Februar, früher AGHR XII C 113c, jetzt 30060001, 84724 = Hd 603, Sb 345; Ders. an dens., 9. Juni 1847, früher AGHR XII C 114, jetzt 30060001, 84754 = Hd 628, Sb 360. Vgl. DILGSKRON, *Held* 238-249.

²²³ Passerat an Ripoli, 21. Januar 1847, AGHR, *Epistulae P. is Passerat ad Rectores Maiores*.

²²⁴ Wenngleich Kosmaček dies nicht ausdrücklich schreibt, dürfte doch der Brief so gedeutet werden. Kosmaček an Sabelli, 27. Januar 1847, AGHR, früher Gen XII C 64, jetzt 07 XII 3157 = Sb 343.

²²⁵ Vgl. Hugues an Sabelli, 30. Mai 1848, früher AGHR XII C 135, jetzt 07 XII 3201 = Sb 387; *SHCSR* 6 (1958) 363.

beizubehalten. Die Unzufriedenheit mit ihm aber blieb die gleiche. Sie änderte sich auch nicht, als am 30. November 1847 an die Stelle P. Michaleks²²⁶ als österreichischer Provinzial der in Altötting residierende Bruchmann getreten war.

Es kam zur Vertreibung aus Wien und zu dem Vorwurf österreichischer Patres, Passerat trage Schuld an der finanziellen Notlage der österreichischen Provinz. Während der Generalvikar sich in Lüttich niederließ²²⁷, wohl kaum mit dem Gedanken an seine Abdankung beschäftigt, und von dort aus ein Rundschreiben an die vertriebenen Mitbrüder erließ²²⁸, trafen sich führende österreichische Patres unter Leitung von Kosmaček in Mautern und stellten Überlegungen darüber an, ob jetzt nicht die beste Gelegenheit sei, Passerat zum Verzicht auf sein Amt zu bewegen²²⁹. Von der Zufluchtsstätte Passerats, von Belgien aus, wo seit einem Jahr P. Heilig als Nachfolger Helds das Amt des Provinzials innehatte, wurden wenig später sogar Stimmen laut, die die Ansicht äußerten, neben den Provinzialen sei kein Generalvikar notwendig²³⁰. P. Bruchmann, dem Passerat wegen der schwierigen Zeitverhältnisse ohnehin besondere Vollmachten übertragen hatte und bei dem die Klagen, Wünsche und Gesuche aus Ost und West zusammenliefen, schloss sich der Ansicht Heiligs an²³¹. Heilig und Bruchmann wandten sich darauf durch P. Hu-

²²⁶ Leopold Michalek (1794-1857), Schüler Hofbauers und Freund Madleners, Priesterweihe 1819, Redemptorist 1821, Provinzial der österreichischen Provinz 1842-1847, ein bescheidener lebenswürdiger Mann. Als Provinzial am Amtssitz Passerats praktisch bedeutungslos. Zu ihm: MADER, *Die Congregation* (wie Anm. 29), 386-390.

²²⁷ GIROUILLE, *Passerat* (wie Anm. 213), 609. Passerat kam am 6. Mai nach Lüttich. Vgl. Heilig an Bruchmann, 5. Mai 1848. AGHR Fds Bruchmann, Nr. 6; *SHCSR* 6 (1958) 354-356.

²²⁸ *Instructio P. Jos. Passerat, Vic. Gen. Congregationis Cisalpinae, SS. Redemptoris, pro Patribus ac Fratribus dispersis anno 1848*, Ex Collegio Leodien-si ad Immac. Conc. B. M. V. 14. Maii 1848, Provinz-Archiv Gars, Akt Passerat.

²²⁹ Vgl. Engelbert ZETTL, *De Suspensione Vicariatus Transalpini post renuntiationem Vicarii Gen. Passerat, an. 1848*, in *SHCSR* 6 (1958) 351-404. – Zu Kosmaček *ebd.*, 358-360, 365.

²³⁰ Vgl. Heilig an Bruchmann, 5. Mai 1848. AGHR Fds Bruchmann, Nr. 6; *SHCSR* 6 (1958) 356.

²³¹ Passerat übertrug Bruchmann „sowohl als Provinzial als auch im

gues, ihren Geschäftsträger²³² in Rom, an das Generalat mit der Bitte, man möge Passerat zur Abdankung raten²³³. Dieser hatte inzwischen von den Vorgängen erfahren und entschloss sich jetzt von sich aus, sein Amt niederzulegen²³⁴. Sein Abdankungsgesuch vom 6. Juni²³⁵ wurde angenommen, von Rom endgültig erst am 2. Oktober²³⁶.

Namen des Generalvikare die unmittelbare Leitung der österreichischen Provinz“. Darüber hinaus gab er ihm ausdrücklich die Vollmacht wenigstens *pro foro externo* die Mitglieder von den Gelübden zu dispensieren. Die Erlaubnis zur Erteilung einer förmlichen Dispens, um die Passerat für Bruchmann ersuchte, wurde vom Generalobern nicht gewährt. Heilig an Bruchmann, 14. Mai 1848. AGHR Fds Bruchmann, Nr. 8; Bruchmann an Kosmaček, 16. Mai 1848 (Kopie). AGHR Fds Bruchmann, Nr. 9; Hugues an Bruchmann, 12. Juni 1848. AGHR Fds Bruchmann, Nr. 12 (mit der Kopie eines Briefes von Sabelli an Hugues, 6 Juni 1848) Sb 388, auch gedruckt: *SHCSR* 6 (1958) 357-360, 369 f. Dort fehlt allerdings der Schluss des Sabelli-Briefes. Er lautet: „Die Facultät zu dispensieren könne er dem P. Br[uchmann] nicht ertheilen. Willer sie haben, so soll er alle Namen der zu dispensierenden Individuen herschicken“.

²³² P. Hugues, der zum Sozius des neapolitanischen Generalprokurators P. Domenico Centore ernannt war, wurde am 28. Juni 1847. AGHR 07 XII 3166 = 30060001,84758, mit folgender Instruktion Passerats und seiner Konsultoren nach Rom geschickt: „Der Zweck Ihrer Sendung ist vorläufig ein doppelter: 1. Die transalpine Congregation in den Besitz des ihr vom P. Rector M. verliehenen Rechtes zu setzen; 2. einen Repräsentanten in Rom zu haben, welcher von den Schritten der neapolitanischen Patres Kenntnis zu nehmen und dafür zu sorgen hat, dass keine den Transalpinen nachtheilige Bestimmungen in Rom erlassen werden“. Hugues weilte in Rom vom Oktober 1847 bis zum November 1848. Im Frühjahr 1848 wurde ihm P. Haringer zur Seite gestellt. *Instruktion für den Sozius des P. Generalprokurators in Rom*, Provinzarchiv Gars, Generalvikariat; BECQUÉ, *Dechamps* I, 144-149; *SHCSR* 6 (1958) 363, Anm. 24.

²³³ Vgl. Hugues an Sabelli, 30. Mai 1848, früher AGHR XII C 135, jetzt 07 XII 3201 = Sb 387; *SHCSR* 6 (1958) 363 f.

²³⁴ Heilig an Bruchmann, 3. Juni 1848. AGHR Fds Bruchmann, Nr. 11; gedr. *SHCSR* 6 (1958) 365 f.; vgl. *ebd.*, 402 f.

²³⁵ Das Gesuch selbst konnte nicht aufgefunden werden. Dagegen sind eine Reihe weiterer Dokumente zu der Abdankung erhalten. Vgl. *SHCSR* 6 (1958) 366-369, 389 f.

²³⁶ *Ebd.*, 398 f.

b.- Die Regierung der drei Provinziale

Passerat hatte abgedankt. Doch wie sollte es weitergehen? Sollte ein neuer Generalvikar ernannt oder gewählt werden?²³⁷ Namen wurden laut: Heilig²³⁸, Bruchmann²³⁹ und bereits zum ersten Male Smetana²⁴⁰. Passerat selbst hatte früher schon die Ernennung von Helds in Erwägung gezogen²⁴¹.

Am 23. Juni 1848 trafen sich die Provinziale von Belgien (Heilig), von der Schweiz und dem Elsass (Ottmann²⁴²) und von Österreich (Bruchmann) für eine Woche in Altötting, um über die Nachfolge Passerats zu beraten²⁴³. Sie kamen überein, ange-

²³⁷ Bei den Fragen, die erörtert wurden, ging es nicht nur um die Person des Nachfolgers. In Frage stand alles: die Fortführung des Generalvikariats überhaupt, die Art der Amtsübertragung, der Sitz des Generalvikars, die Bestimmung der Konsultoren. Von all dem ist immer wieder die Rede in den von E. ZETTL veröffentlichten Dokumenten: *SHCSR* 6 (1958) 351-404. – Zwar hatten sich einzelne Patres schon vor der Abdankung Passerats Gedanken über eine rechtzeitige vernünftige Regelung gemacht, aber diese waren vor allem an der Kurzsichtigkeit der General-Leitung gescheitert. Vgl. DILGSKRON, *Held* 237-249.

²³⁸ Heilig wurde anfangs als Kandidat der belgischen Provinz von Hugues unterstützt. Haringer wurde nach Rom gesandt, „daß nicht P. Hugues der belgischen Provinz die Leitung der Congregation in die Hände spiele“. Haringer an Bruchmann, 6. Juni 1848. AGHR Fds Bruchmann, Nr. 13.

²³⁹ Bruchmann scheint zu Beginn der Überlegungen der aussichtsreichste Kandidat gewesen zu sein, da auch Heilig ihn akzeptiert hätte und Passerat ihn allein neben Held für geeignet gehalten haben soll. Haringer an Bruchmann, 17. Juni 1848. AGHR Fds Bruchmann, Nr. 16. Vgl. auch *SHCSR* 6 (1958) 402.

²⁴⁰ „P. Heilig kann seine Stimme nicht sich selber geben und wird sie gewiß entweder Euer Hochwürden oder P. Smetana zuwenden“. Haringer an Bruchmann, 17. Juni 1848. AGHR Fds Bruchmann, Nr. 16; *SHCSR* 6 (1958) 371.

²⁴¹ *SHCSR* 6 (1958) 402; vgl. DILGSKRON, *Smetana*, 154 f.

²⁴² Leopold Ottmann (1805-1881), aus Nordheim (Elsass), 1828 Profess, 1829 Priester, seit 1832 in Belgien, 1838-1847 Novizenmeister in Sint-Truiden, 1848-1851 Provinzial der Gallo-Helvetischen Provinz, zuletzt in Luxemburg. Zu ihm: LANDTWING, *Die Redemptoristen in der Schweiz* (wie Anm. 111), 146 f. (Register); WEISS, *Die Redemptoristen in Bayern* (wie Anm. 2), 1126 (Register); *SHCSR* 4 (1956) 497, Anm. 42; *SHCSR* 10 (1962) 399; *SHCSR* 12 (1964) 25; *SHCSR* 22 (1974) 5.

²⁴³ Die Anregung dazu gab P. Heilig. Heilig an Bruchmann, 3. Juni 1848. AGHR Fds Bruchmann, Nr. 11; *SHCSR* 6 (1958) 365 f. – Die Geschehnisse am Rande der Konferenz, nämlich die Kenntnisnahme der Provinziale von der

sichts der schwierigen Zeitverhältnisse zunächst von der Wahl eines Nachfolgers abzusehen und in Rom für die einzelnen Provinziale um die Vollmachten des Generalvikars zu ersuchen. Rom stimmte mit Datum vom 18. August grundsätzlich zu²⁴⁴. Am 14. September 1848 übertrug der Generalobere P. Ripoli die bisherigen Vollmachten des Generalvikars an die Provinziale „bis zur Wahl eines neuen Generalvikars“. Diese Entscheidung wurde am 3. Oktober 1848 vom Heiligen Stuhl bestätigt²⁴⁵.

Doch schon wurden Befürchtungen laut. Musste nicht dieser Zustand allmählich dahin führen, dass es in Zukunft nicht nur zwei getrennte Teile der Kongregation – die Cisalpinen und die Transalpinen –, sondern gleich vier verschiedene kleine Kongregationen gab²⁴⁶, die verschiedene Vorstellungen vom Zweck und Ziel des Instituts vertraten und verschiedene Praktiken ausbildeten? Vor allem die von den Ansichten der Deutschen und Österreicher abweichenden Auffassungen einiger belgischer Patres deuteten darauf hin. In Belgien hatte P. Held mit seiner strengeren Armutsauffassung immer noch seine Anhänger. Nationale Gegensätze flackerten auf. Zu alledem scharte sich um P. Passerat eine „fromme Parthei“, zu der vor allem der Hofbauerschüler P. Johannes Pilat zählte²⁴⁷.

c.- P. Trapanese und seine transalpinen Konsultoren

Da brachten die Verhältnisse in Neapel eine neue Wendung. Pius IX. hatte den kranken Generalobern Ripoli bewogen, auf sein Amt zu verzichten, und für ihn am 14. Mai 1849 in P. Vincenzo Trapanese²⁴⁸ einen Vertreter ernannt²⁴⁹. Mit ihm kam

„Höheren Leitung“, führten dazu, dass Bruchmann aus den Bewerbern ausscheiden musste (vgl. unten).

²⁴⁴ Vgl. *SHCSR* 6 (1958) 373-400.

²⁴⁵ *Ebd.*, 394, 400.

²⁴⁶ So besonders P. Haringer, der sich damit gegen Bruchmann wandte. Haringer an Bruchmann, 17. Juni 1848. AGHR Fds Bruchmann, Nr. 16; *SHCSR* 6 (1958) 370 f.

²⁴⁷ Zu Pilats Haltung ausführlich unten.

²⁴⁸ Vincenzo Trapanese (1801-1856), Redemptorist 1820, Priester 1824, Generalkonsultor 1842-1846, Generalvikar (stellvertretender Generaloberer) 1849-1850, General 1850-1855 (nach Abtrennung der Neapolitaner 1854 nur

bei den Cisalpinen die sizilianische Gruppe zum Zug, die schon immer dem Regalismus der Neapolitaner kritisch gegenüber stand und mit den Transalpinen sympathisierte. P. Trapaneses Wunsch war denn auch die gänzliche Vereinigung der Kongregation unter einem gemeinsamen Generalobern. Um ihn in die Tat umzusetzen, wählte er sich zunächst neben drei cisalpinen Konsultoren drei transalpine: Heilig, Hugues und Victor Dechamps²⁵⁰.

Am 25. August 1849 konnte P. Hugues diese „große Überraschung“ nach Altötting melden²⁵¹. Mitte November kamen die drei transalpinen Konsultoren in Paganì an. Sie waren gewillt, durch ein Generalkapitel möglichst bald eine Einigung zustande zu bringen²⁵². Allerdings hatten ihnen die transalpinen Provinzials vor ihrer Abreise bei einem Treffen in Bischenberg im Elsass genaue Weisungen mitgegeben. Vor allem an zwei Vorbedingungen für eine Vereinigung hätten sie festzuhalten:

noch für die Transalpinen). Der Sizilianer Trapanese war ein ruhiger, vernünftiger Mann, der die staatskirchlichen und „laxistischen“ Bestrebungen in seiner Mutterprovinz verurteilte. Vgl. DE MEULEMEESTER, *Histoire* 152-154; SHCSR 2 (1954) 276; ferner: Andreas SAMPERS (Hg.), *Tres epistulae autographae Pii PP. IX ad P. Vincentium Trapanese CSSR, 1851-1852*, in SHCSR 21 (1973) 292-297; Salvatore GIAMMUSSO, *Vincenzo Trapanese e il Cardinale Cosenza. Contegno dei Redentoristi in Sicilia*, in SHCSR 43 (1995) 137-169.

²⁴⁹ DE MEULEMEESTER, *Histoire*, 152.

²⁵⁰ Victor-Auguste Dechamps (1810-1883), Priester 1834, Redemptorist 1835, Generalkonsultor 1849-1850, Provinzial in Belgien 1851-1854, Bischof von Namur 1865, Erzbischof v. Mechelen und Primas v. Belgien 1867, Kardinal 1875. Vor seiner steilen Karriere Dozent in Wittem und bedeutender Volksmissionar. Beim Ersten Vatikanum einer der Führer der Infallibilisten. Auch schriftstellerisch tätig. In seinen Werken abhängig von Pascal, Bossuet u. Möhler. BECQUÉ, *Dechamps*; Bruno HIDBER, *Glaube – Natur – Übernatur. Studien zur „Methode der Vorsehung“ von Kardinal Dechamps*, Freiburg i. B. 1978; DERS., *Dechamps*, in *LThK*³ (1995) 48; Hubert WOLF, *Dechamps*, in *RGG*⁴ 609; SHCSR 2 (1954) 244 f.

²⁵¹ Hugues an Bruchmann, 25. Aug. 1849. AGHR Fds Bruchmann, Nr. 52. Zum Ganzen vgl. DE MEULEMEESTER, *Histoire*, 152 f. BECQUÉ, *Dechamps* I, 149 f., DILGSKRON, *Smetana*, 144 ff., 148.

²⁵² DE MEULEMEESTER, *Histoire*, 153; BECQUÉ, *Dechamps*, I, 152-160; DILGSKRON, *Smetana*, 149-154.

1. Rückkehr der Gesamtkongregation zur transalpinen Amtspraxis.

2. Verlegung des Generalats von Pagani nach Rom²⁵³.

Bei Nichtannahme dieser Bedingungen sollten die drei Konsultoren auf das Dekret vom 2. Juli 1841 zurückgehen. Ein Generalvikar der Transalpinen sollte möglichst bald ernannt werden.

Anfang 1850 stellte sich heraus, dass bei der Stimmung der Neapolitaner an eine Einigung nicht zu denken war. Die Bedingungen erschienen den Cisalpinen unannehmbar, auch fürchteten sie nicht zu Unrecht, dass die alleinige Führung der Kongregation ihnen entgleite. Zudem war der König von Neapel, der die neapolitanischen Patres – nicht ohne weitgehende Zustimmung der Mehrzahl derselben – als Teil seiner Staatskirche ansah, noch immer strikt gegen eine Verlegung des Generalats nach Rom. So blieb schließlich nur eine Rückkehr zum transalpinen Vikariat²⁵⁴.

d.- Rückkehr zum Vikariat – Die Kandidatenkür

Als beste Lösung für die Amtsübertragung an einen neuen Generalvikar bot sich im Laufe der Verhandlungen an: Vorschlag durch die Generalkonsultoren, die Provinziale und ihre Konsul-

²⁵³ Zu dem Treffen, an dem außer den ernannten Konsultoren die Provinziale Bruchmann und Ottmann sowie die Patres Czech und Vogl teilnahmen: Marcus Andreas HUGUES, *Beiträge zur Geschichte der Congregation des Allerheiligsten Erlösers* (Manuskript), Provinzarchiv Wien, Kap. 10; BECQUÉ, *Dechamps I*, 151.

²⁵⁴ Über das Scheitern der Bemühungen der drei transalpinen Konsultoren und über ihre Eindrücke bis hin zu dem Entschluss, zum Generalvikariat zurückzukehren, existieren zahlreiche für die Geschichte der Redemptoristen bedeutsame, zum größten Teil noch unveröffentlichte Dokumente in dem ehemaligen Akt *Generalvikariat* aus dem Provinzarchiv Gars. Erwähnt seien die Briefe von Hugues an Bruchmann, vom 2. Dezember. AGHR Fds Bruchmann, Nr. 58; 11. Dezember 1849. *Ebd.*, Nr. 62; 5. Januar 1850, 25. Januar 1850. *Ebd.*, Nr. 72; ferner von Heilig an Bruchmann, 14. Januar 1850. *Ebd.*, Nr. 68; von Dechamps an Ottmann (Kopie) 16. Januar 1850. *Ebd.*, Nr. 70; von Bruchmann mit seinen Konsultoren Schöllhorn und Vogl, sowie den Patres Kosmaček, Miller und Schöfl an die drei Generalkonsultoren, Entwurf, 11. Januar 1850. *Ebd.*, Nr. 66. Memoranden der transalpinen Konsultoren an den Präfekten der Religiösenkongregation Kardinal Orioli, November 1849 (Kopien) 07 XI 3281/1; Rmo. P. Vicario Generali. Trapanese, ejusque Consultores transalpini 16. Januar 1850 (Kopie) 07 XII 3298 = AGHR Fds Bruchmann, Nr. 69. Vgl. auch BECQUÉ, *Dechamps I*, 156-165.

toren, anschließend Ernennung durch die römische Religiosenkongregation²⁵⁵. Als mögliche Kandidaten erschienen den Generalkonsultoren drei Männer: Held, Bruchmann und Smetana. Held freilich, den Passerat gern als Nachfolger gesehen hätte, schien wegen seines Absolutismus und seiner rigorosen Auffassung in der Armutfrage für viele Patres unannehmbar²⁵⁶. Zudem hatte er sich in den deutschen und österreichischen Provinzen durch sein allzu selbständiges Vorgehen in der Frage der Amerikamission alle Sympathien verscherzt²⁵⁷. Bruchmann andererseits war in Belgien wenig erwünscht, weil er, wie es hieß, die Deutschen

²⁵⁵ Über den Modus der Bestimmung des Generalvikars ist ebenfalls in dem genannten Aktenbestand die Rede. Daraus geht hervor, dass die Transalpinen von Anfang an sowohl wegen der Cisalpinen wie auch wegen der Gefahr von Uneinigkeit untereinander sich entschieden gegen die Wahl durch ein allgemeines Generalkapitel aussprachen und eine „Oktroyierung“ durch den Heiligen Stuhl wünschten. Hierher gehören besonders folgende Dokumente: Hugues an Bruchmann, 16. März 1850. AGHR Fds Bruchmann, Nr. 87-89; Heilig an Bruchmann, 24. März 1850. *Ebd.*, Nr. 91; Dechamps an Bruchmann, 9. März 1850. *Ebd.*, Nr. 85 (ders. an Ottmann, 9. März 1850. *Ebd.*, Nr. 84, Kopie); Hugues an Bruchmann, 26. April 1850. *Ebd.*, Nr. 99; Heilig an Bruchmann, 27. April 1850. *Ebd.*, Nr. 100; die transalpinen Provinziale an die transalpinen Konsultoren, Entwurf (verfasst von Smetana) April 1850. *Ebd.*, Nr. 95; Hugues an Bruchmann, 5. Mai 1850. *Ebd.*, Nr. 102; Dechamps an Bruchmann, 14. Mai 1850; Heilig an Bruchmann, 8. Juni 1850. *Ebd.*, Nr. 110; Ottmann an Bruchmann, 9. Juni 1850. *Ebd.*, Nr. 111. – Dazu ein Briefwechsel Bruchmanns mit dem belgischen (Vize)Provinzial Berset: Berset an Bruchmann, 3. März 1850. *Ebd.*, Nr. 81; 28. März 1850. *Ebd.*, Nr. 92; 1. April 1850. *Ebd.*, Nr. 93; aus dem Provinzarchiv der belgischen Provinz: Bruchmann an Berset, 14. März 1850, 30060001,85024; 3./4. April 1850, 30060001,85034; 28. Mai 1850, 30060001,85042 = AGHR Fds Bruchmann, Nr. 107. – Vgl. BECQUÉ, *Dechamps* I, 159-178.

²⁵⁶ Vgl. Hugues an Bruchmann, 25. Mai 1850. AGHR Fds Bruchmann, Nr. 105.

²⁵⁷ Vgl. hierzu Willibald MATHÄSER, *Der Ludwigs-Missionsverein in der Zeit Königs Ludwigs I. von Bayern*, München 1939, 192-233; DERS., *The proposed Mission Seminary of Altötting*, in *Social Justice* 18 (1935) 213-215; 250-252, 286 f.; DILGSKRON, *Held*, 209-218; CURLEY, *The Provincial Story* (wie Anm. 121), 73, 81,89; DERS., *Venerable John Neumann, Fourth Bishop of Philadelphia*, New York 1952, 422. – Ein ausführliche Darstellung findet sich in Joseph UNTERGEHRER, *Studentatschronik der oberdeutschen Provinz* [handschriftlich] I, 22-33, Provinzarchiv Gars; – zu Helds Ansichten: Held an Sabelli, Lüttich, 7. Juni 1846, früher AGHR XII C 107, jetzt 30060001, 84644 = Hd 552, Sb 303.

bevorzuge²⁵⁸. Auch hatte er in der Zwischenzeit in P. Passerat einen entschiedenen Gegner gefunden. Der Grund für Passerat lag zweifellos in der Beziehung Bruchmanns zur so genannten „Höheren Leitung“²⁵⁹. Dies geht aus einem beschwörenden Schreiben hervor, das er bereits am 28. Juni 1848 an den Geschäftsträger in Rom, P. Hugues, gesandt hatte. Dort heißt es:

„Si on élit de nouveau un Vicaire général, je ne désire pas le Père Bruch[mann]. Le jugement du Monseigneur de Passau était celui des pères d'Altötting qui pouvaient juger les choses“²⁶⁰.

So erschien Smetana, den seine juristischen und theologischen Kenntnisse, seine Frömmigkeit und zumal seine Vertrautheit mit den Verhältnissen der Kongregation empfahlen, als der am meisten geeignete Kandidat. Auch fiel bei ihm der Umstand ins Gewicht, dass er zurückgezogen, fern von den Ordenstreitigkeiten, gelebt und so keine eigentlichen Gegner²⁶¹ hatte. Dass auch er in die Angelegenheit der „Höheren Leitung“ verstrickt war, scheint auf Grund der bei den „Kindern der Mutter“ herrschenden Arkandisziplin kaum bekannt gewesen zu sein.

²⁵⁸ Die „Deuschtümelei“ Bruchmanns sah man vor allem in Österreich bestätigt durch die von ihm 1849 veranlasste Umbenennung der Österreichischen Provinz (Provincia Austriaca) in „Deutsche Provinz“ (Provincia Germanica). Vgl. hierzu: Engelbert ZETTL, *Dokumente zur Änderung und Wiederherstellung des Namens der österreichischen Provinz*, in *SHCSR* 7 (1959) 319-334; Otto WEISS, *Einhundertfünfzig Jahre Deutsche Redemptoristenprovinz*, in *SHCSR* 52 (2004) 407-411.

²⁵⁹ Die gegen die „Höhere Leitung“ revoltierenden Patres hatten die Konferenz der Provinziale in Altötting im August 1848 dazu benützt, die anwesenden Konferenzteilnehmer von den Vorgängen um Louise Beck zu unterrichten, die wiederum Passerat verständigten. Seither hatte Bruchmann in Passerat einen entschiedenen Gegner. Die über ihn verbreiteten Gerüchte in Belgien, wo „der Nationalismus zu sehr angeheizt“ war (Hugues an Bruchmann, 15. Juni 1850. AGHR Fds Bruchmann, Nr. 117) taten ihr Übriges. Wäre er zur Wahl angestanden, hätten mit hoher Wahrscheinlichkeit nicht nur der belgische (Vize)Provincial Berset mit seinen Konsultoren, sondern auch die drei transalpinen Generalkonsultoren gegen ihn gestimmt. Vgl. Vernehmungsprotokolle zur „Höheren Leitung“, AGHR, Prov. Germ. Sup., Bestand „Höhere Leitung“ V.

²⁶⁰ Passerat an Hugues, 28. Juni 1848, *SHCSR* 6 (1958) 376.

²⁶¹ Ausgenommen Held, der schon seit Jahren fürchtete, Smetana könnte Generalvikar werden. Vgl. oben Anm. 222.

e.- Smetanas Kandidatur – Letzte Hindernisse

P. Dechamps, selbst ein Belgier von reinstem Wasser, gab durch sein Votum für Smetana²⁶² den Ausschlag. An Bruchmann schrieb er:

„Quant à moi, je ne sais encore qui Dieu veut nous donner, mais je serais heureux de savoir si V. R. croit comme moi que parmi les Pères que leur expérience, leurs capacités et leurs vertus recommandent pour cette charge, le R. P. Smetana est Celui qui procurerait plus facilement le bien de la paix et du contentement général dans nos provinces“²⁶³.

Hugues und Heilig hatten sich sofort Dechamps angeschlossen. Vertraulich fragte daher Hugues bei Smetana an. Dieser erklärte sich in einem Schreiben vom 16. Mai 1850 bereit, seine Wahl anzunehmen, falls sie zustande käme²⁶⁴. Es liegt nahe anzunehmen, dass P. Bruchmann und die „Höhere Leitung“ Smetana, der doch schon 1841 wegen Kränklichkeit alle seine Ämter niedergelegt hatte, zu dieser Erklärung bewogen. Bruchmann selbst schrieb sofort nach Rom, dass er vollauf mit dem Vorschlag Dechamps' einverstanden wäre. In gleicher Weise äußerte sich Ottmann aus dem Elsass²⁶⁵.

Lediglich in Belgien gab es „Intrigen gegen P. Smetana“²⁶⁶. Passerat, Held, Pilat und der belgische Provinzial P. Berset²⁶⁷

²⁶² Dechamps hatte Smetana im Mai 1847 in Wien kennen gelernt. Dabei hatte dieser bei ihm einen tiefen Eindruck hinterlassen. DILGSKRON, *Smetana*, 147.

²⁶³ Dechamps an Bruchmann, 14. Mai 1850, Provinzarchiv Gars, Generalvikariat. Vgl. die Briefe Dechamps' an Berset, DILGSKRON, *Smetana*, 156 f.; BECQUÉ, *Dechamps* I, 173-177.

²⁶⁴ DILGSKRON, *Smetana*, 155 f.

²⁶⁵ DILGSKRON, *Smetana*, 156; vgl. Hugues an Bruchmann, 25. Mai 1850. AGHR Fds Bruchmann, Nr. 105.

²⁶⁶ Vgl. Hugues an Bruchmann, 10. Mai 1850: „... so muß jeder von uns, auch guten Gewissens seine Meinung sagen, um so mehr, da wir Intrigen gegen P. Smetana von Pater Passerat, Berset und Held fürchten“. AGHR Fds Bruchmann, Nr. 102.

²⁶⁷ Joseph Berset (1794-1868), geb. in Villargiroud, Profess Valsainte 1818, Priester 1819, seit 1833 in Belgien, vertrat 1849-1850 nach der Beru-

stellten sich gegen ihn, allerdings aus verschiedenen Gründen. Während Held glaubte, Smetana werde die "italienischen Laxitäten" nicht fern halten können und auch Berset davon überzeugen konnte²⁶⁸, war Pilat für eine volle Vereinigung mit den Italienern um jeden Preis²⁶⁹. Bei Passerat, der im Hintergrund mitmischte, dürften ältere Gegensätze zu Smetana sowie die Kenntnis um seine Kontakte zur „Höheren Leitung“ mitgespielt haben. Außerdem war die Furcht, Smetana würde „nur Deutsche ans Ruder bringen“, allgemein²⁷⁰. Vergebens suchten Hugues und Dechamps Berset für sich zu gewinnen. Mit einem seiner beiden Konsultoren blieb er bei der Ablehnung Smetanas²⁷¹.

Zu allem Unheil kam kurz vor Abschluss der Verhandlungen in Rom P. Pilat, gerufen von Trapanese, nach Italien²⁷² und es bestand sogar die Gefahr, dass die Religiosenkongregation ihn,

fung Heiligs zum Generalkonsultor das Amt des belgischen Provinzials, gest. in Lüttich. LANDTWING, *Die Redemptoristen in der Schweiz* (wie Anm. 111), 23; SHCSR 4 (1956) 282; SHCSR 9 (1961) 140.

²⁶⁸ HUGUES, *Beiträge* (wie Anm. 253), Kap. 10.

²⁶⁹ Bereits 1847 war Pilat mit Dechamps nach Rom gereist, wo sie sich im Auftrag von Helds um eine Konsolidierung der Kongregation bemühten. Jetzt fühlte sich Pilat, durch Passerat bestärkt, von Gott berufen, die bedrohte Einheit der Kongregation zu erhalten. Nachdem er zunächst die Patres Carl Kannamüller und Johannes Lambrecht mit einer Eingabe vorgeschoben hatte, ließ er sich als Retter in der Not von Trapanese rufen. Er stiftete jedoch nur Verwirrung und sein Vorgehen wurde als regelrechte Revolution gewertet. Vgl. die Aktenbestand AGHR Fds Bruchmann, bes. Hugues an Bruchmann, 16. März 1850. *Ebd.*, Nr. 88 („P. Pilat will à tout prix die Fusion mit Neapel“), 5. Mai 1850. *Ebd.*, Nr. 102; 15. Juni 1850. *Ebd.*, Nr. 117; Hugues an Haringer, 23. Mai 1850. *Ebd.*, Nr. 104; Heilig an Bruchmann, 6. Juni 1850. *Ebd.*, Nr. 109; 8. Juni 1850. *Ebd.*, Nr. 110; 21. Juni 1850. *Ebd.*, Nr. 119; Ottmann an Bruchmann, 9. Juni 1850. *Ebd.*, Nr. 111; Pilat an Bruchmann, 26. Mai 1850. *Ebd.*, Nr. 106; 10. Juni 1850. *Ebd.*, Nr. 114. Siehe auch BECQUÉ, *Dechamps I*, 167-179.

²⁷⁰ Hugues an Bruchmann, 25. Mai 1850. AGHR Fds Bruchmann, Nr. 105.

²⁷¹ Vgl. Dechamps an Bruchmann, 9. Mai 1850; Ottmann an Bruchmann, 9. Juni 1850. AGHR Fds Bruchmann, Nr. 111.

²⁷² Pilat kam am Abend des 5. Juni 1850 in Rom an. Darüber und über seine Korrespondenz mit Trapanese, die bereits in die Hände Kardinal Oriolis und des Papstes gelangt war, berichtet Heilig am 6. Juni 1850 unter dem Druck des tiefsten Schmerzes und der innersten Entrüstung an Bruchmann, Heilig an Bruchmann, 6. Juni 1850. AGHR Fds Bruchmann, Nr. 109; vgl. BECQUÉ, *Dechamps I*, 177 f.

der für dieses Amt vollkommen unfähig war, zum Generalvikar ernennen würde²⁷³. Das entschiedene Handeln P. Dechamps' rettete die Pläne der Transalpinen. Dieser hatte bereits 1847 gelegentlich eines ersten Aufenthaltes in Rom das Vertrauen Pius' IX. gewonnen. Dechamps begab sich sofort zum Papst, um ihm die Lage darzustellen. Pius IX. ließ sich überzeugen. Sein persönliches Eingreifen beseitigte die drohende Gefahr.

Eine zweitägige Sitzung in Rom (7./8. Juni 1850), unter Vorsitz des Präfekten der Religiosenkongregation, Kardinal Orioli²⁷⁴, an der Trapanese und seine cis- und transalpinen Generalkonsultoren teilnahmen, brachte die Entscheidung. Die Wünsche der Transalpinen wurden mit einigen Modifikationen angenommen²⁷⁵. Doch stand die Person des neuen Vikars noch nicht fest. Zwar hatten sich zehn von zwölf der befragten Wahlmänner für Smetana ausgesprochen, aber noch immer spielte man in Rom mit dem Gedanken, dieses Amt Pilat zu übertragen²⁷⁶.

Im Zuge der weiteren Verhandlungen wurde sogar der österreichische Gesandte in Neapel, Graf Esterházy, eingeschaltet. Er sollte beim Papst für Smetana vorstellig werden²⁷⁷. Anfang Juli war es endlich soweit. Nachdem bereits am 20. Juni 1850

²⁷³ Hugues an Bruchmann, 15. Juni 1850. AGHR Fds Bruchmann, Nr. 118; Heilig an Bruchmann, 21. Juni 1850. *Ebd.*, Nr. 119.

²⁷⁴ Antonio Francesco Orioli (Taufname Luigi) (1778-1852), aus Bagnacavallo/Faenza, Franziskaner-Konventuale (seit 1793), Dr. theol., 1821 Konsultor der Indexkongregation, 1832 Generalvikar der Franziskaner-Konventualen, 1833-1841 Bischof von Orvieto, 1838 Kardinal, 1847-1852 Präfekt der Religiosenkongregation, gest. in Rom. WEBER, *Kardinäle und Prälaten* (wie Anm. 66), 496 f. (Literatur).

²⁷⁵ DILGSKRON, *Smetana*, 159 ff.; BECQUÉ, *Dechamps* 179; Heilig an Bruchmann, 8. Juni 1850. AGHR Fds Bruchmann, Nr. 110.

²⁷⁶ Hugues an Bruchmann, 15. Juni 1850. AGHR Fds Bruchmann, Nr. 117. – Von den belgischen Konsultoren Reyners und Lelouchier hatte sich letzterer durch Dechamps für Smetana gewinnen lassen. Vgl. Ottmann an Bruchmann, 9. Juni 1850. *Ebd.*, Nr. 111; DILGSKRON, *Smetana*, 157 f. – Théodore Lelouchier (1814-1891), geb. in Mons (Belgien), Profess 1838 in Sint-Truiden, Priester 1838, 1851-1854 Konsultor des Provinzials Dechamps, 1855-1891 Generalkonsultor des Generals P. Mauron de 1855 à 1891, gest. in Rom. *Catalogi CSSR*; *SHCSR* 2 (1954) 61, 255; *SHCSR* 5 (1957) 180; DE MEULEMEESTER, *Bibliographie* II, 247.

²⁷⁷ Hugues an Bruchmann, 15. Juni 1850. AGHR Fds Bruchmann, Nr. 118.

Trapanese zum General der Kongregation ernannt worden war²⁷⁸, folgte am 1. Juli das Dekret mit der Ernennung Smetanas. Noch am gleichen Tag konnte Hugues die frohe Nachricht nach Altötting übermitteln und Heilig konnte wenige Tage später an Bruchmann schreiben: „Gott sei Dank, in der Personen-Frage haben wir gesiegt“²⁷⁹.

Smetana war, „obgleich längst vorbereitet, tief ergriffen und erschüttert“, als er sein Ernennungsdekret erhielt²⁸⁰. Wäre es auf ihn allein angekommen, er hätte die Ernennung wohl nicht angenommen. Aber es scheint, dass er für das Wohl der transalpinen Kongregation keinen anderen Weg sah als die Übernahme des Amtes. Auch wurde schon angedeutet, dass die so genannte „Höhere Leitung“ die Annahme wünschte oder gar forderte. Weil die „Höhere Leitung“ es wollte, nahm Smetana trotz seiner Kränklichkeit die Bürde des Generalvikariats auf sich²⁸¹, wie er auch in späteren Jahren bekannte, dass lediglich die Weisungen der „Höheren Leitung“ ihm die Kraft gegeben hätten, unermüdlich wissenschaftlich zu arbeiten²⁸².

Das Echo auf die Wahl Smetanas war allgemein positiv. Die meisten transalpinen Patres, denen Smetana bis dahin wenig bekannt war, sahen in ihm den Retter in höchster Not. Dennoch gab es nicht wenige, die über seine Ernennung überrascht waren. Dabei handelte es sich weniger um die Gegner in Belgien, die nachträglich ihre Zustimmung gaben, als vielmehr um viele einfache Patres in Österreich, die von den Vorgängen in Rom wenig erfahren hatten. Sie kannten Smetana als einen ernsten, zurückgezogenen, kränklichen Mann, der ganz der Wissenschaft und der Askese lebte. Bei ihnen paarte sich eine gewisse Antipathie mit

²⁷⁸ Vgl. DILGSKRON, *Smetana*, 161.

²⁷⁹ *Ebd.*; Hugues an Bruchmann, 1. Juli 1850. AGHR Fds Bruchmann, Nr. 123; Heilig an Bruchmann, 1. Juli 1850, 2. Juli 1850. *Ebd.*, Nr. 125.

²⁸⁰ Smetana an die transalpinen Konsultoren, 10. Juli 1850. AGHR 07 XII 3321, gedruckt DILGSKRON, *Smetana*, 162.

²⁸¹ Vgl. P. Johann Baptist Schwägerl an Smetana (mit Berufung auf eine entsprechende Äußerung Smetanas), 3. Januar 1861, AGHR. Prov. Germ. Sup., Bestand „Höhere Leitung“ III, 1; Anklageschrift Schmöggers gegen Schöfl, *ebd.*

²⁸² Vgl. Mauron an Smetana (Kopie), 10. Juni 1868, AGHR, Prov. Germ. Sup. I a 11.

Verwunderung darüber, dass ausgerechnet diesem Mann das Generalvikariat übertragen wurde²⁸³. Erzbischof Reisach aber schrieb Smetana, damit wohl am besten dessen Gefühle bei der Übernahme seiner neuen Aufgabe zeichnend:

„Ich verkenne zwar keineswegs die Last, die auf Ihre Schultern gelegt wurde, und bedauere, daß Sie dadurch in Ihrer wissenschaftlichen Tätigkeit gestört worden. Allein für den Orden war diese Maßregel nothwendig, und ich kann nur die göttliche Vorsehung bewundern, die alles so suaviter und fortiter leitet“²⁸⁴.

5.- Smetana an der Spitze der transalpinen Kongregation

Von 1850 bis 1855 stand Smetana an der Spitze der transalpinen Kongregation. Zahlreiche Rechte, die unter dem Generalvikar Passerat dem Generalobern vorbehalten waren, wie zum Beispiel die Ernennung der Provinziale, waren durch die römischen Entscheidungen in seine Kompetenz übergegangen, so dass er *de facto* völlig unabhängig regieren konnte. Die Jahre seiner Regierungszeit waren Jahre unermüdlicher Tätigkeit für den Ausbau der Gemeinschaft und ihrer rechtlichen Organisation, aber auch Jahre der Auseinandersetzungen im Innern, die dem Generalvikar manche Enttäuschungen bereiteten. Allerdings hätte er sich viel ersparen können, hätte er es vermocht, die Unbeugsamkeit in der Sache, die sicher nötig war, mit mehr Liebenswürdigkeit gegen die Personen zu verbinden. Dass ihm dies bei seinem Charakter nicht lag, hat vieles unnötig erschwert und ihm die Sympathien von Mitbrüdern gekostet, die ihn anfänglich voll unterstützten.

a.- Die Regierungsweise Smetanas

Die Regierungsweise Smetanas ist gekennzeichnet durch eine immense Aktivität, die man dem bisher so zurückgezogen lebenden Mann nicht zugetraut hätte. Smetana entwickelte diese Aktivität nicht nur in Hinsicht auf die noch immer strittigen Fragen hinsichtlich der Observanz und deren rechtlichen Grund-

²⁸³ DILGSKRON, *Smetana*, 162.

²⁸⁴ Reisach an Smetana, 15. August 1850, zit. *ebd.*, 163.

lagen, vornehmlich hinsichtlich der Armutsfrage – einem Gebiet, dem er stets seine ganze Kraft gewidmet hatte – sondern er bemühte sich auch ständig um die Ausbreitung und den teilweisen Wiederaufbau der transalpinen Kongregation nach den Verlusten des Jahres 1848, ohne die körperlichen Strapazen langer Reisen zu scheuen. Es war dies ein hervorstechender Charakterzug des neuen Generalvikars. So sehr es ihn noch immer nach der Stille seiner Gelehrtenstube zog, wenn er einmal eine Aufgabe in die Hand nahm, tat er dies mit großer Gewissenhaftigkeit und unermüdlichem Fleiß.

Kamen diese Eigenschaften seinem Auftrage zugute, so gilt dies nur mit Einschränkung von manchen anderen seiner Charakterzüge. So schienen sein klarer Verstand und die Energie, mit der er das als richtig Erkannte in die Tat umsetzte, Eigenschaften zu sein, die ihn zu seinem Amte geradezu prädestinierten. Gewiss waren sie notwendig in einer Zeit der inneren Krisen, wo eine starke Hand Not tat. Aber Smetana entging nicht der mit diesen Eigenschaften verbundenen Gefahr, nämlich der Neigung zu „Absolutismus, Unbeugsamkeit und Überschätzung des eigenen Urteils“²⁸⁵. Smetana dachte sehr hoch von seinem Amt und der damit verbundenen Verantwortung. Darum war er bestrebt, seine Autorität mit Energie durchzusetzen. Eher wollte er sein „Leben drangeben“ als von einer ihm notwendig scheinenden Anordnung abgehen²⁸⁶. Vor allem, wo es um die Unantastbarkeit der regulären Observanz ging, fand er scharfe Worte. In einem Verfahren gegen zwei Patres, die ihm und der Kongregation durch ihr Verhalten große Schwierigkeiten bereiteten, schrieb er:

²⁸⁵ Bruchmann an Smetana, 25. November 1860, AGHR, Prov. Gem. Sup., Bestand „Höhere Leitung“ I, 1. – Vgl. P. Anton Schöfl an Bruchmann, 28. Februar 1851, Provinzarchiv Gars, Personalakt Johann Schöfl (in der Kongregation habe sich der Grundsatz durchgesetzt, dass alles von den „willkürlichen Anordnungen der Obern“ abhängt, nach dem Motto: „*La congregation, c'est moi*“.); „Man hat mir [...] und in manchen Dingen mit Recht Absolutismus, Unbeugsamkeit und Überschätzung des eigenen Urtheils vorgeworfen“. Smetana an Johann Bapt. Schöfl, 25. März 1861, AGHR, Prov. Gem. Sup., Bestand Höhere Leitung, I, 1.

²⁸⁶ Smetana an Mauron, 13. August 1851. AGHR 30040001,0090, zit. DILGSKRON, *Smetana*, 185.

„Diese Verräther werden mir wohl viel Arbeit, Kränkung und Verdruß bereiten, aber in der Sache selbst fürchte ich nichts, nicht nur, weil die Gerechtigkeit meines Verfahrens evident ist und ich die Beweise in Händen habe, sondern auch weil ich mir bewußt bin, meine Pflicht erfüllt zu haben [...]“²⁸⁷.

In seinem Bemühen um die rechte Ordnung in der Kongregation kannte Smetana keine Ausnahmen. Auch angesehenen Patres konnte er mit Schärfe gegenüberreten. So wollte er es nicht dulden, dass P. Dechamps die Stelle eines Beichtvaters im belgischen Königshaus angenommen hatte, da dies dem Geiste der Gemeinschaft zuwider sei²⁸⁸.

Smetana war kein Exzentriker oder Fanatiker. Er geißelte es zum Beispiel als „einen unbegreiflichen Mangel an Klugheit, Takt und Überlegung“, als der gefeierte Missionar Johann Ambros Zobel²⁸⁹ sich in verletzender Weise in einer Predigt über die Beziehung Martin Luthers zu Katharina von Bora äußerte²⁹⁰. Er hatte in der Armutsfrage ein ausgewogenes Urteil zwischen den beiden extremen Ansichten. Aber er ließ neben seinem Urteil nur ungern andere Meinungen gelten. Eine gemeinsame Urteilsfindung im Gespräch mit anderen lag ihm nicht. Das aber wurde zur Ursache von Zwistigkeiten und Zerwürfnissen.

b.- die Residenzfrage

Die erste Frage, die auf den neuen Generalvikar zukam, war die nach seiner Residenz. Seit der Amtsübernahme Passerats hatte sich die transalpine Kongregation nach Westen bis hin über den Ozean ausgedehnt. Wien, der bisherige Sitz des Gene-

²⁸⁷ Smetana an Mauron, 4. April 1852, zit. *ebd.*, 187.

²⁸⁸ Vgl. *ebd.*, 189 f.

²⁸⁹ Johann Ambros Zobel (1815-1893), Tiroler, 1837 Redemptorist, 1843 Priester, zunächst Dozent (Lektor), dann Volksmissionar, gehörte später der Niederdeutschen Provinz an. Zobel, den man den „deutschen Lacordaire“ nannte, war einer der größten Kanzelredner seiner Zeit. Freilich mit seiner „üppigen Sprache“, seiner „reichen Gestik“, seiner „gewaltigen Phantasie“, die nicht immer mit Klugheit gepaart waren, schien er der lebendige Gegenpol zu Smetana. P. ZENDER, *Johann Ambros Zobel*, Dülmen 1894.

²⁹⁰ DILGSKRON, *Smetana*, 191.

ralvikars lag von den meisten Niederlassungen weit entfernt. Zudem war das Kloster aufgehoben und kam als Residenz Smetanas jedenfalls vorerst nicht in Frage, auch wenn die österreichischen Patres dies wünschten²⁹¹. In Belgien war man der Ansicht, „daß der Generalvikar nirgendwo besser wäre wie da“ und viele belgische Patres wünschten darum Lüttich als seinen Sitz²⁹².

Der Gedanke, das Generalvikariat in Rom zu errichten, war zwar schon oft erwogen worden²⁹³, nun aber von den wenigsten Transalpinen erwünscht, denn zum einen war Rom vom Gebiet der Transalpinen zu weit entfernt, zum andern hieß es jetzt, Rom sei

„la ville des intrigues cléricales, la ville d'autant d'oracles qu'il y a de chapeaux rouges, la ville des dignités ecclésiastiques et des vaines espérances que nourrit l'ambition des sujets relâchés“²⁹⁴.

Freilich einen Vorteil bot Rom: es lag außerhalb der Provinzen und der Jurisdiktionsbereiche der Provinziale und schloss die Gefahr aus, dass der Generalvikar sich mit einer Provinz identifizierte oder dazu gezwungen wurde.

Smetana kannte aus seiner Wiener Zeit sehr wohl diese Gefahr und war klug genug, ihr richtig zu begegnen. Nachdem er zunächst erwogen hatte, abwechselnd in einer der Provinzen zu residieren²⁹⁵, ging er schon bald auf einen früheren Vorschlag Heiligs und des Schweizer Provinzials Ottmann ein²⁹⁶, die einen

²⁹¹ Hugues an Bruchmann, 2. März 1849. AGHR Fds Bruchmann, Nr. 46; Vgl. DILGSKRON, *Smetana*, 163 f.

²⁹² So insbesondere die Patres Heilig und Berset; vgl. Heilig an Bruchmann, 21. Juni 1850. AGHR Fds Bruchmann, Nr. 119; Ottmann an Bruchmann, 1. Juli 1850. *Ebd.*, Nr. 124; Heilig an Berset, 24. Mai 1850. AGHR 07 XII 3296/47a, zit. DILGSKRON, *Smetana*, 164; BECQUÉ, *Dechamps* I, 182 f.

²⁹³ So von P. Held öfters während der Verhandlungen der Jahre 1848/50; DILGSKRON, *Held*, 248 f.; HUGUES, *Beiträge* (wie Anm. 253), Kapitel 9.

²⁹⁴ Ottmann an Bruchmann, 1. Juli 1850. AGHR Fds Bruchmann, Nr. 124.

²⁹⁵ „Mich freut der Gedanke des Hochw. P. GV. abwechselnd in den Provinzen vorläufig zu residieren [...]“. Ottmann an Bruchmann, 23. Juli 1850. AGHR Fds Bruchmann, Nr. 130.

²⁹⁶ Heilig an Bruchmann, 21. Juni 1850. *Ebd.*, Nr. 119; Ottmann an

Sitz des Vikars im Rheinland und zwar in Koblenz als die günstigste Lösung betrachteten, da dieses Gebiet zum Einzugsbereich sowohl der „deutschen“ als auch der elsässischen und der belgischen Provinz gehörte und zudem zwischen den Zentren der drei Provinzen lag. So stand bereits am 4. August 1850 fest, dass Smetana das kleine Kloster in Koblenz zu seiner Residenz wählen würde²⁹⁷.

c.- Das Reformkapitel vom Oktober 1850

Smetana hatte die Residenzfrage zur allgemeinen Zufriedenheit gelöst. Nicht ganz so glücklich verliefen seine weiteren Unternehmungen. Allerdings konnte er gleich zu Beginn seiner Amtstätigkeit einen bedeutenden Erfolg erzielen. Anlässlich der üblichen Triennialversammlung der transalpinen Obern, die im Oktober 1850 im elsässischen Bischenberg stattfand, konnte Smetana verschiedene, für die Kongregation wichtige Fragen in seinem Sinne klären. Er hatte nämlich erkannt, wie wichtig es war, die Armutsfrage und die Frage der Regierungsform zu einem wenigstens provisorischen und – unabhängig von allen Theorien – für die Praxis gültigen Abschluss zu bringen, handelte es sich doch um Lebensfragen der Kongregation. Anwesend waren die Provinziale Bruchmann (Deutschland-Österreich), Ottmann (Frankreich-Schweiz), Heilig (Belgien), der neu ernannte erste nordamerikanische Provinzial Bernard Hafkenschied²⁹⁸, der Obere der

Bruchmann, 1. Juli 1850. *Ebd.*, Nr. 124.

²⁹⁷ In diesem Sinne äußerte sich Smetana am 4. August 1850 in Altötting gegenüber den drei transalpinen Generalkonsultoren. HUGUES, *Beiträge* (wie Anm. 253), Kap. 10; DILGSKRON, *Smetana*, 164; BECQUÉ, *Dechamps* I, 183.

²⁹⁸ Bernard Hafkenschied (1807-1865), geb. in Amsterdam, 1832 Priesterweihe (in Rom), 1833 Profess in Wien-Weinhaus, dann in Belgien, 1849 Vizeprovinzial in Nordamerika, 1850-1854 erster amerikanischer Provinzial, gest. in Wittem 1865. Hafkenschied war ein Mann von klarem Verstand und von Tatkraft. 1853 stand er auf der Seite von Dechamps. Pieter CLAESSENS, *Vie du Père Bernard, Prêtre-Missionnaire de la Congrégation du T.-S. Rédempteur ou l'apostolat d'un Rédemptoriste*, Tournai 1873; englisch: *The Life of Father Bernard*, New York 1884; G. SCHEPERS, *Der hochwürdige Pater Bernhard Hafkenschied*, Regensburg 1884; M. J. H. LANS, *Het Leven van Pater Bernard*, Amsterdam 1905; CURLEY, *The Provincial Story* (wie Anm. 121), 105-121; DE MEULEMEESTER, *Bibliographie* II, 175; III, 314; *SHCSR* 5 (1957) 168.

englischen Niederlassungen Held, sowie die von Smetana für Belgien und die Schweiz vorgesehenen künftigen Provinziale Dechamps und Mauron²⁹⁹, die dem Generalvikar geistig näher standen als die alten, dazu die drei Konsultoren Smetanas: Kosmaček, Reyners³⁰⁰ und Fey.

Dieses „Generalkapitel“ der Transalpinen ging mit seltener Einmütigkeit auf alle Vorschläge Smetanas ein. Hinsichtlich der Regierungsform wurde einstimmig beschlossen, das Generalvikariat auf alle Fälle so lange zu erhalten, bis der Sitz des Generalobern nach Rom verlegt würde und die neapolitanischen Patres ihre „laxe“ Armutspraxis aufgegeben hätten. Dem Generalvikar wurde mit geringen Ausnahmen volle Unabhängigkeit von dem neapolitanischen Generalobern zuerkannt. Auch der von Smetana propagierten gemäßigten Auffassung über die Praxis des Armutsgelübdes stimmten alle Anwesenden zu³⁰¹. Für Smetana war es ein besonderer Erfolg, dass auch sein Gegenspieler P. von Held, unbeschadet der Meinungsverschiedenheiten in der Theorie, für die praktische Handhabung dem Beschluss zustimmte³⁰².

Auch der Ernennung der neuen Provinziale stand in der Versammlung nichts im Wege. Durch ein Zirkulare vom 13. November 1850 gab Smetana die Grundsätze bekannt, die fortan provisorisch die Übung der Armut regeln sollten³⁰³. Smetana hatte sich auf der ganzen Linie durchgesetzt. Eine gedeihliche

²⁹⁹ Nikolaus Mauron (1818-1893), aus St. Silvester (Schweiz, Kt. Fribourg), Profess 1837, Priester 1841, anschließend Lektor im Studentat, 1851-1855 Provinzial der gallo-helvetischen Provinz, 1855-1893 Generaloberer der Redemptoristen, gest. in Rom. Joseph Alois KREBS, *Lebensgeschichte des hochwürdigsten P. Nikolaus Mauron, General-Obern der Kongregation des allerheiligsten Erlösers*, Dülmen i. W. 1905.

³⁰⁰ Paul Reyners (1812-1887), geb. in Tongeren, Profess 1839, Priester 1843, 1846-1848 Superior in Brügge, dann bis 1852 Novizenmeister in Sint-Truiden, 1853 Vize-Rektor in Clapham, 1856-1863 Superior, dann Rektor in Boulogne-sur-mer, 1863 Minister in Tournai, gest. ebd. 1887. – Reyners war zum 1. Juli 1850 zum Konsultor Passerats ernannt worden, verzichtete jedoch zum Dezember des gleichen Jahres auf sein Amt. *Catalogi CSSR; Generalkatalog Rom XIII n° 276; DILGSKRON, Smetana*, 106.

³⁰¹ DILGSKRON, *Smetana*, 164-172; BECQUÉ, *Dechamps I*, 181-184.

³⁰² DILGSKRON, *Smetana*, 186.

³⁰³ *Ebd.*, 172.

Weiterentwicklung der transalpinen Kongregation schien gesichert. Allein schon bald sollten unerwartete neue Schwierigkeiten auftreten, die alles Erreichte in Frage stellten. Zunächst allerdings konnte sich der Generalvikar anderen wichtigen Fragen zuwenden.

d.- *Wiederherstellung der Österreichischen Provinz – Visitationsreisen*

Kaum von Bischenberg zurückgekehrt, begab sich Smetana nach Altötting und von da nach Österreich, um in den dortigen aufgelösten Klöstern, soweit sie weiterhin den Redemptoristen gehörten, das durch die Revolution von 1848 unterbrochene gemeinschaftliche Leben wiederherzustellen. Dies gelang ihm weitgehend, wenngleich es manche Kongregierte vorzogen, nicht mehr in den Schoß der Kongregation zurückzukehren. Am 18. Juni 1851 bezog der Generalvikar seine Residenz in Koblenz. Doch schon bald sehen wir ihn wieder auf Reisen, diesmal nach Holland, England und Belgien. Seine Sorge galt dem Ausbau der Kongregation in diesen Ländern. Dort, wie auch im Norden Deutschlands konnte er neue Klöster in die Gemeinschaft eingliedern³⁰⁴.

1852 richtete sich sein Blick wieder nach Österreich. Seine Bemühungen um die Wiedenzulassung der Kongregation hatten Erfolg. Schon am 23. Juni 1852 gab Kaiser Franz Joseph seine Zustimmung³⁰⁵. Im Juli reiste Smetana erneut in sein Heimatland, um die Anerkennung der einzelnen Niederlassungen zu betreiben. Nachdem alles zu seiner Zufriedenheit gediehen war, kehrte er im September über Altötting nach Koblenz zurück. Schon einen Monat später befand er sich auf einer Visitationsreise, die ihn in die neu errichteten Gründungen in Trier und Luxemburg und nach Frankreich führte³⁰⁶. Den Winter verbrachte er krank in Koblenz.

Im März 1853 führte ihn sein Weg noch einmal nach Österreich. In Altötting machte er an Ostern Rast. Dort besuchte

³⁰⁴ DILGSKRON, *Smetana*, 173-178.

³⁰⁵ Vgl. Eduard HOSP, *Akten aus dem Österreichischen Staatsarchiv* (wie Anm. 211), 285

³⁰⁶ DILGSKRON, *Smetana*, 178-180; *SHCSR* 7 (1959) 274-285.

ihn die Witwe seines Freundes Jarcke, der er mit Rat und Tat zur Seite stand³⁰⁷. Über einen Monat weilte der Generalvikar dann in den Klöstern in Modena, die der „deutschen“ Provinz zugeschrieben worden waren. Mitte Mai war er in Wien und erreichte durch die Mitwirkung des neuen Wiener Erzbischofs und Hofbauerschülers Othmar von Rauscher die Wiedererrichtung des Wiener Klosters Maria am Gestade³⁰⁸. Die österreichischen Häuser waren jetzt wiederhergestellt und Smetana konnte ihnen 1854 in der Person des P. Adam Mangold einen eigenen Provinzial geben³⁰⁹. Inzwischen waren jedoch andere Ereignisse zu einem gewissen Abschluss gekommen, die der lebhaften Sorge Smetanas für den Aufbau der Kongregation ein Ende bereiteten und den letzten beiden Jahren seines Vikariats ein ganz anderes Gepräge verliehen.

e.- Innere Schwierigkeiten

Durch die Beschlüsse im Kloster Bischenberg zu Beginn seiner Amtszeit hatte Smetana versucht, eventuellen Schwierigkeiten von vorne herein die Spitze zu brechen. In der Tat hatten dann auch alle Provinzen sein Zirkulare über die Armutsfrage gebilligt. Doch die glückliche Lage dauerte nicht lange. Je länger, desto mehr machte P. Pilat seinem Unwillen über das Zirkulare Smetanas bei den belgischen Patres Luft. Ihm erschien die getroffene Regelung als ein gefährlicher Angriff auf die Observanz und so suchte er mit allen Mitteln, der strengeren Armutsauffassung auch in der Praxis Geltung zu verschaffen. Trotz Ab ratens seines Provinzials P. Dechamps wandte er sich sogar in einer Klageschrift an den Heiligen Stuhl. Dieser wies die Schrift zurück³¹⁰.

³⁰⁷ DILGSKRON, *Smetana*, 180-182.

³⁰⁸ DILGSKRON, *Smetana*, 182 f.; HOSP, *Akten aus dem Österreichischen Staatsarchiv* (wie Anm. 211), 289-294.

³⁰⁹ WEISS, *Einhundertfünfzig Jahre* (wie Anm. 258), 395-397.

³¹⁰ Vgl. Dechamps an Held, 25. März 1851 Archiv CSSR Flandrica, Fotokopie AGHR 30060001, 851062 = Hd 726; Smetana an Held, Original Arch. CSsR Köln; Fotokopie AGHR 30060001, 851064 = Hd 727; Held an Dechamps, Ende April 1851, handschr. Kopie, früher AGHR XV A 15, jetzt 07 XV 3716/6 = Hd 728; Smetana an Held, Original Arch. CSsR Köln; Fotokopie AGHR 30060001,

Smetana selbst blieb auch nicht untätig. Für den internen Gebrauch der Kongregierten verfasste eine Schrift, in der er die Anklagen Pilats zurückwies³¹¹. Dies hätte ihm genügen können. Doch er wollte mehr. Ihm ging es um nichts weniger als um eine Approbation seinen Zirkulares durch die Religiosenkongregation. Damit, so glaubte er, würde er alle ferneren Einwände abwehren können³¹². Zur Erledigung der Angelegenheit sandte er P. Dechamps nach Rom, wo dieser zusammen mit P. Queloz³¹³ mit der Religiosenkongregation verhandelte. Zur größten Überraschung Smetanas kam jedoch keine eindeutige römische Entscheidung zu seinen Gunsten zustande.

Der römische Entscheid vom 8. Juli 1852 war eine schwere Enttäuschung für Smetana³¹⁴. Er blieb nicht die einzige. Denn nun erwachsen dem Generalvikar im Innern der transalpinen Kongregation zwei mächtige Gegner: P. von Held und P. Dechamps. Bis ins Jahr 1852 hatte zwischen den alten Rivalen und Gegenspielern Smetana und Held nach außen hin das schönste Einvernehmen geherrscht. Allerdings fügte sich Held kaum mit Überzeugung, sondern aus asketischen Motiven. Verschiedene Vorkommnisse, an denen auch Smetana Schuld trug, hatten ihn in der Zwischenzeit verbittert³¹⁵ und der Umschwung von der gekünstelten Harmonie zur offenen Uneinigkeit war nur eine Frage der Zeit.

851090 = Hd 730; Ders. am dens., *ebd.* AGHR 30060001, 851098 = Hd 734. – Vgl. DILGSKRON, *Smetana*, 198.

³¹¹ Rudolf VON SMETANA, *Propositiones ad refutandas accusationes et assertiones Patris Johannis P.*, Koblenz 1851.

³¹² Dies umso mehr, als Pilat auch weiterhin auf seiner Ansicht beharrte und entschlossen war, die Sache bis aufs Äußerste zu treiben: [...] qu'il veut la pousser jusqu'au bout [...]. Lelouchier an Bruchmann, 4. Mai 1851, Provinzarchiv Gars, Generalvikariat.

³¹³ P. Brice Queloz (1802-1882), ein Schweizer, war unter Smetana Sozjus des Generalprokurators, seit 1853 Generalprokurator der Transalpinen in Rom, unter Mauron Generalprokurator bis zu seinem Tode. Vgl. *SHCSR* 2 (1954) 268.

³¹⁴ *Acta integra*, 633, Anm. 2; HUGUES, *Beiträge* (wie Anm. 253), Kap. 11; DILGSKRON, *Smetana*, 199-201.

³¹⁵ Vgl. DILGSKRON, *Held*, 264-273.

f.- Erneut die Residenzfrage: Dechamps und Held gegen Smetana

Am 17. Juni berief Smetana Held nach Koblenz, um mit ihm und dem inzwischen aus Rom zurückgekehrten Dechamps die Lage nach der römischen Entscheidung zu beraten. Held traf in Dechamps auf einen Mann, der in einer ähnlichen Stimmung war wie er selbst. Als Anhänger Smetanas war Dechamps nach Rom gegangen, als sein Gegner kehrte er zurück. In der Armutsfrage stand er zwar (noch) auf der Seite Smetanas, aber, was den Fortbestand des transalpinen Generalvikariats betraf, hatte er seine Ansicht geändert. Er war zu der Überzeugung gekommen, wenn schon nicht gleich eine Einigung der beiden Teile der Kongregation zustande kommen könne, so müsse doch, um die Kongregation zu retten, das Generalvikariat nach Rom verlegt werden. In diesem Sinne hatte er von Rom aus an Smetana geschrieben und auch schon die ersten Schritte zu einer römischen Gründung unternommen³¹⁶.

Smetana wollte davon nichts wissen, angeblich weil die politische Lage dies nicht gestatte, vielleicht aber auch auf Druck P. Bruchmanns, des „einflussreichsten Provinzials“, der den Generalvikar am liebsten, wenn schon nicht in Altötting, so doch wieder in Wien gesehen hätte. Dass auch die „Höhere Leitung“ im Spiel war, ist wahrscheinlich. Dechamps glaubte in der Absage Smetanas dessen Willen zu einer Verewigung des Generalvikariats zu erkennen. Held, der, wenn nicht schon früher, so bei dem Treffen in Koblenz davon hörte, glaubte gar, die Österreicher und Deutschen unter Führung Smetanas würden eine Trennung von den übrigen Provinzen der Einigung vorziehen. Leider verstand es Smetana bei der folgenden Beratung nicht, die Vorurteile von Held und Dechamps zu zerstreuen. Als Grund für seine Ablehnung führte er den Mangel finanzieller Mittel zum Kauf eines Hauses in Rom ins Feld³¹⁷.

Held und Dechamps waren tief verstimmt. Sie waren es noch mehr, als Smetana wenig später erneut auf seiner Ansicht

³¹⁶ DILGSKRON, *Smetana*, 202-206; BECQUÉ, *Dechamps* I, 186-189.

³¹⁷ *Ebd.*, 188.

beharrte, obwohl sie in der Zwischenzeit in P. Edward Douglas³¹⁸, einem vor kurzem in die Kongregation eingetretenen englischen Adligen, einen Mann gefunden hatten, der die nötigen Geldmittel beisteuern konnte. Im Gespräch waren die zum Verkauf stehenden römischen Konvente *S. Maria in Trivio* und *S. Maria della Umiltà*. Jetzt wandte sich Dechamps nach Rom, wo er viele Freunde besaß. Der erwartete römische Druck auf Smetana blieb nicht aus. Er war nun grundsätzlich zur Verlegung seiner Residenz bereit. Der geplante Kauf misslang jedoch³¹⁹.

In der Zwischenzeit waren weitere Verstimmungen zwischen Smetana und Dechamps eingetreten. Dieser wandte sich erneut nach Rom und schlug eine radikale Änderung der Regierungsform der Kongregation vor. Vor allem sollte das Generalvikariat zu bestehen aufhören. Dies vertrat er auch in einem Memorandum, dass er an die Teilnehmer der Bischofberger Versammlung sandte. Smetana warf er in diesem Memorandum vor, er halte hartnäckig am Generalvikariat fest, unterbinde den Einfluss des Generalobern, gefährde die reguläre Armut und sei nicht frei von nationaler Befangenheit. Die Empfänger wurden zu Schritten in Rom aufgefordert.

Smetana, der das Schreiben als letzter erhielt, war bei seinem empfindlichen Charakter tief getroffen. Er war es noch mehr, als er erfuhr, Dechamps habe ohne sein Wissen Held nach Rom gesandt, wo dieser ein Haus kaufen sollte. Das Ergebnis der recht eigenmächtigen Aktionen des belgischen Provinzials war ein kaum zu heilender Bruch in der transalpinen Kongregation. Während sich die „deutschen“ und „französischen“ Provinziale Bruchmann und Mauron auf die Seite Smetanas stellten, fanden die Belgier um Dechamps und Held volle Zustimmung bei dem

³¹⁸ Sir Edward Douglas (1819-1898), geb. in Edinburgh, Konversion zum Katholizismus 1842, Priesterweihe in Forlì 1848, Profess in Sint-Truiden 1849, 1854-1862 Provinzial der Römischen Provinz, 1855-1894 Generalkonsultor, 1862-1898 Rektor im Generalatshaus St. Alfonsus (Villa Caserta). Friedrich KUNTZ, *De Vita Eduardi Douglas, Presbyteri Congregationis SS. Redemptoris*, Romae 1909; SHCSR 2 (1954) 248; SHCSR 5 (1957) 159; SHCSR 29 (1981) 291-322.

³¹⁹ DILGSKRON, *Smetana*, 205-210; Friedrich KUNTZ, *De Vita Eduardi Douglas* (wie Anm. 318), 57-62.

amerikanischen Provinzial Hafkenscheid.

Smetana wandte sich nun ebenfalls nach Rom, um gegen das Vorgehen der Belgier zu protestieren³²⁰. An Provinzial Mauron aber schrieb er tief bekümmert:

„Die Congregation hat sich nie in einer größeren Krise befunden. Entweder löst sich alles auf oder der Ausgang ist, daß wir endlich einmal eine feste Regierung bekommen“³²¹.

g.- Die Teilung der Kongregation 1853

Zur gleichen Zeit, da sich die Transalpinen in zwei Lager spalteten, vollzog sich in der neapolitanischen Mutterkongregation ein ähnlicher Vorgang, der im übrigen zeigt, wie recht Smetana hatte, wenn er wenig von einer vollen Vereinigung hielt. In Neapel war nämlich der vom Heiligen Stuhl zum General ernannte P. Trapanese bei einem Großteil der Patres auf Ablehnung gestoßen. Sie erhielten dabei die Unterstützung des Königs, der sich auch gegen die vom Heiligen Stuhl gewünschte Verlegung des Generalats von Pagani nach Rom aussprach, da er die von den Gegnern Trapaneses gebilligte Unterordnung der Patres unter das staatskirchliche System gefährdet sah. Im Verlaufe der Auseinandersetzungen, bei denen Trapanese übel mitgespielt wurde, begab sich dieser schließlich nach Rom und schlug hier faktisch seine Residenz auf. Inzwischen wurden die Gegner Trapaneses im Rom vorstellig und klagten über die angebliche „Tyrannei“ des Generalobern³²². Dem Sekretär Trapaneses schien es nun notwendig, die Transalpinen für die Sache des rechtmäßigen Generals einzuschalten. Er wandte sich deswegen an Smetana und bat diesen, nach Rom zu kommen. Sme-

³²⁰ DILGSKRON, *Smetana*, 206-215; BECQUÉ, *Dechamps* I, 190-212.

³²¹ Smetana an Mauron, 23. Mai 1853. AGHR Fds 07 XV 3806, DILGSKRON, *Smetana*, 215; Vom gleichen Tage datiert ein Brief des Konsultors Smetanas Heilig an Bruchmann. Darin werden Dechamps und seine Anhänger als „Rebellen“ bezeichnet. Wenig schmeichelhaft ist die Charakteristik Dechamps' durch Heilig, der ihn „gewissenlos“ nennt und der „Rechthaberei“ und einer „knabenhaften Eitelkeit“ beschuldigt. Heilig an Bruchmann, 23. Mai 1853. AGHR Fds Bruchmann, Nr. 150.

³²² DE MEULEMEESTER, *Histoire*, 154; DILGSKRON, *Smetana*, 196-198, 215-221.

tana schickte ihm sogleich eine Erklärung, in der er ihm seine volle Unterstützung zusagte. Im Juli 1853 erschien er selbst in Rom. In der Zwischenzeit hatte Trapanese jedoch die Genugtuung erfahren, dass der Heilige Stuhl alle Anklagen seiner Gegner als unbegründet zurückgewiesen hatte. Allerdings hatte der Papst erkennen müssen, dass es praktisch unmöglich war, die Anerkennung Trapaneses bei den Neapolitanern durchzusetzen und die neapolitanischen Redemptoristen aus ihrer Abhängigkeit vom König zu lösen³²³.

Als nun Smetana seine erste Audienz bei Pius IX. hatte, eröffnete ihm dieser einen Plan, der ganz neue Grundlagen für die Ordensregierung legte. Wenn der König nicht doch noch in eine Verlegung des Generalats nach Rom einwillige, erklärte der Papst, werde er die Kongregation teilen. Für die Transalpinen solle ein eigener General gewählt werden, der seinen Sitz in Rom nehmen solle. Bis zur Wahl des Generalobern solle der Generalvikar in Rom residieren³²⁴. Am 6. September 1853 folgte dann tatsächlich die Teilung der Kongregation durch päpstliches Dekret³²⁵. Um jedoch eine Dreiteilung zu vermeiden, wurden wenig später auch die Klöster im Kirchenstaat den Transalpinen zugeschlagen und bildeten seit August 1854 die „Römische Provinz“³²⁶.

Mit dem päpstlichen Dekret schienen die Gegensätze zwischen Smetana und Dechamps ausgeräumt. Allein dieser war in der Zwischenzeit in Unkenntnis der Sachlage nicht untätig geblieben. Nicht nur, dass er sein bekanntes Memorandum, mit Ergänzungen versehen, auch an den Heiligen Stuhl sandte, er ließ sich durch Vermittlung eines Prälaten vom Papst – der das Schriftstück nicht gelesen hatte und von dem Gegensatz Smetana-Dechamps nichts wusste – nach Rom rufen, wo er dem provisorischen Zustand der Kongregation ein Ende bereiten wollte. Von Trapanese, zu dem er sich zuerst begab, erfuhr er von dem Septemberdekret. Auch musste ihm Trapanese mitteilen, dass er nicht mehr kompetent sei, vielmehr Smetana. Es blieb ihm nichts

³²³ *Ebd.*, 221-224; DE MEULEMEESTER, *Histoire*, 155.

³²⁴ DILGSKRON, *Smetana*, 224 f.

³²⁵ *Acta integra*, 303 f.

³²⁶ DE MEULEMEESTER, *Histoire*, 162 f.

anderes übrig als den Generalvikar aufzusuchen, der ihn mit eisiger Kälte empfing und für sein eigenmächtiges Vorgehen zur Rechenschaft ziehen wollte. Dechamps jedoch konnte sich auf den Wunsch des Papstes berufen. In der Folgezeit entschuldigte sich Dechamps bei Smetana³²⁷. Da durch ein weiteres römisches Dekret vom 8. Oktober 1853 ausdrücklich festgesetzt wurde, dass der zukünftige Generalobere seinen Sitz in Rom nehmen solle, wohin auch das Generalkapitel zu berufen sei³²⁸, konnte er voll auf zufrieden sein. Doch die Gegensätze waren noch immer nicht behoben.

f.- Smetana in Rom – Vorbereitung auf das Generalkapitel

Durch die römische Entscheidung war das Ende des transalpinen Vikariats nahe gerückt. Es galt nun für Smetana, die Vorbereitungen für das Generalkapitel zu treffen. Unterdessen dauerten die Richtungs- und Machtkämpfe in der transalpinen Kongregation an.

Nach dem üblichen dreijährigen Turnus waren 1853 die Amtszeiten der Provinziale abgelaufen. Die Neuernennungen hatte der Generalvikar vorzunehmen. Ihnen kam insofern große Bedeutung zu, als die Provinziale bei dem kommenden Generalkapitel nach den Satzungen der Kongregation als geborene Teilnehmer Sitz und Stimme hatten. Smetana hatte es also *de facto* in der Hand, einen Teil seiner etwaigen künftigen Wähler selbst zu bestimmen. Kein Wunder, dass Dechamps dem Generalvikar das Recht absprach, die Ernennungen vorzunehmen. Nach seiner Ansicht stand es Smetana nach den römischen Entscheidungen nicht mehr zu, neue Obern zu ernennen. Sein Vorstoß in Rom war jedoch ohne Erfolg.

Mit ausdrücklicher Gutheißung des Heiligen Stuhles konnte Smetana an die Ernennung der Provinziale gehen³²⁹. Von den bisherigen Provinzialen blieb nur der „getreue Mauron“ im Amt. Provinzial in Amerika wurde der aus Bayern stammende Georg

³²⁷ DILGSKRON, *Smetana*, 229-235; BECQUÉ, *Dechamps* I, 212-234.

³²⁸ *Acta integra*, 304 f.

³²⁹ DILGSKRON, *Smetana*, 238.

Ruland³³⁰, der in Altötting in den Orden eingetreten war. Im Belgien wurde Dechamps durch den gemäßigeren Verheyen³³¹ abgelöst. Eine eigene holländische-englische Provinz mit den Klöstern in England und Irland wurde von den Belgiern abgetrennt. Zum ersten holländischen Provinzial wurde P. Johann Baptist Swinkels³³² ernannt. P. von Held, der alte Gegner Smetanas, wurde aus England nach Holland zurückberufen, um Rektor in Wittem zu werden. Dazu kam am 27. August 1854 die Ernennung des jungen begabten Engländers Eduard Douglas zum ersten Provinzial der Römischen Provinz³³³. Man kann all diese Ernennungen mit guten Gründen dahin interpretieren, dass Smetana – aufgestachelt von der „Höheren Leitung“ – durch die Ausschaltung seiner Gegner und die Ernennung ihm ergebener Provinziale die Weichen für seine Wahl beim künftigen Generalkapitel stellen wollte.

Dechamps war abgesetzt, sein und Helds Einfluss auf Belgien beschränkt. Die Holländer und mit ihnen die Engländer, die mit Held und Belgien unzufrieden waren³³⁴, bildeten eine eigene Provinz. Die Provinziale der römischen und der nordamerikanischen Provinz waren mindestens keine Parteigänger von Held und Dechamps. Eine weitere Kräfteverschiebung zugunsten Smetanas war die Trennung der österreichischen von der deutschen Provinz. Provinzial in Österreich wurde P. Mangold, ein Anhän-

³³⁰ Georg Ruland (1817-1885), geb. auf dem Eggelhof bei Achsheim (Landkreis Augsburg), Studium der Theologie in München (u. a. bei Döllinger und Windischmann), Priester 1840, Profess 1847 in Altötting, seit 1848 in USA, 1854-1859 Provinzial der Nordamerikanischen Provinz. Chronik des Klosters Altötting II, 142, Provinzarchiv Gars; Verzeichnis der neu eingetretenen Mitglieder, ebd.; CURLEY, *The Provincial Story* (wie Anm. 121), 122-133.

³³¹ Franz Verheyen [Verheijen] (1813-1876), aus Amsterdam, 1838 Priester, 1843 Profess, 1851-1854 Konsultor des Provinzials Dechamps, 1854-1855 belgischer Provinzial, 1855-1876 Generalkonsultor (Admonitor) des Generals P. Mauron 1855-1876. *Catalogi CSSR*; *SHCSR* 2 (1954) 61 f., 278.

³³² Johann Baptist Swinkels (1810-1875), geb. in Woensel (Holland), 1834 Priester, 1845 Profess, Superior in Brügge und Amsterdam, 1854-1864 Provinzial der holländischen Provinz, 1865 Apost. Vicar von Surinam und Titularbischof von Amorio, gest. am 11.IX.1865 in Paramaribo (Surinam). *SHCSR* 5 (1957) 208; *SHCSR* 10 (1962) 404; *SHCSR* 21 (1973) 171, 332.

³³³ KUNTZ, *De Vita Eduardi Douglas* (wie Anm. 118), 92 f.

³³⁴ Vgl. DILGSKRON, *Held*, 250-271.

ger Smetanas. Verwunderlich erscheint auf den ersten Blick, dass die graue Eminenz im Hintergrund, der mächtige Bruchmann, sein Amt als deutscher Provinzial an P. Vogl übergab und sich auch später nicht zum „Vokal“ (Wahlmann) für das Generalkapitel wählen ließ³³⁵. Der Grund könnte darin liegen, dass er, vor allem in Belgien, wegen seiner Stellung zur „Höheren Leitung“ in Misskredit geraten war und auf seine Anwesenheit in Rom verzichtete, damit die Sache nicht etwa beim Generalkapitel zur Sprache käme und sich zu Ungunsten Smetanas auswirkte.

Im April 1854 reiste Smetana über Altötting und Österreich nach Rom, wo er am 23. Mai 1854 eintraf, um hier seine Residenz aufzuschlagen. P. Douglas hatte sein Vermögen zur Verfügung gestellt und in der Zwischenzeit alles getan, dass man zum Ankauf eines Hauses in Rom schreiten konnte. Die Wahl fiel am 1. Juni 1854 auf die *Villa Caserta*, ein prächtiges Gutshaus mit einem umfangreichen Garten auf dem Esquilin außerhalb des Häusergewühls der Stadt, das der Erbe des Hauses, Michelangelo Caetani, Herzog von Sermoneta, zu verkaufen beabsichtigte. Man wurde bald handelseinig, auch wenn noch einige rechtliche Hürden genommen werden mussten und der Kauf erst im Februar 1855 komplett war. Im März 1855 konnte P. Douglas mit einem Bruder ins Gebäude einziehen, gefolgt von den Konsultoren des Generalvikars und dem Generalvikar selbst, die bis dahin im römischen Kloster Maria in Monterone gewohnt hatten³³⁶.

Smetana wartete nicht lange mit der Einberufung des Generalkapitels. Nachdem die Erwerbung der *Villa Caserta* praktisch feststand, hatte er bereits im August 1854 mit den Vorbereitungen begonnen. In den einzelnen Provinzen wurden entsprechend den Satzungen der Kongregation je zwei Vertreter der Provinz gewählt, die als sogenannte „Vokale“ neben den Provinzialen und den Konsultoren des Generalvikars Sitz und Stimme

³³⁵ Bruchmann hatte gebeten, ihn nicht zu wählen. Zu Wahlmännern der Deutschen Provinz wurden die Patres Haringer und Schöfl gewählt. Diese waren zwar wie Bruchmann und Smetana „Kinder der Mutter“, doch dies in der Kongregation kaum bekannt. Vgl. Provinzchronik Gars (verfasst von Bruchmann) I, Bogen 3, Provinzarchiv Gars.

³³⁶ WALTER, *Villa Caserta* (wie Anm. 128); KUNTZ, *De Vita Eduardi Douglas* (wie Anm. 118), 90 f.

im Kapitel haben sollten³³⁷. Doch verlief die Zeit bis zur Eröffnung des Generalkapitels nicht ohne Bitterkeiten. P. von Held beehrte wieder einmal auf³³⁸. Dann veröffentlichte Smetana eine Verteidigungsschrift seiner Regierung, die, so objektiv und leidenschaftslos sie geschrieben sein mochte, doch die Gemüter seiner Gegner in Belgien mehr erregte als beruhigte³³⁹. Vor allem aber ein Ereignis entzog dem Generalvikar manche Sympathien, namentlich in Belgien und Holland, aber auch bei den rheinischen Häusern, nämlich die von Provinzial Vogl vollzogene und von Smetana gewünschte Auflösung des kleinen Klosters in Koblenz, was die Rheinländer, Belgier und Holländer als ein großes Unglück für die Kongregation betrachteten. Die Erregung über den Vorgang, die von Smetanas Konsultoren Fey und Heilig geteilt wurde, hatte sich auch ein Jahr später nicht gelegt, als das Generalkapitel in Rom tagte³⁴⁰.

8.- Das Generalkapitel von 1855 – Wahl des Generalobers

Smetana berief am 23. Januar 1855 das Generalkapitel für den 26. April nach Rom ein, und zwar in das neu erworbene Generalatshaus, die *Villa Caserta*³⁴¹.

Unterdessen hatten in den Provinzen die Wahlen der Vokale stattgefunden. In Belgien waren die Patres Dechamps und Held gewählt worden³⁴². Aus Holland kamen Hafkenscheid und

³³⁷ DILGSKRON, *Smetana*, 243-247.

³³⁸ Vgl. Copie de la lettre du P. de Held au T. R. P. Provincial [Verheyen], 3. Oktober 1854, abgedruckt in Joseph WUEST, *Annales Congregationis SS. Redemptoris Provinciae Americanae*, III/1, 333 f.; Smetana an Verheyen, Oktober 1854, *ibd.*, 328-333.

³³⁹ *Expositio actorum et factorum* (wie Anm. 68); DILGSKRON, *Smetana*, 238; vgl. zum Folgenden: Held an Isaac Th. Hecker, 14. Oktober 1857, Original Paulist Fathers, New York, Fotografie AGHR 300 7009, 175 = Hd 885.

³⁴⁰ Vgl. Provinzchronik (verf. von Bruchmann) I, Nachtrag zu Bogen 2, Provinzarchiv Gars; Heinrich TRITZ, *Entstehungsgeschichte der Kölner Redemptoristenprovinz 1848-1859*, in *In Benedictione Memoria, Gesammelte Aufsätze zur Hundertjahrfeier der Kölner Provinz der Redemptoristen*, hg. vom Ordensseminar Geistingen, Köln 1959, 146-160.

³⁴¹ *Acta integra*, 310.

³⁴² Beide mit großer Mehrheit. Dechamps erhielt 13 und Held 12 von 16 möglichen Stimmen. Mauron an Bruchmann, 6. Dezember 1854, PAG, Ge-

Konings³⁴³, letzterer ein entschiedener Gegner Smetanas, aus Amerika Müller³⁴⁴ und Czvitkovicz³⁴⁵, auch dieser kaum ein Freund des Generalvikars. Von den „französischen“ (gallohelvetischen) Vokalen Neubert und Zobel war Zobel nicht unbedingt ein Freund Smetanas. Auf Seiten des Vikars waren die Vertreter der deutschen, österreichischen und römischen Provinzen (Schöfl, Haringer; Hayker³⁴⁶, Coudenhove³⁴⁷; Centore³⁴⁸, Carbone³⁴⁹). Die

neralvikariat.

³⁴³ Anton Konings (1821-1884), Profess 1844, Priester 1844, Dozent für Moraltheologie und Kirchenrecht in Wittem und Ilchester (USA), Studentenpräfekt, Rektor in Amsterdam und Wittem, 1864-1868 Provinzial der holländischen Provinz, seit 1870 in den USA. 1884 erschien in New York seine *Theologia moralis S. Alphonsi in compendium redacta*, die weite Verbreitung fand. – Gilbert A. ENDERLE, *The American Moral. Moral Theology of Anthony Konings*, University of Michigan, Ann Arbor, Michigan 1995. DE MEULEMEESTER, *Bibliographie*, II, 227 f.; BECQUÉ, *Dechamps* II, 427.

³⁴⁴ Joseph Müller (1809-1878), Priester 1835, Profess 1843; aus der Diözese Augsburg, Stadtkaplan in Augsburg, gehörte zum ersten amerikanischen Noviziat, u. a. Rektor in New York und Konsultor des Provinzials. CURLEY, *The Provincial Story* (wie Anm. 121), 69, 140.

³⁴⁵ Alexander Czvitkovicz (1806-1883), aus Szombathely (Ungarn), Profess in Wien 1826, Priester 1830, Studentenpräfekt in Sint-Truiden (Belgien) 1835, Superior in Wittem 1836-1839, Ernennung zum Rektor in Wien, doch bald darauf 1840 als Oberer („Visitor“) in die „Amerikanische Mission“ entsandt, welches Amt er bis 1845 innehatte. CURLEY, *The Provincial Story* (wie Anm. 121), 58-82.

³⁴⁶ Franz Xaver Hayker (1802-1885) aus Kornitz (Mähren), nach Philosophiestudien in Brünn 1823 Eintritt bei den Redemptoristen, anschließend Studium der Theologie in Wien, 1827 Priesterweihe, von 1829 bis 1845 Lektor der neutestamentl. Exegese an der Ordenslehranstalt in Mautern (Steiermark), 1834 Promotion zum Dr. theol in Wien, von 1845 bis 1881 Lektor der Pastoraltheologie, 1856 bis 1863 auch der Moraltheologie. MADER (wie Anm. 29), 511-515.

³⁴⁷ Ludwig Graf von Coudenhove, geb. 1819, Priester 1842, Profess 1843, 1845-1853 in Nordamerika (seit 1848 Superior in Philadelphia), 1853-1862 Rektor in Wien, 1855 Vokal beim Generalkapitel, 1862 Rektor in Leoben, im gleichen Jahr Dispens von den Gelübden, war später Kanonikus bei St. Stephan in Wien. Vgl. *SHCSR* 7 (1959) 175 f.

³⁴⁸ Domenico Centore (1779-1864), aus Casanova di Carinola (Caserata), Priester 1803, dann Pfarrer, Profess 1819, Generalprokurator unter Trapanese 1850-1853, votierte bei der Teilung der Kongregation für die römische Provinz. MINERVINO I, 37; II, 30.

³⁴⁹ Carmine Carbone (1808-1883), aus Lapio (Avellino) Profess 1828, Priester 1833; votierte bei der Teilung der Kongregation für die römische Pro-

Provinziale und der Prokurator der Kongregation schienen ebenfalls auf Seiten Smetanas zu stehen. Dagegen war von den vier Konsultoren nur P. Kaltenbach als Anhänger Smetanas anzusehen, zu Kosmaček bestanden alte Gegensätze, und Heilig und Fey waren durch die Koblenzer Angelegenheit verbittert.

a.- Wahlprognosen

Wie es scheint, gingen Smetana und seine Anhänger mit dem festen Willen ins Generalkapitel, die Wahl des Generalvikars zum Generalobern durchzusetzen. Zwar mag es übertrieben sein, wenn Zobel behauptet, Smetana habe über die sichere Wahl bereits so jubiliert, dass er schon vor derselben zum Dank in der *Villa Caserta* eine Zypresse habe pflanzen lassen³⁵⁰. Auch mag es stimmen, dass Smetana persönlich seine Wahl gar nicht ersehnte³⁵¹, doch ist ziemlich sicher, dass er sich unter dem Auftrag der „Höheren Leitung“ verpflichtet fühlte, sie anzustreben, und dass dieser „höhere Auftrag“ auch schon die Ernennungen der Provinziale bestimmt hatte³⁵².

Da sich mit Smetana 27 Kapitulare in Rom befanden³⁵³, für die Wahl aber eine Zweidrittel-Mehrheit notwendig war, musste Smetana 18 Stimmen auf sich vereinen. Aus Notizen des Kapitulars P. Schöfls geht nun hervor, dass die Smetanapartei von vorneherein mit 16 sicheren Stimmen rechnete (ohne Smetanas eigene Stimme, da eine Selbstwahl nicht gestattet war). Es waren dies die Stimmen aller Provinziale, des Generalprokurators, der deutschen, österreichischen und römischen Vokale, des Elsässer Vokals Neubert und des Konsultors Kaltenbach. Als Gegner erscheinen in den Notizen Schöfls, Kosmaček, Held, Dechamps, Hafkenschied und Konings, als zweifelhaft Zobel, Czvitkovicz,

vinz. MINERVINO I, 33; II, 27.

³⁵⁰ Joseph Ambros ZOBEL, *Brevis Capituli anno 1855 Romae celebrati historica expositio*. Manuskript, AGHR, 326.

³⁵¹ Vgl. Smetana an Mauron, 24. Jan. 1855, zit. DILGSKRON, *Smetana*, 259 f.

³⁵² Vgl. Johann Baptist Schwägerl an Smetana, 3. Januar 1861, AGHR Prov. Germ. Sup., Bestand „Höhere Leitung“ III, 1.

³⁵³ Vgl. *Acta integra*, 488-491.

Müller, Heilig und Fey, doch glaubte Schöfl, dass auch Heilig und Fey oder Czvitkovicz eventuell auf Smetana einschwenken würden³⁵⁴.

b.- *Der Verlauf der Wahl – Smetana oder Held?*

Die mit Spannung erwartete Wahl fand am 2. Mai 1855 statt. Im ersten Wahlgang erhielt Smetana statt der erwarteten 16 Stimmen nur 11, Held aber erhielt 10 Stimmen. Die übrigen Stimmen verteilten sich auf Mauron, Trapanese und Kosmaček. Der zweite Wahlgang brachte Smetana 13 Stimmen, Held 11 Stimmen. Daran änderte sich nichts bis zum achten Wahlgang. Der neunte und zehnte Wahlgang aber brachte jedem der beiden Hauptkandidaten 11 Stimmen. Die Wahl hatte sich festgefahren³⁵⁵.

Zweifellos kam das Ergebnis überraschend. Da die Wahl geheim war, ist es nicht möglich, festzustellen, wer von den „sicheren“ Wählern Smetanas diesem seine Stimme verweigerte und woher Held seine 11 Stimmen erhielt. Möglicherweise haben alle von Schöfl als „gegnerisch“ oder „zweifelhaft“ eingeschätzten Kapitulare Held ihre Stimme gegeben. Aber selbst dann wäre Held erst auf neun Stimmen gekommen. Es müssen also von den „sicheren“ Smetana-Wählern zum mindesten zwei seinen Gegenspieler gewählt haben. Denken lässt sich am ehesten an die Provinziale von Holland und Belgien. Von Interesse sind aber auch die fünf Stimmen, die bei dem endgültigen Patt weder auf Smetana noch auf Held fielen. Nun ist bekannt, dass P. Douglas von Anfang an stets Mauron wählte³⁵⁶. Smetana und Held durften sich nicht selbst wählen, haben aber kaum ihre Gegner gewählt. Es fehlen noch zwei Stimmen. Wem gehörten sie? Begründete Vermutungen sprechen dafür, dass es sich um die Stimmen des deutschen Provinzials Vogl und um die des amerikanischen Provinzials Ruland handelte, falls diese nicht sogar für Held stimmten. Überhaupt dürfte es auf Vogl zurückzuführen sein, warum

³⁵⁴ Notizen zum Generalkapitel 1855, Personalakt Johann Bapt. Schöfl, Provinzarchiv Gars.

³⁵⁵ DE MEULEMEESTER, *Histoire*, 162 ff.; DERS., *Held* (wie Anm. 187), 271 f.; DILGSKRON, *Smetana*, 268; DERS., *Held*, 284.

³⁵⁶ KREBS, *Lebensgeschichte des P. Nikolaus Mauron* (wie Anm. 299), 44.

die Wahl so ganz anders ausfiel, als Smetana und seine Anhänger geglaubt hatten. Auf die Gründe und die näheren Umstände ist zurückzukommen.

c.- *Die Wahl von Mauron zum Generalobern*

Nach dem zehnten Wahlgang war klar geworden, dass keiner der beiden Hauptkandidaten die nötige Stimmenzahl erreichen würde. P. von Held erzählte später, man sei an ihn herantreten mit der Bitte, er solle zurückstehen. Er habe dies getan, doch unter der Bedingung, dass auch Smetana zurücktrete, da er zwar gut schreiben könne, aber kein Mann des Handelns, sondern ein österreichischer Bürokrat sei. Er selbst habe sich darauf lachend zurückgezogen, Smetana aber weinend³⁵⁷. Wie immer dem gewesen sein mag, richtig ist, dass Smetana selbst den gallohelvetischen Provinzial P. Mauron als Kompromisskandidaten in Vorschlag brachte³⁵⁸.

Bereits im folgenden Wahlgang erhielt Mauron 22 Stimmen und war damit zum ersten in Rom residierenden Generalobern der Kongregation gewählt³⁵⁹, zur Überraschung der Kongregierten, am meisten jedoch der Anhänger Smetanas, vor allem derer in Bayern, die mit der sicheren Wahl Smetanas gerechnet hatten. P. Schöfl berichtet von der „außerordentlich getrübtten Stimmung“, die nachher in Altötting herrschte³⁶⁰. Smetana selbst aber war im Grunde froh, dass er von den Regierungsaufgaben befreit war. An seine Tochter schrieb er am 7. Mai 1855:

³⁵⁷ DILGSKRON, *Held*, 285.

³⁵⁸ DILGSKRON, *Smetana*, 269. – DE MEULEMEESTER schreibt im Anschluss an ZOBEL, der Vorschlag Maurons sei von Neubert und Dechamps ausgegangen; Smetana dagegen habe Mangold vorgeschlagen. DE MEULEMEESTER, *Held* (wie Anm. 1), 272 f. – Richtig ist, dass Smetana zunächst an Mangold dachte, dessen Kandidatur jedoch fallen ließ, weil er erkannte, dass Mangold abgesehen von anderen Kapitularen sämtliche Italiener gegen sich haben würde. Er sprach sich deshalb offiziell für Mauron aus. Vgl. Mauron an Vogl, 6. Dez. 1854, PAG, Generalvikariat.

³⁵⁹ DILGSKRON, *Smetana*, 269, Vgl. auch DE MEULEMEESTER, *Held* (wie Anm. 1), 274, Anm. 1.

³⁶⁰ Bericht Schöfls, 20. Oktober 1865; Diözesanarchiv München, Akt „Louise Beck“.

„Ich kann Dir vorderhand soviel mittheilen, daß mein sehnlichster Wunsch erfüllt ist und daß ich meines Amtes und damit einer Last enthoben bin, die ich bei meiner schwachen Gesundheit nicht länger mehr hätte tragen können“³⁶¹.

d. - *Die vereitelte Wahl Smetanas und die „Höhere Leitung“ – Die Rolle P. Vogls*

Am 16. Oktober 1860 schrieb einer der Teilnehmer am Kapitel von 1855, P. Johann Baptist Schöfl, an Smetana: „Sie wissen so gut wie ich, daß Sie ohne diese Sache heute in Rom residieren würden“³⁶². Gemeint ist: ohne die sogenannte „Höhere Leitung“. Der Satz Schöfls kann, wie sich aus dem Kontext ergibt, nur so gedeutet werden, dass die Kenntnis von der Verwicklung Smetanas in die Vorgänge um die Altöttinger Seherin Louise Beck einige Kapitulare davon abgehalten hat, Smetana ihre Stimme zu geben.

Doch wir sind nicht nur auf Vermutungen angewiesen. Offensichtlich geschah genau das, was Bruchmann verhindern wollte, als er darauf verzichtete, zum Kapitel nach Rom zu kommen. Beim Kapitel wurde nämlich über die Angelegenheit geredet, und es war ausgerechnet der deutsche Provinzial Franz Vogl, der die Vorgänge zur Sprache brachte. Sicher wissen wir, dass er darüber mit Mauron sprach. Denn Vogl wandte sich nach seiner Rückkehr nach Deutschland an den neu gewählten General mit den Worten: „Im Übrigen habe ich die Sache, von der ich Euer Paternität berichtete, in statu quo gefunden“. Vogl legte Mauron nahe, die „bekannte Clique“ in Altötting von ihren Führungsämtern abzuziehen, denn „für Altötting wäre es mehr als wünschenswerth, ja nothwendig einmal von diesem Weiberregiment befreit zu werden“. Er schlug daher vor, den nordamerikanischen Provinzial Ruland zum bayerischen Provinzial zu ernennen und ihm Konsultoren beizugeben, die die Verhältnisse kennen, jedoch nicht in die Sache involviert seien. Provinzial Vogl teilte dem General außerdem mit, dass Briefe der Kapitulare

³⁶¹ Zit. DILGSKRON, *Smetana*, 269 f.

³⁶² Schöfl an Smetana, 16. Oktober 1860, AGHR, Prov. Germ. Sup., Bestand „Höhere Leitung“ III, 1.

Neubert und Verheyen an ihn geöffnet worden seien. Er beschwor Mauron, sich ja nicht in den ihm „bekannten Kreis hineinziehen“ zu lassen³⁶³.

Angesichts all dieser Umstände ist es äußerst unwahrscheinlich, dass Vogl die Wahl Smetanas, obwohl sie von der „Mutter“ vorausgesagt worden war³⁶⁴, in Rom unterstützt hat. Darüber hinaus dürfte er auch andere Kapitulare, wie den aus Bayern stammenden Ruland sowie Neubert und Verheyen, auf das hinter Smetana stehende „Weiberregiment“ aufmerksam gemacht haben.

Eines allerdings erreichte Vogl nicht: den Einfluss der „Höheren Leitung“ völlig auszuschalten. Ja, dieser gelang es sogar, den Generalobern Mauron wenigstens zeitweilig für sich zu gewinnen³⁶⁵, was umso leichter möglich war, als nach dem Generalkapitel zwei von ihren Anhängern in Rom verblieben, nämlich Smetana und der zum Generalkonsultor gewählte P. Michael Haringer. Vogl jedoch wurde in Bayern alsbald von seinen Ämtern abgelöst und für Jahrzehnte kaltgestellt. Sein hohes Ansehen außerhalb der Kongregation mag es gewesen sein, das ihn vor einer schlimmeren Rache der „Höheren Leitung“ bewahrte³⁶⁶. Doch kehren wir zum Generalkapitel von 1855 zurück.

e.- Anerkennung der Leistungen Smetanas beim Generalkapitel

Mit der Wahl des neuen Generalobern war das Kapitel noch nicht beendet. Es galt, die gesamten Satzungen der Kongregation neu durchzuarbeiten und vor allem die leidige Armutsfrage zu einem befriedigenden Abschluss zu bringen. Die Behandlung dieser Frage brachte Smetana endlich den lange ersehnten Erfolg. Nachdem er in einer „klaren und äußerst gelehrten Auseinandersetzung“³⁶⁷ während zweier Stunden die Gründe für seine

³⁶³ Vogl an Mauron, 6. August 1855, AGHR, Prov. Germ. Sup. I B 1.

³⁶⁴ Bericht Schöfls, 20. Oktober 1865, Diözesanarchiv München, Akt „Louise Beck“.

³⁶⁵ Vgl. WEISS, *Die Redemptoristen in Bayern* (wie Anm. 2), 595, 603, 618-620.

³⁶⁶ Vgl. *ibd.*, 595-598.

³⁶⁷ Johann SCHÖFL, *Brevis relatio actuum Capituli gen. CSSR primi Romae*

Ansicht dargelegt hatte, konnte er auch bisher schwankende Kapitulare für seine Auffassung von der klösterlichen Armut gewinnen. Zwar blieben noch einige Fragen offen, doch stellte sich die überwältigende Mehrheit des Kapitels auf Smetanas Seite. Ein vorläufiges Statut konnte dem Heiligen Stuhl zur Approbation unterbreitet werden³⁶⁸.

Noch größere Genugtuung musste es Smetana bereiten, dass es ihm gelang, sich in Fragen, die seine Regierungsweise betrafen, vollkommen zu rechtfertigen. Er gewann nicht nur alle Kapitulare für sich, P. Dechamps leistete sogar öffentlich Abbitte³⁶⁹. Alle Fragen, die ihn bewegt hatten und ihm die Anfeindung vieler zugezogen hatte, entschied nun das Kapitel in seinem Sinne. Auch beeindruckte nun seine Wesensart die Mitglieder der Versammlung tief. Allerdings erschien er manch einem auch jetzt noch als

„dem objektiven und dem praktischen Leben ganz fremd und dem Umgang selbst mit seinen Mitbrüdern sich misanthropisch entziehend und metaphysisch und ideal erfassend, schwanger mit einer ideellen Congregation, immer schaffend, immer systematisierend, die Menschen nehmend, wie sie sein sollten, nicht wie sie sind, durch ewige Zweifel alles in Frage ziehend [...], gekränkt und gedemütigt durch so viele erlittene Niederlagen, besonders sich notwendig glaubend [...] alles nur scharf beurteilend [...]“³⁷⁰.

Andere jedoch äußerten nach dem Kapitel, sie hätten nie einen Mitbruder „so hoch geschätzt und so innig geliebt“³⁷¹. Alle aber mussten anerkennen, dass er trotz seiner Schattenseiten für den Bestand der Kongregation das Beste geleistet hatte³⁷².

celebrati a 26. April-20. Juli 1855, XL, II, Manuskript AGHR.

³⁶⁸ DILGSKRON, *Smetana*, 271-278.

³⁶⁹ *Ebd.*, 278-283.

³⁷⁰ ZOBEL, *Brevis Capituli anno 1855 Romae celebrati historica expositio*, 617, (wie Anm. 350).

³⁷¹ Neubert an Schöfl, Januar 1856, zit. DILGSKRON, *Smetana*, 284.

³⁷² *Ebd.*, 283 f.

9.- Die letzten Lebensjahre: Plagen und Arbeiten

Das Ende des Generalkapitals brachte Smetana noch nicht die lang ersehnte Ruhe. Bis zum 20. Oktober 1857 weilte er in Rom. Der neue Generalobere Mauron hatte dies gewünscht. Smetana wurde beauftragt, die Bestätigung der Kapitelbeschlüsse beim Heiligen Stuhl zu betreiben. Währenddessen flammte aufs Neue der „Armutsstreit“ auf und die Patres Dechamps und Held versuchten noch immer, die strengere belgische Auffassung zur Geltung zu bringen. Doch Smetana tat alles, um auch in dieser Frage, die ihm seit langen Jahren am Herzen lag, endlich zu einem guten Ende zu kommen³⁷³. So verfasste er eine Schrift, die aus der Geschichte der Kongregation die Richtigkeit der von ihm und der Majorität der Kongregation festgehaltenen Ansicht beweisen sollte³⁷⁴. Allein eine endgültige römische Entscheidung ließ auf sich warten.

Inzwischen zeigte sich, wie wenig der stets kränkliche Mann das römische Klima vertragen konnte und so drängte er auf seinen Abschied aus der Ewigen Stadt. „Aus Gründen, die nicht in der Natur allein ihren Ursprung hatten“³⁷⁵, versagte er es sich, in seine österreichische Heimatprovinz zurückzukehren und wählte Altötting zu seinem ständigen Aufenthaltsort. Dort kam er sehr angegriffen Anfang November 1857 an³⁷⁶.

a.- Der Einsiedler von Altötting und Gars

Erneut begann für Smetana jetzt ein Leben größter Zurückgezogenheit. Inmitten der Konvente von Altötting und Gars lebte er wie ein Einsiedler. Die Jahre, die er in der Einsamkeit seiner Zelle zubrachte, waren jedoch nicht Jahre unfruchtbarer Ruhe. Vom frühen Morgen bis in die Nacht hinein arbeitete er ununterbrochen mit Tinte und Feder im Dienste der Kongregation, und das, obwohl seine Kränklichkeit zugenommen hatte

³⁷³ DILGSKRON, *Smetana*, 285 f., 288-293.

³⁷⁴ [Rudolf von SMETANA], *Dissertatio historica de voto paupertatis in Congregatione SS. Redemptoris*, Roma 1856.

³⁷⁵ So Dilgskron mit Anspielung auf die sog. „Höhere Leitung“. DILGSKRON, *Smetana*, 294.

³⁷⁶ *Ebd.*, 296.

und Schwermut ihn niederdrückte³⁷⁷.

Dazu kam ein Zweites: So wenig ihn Tagesereignisse in und außerhalb seines Konventes berührten, so sehr nahm er noch immer Anteil an der Regierung der Kongregation, indem er dem Generalobern und anderen leitenden Persönlichkeiten durch zahlreiche Briefe mit Rat und Tat zur Seite stand. Noch immer war sein Urteil geschätzt, ja er galt vielen als ein Orakel in allen Zweifeln³⁷⁸.

Seine größte Freude in diesen Jahren mag es gewesen sein, als der heilige Stuhl am 6. Juni 1860 trotz erneuter intensiver Bemühungen Dechamps' die Armutsfrage, für die er soviel gekämpft hatte, endgültig in seinem Sinne entschied³⁷⁹. Nun war er nicht mehr Kämpfer, nun war er nur noch der weise Alte, dessen Rat gefragt war. Nun konnte er sich endlich ganz seinen Studien widmen. Ihre Thematik entsprang freilich nicht seiner Neigung, sondern dem Gehorsam³⁸⁰. Was er in mehr als zehn Jahren zu Fragen der Regel und der Verfassung der Kongregation wie zur Moraltheologie des heiligen Alfons von Liguori schrieb, war mühevoll genug, doch wie immer präzise und überzeugend.

b.- *Dunkle Schatten*

Wie schon angedeutet, die Jahre in Altötting und Gars waren nicht frei von den dunklen Schatten, die Smetana zeit seines Lebens begleiteten. Die alten Beschwerden – Krankheit und Schwermut – plagten ihn mehr denn je. Zeugnisse davon finden sich in den Berichten der Provinziale an das Generalat. 1861 bemerkte Provinzial Bruchmann:

„P. Smetana ist im Geiste ganz frisch und kräftig, nur körperlich sehr leidend [...]. Zu den Commun-Übungen geht er auch nicht mehr, er sagt, er könne bei seinem beständigen Kopfschmerz nicht betrachten, auch in die Rekreation kommt er sel-

³⁷⁷ *Ebd.*, 297-307.

³⁷⁸ Vor allem der Generalobere Mauron legte in allen wichtigen Fragen der Kongregation größtes Gewicht auf sein Urteil. Vgl. DILGSKRON, *Smetana*, 308 f.

³⁷⁹ *Acta integra*, 633 f.

³⁸⁰ Vgl. Smetana an Mauron, 12. Nov. 1863, AGHR, Prov. Germ, Sup. 1

ten und nur im Winter zu Mittag, da er nicht herumgehen kann und Abends zu elend zu elend ist³⁸¹.

Drei Jahre später liest man:

„Er lebt beinahe nur mehr in seinem Krankenzimmer, macht weder Conferenzen noch Uebungen mit, die letzteren verrichtet er jedoch nach Möglichkeit in seinem Zimmer, und arbeitet noch allein an Uebersetzungen. Diesen Winter liest er viel seltener die h. Messe, sieht auch schlechter aus und hat weniger Appetit. Seit drey Jahren hat seine Gesundheit bedeutend nachgelassen³⁸².

Um diese Zeit war es auch, dass Smetana sich „von allen gelehrten Studien“ zurückzog, „theils aus Kränklichkeit, theils aus Mangel an Lust“³⁸³. Die wenigen Andeutungen weisen darauf hin, dass er um diese Zeit ein seelisches Tief durchlebte, und es bedurfte der Bemühungen seines Schwagers Bruchmann, ihn wieder in die Gemeinschaft zurückzuführen³⁸⁴. Auch seine wissenschaftliche Tätigkeit nahm er nun trotz ständiger Kopfschmerzen und der jetzt stark einsetzenden Gicht³⁸⁵ wieder intensiv auf. Dennoch lebte er wie ein Fremder unter seinen Mitbrüdern. Umso mehr freute er sich über die häufigen Besuche seines unverheiratet gebliebenen Bruders Heinrich, der häufig bei ihm in Gars weilte.

c.- Dunkle Mächte

Kränklichkeit, Depressionen und Menschenscheu begleiteten Smetana durch sein ganzes Leben. Dass sie in seinen letzten Jahren fast ins Unerträgliche stiegen, das dürfte seine Ursache

³⁸¹ Triennialbericht Bruchmanns (Entwurf), 1859-1861, Bogen 1, 3, Provinzarchiv Gars.

³⁸² Triennialbericht Bruchmanns 1862-1864, AGHR, Prov. Germ. Sup. VI A 10.

³⁸³ Triennialbericht Bruchmanns (Entwurf), 1862-1864, Bogen 1, Provinzarchiv Gars.

³⁸⁴ Schmöger an Mauron, ohne Datum [1867], GAR PGS I 0 19; Vgl. Jahresbericht des Provinzials Anton Miller 1866, *ebd.*, VI A 2 b.

³⁸⁵ Smetana an Mauron, 18. Dezember 1868, AGHR, Prov. Germ. Sup., I A 11.

auch in Ereignissen gehabt haben, die in diesen Jahren von der so genannten „Höheren Leitung“ ausgingen. Es schien sich nämlich herauszustellen, dass sich sehr viel Menschliches, ja allzu Menschliches, hinter der wunderbaren Erscheinung himmlischer Geister und der direkten göttlichen Führung verbarg. Oder wie Carl Dilgskron sich ausdrückt:

„Das reine Licht der höheren Leitung zeigte sich auf einmal als höllische Schwefelflamme, der Heiligenschein Louisens als erstohlener Schmuck“³⁸⁶.

Mit anderen Worten: es war zu sexuellen Kontakten der „Seherin“ mit einem ihrer geistlichen Führer aus der Kongregation gekommen.

Dieser hatte sich in seinen Gewissensnöten Smetana geöffnet. Dessen Reaktion war, wie er selbst bekundete, „die vollständigste Verwirrung“³⁸⁷. Merkwürdigerweise jedoch war die Verwirrung der übrigen in die Sache verwickelten Personen lange nicht so vollständig. Nach einer Schrecksekunde, in der sich P. von Bruchmann „wie vernichtet“ und der Seelenführer der Ekstatikerin P. Carl Erhard Schmöger³⁸⁸ „wie wahnsinnig“ fühlte³⁸⁹, fanden sie bald zum alten Vertrauen zu der himmlischen Führung zurück, denn es würde ja, so Bruchmann, zu „Verzweiflung und Wahnsinn“ führen, wenn die Kongregation tatsächlich

³⁸⁶ Carl DILGSKRON, *Das Geheimnis* (wie Anm. 187) I, 183.

³⁸⁷ Smetana an Schöfl, 25. März 1861, AGHR, Prov. Germ. Sup., Bestand „Höhere Leitung“ III, 1.

³⁸⁸ Carl Erhard Schmöger, (1819-1883), Studium der Theologie in Tübingen, Priester 1842, 1846-1850 Stadtpfarrer in Weißenstein (Wttbg.), 1851 Profess in Altötting, anschließend Lektor der Dogmatik, Exegese und biblischen Hermeneutik, seit 1859 engster Berater der Provinzobern, 1862-1868 Provinz-konsultor, 1865-1868 Rektor in Gars am Inn, 1868-1883 Provinzial der Oberdeutschen Provinz, kirchenpolitisch aktiv im Sinne des Ultramontanismus, religiöser Schriftsteller (u. a. Bücher über die Schauungen der sel. Anna Katharina Emmerick), Seelenführer der Seherin Louise Beck, gest. in Gars. Weiss, *Die Redemptoristen in Bayern* (wie Anm. 2), *passim*; DERS., in *Dictionnaire de Spiritualité* 15 (1990) 422-424; *BBKL* 9 (1995) 502-504; *NDB* 23 (2006).

³⁸⁹ Bruchmann an Smetana, 20. November 1860, *ebd.*; Ders. an Mauron, 16. August 1863, *ebd.*, III, 2.

13 Jahre lang betrogen worden sei. Es war P. Schmöger vorbehalten, das Vorgefallene in langen „theologischen“ Abhandlungen nicht nur zu rechtfertigen, sondern sogar als eine besondere „Gnade“ herauszustellen³⁹⁰, während Bruchmann immerhin der Ansicht war, es könnte sich wie zu Beginn der wunderbaren Tatsache „Dämonisches“ eingeschlichen haben³⁹¹, jedoch ohne den göttlichen Charakter der höheren Führung zu beeinträchtigen, da keine „formelle Sünde“ stattgefunden habe.

Nicht so Smetana, der weder von himmlischen noch von höllischen Einflüssen hören wollte, sondern die Angelegenheit in den Bereich des Neurotischen oder, wie man damals sagte, der „Somnambulie“ verwies³⁹², womit er zweifellos der Wahrheit am nächsten kam. Diese seine Einschätzung war allerdings den übrigen Anhängern der „Höheren Leitung“ wenig willkommen. Nicht nur mit „theologischen“ Argumenten, sondern mit handfesten Beschuldigungen bearbeiteten ihn Schmöger und Bruchmann. Ja, Schmöger ging soweit, ihm mit einer Anzeige beim Generalobern zu drohen³⁹³. Dies alles dürfte dazu beigetragen haben, dass Smetana schließlich nachgab. Als Grund gibt er selber an, er habe, da er nur schwer von seiner Überzeugung abzubringen sei, von Gott ein „innerliches Zeichen“ erbeten. Darauf hin habe ihm „der liebe Gott und Unsere liebe Frau [...] in ihrer Güte und Barmherzigkeit“ ein solches Zeichen gegeben³⁹⁴. Tatsächlich hat sich Smetana in der Folgezeit – zunächst wenigstens – voll hinter die Angelegenheit gestellt³⁹⁵, wobei man sich fragen kann, wie weit er dabei von seinem Beichtvater Schmöger abhängig war.

Mit all dem war freilich die Angelegenheit für Smetana noch nicht zu Ende. Nachdem nämlich die Sache in Bayern in die Öffentlichkeit gelangt war und sich herausstellte, dass auch

³⁹⁰ Carl Erhard SCHMÖGER, *Utrum Deus possit dispensare a lege naturali* (Manuskript), Ende November 1860, *ebd.*

³⁹¹ Bruchmann an Schöfl, 3. September 1860, *ebd.*

³⁹² Vgl. Bruchmann an Smetana, 25. November 1860, *ebd.* III, 1.

³⁹³ Vgl. Schwägerl an Smetana, 3. Januar 1861, *ebd.*

³⁹⁴ Smetana an Schöfl, 31. Januar 1861, AGHR, Prov. Germ. Sup., Bestand „Höhere Leitung“, III, 1.

³⁹⁵ Vgl. Bericht P. Schöfls über seine Gewissensführung, 15. November 1865, Diözesanarchiv München, Akt „Louise Beck“.

Erzbischof Reisach, der inzwischen zum Kurienkardinal ernannt worden war, und sein verstorbener Generalvikar Friedrich Windischmann in die Sache verwickelt waren, kam es im August 1867 zur Untersuchung der „Höheren Leitung“ von Seiten des Erzbistums München und Freising³⁹⁶. Auch Smetana wurde von dem Beauftragten des Erzbischofs Gregor Scherr³⁹⁷, dem Generalvikar Joseph Prand³⁹⁸, vorgeladen. Dieser stellte Smetana – ganz im Unterschied zu den übrigen Befragten – ein glänzendes Zeugnis aus:

„P. von Smetana ist ein Mann voll Belesenheit und geordneten Wissens, fein in der Entgegnung, aber klar und bestimmt im Ausdruck und entschieden in der Darlegung seiner Anschauungen. So kurz und gedrängt seine Anschauungen waren, so bündig war ihre Fassung, und so wie er augenblicklich und ohne Besinnung den Kern der Frage heraus hatte, so war der Fragesteller schnell in die Lage versetzt, zu wissen, wie er mit ihm daran sei, was er wolle und was er meine“.

Bei diesen Eigenschaften Smetanas erschien es dem Untersuchungsrichter „von doppelter Wichtigkeit“, dass Smetana sich zur Echtheit der „Höheren Leitung“ bekannte³⁹⁹. Und dies, wie auch der Umstand, dass Kardinal Reisach auf Grund der Unter-

³⁹⁶ Vgl. Anton LANDERSDORFER, *Gregor von Scherr (1804-1877, Erzbischof von München und Freising in der Zeit des Ersten Vatikanums und des Kulturkampfes)* (Studien zur altbayerischen Kirchengeschichte, Bd. 9), München 1995, 366-374.

³⁹⁷ Gregor von Scherr (Taufname Leonhard Andreas), geb. 22.6.1804 Neunburg vorm Wald, 1829 Priester, 1832 Eintritt in das Benediktinerkloster Metten, 1833 Profess, Mai bis Oktober 1838 provisorischer Vorsteher des Klosters Scheyern, Oktober 1838 Prior in Metten, Mai 1840 erster Abt des wieder hergestellten Klosters Metten, 1876-1877 Erzbischof von München und Freising, gest. 24.10.1877. – LANDERSDORFER, *Scherr* (wie Anm. 396); Stephan HAERING, in *BBKL* 9 (1995), 167-170 (Lit.); Otto WEISS, in *NDB* 22 (2005) 702 f.

³⁹⁸ Joseph Alois (von) Prand, (1801-1882), geboren in Waging am See (Oberbayern), 1856 bis 1874 Generalvikar in München, gestorben in Non bei Reichenhall. Anton ZEIS, Prand, in Erwin GATZ (Hg.), *Die Bischöfe* (wie Anm. 118), 569; LANDERSDORFER, *Scherr* (wie Anm. 396), passim; WEISS (wie Anm. 2), *Die Redemptoristen in Bayern, passim*.

³⁹⁹ Bericht über die Untersuchung in Gars, Prand an Scherr, 18. Oktober 1867, eigenhändiger Entwurf, Diözesanarchiv München, Aktenbestand „Luise Beck“.

suchung sich tatsächlich als treues „Kind der Mutter“ erwies⁴⁰⁰, mag dazu beigetragen haben, dass der Prozess verschleppt wurde und ohne Ergebnis blieb.

Ob Smetana wirklich auf die Dauer von der Echtheit der „Höheren Leitung“ überzeugt war, ist jedoch zweifelhaft. Vieles deutet darauf hin, dass in ihm ein tiefes Misstrauen zurückblieb⁴⁰¹. Auch die Depressionen, die nun sein Leben immer mehr umdüsterten, könnten auf seine Zweifel an der „wunderbaren Tatsache“ zurückzuführen sein. Sicher ist, dass in seinen Briefen aus dieser Zeit immer nur vom Wohl der Kongregation, aber nicht von der „Höheren Leitung“ die Rede ist⁴⁰², sicher ist auch, dass er vor seinem Tode darauf bestand, nicht bei seinem Beichtvater Schmöger oder einem anderen Kind der „Mutter“ zu beichten, wie dies zu den Regeln der Eingeweihten gehörte, sondern bei einem Pater, der der Angelegenheit kritisch gegenüber stand⁴⁰³.

d.- *Der Sonettenkranz*

Aus den ersten Jahren der Zurückgezogenheit Smetanas ist ein Zeugnis seiner schriftstellerischen Tätigkeit erhalten geblieben, das dem Schicksal entging, das er vor seinem Tod seinen übrigen persönlichen Aufzeichnungen zugedacht hatte. Es handelt sich um einen aus 58 Sonetten bestehenden, um 1858 entstandenen „Sonettenkranz“, der durch Zufall nicht der Vernichtung durch ihren Verfasser anheim fiel. Thema des Werkes ist die Weltgeschichte, verstanden als Heilsgeschichte, beginnend mit der Schöpfung durch das Alte Testament hin zur Erlösung durch Christus, einmündend in die Geschichte der Kirche bis zur Gegenwart. Der allzu düstere Schluss, der die Abwendung Christi

⁴⁰⁰ *Ebd.*

⁴⁰¹ Vgl. Bruchmann an die Mutter, ohne Datum (1866?), *ebd.* I, 1.

⁴⁰² Vgl. Smetana an Mauron, 30. Oktober 1869, AGHR, Prov. Germ. Sup. I A 12.

⁴⁰³ DILGSKRON, *Das Geheimnis der höheren Leitung* (wie Anm. 187) II, 747. – Zu denken ist an den späteren Provinzial Franz Anton Schöpf (1830-1908), einen Gegner der „Höheren Leitung“ und Gewährsmann Dilgskrons. Zu ihm: WEISS, *Die Redemptoristen in Bayern* (wie Anm. 2), 743-746.

von der undankbaren Menschheit zeichnet, könnte darauf hinweisen, dass einige Sonetten fehlen. Möglicherweise aber ist dieser Schluss beabsichtigt, denn er entspricht ganz dem tiefgründigen Pessimismus, der Smetana eigen war. Abgesehen davon wird man jedoch dem „Sonettenkranz“, der erst lange Jahre nach dem Tode des Verfassers im Druck erschien, eine hohe literarische Qualität zuerkennen müssen. Smetanas geistliche Dichtung, die so manches frommes Erzeugnis damaliger katholischer Poesie – man denke etwa in die Ergüsse einer Cordula Wöhler, alias Pelegrina⁴⁰⁴ – weit hinter sich lässt, kann als Lyrik von herber Schönheit bezeichnet werden, auch wenn sie weniger dem Gefühl als dem Gedanken Raum gibt. Philosophische und theologische Spekulationen fließen ein in die Verse, und auch da, wo Smetana weichere Saiten anschlägt, bleibt er zurückhaltend, das Innerste verbergend⁴⁰⁵.

e.- Wissenschaftliche Schriftstellerei im Dienste der Kongregation

Was Smetana selbst in den Jahren nach seinem Generalvikariat veröffentlichte, ist anderer Art als sein „Sonettenkranz“. Es handelt sich meist um im Gehorsam übernommene Arbeiten, mit denen er der Kongregation einen Dienst erweisen wollte.

Die ersten dieser Arbeiten waren Bearbeitungen und zum Großteil neue Übersetzungen der ursprünglich von P. Hugues besorgten deutschen Ausgabe der Werke des heiligen Alfons. Diese war wegen ihres mangelhaften Deutsch und wegen zahlreicher Übersetzungsfehlern innerhalb und außerhalb der Kongregation in Misskredit geraten. Dem sollte und wollte Smetana

⁴⁰⁴ Cordula Wöhler (Cordula Pelegrina) (1845-1916), geb. in Malchin (Mecklenburg) als Tochter eines evangelischen Pastors, gest. in Schwaz/Tirol; 1870 Konversion bei Alban Stolz, verfasste religiöse Lyrik, ihr weitverbreiteter Gedichtband *Was uns das Ewige Licht erzählt* (1874) – eine Lieblingslektüre des seligen Kaspar Stanggassinger – erreichte 17 Auflagen. Anselm SALZER, *Illustrierte Geschichte der Deutschen Literatur von den ältesten Zeiten bis zur Gegenwart*. Viertes Band: *Vom neuen „Sturm und Drang“ bis zur Gegenwart*, 1. Teil, Regensburg ²1931, 2001 f.

⁴⁰⁵ Vgl. Alois PICHLER (Hg.), *Gott und wir. Gedichte von P. Rudolf von Smetana*, Münster 1903.

abhelfen⁴⁰⁶. Es folgte die Übersetzung der so genannten *Raccolta* des heiligen Alfons, eines Verzeichnisses von Ablässen. Das Werk, das 1859 in Regensburg im Verlag Manz erschien, fand allerdings kaum Abnehmer⁴⁰⁷.

1860 erschien Smetanas lateinisch geschriebener *Elenchus facultatum et gratiarum spiritualium, quibus potitur Congregatio Ssmi. Redemptoris*⁴⁰⁸, ein Werk, das er bereits in Rom begonnen hatte. Das umfangreiche Buch gliederte sich in zwei große Teile, von denen der erste die „documenta“ enthält, der andere eine „expositio“ in vier Abschnitten: „introductio generalis“, „de facultatibus“, „de exemptionibus“, „de indulgentiis“. Das Buch wurde schon bald zu einem Standardwerk der Kongregation. Sein Wert wurde auch dadurch nicht gemindert, dass der Verfasser in der ihm eigenen Art in strittigen Fragen seine Ansicht zur Norm machte⁴⁰⁹.

Noch war der *Elenchus* nicht erschienen, als Smetana bereits einem neuen Auftrag seines Generalobern nachkam, nämlich der Erstellung eines *Manuale precum Presbyterorum Ss. Redemptoris* für die Patres deutscher Sprache, also eines Gebet- und Handbuches, das außer den in Gemeinschaft zu verrichtenden lateinischen und deutschen Gebeten unter anderem a. die *Besuchungen* des heiligen Alfons und einige seiner Rundschreiben sowie die wichtigsten seelsorgerlichen Vollmachten der Kongregation enthielt⁴¹⁰. Das ca. 600 Seiten umfassende Handbuch, das zahlreiche Auflagen erfuhr, brachte dem Verfasser vor allem deswegen hohes Lob ein, weil er eine neue mustergültige Übersetzung der *Besuchungen* und der Rundschreiben erstellt hatte. Aber Smetana musste wegen des Buches auch den Tadel seines

⁴⁰⁶ Vgl. Bruchmann an Mauron, 6. Februar 1858, AGHR, Prov. Germ. Sup. I C 9.

⁴⁰⁷ Vgl. Bruchmann an Manz, 2., 9. November 1858; 12. März 1859; 16. Januar; 9. Februar 1960, Konzeptbücher Bruchmanns, III, Nr. 36, 37; IV, Nr. 8, 32, 35, Provinzarchiv Gars.

⁴⁰⁸ [Rudolf von SMETANA], „*Elenchus facultatum et gratiarum spiritualium, quibus potitur Congregatio Ssmi. Redemptoris*“, Roma 1860.

⁴⁰⁹ DILGSKRON, *Smetana*, 316 f.

⁴¹⁰ [Rudolf von SMETANA], *Manuale precum Presbyterorum Ss. Redemptoris*, Regensburg 1862.

höchsten Obern erfahren. Mauron hatte nämlich vor einiger Zeit erklärt, man könne den so genannten Sterbeablass dem gleichen Sterbenden mehrmals erteilen. In Unkenntnis dieser Erklärung vertrat nun Smetana im *Manuale* mit überzeugenden Argumenten genau die entgegengesetzte Ansicht⁴¹¹. Zwar bestätigten spätere römische Erlasse seine Meinung, doch fühlte sich Mauron tief verletzt. Am 16. November 1862 entschuldigte sich Smetana deswegen beim Generalobern. P. Provinzial Bruchmann aber schrieb demselben drei Tage später, Smetana habe nicht „aus Bosheit oder Absicht“ gefehlt, sondern aus „eigensinniger Rechthaberei“. Bei seinen wissenschaftlichen Arbeiten, schrieb Bruchmann, frage Smetana niemand, „da er in diesem Fache eine Art Infallibilität“ beanspruche⁴¹².

Trotz dieser Missstimmigkeiten gab Mauron P. Smetana bald darauf einen neuen Auftrag, der für ihn keine geringe Demütigung gewesen sein dürfte. Mauron beabsichtigte nämlich auf vielfachen Wunsch, einen Traktat über die „Ablässe“ herauszugeben und hätte diese Arbeit gerne Smetana übertragen. Dieser aber hatte sich „mit Energie gegen eine Publikation dieser Art ausgesprochen“, auch weil er fürchtete, es könnte zu Konflikten mit den Karmeliten kommen, mit denen der Orden wegen abweichender Ansichten in Ablassfragen schon früher Schwierigkeiten hatte. Daraufhin beauftragte Mauron den jungen P. Michael Ulrich⁴¹³ aus der Elsässer Provinz mit der Arbeit. Da das Buch Ulrichs mit dem Titel *Trésor Spirituel* Anklang fand, wünschte Mauron nun von Smetana eine deutsche Übersetzung. Smetana übernahm die Arbeit, ohne das Buch überhaupt gesehen zu haben und übersetzte es, ohne sich „die mindeste Abänderung zu erlauben“. Allerdings schickte er eine Abhandlung an den General, wo er alles verzeichnete, was an Ulrichs Werk seiner Ansicht

⁴¹¹ *Ebd.*, 585.

⁴¹² DILGSKRON, *Smetana*, 317 f.; Bruchmann an Mauron, AGHR, Prov. Germ. Sup. I A 3, C 12.

⁴¹³ Michael Ulrich (1834-1903), geb. in Oberbergheim (Elsass), Profess in Teterchen 1852, Priester 1858, 1861-1876 Privatsekretär des Generals Mauron, 1876-1893 Generalkonsultor, vertrat seit 1882 häufig den kränklichen Generalobern. SHCSR 2 (1954) 276; BOLAND, 396.

nach unrichtig war⁴¹⁴. Smetanas Übersetzung erschien später im Druck unter dem Titel *Geistliche Schatzkammer*⁴¹⁵.

Als nächste Arbeit übernahm Smetana eine Übersetzung der *Regeln und Konstitutionen* der Kongregation nach deren Revision durch das Generalkapitel von 1855, nachdem andere Übersetzungsversuche zu keinem befriedigenden Resultat geführt hatten. Eine Übertragung aus dem offiziellen lateinischen Texte lehnte er ab, vielmehr entschied er sich für den italienischen Urtext, denn nur in ihm sah er den wahren Geist der Regel gewahrt. Ende 1863 waren die Regeln bei Manz gedruckt⁴¹⁶.

Im folgenden Jahr beschäftigte ihn einige Monate die Überarbeitung und Übersetzung des von P. Queloz geschriebenen Büchleins *La pietà verso il morto*⁴¹⁷. Zugleich übernahm er eine Neuübersetzung der Briefe des Ordensvaters Alfonsus, die ihn ein ganzen Jahr hindurch in Anspruch nahm⁴¹⁸. Auch ein weiteres bedeutendes Werk des Ordensstifters, die *Pratica di amar Gesù Cristo*, übersetzte er neu⁴¹⁹. 1866 scheint es dann gewesen zu sein, dass Smetana sich zu jeder Arbeit unfähig fühlte und die Feder ganz niederlegte.

f.- *Für die Exemtion der Kongregation und um die rechte Lehre des heiligen Alfons*

Da traten Ereignisse ein, welche dem gebrochenen Mann bis zu seinem Lebensende eine Fülle von Arbeit abforderten. Zunächst ging es um die Widerlegung eines Artikels in der Zeitschrift *Archiv für Kirchenrecht*, in dem den Redemptoristen die Exemtion von der bischöflichen Jurisdiktion abgesprochen wurde. Damit war ein Punkt berührt, der gerade auch die bayerischen Re-

⁴¹⁴ DILGSKRON, *Smetana*, 318 f.; DE MEULEMEESTER, *Bibliographie*, 403.

⁴¹⁵ Michael ULRICH, *Die geistliche Schatzkammer*, übersetzt von Rudolf von SMETANA, Altötting 1866.

⁴¹⁶ DILGSKRON, *Smetana*, 319 f.; Bruchmann an Mauron, 22. Januar 1864, AGHR Prov. Germ. Sup. I C 15.

⁴¹⁷ DILGSKRON, *Smetana*, 320.

⁴¹⁸ Marcus Andreas HUGUES [aber SMETANA], *Sammlung von Briefen des heiligen Alphons Maria von Liguori*, 2. Auflage, Regensburg 1865.

⁴¹⁹ DERS. [aber SMETANA], *Christliche Tugenden*, Regensburg 1865. Vgl. DE MEULEMEESTER, *Bibliographie* II, 403.

demptoristen betraf, hatte sich doch der Bischof von Passau Heinrich von Hofstätter entschieden gegen die Exemtion der Patres gewandt. Bereits im September 1850 hatte er bei einer überraschenden Visitation im Altöttinger Kloster den Redemptoristen eine eineinhalbstündige Standpauke gehalten, in der er ihre Exemtion vehement bestritt⁴²⁰. So war Smetana gerne bereit, dem Wunsch des Generals nachzukommen und im *Archiv für Kirchenrecht* eine Entgegnung zu veröffentlichen. Da er sich dabei auf eine Entscheidung der römischen Kongregation für Bischöfe und Ordensleute vom 27. September 1864⁴²¹ berufen konnte, war es ihm möglich, eine eindeutige Antwort zugunsten der Exemtion der Kongregation zu geben⁴²².

Doch schon wartete eine neue Aufgabe auf Smetana. 1844 hatten sich etwa siebzig Bischöfe mit der Bitte an Papst Gregor XVI. gewandt, dem heiligen Alfons von Liguori solle der kirchliche Titel eines *Doctor ecclesiae*, eines Kirchenlehrers, zuerkannt werden. Doch die Zeit schien damals noch nicht reif dazu. Inzwischen jedoch war der Heilige, auch in Deutschland durch seine von den Redemptoristen herausgegebenen Werke allgemein bekannt geworden. P. Mauron entschloss sich daher 1867 erneut wegen der Erhebung den Stifters zum Kirchenlehrer vorstellig zu werden und in der Tat wurde schon bald darauf der kirchliche Prozess eingeleitet. Ein Jahr zuvor jedoch hatte der angesehene römische Jesuit Antonio Ballerini⁴²³ das Kompendium der Moraltheologie seines Ordensbruders Gury⁴²⁴ herausgegeben, das er

⁴²⁰ Rede Hofstätters, Provinzarchiv Gars; ferner Chronik des Klosters Altötting II, 164-168 *ebd.*

⁴²¹ Rescriptum S. Congr. Episcoporum et Regularium diei 27. Septembris 1864 super Privilegiis Nostrae Congregationis, *Acta integra* 633. – Vgl. *Acta Capituli* 1855, § 990, *ebd.*, 495.

⁴²² [Rudolf von SMETANA], *Die Exemtion der Congregation des allerheiligsten Erlösers*, in *Archiv für kath. Kirchenrecht* 17 (1867) 452 ff.

⁴²³ Antonio Ballerini (1805-1881), 1823 Jesuit, war von 1844 bis 1855 Professor der Geschichte an der Römischen Gregoriana, seit 1855 *ebd.* Professor der Moraltheologie. Zu ihm Hugo HURTER, *Nomenclator literarius theologiae catholicae* V/2, Innsbruck 1913, 1793 f.; Jürgen SCHMELTER, in *LThK*³ 1 (1993) 1373.

⁴²⁴ Jean-Pierre Gury (1801-1866) 1824 Jesuit, Prof. am Collegio Romano; kasuistischer Moraltheologe, sein „Compendium theologiae moralis“ (1850,

mit kritischen Anmerkungen versah. In diesen griff er eine Reihe Lehrsätze Liguoris als irrig an⁴²⁵. Insbesondere behauptete er, dass der heilige Alfons kein Aequiprobabilist gewesen sei, sondern nichts anderes vertreten habe als den Probabilismus der Jesuiten. Dies hatte er bereits früher in einer eigenen Abhandlung dargestellt⁴²⁶.

P. Mauron, überzeugt, dass der *Promotor fidei* bei dem kirchlichen Prozess die Angriffe Ballerinis aufgreifen würde, wandte sich darauf an Smetana mit der Bitte, er möge in einer Abhandlung gegen Ballerini den Gründer der Kongregation verteidigen. Dieser hatte sich bereits zuvor mit Ballerini befasst und auch schon eine entsprechende Abhandlung zusammengestellt. Doch kam man überein, erst die Einwendungen des *Promotor fidei* abzuwarten. Sobald Mauron diese Mitte Juni 1868 in Händen hatte, beauftragte er Smetana mit ihrer Widerlegung. Dieser machte sich mit unverdrossenem Fleiß an die Arbeit. Zwar war ein Großteil der Vorarbeit schon geleistet, doch bedurfte es für eine stichhaltige Widerlegung weiterer Studien. Vor allem war es nötig, alle einschlägigen Autoren zu studieren, wozu die Garser Bibliothek bei weitem nicht ausreichte.

Im Laufe von 15 Monaten hat Smetana die ihm gestellte Aufgabe gelöst und ein lateinische Werk von über 500 Seiten vollendet. Es wurde als *Summarium additional*e der *Positio* des römischen Prozesses gedruckt⁴²⁷ und hat maßgeblich dazu beige-

¹⁷1866) war stark von Liguori beeinflusst und galt als dessen am weitesten verbreitete Bearbeitung. Carlos SOMMERVOGEL, *Bibliothèque de la Compagnie de Jésus III*, Brüssel-Paris 1892 [Louvain 1960], 1956-1959; Paul DUCLOS, in *DHGE* 22 (1988) 1202-1204; HURTER, *Nomenclator literarius theologiae catholicae* V/1, Innsbruck 1911, 1384; Stephan FELDHAUS, in *LThK*³ 4 (1995) 1111.

⁴²⁵ Jean-Pierre GURY, *Compendium theologiae moralis*, Lugduni (Lyon) 1866, 16 f.

⁴²⁶ Antonio BALLERINI, *De morali systemate S. Alphonsi M. de Ligorio. Dissertatio habita in aula maxima Collegii Romani in solenni studiorum instauratio-
ne an. MDCCCLXIII*, Rom 1864.

⁴²⁷ [Rudolf von SMETANA], *Summarium additional*e in quo exhibentur a quibusdam theologis elaborata responsa ad difficultates contra doctrinam moralem S. Alphonsi a clarissimo P. Antonio Ballerini Soc. Jesu objectas et in animadversionibus R. P. Promotoris fidei allegatas, Rom 1870; eingereicht unter die Akten des Prozesses.

tragen, dass der Prozess zu Gunsten des Doktorats des Ordensstifters entschieden und der heilige Alfons im März 1871 zum Kirchenlehrer erklärt wurde⁴²⁸.

Allein, die Arbeit Smetanas war noch nicht beendet. Sowohl er selbst wie auch der Generalobere, von verschiedener Seite dazu gedrängt, wollten in einer umfangreichen, fundierten Arbeit sämtliche Angriffe Ballerinis zurückweisen und eine groß angelegte Verteidigung der Moraltheologie des Stifters erstellen. Mit erstaunlicher Ausdauer arbeitete Smetana an dem lateinischen Werk, das 960 Seiten füllen sollte⁴²⁹. Als er starb, lag das fertige Manuskript vollkommen ins Reine geschrieben zur Übersendung nach Rom bereit. Doch erst Anfang 1873 erschien die Schrift unter dem Titel *Vindiciae Alphonsianae*⁴³⁰. Bereits ein gutes Jahr später war eine zweite Auflage notwendig⁴³¹. Das Buch⁴³² gliedert sich in acht Teile, denen eine *Dissertatio de auctoritate Doctrinae moralis S. Alphonsi* vorausgeht. Den acht Teilen folgen schließlich in vier Anhängen Stellungnahmen zu besonderen Fragen, vornehmlich zur Widerlegung Ballerinis.

Von besonderer Bedeutung ist Teil I, wo Smetana das Moralsystem Liguoris, den „Aequiprobabilismus“, darstellt und ihn scharf – sicher zu scharf! – von anderen Systemen, wie besonders dem jesuitischen Probabilismus abgrenzt. Welche Arbeit sich der Verfasser machte, geht daraus hervor, dass er nicht nur die Lehre Liguoris darstellte und mit stichhaltigen Argumenten begründete, sondern auch eine Fülle von anderen kirchlichen Autoren zu Wort kommen ließ, um die Konformität Liguoris mit

⁴²⁸ Vgl. DILGSKRON, *Smetana*, 324-327; AGHR Prov. Germ. Sup. I A 12. – Vgl. zum Ganzen: Giuseppe ORLANDI, *La Causa per il dottorato di S. Alfonso. Preparazione – Svolgimento – Ripercussioni (1866-1871)*, in SHCSR 19 (1971) 25-240.

⁴²⁹ DILGSKRON, *Smetana*, 327-329.

⁴³⁰ [Rudolf von SMETANA], *Vindiciae Alphonsianae seu Doctoris Ecclesiae S. Alphonsi M. de Ligorio Doctrinae Moralís vindicata*, Roma 1873.

⁴³¹ Erschienen in Brüssel 1874. – Die zweite Auflage wurde von mehreren Theologen des Ordens unter Federführung von P. Jan Hubertus Kockerols (1823-1894) unter Einbeziehung erneuter Angriffe gegen Liguori überarbeitet und kam in zwei Bänden von annähernd 1200 Seiten heraus. Zu Kockerols: DE MEULEMEESTER, *Glanes Alphonsiennes* (wie Anm. 109), 157 f.

⁴³² Im ff. zitiert nach der 2. Auflage.

dem *sensus Ecclesiae* aufzuweisen⁴³³. Eine andere Frage ist freilich, ob Smetana Liguori nicht verfälscht hat, indem er ihn in ein fest gefügtes Schema presste. Sicher dürfte der „Aequiprobabilismus“ des heiligen Alfons nicht so weit vom „Probabilismus“ der Jesuiten entfernt sein, wie dies Smetana darstellte, wobei er die jesuitische Morallehre geradezu mit Laxismus gleichsetzte. Dass sich die Jesuiten angegriffen fühlten, war zu erwarten.

Die Kontroverse, die sich nun zwischen Jesuiten und Redemptoristen entspann⁴³⁴, hat der Jesuitengegner⁴³⁵ Smetana jedoch nicht mehr erlebt. Den bayerischen Redemptoristen aber leistete die wissenschaftliche Kontroverse mit den Jesuiten zwanzig Jahre nach Smetanas Tod gute Dienste. An Hand der erschienenen Streitschriften konnten sie nachweisen, dass ihre Moralthologie offenbar nicht mit der der „laxen“ Jesuiten verwandt sei, ein Argument für die Nichtverwandtschaft beider religiöser Gemeinschaften, das selbst bei Bismarck Eindruck machte und den Redemptoristen, die als „jesuitenverwandt“ aus dem Deutschen Reich verbannt waren, zur Rückkehr verhalf⁴³⁶.

Es bliebe noch zu erwähnen, dass der Biograph Smetanas, P. Carl Dilg von Dilgskron in dessen Nachlass eine Reihe unveröffentlichter Manuskripte aus einer Feder einsehen konnte, darunter eine Biographie des heiligen Alfons. Es bleibt zu hoffen, dass dieser inzwischen verschollene Nachlass wieder auftaucht.

⁴³³ [SMETANA], *Vindiciae Alphonsianae* I, 1-147.

⁴³⁴ Vgl. *Vindiciae Ballerinianae seu gustus recognitionis Vindiciarum Alphonsianarum*, Brügge 1873; – Zum Fortgang der Kontroverse Franziskus TER HAAR, *De systemate morali antiquorum probabilistarum*, Paderborn 1894; Léonard GAUDÉ, *De morali systemate S. Alphonsi*, Roma 1894; Xavier LE BACHELET, *La question ligurienne. Probabilisme et Aequiprobabilisme*, Paris 1899; Jan Laurenz JANSEN, *Beiträge zur Rechtfertigung des Aequiprobabilismus*, in *Katholik* 74 (1894) 347-364, 434-447, 529-547; *Geschichte und Kritik im Dienst des „Minus probabilis“*, Paderborn 1906, August LEHMKUHL, *Probabilismus vindicatus*, Freiburg i. B. 1906.

⁴³⁵ „Von P. Smetana weiß ich, daß er schon früher gegen die Jesuiten, namentlich gegen die Jesuiten der Neuzeit eingenommen war“. P. Johann Baptist Schöfl, Nachträgliche Notizen, die sog. „Höhere Leitung“ betreffend, 17. November 1868, Diözesanarchiv München, Akt: Louise Beck.

⁴³⁶ Vgl. P. Georg Freund an Mauron, 29. März 1888, AGHR Prov. Germ. Sup. III B 4; P. Johann Bapt. Eichelsbacher an P. Vogl, 2. April 1888, Provinzarchiv Gars, Briefe des Generalats.

Zu erwähnen sind außerdem zahlreiche Arbeiten zur Verfassung und Regel der Kongregation, die entweder gar nicht gedruckt wurden oder aber in wenigen Exemplaren gedruckt den Kongregierten und römischen Behörden zuzugingen, wie sein *Memorandum circa votum paupertatis in Congregatione SS. Redemptoris* oder die „*Adnotationes quaedam circa statuta nonnulla Capituli anno 1802 celebrati, regulis et constitutionibus C.SS.R. contraria*“, schließlich seine Zirkulare als Generalvikar⁴³⁷. Auch die Abfassung der Regel für die „Armen Schulschwestern“ von Ravensburg kann als Zeugnis für Smetanas unermüdliche Tätigkeit erwähnt werden⁴³⁸.

g.- Smetana als „Ghostwriter“

Smetanas Werke erschienen meist anonym. Darüber hinaus hat er auch bei zwei weiteren Werken, die unter anderen Namen erschienen, tüchtig mitgemischt.

Da ist zunächst eine Biographie Klemens Hofbauers, die 1864 von P. Haringer herausgegeben wurde und den eben eingeleiteten Seligsprechungsprozess vorantreiben sollte⁴³⁹. Sie wurde lange Zeit für eine Arbeit Michael Haringers gehalten, der später die erste größere Hofbauerbiographie verfasst hat. 1959 konnte P. Joseph Löw⁴⁴⁰ nachweisen, dass sie von Smetana verfasst worden ist⁴⁴¹.

Weitere von P. Löw nicht eingesehene, im Provinzarchiv zu

⁴³⁷ *Epistolae Circulares Rudolphi Smetana*, in *Documenta miscellanea* (wie Anm. 52), 361-394.

⁴³⁸ Vgl. DILGSKRON, *Smetana*, 289, 321.

⁴³⁹ *Leben des Diener Gottes P. Clemens Maria Hofbauer, Generalvikar der Congregation des allerheiligsten Erlösers außer Italien*. Herausgegeben von Michael Haringer, Priester derselben Congregation, Wien 1864. – Vgl. dazu auch Otto WEISS, *Klemens Maria Hofbauer und seine Biographen. Eine Rezeptionsgeschichte* (Bibl. Hist. XIX), Roma 2001, 53-55.

⁴⁴⁰ Josef Löw (1893-1962, geb. in Wien, Profess 1912, Priester 1919, 1925-1935 Lektor in Mautern, seither in Rom, dort seit 1935 Vize-Generalrelator der Ritenkongregation, Mitherausgeber des *Spicilegium Historicum*. SHCSR 10 (1962) 305-322.

⁴⁴¹ Josef Löw, *P. Rudolfus von Smetana, Biographus Sancti Clementis M. Hofbauer*, in SHCSR 7 (1959) 188-198.

Gars befindliche Quellen⁴⁴² bestätigen seine Feststellungen. Danach hat Smetana während seines römischen Aufenthaltes im Anschluss an das Generalkapitel von 1855 eine Biographie Klemens Hofbauers verfasst. Er fußte dabei vor allem auf Briefen und anderen Dokumenten, die im römischen Generalatsarchiv aufbewahrt wurden⁴⁴³. Die Beweggründe für die Abfassung der Biographie gibt Smetana wie folgt an:

„Der Zweck der Herausgabe des Büchlein war vorerst, den mißlungenen Biographien des P. Pösl und Dr. Brunner gegenüber die vielen darin vorkommenden Irrthümer zu berichtigen und eine klarere und würdigere Darstellung der Lebensaufgabe des Dieners Gottes zu liefern, ferner bei Einleitung des Prozesses die Aufmerksamkeit des Publicums zu erwecken, und endlich nöthigen Falles in Rom eine verlässliche Lebensskizze, die nichts Widersprechendes oder Anstößiges enthält, vorlegen zu können“⁴⁴⁴.

Diesen Zweck glaubte Smetana durch seine Biographie erreicht.

Als dann tatsächlich der Seligsprechungsprozess Hofbauers in die Wege geleitet wurde, war das Werk Smetanas hochwillkommen. Nachdem Smetana noch einige Verbesserungen angebracht hatte, sandte er sein Manuskript dem Vizepostulator im Seligsprechungsprozess, P. Haringer⁴⁴⁵. Dieser fügte einiges hinzu, was er in Wien in Erfahrung gebracht hatte. Außerdem versah er das Buch mit vier Anhängen (S. 125-172). Größere Eingriffe in den Text wagte er nicht vorzunehmen, um Smetana nicht zu verletzen⁴⁴⁶.

Das Werk erschien gerade zur rechten Zeit, um für den anlaufenden Seligsprechungsprozess gute Dienste zu tun. Es wurde außerdem zur Grundlage für alle ferneren Biographien Hofbauers. Allerdings wurde die Biographie Smetanas sowohl von Ha-

⁴⁴² Provinzarchiv Gars, Akt: Seligsprechung Hofbauer.

⁴⁴³ Vgl. Löw, *P. Rudolfus* (wie Anm. 441), 189.

⁴⁴⁴ Gutachten Smetanas zu den Nachträgen Haringers, Original Provinzarchiv Gars, Akt: Seligsprechung Hofbauer.

⁴⁴⁵ Löw, *P. Rudolfus* (wie Anm. 441), 189-193.

⁴⁴⁶ *Ebd.*, 190 f.

ringer als auch von Bruchmann als „zu kalt und zu trocken“ beurteilt⁴⁴⁷. Haringer dachte daher schon damals an ein späteres anders geartetes Werk. Zum mindesten aber war eine zweite verbesserte Auflage fällig⁴⁴⁸. Zu diesem Zwecke sammelte Haringer Notizen bzw. Verbesserungen, die in der neuen Auflage berücksichtigt werden sollten⁴⁴⁹.

P. Smetana wurde nun um ein Gutachten zu der geplanten Neuauflage ersucht. Er kam diesem Wunsch nach, sprach sich jedoch gegen das Vorhaben aus, mit der Begründung, ein umfassendes „Leben Hofbauers“ wäre erst nach dem Abschluss des kirchlichen Prozessen möglich. Wollte man schon jetzt das Büchlein durch Zusätze ergänzen, würde ein „Flickwerk“ entstehen, außerdem müsste bei der späteren Erstellung einer umfassenden Biographie wieder „manches corrigirt und modificirt werden, was jedenfalls fatal wäre“⁴⁵⁰. Auf Grund dieses Gutachtens unterblieb eine weitere Auflage⁴⁵¹.

1867 ersuchte dann P. General Mauron Smetana, bei einer größeren Biographie Hofbauers „sein Scherflein beizutragen“. So nur glaubte der General eine gediegene Lebensbeschreibung zu erhalten. Smetana war grundsätzlich bereit⁴⁵². Doch hinderten ihn daran die anderen übernommenen Arbeiten und schließlich der Tod.

Auch an den wissenschaftlichen Arbeiten eines anderen Mitbruders, des Pastoraltheologen Michael Bengel⁴⁵³, hatte Sme-

⁴⁴⁷ Haringer an Mauron, ohne Datum, *ibd.*, 197.

⁴⁴⁸ Ders. an Dens., 20. April 1864, *ibd.* 196.

⁴⁴⁹ Haringer an Mauron, 3. März 1864, *ibd.* 194. – Diese „Nachträge“ befinden sich in einem Konvolut mit der Überschrift „Haringers Nachträge“ im Provinzarchiv Gars, Akt: Seligsprechung Hofbauer.

⁴⁵⁰ Gutachten Smetanas, *ibd.*

⁴⁵¹ Damit ist die Frage Löws beantwortet: „Altera editio, de qua P. Haringer hic et infra pluries loquitur, quasi iam instaret publicatio, nunquam locum habuit. Cur? Nescimus“. Löw, *P. Rudolfus* (wie Anm. 441), 194, Anm. 23.

⁴⁵² Mauron an Smetana, 2. Februar 1867, zit. DILGSKRON, *Smetana*, 321.

⁴⁵³ Michael Bengel (1822-1870) aus Verberg bei Krefeld, 1844 Priester, 1847 Domvikar und erzb. Sekretär in Köln, 1848 Dozent der Pastoraltheologie am Priesterseminar in Köln, 1854 Redemptorist, in der Kongregation Studentenpräfekt und Lektor für Kirchenrecht und Pastoral in Vilsbiburg/Ndb., gest. *ibd.* – WEISS, *Die Redemptoristen in Bayern* (wie Anm. 2), 1112 (Register);

tana bedeutenden Anteil. Dies gilt besonders für das 1868 erschienene *Compendium der Pastoraltheologie*⁴⁵⁴, das vornehmlich als Lehrbuch dienen sollte. Mitte 1867 lag das Manuskript vor. Allein die Zensoren Smetana und Schmöger fanden, dass das Werk nicht für den Druck tauglich sei. Vieles sei zu flüchtig und mit großem Leichtsinn geschrieben; mehr noch als in der dreibändigen Pastoral Bengers⁴⁵⁵ fänden sich „sarkastische Ausfälle und verletzende Trivialitäten, die schon vielfach bei Bischöfen Anstoß erregten“. Der Stil sei zu gedrängt und für Studierende nicht geeignet⁴⁵⁶. Schmöger fand: „Benger hat den Charakter eines Lehrbuchs nicht getroffen“⁴⁵⁷.

So übernahm Smetana die Bearbeitung des Werkes. Doch blieb es nicht bei einfachen Verbesserungen, vielmehr arbeitete er das Werk vollständig um⁴⁵⁸. Ja, man hat schon bei einem flüchtigen Vergleich des Buches mit Bengers großer Pastoral wie mit den Schriften Smetanas den Eindruck, dass das Kompendium vollständig das Werk Smetanas ist mit allen Licht- und Schattenseiten des Verfassers. Stil und Aufbau sind vollständig verschieden vom Hauptwerk Bengers. Die Sprache ist nüchterner, Gliederung und Aufbau sind klarer. Das Ideal des angestrebten Lehrbuche scheint erreicht, sofern man darunter eine Stoffsammlung zum Memorieren versteht. Aber es fehlt die Anschaulichkeit des Hauptwerkes. Das Juristische steht im Vordergrund. Während im Hauptwerk Bengers kirchliche Verlautbarungen vorwiegend in den Fußnoten aufgeführt sind, ohne den Gedankengang zu unterbrechen, erscheint im Kompendium „die Lehre der Kirche“ im Text selbst und zwar gewöhnlich zu Beginn des Abschnitts nach Art der alten scholastischen Lehrbücher. So hat man vielfach den Eindruck, das Buch sei lediglich ein Kom-

DERS., *Deutsche oder römische Moral* (wie Anm. 168), 71-75, 100-103; GARHAMMER, *Seminar und Klerusbildung* (wie Anm. 153), 216-220; DERS., in *LThK*³ 2 (1994) 229; DE MEULEMEESTER, *Bibliographie* II, 23; III, 253.

⁴⁵⁴ Michael BENDER, *Compendium der Moraltheologie*, Regensburg 1868.

⁴⁵⁵ DERS., *Pastoraltheologie*, 3 Bde, Regensburg 1861-1863.

⁴⁵⁶ Provinzial Anton Miller an Mauron, AGHR, Prov. Germ. Sup. I D 3.

⁴⁵⁷ Schmöger an Mauron, 25. September 1867, zit. DILGSKRON, *Smetana*, 321.

⁴⁵⁸ Smetana an Mauron, 10. Juni 1868, AGHR, Prov. Germ. Sup. 1 A 10.

mentar zum *Rituale Romanum*. Auch entsteht ein „Mischmasch von Deutsch und Latein“⁴⁵⁹, den der meist in Latein schreibende Smetana nicht als störend empfunden haben mag, umso mehr jedoch seine Leser. Dass man dem Buch bald nach seinem Erscheinen vorwarf, es sei „nur für den Katheder geschrieben“⁴⁶⁰, ist bei der Trockenheit und Lebensfremdheit der Darstellung verständlich.

10.- Tod Smetanas in Gars

Der Winter 1870/71 war besonders kalt und setzte Smetana stark zu. Er war abgemagert und sehr blass. Nur noch an Sonn- und Feiertagen verließ er sein Zimmer⁴⁶¹. Doch seine wissenschaftliche Arbeit hielt ihn aufrecht. Nachdem mit den *Vindiciae Alphonsianae* sein letztes großes Werk abgeschlossen war, starb er nach kurzer Krankheit am 2. September 1871⁴⁶². Der Tod dieses ungewöhnlichen Mannes, der es mit seinen Mitbrüdern und mit sich selbst nicht immer leicht hatte und der doch ganz für die Kongregation lebte, wurde von seinen Mitbrüdern als unersetzlicher Verlust empfunden, nicht zuletzt vom Generalobern P. Mauron, dem er bis in seine Todeskrankheit hinein eine feste Stütze gewesen war⁴⁶³.

⁴⁵⁹ Diesen Vorwurf erhob der bekannte Moraltheologe Magnus JOCHAM in seiner Rezension, in *Theologisches Literaturblatt* 25 (1868) 869.

⁴⁶⁰ *Ebd.*

⁴⁶¹ Schmöger an Mauron, 26. Jan. 1871, AGHR Provincia Germania Superior 11 A 4

⁴⁶² Nekrolog Chronik Gars I, 132 f.; Zirculare P. Schmöggers, 3. September 1871, Rapulare [Konzeptbuch] Schmöggers III, Nr. 8.

⁴⁶³ Vgl. DILGSKRON, *Smetana*, 335.

ZUSAMMENFASSUNG

Der dritte Generalvikar der transalpinen Redemptoristen Rudolf Ritter von Smetana führte die Kongregation aus der Zeit des Aufbruchs und der Spannungen in die Periode der Konsolidierung. Damit steht er an Bedeutung kaum hinter seinen Vorgängern zurück.

Smetana, der 1802 in Hajan (Mähren, heute Tschechische Republik) geboren wurde und Rechtswissenschaft studiert hatte, trat nach dem Tode seiner Frau 1829 in Wien in die Kongregation ein, in der er zunächst als Lektor im Studentat tätig war. Schon bald zeigte sich, dass er auf Grund seiner juristischen Vorbildung wie seiner hervorragenden Begabung der berufene Mann war, in wichtigen Verfassungsfragen der Kongregation wie hinsichtlich des Verständnisses der klösterlichen Armut, in der Auseinandersetzung mit dem cisalpinen, neapolitanischen Zweig, dauerhafte Lösungen zu finden. Zusammen mit P. Friedrich von Held, der in der Folgezeit zu seinem mächtigen Gegenspieler wurde, hat er die 1841 erfolgte Einteilung der Kongregation in Provinzen in entscheidender Funktion herbeigeführt. Und das, obwohl er im Grunde – nicht selten geplagt von Depressionen – am liebsten ein zurückgezogenes, den Studien zugewandtes Leben führte. Doch sein Rat war immer wieder gefragt, nicht zuletzt im Revolutionsjahr 1848, in dem er die Kongregation glänzend verteidigte. Um diese Zeit geriet er jedoch auch in einen engen Kontakt mit einem werkwürdigen pseudomystischen Phänomen, der sogenannten „Höheren Leitung“, ein Kontakt, ohne den manches in seinem späteren Leben nicht verständlich ist.

Nach der Vertreibung der Redemptoristen aus Wien und der 1848 erfolgten Abdankung des Generalvikars Passerat wurden die noch offenen Verfassungsfragen in der Kongregation erneut akut. Bei den Transalpinen, die den Heiligen Stuhl eingeschaltet hatten, wurde der Ruf nach Beendigung des Generalvikariats und nach einem in Rom residierenden Generaloberen der Gesamtkongregation immer lauter. Doch die Bemühungen der Transalpinen scheiterten zunächst. 1850 wurde ein neuer Generalvikar gewählt: P. Smetana, der seine Residenz in Koblenz aufschlug. Es zeigte sich jedoch schon bald, dass die in Gang gesetzten Entwicklungen nicht aufzuhalten waren. 1853 teilte Papst Pius IX. die Kongregation: den Niederlassungen im Königreich Neapel standen nun alle übrigen Redemptoristenklöster gegenüber. 1854 siedelte Smetana nach Rom über. Beim Generalkapitel 1855 galten Smetana und Held als die aussichtsreichsten Kandidaten für die Wahl eines Generaloberen. Es kam jedoch zu einem unüberwindbaren Patt. Der Kompromisskandidat, der bis dahin wenig bekannte Nikolaus Mauron, wurde Generaloberer. Allerdings dürfte vieles an den Vorgängen bei der

Wahl erst wirklich verständlich werden, wenn man um die Bedeutung der sogenannten „Höheren Leitung“ weiß.

Nach dem Ende seine Vikariats konnte sich Smetana wieder den Studien widmen. Diese dienten jedoch nicht einer weltfernen Gelehrsamkeit, sondern standen ganz im Dienste der Praxis, näherhin im Dienste der Kongregation, ob es nun um Fragen der regulären Observanz – um die endgültige Lösung der Armutsfrage – oder der Verfassung – nicht zuletzt um die Durchsetzung der Exemption – ging. Schließlich opferte Smetana seine letzte Kraft der Verteidigung des Heiligen Alfons und trug sein Möglichstes zu dessen Erhebung zum *Doctor ecclesiae* bei. Daneben war er wesentlich auch an wissenschaftlichen Arbeiten beteiligt, die unter dem Namen von Mitbrüdern erschienen. Smetana, der es mit sich und anderen nicht immer leicht hatte und doch wichtige Meilensteine für die Entwicklung der Kongregation gesetzt hat, starb 1871 tief betrauert in Gars am Inn.

RÉSUMÉ

Le troisième Vicaire Général des Rédemptoristes transalpins, le Chevalier Rudolf von Smetana, a sorti sa Congrégation d'une période de troubles et de tensions pour mieux la consolider ensuite. En cela il ne le cède en rien à ses deux prédécesseurs.

Smetana est né en 1802 à Hajan (en Moravie, actuellement République tchèque). Il suivit des études de Droit, et après la mort de sa femme en 1829, entra dans la Congrégation des Rédemptoristes où il devint pour un temps professeur au Studendat. Compte tenu de sa formation juridique et d'autres qualités éminentes, il apparut comme l'homme tout indiqué pour résoudre durablement des problèmes épineux concernant la Règle et l'interprétation du vœu de Pauvreté, ainsi que les rapports avec la branche cisalpine (napolitaine) de la Congrégation. Avec le P. Friedrich von Held – qui par la suite deviendra un opposant redoutable – il parvint en 1841 à obtenir la division de la Congrégation en Provinces. Et cela malgré sa nature profonde d'homme d'étude, de caractère solitaire, souvent gagné par la dépression. Cependant son avis était souvent recherché, entre autres durant l'année révolutionnaire 1848, où il défendit brillamment la Congrégation. Période où il entra en contact étroit avec un remarquable phénomène pseudo-mystique, nommé la «Haute Direction», contact qui nous permet de comprendre maints aspects de sa vie ultérieure.

Après l'expulsion des Rédemptoristes de Vienne et le retrait du Vicaire Général en 1848, réapparurent les problèmes concernant la Règle, non encore résolus. Chez les Transalpins, soutenus par le Saint Siège, devenait de plus en plus pressant le désir de voir aboli le Vicariat Général Transalpin et d'installer la résidence du Supérieur Général à Rome même. Mais ces efforts échouèrent, car en 1850 on choisit un nouveau Vicaire Général transalpin en la personne de Smetana qui fixa sa résidence à Coblençe. Il s'avéra bientôt que les changements préconisés ne tarderaient pas à se réaliser. En 1853 le Pape Pie IX divisa la Congrégation en deux: les fondations du Royaume de Naples d'une part, les transalpines d'autre part. En 1854 Smetana vint s'établir à Rome. Au Chapitre général de 1855, Smetana et Held étaient les candidats les plus en vue pour devenir Supérieur général. Comme on ne parvenait pas à les départager, fut élu un candidat de compromis, assez peu connu: Nicolas Mauron. Toutefois! on ne peut vraiment comprendre ce qui a précédé ce choix, si on n'a pas saisi l'importance de la prétendue «Haute Direction».

Son Vicariat achevé en 1855, Smetana put à nouveau s'adonner aux études. Elles ne consistaient pas en une érudition éloignée du monde, mais elles se voulaient pratiques, au service de sa Congrégation, qu'il s'agisse des questions concernant l'observance régulière – la solution définitive en matière de Pauvreté – ou concernant la Règle, en matière d'exemption. Smetana consacra ses dernières forces à défendre Saint Alphonse et à le faire déclarer *Doctor Ecclesiæ*. En outre il s'était engagé dans des travaux scientifiques qui parurent sous le nom d'autres confrères. Smetana, pas toujours facile envers lui-même et les autres, a contribué beaucoup au développement de la Congrégation. Il mourut en 1871 à Gars sur Inn, regretté de tous.

CARLOS ALONSO, O.S.A.

EL CONVENTO AGUSTINO DE S. MATEO IN MERULANA DE ROMA

Proemio

1.- Noticias sobre la iglesia de S. Mateo en los tiempos antiguos; 2.- El convento de S. Mateo en manos de la provincia agustina Romana; 3.- Primera entrega del convento a los agustinos irlandeses; 4.- La congregación perusina en el convento de S. Mateo in Merulana; 5.- El convento de S. Mateo es asignado por segunda vez a los agustinos irlandeses (1739), que lo mantienen hasta el final de su historia

Proemio

Los agustinos hemos tenido a lo largo de la historia 8 conventos en Roma entre los de la rama central y los de algunas congregaciones de observancia. Uno de los más pequeños y pobres fue el de S. Mateo in Merulana, que, como dice el nombre, estaba ubicado al lado de esta famosa vía que une S. María la Mayor y S. Juan de Letrán. Éste fue primero de la Orden central y después de la congregación de Perugia, volviendo al final a pertenecer a la rama central hasta su extinción.

Convento pequeño, es muy poco lo que se puede leer de él en los manuales más usados de historia agustiniana. Pero por un caso singular, de él se han ocupado varios de los mejores historiadores redentoristas, por el hecho de haber arrancado de él la devoción a la imagen de Ntra. Sra. del Perpetuo Socorro, que ellos desde Pío IX hasta nuestros días han difundido hasta los más apartados lugares de los cinco continentes adonde se han extendido.

Dos de estos autores, en su empeño de descubrir las raíces más antiguas de la devoción a esta advocación, nos han hecho un servicio a nosotros los agustinos, poniendo en nuestras manos el fruto de su trabajo acerca de este convento agustino poco importante en la capital del catolicismo.

Los dos autores aludidos son el P. Clemens Henze y el P. Fabriciano Ferrero. El primero afrontó el tema de la historia de S. Mateo en 1924 en un artículo para la *Miscelánea* en honor del Card. Erhle¹. Pero después volvió a tratar el mismo tema en otros libros y folletos por lo menos hasta 1957.

El segundo, P. Ferrero, fue mi condiscípulo en la facultad de Historia Eclesiástica de la Gregoriana de Roma y tomó el tema como argumento de su tesis doctoral. Como libro autónomo lo publicó en Madrid en 1966, ilustrado con numerosas y bellas ilustraciones².

Como, por otra parte, el tema nos ha salido a colación en algunas bulas y breves del *Bullarium Ordinis Sancti Augustini* que hemos ido presentando en regesto durante estos últimos años, especialmente el breve de 1739 por el que fue asignada esa casa a los agustinos irlandeses, a un cierto punto decidimos meter cabeza en el argumento y hacer una exposición lo más detallada posible sobre la historia de esa singular casa religiosa, que con ser de escasa importancia, tuvo una existencia tan agitada, sobre todo para lectores agustinos que ignoren la existencia de esas dos fuentes redentoristas. Pero resulta que, como la iglesia de S. Mateo in Merulana es un título antiguo, bastante anterior a su asignación a la Orden agustiniana en el siglo XIV, hemos creído que no estaba de más referir los datos principales de lo que se sabe de esta iglesia, a la vera de la cual se construyó después un pequeño convento.

¹ Klemens M^a. HENZE, *San Mateo in Merulana*, en *Miscellanea Francesco Erhle*, vol. II, Roma 1924, 404-414.

² Fabriciano FERRERO, *Nuestra Señora del Perpetuo Socorro. Proceso histórico de una devoción mariana*, Madrid 1966, pp. 366 + ilustraciones. Posteriormente publicó *Nuestra Señora del Perpetuo Socorro: Información bibliográfica y Cronología general*, en *SHCSR* 38 (1990) 455-501 y el libro *Santa María del Perpetuo Socorro. Un icono de la Santa Madre de Dios "Virgen de la Pasión"*, Madrid 1994. Sobre el convento de San Mateo cfr. también Fabriciano FERREIRO, *El convento romano de San Mateo in Merulana (1632-1825)*, en *SHCSR* 17 (1969) 383-409.

1.- Noticias sobre la iglesia de S. Mateo en los tiempos antiguos

La iglesia de S. Mateo in Via Merulana no fue una de las más antiguas de Roma, como han escrito muchos autores, pero sí terminó su historia en 1798 con la ocupación francesa de Roma, como recuerda entre otros muchos Forcella en su obra sobre las inscripciones en las iglesias de Roma³, el cual publica todas las que estaban colocadas en ella antes de su destrucción.

Él recuerda cómo algunos pensaron que había sido edificada por san Cleto en su propia casa, en la que se organizó un hospicio y hospital para peregrinos. Creada parroquia, la habría encomendado a los crucíferos para que la oficiasen. En el año 410 los soldados godos de Alarico la habrían saqueado, restaurándola después los mismos crucíferos.

En el siglo IV ya habría sido iglesia titular y un titular de esta iglesia habría suscrito el sínodo romano celebrado por el papa s. Símaco en el año 499. Medio abandonada por su antigüedad, s. Gregorio Magno habría trasladado el título a la iglesia de S. Stefano Rotondo. Desde este momento hasta el pontificado de Pascual II no existen noticias acerca de ella. Elegido papa Pascual II, la iglesia habría sido restaurada *a fundamentis*, y él la habría consagrado con gran pompa en honor de la Virgen y del apóstol s. Mateo, el 28 de abril de 1110, con la asistencia de varios cardenales, obispos y multitud de fieles, como reza una de las lápidas que se conservaban en ella hasta el momento de su destrucción.

Todas estas noticias las pone en entredicho el erudito P. Henze, que estudió el tema con gran sentido crítico y publicó el artículo antes citado sobre esta vieja iglesia, hoy desaparecida. La primera noticia cierta aparece sólo en el s. XIII, cuando dos ricos romanos, Andrés y Andreotto, fundaron la iglesia y el hospital, cuya administración encomendaron a un crucífero, orden religiosa que se dedicaba a estos menesteres caritativos. De todo ello hay constancia por dos bulas del papa Honorio III de los años 1216 y 1223. Que estos religiosos la tenían a su cuidado a finales del siglo XIII lo recuerda una bula del 9 de enero de 1291

³ V. FORCELLA, *Inscrizioni delle chiese e d'altri edifici di Roma*, vol. X, Roma 1877, 445-456.

del papa Nicolás IV⁴. Muchos otros detalles de la historia de S. Mateo en este período, recogidos de fuente manuscrita agustiniana, los ofrece el P. Ferrero en su interesantísima obra⁵.

2.- *El convento de S. Mateo en manos de la provincia agustina Romana*

A los crucíferos les sucedieron los agustinos, en 1455, cuando Calixto III, con fecha 1 de julio de dicho año, encomendó al agustino Pablo Mattabuffi de Roma⁶, penitenciario menor de la basílica de S. Pedro y afamado predicador, la iglesia de S. Mateo in Merulana, que había sido antiguamente de los crucíferos, para que la poseyera durante toda su vida.⁷ Esta fuente desmiente la opinión del P. Henze, que opinaba que no podría haber sido encomendada a dicho Padre antes de 1464, año en que habría comenzado a ser penitenciario menor de la basílica de S. Pedro. El P. Pablo renunció a esta encomienda libremente, renuncia que aceptó el papa el 12 de agosto de 1477; con una segunda bula suprimió en ella la Orden de los crucíferos y su encomienda; y con una tercera bula la anexionó al convento de S. Agustín de Roma, para que sus rentas quedaran anexionadas a la sacristía de dicho convento de S. Agustín, con la obligación de atender al culto de la iglesia de S. Mateo. De las tres bulas sólo es conocida la tercera y está publicada en el bulario de la Orden⁸. Tal concesión fue confirmada por Alejandro VI el 23 de octubre de 1501, que alabó el celo de Fr. Esteban de Genazzano en la

⁴ HENZE, *San Mateo*, 407.

⁵ FERRERO, *Ntra. Sra. del Perpetuo Socorro*, 73-75.

⁶ Un discreto curriculum de este famoso predicador del s. XV (+ c. 1477), puede verse en D.A. PERINI, *Bibliographia Augustiniana*, vol. II, [1931], 197-198. En el registro de gobierno del prior general Giuliano da Salem hay una nota del 20 de julio de 1452, en la que se dice que le permitía asumir un socio con la condición de que fuera de buena fama. *Iuliani de Salem O.S.A. Registrum generalatus, 1451-1459*, Roma 1994, 302, n. 824.

⁷ C. ALONSO, *Bullarium Ordinis Sancti Augustini. Regesta*, vol. III, Roma 1998, 170, n. 430. El primer prior de esta fundación habría sido un Fr. Bartholomaeus (cfr. HENZE, *San Mateo*, 408).

⁸ *Ibid.*, 279, n. 733. Aquí se indica sólo el regesto; pero la había publicado íntegramente en 1628 L. EMPOLI, *Bullarium Ordinis Eremitarum Sancti Augustini*, Roma 1628, 327.

restauración del edificio y en la promoción en él de la vida religiosa⁹.

De esta época sería la colocación en la iglesia de S. Mateo de la imagen de Nuestra Señora del Perpetuo Socorro, que un comerciante de Creta habría robado en su tierra y traído a Italia y antes de su muerte habría entregado para que fuera colocada en alguna iglesia de Roma. Dan como fecha de este acontecimiento el 27 de marzo de 1499, y los documentos que se conocen sobre ello llevan de todos modos al pontificado de Alejandro VI¹⁰.

En los registros de Egidio de Viterbo consta la noticia de haber sido recibido en la iglesia de S. Mateo el cardenal protector de la Orden el 17 de enero de 1510¹¹. Se trataba del card. Rafael Riario, que fue protector de la Orden durante el largo período 1482-1521.

En los mismos registros de gobierno de la Orden de Egidio de Viterbo antes de ser asumido al cardenalato, aparecen otras dos anotaciones relativas al convento de S. Mateo. Una es del 30 de marzo de 1517, y en ella dice haber dado Egidio licencia a dicho convento para pedir limosnas en la campiña romana, para el sustento de dicho convento¹², lo que indica que los recursos económicos habituales no eran muchos. La otra es del 30 de septiembre del mismo año 1517, siendo ya cardenal pero siguiendo todavía al frente de la Orden. En ella dice haber mandado desde Viterbo, donde se encontraba por aquellos días, a dos religiosos, llamados ambos Francisco y originarios de Calabria, al superior del convento romano de S. Agustín, con orden de colocarlos en el convento de S. Mateo hasta que él mismo llegara a Roma¹³.

León X instauró en la iglesia de S. Mateo en 1517 - o bien restauró, si diéramos fe a las noticias de la antigüedad sobre S. Mateo como iglesia titular- el título cardenalicio para cardenales presbíteros. El primer titular fue el antiguo general de los fran-

⁹ C. ALONSO, *Bullarium Ordinis Sancti Augustini. Regesta*, vol. IV, Roma, 1999, 33, n. 59.

¹⁰ Cfr. HENZE, *San Mateo*, 409.

¹¹ *Aegidii Viterbiensis O.S.A. Regesta generalatus*, I, 1506-1514, Roma 1988, 173, n. 481.

¹² *Aegidii Viterbiensis O.S.A. Registrum generalatus*, II, 1514-1518, Roma 1984, 224, n. 733.

¹³ *Ibid.*, 279, n. 899.

ciscanos Cristóbal de Numancia, que recibió el título el 6 de julio de 1517, pero lo tuvo sólo 4 días, pues el 10 del mismo mes y año le trasladaron a otro título y el de S. Mateo fue asignado ese mismo día a Egidio de Viterbo, todavía prior general de los agustinos pero recién creado cardenal. Él lo mantuvo durante muchos años, hasta 1530, en que fue trasladado al título de S. Bartolomé en la isla Tiberina¹⁴. Egidio de Viterbo restauró una vez más la iglesia de S. Mateo y mandó hacer el artesonado, en el que mandó poner el escudo de armas de Clemente VII y el propio. De ello hace mención una de las lápidas a las que hacíamos alusión antes.

De los registros publicados de los priores generales posteriores a Egidio de Viterbo, concretamente de Jerónimo Seripando y Cristóbal de Padua, que llegan hasta 1559, sólo se puede leer una nota en el registro tercero de este segundo superior, relacionada con el convento de S. Mateo in Merulana. Está fechada en Roma el 1 de septiembre de 1554, y en ella dice haber dado a fray Mariotto de Urbino permiso para vivir en el convento de S. Mateo, del cual no pudiera sacarle nadie inferior al general, pero que, si se daba el caso de que alguno quisiera sacarle de allí, debería reembolsarle de los gastos hechos en la construcción de algunas partes y restauración de otras de dicho convento¹⁵. Esta noticia la confirma el historiador dominico Alfonso Chacón, quien precisa que los trabajos de restauración se habían hecho en 1553 y que por esa época era titular de esa iglesia el cardenal Girolamo Andino, legado papal ante el emperador para la paz¹⁶.

Se acaba de publicar también el registro de los viajes del P. Espíritu Anguisciola o Espíritu Vicentino, en el cual existe también una mención del convento de S. Mateo. Es una indicación de que el general, en su viaje de regreso de Nápoles a Roma a primeros de junio de 1585, cuando se acercaba a Roma procedente de Marino bajo la canícula, se hospedó por algunas horas en el convento de S. Mateo, prosiguiendo después hacia el con-

¹⁴ *Hierarchia catholica*, vol. III, 2. ed., Münster 1923, 67.

¹⁵ *Christophori Patavini O.S.A. Registrum generalatus*, III, 1554-1555, 104, fol. 284.

¹⁶ Cfr. FERRERO, *Ntra. Sra. del Perpetuo Socorro*, 81.

vento central de S. Agustín¹⁷.

Forcella publica, como hemos dicho antes, las 14 lápidas que se conservaban en la iglesia y convento de S. Mateo antes de su destrucción, las cuales ilustran algunos de los momentos de su historia supuesta o verdadera. Recordaremos aquí las que se extienden cronológicamente hasta finales del siglo XVI. La primera, por ejemplo, describe la bendición de la iglesia por mano del papa Pascual II en el año 1110, antes descrita¹⁸, pero ya hemos indicado antes que el P. Henze no la cree genuina. La segunda conserva el recuerdo de cómo el card. Egidio de Viterbo, que recibió esta iglesia como titular, restauró el artesonado, como ya hemos dicho también, en demostración de su gratitud a los papas León X y Clemente VII¹⁹. Otra inscripción es la del cardenal español Bartolomé de la Cueva, de la familia de los duques de Alburquerque, el cual en 1544 dejó recuerdo de su devoción al apóstol S. Mateo y de su gratitud a Paulo III por haberle asignado esta iglesia como título cardenalicio²⁰. Un benefactor laico del s. XVI fue el ginebrino Pedro de la Foresta, que gastó en 1579 en la reparación de las puertas y del altar mayor 100 escudos, a cambio de que se celebrara por él y su esposa una misa anual el día de Todos los Santos, como había quedado anotado en las actas del notario Barcholetti²¹. La última lápida del s. XVI es de 1590 y nos refiere cómo el agustino Cristovão de Barros, portugués, maestro en teología, gran predicador, habiendo venido a Roma para algunos negocios graves, recibió el mandato de asistir al Concilio de Trento por orden del papa Pío IV, fue nombrado después superior del convento de S. Mateo, donde fue superior por espacio de 20 años como consecuencia de elecciones sucesivas, y donde murió el 17 de julio de 1590 a los 70 años de edad. Esta lápida se la dedicó su amigo el español Alberto Martínez de Mata²².

¹⁷ *Spiritus Vicentini*, O.S.A. *Registrum viatorium*, 1583-1586, Roma 2004, 330, n. 733,

¹⁸ FORCELLA, *Iscrizioni*, 449, n. 727.

¹⁹ *Ibid.*, 450, n. 728.

²⁰ *Ibid.*, 450, n. 729.

²¹ *Ibid.*, 450, n. 730.

²² *Ibid.*, 451, n. 731. Sobre este religioso como prior de S. Mateo véase: FERRERO, *Ntra. Sra. del Perpetuo Socorro*, 278 y 279.

A mediados del siglo XVI aparece una insigne bienhechora en la persona de Sor María Pacheco, que regaló al pequeño convento romano el tabernáculo dorado del altar mayor, varios candeleros, lámparas y diversos objetos²³. Esta religiosa no era otra que una agustina del monasterio de Sta. Cruz de Ciudad Rodrigo, hermana del cardenal Pacheco, protector por algún tiempo de la Orden de San Agustín. Estaba pues en condiciones de constituirse en bienhechora, como la llaman las actas del convento de S. Agustín de Roma, al anotar estas ofertas, tanto más si se encontraba en Roma temporalmente en compañía de su hermano.

Cuando se trazó la amplia Via Merulana, que une las dos basílicas de S. María la Mayor y del Laterano por los años 1573-1575, se destruyó el pórtico que tenía y se orientó de otro modo la iglesia. Los gastos los costeó el ginebrino Petrus de Foresta, antes citado, el cual hizo colocar dos inscripciones, una tomada de la segunda carta de s. Pablo a los Corintios y la otra como dedicación a Ntra. Sra. del Perpetuo Socorro y al apóstol y evangelista S. Mateo. Era el año 1579. Pocos años después el card. Decio Azzolini el viejo, que fue titular de esta iglesia durante el breve tiempo de su cardenalato (1586-1587), mandó hacer la nueva fachada, adornándola con pinturas. La iglesia quedó constituida por una sola nave, con dos o tres capillas laterales. La de S. Ana y la de los SS. Mateo y Matías tenían pinturas del pintor romano Giovanni Antonio Lelli (1640), autor también de una Anunciación cerca del altar mayor. En la relación de la visita canónica de 1629 se dice que tenía 5 altares, uno de los cuales dedicado a s. Nicolás de Tolentino²⁴.

La supresión inocenciana de los pequeños conventos en Italia supuso la muerte temporal de este pequeño convento agustino en Roma. De la relación escrita entonces se comprende cuán modesta era esta fundación y por qué fue incluida entre las casas religiosas que debían ser suprimidas porque no reunían condiciones económicas para llevar una vida de observancia por parte de una comunidad religiosa. Fechada en Roma el 21 de abril de 1650, y firmada por los tres Padres Juan Crisóstomo Piro de Rimini, que era el prior, Inocencio Saracinelli y Lorenzo

²³ *Ibid.*, 82.

²⁴ Para todos estos detalles véase HENZE, *San Mateo*, 412.

Bartolomé, se dice que la comunidad estaba entonces formada por 4 sacerdotes y dos legos, uno de los cuales era profeso y el otro no. Pero lo desconcertante aquí es que los nombres de los sacerdotes que aparecen en esta lista no coinciden en absoluto con los de los que firman la relación. Las cifras de los ingresos y gastos son modestísimas y se alude a que el convento central de S. Agustín aportaba alguna cantidad para medicinas y otros gastos de la iglesia y de la comunidad. El convento constaba de un piso bajo con una sola habitación, aparte del refectorio, cocina, cuadra, granero, cantina y un pequeño huerto, y en el piso superior había un dormitorio pequeño y seis habitaciones para otros tantos religiosos²⁵. De lo dicho resulta claro que por estas fechas de mediados del siglo XVII este convento pertenecía a la provincia Romana, a la que había pertenecido desde su incorporación a la Orden en el siglo XV.

3.- Primera entrega del convento a los agustinos irlandeses

Entre 1652, en que este convento fue suprimido, y 1656 la casa debió de estar cerrada y desierta. La propiedad del conventillo pasó en teoría a la Rev. Cámara Apostólica. Pero, conscientes los agustinos del convento de S. Agustín de que algunos de los conventos suprimidos habían sido indultados de la supresión por motivos especiales, pensaron en hacer algo por salvar el convento de San Mateo. El prior P. Andrés Babbucci de Gubbio, en sesión capitular del 15 de diciembre de dicho año 1652, propuso a la comunidad si se debía hacer una súplica para conservarlo y si les parecía bien a los religiosos que a los 222 escudos de ingresos ordinarios del convento se les añadieran, procedentes del de S. Agustín, otros 40 más, con el fin de que pudiera sustentarse otro religioso además de los 5 que tenía habitualmente, con la obligación de conservar en la iglesia el Smo. Sacramento, y seguir satisfaciendo las cargas acostumbradas, recitar regularmente las horas canónicas, etc. Todos respondieron que sí. Los presentes al capítulo, que firmaron el acta respectiva, fueron 23. Tal vez a la espera de una decisión oficial, en 1653 los Padres de S. Agustín confirmaban como prior al que lo había sido el año anterior. Pero parece que no hubo tal decisión favorable por parte

²⁵ AGA (= Archivio Generale Agostiniano), li 4, fol. 354r-355r.

de la Curia Romana²⁶.

Por aquellos años la persecución de los católicos de Irlanda, desencadenada por Cronwell (1649-1655), trajo muchos sacerdotes exilados a Italia, así como también a Francia, España y otras naciones. Gobernaba la Orden por estos años el P. Filippo Visconti (1649-55) y era provincial de la provincia irlandesa el P. James O'Mahony, el cual, ante la matanza de varios frailes y el destierro de otros al continente, creyó oportuno trasladarse en 1654 al continente, de prisa y en secreto, estableciéndose en Bruselas, con la esperanza de encontrar el apoyo del gobernador de los Países Bajos y el del provincial de la provincia de Colonia para establecer allí una casa y seguir fomentando en la medida de lo posible la vida de la provincia. En su correspondencia con el prior general le informó de ello y, a petición del mismo General, le envió una carta-relación sobre los Padres muertos y exilados, con vistas a informar al Capítulo general de 1655. En esta relación destacaba por su importancia la narración del encarcelamiento, prisión y muerte del P. Guillermo Tirry, hoy beato Guillermo Tirry. En su respuesta a O'Mahony el P. Visconti sugirió la posibilidad de ofrecer a los perseguidos agustinos irlandeses una casa en Roma misma. Sólo que estos pensamientos no pudo verlos realizados porque en la primavera de 1655 él fue sustituido en el gobierno de la Orden por el P. Pablo Lucchini²⁷.

A estas alturas, parece probable que algunos de los agustinos exilados destacados en Roma o sus alrededores se dirigieron a la congregación de Obispos y Regulares para obtener la asignación del pequeño convento agustino de S. Mateo que estaba deshabitado: aunque pequeño, para ellos era un buen refugio, a falta de cosa mejor. Alejandro VII pensó que era una obra de piedad concedérselo y ordenó en 1656 al P. General de los agustinos que nombrara un prior irlandés para aquella casa. En la concesión había tenido peso la narración de la sangre de 14 frailes asesinados por la fe y de las penalidades de otros muchos que no murieron pero sí hubieron de salir al destierro²⁸. Algunos

²⁶ FERRERO, *Ntra. Sra. del Perpetuo Socorro*, 83-84.

²⁷ Para todos estos detalles véase B. HACKETT, *The Tirry Documents in the Augustinian General Archives*, en *Archivium Hibernicum* 20 (1957) 98-122.

²⁸ Poco después fue impresa esa relación en Bruselas, ese mismo año 1654, como folleto anónimo, redactado por el provincial O'Mahony y su secretario

de los exilados pasaron por Roma en busca de un refugio y recibieron ayuda del convento de S. Agustín, que se comprometió incluso a darles 50 escudos al año y el canon de la viña de S. Mateo para ayudarles a mantenerse. Ello permite presentar la operación de recuperación del pequeño convento como una acción altruista de la comunidad de S. Agustín a favor de los hermanos perseguidos²⁹.

El P. Lucchini nombró un vicario-prior irlandés en la persona del P. James MacCarthy, el 2 de julio de 1656, y dejó constancia de ello en sus registros de gobierno. Los irlandeses parece que empezaron a ocupar la casa en 1658, como consecuencia de la asignación efectiva que les hizo el papa mediante un decreto del 28 de septiembre de dicho año, emanado por una congregación particular. En dicho decreto se disponía que en la casa debían residir al menos 5 religiosos.

Los irlandeses parece que no pudieron cumplir en breve tiempo las condiciones que se les habían impuesto por la necesidad de restaurar un poco el convento para poder vivir en él los frailes previstos. Probablemente intervinieron las condiciones precarias del tiempo y la peste que entonces asoló Roma, unido a las estrecheces económicas de siempre.

4.- *La congregación perusina en el convento de S. Mateo in Merulana*

La circunstancia la aprovecharon los agustinos de la congregación Perusina de observancia para tratar de hacerse ellos con el convento en lugar de los irlandeses. En fecha no precisada pero acaso en 1660 el P. McCarthy presentó un primer memorial al papa protestando contra estos manejos de los perusinos para hacerse con el convento y pidiendo se confirmara la concesión hecha el 18 de septiembre de 1658. En este documento se dice que esperaban que el Rey Católico les diera un buen subsidio para la necesaria reparación del convento, donde pudieran vivir los

Henry Fitzgerald, y lleva el título: *Sanguinea eremus martyrum ord. Eremit. S. P. Augustini.*

²⁹ FERRERO, *Ntra. Sra. del Perpetuo Socorro*, 84.

religiosos previstos³⁰. Esta intervención no logró frenar las tramas de los frailes de la congregación perusina, pues en un segundo memorial poco posterior se insiste en que ellos se valían para conseguir su intento de todos los medios, como el de los obsequios a amigos, disminuyendo el número de los irlandeses del convento, arrojando con amenazas y terror al hermano fr. Nicolás de Canziano, encargado de buscar por la ciudad el pan para el convento, impidiendo una ulterior llegada de irlandeses al convento de S. Mateo y prohibiendo que los pequeños arrendatarios de las fincas del convento les pagaran sus cuotas. De todo ello había dado noticia al papa el card. Barberini, protector de Irlanda. El memorial añade que los frailes que de hecho vivían en S. Mateo lo hacían según la regular observancia, recitando las horas canónicas, observando la clausura, leyendo a la mesa durante la refección, practicando los oficios durante la noche, y prometiendo hacer cosas mayores siempre que el papa les ayudara en su petición³¹.

Pero todas estas gestiones no surtieron efecto para evitar que les fuera quitado el convento, mientras el 26 de marzo de 1661, Alejandro VII, mediante el breve *Pastoralis officii*, unía a la congregación Perusina, que era una congregación agustiniana de observancia, el convento de S. Mateo, que habían ocupado durante aquellos pocos años los agustinos irlandeses³². Éstos tuvieron que buscarse asilo en otros conventos de Italia; de todos modos, un santo hermano lego irlandés continuó formando parte de la comunidad de S. Mateo por espacio de unos 40 años, hasta finales de aquel siglo, siendo sumamente querido del pueblo y estimado de los eclesiásticos de Roma por su santidad. Vino a morir allí hacia 1700. Se llamaba Brother Donogh y él fue uno de los promotores del culto de Ntra. Sra. del Perpetuo Socorro³³, como recuerdan los historiadores agustinos irlandeses.

³⁰ Publica este memorial en su texto latino R. TELLERÍA, *Duplex Vaticanum documentum circa PP. Augustinianos Hibernos olim B. M. V. de Perpetuo Succursu cappellanos*, en *Analecta CSSR* 32 (1960) 43-46.

³¹ *Ibid.*, 45-46.

³² C. ALONSO, *Bullarium Ordinis Sancti Augustini*, vol. VII: 1644-1669, Roma 2002, 181, n. 515.

³³ Le dedica un sustancioso párrafo el P. F.X. MARTIN en la monografía *The Irish Augustinians in Rome, 1656-1956*, Rome 1956, 26-28.

Conocemos el memorial pasado a la secretaría de breves por Mons. Fagnano, secretario de la congregación de Obispos y Regulares, con ocasión del traspaso del convento a la congregación perusina³⁴, y él nos descubre las modalidades de esta operación. En cuanto a las razones, se aducen la imposibilidad de mantener en él a 5 agustinos irlandeses como se les había impuesto en la concesión de 1658. Por otra parte, aparece también la que, a nuestro juicio, fue la verdadera razón de la asignación de esta casa a la congregación perusina. Ésta poseía en Perugia un convento *intra moenia*, llamado de Santa Maria Novella. En Perugia existía también un monasterio de monjas benedictinas fuera de los muros. Por motivo de las guerras de la época las monjas se encontraban indefensas en dicho lugar. Para ayudarles, el papa dispuso que los agustinos cedieran a las monjas su convento *intra moenia* y ellos fueran a ocupar el de S. Bevignato de las afueras. Así lo hicieron, pero esta medida fue ocasión de que los agustinos, que eran parte de una congregación de observancia, perdieran la disciplina claustral que hasta entonces habían practicado.

Como remedio, el papa decidió asignarles el convento de S. Mateo in Merulana con todas sus pertenencias. Entre las disposiciones dadas en el relativo breve, se escribe que ellos podían trasladar de Perugia a Roma todos los bienes móviles propios, no los de la abadía de S. Bevignato, que debían abandonar entregándosela al encomendero. Con esos bienes y los propios del convento de S. Mateo se debería establecer en este convento una comunidad de 10 frailes, en la que volviera a estar en vigor la disciplina claustral. Todo lo dicho ofrece ocasión para pensar que el papa quiso compensar de alguna manera a los agustinos perusinos por el perjuicio que les había ocasionado obligándoles a ceder a las benedictinas su convento dentro de los muros de Perugia.

Los agustinos de la congregación perusina tuvieron este convento por espacio de 78 años, desde 1661 hasta 1739. Durante estos largos años los agustinos de la congregación perusina

³⁴ ASV, *Secr. Brev. Reg.* vol. 1230, fol. 569r-v. El contenido de la relación de Mons. Fagnano pasó en la sustancia al breve de 1739, del que nos ocuparemos luego, por el cual el convento de S. Mateo pasó por segunda vez a manos de los agustinos irlandeses.

lo aumentaron mucho y procuraron algunas fuentes de financiación para la comunidad. En los registros papales de este período aparece periódicamente la súplica que hacía el prior de esta casa al papa para poder celebrar misa en una finca que ellos tenían en Monte Rotondo, una viña, en zona plenamente rural³⁵, adonde iban sin duda a ejercer el apostolado entre la población de la comarca y obtener de ellos algunas entradas; entradas que procuraban aumentar también con la celebración de otras misas que celebraban a veces en algunas iglesias de Roma.

De este período de la estancia de los frailes perusinos en S. Mateo existen algunos datos históricos que merece la pena recordar. Por ejemplo, el 19 de octubre de 1674 el papa confirmaba mediante un breve la validez de la afiliación a este convento de la congregación perusina, decretada por el cardenal Altieri, protector de la Orden, del religioso Fr. José Velli, de la provincia Romana. Él había sido asignado a aquella casa antes de la entrega del convento a la congregación perusina y ellos querían obligarle a trasladarse a otro convento por la simple razón de que no era miembro de dicha congregación. Él recurrió con una súplica a la congregación de Obispos y Regulares. Vistas las razones, la congregación, después de haber oído el parecer del procurador general de la Orden, con decreto del 20 de julio de 1674 y después de una segunda súplica del religioso interesado, firmada el 12 de octubre de 1674, decidió remitir la súplica al card. Paluzio Altieri, protector de la Orden, para que diera su opinión. Pronunciado por éste un juicio favorable el 18 del mismo mes de octubre, el papa publicó el consiguiente breve, en virtud del cual se decidía que el religioso podía seguir en aquella comunidad, pues había sido afiliado a ella antes de la llegada de los perusinos³⁶.

Las otras lápidas publicadas por Forcella que no hemos mencionado todavía son posteriores a la historia de la primera asignación de esta iglesia y casa a los agustinos irlandeses, y se extienden desde 1678 a 1725 y por lo tanto son del período en que convento e iglesia estuvieron en mano de los agustinos de la

³⁵ C. ALONSO, *Bullarium Ordinis Sancti Augustini*, vol. IX: 1700-1740, Roma 2004, 137, n. 346; 202, n. 529; 282, n. 760.

³⁶ ID., *Bullarium Ordinis Sancti Augustini*, vol. VIII: 1669-1700, Roma 2003, 136, n. 374.

congregación perusina. Algunas de estas lápidas no carecen de interés histórico, habiendo sido puestas varias de ellas por el cardenal Francisco Nerli, florentino. En 1694, el cardenal Nerli, que por estos años era el titular de la iglesia de S. Mateo³⁷, obtuvo de los agustinos permiso para poner en ella su sepulcro y algunos monumentos que pensaba colocar.

Una de las lápidas puestas por el cardenal Nerli ofrece íntegro el texto del breve pontificio de Inocencio XII, del 1694, por el que se le concedía el permiso que acabamos de decir³⁸. La concesión de este breve nos es conocida por la documentación que la provocó. En efecto, ya en 1687, el cardenal había pedido a la comunidad agustina el consentimiento para hacer en la iglesia su sepulcro y la comunidad, reunida en capítulo conventual, se lo otorgó con fecha 7 de abril de dicho año. En esta ocasión dio a entender que deseaba hacer más tarde otros monumentos en la misma iglesia. Para hacerlos obtuvo a su vez primero el beneplácito de la comunidad, que lo dio en un capítulo conventual celebrado el 24 de junio de 1694; decisión que fue a su vez aprobada por el vicario de la congregación, P. Giuseppe Orsini, el 29 de octubre del mismo año. Obtenido este consentimiento de los frailes, el cardenal se dirigió con unas preces del 6 de noviembre de 1694 al cardenal Albani, para que corroborara dicho permiso mediante breve pontificio. El papa aprobaba esta concesión de los frailes con breve del 6 de noviembre de 1694³⁹. Los monumentos que deseaba colocar en S. Mateo este cardenal eran los tres siguientes: uno en recuerdo del papa Clemente X, que tanto le había exaltado a él mismo, otro en recuerdo de su tío el card. homónimo Francisco Nerli, arzobispo de Florencia, y otro en recuerdo de su propio padre⁴⁰.

Otra de las lápidas colocadas en la iglesia por este muní-

³⁷ Arzobispo de Florencia primero (1670-1685) y después obispo de Asís (1685-1689), fue creado cardenal el 12 de junio de 1673 en la quinta creación de Clemente X y el 25 de septiembre del mismo año recibió el título de S. Mateo in Merulana. El 17 de noviembre de 1704 fue trasladado al título de S. Lorenzo in Lucina, muriendo el 8 de abril de 1708. Cfr. *Hierarchia catholica*, vol. V, Padova 1952, 8; véase también Gaetano MORONI, *Dizionario di erudizione storico-ecclesiastica*, vol. 47, Venezia 1848, 293-295.

³⁸ ALONSO, *Bullarium*, vol. VIII, 453, n. 736.

³⁹ *Ibid.*, vol. VIII, 304-305, n. 867.

⁴⁰ Toda esta documentación en: ASV, *Secr. Brev. Reg.* vol. 1905, fol. 2r-7v.

fico cardenal, que fue titular de ella durante 33 años, contiene un texto amplísimo, que es una biografía completa de sí mismo, para perpetua memoria de su carrera a los más altos honores del sacerdocio, hasta el cardenalato⁴¹.

Mayor interés histórico tiene para nosotros la lápida que en 1699 pusieron en la iglesia los Padres agustinos de aquella comunidad como recuerdo de la visita que el papa Inocencio XII hizo a esta iglesia el lunes 21 de septiembre, fiesta de S. Mateo, a solicitud del card. Nerli, del prior general de la Orden Agustiniiana, P. Nicolás Serani y del prior del convento P. Giuseppe Orsini, vicario general de la congregación Perusina⁴².

La lápida que recuerda la relación del card. Nerli con esta iglesia, antes de ser promovido a otras iglesias más insignes, se le puso a él en 1708, después de su muerte a los 72 años y con ocasión de su sepultura en ella.⁴³

Es ésta la primera lápida del s. XVIII, del cual se transcribe una más, la última de la serie. En ella se recuerda otra visita papal al convento de S. Mateo, cuando en 1725, con ocasión del año jubilar, el papa Benedicto XIII se hospedó un rato en el refectorio de la casa el 14 de marzo, a mediodía, pero no quiso tomar nada, estando acompañado por el prior general de la Orden, el procurador general y la comunidad del convento⁴⁴.

Cómo era el convento en 1731, muy pocos años antes de su entrega por segunda vez a los irlandeses lo deja ver una bellísima incisión del agustino alemán Ángel Höggmayr, que publicó una colección de grabados de las provincias de la asistencia alemana y también ocho láminas de los ocho conventos masculinos que la Orden tenía en Roma, entre la rama central y las ramas de los descalzos italianos y españoles. Estas láminas están precedidas por una brevísima introducción histórica, que, por lo que se refiere al convento de S. Mateo, nada contiene que no

⁴¹ FORCELLA, *Iscrizioni*, vol. X, 454, n. 737.

⁴² *Ibid.*, vol. X, 455, n. 738. El P. Giuseppe Orsini era prior de S. Mateo en 1685 y fue vicario general de la congregación Perusina por lo menos desde 1694 hasta 1699, año en que como vicario tomó parte en el capítulo general de la Orden, celebrado ese año. Es autor de varias obras. Cfr. David PERINI, *Bibliographia Augustiniana*, vol. III, Firenze 1935, 40.

⁴³ FORCELLA, *Iscrizioni*, vol. X, 455, n. 739.

⁴⁴ *Ibid.*, vol. X, 456, n. 740.

hayamos dicho en las páginas que preceden.

El libro de incisiones se publicó en Munich en la imprenta de la viuda María Magdalena Riedlin. La lámina dedicada a S. Mateo presenta al convento con su iglesia en medio de un gran jardín. Al fondo de la nave de la iglesia se ve la esbelta torre campanaria, y a la derecha el modesto convento, con seis ventanas en el piso superior, que corresponden a las seis habitaciones que tenía en esa parte⁴⁵.

5.- *El convento de S. Mateo es asignado por segunda vez a los agustinos irlandeses (1739), que lo mantienen hasta el final de su historia*

Es conocido por la historia cómo el pretendiente al trono de Inglaterra de la familia de los Estuardos, que recibió de los suyos el nombre de Jacobo III, se estableció en Roma, donde murió en la segunda parte del siglo XVIII. Un hermoso monumento en la basílica de S. Pedro lo recuerda en compañía de sus dos hijos, uno de los cuales fue cardenal de la Iglesia Católica.

Su influjo en la corte papal era grande y a él recurrieron algunos agustinos irlandeses para recobrar su antiguo convento de S. Mateo de Roma, que en el siglo anterior habían tenido sólo por espacio de tres años. Concibieron la idea de establecer en él un colegio donde se formaran los jóvenes reclutados en Irlanda para ejercer después de su formación el apostolado en su patria y en Inglaterra. El P. Francis X. Martin cita cuatro agustinos que pudieron tener influjo en el pretendiente al trono inglés por varias razones: fueron éstos los PP. Francis Birmingham, John Kelly, John Dowdall y George Vaughan; este último era el provincial en marzo de 1739. De todos modos, el autor admite que estamos faltos de información acerca de quién influyó concretamente en el monarca para que les prestara su apoyo ante el papa⁴⁶.

Presentada la petición por el rey Jacobo III a Clemente XII, éste la acogió con favor y, superando los obstáculos que se pre-

⁴⁵ Angelus HÖGGMAYR, *Monasteria Romana fratrum Ordinis Eremitarum S. Augustini, aeri incisa a Iohanne Matthia Steidlin*, Monachii 1731. En 1974 el Instituto histórico agustiniano de Lovaina hizo una edición anastática.

⁴⁶ MARTIN, *The Irish Augustinians*, 30-31.

sentaron a este despojo de la casa a los agustinos de la congregación perusina, mandó asignarla a los agustinos de la provincia de Irlanda, con el fin preciso de que fuera casa de estudios con vista a la tarea misional antes dicha. El breve de asignación lleva la fecha del 2 de marzo de 1739, pero su gestación tuvo lugar durante los meses finales de 1738. El texto del breve, conservado en el archivo del convento de S. Mateo, fue conocido en su tiempo por un historiador agustino irlandés, que lo publicó a mediados del s. XIX⁴⁷, pero la documentación que precedió a la redacción y entrega del documento no era conocida. Y como la consideramos de gran importancia para ilustrar este episodio, recurrimos a ella para tejer nuestra exposición de los acontecimientos que llevaron a la publicación del breve.

La operación de preparación del terreno se puso en manos de un cardenal cuyo nombre no se escribió, tal vez el card. Passionei, secretario de breves. Él se puso en contacto con el procurador general de la Orden, Fr. Benedetto Agostino Gattini, para conocer el pensamiento de la Curia Agustiniiana ante el proyecto. Él se mostró favorable en principio pues resultaba positivo para la Orden que ésta dispusiera de una casa en Roma para acoger a los jóvenes irlandeses, que hasta ahora se veían obligados a vagar por los conventos de otras provincias de España, Francia e Italia, con el peligro de que en ellos fueran instruidos menos correctamente de lo que se deseaba para ejercer después el sagrado ministerio en su tierra.

La segunda cosa que ponía de relieve el procurador general era que difícilmente se podría asignar a los agustinos irlandeses esta casa sin provocar la reclamación de los agustinos de la congregación perusina. Pero opinaba, de todos modos, que tal reclamación podía considerarse de pequeña importancia, ya que con esta asignación nada se quitaba a la Orden Agustiniiana como tal, sino que ella recibía un favor y no poca gloria al ver ennoblecida una casa que hasta ahora servía sólo para el interés de unos pocos. Seguidamente ponía de relieve que la provincia de Irlanda podía avanzar un cierto derecho a aquella casa por la posesión que tuvo en tiempo de Alejandro VII, aunque fuera

⁴⁷ [W.J. BATTERSBY], *A History of all the abbeys, convents, churches and others houses of the Order, particularly of the Hermits of St. Augustini in Ireland*, Dublin 1856, 98-110.

breve (1558-1561). Pero el procurador general no disponía de datos concretos sobre si los irlandeses habían estado o no en dicho convento, sino que conocía sólo el nombramiento que el P. General Paolo Lucchini había hecho de un fraile irlandés para prior de S. Mateo cuando supo que Alejandro VII lo había asignado a aquella provincia. Entre las causas del fracaso de esta primera posesión cita la peste que asoló por entonces Roma, y como justificación de su desconocimiento de la historia posterior el no haber tenido a la vista los libros del convento de S. Mateo.

Otro tema a tener presente era el de la actitud del P. General ante este proyecto. Dice el procurador general que no estaba seguro sobre si recibiría bien la propuesta pero que, si actuaba independientemente, debería aceptarla de buen grado, dado que unos cuatro años antes él mismo había suplicado al papa a favor de la ampliación del convento de S. Mateo y su dedicación a favor de las misiones de Oriente. Sólo que la falta de recursos hizo ineficaz el intento.

El procurador termina su exposición diciendo que el dedicar esta casa a los jóvenes irlandeses con el fin misional indicado redundaría en honor de la Orden y que de no ser el convento de S. Mateo, no veía qué otra casa de Roma se podría destinar para ello⁴⁸.

Se pasó, pues, a la fase operativa redactando un programa en 7 puntos sobre las condiciones bajo las cuales se les podía asignar aquella casa. Eran éstas: 1. Todos los bienes actuales del convento deberían ser asignados a la provincia de Irlanda. 2. En dicho colegio no debería haber más de seis jóvenes además del prior, dos profesores, un administrador y algunos criados, todos los cuales deberían ser de Irlanda, con excepción de que al comienzo podría quedar un fraile italiano práctico en la economía de la casa. Pero la formación de la comunidad conventual debía contar siempre con el visto bueno del P. General, a quien correspondía la vigilancia sobre dicho convento. 3. Los jóvenes que vinieran deberían prestar en manos del P. General el juramento de ir a las misiones de Irlanda apenas terminaran su preparación escolástica, a menos que el mismo P. General les pusiera de profesores en dicha casa o en otras de Italia; pero al final de todo

⁴⁸ ASV, *Secr. Brev. Reg.* vol. 2963, fol. 291r-v.

deberían ir a cumplir su ministerio en Irlanda. 4. El curso de los jóvenes debería extenderse a 8 años y el de sus profesores a tenor de las constituciones de la Orden. 5. Los profesores podrían aspirar, al final de su trabajo, al grado de maestros según las constituciones y previo el correspondiente examen, y los jóvenes a su vez podrían aspirar al lectorado según las constituciones. 6. Esta asignación no tendría efecto hasta que la provincia de Irlanda estuviera lista para cumplir con estas condiciones y sólo entonces se haría entrega de la casa al superior designado. 7. Si en algún caso la provincia de Irlanda no pudiera o no quisiera mantener el convento en calidad de colegio, la casa, sin más declaración, debería regresar a la congregación perusina, como estaba al presente⁴⁹.

Este primer plan no resultó del agrado de los frailes irlandeses, que lo calificaron de «defectuoso, vicioso y lleno de cosas repugnantes y perjudiciales, aptas para hacer nula la disposición pontificia y las premuras de S. Majestad».

Por otra parte, la reacción de los frailes de la congregación perusina, que el procurador general había previsto, no se hizo esperar. En una larga exposición latina reivindicaron su derecho a poseer aquella casa. Aportaban al principio los datos históricos que ya conocemos acerca de su paso de la provincia Romana a los frailes irlandeses en tiempo de Alejandro VII, y subsiguiente paso a la congregación perusina. Luego daban las razones jurídicas y ponían de relieve cómo la casa sustentaba ahora a 12 frailes, pero no por mérito de sus rentas, que eran mínimas, sino del empeño de los perusinos que trajeron de Perugia todo lo que pudieron que no era del monasterio de S. Beignato, donde vivieron por algún tiempo fuera del casco de Perugia. Subrayaban las grandes mejoras hechas por ellos en el antiguo y ruinoso convento de S. Mateo. Luego negaban que el papa, no obstante su poder absoluto en la Iglesia, pudiera moralmente hacer una injusticia a la congregación perusina, que no tenía sino unos pocos conventos de ínfima calidad, si se exceptuaban los conventos de Perugia y de L'Aquila. De esta consideración pasaban a refutar el principio de que los jóvenes irlandeses no pudieran educarse

⁴⁹ *Ibid.*, fol.287r-v. Adjuntas hay otras dos copias de este documento: fols. 288r-v: fol. 290r-v y 307r.

convenientemente en otras naciones, como de hecho se educaban en gran número en Francia, España e Italia, donde se formaban bien. En este contexto subrayaban la ortodoxia de los estudios generales agustinos de dichas naciones. Proseguían luego enfatizando que las rentas del convento eran muy pequeñas, 227 escudos, y hacían alguna alusión a la viña que tenían en Monte Rotondo y a las misas que celebraban en diversas iglesias de Roma para apoyar a la economía del convento, pero a base de un trabajo que no podrían soportar jóvenes dedicados al estudio. Estas habían sido las razones por las que el P. General desistió de hacer de S. Mateo un colegio a favor de las misiones de Asia en 1734⁵⁰.

El plan de concesión de S. Mateo a los irlandeses seguía su curso, pero a un cierto momento por parte de ellos se temió que el P. General y el procurador general lo estorbaran con las condiciones que se iban a introducir en el texto del breve. Por ello de Roma informaron a un agustino, acaso el provincial, de estas tramas y de ellas se hizo a su vez eco un informador anónimo en un escrito dirigido a Mons. Amati, encargado de la redacción del breve. El tener que hacer venir de Irlanda al nuevo prior para que pudiera tomar posesión era una dificultad. El anónimo terminará por sugerir que se nombrase al irlandés P. Agustín Higgins, que residía en Aquapendente, y así se evitaría la dilación en la entrega. Por lo demás el hacer que seis jóvenes, con el noviciado hecho, estuvieran listos para partir para Italia a residir en S. Mateo no era cosa que se pudiera improvisar de la noche a la mañana⁵¹.

Se hizo pues una primera redacción de este breve, que resultó de una amplitud muy grande por el afán de atar bien los cabos y no omitir cosa alguna de las previstas para tal concesión. Tenía por lo menos 25 páginas, pues en un escrito de reparos por parte de los irlandeses al texto del breve se hace alusión a

⁵⁰ *Ibid.*, fol. 2293r-294v y 303r-304v, bajo el título: «Informativa facti de conventu et ecclesia S. Matthaei in Merulana de Urbe non alienandis a congregatione Perusina Ordinis Eremitarum Sancti Augustini in favorem PP. Hibernorum eiusdem Ordinis».

⁵¹ *Ibid.*, fol. 292r-v y 305v. Otro de los reparos que se expresaban en este escrito era que en el breve no se hacía alusión alguna a la súplica de Jacobo III al papa, lo que ponía en peligro la posesión misma de la casa.

otras tantas «fachadas». Los principales reparos eran éstos: no se debería decir que todos los jóvenes de la provincia debían venir a S. Mateo, porque siendo éstos muchos y estando esparcidos en otras naciones europeas, obligarles a todos a educarse en S. Mateo era recortar las posibilidades de reclutar otros muchos. Había que reformar, pues, la redacción de este punto, que se encontraba en la página sexta.

En la página novena se decía que el convento fuese asignado a la provincia irlandesa con todos sus bienes. El redactor de estos reparos añadía que sería bueno añadir de estos bienes «actu annexa et connexa», para evitar futuros litigios si los frailes de la congregación perugina pretendieran entregar sólo los bienes que fueron del convento antes de su llegada y no todos los que la casa tenía ahora. En la página 11, donde se decía que había que hacer en presencia del P. General un inventario de los bienes que se entregaban, se sugería que fuera en presencia de él o de otro religioso delegado por él, pues con frecuencia estaba fuera de Roma por motivos de gobierno de la Orden y tener que esperarle podría retrasar la entrega. Otro reparo se refería al lugar que debía ocupar en la comunidad el P. Saverio Valletti, el italiano que iba a quedar en ella para ayuda de los irlandeses especialmente en las cosas administrativas. Según esta sugerencia su puesto debería venir después del rector, del profesor y del subprior. Otra sugerencia era en contra del eventual nombramiento de un viceprior que pudiera no ser irlandés, nombrado por el P. General en los casos de ausencia del prior. El censor dice que esta determinación podría ofender a los demás religiosos irlandeses, al colocar a un extraño en una casa de frailes irlandeses. Otros reparos se referían a la norma de que el P. General interviniese en las cosas de S. Mateo «de suae congregationis consilio», aclarando que la congregación general funcionaba sólo en los capítulos generales, mientras que, terminados éstos, los que le asistían eran los definidores, y cuando él se ausentaba de Roma dejaba un comisario general. Finalmente, el tiempo dado a la provincia de Irlanda para demostrar que era capaz de poner la casa en funcionamiento, que era un bienio, pareció poco tiempo al anónimo censor, el cual pidió un tiempo más amplio⁵².

⁵² *Ibid.*, fol. 295r-v et 302r-v.

Existe un documento de mano del card. Passionei, secretario de breves, en el que explica cuáles de las sugerencias se habían considerado oportunas y cuáles no habían sido aceptadas. Por ejemplo, no fue aceptada la propuesta de dar un tiempo más amplio, siendo suficiente el bienio⁵³.

Con fecha 26 de diciembre de 1738 desde la secretaría de Estado se avisaba con un billete al cardenal secretario de breves que, visto el oráculo del papa, se acelerase la entrega del convento de S. Mateo a los irlandeses. En respuesta a esta solicitud se preparó un documento con los datos fundamentales que debía contener el breve y se aclaraban algunos puntos que en el primer proyecto generaban dudas al respecto⁵⁴. Una de las cosas que se había hecho previamente había sido la de preparar un segundo plan en once puntos, con el fin de que el breve resultase inopugnable desde el punto de vista jurídico y abriera la puerta a la entrega efectiva del convento a los agustinos irlandeses. En efecto, el breve recogerá todos y cada uno de los once puntos con sus numerosas prescripciones⁵⁵.

Todas estas gestiones requirieron su tiempo antes de que el breve estuviese presentable para ser suscrito por el papa. Lo hizo el cardenal nepote, como lo dice una nota del card. Passionei, secretario de breves, en el margen izquierdo y en el dorso del folio final del largo documento que era el breve de entrega a los irlandeses. Esta nota precisa que se remitió al nepote del papa el documento con fecha 21 de febrero de 1739, pero el breve lleva la fecha del 2 de marzo del mismo año. El texto desarrolla nada menos que seis páginas a línea seguida de ordenador moderno y se conservó por mucho tiempo en el archivo del convento de S. Mateo, como ya hemos dicho. De allí lo transcribió para publicarlo, como ya hemos recordado también, el P. Battersby a mediados del siglo XIX. El original se encuentra hoy en el Archivo General de la Orden, con la signatura: Hh 7 - 70.

Del período en que el convento estuvo en manos de los irlandeses no faltan datos históricos que merecen ser recordados.

⁵³ *Ibid.*, fol. 296r-301v.

⁵⁴ *Ibid.*, fol. 289r-v et 308r-v: «Notitie in risposta al biglietto del Sign. Card. Segretario dei Brevi all'Emmo. Sign. Cardinal Corsini».

⁵⁵ *Ibid.*, fol. 285r-286v et 311r-312v: «Il secondo piano immune da qualunque attacco e difetto, a norma di cui si desidera che si formi il breve».

El primero es la reforma que se hizo necesaria pocos años después de la entrega del convento a los irlandeses para poner orden en la casa, derogando algunas de las condiciones contenidas en el breve de concesión. En 1746 los irlandeses se dirigieron con un memorial al papa Benedicto XIV para pedirle que, dadas las fuertes deudas que se habían contraído antes de su llegada con ocasión de algunas edificaciones, y dado que no lograban extinguirlas con el número actual de conventuales, se hacía necesario disminuir en algo el número de religiosos de la comunidad que el breve de Clemente XII había impuesto en la concesión. Además, era necesario poner como prior una persona experta en las cuestiones italianas, que fuera irlandesa pero no necesariamente procedente de Irlanda sino también de los irlandeses profesos en otras provincias, especialmente de Italia, y que no hubiera que esperar que, cada vez que hubiera que nombrar un nuevo prior, hubiera que hacerlo venir de Irlanda. Con frecuencia era necesario también cambiar algún estudiante distraído en sus deberes religiosos. Por todo lo cual pedían al papa que pudieran tener dos estudiantes menos y se cambiaran algunas de las reglas dichas.

En la secretaría de breves, antes de decidir nada quisieron conocer la opinión del cardenal protector de Irlanda, que era el card. Corsini, el cual debería interpelar también al P. General. El prior general Agustín Gioja, que presentó su informe el 23 de febrero de 1746, se mostró totalmente a favor de las peticiones de los frailes de S. Mateo. A su voto se alineó también el del cardenal Corsini, el cual remarcó la necesidad de nombrar prior-ecónomo a algún irlandés práctico en las cosas administrativas y en el cultivo de las viñas, que era la fuente económica principal del convento, y que se redujera la familia en un sacerdote y dos estudiantes menos. Todas las demás sugerencias las aceptaba de buena gana y daba un voto de favor al actual General, que había demostrado su celo por esta causa. Ante los votos favorables del cardenal y del prior general, la Santa Sede emanó el breve «Exponi nobis nuper fecerunt» del 25 de febrero de 1746, por el cual se encomendaba al prior general agustino efectuar todos los cambios pedidos y cambiar a los frailes culpables de inobservan-

cia después de haber avisado al protector del reino de Irlanda⁵⁶.

Al principio de su largo generalato, el P. Francisco Javier Vázquez tuvo que intervenir en la vida del convento, al parecer bajo la señalación de algunas acusaciones contra algún fraile del convento, que, haciendo uso excesivo del vino, se quedó tirado por tierra en la calle y algún ciudadano tuvo que llevarle al convento. Ello provocó una visita del P. General encomendada al prior del convento de S. Agustín, el P. Ignacio Iommelli. La visita tuvo lugar a partir del 29 de marzo de 1756 y de ella ha quedado la respectiva documentación en un fascículo del Archivo General de la Orden, que contiene no pocas informaciones acerca del convento mismo, de algunos de sus moradores irlandeses y sobre todo de las posesiones del convento, tanto en la zona de Perugia como y sobre todo en los alrededores de Roma. El visitador exigió las cuentas del último cuatrienio; de ellas se recaba una fotografía exacta del estado económico de la casa.

El 28 de marzo de 1756 el P. Iommelli mandó un aviso de que al día siguiente se presentaría en la casa de S. Mateo para un negocio que le había encomendado el P. General, por lo cual les intimaba que se encontraran en ella tanto el superior como todos los demás religiosos de ella⁵⁷. Al día siguiente, reunidos todos los religiosos en capítulo conventual, les exhortó a manifestar sinceramente cuanto supieran del superior y de las cosas de las que fueran preguntados durante la visita. Los interrogatorios tuvieron lugar todos ellos el 1º de abril del mismo año. La comunidad se componía entonces al menos de 9 personas, de las cuales seis eran sacerdotes y los demás hermanos o servidores. El prior era el P. Sylvester Flemming, y los otros religiosos eran un lector, cuyo nombre no se cita, y los PP. Nicholas Maccan, Timothy Smith, Joseph Walsh y John Nolan. Estaban además el Hermano Pasquale, Fra Giorgio Baldocchi y Fra Giuseppe. Se conservan las respuestas de cuatro de ellos, a saber de los PP. John Nolan, Timothy Smith, Nicholas Maccan, y el hermano lego Fra Giorgio Baldocchi. Existían con seguridad también algunos estudiantes, pero no se les nombra personalmente en esta documentación.

⁵⁶ ASV, *Secr. Brev. Reg.* vol. 3113, fol. 269r-276v.

⁵⁷ AGA, li 35, fascículo no numerado al principio.

Las preguntas sobre las que fueron interrogados se referían en primer lugar al culto: frecuencia al coro, estado de la iglesia, custodia del Smo. Sacramento etc.; el segundo tema se refería al trato a los enfermos; el tercero a la obediencia a las órdenes del P. General; el cuarto punto trataba sobre si estaba regularmente encendida la lámpara del dormitorio durante la noche; la quinta pregunta trataba sobre el consumo de vino y los accidentes ocurridos a dos de los religiosos de la casa; la sexta sobre los vestidos que se debían distribuir a los religiosos; la séptima sobre la administración de los bienes del convento; y la última sobre la regularidad en los estudios, que se hacían en casa, como es sabido.

Las respuestas no contienen cosa notable sino pequeños detalles de la vida diaria, como la obligación de la serótina impuesta por el rector unos meses antes, no obstante que algunos religiosos decían que la había dispensado el anterior Prior general Agustín Gioja; que a algunos religiosos no se les atendía conveniente en cuanto al vestido; que los horarios de las clases variaban, etc. Con relación a los dos episodios de la embriaguez, se explica que uno fue más bien un malestar pasajero, el cual sucedió una vez a P. Wals, como lo afirma en su declaración el P. Nolan, que dice le acompañaba en aquel momento. El segundo caso fue el del P. Smith, el cual dice que, estando una vez en casa de connacionales irlandeses, el vino le alteró tanto que, al volver a casa, se sintió mal y tuvieron que acompañarle, añadiendo de pasada el caso sucedido al P. Wals. El P. Smith, por lo demás, se muestra contrario a seguir teniendo en casa al lego novicio Baldocchi, porque no cumplía con sus deberes.

El P. Nicholas Maccan era el maestro de novicios, y da un atestado amplio y diversificado, explicando, por ejemplo, que además de los casos del P. Joseph Wals y Timothy Smith, también a veces los estudiantes en casa abusaban del vino. Como curiosidad se puede recoger su sugerencia de que se nombraran confesores fijos, porque quedando a libre elección, los estudiantes se confesaban con quienes eran sus cómplices en los abusos del vino, etc. Sobre este particular explica que a cada religioso le asignaban una cantidad fija de vino, y que entre el hermano lego y el prior habían hecho desaparecer 28 barriles de vino.

En su declaración el hermano Giorgio Baldacchi explica que él era el encargado de pedir las limosnas y de distribuir el vino y que se llevaba un libro firmado de su mano de todo esto. Habla de un Fra Giuseppe oblato, que era el cocinero y que hacía dos años y medio que estaba en casa; y añade que, si no tuviera que estar él mismo en el convento para la distribución del vino, podría recabar hasta 45 paoli recolectando limosnas.

El prior, que ejercía también de ecónomo, presentó las cuentas de la casa y una justificación de las mismas. Abarcaban el arco de tiempo 1752-1756, el quadrienio en que él había gobernado la casa. Esta documentación económica está repleta de datos financieros sobre las posesiones que tenía el convento y sobre las entradas y salidas. Entre las posesiones se enumeran bienes de Roma, de Monte Compatri, de Perugia y de Monte Rotondo. Las entradas consistían en el alquiler de varias casas a diversas personas en Monte Rotondo y en Monte Compatri; había también títulos bancarios en Roma. Otra entrada eran las misas que se celebraban y se cita expresamente al monasterio dei Santi Quattro Coronati.

Entre las salidas aparecen los intereses para la extinción de un censo debido al señor Giuseppe Honorati. Se explica que éste era un albañil o constructor a quien se debían 1.300 escudos por las obras hechas en los últimos tiempos. Con la intervención del cardenal Corsini, los había rebajado a 1.200 con la condición de cobrarlos todos rápidamente, y el cardenal, para ayudarles, les había dado 200 escudos. Los otros mil eran los que había que amortizar lo antes posible.

Otras salidas eran debidas a la vida diaria, vestidos, comida, medicinas etc. de los religiosos. Estos papeles contienen numerosos detalles para quien quisiera adentrarse en su contenido. Existen también unas páginas de manos diversas en las que se describen bienes que no sabemos si eran de S. Mateo por esta época o bienes de los agustinos de la congregación perusina y que describen al detalle los bienes del priorato de Gaeta, los bienes de Pastena, de Idro, de Mirandola.

El documento final de la visita, que conocemos sólo por la minuta de mano del visitador, es el que contiene los decretos que se promulgaron al final de la misma, en una fecha que no se especifica. He aquí tales decretos:

a) Se debía celebrar diariamente al menos una misa en la iglesia en el altar del Smo. Sacramento.

b) El P. Prior era el que debía distribuir a los sacerdotes indicándoles dónde podían celebrar misa fuera de casa.

c) Diariamente se deberían hacer la oración mental y la recitación de las horas canónicas en los tiempos acostumbrados, excepto los días impedidos.

d) Una vez al año, por tiempo de adviento, se debían hacer los ejercicios espirituales.

e) Tanto si hubiera serótina como si no la hubiera, los religiosos debían estar en casa siempre antes de las 24 horas.

f) Las lecciones debían hacerse constantemente a la hora determinada, y a ellas debían acudir todos los estudiantes.

g) En adelante debería haber siempre tres depositarios, que deberían ser el prior, el lector y el más antiguo de los Padres estudiantes.

h) Estos Padres depositarios deberían examinar indispensablemente dos veces por mes las entradas y salidas, poniendo sus firmas al final de cada página del registro.

i) Estos tres Padres deberían administrar todos los dineros comunes y privados de los religiosos, que debían guardarse en el depósito, anotando a quiénes se daba cada cantidad, y firmando también los interesados.

k) Se debía renovar al menos una vez al año la ceremonia del expropio, conservando los documentos en el depósito mismo.

l) Se debería dar diariamente a cada religioso su ración de vino, y si uno no lo quería, debía ceder en beneficio del convento, sin poder acumularse raciones de un día para otro. No se permitía a nadie beber el vino fuera del convento, con amigos, por ningún motivo.

m) El último decreto se refería a quienes se excedían en el vino, fijando las penas a que debía ser sometido el delincuente la primera, la segunda o la tercera vez que lo hiciera.

Fuera de la luz que entra por esta ventana, no se puede reconstruir mejor la historia de la permanencia de los agustinos irlandeses en S. Mateo durante la segunda mitad del siglo XVIII por haberse perdido su archivo con ocasión de la destrucción del convento durante la ocupación francesa de Roma en 1798. De todos modos algún dato más se puede espigar aquí y allá. Uno

de los priores de la casa fue el P. John Corban, el cual escribía el 31 de agosto de 1763 a su provincial en Irlanda dándole noticias sobre la vida del convento por aquellas fechas. Además de narrar la llegada de un irlandés, procedente de Francia y colocado en S. Agustín de Roma, de pasada cuenta que ese año no iba a producir nada la viña que tenían en Monte Rotondo, debido a las continuas lluvias; de pasada dice también que estudiantes y novicios estaban bien⁵⁸. La presencia de novicios por estas fechas en S. Mateo confirma los datos apenas señalados con ocasión de la visita generalicia del P. Iommelli.

Otros religiosos que fueron priores o profesores en S. Mateo durante la segunda parte del siglo XVIII son también conocidos. Por ejemplo, el P. Nicholas Molloy que era profesor en torno a 1790 y cuya personalidad es conocida por otras actividades suyas⁵⁹. Dos de los primeros fundadores de la Orden en Estados Unidos, los PP. Mathew Carr y John Rosseter, estuvieron también en S. Mateo en los últimos años de su existencia como convento (Rosseter 1788-1790), y aquí recibieron ambos de los superiores de la Orden la misión canónica de ir a fundar casas en aquellas tierras⁶⁰. El tercero de los agustinos irlandeses en viajar a Estados Unidos fue el P. George Staunton, que fue rector de S. Mateo durante el cuatrienio 1787-1791. Cuando el 27 de agosto de 1796 se fundó canónicamente la provincia de Villanova, fue a petición del P. Philip Crane, que era prior de S. Mateo⁶¹.

La iglesia de S. Mateo fue vendida en las semanas inmediatamente posteriores a la entrada de los franceses en Roma y poco después demolida al suelo. La demolición comenzó en junio de 1798 y, según una bula papal de diciembre de 1801, para esas fechas no quedaba rastro de la misma⁶². Algunas obras de arte que se encontraban en S. Mateo a la vigilia de su destrucción fueron llevadas a San Juan de Letrán.

El convento, en cambio, permaneció en pie todavía por algunos años pues en un informe del 4 de julio de 1811, hecho

⁵⁸ [BATTERSBY], *A History of all the abbeys*, 118-119.

⁵⁹ *Ibid.*, 133-136.

⁶⁰ Cfr. *Analecta Augustiniana* 3 (1909-1910) 395-398.

⁶¹ Cfr. *Ibid.*, 399-401.

⁶² MARTIN, *The Irish Augustinians*, 38, recogiendo los datos de HENZE, *San Mateo*, 143.

por los delegados para su incorporación a la Administración del Débito Público, se describe minuciosamente. Pero la vida en este convento, sin la iglesia, ya demolida, se hacía impracticable, por lo que la comunidad de agustinos irlandeses a este punto se dispersó, regresando algunos a Irlanda, yendo otros a las nuevas fundaciones de los Estados Unidos, pasando el resto de ellos a la iglesia y monasterio de San Eusebio, que había sido antes de monjes celestinos. Los Agustinos estuvieron allí hasta 1819⁶³. Pero esta continuación cae ya fuera de los propósitos de este estudio, centrado en la historia del pequeño convento de S. Mateo, ubicado desde siempre entre Santa María la Mayor y S. Juan de Letrán.

SUMARIO

En este artículo se hace una reconstrucción histórica del pequeño convento agustino de S. Mateo in Merulana de Roma, que estuvo en mano de los agustinos desde el siglo XV hasta 1799. En la iglesia de este convento se veneró durante tres siglos el icono de Ntra. Sra. del Perpetuo Socorro que en 1866 fue entregado por Pío IX a los redentoristas. Se recuerdan al principio las noticias verdaderas o supuestas de la historia de la iglesia de S. Mateo como iglesia de título cardenalicio, desde la antigüedad cristiana hasta el siglo XIII. Se describe después su historia a partir de 1455, en que la iglesia fue dada como encomienda al agustino P. Pablo Matabuffi, del cual pasó a depender de la provincia Romana. Suprimido el convento entre 1652 y 1658 como consecuencia de la supresión inocenciana, entre 1658 y 1661 estuvo en manos de los agustinos irlandeses. Pero en 1661 Alejandro VII lo dio a los agustinos de la congregación de observancia de Perugia que lo tuvieron hasta 1739, cuando Clemente XII lo dio nueva y definitivamente a los agustinos irlandeses. Este último período es el que se describe con mayor detalle, a la luz de documentación del Archivo General de la Orden no utilizada anteriormente.

⁶³ FERRERO, *Ntra. Sra. del Perpetuo Socorro*, 86.

SUMMARY

In this article one finds a reconstructed account of the history of the small Augustinian monastery of St. Matthew on Via Merulana in Rome. It was in the hands of the Augustinians from the fifteenth century until 1799. For three centuries in the church of this monastery the icon of Our Lady of Perpetual Help was venerated. Later, in 1866 the icon was to be given over into the care of the Redemptorists by Pope Pius IX. This article first recalls the true, or believed-to-be-true, details of the history of the church of St. Matthew from ancient Christian times until the thirteenth century, noting that it was a titular church of cardinals. It then describes St. Matthew's history from 1455, when it was entrusted to the well-known Augustinian preacher, Father Paul Mattabuffi. After him it came under the care of the Roman province of the Augustinians, and was followed by the period of suppression (1652–1658) ordered by Pope Innocent X. Between 1658 and 1661 it was in the hands of the Irish Augustinians. But in 1661, Pope Alexander VII gave it over to the Augustinians of Perugian observance, who maintained it until 1739, when it was definitively given back to the Irish Augustinians by Pope Clement XII. This last period is described in rather great detail, derived from documents found in the General Archives of the Augustinians and never before brought to light.

MONASTERIUM S. MATTHÆL

HAud incongruè hoc loco ponitur, cum pertineat ad præcedens S. Augustini Cœnobium. Ecclesiam hanc jam anno post Christum natum sexcentesimo in Regione Montium extructam, ac denuò à Paschali secundo consecratam fuisse, multis Sanctorum Exuvjis illic collocatis tradit suprà laudatus Scriptor Romæ sacræ & modernæ. Xenodochium postea ibidem cum Prioratu Ordinis Cruciferorum sub Regula S. Augustini militantium erectum, (1) ac evolutis pluribus annis, nescio, quibus de causis vacans & rectore destitutum, autoritate Apostolica in commendam obtinuit Venerabilis P. Paulus ex Ordine Augustiniano SS. Theologiæ Professor, ac Romæ in Basilica Principis Apostolorum Poenitentarius, qui cum Ordinis sui utilitati potius quam sibi prospiciens, prædictum Prioratum ad manus Sixti Quarti cecisset, idem Sanctissimus Pontifex locum hunc cum omni jure, emolumento & proventu anno Christi 1477. Ecclesiæ S. Augustini in Urbe perpetuis temporibus concessit & univit. (2)

Alexander Sextus dein ad Ecclesiam hanc

(1) *Herrera* (2) *Bullarium Ordinis*

transtulit Imaginem Beatissimæ Dei Genitricis Mariæ ex Creta Insula allatam ac multis beneficijis coruscantem.

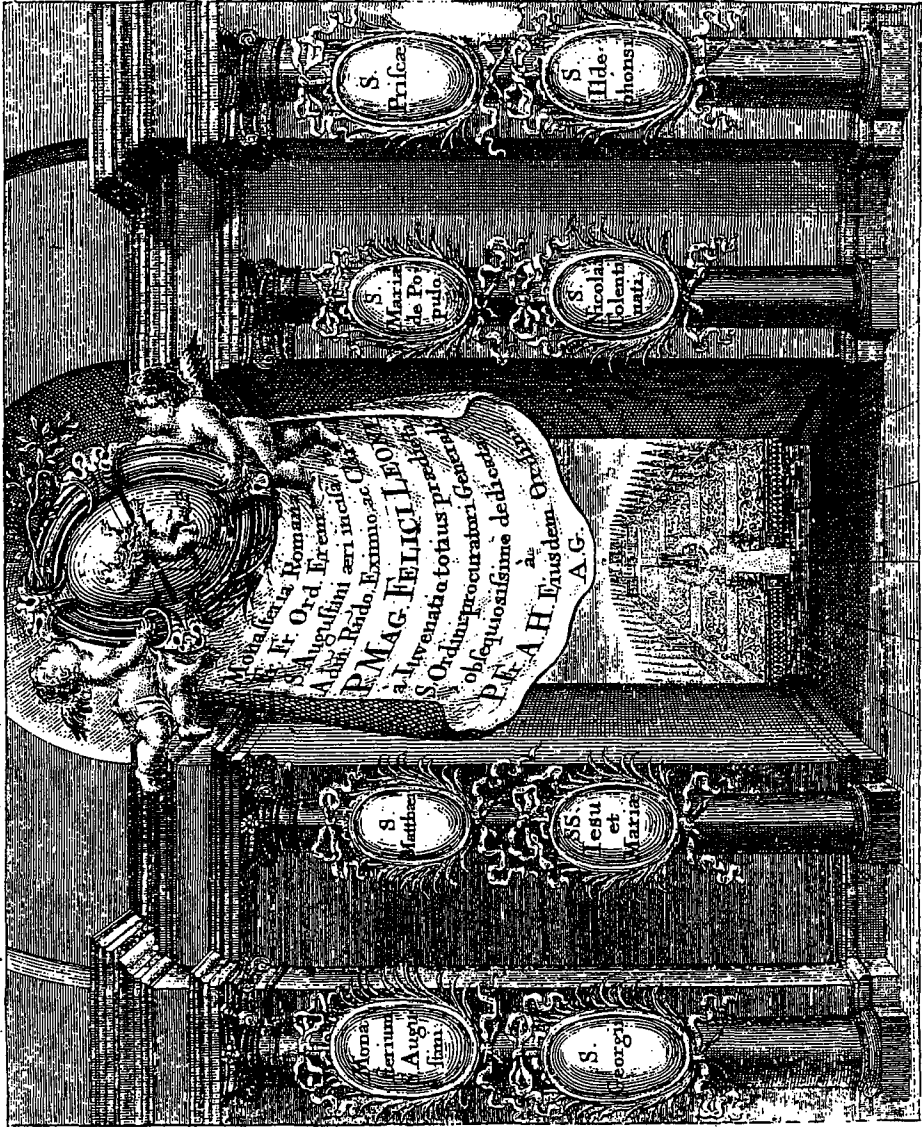
Ægidius Viterbiensis Ordinis Augustiniani Antistes Generalis, ac post Romanâ purpurâ condecoratus laquearia templi addito multiplici ornatu instaurari, Eminentissimus verò Cardinalis Nerlius totam Ecclesiam liberalissimè renovari curavit.

Pictura Altaris exhibens Sanctissimam Dei Genitricem cum B. Matre Anna, uti & altera è regione opposita creditur esse Joannis Antonij Lellii pictoris haud ignobilis.

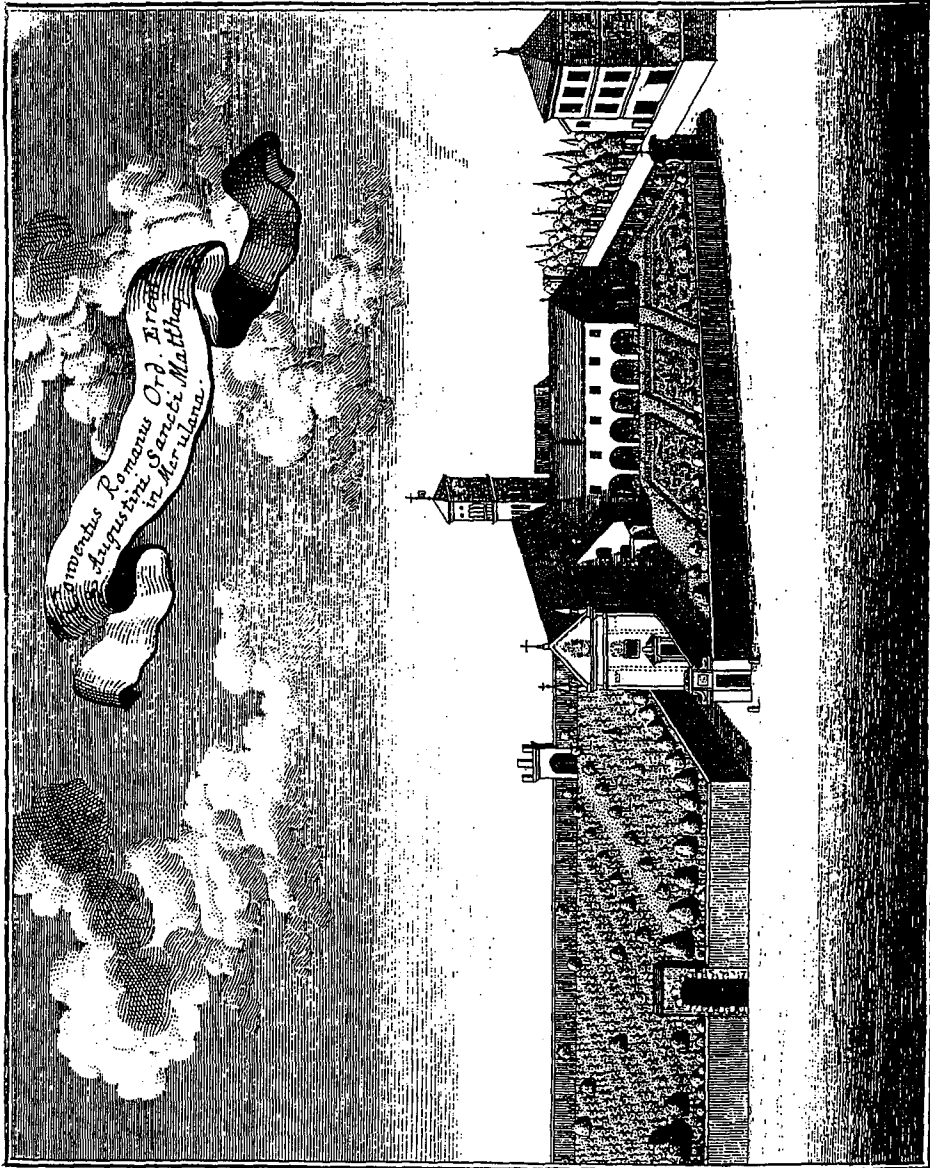
Templum denique illustratur prærogativa ac titulo Cardinalis Presbyteri, appellaturque in Merulana, cum uti observat Scriptor Romæ sacræ & modernæ, potius Mariana ob trophæa Marji propter devictos Cimbros ibidem erecta, aut etiam Martiana ab aqua Martia per eandem viciniam largissimis aquæ ductibus derivata nuncupari deberet. Ita & ipsa loca diuturnitate temporum à primæva sua nuncupatione degenerant, ac alia vocabula sortuntur.

MO-

Breve noticia del convento de S. Mateo in Merulana en el libro del P. Angelus Höggmayr, OSA, *Monasteria Romana fratrum Ordinis Eremitarum S. Augustini aeri incisa...*, Monachii, typ. Mariæ Magdalena Riedlin, viduae, 1731, compuesta sobre la base del cronista Tomás de Herrera y del Bulario de la Orden de Lorenzo da Empoli



Portada del libro del P. Angelus Höggmayr, OSA, *Monasteria Romana fratrum Ordinis Eremitarum S. Augustini aeri incisa...*, Monachii, typ. Mariae Magdalenae Riedlin, viduae, 1731.



J. Math. Steadley sculp.

F. J. Werner del.

Vista del convento de S. Mateo in Merulana según la incisión del P. Angelus Höggmayr, OSA, en su libro *Monasteria Romana fratrum Ordinis Eremitarum S. Augustini aeri incisa...*, Monachii, typ. Mariae Magdalenae Riedlin, viduae, 1731.

GIUSEPPE ORLANDI, C.SS.R.

S. ALFONSO CANDIDATO AGLI ARCIVESCOVATI
DI OTRANTO E DI SALERNO
MA NON A QUELLO DI PALERMO

A proposito di un falso di A. M. Tannoia

1.- *Le ambizioni di un padre*; 2.- *Il mercato della mitra*; 3.- *Assenteismo dei vescovi*; 4.- *Requisiti dei vescovi*; 5.- *Alfonso candidato all'episcopato*; 6.- *L'informazione del dottor Nicola Santorelli*; 7.- *Tannoia reticente*; 8.- *Alfonso nella rosa dei candidati di Otranto e di Salerno*; 9.- «*Un tal D. Alfonso di Liguoro prete fanatico*»; 10.- *Testimonianze di Andrea Villani e di Domenico Corsano*; 11.- *L'"enigma" di Salerno*; 12.- *Il falso tannoiano*; 13.- *La versione dei fatti di Tannoia*; 14.- *Una difficile eredità*; 15.- *S. Alfonso e Tanucci: un «rapporto virtuale»*; 16.- *Un silenzio interessato*; 17.- «*Doni avvelenati?*»; *Epilogo*

Prima della promozione alla sede di Sant'Agata de' Goti, s. Alfonso fu candidato all'episcopato varie volte: di una diocesi si ignora il nome, mentre di altre due lo si conosce con assoluta certezza. A una quarta diocesi gli è stata erroneamente attribuita dai biografi la candidatura. Come è noto, s. Alfonso venne nominato vescovo di Sant'Agata dei Goti nel 1762. Aveva fatto tutto il possibile per sottrarsi, tanto da poter dire un giorno con tutta sincerità: «Io sono vescovo a forza»¹.

1.- *Le ambizioni di un padre*

Alfonso considerava una grazia il fatto di essere riuscito – lasciando Napoli, per dedicarsi all'apostolato missionario tra le popolazioni rurali – a sfuggire a lungo all'episcopato, cosa che

¹ S. Alfonso a don Francesco Di Filippo: Arienzo, 15 marzo 1767. LETTERE, II, 6.

difficilmente gli sarebbe riuscita se fosse restato in famiglia². Sapeva infatti che il padre – profondamente amareggiato dalla sua rinuncia ad una brillante carriera nel foro – non si sarebbe rassegnato facilmente a vederlo confinato negli ultimi gradini della gerarchia ecclesiastica. Infatti, Giuseppe de Liguori si adoperò per ottenere al figlio una mitra, che in qualche modo compensasse le attese deluse della famiglia³. Lo si apprende da s. Alfonso stesso, che da Ciorani il 5 agosto 1736 gli raccomandava di continuare ad appoggiare l'opera sociale del b. Gennaro Maria Sarnelli, aggiungendo:

«Per l'altra cosa poi del vescovado, gnore mio, non me lo nominate più, se non volete darmi proprio disgusto, mentre poi, ancorché riuscisse, io son pronto a rinunciare anche all'arcivescovado di Napoli, per attendere a questa grand'opera, alla quale mi ha chiamato Gesù Cristo. La quale, se la lasciassi, io mi stimeri quasi per dannato, perché lascierei la chiamata che Iddio mi ha fatta conoscere con tanta evidenza, onde vi prego a non parlarne più né con me, né con altri. Tanto più che nel nostro Istituto abbiamo per regola di dover rinunciare i vescovadi e tutte le dignità»⁴.

L'iniziativa di Giuseppe de Liguori in favore del figlio era allora un fatto tutt'altro che inconsueto, come provano gli analoghi, numerosi interventi di membri dell'*establishment* in favore di loro congiunti⁵. Nel 1738, ad esempio, il duca Ottone Carafa

² C. VILLECOURT, *Vie et Institut de Saint Alphonse-Marie de Liguori*, II, Paris-Leipzig-Tournai, 1863, 4.

³ R. TELLERÍA, *Rev. D. Caietanus de Liguori, S. Alfonsi frater, eiusque nepos Alfonsinus beneficio ecclesiastico muniuntur a duce Gravina Orsini*, in *SHCSR* (1965) 335. S. Alfonso confidò a p. Andrea Villani che due erano stati i maggiori dolori della sua vita: la partenza dalla casa paterna (quando il padre lo strinse lungamente al petto) e la consacrazione vescovile a Roma. A. CAPECELATRO, *La vita di S. Alfonso M. De Liguori*, II, Roma 1893, 24.

⁴ CARTEGGIO, I, 467-468. Tale principio venne recepito dalle regole dell'Istituto. Cfr *Codex regularum*, 8-9, n. VI.

⁵ Sull'efficacia di questo tipo di raccomandazioni, cfr quanto scrive M. SPEDICATO (*Il mercato della mitra. Episcopato regio e privilegio dell'alternativa nel Regno di Napoli in età spagnola, 1529-1714*, Bari 1996, 197) a proposito del periodo precedente.

d'Andria chiedeva al cappellano maggiore, mons. Celestino Galiani⁶ la promozione alla sede vescovile di Gaeta di uno dei suoi quattro fratelli ecclesiastici (di cui due Benedettini e un Gesuita)⁷. Alla stessa sede candidava il proprio figlio – p. Isidoro, Benedettino⁸ – anche la duchessa Beatrice d'Anna di Gagliati, vedova del regio consigliere Gabriele Sanchez de Luna⁹. Sempre nel 1738, tra i 24 candidati alla sede di Salerno vi erano d. Alessandro Brocco, abate celestino, proposto dalla sorella, duchessa di S. Isidoro¹⁰; Marzio Carafa, governatore di Viterbo¹¹, proposto dal fra-

⁶ Dal 1731 la carica di cappellano maggiore era coperta da Celestino Galiani (1681-1753), arcivescovo di Tessalonica i.p.i., personaggio che ebbe un ruolo molto negativo nel primo ventennio di vita dell'Istituto alfonciano. Cfr G. ORLANDI, *Le origini redentoriste in una relazione del cappellano maggiore del 1736*, in *SHCSR* 46 (1998) 9-22.

⁷ ASNa, *Cappellano Maggiore, Relazioni*, vol. 721, f. 27. I fratelli raccomandati dal duca Carafa d'Andria erano il p. Oliviero (anni 34), il p. Luigi (anni 32), il chierico Andrea (anni 33) e il p. Fabrizio (anni 28); i primi due Benedettini, e il quarto Gesuita. Quest'ultimo – «d'ottimi costumi, migliore di tutti gl'altri già riferiti circa la dottrina» – mancava del requisito dell'età minima di 30, fissata dal Concilio di Trento per i candidati all'episcopato.

⁸ Isidoro Sanchez de Luna (1705-1786) era destinato ad una ragguardevole carriera. Fu infatti vescovo di Ariano Irpino (1748-1754), e successivamente arcivescovo di Taranto (1754-1759), di Salerno (1759-1783) e di Tarso i.p.i. (1783-1786). Nel 1782 diventò cappellano maggiore e l'anno seguente anche presidente del Tribunale Misto. Cfr R. RITZLER – P. SEFRIN, *Hierarchia catholica*, VI, Patavii 1958 (d'ora in poi: *Hier. cath.*, VI), 99, 363, 393, 394; A. MUCCIARDI, *Isidoro Sanchez de Luna, arcivescovo di Salerno e Cappellano Maggiore*, in «Scrinia», 1/2 (2004) 5-53. Cfr anche nota 95.

⁹ ASNa, *Cappellano Maggiore, Relazioni*, vol. 721, f. 27.

¹⁰ A giustificazione della sua richiesta, la duchessa adduceva «i meriti della sua casa, che con molto dispendio consagrò quattro fratelli alla Corona di Spagna, e di presente ha sacrificato l'unico suo figlio al servizio di S(ua) M(aestà)». ASNa, *Cappellano Maggiore, Relazioni*, vol. 721, f. 29'. Tre anni dopo il P. Brocco figurava di nuovo fra gli aspiranti a un vescovato. Cfr Gaetano Maria Brancone al cappellano maggiore: Napoli, 18 agosto 1741. ASNa, *Cappellano Maggiore, Dispacci*, vol. 252/II.

¹¹ *Ibid.*, f. 26'. Il documento conteneva la seguente nota biografica. «Questo soggetto è di anni 41, da 15 anni dimora in Roma, e perciò della sua dottrina, probità ed altre qualità personali potrebbe aversene distinta contezza dall'arcivescovo di Tessalonica [Celestino Galiani] dimorante in Roma, o da altro ministro di colà, che paresse a V(ostra) M(aestà)». In una nota marginale si legge: «Applicato a posti maggiori in Roma». La mancata propensione di Marzio Carafa per l'episcopato trova forse una spiegazione in ciò che il nunzio

tello, principe di Colubrano¹²; Antonio di Sangro, duca di Torremaggiore, proposto dalla madre, principessa Gerolama Loffredo di San Severo¹³.

Ma potevano essere gli stessi interessati ad avanzare direttamente la loro candidatura. Come fece, nello stesso anno, Ca-

a Napoli il 23 maggio 1747 scriveva al segretario di Stato: «Vedrò quello che potrà riuscire per il Memoriale confidenziale acclusomi, giunto a N(ost)ro Sig(n)ore dalla donna di Canepina contro questo Mons(igno)r Carafa di Colubrano, il quale vive qua con grandissime strettezze, e probabilmente negherà il fatto, e del risultato V(ostra) E(minenza) ne sarà intesa». ASV, *Segr. Stato, Napoli*, Reg. 223, f. 79. Una conferma delle difficoltà di carattere economico avvertite da mons. Carafa è fornita dal nunzio, che il 23 dicembre 1747 informava il segretario di Stato che gli eredi dello speziale Antonio Sebastiani avevano citato in tribunale il prelado per il mancato pagamento di 50 scudi. ASV, *Segr. Stato, Napoli*, Reg. 224, f. 387. Il 9 settembre 1749 il nunzio scriveva al segretario di Stato: «Monsig(n)or Caraffa di Columbrano, che ora come affittatore amministra i Feudi di sua Casa, è stato imputato d'aver fatto bastonare un vassallo, quale di ciò sia morto». ASV, *Segr. Stato, Napoli*, Reg. 230, f. 31. E alcuni giorni dopo, il 13 settembre, il nunzio scriveva ancora: «Monsig(n)or Caraffa di Columbrano, figlio della Cameriera Maggiore, ebbe con dispaccio della Segreteria Ecclesiastica ordine di trasferirsi qua, e di non partire senza nuovo ordine, essendosi anche spediti quelli soliti al Cap(itan)o della Guardia, ed al Maggiordomo di non ammetterlo alla presenza del Re. Spererei, però, che la sua causa non andasse più oltre, perché si farà costare, che non fu rilasciato altr'ordine, che quello di catturarsi per debito il defonto, ma che rivoltatosi esso agli esecutori, questi lo maltrattarono, per il che egli morì. Stimai però bene dirne una parola sola al Sig(nor) March(es)e Fogliani». ASV, *Segr. Stato, Napoli*, Reg. 230, f. 39. Mons. Carafa morì il 20 dicembre 1752. La famiglia chiese che «le due piccole abbazie» godute dal defunto fossero concesse al nipote, abate Diomede Carafa. Il nunzio al segretario di Stato: Napoli, 23 dicembre 1752. ASV, *Segr. Strato, Napoli*, Reg. 237, f. 368'.

¹² Su Francesco II Carafa, principe di Colubrano, cfr ORLANDI, *Le origini redentoriste*, 12-14.

¹³ Rendendosi probabilmente conto delle scarse possibilità di ascendere ad un seggio arcivescovile che aveva il figlio – che per credenziali esibiva le qualifiche di «gentiluomo di camera» del re e «Sommellier di Cantina della Maestà del Re Cattolico Filippo V» – a sostegno della sua richiesta la principessa ricordava «in generale i meriti della Casa di Sangro presso la Corona di Spagna, e le urgenze della di lei Casa e di esso Duca, il quale a tutti è noto esser da non molti anni asceso all'ordine sacerdotale, in cui al presente vive con esemplarità di costumi». La domanda dovette essere avanzata all'insaputa dell'interessato – evidentemente poco propenso a secondare le mire materne – dal momento che in una nota marginale si legge: «Si è dichiarato di non voler Chiese». ASNa, *Cappellano Maggiore, Relazioni*, vol. 721, f. 26'.

simiro Rossi, arcivescovo di Taranto, «che da cinque anni presiede[va] a quella Chiesa di regio patronato», e «chiede[va] il passaggio alla vacante di Salerno, per essersi così praticato col suo predecessore, e per esser più pronto al Real Servizio»¹⁴. Anche Filippo Tipaldi, vescovo di Ariano, inoltrava la stessa richiesta¹⁵.

2.- Il mercato della mitra

Quanto detto è la conferma che anche nel Settecento la promozione all'episcopato costituiva una meta ambita, specialmente dai cadetti di famiglie nobili. Nel Regno di Napoli continuavano le dinastie di vescovi appartenenti a tali famiglie, come prova il caso di s. Alfonso e del suo entourage familiare¹⁶. Con la cessazione del privilegio dell'alternativa¹⁷ e l'applicazione del concordato del 1741, tra il 1740 e il 1780 i vescovi divennero tutti

¹⁴ Nel margine del foglio si legge: «Aggraziato». ASNa, *Cappellano Maggiore, Relazioni*, vol. 721, f. 26. Mons. Rossi ottenne il trasferimento da Taranto a Salerno il 5 maggio 1738. Fin dal 18 marzo Tanucci scriveva al principe Bartolomeo Corsini, vicerè di Sicilia: «Morì l'arcivescovo di Salerno, fu eletto mons. Rossi di Taranto, e a questo sostituito altro finora innominato, ma che è arcivescovo anch'esso e che un altro già vescovo avrà per successore, sicché in una sola provvista manderemo a Roma circa 40 mila scudi». B. TANUCCI, *Epistolario*, I, Roma 1980, 255. Infatti, a mons. Casimiro Rossi venne dato per successore a Taranto mons. Giovanni Rossi, allora arcivescovo di Acerenza e Matera; a sua volta sostituito da mons. Francesco Lanfreschi, vescovo di Gaeta. *Hier. cath.*, VI, 64, 393.

¹⁵ «D. Filippo Tipaldi, fatto vescovo regio di Ariano sin dal 1717, il quale espone il detto suo presulato da venti anni, l'esser prelado domestico di S(ua) S(antità) assistente al Soglio Pontificio, e di aver dalla sua Chiesa docati 4000 annui senza pensione alcuna, e supplica V(ostra) M(aestà) aggraziarlo per la Chiesa di Salerno, in riguardo della rigidezza della sua Diocesi, e dell'incomodo che quella reca alla sua età avanzata d'anni 66». ASNa, *Cappellano Maggiore, Relazioni*, vol. 721, f. 26'. Filippo Tipaldi (1669-1748) resse la diocesi di Ariano Irpino dal 1717 al 1748. Nel 1732 fondò le Oblate di S. Francesco Saverio. Cfr D. MINELLI, T. F., in *Dizionario degli Istituti di perfezione*, IX, Roma 1997, 1162-1163.

¹⁶ G. ORLANDI, *Il Regno di Napoli nel Settecento. Il mondo di S. Alfonso de Liguori*, in *SHCSR* 44 (1996) 135.

¹⁷ SPEDICATO (cfr nota 5) ha bene illustrato il problema, nodale da un punto di vista politico e per quanto attiene alla distribuzione delle risorse, delle nomine episcopali nelle diocesi meridionali di patronato regio nel lungo periodo intercorso tra il trattato di Barcellona e la fine del Vicereame spagnolo.

“nazionali”¹⁸. Anche se può sembrare strano, quelli scelti dal governo – nei 24 casi di sua spettanza – si rivelarono spesso migliori di quelli nominati dalla Santa Sede. Erano i nunzi stessi a rilevare – per esempio a metà del Settecento – che la corte teneva in maggior conto le doti del candidato e le circostanze ambientali in cui avrebbe dovuto operare. Mentre sembrava che a Roma ciò avvenisse in misura minore¹⁹. Di conseguenza, talora accadeva che gli appartenenti al secondo gruppo risultassero palesemente incapaci, dando vita a situazioni difficili da affrontare²⁰. Aveva quindi buon gioco Bernardo Tanucci a scagliarsi – in una lettera a mons. Galiani, allora a Roma²¹ – contro quei «ve-

¹⁸ Il processo di «meridionalizzazione» dell'episcopato del Mezzogiorno, «delineatosi tra Sei e Settecento, culmina tra gli anni 40 e 80 del XVIII secolo, comportando la scomparsa dei “curiali” e dei sudditi “esteri” dalle file dei titolari di diocesi al Sud». P. DI BIASE, «Le nubi hanno offuscato il sole della Chiesa». *La diocesi di Bari nel secondo Settecento attraverso le «Relazioni ad limina»*, in «Archivio Storico Pugliese», 45 (1992) 225.

¹⁹ E. PAPA, *Nomine vescovili ed episcopato napoletano a metà del Settecento secondo il nunzio pontificio*, in «Rivista di Storia della Chiesa in Italia», 12 (1958) 125-126. Cfr ORLANDI, *Il Regno di Napoli*, 136. Il 5 marzo 1748, il nunzio Gualtieri (cfr nota 42) scriveva al segretario di Stato che alla «vacante Chiesa di Squillace bisognerebbe anche mandare un uomo veramente di garbo, sì per esser buona Chiesa, che per aver avuto due immediati vescovi, uno meglio dell'altro, e secondo me bisognerebbe sempre avere in mira di adattare all'urgenza delle Chiese la natura de' promovendi, perché così sarebbero più applaudite l'elezioni, mentre non basta che abbiano buone qualità i provisti, se il loro naturale non è adeguato alla natura delle Chiese, delle quali sono provisti». ASV, *Segr. Stato, Napoli*, Reg. 225, f. 246. Il 4 aprile 1750 Gualtieri tornava sull'argomento, a proposito della successione a mons. Giovanni Rossi, recentemente scomparso: «Ha Sua Maestà offerto la Chiesa di Taranto a codesto Monsignor [Antonino Sersale] Arcivescovo di Brindisi, e non si può negare che le scelte che qua fanno per le Chiese regie sieno ottime, avendo principalmente la mira al bisogno delle medesime». ASV, *Segr. Stato, Napoli*, Reg. 231, f. 301'.

²⁰ «Il 27 ottobre 1750 Mons. Celestino Galiani [...], conversando col nunzio partenopeo osservò “confidenzialmente” che “alle volte la S. Sede avrebbe potuto in qualunque sorta di provviste usare maggior diligenza per collocarle nei soggetti più degni”. L'osservazione riferita dal nunzio a Roma, provocò una risentita replica della Dataria, secondo cui a Roma prima di conferire i benefici si esaminavano con molta ponderazione i meriti dei concorrenti». PAPA, *Nomine vescovili*, 125.

²¹ L'11 maggio 1737 mons. Galiani si era recato a Roma, per prendere parte, in qualità di plenipotenziario, alle trattative che si sarebbero concluse con il concordato del 1741. Durante la sua assenza la cappellania maggiore venne affidata a mons. Nicola de Rosa di Villarosa, vescovo di Pozzuoli. Cfr note 91 e 92.

scovucci insolenti i quali per lo più sono scarti miserabili di cote-sta città e non portano al vescovado più della loro vile educa-zione e delle debolezze che hanno reso loro impossibile l'avanzarsi in cote-sta corte»²². In realtà, neppure le nomine vescovili operate dalla corte gli sembravano sempre immuni da critiche. Troppe volte dovette rilevare che il «magnatismo» – cioè la soli-darietà di classe dei nobili, che favoriva specialmente Cassinesi, Celestini, Olivetani e Teatini – portava all'episcopato persone mediocri, nonostante le ripetute raccomandazioni di «aver per li vescovadi molto riguardo ai parrochi, che sieno dotti, esemplari, attenti, caritatevoli»²³.

A dire il vero, neppure Tanucci si asteneva dal raccoman-dare qualche amico in cerca di una mitra. Il 9 settembre 1750, ad esempio, informava il p. Giovanni Battista Caracciolo a Firen-ze di essersi adoperato invano per ottenerne una al p. Nicola Ca-racciolo²⁴:

«Si è fatto quanto si poteva, si fa quanto si può, e forse si farà più di quel che si potrà. Non si è lasciata intatta dalle nostre sol-lecitudini né la sacra, né la profana potenza. Si è fatto troppo. Tanta agitazione ha dovuto aver qualche rima, e per essa è en-trato un po' di veleno monastico, del quale i siculi tiranni non hanno inventato peggior tormento. Troppi nobili, stufi della co-munione, da quelle bolge volano per ogni verso a cercar la stessa pastura, e qualor s'incontrano, si trattano da concorrenti ostil-mente glandem atque cubilia propter unguibus et pugnibus [ORA-ZIO, *Serm.* 1, 3, 100-1]. Il merito è conosciuto della casa e della persona da infinita gente di qui e di Roma. Ma qui e in Roma è corte, cioè luogo ove la ragione, la virtù, la verità sono sterili quantità negative, che non hanno altr'uso che quello di spiegar i miracolosi progressi dell'inerzia, della stolidezza, del vizio. Se ci contenteremo di una piccola apertura, conquisteremo per quanto io spero la grande poi. Creda Vostra Eccellenza che anche il picco-lo e stretto adito è guardato dai dragoni e da mille mostri»²⁵.

²² TANUCCI, *Epistolario*, I, 171. Cfr ORLANDI, *Il Regno di Napoli*, 136-137.

²³ D. AMBRASI, *Riformatori e ribelli a Napoli nella seconda metà del Sette-cento: ricerche sul giansenismo napoletano*, Napoli 1979, 28, 32.

²⁴ Il Teatino p. Nicola Caracciolo (1699-1774) diventerà arcivescovo di Otranto nel 1754, dimettendosi nel 1766. *Hier. cath.*, VI, 238. Cfr nota 62.

²⁵ B. TANUCCI, *Epistolario*, II, Roma 1980, 584-585.

Il 12 ottobre 1751, Tanucci tornava sull'argomento, dicendo di essersi adoperato – purtroppo ancora invano – perché il p. Nicola venisse promosso alla sede vescovile di Cassano, o di Brindisi o di Tropea²⁶. Già il 19 gennaio il ministro aveva scritto a mons. Lodovico di Costanzo a Roma, chiedendone la collaborazione per ottenere al detto p. Nicola la sede di Catanzaro. Lo assicurava che si trattava di un candidato «dotto, candido, prudente, esemplare, irreprensibile, sperimentato nelle più difficili commissioni», aggiungendo:

«Egli presentemente non pretende. Ma io vedo che non gli dispiacerebbe un'avventura che liberasse la sua vecchiaia dalla necessità di dipendere dagli arbitrii dei superiori regolari. La nostra machina in questi anni ha bisogno di comodo e di libertà. Sappiamo che cosa dura è un indiscreto superiore domestico, quale è un superiore regolare. A me fanno molti grandi religiosi, atti a governare il genere umano, gran compassione quando li vedo obbligati a menar la vita di collegiale o seminarista»²⁷.

Più efficaci erano stati i passi compiuti, tutto lascia crederlo, da altri esponenti della classe dirigente napoletana in favore di loro congiunti, posti in quel periodo su cattedre vescovili. Come nei casi di Nicola Borgia²⁸, Serafino Brancone²⁹, Flaminio Danza³⁰, Agnello Fraggianni³¹, Muzio Gaeta³², Giacinto Maria Iannucci³³, ecc.

²⁶ *Ibid.*, 714.

²⁷ TANUCCI, *Epistolario*, II, 614. Cfr ORLANDI, *Il Regno di Napoli*, 137.

²⁸ Nicola Borgia (1700-1779) fu vescovo di Cava (1751-1765), poi di Aversa (1765-1779). Cfr *Hier. cath.*, VI, 111, 158. Della sua amicizia con s. Alfonso parlano TANNOIA (II, 190, 263-264, 309, 409) e gli altri biografi del Santo.

²⁹ Il Celestino p. Serafino Brancone (1710-1774) fu vescovo di Gallipoli (1747-1759) e successivamente di Tebe i.p.i. (1759-1774). *Hier. cath.*, VI, 222, 400.

³⁰ Flaminio Danza (1681-1762), vescovo di Sant'Agata de' Goti dal 1735 alla morte, fu l'immediato predecessore di s. Alfonso. *Ibid.*, 69.

³¹ Agnello Fraggianni (1682-1756) fu vescovo di Venafro (1733-1742) e successivamente di Calvi (1742-1756). *Ibid.*, 141, 434.

³² Muzio Gaeta (1686-1764) fu vescovo di Sant'Agata de' Goti (1723-1735), e successivamente di Bari (1735-1754) e di Capua (1754-1764). R. RITZLER - P. SEFRIN, *Hierarchia catholica*, V, Patavini 1952 (d'ora in poi: *Hier. cath.*, V), 71; VI, 116, 146.

³³ Giacinto Maria Iannucci (1700-1757) fu vescovo di Isernia dal 1739

3.- Assenteismo dei vescovi

Un fenomeno alquanto diffuso era l'assenteismo dei vescovi dalle loro diocesi, talora per la durata di anni interi, con le conseguenze che è facile immaginare sul piano pastorale³⁴. Nel 1741, erano una trentina solo quelli dimoranti a Napoli³⁵. I motivi, o per meglio dire i pretesti da loro addotti erano i più vari (diritti della diocesi da tutelare presso i tribunali della capitale³⁶, affari da svolgere per conto della Santa Sede o del governo, ragioni familiari, ecc.), ma il cattivo stato di salute e l'aria nociva della diocesi risultavano tra i più ricorrenti³⁷. Si trattava di un abuso tanto diffuso che per estirparlo Benedetto XIV – constatata l'inutilità delle prescrizioni emanate ad appena qualche mese dalla sua elezione³⁸ – si vide costretto a ripristinare l'apposita congregazione (istituita nel secolo precedente), con la costituzione *Ad universae christianae reipublicae statum* del 3 settembre 1746³⁹. Il documento era ispirato soprattutto alla situazione na-

alla morte. *Ibid.*, 246. Contro di lui nel 1747 inviarono al papa un «ricorso» con ben 43 pesantissimi capi d'accusa sette canonici e 16 sacerdoti suoi diocesani. A detta dei quali il prelado si riteneva intoccabile, perché fratello del «ministro regio e segretario della Regal Camera di S. Chiara». ASV, *Segr. Stato, Napoli*, Reg. 224, ff.120,124-137. Cfr anche ff. 181-182, 200.

³⁴ E. PAPA, *L'obbligo della residenza nell'episcopato napoletano del secolo XVIII*, in «Gregorianum», 42 (1961) 734-748. Cfr ORLANDI, *Il Regno di Napoli*, 139.

³⁵ PAPA, *L'obbligo*, 739.

³⁶ ORLANDI, *Il Regno di Napoli*, 139.

³⁷ *Ibid.*, 140.

³⁸ Cfr l'«Epistola encyclica et commonitoria ad omnes Episcopos» (*Ubi primum*, del 3 dicembre 1740), con la quale veniva inculcata «Episcopis residentia in propriis Ecclesiis, vel Dioecesibus [...] reprobatis futilibus absentiae causis». BENEDICTUS XIV, *Bullarium*, I, Venetiis 1767, 4-7.

³⁹ *Ibid.*, III, Venetiis 1767, 176-184. Cfr anche M. MIELE, *Il governo francese di Napoli e la residenza dei vescovi nell'Italia meridionale (1806-1815)*, in «Rivista di Storia della Chiesa in Italia», 29 (1975) 453-454. La costituzione del 1746 comminava al vescovo che senza legittimo motivo o senza permesso si assentava dalla diocesi per più di sei mesi la perdita, «ipso facto», di una quarta parte del reddito annuale della mensa vescovile, e di un'altra quarta parte se l'assenza si protraeva per un altro semestre. Il vescovo doveva considerarsi «incurtus quoque in peccati mortalis reatum, et obligationis restituendi fructus in absentia perceptos». *Ibid.*, 179. Tali pene erano già state comminate da Urbano VIII, con la costituzione *Sancta synodus* del 12 dicembre 1634. Cfr *Bullarium romanum*, XIV, Augustae Taurinorum 1868, 457-458.

poletana, come vi veniva espressamente detto⁴⁰. Se il provvedimento ebbe risultati immediati, non dovettero essere duraturi. Informando il segretario di Stato, card. Valenti Gonzaga, dei passi compiuti nei confronti di mons. Zaini⁴¹, vescovo di Guardialfiera, il 14 dicembre 1748 il nunzio a Napoli mons. Gualtieri⁴² scriveva:

«Perseverando nell'ostinazione di non volersi portare alla propria residenza, dopo il corso di sette anni, che da quella n'è assente, Monsig(no)r Vescovo di Guardialfiera, a norma degli antecedenti ordini di V(ostra) Em(inen)za, ed a tenore dell'ultima mandata Bolla di N(ost)ro Sig(no)re sulla residenza de' Vescovi, ho fatto porre sotto formale sequestro la quarta parte delle rendite di quella mensa; e dopo passato l'altro prescritto termine nella med(esi)ma, giacché francam(en)te dice di non volervi far ritorno, proseguirò l'altro sequestro per la metà di quei frutti; con dar di poi anche parte a V(ostra) Em(inen)za, dopo passati tutti i termini prescritti nella prefata Bolla di quello, che accaderà, acciò Sua B(eatitudi)ne possa prendere quegli ulteriori espedienti, che alla di lui alta mente parranno più propri per ovviare a sì grave scandalo, e cattivo esempio, che specialmente in questo Regno reca»⁴³.

Quello riferito non era un caso unico. Il 13 giugno 1752, ad esempio, il nunzio scriveva al segretario di Stato, a proposito di mons. Capece Scondito, vescovo di Anglona-Tursi⁴⁴:

⁴⁰ «Nobis relatum est, nullibi frequentius praedictas Leges ab Episcopis violari, quam in proximo Neapolitano Regno (neque vero id mirum in tanto eorumdem numero). *Ibid.*, 183. Il documento assegnava espressamente al nunzio a Napoli il controllo dell'osservanza delle norme in esso contenute da parte dei vescovi del Regno. BENEDICTUS XIV, *Bullarium*, III, 179. Analoghe norme erano state emanate da Urbano VIII, con la lettera *Cum residentia* del 30 maggio 1635, diretta al nunzio a Napoli. Cfr *Bullarium romanum*, XIV, 478.

⁴¹ Mons. Pasquale Zaini (1692-1756) fu vescovo di Guardialfiera dal 1735 al 1756. *Hier. cath.*, VI, 231.

⁴² Mons. Lodovico Gualtieri (1706-1761) fu nunzio a Napoli (1744-1754), poi a Parigi (1754-1759), e cardinale (1759). *Ibid.*, 21, 293.

⁴³ ASV, *Segr. Stato, Napoli*, Reg. 226, f. 290.

⁴⁴ Mons. Giulio Capece Scondito (1682-1762) fu vescovo di Anglona-Tursi dal 1737 al 1762. *Hier. cath.*, VI, 84.

«Non so che monsignor vescovo di Anglona abbia altro incomodo, che quello, quale esso dice cagionatogli in un braccio dalla ribaltatura, che soffrì nello scorso inverno costà, e per cui dice d'andare a prendere i bagni d'Ischia, ove già ha preso casa; per altro si trova da lungo tempo assente dalla sua residenza dopo averne avute molte proroghe da monsignor segretario di tal Congregazione, talmente che sento, che l'istesso monsignor segretario non abbia in ultimo luogo voluto ulteriormente concedergliela; e l'imminente intemperie dell'aria fa che ogni piccola dilazione, che nuovamente gli si dia, gli prolunghi il ritorno alla propria Chiesa sin all'avvento. Certamente la costituzione emanata dal sommo zelo di N(ostro) S(ignore) per la residenza dei vescovi, non ha qua interamente il bramato intento, tenendosi molti per più anni lontani dalle proprie residenze con diversi motivi, e colla facilità delle proroghe, che ottengono, né a me rimane che l'odiosità di ricordar loro frequentemente il proprio obbligo; aspetterà dunque a V(ostra) Em(inen)za il prescrivermene il giusto metodo»⁴⁵.

Il problema perdurava anche in seguito, come si apprende dal nuovo nunzio mons. Pallavicini⁴⁶, che nel 1756 rilevava che il vescovo di Marsico Nuovo, sugli undici di episcopato, era stato assente dalla diocesi per ben sette anni⁴⁷. Nel 1777 il vescovo di Mileto si trovava a Napoli da dodici anni⁴⁸. Insomma, l'assenteismo dei vescovi del Mezzogiorno appare «come un fenomeno che ha tutti i

⁴⁵ ASV, *Segr. Stato, Napoli*, Reg. 236, ff. 394-394'. Non sembra che le autorità romane fossero eccessivamente preoccupate per gli abusi denunciati dal nunzio. Infatti, quest'ultimo il 27 giugno scriveva al segretario di Stato: «Comunicherò a monsignor vescovo d'Anglona a norma dei veneratissimi ordini di V(ostra) Em(inen)za del corrente la nuova dilazione, che gli venne accordata di poter star assente dalla sua Chiesa a motivo d'aver egli già presa casa in Ischia per fare colà i bagni, ma tal nuova proroga com'ebbi l'onore di rappresentare all'Em(inen)za V(ost)ra in una mia ossequiosa de' 13 dell'andante non può far a meno, che non sia per prolungarsi sin all'avvento, stante l'imminente intemperie dell'aria». *Ibid.*, f. 425.

⁴⁶ Mons. Lazzaro O. Pallavicini (1719-1785) fu nunzio a Napoli (1754-1760) e successivamente in Spagna (1760-1766), e cardinale (1766). *Hier. cath.*, VI, 24, 203.

⁴⁷ PAPA, *L'obbligo*, 744.

⁴⁸ ORLANDI, *Il Regno di Napoli*, 140. Il Teatino Giuseppe Maria Carafa (1717-1786) era stato vescovo di Trivento dal 1754 al 1756, allorché venne traslato a Mileto. Si dimise nel 1785, anno precedente alla sua morte. *Hier. cath.*, VI, 288, 418.

caratteri di un male endemico», protrattosi anche nell'Ottocento⁴⁹.

In una relazione trasmessa nel 1763⁵⁰ alle autorità romane, il nunzio mons. Locatelli⁵¹ prendeva atto però che qualche vescovo assenteista potesse addurre delle attenuanti. Per esempio, il fatto che nel Regno vi fossero diocesi «situate in luoghi infelicissimi, e di clima, o troppo sottile, o troppo umido, e grosso». Perciò, nella loro futura provvista bisognava tenere conto di tale circostanza: «crederei opportuno d'usar l'avvertenza di scegliere soggetti di complessione adattate, per evitare il disordine, che talvolta accade, d'essere obbligati i vescovi di gracile temperamento, e non avvezzo a simili arie, a stare lontani dalle loro diocesi la maggior parte dell'anno»⁵².

A volte l'assenteismo dei vescovi era determinato da motivi di forza maggiore. Mons. Franco⁵³, vescovo di Nicotera, ad esempio, nel 1753 era costretto a dimorare fuori dei confini della diocesi perché minacciato – a detta del nunzio – da una banda di «facinosi» della quale faceva parte anche un canonico⁵⁴.

Il vescovo di Nicastro, mons. Achille Puglia (1717-1792), invece, nel 1748 risultava da quattro anni assente dalla diocesi «per ordine regio»⁵⁵.

⁴⁹ ORLANDI, *Il Regno di Napoli*, 141. Sulle cause dell'assenteismo dei vescovi del Mezzogiorno, cfr C. DONATI, *Chiesa italiana e vescovi d'Italia dal XVI al XVIII secolo. Tra interpretazioni storiografiche e prospettive di ricerca*, in «Annali dell'Istituto Storico Italo-Germanico in Trento», 30 (2004) 384.

⁵⁰ [G. LOCATELLI], *Riflessioni circa i soggetti da promuovere ai vescovadi*, edita da PAPA, *Nomine vescovili*, 128-133. Il documento, datato da Napoli, 6 luglio 1763, era indirizzato a mons. Andrea Negrone, uditore di Sua Santità.

⁵¹ Mons. Giuseppe Locatelli (1713-1763) fu nunzio a Napoli dal 1760 al 1763. *Hier. cath.*, VI, 149-150.

⁵² [LOCATELLI], *Riflessioni*, 132.

⁵³ Mons. Francesco Franco (1700-1777) era stato vescovo di Bitetto (1736-1745), prima di essere traslato a Nicotera (1745-1777). *Hier. cath.*, VI, 123, 311.

⁵⁴ Il 20 marzo 1753, il nunzio scriveva al segretario di Stato: «Solamente quello che a me positivamente costa si è che il prelato non si è mostrato per il passato troppo amante della residenza, ancorché diverse volte da me avvertito. Ma negli anni '51 e '52 mi rappresentò che per i banditi non era sicuro in quella Chiesa, e che aveva fatto carcerare il divisato canonico [Gaetano] Grillo, perché s'era unito con inquisiti e facinosi commettendo delle violenze inaudite, anche con fare bastonare con rottura di testa un cherico vestito di cotta in compagnia d'altri del clero». ASV, *Segr. Stato, Napoli*, Reg. 238, ff. 187-187.

⁵⁵ Invano il nunzio si era adoperato per ottenere al prelato il permesso

Altro fenomeno giustamente ritenuto dannoso per la cura pastorale era la traslazione dei vescovi ad altra sede, a volte chiesta per validi motivi⁵⁶, ma per lo più camuffata con pretesti vari, non esclusa la «sordida e insufficiente ragione della rendita maggiore»⁵⁷.

Insomma, se le critiche formulate da Tanucci possono apparire eccessive – infatti, non mancavano anche allora vescovi esemplari e persino santi⁵⁸ – certamente il comportamento di va-

di rientrare in sede. Cfr Gualtieri al segretario di Stato: Napoli, 3 febbraio 1748. ASV, *Segr. Stato, Napoli*, Reg. 225, f. 120. La corte ribadì il suo rifiuto anche nei mesi seguenti, «nonostante il rapporto favorevole del Vescovo di Mileto» sul comportamento di mons. Puglia. *Ibid.*, f. 390. Cfr anche Reg. 228, ff. 8'-9', 63, 68-70, 143. Dal 1768 al 1773 la diocesi fu governata da un vicario apostolico, Paolino Pace, futuro vescovo di Vico Equense. *Hier. cath.*, VI, 306, 440.

⁵⁶ Cfr nota 71. La vicenda di mons. Nicola Carminio Falconi può servire da esempio. Il 20 maggio 1731 egli aveva scritto da Roma a Lodovico Antonio Muratori, informandolo che gli amici – anche per risarcirlo delle calunnie che, a quanto pare, lo avevano condotto nelle carceri del Sant'Ufficio – si stavano adoperando per ottenergli una mitra: «Essi vorrebbero che fosse qualche cosa d'intorno Napoli, ed io ristucco già di aspettare, mi contento della prima [diocesi] che vachi, qualunque sia, purché non fosse in Calabria, dove par che mi anderei a perdere di anima e di corpo». BIBLIOTECA ESTENSE, Modena, *Archivio Muratoriano*, fil. 63, fasc. 22, f. 68'. Ma nel 1733 venne promosso proprio ad una diocesi calabrese, quella di Martirano, dove rimase fino al 1748, allorché ottenne il trasferimento a Santa Severina. Il 15 agosto 1748, il prelado scriveva a Muratori, riprendendo un carteggio interrotto da 15 anni: «La Chiesa di Martorano, in Calabria Citra, ch'ebbi dal passato Pontefice, mi tenne così esercitato, che in dieci anni non mi diede tempo né pure di respirare, in mezzo a tanti disordini, e travagli, ed ammazzamenti, che passano i dugento. Quindi passato a questa di Santa Severina nel 1743 (dove la gente non è punto sanguinaria), dal primo giorno ebbi l'incomodo di più liti in Roma, e in Napoli, per ricuperare i iussi della mia Chiesa, che si eran lasciati in abbandono da alcuni anni». *Ibid.*, f. 73. Cfr *Hier. cath.*, VI, 279, 378.

⁵⁷ Cfr ORLANDI, *Il Regno di Napoli*, 142.

⁵⁸ *Ibid.*, 139. Inserendolo nella lista dei candidati alla sede di Cosenza, il nunzio il 27 gennaio 1748 descriveva così mons. Alfonso Sozi Carafa (1704-1771): «il vescovo di Vico [Equense] Soci, che porta anche il cognome Carafa, della Religione somasca, benché la di lui famiglia povera non faccia qua gran figura, [...] in quel piccolo vescovato è stimato da ogni ceto di persone per vero padre; ed ogni ecclesiastico e secolare ricorre a lui; et ora sta facendo un bel seminario, che mai è stato colà, la cui fabrica in quest'estate deve totalmente compirsi». Trasferendo il vescovo, «si leverebbe a sì piccola diocesi la perfezione di sì gran bene». ASV, *Segr. Stato, Napoli*, Reg. 225, ff. 104'-105. Mons. Sozi Carafa nel 1751 venne trasferito a Lecce. Cfr *Hier. cath.*, VI, 261, 440.

ri membri dell'episcopato vi prestava il fianco⁵⁹.

4.- *Requisiti dei vescovi*

Nella scelta dei vescovi, una certa preferenza della Santa Sede per i religiosi – sulla cui fedeltà si riteneva di poter maggiormente contare – si manifestò soprattutto dopo la partenza di Carlo di Borbone per la Spagna (1759)⁶⁰.

A proposito dei candidati all'episcopato, mons. Locatelli scriveva:

«Io distinguo in cinque classi tutti gli Ecclesiastici del Regno, tra' quali debbono necessariamente presecegliersi i soggetti degni del vescovado: cioè del clero secolare napoletano; quella de' Regolari; quella de' Vicari generali de' Vescovi; Regnicoli che dimorano in Roma; e quella del clero secolare di queste provincie»⁶¹.

Perché potessero resistere a pressioni indebite, il nunzio consigliava di trarre da famiglie nobili almeno i vescovi delle sedi maggiori⁶². All'occorrenza, forti dell'appoggio del loro «gran parentado», avrebbero potuto sia dissuadere i ministri regi dal compiere contro di loro «de' passi forti», sia tenere a «sempre a maggior freno» il ceto forense⁶³.

Mons. Locatelli condivideva l'opinione di uno dei suoi predecessori, mons. Gualtieri, che a proposito della nomina del nuovo arcivescovo di Cosenza all'inizio del 1748 aveva scritto al segretario di Stato:

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ ORLANDI, *Il Regno di Napoli*, 142.

⁶¹ [LOCATELLI], *Riflessioni*, 130.

⁶² Nella precitata lettera del 19 gennaio 1751 a di Costanzo (cfr nota 27), Tanucci indicava tra i motivi che consigliavano di inviargli il p. Caracciolo per vescovo il fatto che Catanzaro fosse «capo di provincia, città piena di nobiltà, onde par conveniente e forse necessario collocarvi un superiore ecclesiastico che, anche col nome della famiglia, imponga e contenga». TANUCCI, *Epistolario*, II, 614.

⁶³ ORLANDI, *Il Regno di Napoli*, 143.

«Crederei che N(ostro) S(ignore) potesse aver in vista di collocarvi qualche galantuomo, ché qua dicono di esser per lo passato stati trascurati; e ne' tempi presenti non so se torni conto a disgustar maggiormente la nobiltà, vedendo per esperienza che quando si tratta di fare da' regi de' passi forti contro vescovi nobili, e ch'anno gran parentado, son più circospetti e renitenti»⁶⁴.

Dato che il clero secolare contava pochi «soggetti commendabili e per la loro vita e per la loro nascita», specialmente nelle province, mons. Locatelli riteneva consigliabile ricorrere al clero regolare, nelle cui file numerosi erano i «nobili napoletani, e di capacità, e di merito», spesso «uomini accreditati per la dottrina, per la buona morale, e per esemplare contegno»⁶⁵.

Ne contavano molti specialmente i Benedettini e i Teatini, «fra' quali si ritirano quasi tutti i nobili che voglion prendere la via ecclesiastica, non trovando essi nel clero secolare, né provviste lucrose, né impieghi, che stimino decenti alla loro condizione»⁶⁶. A conferma della sua tesi, il nunzio aggiungeva: «Non è qui un vescovo di nascita nobile, il quale non adempia con zelo, e con decoro il suo pastorale ufficio, e quasi ognuno di questi è chiamato dal chiostro»⁶⁷. Mons. Locatelli forniva anche le ragioni della buona riuscita dei vescovi provenienti dagli Istituti religiosi:

⁶⁴ Il nunzio al segretario di Stato: Napoli, 13 gennaio 1748. ASV, *Segr. Stato, Napoli*, Reg. 225, f. 52'. Gualtieri ribadiva tali concetti il 20 gennaio: «Il Signore faccia che S(ua) B(eatitudi)ne scelga un'accreditato soggetto per la Chiesa di Cosenza, et io persisto a credere che più sarà nobile e più avrà gran parentado, più freno darà a' paglietti, che veramente ora in ogni genere non ne anno più alcuno». *Ibid.*, f. 72. E il 27 gennaio aggiungeva: «Se N(ostro) S(ignore) veramente nella provvista delle Chiese avrà particolar riflesso de' soggetti nobili stimati capaci, sempre maggior freno sarà de' paglietti, e non per esigere dalla nobiltà altri fini». *Ibid.*, f. 104. Ad arcivescovo di Cosenza venne nominato Michele Capece Galeota (1699-1778), patrizio napoletano, futuro arcivescovo di Capua (1764-1777) e di Eraclea (1777-1778). Cfr *Hier. cath.*, VI, 147, 190, 233.

⁶⁵ A quanto pare, nei vescovi provenienti dagli Istituti religiosi prevalevano la preparazione teologica, a scapito di quella giuridica e dell'esperienza pastorale. Di BIASE, «*Le nubi hanno offuscato il sole della Chiesa*», 225.

⁶⁶ [LOCATELLI], *Riflessioni*, 131.

⁶⁷ *Ibid.*

«Ognun sa, che questi per loro Istituto devono essere ordinariamente applicati agli studi, ed alle opere di pietà. E se alcuno di essi ha saputo ben governare una comunità di Religiosi, non può esser certamente scarso di quell'accorta prudenza, che tanto è necessaria in ogni genere di governo»⁶⁸.

Ed aggiungeva:

«L'escludere questo ceto dal premio de' Vescovati sarebbe una specie d'ingiustizia per quelli che ne sono degni, e si darebbe occasione di allontanare dagli studi e dalla devozione verso la S. Sede quelle Religioni, che anche dai nostri nemici si sono stimate le legioni più forti della Chiesa»⁶⁹.

La Santa Sede si riservava il diritto di verificare l'idoneità dei candidati all'episcopato. Infatti, in ottemperanza a quanto stabilito dal Concilio di Trento circa la particolare cultura teologica e canonistica richiesta nei vescovi, Gregorio XIV nel 1591 «decise di sottoporre i candidati all'episcopato ad un doppio esame, prima della conferma. Anzitutto doveva venire esaminato, per mezzo d'un processo informativo, il tenore di vita tenuto sin allora da colui che doveva essere nominato, e poi la cultura nelle scienze menzionate»⁷⁰. La costituzione *Onus apostolicae servitutis* del 15 maggio 1591 dettava i principi da seguire per il controllo dell'idoneità dei candidati alle sedi vescovili italiane, di libera collazione e di nomina regia. Il 17 ottobre 1740 Benedetto XIV eresse una congregazione particolare con le stesse finalità⁷¹.

5.- Alfonso candidato all'episcopato

Quanto precedentemente detto prova che le speranze del padre di vederlo promosso ad una cattedra episcopale avrebbero

⁶⁸ *Ibid.* Cfr ORLANDI, *Il Regno di Napoli*, 143.

⁶⁹ [LOCATELLI], *Riflessioni*, 131. Cfr ORLANDI, *Il Regno di Napoli*, 143.

⁷⁰ L. PASTOR, *Storia dei papi*, XI, Roma 1929, 458. Cfr DONATI, *Chiesa italiana e vescovi d'Italia*, 381.

⁷¹ BENEDICTUS XIV, *Bullarium*, I, 10-12. Tra i compiti della congregazione vi era anche quello dell'esame delle richieste di traslazione da parte dei vescovi. *Ibid.*, 11. Per i casi in cui i candidati all'episcopato erano esentati dall'esame a Roma, cfr N. DEL RE, *La curia romana. Lineamenti storico-giuridici* (Sussidi Eruditi, 33), Roma ³1970, 357.

avuto buone possibilità di attuazione, solo che Alfonso vi avesse acconsentito. Ignoriamo se Giuseppe de Liguori si arrese di fronte alla determinazione del figlio. In realtà, anche dopo il 1736 questi continuò a seguire senza tentennamenti la linea di condotta che si era prefissa. Sappiamo, per esempio, che nel 1741 – in occasione della grande missione nei casali di Napoli, della quale gli era stata affidata la direzione – avrebbe potuto facilmente ottenere una mitra, ma si sottrasse a tale “pericolo”.

Le fonti disponibili ritornano sulla candidatura di Alfonso all'episcopato nel 1747. Lo si apprende dal p. Cesare Sportelli, che – parlando di lui – il 23 luglio 1747 scriveva da Napoli al p. Giovanni Mazzini: «Esso P. Rettore è stato tentato fortemente per accettare un vescovado, ed ancora trema per la paura. Si è difeso a meraviglia»⁷².

6.- *L'informazione del dottor Nicola Santorelli*

Notizia confermata dall'interessato stesso, in una lettera al p. Paolo Cafaro – non datata, ma probabilmente della fine di luglio del 1747 – riportata dal p. Antonio Maria Tannoia nella sua deposizione del 6 novembre 1788. In tale occasione questi disse di avvalersi dell'informazione a suo tempo trasmessagli dal dottor Nicola Santorelli, annotata su un foglio che ci è pervenuto. Ma non disse tutta la verità, come appare chiaramente dal confronto tra il testo contenuto nel detto foglio e la deposizione di Tannoia.

⁷² C. SPORTELLI, *Epistolae*, (cura C. Henze), Roma 1937, 148. Chiamato a deporre nel processo di beatificazione di Alfonso, il 10 aprile 1788 Villani dichiarò: «mi costa di certo che il fù Cardinale Spinelli Arcivescovo di Napoli voleva proporre per Vescovi quelli Missionarj che si erano più contradistinti nelle Missioni. Avendo ciò inteso il Servo di Dio per evitare tale onore lasciò subito le Missioni che si facevano nella Diocesi di Napoli, ed andò a farli altrove». Dal canto suo p. Domenico Corsano, parlando di Alfonso, il 2 maggio 1788 depose: «Molti anni prima di essere Egli stato eletto vescovo, e stando facendo le Missioni nella Diocesi di Napoli avendo avute certe, ed indubitate notizie, che il Cardinal Spinelli voleva nominare ne Vescovadi quelli, che maggiormente si erano segnalati nelle Missioni, immantinente lasciò le sudette Missioni, e si ritirò nella già nominata Casa de Ciorani da Lui fondata». AGHR, *Copia publica Processus dioecesiani Nuceriae Paganorum Beatificationis et Canonizationis Servi Dei Alphonsi Mariae de Ligorio*, I, ff. 511'-512.

Informazione di Nicola Santorelli

«Morto Monsignore di Pozzuoli N.N., il Re Cattolico motu proprio pensò stabilirvi in quella Chiesa D. Alfonzo. Fu chiamato in nome del Re dal Marchese Brancone, etc., espose la sua negativa, e trall'altro il voto di non accettare Dignità. Brancone avendo esposto, etc., il Re disse: *Il Papa dispensa tutto*. Sequitò D. Alfonzo a pregare Brancone, per farlo esentare. Stiede così angustiato circa un mese e più. Un giorno stando il Re nel bagno, Brancone l'insinuò a parlargli etc., esponendo che mancando D. Alfonso, mancava il sostegno della Congregazione, e l'opera sarebbe dismessa. Il Re rispose: *Il Papa fa delle buone proviste, ma io le voglio fare meglio del Papa*. A capo di tempo Brancone ebbe l'intento. D. Alfonzo in quest'infrangenti scrisse a D. Paolo Cafora Rettore di Caposele: *È tempo d'orazione, e di preghie-ra, perché mi vedo in una grave persecuzione, e travagli avendo il Re stabilito eleggermi Vescovo di Pozzuolo. Ma io più tosto andarò a rintanarmi in un bosco, che accettare una tale Dignità*⁷³».

Deposizione di Antonio M. Tannoia

«So ancora per essermi il tutto stato riferito dal nostro Medico in Caposele Don Nicola Santorelli gran servo di Dio ed uomo di eccezione maggiore, che essendo vacata circa il mille settecento quarantasette una delle principali Chiese, Carlo Terzo allora Rè di Napoli motu proprio per l'idea, che aveva della santità del Servo di Dio, pensò stabilirlo Vescovo in quella Chiesa, perché di sua nomina, ed essendo stato chiamato il Servo di Dio in nome del Rè dal Marchese Brancone, ne restò spaventato: Che avendo ringraziato la Maestà Sua, trall'altro fe presente al Marchese il voto, che avea di non accettare dignità, e che avendo esposto il Marchese questo impedimento al Rè, questi disse: *Il Papa dispensa tutto*. Mi disse di più, che vedendosi dal Servo di Dio l'ostinazione, in cui stava il Rè, non mancava assistere di continuo al Marchese, premurandolo impegnarsi, per vederlo esentato da un tale travaglio, e che per circa un mese si vidde afflitto, e nelle più gravi angustie. Che in quest'infrangenti così scrisse al Padre Cafora suo Direttore, e Rettore allora nella Casa di Caposele: *Padre mio, è tempo di orazione, e di pregare incessantemente Iddio, perché mi vedo in una grande persecuzione. Il Rè ha stabilito*

⁷³ AGHR, C/T, 01, 0593.

volermi Vescovo, ma io piu tosto anderò a rintanarmi in un Bosco, che accettare una tale dignità. Mi disse ancora, che non mancò il Marchese Brancone, perché molto l'amava, assistere al Rè, per vederlo esentato dalle tante sue angustie; e che un giorno stando il Rè nel bagno, e vedendolo il Marchese di buono umore, di nuovo li fè presente, che mancando il Padre Don Alfonso nella sua Congregazione, mancava ancora il sostegno, e l'opera su sarebbe dismessa; e che il Rè rispose: Il Papa fa delle buone provviste, mà io le voglio fare migliori del Papa: e che furono tali le persuasive del Marchese, e tali le premure, che di continuo ne ricevette dal Servo di Dio, che il Rè si diede indietro, ma con suo rincrescimento»⁷⁴.

7.- *Tannoia reticente*

Come si vede, Tannoia non specificò il nome della diocesi alla quale «circa» il 1747 il re aveva destinato Alfonso, guardandosi bene dal menzionare Pozzuoli – per il motivo che si vedrà tra poco – come invece era stato chiaramente dichiarato da Santorelli. In realtà, avrebbe potuto trattarsi anche di qualche altra diocesi. Come quella di Otranto, della quale allora – per le gravi condizioni di salute del suo titolare – sembrava ormai prossima la vacanza⁷⁵. Per il momento, basti dire che con ogni probabili-

⁷⁴ AGHR, *Copia publica Processus dioecisani S. Agathae Gothorum Beatificationis et Canonizationis Servi Dei Alphonsi Mariae de Ligorio*, III, ff. 1139^v-1140^r.

⁷⁵ Lo si apprende dalla lettera di mons. Realino Tafuri, che il 21 luglio 1747 scriveva da Lecce al marchese Fogliani, proponendosi come successore di mons. Orsi, gravemente infermo. Allegava anche una dichiarazione del maresciallo Ignazio Wirtz, secondo cui nel 1743 – durante la guerra di Successione Austriaca – le truppe napoletane stanziare in Sabina erano state soccorse da

tà in questa occasione la candidatura di Alfonso non dovette superare la fase di approccio iniziale, senza raggiungere quindi nessun grado di ufficialità. Infatti, non vi fa il minimo accenno il marchese Gaetano Maria Brancone, segretario di Stato per gli Affari Ecclesiastici, nei dispacci trasmessi in questo periodo al cappellano maggiore, tra i quali peraltro ve ne è uno che riguarda direttamente Alfonso, autore di un memoriale indirizzato al re per ottenere l'approvazione della sua Congregazione⁷⁶.

8.- Alfonso nella rosa dei candidati di Otranto e di Salerno

Conosciamo invece con assoluta certezza i nomi di altre due sedi alle quali Alfonso fu candidato: quelle arcivescovili di Otranto nel 1752, e di Salerno nel 1759.

La prima sede era vacante per la morte di mons. Michele Orsi, avvenuta il 13 giugno 1752⁷⁷. Per dargli un successore, il cappellano maggiore il 12 settembre propose la seguente terna: Marcello Papiniano Cusani⁷⁸, arciprete di Altamura; p. Niccolò Caracciolo di San Vito, Teatino; e s. Alfonso.

Cusani, definito «uomo probo, prudente e di gravi costumi», era stato professore di diritto civile nelle università di Torino e di Napoli, e successivamente titolare della Regia arcipretura di Altamura.

Caracciolo era ritenuto «ecclesiastico dotto, di gravi ed esemplari costumi, ed assai stimato», per aver esercitato varie, importanti cariche nell'ambito del suo Istituto⁷⁹.

mons. Tafuri, allora governatore generale di quella provincia pontificia. ASNa, *Casa Reale Antica, Diversi*, fil. 828, n° 38.

⁷⁶ Cfr ASNa, *Segreteria dell'Ecclesiastico, Dispacci*, vol. 96 (marzo-agosto 1747) 160-160'.

⁷⁷ Il 20 giugno 1752, il nunzio informava il segretario di Stato della morte dell'arcivescovo di Otranto, avvenuta il giorno 13, aggiungendo: «restando dunque vacante una tal Chiesa, che è di regia nomina, non lascio per atto di dovuta mia attenzione d'umiliarne il reverente riscontro di V(ostra) Em(inen)za». ASV, *Segr. Stato, Napoli*, Reg. 236, f. 411.

⁷⁸ Su Cusani, cfr A. GISONDI, C.M.P., in *Dizionario biografico degli italiani*, XXXI, Roma 1985, 502-505; ID., *Marcello Papiniano Cusani (1690-1766): regalismo e riformismo nella sua esperienza civile e pastorale altamurana*, in «Altamura», 21-22 (1979-80) 87-138.

⁷⁹ Si noti la singolare somiglianza di questo giudizio con quello espresso

S. Alfonso era detto fornito, oltre che «di santi costumi», di «sufficiente dottrina». È stato notato che la dottrina del Santo, «appena “sufficiente”, è evidentemente quella storico-giuridica necessaria alla difesa dell'autonomia della sovranità statale dal temporalismo curiale, mentre, senz'altro rilievo, è la chiara percezione da parte di Galiani» – ma forse sarebbe meglio dire del suo sostituto, come si vedrà tra poco – «della “santità” di costumi di Alfonso incompreso, invece, nella Napoli “civile”»⁸⁰. Una conferma dello scarso credito goduto in quest'ultima dal Santo può scorgersi nel fatto che proprio in quel periodo Tanucci nominò una commissione di sei teologi, incaricata di esaminare l'opportunità di modificare il tasso dei censi⁸¹. Dei quattro di loro di cui si conoscono i nomi – i Gesuiti Francesco Pepe⁸² e Pasquale Mattei⁸³, mons. Torno⁸⁴ e il canonico Regolare Lateranense Benedet-

l'anno precedente da Tanucci. Cfr nota 27.

⁸⁰ Cfr A. GISONDI, *Verità ragione e prassi. Percorsi inediti dei “lumi” nel '700 meridionale*, in «Bollettino del Centro di Studi Vichiani», 28-29 (1998-1999) 203. Lo stesso autore aggiunge, sempre a proposito del Santo: «A meno che la sua inclusione nella terna, certo solo per terzo [...], non possa considerarsi soltanto prudente accorgimento per fronteggiare le pressioni di De Marco e del Brancone, sostenitori di Alfonso». *Ibid.*, 205.

⁸¹ Cfr dispacci del nunzio al segretario di Stato: Napoli, 1° agosto e 19 settembre 1752. ASV, *Segr. Stato, Napoli*, Reg. 237, ff. 84, 189.

⁸² Sul p. Francesco Pepe (1684-1759), cfr G. ORLANDI, *S. Alfonso Maria de Liguori e l'ambiente missionario napoletano nel Settecento: la Compagnia di Gesù*, in *SHCSR* 38 (1990) 28-29, 63, 66-67, 106-108. All'occorrenza, il Gesuita serviva da tramite tra la Santa Sede e la corte napoletana. Lo si apprende, ad esempio, da ciò che il 28 settembre 1748 il nunzio scriveva al segretario di Stato: «Trovai mercoledì a Corte il Padre Pepe, che per la prima volta parlò delle sue commissioni, e generalmente mi disse, che col tempo sperava di far qualche cosa, ma che ce ne voleva del molto, giacché non gli era riuscito sino ad ora, come si era adulato, seguitandogli S(ua) M(aestà) a far credere di aver'intenzione di venire a Roma l'anno santo, e di arrivare anche a Loreto. Io con altrettanta generalità gli risposi che sino a tanto che il Re non facesse esaminare le nostre cose da uomini, che hanno studiata teologia e canoni, e non levasse di mezzo i Paglietti, mai si sarebbe potuta avere la pace». ASV, *Segr. Stato, Napoli*, Reg. 226, ff. 89'-90.

⁸³ Sul p. Pasquale Mattei (o de Mattei, o de Matthaeis) (1705-1779), cfr C. SOMMERVOGEL, *Bibliothèque de la Compagnie de Jésus*, V, Bruxelles-Paris 1894, 727-737.

⁸⁴ Giulio Nicolò Torno (1672-1756), maestro di s. Alfonso, era vescovo di Arcadiopoli i.p.i. e membro del Tribunale Misto. Cfr O. PACIA, *Giulio Nicolò*

to Latilla⁸⁵ – nessuno era autore di opere paragonabili alla morale pubblicata da s. Alfonso già da qualche anno.

Vale la pena di dire che – come d'uso, in questi casi – venne prescelto dal re il primo della lista, Cusani⁸⁶. Con vivo disappunto del nunzio Gualtieri, che aveva invano cercato di sbarrargli la strada, finendo col desistere allorché si rese conto che la Segreteria di Stato non intendeva fornirgli la necessaria copertura⁸⁷.

Torno. Un teologo e giurista del Settecento napoletano, Napoli 1999. Cfr anche D. AMBRASI, *Seminario e clero di Napoli dalla nascita dell'istituzione alla fine del Settecento*, in «Campania Sacra», 15-17 (1984-1986) 37-39; G. COSTA, *Vico e l'Inquisizione*, in «Nouvelles de la République des Lettres», 1999/II, 93-124.

⁸⁵ Benedetto Latilla (1710-1767), generale dei Canonici Regolari Lateranensi, fu in seguito vescovo di Avellino (1754-1760), poi arcivescovo di Mira i.p.i. (1760-1767) e confessore di Ferdinando IV. Nel 1748 aveva accettato la nomina a vescovo di Gerace, ma si era dimesso subito dopo. Con disappunto del nunzio, che il 19 ottobre 1748 scriveva al segretario di Stato: «Per le solite ipocondrie di questo Paese, il Padre Abate Latilla Lateranense, dopo accettata la Chiesa di Gerace, l'ha rinunciata». Il nunzio suggeriva, implicitamente, di sostituire a Latilla un suo amico Benedettino: «Vorrei che V(ostra) E(minenza) si ricordasse del Padre Abate Palma, per cui altre volte l'ho supplicata, che in quanto a me, oltre essere galantuomo, lo crederei capace di far gran bene alla Diocesi; ed avvalorandolo colla sua protezione si degni darmene qualche riscontro». ASV, *Segr. Stato, Napoli*, Reg. 226, f. 158.

⁸⁶ Tra i motivi di biasimo del nunzio nei confronti di Cusani vi erano «i noti attentati contro i diritti della S. Sede», operati dall'allora arciprete di Altamura. Cfr il dispaccio del 2 settembre 1752. ASV, *Segr. Stato, Napoli*, Reg. 237, f. 153. Il 23 settembre il nunzio scriveva ancora a proposito del neoeletto: «Non so però se [il re] abbia fatta fare costà qualche scoperta, come pareva essersi determinato, per sapere se potesse esservi intoppo. Da una parte si può sperare che il nuovo arciprete d'Altamura possa essere più facile ad aggiustare quelle scabrose dispute». *Ibid.*, f. 194. Il 30 settembre il nunzio scriveva ancora: «Giacché non vi è difficoltà alcuna d'ammettere la nomina dell'arciprete d'Altamura all'arcivescovado d'Otranto, io in questo ordinario gli rispondo sulla partecipazione che mi ha fatta di tal sua promozione». *Ibid.*, f. 216'.

⁸⁷ Il 6 gennaio 1753, il nunzio scriveva al segretario di Stato: «Un religioso, uomo di Dio e forestiero, mi ha detto aver inteso dire che l'abate Cusani, attuale arciprete d'Altamura, ora nominato per l'arcivescovado d'Otranto, era stato professore in altro tempo nell'università di Torino, e che da essa ne fu licenziato per sospetta dottrina. Egli fu poi anche professore in questa università, e da tal posto fu mandato per arciprete d'Altamura. Io però non so, se ciò abbia sussistenza, nulla dimeno mi stimo in obbligo d'avvisarne Vostra Eminenza». ASV, *Segr. Stato, Napoli*, Reg. 238, f. 12'.

Cusani rimase ad Otranto meno di un anno, dato che già alla fine del 1753 venne trasferito alla sede arcivescovile di Palermo. Di lui è stato scritto che, dopo Lambertini e il recentemente defunto mons. Galiani, «amici fraterni, diretti e opposti protagonisti del Concordato del '41», era «il miglior conoscitore della secolare e controversa questione relativa all'Apostolica Legazia e alla Monarchia di Sicilia – oggetto di studio della più scaltrita storiografia civile ed ecclesiastica, italiana ed europea»⁸⁸. Nonostante la sua preparazione giuridica e l'esperienza maturata ad Altamura e ad Otranto, a Palermo incontrò tante e tali difficoltà, sia in campo ecclesiastico che civile (per un breve periodo, nel 1755, ricoprì anche la carica di viceré) – da essere indotto nel 1762 a dimettersi.

Nel 1752, titolare della Cappellania Maggiore figurava ancora mons. Galiani. Di conseguenza dovrebbe essere attribuito a lui l'inserimento del nome di Alfonso nella rosa dei candidati alla sede di Otranto. In realtà, in questo periodo, il prelado era ormai emarginato a corte e praticamente esautorato. Si aggiunga che soffriva già da mesi della malattia che doveva da lì a poco condurlo a morte⁸⁹, e fin da giugno si facevano i nomi dei possibili successori⁹⁰. Tra questi il meglio posizionato era mons. Nico-

⁸⁸ GISONDI, *Verità ragione e prassi*, 206.

⁸⁹ Il 17 giugno 1752, nell'informare il segretario di Stato del «nuovo attacco d'accidente» di mons. Galiani, «per cui si fece male alla testa», il nunzio scriveva che le condizioni di salute del cappellano maggiore non davano «gran speranza». ASV, *Segr. Stato, Napoli*, Reg. 236, f. 405'.

⁹⁰ Il 20 giugno, il nunzio scriveva al segretario di Stato: «Monsignor Galliani parte oggi per i bagni d'Ischia, ma sempre più va ad ingravirsi, e poco se ne spera; la testa però l'ha libera, benché la lingua non totalmente. Già vi è rumore per succedergli nella carica. Il vescovo di Pozzuoli secondo me sarebbe il meglio, essendo un degno ecclesiastico, e non è tanto difficile che riesca, sebbene saremo sempre da capo, perché è impossibile che superi i paglietti». *Ibid.*, f. 414'. L'11 luglio, il nunzio tornava sull'argomento, scrivendo che nei giorni precedenti si era sparsa la voce della morte di mons. Galiani. ASV, *Segr. Stato, Napoli*, Reg. 237, f. 34'. Il 15 luglio, scriveva ancora: «Al vescovo di Pozzuolo si fanno fare tutte le funzioni del cappellano maggiore, e se questi verrà a mancare, vi è congettura di credere, che tra i moltissimi concorrenti, egli potrà ottenere tal officio. Il med(esi)mo è degno prelado ed ha qualità veramente ecclesiastiche». *Ibid.*, f. 42. Dal dispaccio del 25 luglio si apprende che il nunzio il giorno precedente aveva saputo da Fogliani che la rosa dei candidati alla suc-

la de Rosa⁹¹, vescovo di Pozzuoli, che aveva già sostituito Galiani in passato⁹² e che nel del 1753 gli subentrò a pieno titolo⁹³. C'è quindi da supporre che la candidatura di Alfonso fosse in realtà da attribuire a lui⁹⁴. A dire il vero, sembra che né il Santo, né il p. Caracciolo avessero serie possibilità di succedere a mons. Orsi. Infatti, i dispacci del nunzio non li menzionano mai, mentre il nome di Cusani vi appare già prima della fine di giugno, cioè a due settimane dalla scomparsa dell'arcivescovo di Otranto⁹⁵.

La seconda sede alla quale s. Alfonso fu candidato era quella di Salerno, vacante per la morte di mons. Casimiro Rossi, avvenuta il 27 dicembre 1758. La lista dei possibili successori, presentata al re il 9 gennaio dell'anno seguente dal cappellano maggiore conteneva cinque nomi. Il primo era quello di Isidoro Sanchez de Luna, arcivescovo di Taranto, che risulterà il prescel-

cessione di Galiani si era allargata: «Procurai [...] di scoprire che sia in vista per farsi cappellano maggiore, da cui molto dipendono le nostre cose, perché dubitavo che si avesse in mira anche l'arciprete d'Altamura, ma mi parve di scorgere che quella fosse per i vescovi di Ariano e Pozzuoli; della saviezza di quest'ultimo ne hanno concetto, ma non sono però sicuri, se sia profondo nella dottrina; ravvisai però che Fogliani non inclinava né all'arcivescovo di Brindisi, né al detto arciprete d'Altamura, che neppure io desidererei». *Ibid.*, f. 61'.

⁹¹ Mons. Nicola de Rosa di Villarosa (1693-1774), vescovo di Pozzuoli (1733-1774), fu cappellano maggiore dal 1753 al 1774. Cfr *Hier. cath.*, VI, 150; ORLANDI, *Il Regno di Napoli*, 267.

⁹² Come s'è visto, de Rosa aveva sostituito Galiani allorché questi si era recato a Roma per le trattative che condussero al concordato del 1741. Cfr nota 21.

⁹³ Il 5 maggio 1753, il nunzio scriveva al segretario di Stato: «Andando sempre più in decadenza la salute del cappellano maggiore, gli fu ultimamente esibito il riposo, e sebben egli l'accettasse, nondimeno poco dopo pentitosene, scrisse un biglietto a Branconi, esprimendosi che non si curava dell'offertogli riposo; con tutto ciò però è uscito dispaccio, in cui si sostituisce nell'ufficio di cappellano maggiore il vescovo di Pozzuoli; adesso però rimane tuttavia l'altro di presidente del Tribunal Misto». ASV, *Segr. Stato, Napoli*, Reg. 238, f. 360.

⁹⁴ Lo conferma il fatto che nel settembre del 1752 Galiani era assente da Napoli, come si apprende dal dispaccio del nunzio al segretario di Stato del 30 di quel mese. Cfr *Ibid.*, f. 216.

⁹⁵ Il 22 giugno 1752, il nunzio scriveva al segretario di Stato: «Ho qualche barlume, che si possa pensare di nominare per arcivescovo d'Otranto l'arciprete d'Altamura, ma crederei che prima se ne dovesse esplorare l'animo di N(ostro) S(ignore)». ASV, *Segr. Stato, Napoli*, Reg. 237, f. 56.

to⁹⁶; seguito da quelli di Nicola Caracciolo, arcivescovo di Otranto; di Domenico Cavalcanti, arcivescovo di Trani; di Francesco Mastrilli, Teatino; e di s. Alfonso. Benché questa volta il Santo venisse definito non solo «soggetto di somma bontà di vita» e benemerito per l'infessato esercizio delle missioni, ma anche noto per la pubblicazione di importanti opere, come la *Theologia moralis*, il suo nome risultava ultimo nella lista. Anzi, era finito al quinto posto, dopo essere stato inizialmente messo al quarto.

9.- «Un tal D. Alfonso di Liguoro prete fanatico»

Non sappiamo i motivi per cui Alfonso era stato inserito dal cappellano maggiore nelle predette liste, dato che non aveva alcuna concreta possibilità di ottenere una cattedra vescovile di nomina regia. Una prova delle scarse simpatie da lui godute nell'ambiente ministeriale – con le eccezioni di alcuni personaggi, come Gaetano Maria Brancone, Carlo Danza (compagno di studi del Santo) e Carlo De Marco – è contenuta nella lettera con la quale Ferdinando Galiani, segretario dell'ambasciata napoletana a Parigi, il 16 novembre 1761 informando Tanucci sul rogo dei libri «regicidi» di autori gesuiti ordinato dal Parlamento, scriveva:

«A proposito di ciò, parecchi di questi libri perniziosi, e infami e di morale perversa sono stati ristampati in Napoli. Il Busembaum, se io non m'inganno, fu stampato otto o dieci anni fa con note di un tal D. Alfonso di Liguoro prete fanatico che pervenne a stabilire un nuovo ordine religioso in Terra di Lavoro»⁹⁷.

Dell'ostilità che aveva procurato a s. Alfonso il commento dell'opera di Busembaum si hanno molte menzioni nel suo epistolario. Il 12 giugno 1763, ad esempio, egli scriveva da Arienzo all'editore Giambattista Remondini:

«Essendo che il nome di Busembaum si è renduto odioso quasi

⁹⁶ Cfr MUCCIARDI, *Isidoro Sanchez de Luna*, 5-37.

⁹⁷ A. BAZZONI, *Carteggio dell'abate Ferdinando Galiani col marchese Tanucci*, in «Archivio Storico Italiano», S. III, T. XXII (1875) 42.

per tutto il mondo, ed io per mia disgrazia mi ritrovo aver preso a commentare questo benedetto autore che, quando è nominato, fa orrore come fosse nominato Lutero [...]. Quanto mi pento di aver preso a commentar Busembaum! Ma chi potea presagire la tempesta che dovea esservi contra il povero Busembaum?»⁹⁸

La «tempesta» non avrebbe risparmiato anche l'Istituto, specialmente in Sicilia⁹⁹.

10.- *Testimonianze di Andrea Villani e di Domenico Corsano*

La notizia della candidatura di Alfonso alla sede di Salerno non sfuggì ai confratelli, come si apprende dalla deposizione del p. Andrea Villani, rilasciata il 10 aprile 1788, in occasione del processo di beatificazione di Alfonso:

«Quando [...] Monsignor Rosa Cappellano Maggiore voleva nominarlo Arcivescovo di Salerno, appena lo seppe il Servo di Dio, che pose tutti li mezzi per farlo desistere, come mi costa per averlo inteso»¹⁰⁰.

La deposizione di Villani venne confermata dal p. Domenico Corsano, che, parlando di Alfonso, il 2 maggio 1788 dichiarò:

«avendo con certezza [...] egli appurato che il fù Monsignor Rosa Vescovo di Pozzuoli, e Cappellano Maggiore, aveva stabilito di nominarlo per Arcivescovo di Salerno, fece li più alti maneggi che umanamente poté fare, acciò detto Monsignor Rosa non lo nominasse, e gli riuscì di ottenere l'intento, che la di Lui sopraffina umiltà ardentemente bramava¹⁰¹».

Dato che né Villani né Corsano avevano precisato l'anno in cui Alfonso era stato candidato alla sede di Salerno, venne spon-

⁹⁸ LETTERE, III, 167-168.

⁹⁹ Cfr TELLERÍA, II, 465-467, 564; *Lettere dalla Sicilia*, a cura di S. Giannusso, Roma 1991, *passim*; F. PILLITTERI, *Vescovi e società girgentina del Settecento*, Caltanissetta-Roma 2004, *passim*; G. RUSSO, *I Redentoristi in Agrigento*, Agrigento 2005, 85-116.

¹⁰⁰ AGHR, *Copia publica Processus dioecesiani Nuceriae Paganorum Beatificationis et Canonizationis Servi Dei Alphonsi Mariae de Ligorio*, I, f. 286'.

¹⁰¹ *Ibid.*, ff. 511'-512.

taneo supporre che si trattasse del 1747, data in cui – come si è precedentemente detto – per sua stessa ammissione il Santo aveva “rischiato” di diventare vescovo. Ma la cosa non era plausibile, dal momento che la sede di Salerno nel 1747 aveva già un arcivescovo nella persona di mons. Casimiro Rossi – amico e benefattore della Congregazione – che avrebbe continuato a governarla fino al 1758.

11.- L’ “enigma” di Salerno

L’ “enigma” metteva in imbarazzo soprattutto i promotori della causa di beatificazione di Alfonso, che vi scorgevano il pericolo che esso costituisse un appiglio per le obiezioni del promotore della fede (il cosiddetto “avvocato del diavolo”), e quindi un ostacolo al raggiungimento della meta desiderata.

Alla morte di Alfonso – come è ben noto ai cultori di storia redentorista – Tannoia si era messo all’opera per stenderne la biografia, utilizzando, oltre a quello copiosissimo già raccolto personalmente da tempo, il materiale che gli andavano fornendo vari testimoni. Era stato soprattutto il postulatore della causa, p. Giuseppe Gaetano Cardone, a spronarlo all’impresa.

Agli inizi di ottobre del 1796 il primo tomo era finalmente terminato, e Tannoia desiderava darlo alle stampe al più presto¹⁰².

Ma a questo punto il governo generale – che pure in un primo tempo lo aveva spinto ad accelerare i tempi¹⁰³ – gli ordinò di soprassedere alla pubblicazione, nel timore che il suo testo contenesse elementi atti ad ostacolare la conclusione della causa, con tutte le conseguenze, anche di carattere economico, che ciò avrebbe comportato. Si temeva in particolare che in qualche caso la versione dei fatti riportata da Tannoia discordasse da quella dei testimoni che avevano già depresso o che sarebbero stati chiamati a deporre dal competente tribunale. Perciò, prima

¹⁰² Tannoia a Lelio Calmeta: Napoli, 8 ottobre 1796. KUNTZ, *Commentaria*, XIV, 42.

¹⁰³ Il 6 settembre 1795, Pavone scriveva a Tannoia che il rettore maggiore ribadiva «di avere avuto e di avere tutto l’impegno perché presto si stampi la vita di Monsignore, e perciò le assegnò fratello Paolo» per amanuense. E concludeva: «Finisca dunque presto e lasci qualche cosa, che si potrebbe dire di più, a chi la ristamperà». KUNTZ, *Commentaria*, XIII, 418.

di pubblicare l'opera, la prudenza consigliava di attendere la conclusione dei processi apostolici.

Lo si apprende, per esempio, dal rettore maggiore p. Pietro Paolo Blasucci, che il 6 novembre 1795 manifestava a Tannoia il timore che «nella Vita si tocchino certi punti da passarsi affatto sotto silenzio e si divulghi in istampa il contrario che [...] si è proposto per giustificazione». Perciò, Tannoia avrebbe dovuto pazientare ancora qualche mese, affinché, «ultimato in Roma questo importantissimo affare» e ricevuti «il sommario stampato de' processi e le carte manoscritte delle animadversioni e delle risposte soddisfacenti che si presentano», sulla base di essi potesse «troncare dalla Vita ciò che potrebbe pregiudicare alla causa»¹⁰⁴. Tannoia, che conveniva con il rettore maggiore circa la necessità di sorvolare su alcune vicende della vita del Fondatore¹⁰⁵ assicurava d'altra parte di aver già tenuto in debito conto quanto depresso dai testimoni nei processi ordinari. Gli venne obiettato che nel frattempo questi «han potuto dimenticare, possono ricordarsi di altre cose non ancor deposte, si esamineranno molti testimoni non ancor esaminati, in supplemento de' morti, e finalmente si esamineranno i testimoni pro Fisco. Ciò posto, non è troppo difficile che s' incontri qualche varietà fra Vita e Processi, ed ecco l' ostacolo del disbrigo della Causa»¹⁰⁶.

La decisione dei superiori non era condivisa da vari confratelli, che la tacciavano di una prudenza sconfinante nella pavidità. Perciò premevano perché l'opera tannoiana vedesse la luce al più presto, per poter finalmente leggere la serie delle gesta di Alfonso, di alcune delle quali erano stati loro stessi testimoni oculari e forse, in qualche caso, persino protagonisti.

Alla fine, venne trovata una via di uscita, incaricando il postulatore generale di verificare che il libro «non discordi, ma

¹⁰⁴ *Ibid.*, 423.

¹⁰⁵ Tannoia a Blasucci: Napoli, 21 novembre 1796. *Ibid.*, 50-51.

¹⁰⁶ Pavone a Tannoia, 7 ottobre 1796. KUNTZ, *Commentaria*, XIV, 43. In ogni caso, Tannoia – come Blasucci gli raccomandava l'11 novembre 1796 – avrebbe dovuto assolutamente sorvolare su «due punti essenziali. Il primo, quello concerne, non dico il Regolamento, ma la sola divisione delle case: questa non si deve neppure nominare *a longe*. Il secondo, le persecuzioni di Sarnelli e di Maffei». *Ibid.*, 45-46.

sia coerente a quanto in Roma si è scritto in difesa»¹⁰⁷.

Tra gli argomenti tabù vi era quello riguardante la sede vescovile alla quale Alfonso era stato candidato prima del 1762, come il 29 gennaio 1795 Cardone ricordava a Tannoia:

«Prego Vostra Riverenza a non nominare più lo sbaglio preso dai testimoni circa l'arcivescovado rinunciato dal Servo di Dio; perché potrebbe esserci di un grand'impiccio ora che devesi introdurre la causa. Si potrà correggere nei processi apostolici»¹⁰⁸.

12.- *Il falso tannoiano*

Per Cardone, come si vede, i testi – parlando nel 1788 della candidatura di Alfonso alla sede arcivescovile di Salerno – avevano semplicemente commesso uno «sbaglio», che evidentemente andava in qualche modo corretto. Alla bisogna provvide Tannoia, che – come si è visto – nella deposizione del 6 novembre 1788 era stato su questo punto abbastanza vago, quasi presagendo le difficoltà che ne sarebbero potute derivare.

Partendo dal fatto che il Santo – per sua stessa ammissione, oltre che per testimonianza di Sportelli – nel 1747 era stato candidato ad una sede vescovile, Tannoia si chiese di quale sede si trattasse. Escludendo la sede di Salerno, che nel 1747 non era vacante, pensò che Villani e Corsano dovevano necessariamente avere equivocato, parlando di quella, anziché di un'altra sede. Di quale? Per esempio di quella di Palermo – il cui nome aveva una singolare assonanza con Salerno – che per l'appunto nel 1747 era vacante. Fu così che Tannoia – neppure sfiorato dall'idea che il Santo potesse essere stato candidato all'episcopato più di una volta, in anni diversi e a sedi diverse – “rettificò” il presunto errore di Villani e di Corsano, confezionando quello che a tutti gli effetti è da considerarsi un falso. L'occasione per ufficializzare la sua soluzione dell'enigma gli si presentò il 16 febbraio 1797, allorché venne chiamato a deporre nel processo apostolico:

¹⁰⁷ Blasucci a Tannoia: Eboli, 29 novembre 1796. *Ibid.*, 52.

¹⁰⁸ KUNTZ, *Commentaria*, XIII, 415. Un episodio sul quale mancava l'unanimità dei testimoni era, ad esempio, quello relativo alla ventilata scelta di Alfonso per un vescovato da parte del sovrano nel 1747.

«Fondata, che ebbe la Congregazione, [...] il Servo di Dio ebbe sempre in orrore qualunque dignità ecclesiastica, e che per precludere (specialmente a se) qualunque strada, che si tentasse da suo padre, obbligò se stesso, e i suoi compagni con voto di non potersi pretendere né direttamente, né indirettamente qualunque dignità ecclesiastica, ed offerta esser tenuti a rinunciarla. Mi è noto la grave angustia, in cui si vide in tempo del Re Don Carlo Borbone. Vedendo questi il sommo zelo, da cui il Servo di Dio veniva animato, come forse altrove averò detto, risolvette essendo vacata la Chiesa di Palermo di volerlo Arcivescovo di quella Metropoli. Dico Palermo, e non Salerno, come da altri si è in abbaglio [detto]. Il Servo di Dio in che seppe la determinazione del Re pianse col Marchese Brancone, Secretario di Stato, che adoprato si fosse presso il Principe per esentarlo da un tale travaglio. Scrisse e pregò in tutte le case della Congregazione volersi adoprare presso Dio, per rimuoversi il Re da tale risoluzione, ed al Padre Cafora suo Direttore piangendo scrisse, che se il Re non mutava pensiero egli sarebbe fugito a rintanarsi in qualche bosco. Fù duro il Re nel suo proponimento. *Se il Papa, disse, si gloria di fare de' buoni Vescovi, io ho a gloria di farne migliori di Lui.* Per un mese e più pianse di continuo presso il Marchese Brancone, ed il Re si diede in dietro¹⁰⁹ vedendo la sua ostinazione, e persuaso dal Marchese, che obbligandolo al Vescovado avrebbe veduta dismessa l'Opera delle Missioni, che Egli tanto amava»¹¹⁰.

Appena alcuni giorni prima, l'11 febbraio 1797 – ritoccando la sua deposizione del 6 novembre 1788¹¹¹ – Tannoia aveva detto:

«Essendo morto l'Arcivescovo di Palermo nel Millesettecento quaranta sette, Carlo Terzo Re di Spagna, allora Re di Napoli, come a tutti fu noto dentro, e fuori Congregazione, avendo in considerazione il Servo di Dio si era determinato volerlo Arcivescovo di quella Chiesa. Se ne spiegò col Marchese Brancone suo Secretario, e volle che ce l'avesse fatto sapere: *Se il Papa, disse, fa delle buone provviste, io anche voglio farle migliori del Papa.* In sentire tale determinazione il Servo di Dio restò spaventato: Padre

¹⁰⁹ in dietro: 'indietro'.

¹¹⁰ AGHR, *Copia publica Processus auctoritate apostolica constructi in diocesi S. Agathae Gothorum Beatificationis et Canonizationis Servi Dei Alphonsi Mariae de Ligorio*, t. II, ff. 572-573.

¹¹¹ Cfr nota 74.

mio, così scrisse al Padre Cafora suo direttore, è tempo di orazione, e di pregare Dio perché mi vedo sopra una grande persecuzione. Il Re ha stabilito eleggermi Arcivescovo di Palermo, ma io più tosto anderò ad intanarmi in un bosco, che accettare una tale dignità. Scrisse ancora per orazioni, e preghiere a tutte le Case, e non mancò ajutarsi coll'orazione, e colla penitenza. Insistette presso il Marchese Brancone per dissuadere il Sovrano. Persistette il Re circa un mese nella sua determinazione, ma si diede in dietro non tanto per la costanza del rifiuto, quanto per l'Opera delle Missioni, che il Marchese gli fe veder distrutta, mancandone il Capo. Per un abbaglio preso da me, e da altri, si disse nel Processo ordinario Arcivescovo di Salerno, ma fù di Palermo, e non già di Salerno»¹¹².

13.- La versione dei fatti di Tannoia

Quando l'opera di Tannoia poté finalmente vedere la luce¹¹³, vi si leggeva la seguente versione dei fatti:

«Godeva Alfonso per queste sue tante applicazioni di gloria di Dio; ma un turbine inaspettato perturbò la sua pace.

«Essendo vacata agli undeci di Luglio di quest'anno 1747¹¹⁴ la

¹¹² AGHR, *Copia publica Processus auctoritate apostolica constructi in dioecesi S. Agathae Gothorum*, t. I, ff. 479'-480.

¹¹³ L'opera, che era stata preannunciata «in due tomi» vide la luce in tre volumi. Il primo, che conteneva i libri I e II, apparve nel maggio 1799, anche se portava la data del 1798: trattava della vita di Alfonso fino al 1762, anno della sua promozione all'episcopato. Il secondo volume, che conteneva il libro III, illustrava il periodo dell'episcopato (1762-1775) del Santo, e fu pubblicato nel 1800. Dal momento che vi si parla diffusamente delle cause sostenute dalla Congregazione con Maffei e con Sarnelli e delle difficoltà incontrate con il governo borbonico, è da ritenere che i censori non considerassero più tali argomenti compromettenti, che potessero cioè suscitare la curiosità del promotore della fede ed indurlo ad esaminare la massa dei documenti ad essi soggiacenti. Il terzo volume, che conteneva il libro IV, venne stampato nel 1802: riguardava la vita di Alfonso dopo l'episcopato (1775-1787), e quindi anche l'affare del Regolamento, la divisione della Congregazione, ecc. Nelle intenzioni di Tannoia, la biografia di Alfonso - sull'esempio della *Vita* di s. Ignazio del Bartoli - avrebbe dovuto avere cinque libri. Ma il libro V, destinato ad illustrare «le particolari sue virtù, i suoi miracoli, ed il giudizio introdotto in Roma in ordine alla di lui Beatificazione», venne preannunciato da Tannoia (I, pp. IX-X), ma non pubblicato. Vi supplì il p. Celestino BERRUTI, con *Lo spirito di S. Alfonso Maria de Liguori*, Napoli 1857.

¹¹⁴ In realtà, mons. Rossi morì il 6 luglio 1747. Nato a Napoli il 27 otto-

Chiesa di Palermo, per la morte di Monsig. Rossi, il Re erasi determinato volerla provvedere in persona sua. Troppo alta era l'idea, che di lui avevane conceputa; e ben gli era nota la nascita, i suoi talenti, e soprattutto il gran zelo per le Anime, e per la gloria di Dio. Comunicando al Marchese Brancone suo Segretario questa risoluzione: Se il Papa, disse, fa delle buone provviste, io voglio farle migliori del Papa. Miglior occasione non ebbe il Marchese per veder sodisfatte le sue premure. Approvò subito la scelta, anzi magnificò, come da Dio, una tale ispirazione.

«Avendosi chiamato Alfonso, gli significò per parte del Re quanto erasi determinato. Gelò Alfonso in sentirne la proposta, pianse, e pose in veduta del Marchese lo scandolo, che avrebbe cagionato tra suoi Congregati, e che mancando esso, sarebbe mancata con danno delle Anime, e del Regno tutto, anche l'Opera delle Missioni, per cui il Re vedevasi tanto invogliato.

«Pregò voler presentare al Sovrano i suoi ringraziamenti, esporgli il detrimento dell'Opera, ed il voto ch'egli aveva di non accettare qualunque dignità. Pregò, e piangendo gli disse: se amava la sua pace volerlo coadiuvare a far che il Re mutasse pensiero. Afflisse il Marchese la somma angustia in cui lo vide; ed il Re in sentirne la ripulsa, anzi che darsi in dietro maggiormente restò confermato nel suo proposito.

«Rendendolo scusato il Marchese, specialmente pel voto, che aveva, di rifiutare qualunque dignità, il Papa, disse il Re, dispensa a tutto; e fattosi di fuoco soggiunse: Questi tali riescono buoni Vescovi, che non vogliono esser Vescovi.

«In quale e quanta afflizione si vide Alfonso per questa fermezza del Re, non è da credersi. Prevedendo, che col Re si sarebbe unito anche il Papa, non trovava pace né di giorno, né di notte. È tempo d'orazione, e di preghiere, così scrisse in Caposele al Padre Cafora suo direttore, perchè mi vedo in una grave persecuzione, e sommo travaglio. Il Re ha stabilito eleggermi Arcivescovo di Palermo, ma io piuttosto anderò ad intanarmi in un bosco, che accettare una tal Dignità.

«Così scrisse ancora a tutte le Case. Ricorse a molti servi di Dio, ed a varj Monasteri di Monache; e per meritarsi le divine misericordie, non mancò aiutarsi colla mortificazione, e colla macerazione di se medesimo. Assisteva di continuo al Marchese Brancone per averlo suo Avvocato presso il Re, nè lasciò mezzo per impegnarlo a suo favore.

«Persistendo il Re circa un mese in questa sua idea, altrettanto fu Alfonso in un continuo batticuore. Se un motivo di zelo mosso aveva il Sovrano a volerlo Arcivescovo, un altro motivo di zelo lo fece dare in dietro.

«Un giorno, cogliendo il tempo il Marchese, mentre il Re stava nel bagno, gli fece presente il meno bene, che Alfonso far poteva come Arcivescovo, ed il maggiore che colla sua predicazione era per risultarne al Regno tutto; e che l'Opera delle Missioni, per cui viveva tanto impegnato, mancando il capo, era anche per dismettersi. Questi motivi fecero impressione, e se il Re si arrese, non fu che con sommo suo rincrescimento.

«A più d'uno dispiacque questa ripulsa di Alfonso.

«Un giorno ritrovandosi in Nola con Monsignor Caracciolo¹¹⁵, anche questi ne dimostrò dispiacimento. Monsignore, rispose Alfonso, il Vescovado non fa per me: Io capo di Chiesa? Io, che neppure sono buono per capo fuoco? Ringraziatene Iddio, che vi è venuta buona, disse il Consigliere Caracciolo, che ci stava presente: credetemi, che al Re è molto dispiaciuto la vostra negativa.

«Dispiacque ancora al Marchese Tanucci. Il Re non però raffreddata la cosa, ne restò edificato, ed ebbe motivo d'informarsi maggiormente, e formare idea più vantaggiosa della nostra Congregazione. Discorrendo col Marchese Brancone, ottimo sarebbe, gli disse, se per li Vescovi si facesse prescelta di taluni di questi. Più d'uno de' nostri avrebbe avuto un tal onore.

«Informando Alfonso il Marchese di questa idea del Re, non mancò rilevargli il gran male, che risultar poteva all'Opera delle Missioni, aprendosi la strada, con queste cariche, allo spirito di ambizione. Vescovi, gli disse, per le Chiese non mancano, ma operai per affaticarsi in salute delle Anime, specialmente ne' villaggi, non è così facile il ritrovarli»¹¹⁶.

Se per imbastire il suo racconto Tannoia poté avvalersi di altre fonti, oltre alla informazione precedentemente riportata del dottor Santorelli, non siamo in grado di dirlo. Sappiamo invece che sul foglio che la contiene egli depennò la parola «Pozzuoli»,

¹¹⁵ Si trattava di mons. Troiano Caracciolo del Sole (1685-1764), vescovo di Nola (1738-1764). *Hier. cath.*, VI, 312-313. Sui suoi rapporti con s. Alfonso, cfr A. BERTHE, *Sant'Alfonso Maria de Liguori, 1696-1787*, Firenze 1903, I, 581; TANNIOIA, II, 275, 291; VILLECOURT, *Vie et Institut de Saint Alphonse-Marie de Liguori*, I, 362.

¹¹⁶ TANNIOIA, II, 196-197.

sostituendola con «Palermo». Evidentemente era convinto che anche Santorelli – come Villani e Corsano – avesse confuso i nomi delle due diocesi, dal momento che nel 1747, anno in cui si sarebbero svolti i fatti, neppure la sede puteolana era vacante¹¹⁷.

14.- *Una difficile eredità*

Neanche la cornice in cui Tannoia colloca il presunto rifiuto di Alfonso della sede di Palermo è convincente. Infatti, il defunto arcivescovo aveva lasciato una difficile eredità. Della cosa aveva trattato il Consiglio di Stato nella seduta del 13 luglio 1747, nel cui verbale si legge:

«Stante la morte dell'arcivescovo di Palermo si prevenga il Cappellano Maggiore che proponga per quella Chiesa quei soggetti che stimerà idonei ed abili, facendo serie riflessioni che giustamente meritano non meno la qualità di quella mitra, che il bisogno della disciplina di quella Chiesa. Si prevenga parimente alla Giunta di Sicilia che, volendo S(ua) M(aestà) nominare il successore per la vacante Chiesa di Palermo, informi S(ua) M(aestà) col suo parere, se possa imporsi pensione ed in qual somma su la med(esi)ma e se sieno vacate pensioni in essa»¹¹⁸.

Allegata al verbale si trova una lunga, durissima relazione sull'operato dell'arcivescovo – stilata quando egli era ancora in vita – con menzione di fatti risalenti al 1739, 1744, ecc. Vi si legge tra l'altro: «Egli non ha zelo, né mostra verun esempio di buone opere, anzi per l'opposto scorgesi iracondo e collerico, interessato ed avidissimo d'ogni terrena dovizia»¹¹⁹.

Tale giudizio sul defunto non era condiviso da Vincenzo Quattromani che, tuttavia, l'8 luglio scriveva da Palermo al marchese Brancone che la morte dell'arcivescovo apriva «un nuovo campo di merito e plauso a V(ostra) S(ignoria) Ill(ustrissi)ma, di gloria alla Maestà del Padrone, che costantemente la provvede-

¹¹⁷ L'equivoco di Santorelli poteva derivare dal fatto che – come s'è precedentemente visto (cfr note 21, 89-90, 92) – cappellano maggiore nel 1759 era il vescovo di Pozzuoli.

¹¹⁸ ASNa, *Segreteria dell'Ecclesiastico, Espedienti*, fil. 644, fasc. 9.

¹¹⁹ La relazione, anonima, è di ben 31 pagine.

rà in soggetto non solo adornato di tutte quelle virtù, che si ricercano nel semplice prelato d'una Chiesa cossì riguardevole, ma inoltre delle prerogative che sono necessarie in chi ha tanta parte come capo di uno delli tre Bracci negli affari di questo Regno e nel maggior servizio del Padrone». Ed aggiungeva:

«L'aver qui ritrovati cossì difficili li prelati, e li continui ricorsi contro di loro a segno che tra tutti essi apena è trattabile monsignor vescovo di Patti, oggi Inquisitor Generale, mi fa conoscere che il nuovo eligendo meglio che ogn'altro preggio debba aver quello di esser docile, nemico delle liti e molto avvertito sopra gli andamenti de' suoi subalterni. Il defonto arcivescovo viene compianto generalmente da tutti, con tutto ciò li suoi maggiori affezionati non lasciano di disapprovare la di lui debolezza riguardo a suoi servitori, che vergognosamente in tutte le occasioni l'hanno venduto, senzacché il buon prelato avesse avuto lo spirito di dar qualch'eseplio»¹²⁰.

Tali considerazioni dovettero essere condivise da Brancone, che il 15 luglio 1747 scriveva al cappellano maggiore, a proposito della scelta del successore dell'arcivescovo di Palermo:

«Me ha mandado el Rey prevenir (come hago) a V(uestra) S(eñoría) I(lustrísima) que proponga para d(ic)ha Iglesia los sujetos que juzgare idoneos, y haviiles, teniendo presente las serias reflexiones que justamente merecen, así la calidad de d(ic)ha mitra, como la necesidad de disciplina en d(ic)ha Iglesia»¹²¹.

I candidati a succedere al prelato defunto non mancavano certo. Alcuni avevano cominciato ad offrire la loro disponibilità ancor prima della morte dell'arcivescovo¹²². Per esemplio, il 1° luglio 1747 da Roma il card. Domenico Orsini scriveva a Brancone,

¹²⁰ ASNa, *Segreteria dell'Ecclesiastico, Espedienti*, fil. 644, fasc. 9. Sul verso del foglio si legge: «Gli si risponda confidenzialmente d'averne anche informato il Re di tali suoi sentimenti, e che lo ringrazio di tali lumi, e che me l'offerisco in riservirlo» («Resp[ondi]da en 15 de julio 1747»).

¹²¹ ASNa, *Segreteria dell'Ecclesiastico, Dispacci*, vol. 96 (marzo-agosto 1747), f. 156.

¹²² Vi era anche chi – pur potendo nutrire qualche speranza di successo – negava la propria disponibilità. Cfr nota 126.

raccomandando il p. Pietro Celestino Montalto – cassinese, nobile siracusano e congiunto del duca Montalto di Fragnito – aspirante alla sede di Siracusa, o «per qualche altra in Sicilia, dove si prevede che non possa esser lontanissima una nuova vacanza». Parole, quest'ultime, che alludevano alla sede di Palermo¹²³. Infatti, alla fine del mese il Cardinale chiedeva esplicitamente che Montaldo venisse promosso a tale sede, ormai vacante¹²⁴.

Mons. Giovanni Rossi, arcivescovo di Taranto (1738-1750), l'11 agosto scriveva a Brancone di aver saputo che i suoi parenti lo avevano raccomandato al re per la vacante sede di Palermo. Ammetteva di occupare già una sede superiore ai suoi meriti, ma ricordava anche «il solito costume del passaggio di chi è più prossimo di grado, nelle provviste delle Chiese». Aggiungeva, naturalmente, di essere disposto ad accettare «con tutta però la piena rassegnazione a qualsivoglia Real Provvidenza, che adorerò sempre come santa e giusta»¹²⁵.

A quanto pare, la Corte prestò scarsa, e forse nulla attenzione, a tali richieste. A detta del nunzio, il primo candidato preso in considerazione era stato l'abate parmense Baiardi¹²⁶. Tra le

¹²³ ASNa, *Segreteria dell'Ecclesiastico, Espedienti*, fil. 644, fasc. 9. Brancone il 20 luglio fece rispondere in termini evasivi: «Gli si risponda confidenzialmente che S(ua) M(aestà) è rimasta intesa de' meriti e circostanze di tal suo raccomandato, e nelle occasioni di vacanze lo terrà presente».

¹²⁴ Orsini a Brancone: Roma, 28 luglio 1747. *Ibid.*, fil. 645.

¹²⁵ *Ibid.* In calce al documento si legge: «a 15 ag(osto): Gli si risponda confidenzialmente che S(ua) M(aestà) è rimasta intesa di ciocché m'ha prevenuto in tal suo foglio per la vacante Chiesa di Palermo. Resp(ondi)da en 19».

¹²⁶ Il parmense Ottavio Antonio Baiardi (1694-1764), cugino del march. Fogliani, venne chiamato a Napoli come bibliotecario del re. Il suo *Prodromo delle antichità d' Ercolano* venne accolto con critiche molto negative. Nel 1756, Baiardi si ritirò a Roma, dove ottenne l'arcivescovato di Tiro i.p.i. (1761). L. MORETTI, *B.O.A.*, in *Dizionario biografico degli italiani*, V, Roma 1963, 284-285. Tanucci lo definì – scrivendo a Corsini, il 13 agosto 1746 e il 4 marzo 1747 – «screditato prelato, ciarlatano, buffone, ridotto in miseria per mala condotta», e «il più sfrontato fanfarone che abbiám veduto». TANUCCI, *Epistolario*, II, 105, 202. Il 24 giugno 1747, il nunzio scriveva al segretario di Stato («in proprie» mani) che Baiardi aveva confermato la sua indisponibilità ad accettare la sede palermitana: «Mons(igno)r Bajardi mi disse che mai avrebbe accettata tal Chiesa, anzi mi dimostrò più tosto propenso di ritornar costà. Oggi però mi si dice che abbia sofferto un nuovo insulto della sua asma». ASV, *Segr. Stato, Napoli*, Reg. 223, f. 217.

candidature successivamente esaminate vi era anche quella di mons. Galiani, che alcuni circoli governativi avrebbero desiderato sostituire con persona più affidabile nella carica di cappellano maggiore. Lo si apprende dal nunzio, che – a proposito di Galiani – il 22 luglio scriveva al segretario di Stato:

«Qualcheduno ha pensato offrirgli ora Palermo, ma egli certamente non l'accetterà, benché son sicuro che il discorso non sia andato avanti. Anno posto anche l'occhio per tal vacanza sopra Monsig(n)or Filomarino vescovo di Mileto¹²⁷, ma sono stati disingannati, che neppur questo accetterebbe. Il grand'Inquisitore di Sicilia [mons. Giacomo Bonanni]¹²⁸ non puol'essere, sapendo che detto Arcivescovato si deve dare a' forestieri»¹²⁹.

A vanificare le speranze dei vari aspiranti provvide la notizia resa nota il 26 dicembre 1747 che il re aveva scelto per arcivescovo di Palermo mons. José Melendez (1690-1753)¹³⁰ – un Alcantarino madrilenno, allora vescovo di Potenza – optando per un ecclesiastico che, nel governo di una diocesi, aveva già dato

¹²⁷ Marcello Filomarino (1692-1756) fu vescovo di Mileto dal 1734 al 1756. *Hier. cath.*, VI, 288.

¹²⁸ L'allora cinquantatreenne Teatino palermitano Giacomo Bonanni (o Bonanno) ebbe la presentazione regia per la sede vescovile di Patti il 3 marzo 1734 e la nomina pontificia il 5 maggio successivo. Il 28 giugno 1742 divenne inquisitore generale del Regno di Sicilia. Il 28 maggio 1753 fu traslato a Monreale, a meno di un anno dalla morte, che lo colpì a Palermo il 14 gennaio 1754. *Hier. cath.*, VI, 297. Cfr F. RENDA, *L'Inquisizione in Sicilia*, Palermo 1997, 172.

¹²⁹ ASV, *Segr. Stato, Napoli*, Reg. 223, f. 292.

¹³⁰ José Melendez, nato a Madrid nel 1690, guardiano del convento fiorentino di S. Pietro d'Alcantara nel 1731, visitatore generale della provincia di S. Pietro d'Alcantara del Regno di Napoli, predicatore e teologo reale nel 1735, era stato nominato vescovo di Potenza nel 1741. Fu arcivescovo di Palermo fino alla morte, che lo colpì nel 1753. Cfr *Hier. cath.*, VI, 327. Cfr anche *Corrispondenze diplomatiche veneziane da Napoli. Dispacci*, XVII (1739-1751), a cura di E. Tonetti, Roma 1994, 772. La decisione del re di inviarlo a Palermo era nota almeno da una decina di giorni, dal momento che il 16 dicembre 1747 il nunzio aveva scritto al segretario di Stato: «Vaca la Chiesa di Potenza di regia nomina per essersi degnata S(ua) M(aestà) di traslatare quel Mons(igno)r Vescovo, spagnolo, e che fu confessore del Sig(n)or Conte di S. Stefano, all'insigne Arcivescovado di Palermo». ASV, *Segr. Stato, Napoli*, Reg. 224, f. 369.

prova delle sue qualità e soprattutto della fedeltà alla corona¹³¹. Scelta analoga a quella degli altri cinque arcivescovi – compreso mons. Rossi¹³² – che governarono la Chiesa palermitana nel Settecento, nominati dopo il ripristino dell'autonomia del Regno.

Infatti, la sede di Palermo – una delle più difficili da governare, come si è già precedentemente visto – andava posta in mani fidate e sperimentate¹³³. Dall'arcivescovo – «Legato nato» del pontefice, ma scelto dal re – la corte si attendeva la difesa della sacra regalità del sovrano e spiccate qualità di mediazione con la Curia Romana, nella delicata materia dell'Apostolica Legazia e della Monarchia Sicula¹³⁴. L'arcivescovo inoltre fungeva

¹³¹ La fedeltà, naturalmente, era solo uno degli elementi da tenere in considerazione nella scelta dei nuovi vescovi. A proposito del successore di Melendez, il 10 febbraio 1748 il nunzio scriveva al segretario di Stato: «Questa città [di Napoli] ebbe animo di far istanza al Re di aver presente per la vacanza della Chiesa di Potenza (alla quale è stato nominato il Padre [Tommaso] Sersale Teatino) il noto Padre Abate Troyli Cisterciense, che si dice incorse in diverse censure per non aver obedito ad alcuni decreti della Sagra Congregazione de' Vescovi, e che ora sta stampando l'Istoria Civile di questo Regno [...] ma il Re trovò l'istanza per impertinente, e la rigettò in Consiglio [di Stato] con vigore». ASV, *Segr. Stato, Napoli*, Reg. 225, f. 254'. Di Melendez si tornò a parlare alcuni anni dopo quale successore del confessore del re, mons. José Calzado (detto mons. «Bolaños»), gravemente malato. Il 12 dicembre 1752 il nunzio scriveva al segretario di Stato: «altre volte ha supplito l'arcivescovo di Palermo parimente spagnolo, ma l'hanno per un poco intrigante». ASV, *Segr. Stato, Napoli*, Reg. 237, f. 357.

¹³² Prima della traslazione alla sede palermitana, mons. Rossi era stato vescovo di Catanzaro (1727-1735), poi di Melfi e Rapolla (1735-1737). Cfr *Hier. cath.*, V, 150; VI, 285, 327.

¹³³ Cfr GISONDI, *Verità ragione e prassi*, 202.

¹³⁴ Tra i problemi che attendevano il nuovo arcivescovo vi era anche la gestione della polemica, non ancora sopita, provocata dall'abolizione operata da Clemente XI del Tribunale della Monarchia Sicula, che aveva visto sempre più crescere la tensione tra lo Stato e la Chiesa, e che si era conclusa nel 1728 con la bolla di Benedetto XIII, che concedeva il ripristino del Tribunale. Nel corso dei secoli le prerogative della Monarchia Sicula erano state sottoposte a restrizioni, annullamenti e reintegrazioni che causarono dispute più o meno violente. Come quella del 1711, nota come «controversia liparitana». Il monarca siciliano, in quanto legato nato, aveva ampi poteri di governo, sia nel campo temporale, che ecclesiastico. Cfr A. LONGHITANO, *Il tribunale di Regia Monarchia: governo della Chiesa e controversie giurisdizionali nel Settecento*, in AA. VV., *La Legazia Apostolica. Chiesa, potere e società in Sicilia in età medievale e moderna*, a cura di Salvatore Vacca, presentazione di Cataldo Naro, Caltanissetta-Roma

da presidente del Braccio ecclesiastico, uno dei tre che formavano il Parlamento. La Sicilia, infatti, pur essendo sottoposta al re Carlo di Borbone, continuava a godere di propri ordinamenti giuridici e costituzionali¹³⁵.

È arduo pensare che la corte ritenesse s. Alfonso – quanto meno allora – atto a gestire una situazione tanto difficile, che travolse anche personaggi di ben altra caratura, sotto l'aspetto politico, come nel caso di Cusani.

15.- S. Alfonso e Tanucci: un «rapporto virtuale»

Di scarsa credibilità appare anche il disappunto che, a detta di Tannoia, Tanucci avrebbe manifestato nel 1747 per il rifiuto dell'episcopato da parte di Alfonso. Anche se Tannoia scrisse che «il Marchese Tanucci favorì Alfonso in ogni incontro, e l'ebbe sempre in somma venerazione»¹³⁶, tanto da ritenerlo «uomo santo, e tutto di Dio»¹³⁷, non mancano anche testimonianze che denotano una ben scarsa simpatia per il Santo da parte del ministro¹³⁸. Questi, ad

2000, 167-200; *Gli archivi della Santa Sede e il mondo asburgico nella prima età moderna*, a cura di M. Sanfilippo – A. Koller – G. Pizzorusso, Viterbo 2004, 59-72.

¹³⁵ La Sicilia era governata da un viceré, che durava in carica tre anni – sostituito, in caso di vacanza, dall'arcivescovo di Palermo – coadiuvato e nominalmente controllato dal Parlamento. Questo si divideva in tre ordini o bracci: *ecclesiastico*, formato da 66 prelati (arcivescovi, vescovi, abati e archimandriti); *baronale o militare*, formato da nobili e militari (58 principi, 27 duchi, 37 marchesi, 27 conti, un visconte e 79 baroni); *popolare o demaniale*, formato dai 43 rappresentanti delle terre demaniali. Del primo era capo l'arcivescovo di Palermo, del secondo il più antico dei nobili (il principe di Butera) e del terzo il rappresentante della capitale dell'Isola. Questo sistema legislativo durò fino al 1815, anno in cui Ferdinando abolì la rappresentanza siciliana e istituì il governo assolutista.

¹³⁶ TANNIOIA, III, 12. Altrove (II, 202) Tannoia dice che Tanucci nutriva per s. Alfonso «somma stima e venerazione».

¹³⁷ *Ibid.*, IV, 225.

¹³⁸ R. TELLERÍA, *S. Alfonsus et marchio Tanucci nomen suum miscet in duobus libris prelo datis*, in *SHCSR* 11 (1963) 143-165. Tannoia, però, era pronto ad ammettere che la simpatia di Tanucci per s. Alfonso svaniva non appena corressero qualche rischio gli interessi dello Stato, come provava il seguente episodio: «Viveva impegnato per l'opera della nostra Congregazione anche il canonico D. Matteo Testa, che fu poi Arcivescovo di Reggio, ed in Napoli Cappellano Maggiore. Amicissimo questi del Marchese Tanucci, non mancò informarlo della opera intrapresa da Alfonso, e del gran bene, che questa produceva

esempio, il 17 settembre 1769 scriveva da Procida a Francesco Vargas Macciucca:

«Essendo Monsignor Liguori troppo sospetto di attaccamento alla setta gesuitica, e perciò sospetto per qualunque sua opera di essere infetta di contenuti erronei, e contrarii al vero spirito della Chiesa, e alla Sovranità, vuole i Re che V(ostra) S(ignoria) I(llustrissima) con riserva, e con attenzione veda un libro da lui ultimamente composto sul Concilio di Trento, con cui dice impugnare la Storia di Sarpi; e gli altri due trattati uniti allo stesso libro, sulla grazia, e sull'ubbidienza alle definizioni della Chiesa¹³⁹; e riferisca col suo parere procurando intanto con prudenza d'impedirne e sospenderne la pubblicazione, e la vendita. Glielo partecipo nel real nome per l'adempimento più provvido»¹⁴⁰.

Anche se è forse discutibile l'affermazione secondo cui il loro «rapporto» fu in realtà un «conflitto»¹⁴¹, resta il fatto che Ta-

nelle Provincie. Avendolo pregato per l'approvazione, e con quelle condizioni, che si avessero volute a beneficio dello Stato, non si dimostrò renitente il Marchese. Sentendo Alfonso sì belle disposizioni in un Ministro, che tutto poteva, ne restò consolato. Vide però defraudate le concepute speranze, avendo dispiaciuto il Marchese a' nove del mese di Marzo, per essere informato dalla Camera di S. Chiara del comune sentimento. Previde di certo, non volendosi in Napoli altri nuovi Istituti, non poter essere di accordo i motivi politici del Ministero colla pietà del sovrano. Come temette, così fu, né più si vide nel Marchese Tanucci una tale disposizione». TANNIOIA, II, 200.

¹³⁹ Si trattava di ALFONSO MARIA DE LIGUORI, *Opera dogmatica contro gli eretici pretesi riformati ...*, Napoli 1769. Cfr M. DE MEULEMEESTER, *Bibliographie*, I, 145-146. Tra i 27 «Appuntamenti della Giunta degli Abusi degli 11 dicembre 1768», il settimo, approvato dal re, ordinava: «Che si esamini dal Fiscale il libro del P. Alfonso Liguori, e altri libri da lui denunciati, pregiudiziali alle supreme regalie di V(ostra) M(aestà), e si proponga poi in giunta l'esame e l'istanza». ASNA, *Casa Reale Antica*, fil. 1303, incarto 208.

¹⁴⁰ ASNA, *Casa Reale Antica*, fil. 1307, incarto 69. Si tratta di una minuta autografa di Tanucci stesso. Sul verso del foglio, egli aggiunse la seguente nota: «Essendo ben noto l'attaccamento di Monsignor Liguori, sospetto di attaccamento alla setta gesuitica, è in conseguenza». La nunziatura riuscì a procurarsi una copia del documento, che trasmise alla Segreteria di Stato. Cfr TELLERÍA, *S. Alfonsus et Marchio Tanucci*, 149.

¹⁴¹ «Non possiamo ridurre il rapporto di sant'Alfonso con Bernardo Tanucci a una storia personale; il conflitto fra i due non fu puramente ideologico o dottrinario». G. DE ROSA, *Sant'Alfonso de' Liguori e Bernardo Tanucci*, in ID.,

nucci giudicava in maniera ambivalente Alfonso, ritenendolo «un ecclesiastico, degno di stima per la sua dottrina e la condotta esemplare, ma famoso già da tempo nella società napoletana e legato ad ambienti retrivi e filoclericali avversi alla monarchia e le cui massime perniciose per lo Stato e la sovranità rafforzavano la morale “privata” proprio di coloro che avrebbero dovuto professare la dottrina del servizio del Re e dello Stato. Per di più, la nomina di Alfonso a vescovo di S. Agata aveva attraversato i progetti di Tanucci che aveva pensato a quella sede per far avvicinare a Napoli un suo amico, mons. Nicola Caracciolo, arcivescovo di Otranto»¹⁴². Tanto che Maria Grazia Maiorini ha potuto scrivere che quello tra Tanucci e Alfonso, «illustrato con sicurezza dai biografati del Santo è in realtà un rapporto virtuale, ideato appositamente per completare un quadro preciso che volevano propagandare, intessuto di timori, persecuzioni, contrasti come per la pretesa censura dell'opera *Dissertatio de justa prohibitione*, per la questione delle nuove fondazioni, o per le spiegazioni macchinose fornite a proposito della dedica a Tanucci della *Storia delle eresie*, che mal si adattava con l'immagine dello statista da essi proposta»¹⁴³.

16.- Un silenzio interessato

Solo il desiderio di vedere promosso all'onore degli altari il Fondatore, in tempi il più possibile brevi, può spiegare il silenzio dei contemporanei di fronte alle manomissioni di Tannoia. Anzitutto quello di Blasucci, che conosceva perfettamente la verità,

Tempo religioso e tempo storico, I, Roma 1987, 213.

¹⁴² M.G. MAIORINI, *Alfonso de Liguori, Tanucci e la “religione” della sovranità*, in «Archivio Storico del Sannio», 22 (2004) 191-192. Cfr anche Tanucci a Gaetano Centomani, 16 febbraio 1762. B. TANUCCI, *Epistolario*, X, a cura di M.C. Maiorini, Roma 1988, e nota 1 a pag. 551. Il 30 giugno 1762 la Regia Camera di S. Chiara rilasciava l'*exequatur* per l'avvenuta nomina di s. Alfonso. Cfr A. SAMPERS - R. TELLERÍA, *Documenta circa electionem et consecrationem S. i Alfonsi in episcopum*, in *SHCSR* 9 (1961) 288. La concessione non doveva considerarsi scontata, se da Roma il 15 giugno il card. Domenico Orsini riteneva opportuno scrivere al marchese Carlo De Marco di adoperarsi per ottenerla. Cfr ASNA, *Segreteria dell'Ecclesiastico, Espedienti*, fil. 808. La risposta, positiva, di De Marco ad Orsini è del 24 giugno.

¹⁴³ MAIORINI, *Alfonso de Liguori*, 190.

dato che nel testo della sua orazione funebre di Alfonso, tenuta il 5 ottobre 1787 nella cattedrale di Agrigento, si legge:

«Ammira il Re col suo primo Ministro l'umile rifiuto del nobile Arcivescovato di Salerno, offertogli spontaneamente dalla Regal munificenza, perché gli onori, le dignità, le ricchezze coll'attacco del suo cuore alla povertà, e ignominia del suo Dio Crocifisso non si accordavano»¹⁴⁴.

Il silenzio di Blasucci – data l'autorevolezza del personaggio – contribuì indirettamente a radicare la versione dei fatti proposta da Tannoia, che ottenne pieno diritto di cittadinanza nella storiografia redentorista¹⁴⁵. Lo prova il seguente esempio.

Salvatore Giammusso, nell'introduzione all'edizione da lui curata dell'orazione funebre di Blasucci, scrive a commento del brano precitato:

«L'identica notizia ci danno, in ordine di tempo, il padre Giuseppe Landi nella sua *Istoria*¹⁴⁶, Giuseppe D'Onofrio¹⁴⁷ e un padre Scolopio¹⁴⁸ nelle loro Orazioni funebri, nei Processi ordinari

¹⁴⁴ [P.P. Blasucci], *Orazione recitata nella chiesa cattedrale di Girgenti ne' solenni funerali di Monsignor D. Alfonso M. de Liguori, Vescovo di Sant'Agata de' Goti, Fondatore della Congregazione del SS. Redentore, da un Sacerdote Missionario della medesima Congregazione in Sicilia, dedicata all'Illustriss. e Reverendiss. D. Antonino Cavalieri, Vescovo di Girgenti, Protettore dell'opera delle Missioni*, s.l.s.a. (Palermo 1790?), 39.

¹⁴⁵ Dopo aver definito «la tesi di Salerno [...] insostenibile», Oreste Gregorio scrive: «Il P. Tannoia ha, in conclusione, piena ragione: la sua documentazione è eccellente: ogni dubbio ulteriore è, per lo meno, superfluo». O. GREGORIO, *S. Alfonso... arcivescovo di Palermo o di Salerno?*, in «S. Alfonso», 21 (1950), 27. Cfr anche TELLERIA, I, 432; II, 9; TH. REY-MERMET, *Il santo del secolo dei Lumi: Alfonso de Liguori (1696-1787)*, Roma 1983, 507-508.

¹⁴⁶ G. LANDI, *Istoria della Congregazione del SS. Redentore* (1782), ms in AGHR, II, p. 5: «Li furono offerti molti Arcivescovadi, come quello di Taranto e di Salerno di nomina Regia: ma egli costantemente se li rifiutò».

¹⁴⁷ G. D'ONOFRIO, *Orazione in lode di Alfonso De Liguori, Vescovo di Sant'Agata de' Goti, e Fondatore della Congregazione del SS. Redentore, recitata ne' di lui funerali nella Congregazione della Conferenza delle Sante Missioni*, s.l.s.a., p. 20: «Se gli riuscì rinunziar l'Arcivescovado di Salerno, a cui Monsignor de Rosa l'avea già nominato». Di questa *Orazione* parla TANNIOIA, III, 214.

¹⁴⁸ [G. CAVALLI], *Oratio in Parentalibus Alphonsi de Liguori, Congregatio-nis Sanctissimi Redemptoris, Fundatoris ac Rectoris Majoris, nec non olim Sanctag-*

il p. Andrea Villani al 5 aprile 1788¹⁴⁹, il p. Domenico Corsano al 25 aprile 1788¹⁵⁰ e il p. Antonio Tannoia al 10 e 16 novembre 1788¹⁵¹. Ma era proprio Salerno la sede designata? Lo stesso Tannoia nel Processo apostolico di S. Agata dei Goti deporrà diversamente. L'11 febbraio 1797: "Per un abbaglio preso da me, e da altri, si disse nel Processo Ordinario Arcivescovo di Salerno, ma fu di Palermo, e non già di Salerno". E il 16 luglio del medesimo anno con più forza: "Dico Palermo, e non già Salerno, come da altri si è in abbaglio [detto]"¹⁵².

«La categorica affermazione del Tannoia non lascia alcun dubbio. Nell'arco di tempo 1788-1797 aveva avuto la comodità di informarsi e di documentarsi, per cui con la sua deposizione corresse se stesso, il Landi, il D'Onofrio, il padre Scolopio, il Blasucci, il Villani e il Corsano. Quando poi nel 1798 pubblicò il primo tomo della vita del fondatore, portò a conoscenza la grande notizia»¹⁵³.

17.- "Doni avvelenati"?

Al termine di queste note vien fatto di chiederci se l'offerta di una mitra a s. Alfonso nel 1747 intendeva veramente premiarne i meriti in campo apostolico, o se non vi era qualche altra motivazione. Per esempio il desiderio degli amici che egli aveva a corte – in primo luogo del marchese Brancone – di sottrarsi alle pressioni da lui esercitate per ottenere l'approvazione della sua Congregazione. Vista l'impossibilità di convincerlo che le circostanze rendevano di fatto tale concessione impossibile, si dovet-

thensis Ecclesiae Episcopi meritissimi, a Clerico Regulari Scholarum Piarum elucubrata, Neapoli 1787, a p. 27 si legge: «*Quum intellexisset, Illustrissimum De Rosa, inscium Se ad Salernitanum Archiepiscopatum nominasse, nullum non moverit lapidem, ne nominatio ad electionem progrediretur*». Sul p. Giuseppe Cavalli (o Cavallo), Scolopio, cfr TANNOIA, IV, 205, 243.

¹⁴⁹ In realtà, questa deposizione di Villani è del 10 aprile 1788. Cfr note 72 e 100.

¹⁵⁰ In realtà, questa deposizione di Corsano è del 2 maggio 1788. Cfr nota 101.

¹⁵¹ Si tratta di una sola deposizione di Tannoia, quella del 6 novembre 1788. Cfr nota 74.

¹⁵² In realtà, questa deposizione di Tannoia è del 16 febbraio 1797. Cfr nota 110.

¹⁵³ S. GIAMMUSSO, *Contributo all'«Orazione»*, in P.P. BLASUCCI, *Alfonso de Liguori*, Palermo 1987, 43.

te pensare che nomina al governo di una diocesi – specialmente se situata in una lontana provincia, come poteva essere il caso di Otranto – lo avrebbe costretto, volente o nolente, a desistere dai suoi inutili tentativi. Insomma, si sarebbe trattato di un “dono avvelenato”, che non sortì l’esito sperato perché la sua tempra spirituale aveva immunizzato il destinatario dalle tentazioni dell’ambizione e del tornaconto personale.

Motivazione analoga poté avere la segnalazione di Alfonso tra i candidati all’arcivescovato di Otranto nel 1752. Va infatti ricordato che, dopo l’approvazione della sua Congregazione da parte della Santa Sede (1749), Alfonso si era adoperato per ottenere anche quella regia. Approfittando del periodo di incertezza manifestatosi al vertice della Cappellania Maggiore tra la fine della gestione di mons. Galiani e l’inizio di quella di mons. de Rosa, egli riuscì ad ottenere nel dicembre di quell’anno un documento che, pur non essendo di piena approvazione dell’Istituto, ne autorizzava almeno la sopravvivenza. Si trattava di un provvedimento in contrasto con la politica regalistica della corte, che il marchese Brancone – artefice principale di esso – avrebbe con ogni probabilità preferito evitare, per non esporsi a prevedibili critiche. Anche questa volta, mentre il Santo tessava la trama che doveva condurre all’accoglimento almeno parziale della sua richiesta di approvazione dell’Istituto, qualcuno gli porse un dono avvelenato: la candidatura all’arcivescovato di Otranto (ancora una volta Otranto!). Anche se la sua collocazione all’ultimo posto della lista ne azzerava praticamente la possibilità che egli venisse prescelto¹⁵⁴.

Epilogo

Tannoia contribuì in modo determinate al *maquillage* della figura di Alfonso e di alcuni personaggi ai quali il Santo fu vicino, o con i quali entrò in contatto¹⁵⁵. Profondamente influenza-

¹⁵⁴ Se fosse dimostrato il coinvolgimento di Brancone nell’ammannire a s. Alfonso i “doni avvelenati” qui descritti, andrebbe modificato il giudizio sui suoi rapporti con il Fondatore e con la Congregazione. Cfr nota 155.

¹⁵⁵ Per esempio, Gaetano Maria Brancone non era – o non era soltanto – l’«uomo pio» che riteneva TANNIOIA (II, 239). Non lo considerava certamente ta-

ta da Tannoia, la storiografia redentorista ne accolse acriticamente anche la versione della candidatura di Alfonso alla sede arcivescovile di Palermo. Omise infatti di condurre un'accurata ricerca archivistica, che le avrebbe consentito di appurare che il Santo fu proposto ad altre sedi vescovili, prima della promozione a quella di Sant'Agata de' Goti. Come precedentemente visto, la suddetta versione venne escogitata da Tannoia per appianare il cammino del Fondatore verso la gloria degli altari. Il che ripropone «il problema di fondo» del grado di «credibilità» della sua *Vita*. Pur riconoscendo che egli propone «un S. Alfonso vivo, traboccante di verità e con tratti che sono, a volte, di una bellezza geniale», vien fatto di chiederci – come è stato opportunamente notato – se egli descriva «l'Alfonso autentico o un Alfonso di suo gusto»¹⁵⁶. Domanda a cui solo un'edizione critica di quello che, nonostante tutto, resta il “capolavoro” di Tannoia potrà forse dare un'adeguata risposta.

le Romualdo De Sterlich, che in occasione della morte del marchese scrisse: «le scienze dovrebbero aver perduto un grande ostacolo al loro ingrandimento colla morte del Marchese Brancone. [...] Costui per arricchire i suoi fratelli, e nipoti di beni ecclesiastici, si era reso schiavo de' preti, e persecutore di tutti i dotti». R. IOVINE, *Una cattedra per Genovesi nella crisi della cultura moderna a Napoli, 1744-1754*, in «Frontiera d'Europa», 7 (2001) 521. Neppure il nunzio Gualtieri nutriva grande stima per Brancone. Il 3 settembre 1748, ad esempio, scriveva al segretario di Stato: «L'altro giorno appunto feci fare un altro sfogo di varie cose a Brancone, ma non serve a niente per chi non ha, né dottrina, né concetto, come si deve trattare co' principi, e che dalla mattina alla sera vari mille volte ne' discorsi, e ne sistemi, de' quali in sostanza non ve n'ha alcuno, e che non c'è secondo me, né parola, né fede. D'altro canto [è] pieno d'orgoglio, di presunzione, et ha la fortuna di esser dispotico, e di riposarsi le Maestà Loro sulle di lui insulsissime risoluzioni; ed ogni qual volta si deve con esso trattare, vado alla morte, perché assolutamente non v'è alcuna maniera. In sostanza ogni cosa è confusione, e ci vuole la gran mano di Dio per trattenersi di non dare in scartate; e quel che è peggio è ch'il medesimo appresso i Regnanti è in concetto di uomo da bene e divoto». ASV, *Segr. Stato, Napoli*, Reg. 226, ff. 7-7'.

¹⁵⁶ Th. REY-MERMET, *Presentazione della ristampa anastatica* (Materdomini 1982) di TANNOIA, I, 5, 7.

DOCUMENTI

I.

Mons. Celestino Galiani al re

Napoli, 12 settembre 1752

S(acra) R(egia) M(aestà)

Con biglietto della Segreteria di Stato per gli affari ecclesiastici de' 27 del prossimo caduto mese di giugno si degnò V(ostra) M(aestà) comandarmi che, dopo presi i necessari lumi, proponessi soggetti abili per la riguardevole Chiesa Arcivescovile di Otranto di regia presentazione della V(ostra) M(aestà), vacata per morte di Monsignor Orsi, con dover riferire nello stesso tempo se la detta Chiesa fusse o no capace di pensioni, ed in qual somma.

Avendo con altra mia umilissima relazione de' 4 del passato mese di luglio soddisfatto alla seconda parte del suddetto sovrano comando di V(ostra) M(aestà), mi detti l'onore di sottoporre alla sua sovrana comprensione che, secondo l'ultima liquidazione dell'anno 1724, fatta dal fu reggente Mazzaccara¹⁵⁷, e per quello che appariva da un processo giuridico [e]sistente in questa mia Curia, ad occasione d'un lungo litigio passato tra 'l // 1' // cardinale Spinelli e 'l defunto arcivescovo Orsi, se quella mensa fusse o no capace della pensione di ducati 800, posta a favore del menzionato cardinale Spinelli, la rendita della Chiesa d'Otranto non sia minore di annui ducati 3500.

Ciò non ostante, con altro biglietto dell'istessa Segreteria di Stato de' 9 del corrente mese ho ricevuto nuovo veneratissimo comando di V(ostra) M(aestà) di umiliarle la nomina de' soggetti per la suddetta vacante Chiesa d'Otranto, e di dover riferire nuovamente sulla rendita della medesima, con sentire pienamen-

¹⁵⁷ Tommaso Mazzaccara (o Mazzacchera), reggente del Collaterale, nel 1726 fu creato duca. Cfr TANUCCI, *Epistolario*, I, 615.

te l'attual regio economo D. Giuseppe Sansone, per essere stato rappresentato alla M(aestà V(ostra) che la rendita suddetta monti per fin a cinquemila ducati annui, non che a 3500.

In esecuzione di tal sovrano comandamento, avendomi fatto chiamare il detto regio economo, ed avendogli dimandato che notizia avess'egli delle rendite suddette, il medesimo mi ha esibita l'inclusa nota¹⁵⁸, a lui trasmessa dal suo proeonomo, con soggiungermi di non saper egli altro su di ciò.

In questa nota l'introito della mensa apparisce nella somma di annui ducati 4953; e l'esito, senza bensì numerarsi la prov-// 2 //visione del vicario, né le nuove pensioni di ducati 400 imposte da V(ostra) M(aestà), apparisce nella somma di ducati 971.

In quanto alle rendite certe, che nella nota suddetta si tassano a ducati 1252 annui, io non incontro difficoltà veruna, perché queste si saranno ricavate dagl'istrumenti d'affitto, e 'l proeonomo ha potuto averne con certezza le notizie. Ma non così per le rendite incerte, e che ammettono della variazione; come pure intorno all'esito ed alle spese forzose: non corrispondendo affatto in ciò le notizie del proeonomo a quelle giuridiche, che si ricavano da' processi di questa mia Curia.

Inoltre, s'introitano a beneficio della mensa le multe de' preti che non intervengono all'ubbidienza, quando le medesime non appartengono a' vescovi, ma debbonsi da loro impiegare in opere pie.

Si dice che la Curia è stata solita affittarsi per ducati sei al giorno: ciò non dee più affatto praticarsi, essendo proibito da più decreti di S. Congregazione. Ma pur si pretende che la detta Curia render possa annui ducati 1300; là dove, se si osservasse come sarebbe di dovere, la Tassa Innocenziana, forse // 2' // non ne renderebbe la metà. Oltracché nell'esazione de' diritti delle Curie ecclesiastiche dee aver sempre luogo la carità de' ve-

¹⁵⁸ «Rendite certe della Menza Ar(civescovi)le di Otranto: [ducati] 1252:07»; «Rendite, che ammettono qualche variazione, per jus cattedratico», ecc.: «in tutto [ducati] 4953:07; «Esiti della Menza»: ducati 971; di cui 600 «per pensione al Sig(no)r Cardinale Spinelli», «stante l'altra di ducati quattro cento, che pagavasi al Cardinale Pico della Mirandola rimase estinta colla morte del med(es)imo». ASNa, *Farnesiano*, fil. 2027, inc. 101.

scovi, non dovendosi esigget dalla gente povera i diritti a rigor della Tassa¹⁵⁹.

Il mantenimento poi della cattedrale in suppellettili e cere si tassa nella nota del processo per annui ducati 200, là dove questi appena possono bastare pel consumo delle sole cere; aggiunte poi le spese di rifazioni e rifacimento di fabbrica, che possono accadere, il dover mantenere agente, avvocato e procuratore qui in Napoli ed altrove, per le molte liti che ha quella mensa con vari baroni della diocesi, V(ostra) M(aestà) ben vede che vi vuol altro che 200 ducati annui.

Ma la maggior difficoltà che io incontro nella suddetta nota del proeonomo consiste in ciò che tutte le tasse, formate previe informazioni giuridiche in vari tempi del passato governo, per quanto ho ricavato da' processi di questa mia Curia, anche le più alterate, sono certamente molto minori di quelle del proeonomo: anche la liquidazione fattane *in contradictorio judicio, auditis partibus*, durante l'accennata lite tra 'l // 3 // cardinale Spinelli e 'l defunto arcivescovo Orsi, principiata nell'anno 1738 e terminata nel 1742, con una convenzione tra le parti suddette, da me distintamente riportata nell'antecedente relazione de' 4 del caduto luglio, è uniforme a quella del reggente Mazzaccara, che fissò le rendite della Chiesa d'Otranto a ducati 3500.

Quanto adunque non si volesse aver conto delle liquidazioni giuridiche fatte finora, bisognerebbe, per non esporsi al pericolo di sbagliare coll'imporre nuove pensioni, di cui poi la mensa d'Otranto si trovasse di non esserne capace, che V(ostra) M(aestà) si degnasse di ordinare una nuova informazione giuridica: il che dipende unicamente dal suo sovrano arbitrio.

Ma qualora al suo sublime intendimento non sembri di dover per ora venire ad una tal risoluzione, stimerei che V(ostra) M(aestà), anche per usare la solita sua clemenza e carità verso i poveri di quella Diocesi, potesse degnarsi di non imporre sulla detta Chiesa altra pensione, trovandosene già caricata finora di mille ducati annui.

¹⁵⁹ Cfr ORLANDI, *Il Regno di Napoli*, 189. Cfr anche ID., *Un vescovo sotto inchiesta. S. Alfonso Maria de Liguori «denunciato» alla Santa Sede da un suo diocesano*, in SHCSR 52 (2004) 483-484.

Passando ora alla nomina de' soggetti abili per la medesima // 3' // Chiesa Arcivescovile, sottopongo alla savissima considerazione di V(ostra) M(aestà) i tre seguenti:

1°. D. Marcello Cusani, actual arciprete d'Altamura, di anni 60 incirca, prima professor primario di legge nell'Università di Torino e poi in questa di Napoli; uomo probo, prudente e di gravi costumi. Ottenne egli nell'anno 1747 per singolar clemenza di V(ostra) M(aestà) quella Regia Arcipretura; d'allora in qua il medesimo ha dato continuamente saggio di grande zelo, prudenza e dottrina, avendo tolti vari disordini e scandali che si commettevano da quegli ecclesiastici, introdotta nel clero la buona disciplina e promosse le lettere e le scienze in quella città; sicché sarebbe a desiderarsi che 'l medesimo continovasse nel governo di quella Chiesa Arcipretale. Ma perché egli fin da che vi andò, e specialmente dagli ultimi anni a questa parte, il povero Prelato non vi ha mai goduto tutta la buona salute, anzi vi ha quasi perduto un occhio ed è obbligato a continuamente star fuori d'Altamura, in luogo d'aria men sottile e più temperata, mi dà ciò motivo anche per l'esempio del fu monsignor Orsi // 4 //, che dalla medesima Arcipretura passò alla Chiesa d'Otranto, di proporlo pel detto Arcivescovato, per cui stimo di concorrere in lui tutti i necessari requisiti¹⁶⁰.

2°. Il P. D. Niccolò Caracciolo, Teatino, Patrizio Napoletano della Casa dei Duchi di S. Vito, di anni 53 incirca, ecclesiastico dotto, di gravi ed esemplari costumi, ed assai stimato in questa città, confessore ed esaminator del clero della medesima, fratello della Congregazione de' Bianchi, che assistono ai condannati a morte, ed impiegato continuamente nel predicare ed in altre opere di pietà. Egli, dopo d'aver insegnato filosofia e teologia nelle principali case della sua Religione, come qui in SS. Apostoli, in Messina, in Verona, è stato adoprato nelle principali cariche della stessa sua Religione, e specialmente in quella di consultore, o sia di assistente generale, in Roma, dov'è anche uno degli accademici del Concilio avanti al Papa. Presentemente trovasi preposito qui nella casa de' SS. Apostoli, e prefetto degli studi della Provincia di Napoli: le quali cariche da lui si esercita-

¹⁶⁰ Cfr nota 86.

no con singular lode e zelo.

3°. D. Alfonso Liguori, Patrizio Napoletano di Piazza, sacerdote di sufficiente dottrina, di santi costumi, e continovamente // 4' // impiegato per le campagne e villaggi, in far missioni e nell'istruir la gente più povera ed ignorante nella nostra santa religione.

Che è quanto su ciò, in esecuzione de' veneratissimi comandi di V(ostra) M(aestà), ho stimato dover sottoporre all'alta sua comprensione.

E resto, pregando il Signore Iddio, che sempre più prosperi e conservi la Sua Sacra Real Persona.

Di V(ostra) S(acra) R(egia) M(aestà)

Umilissimo vassallo e cappellano

C(elestino) Galiano

Arciv(escov)o di Tessalonica etc.¹⁶¹

II.

Mons. Nicola de Rosa al re

Napoli, 9 gennaio 1759

S(acra) R(egia) M(aestà)

Signore,

Per la morte ultimamente seguita dell'arcivescovo di Salerno, essendo risultata vacante quella Chiesa, si è V(ostra) M(aestà), con suo real dispaccio del primo del corrente mese, degnata comandarmi che proponga i soggetti di merito corrispondente alla speciosità della medesima.

Or, siccom'è ben noto al sublime suo intendimento, la detta Chiesa Metropolitana, oltre ad essere illustre e di gran conse-

¹⁶¹ ASN, *Farnesiano*, fil. 2027, fasc. 34, ff. 1-4'.

guenza, per aver otto altri Vescovati Suffraganei¹⁶², soffre presentemente la disgrazia di esser rimasta in pessimo stato per la lunga infermità del defunto Prelato¹⁶³, di maniera che il numeroso clero è divenuto ignorante ed indisciplinato, e 'l seminario è rimasto senza coltura. Ritrovassi perciò ella nel bisogno di avere non già un successore di ordinario merito, ma bensì un Prelato savio, di sperimentata vigilanza e zelo, capace di ristabilirla nell'antico suo lustro. Per tal motivo son venuto nell'obbligo di seriamente riflettere e raccomandarmi al Signore Iddio, per indi proporre alla M(aestà) V(ostra) i soggetti ne' quali concorressero tutte le divise qualità. Dopo dunque d'aver fatte le debite mature riflessioni sopra così importante affare, confesso che fra gli odierni vescovi regi non ritrovo altri // 503' // più ornati di dottrina, di zelo e di pietà quanto i tre seguenti, i quali mi do l'onore di qui situare secondo l'anzianità del loro governo.

1°. L'Arcivescovo di Taranto D. Isidoro Sanchez, d'anni 53, il quale sono undici anni che dà saggi di ottimo pastore d'anime.

2°. L'Arcivescovo d'Otranto D. Nicola Caracciolo, d'anni 59: corre il quinto anno che lodevolmente governa quella Chiesa.

3°. L'Arcivescovo di Trani D. Domenico Cavalcanti, d'anni 60, il quale in quattro anni del suo governo ha date riprove di molto zelo.

¹⁶² Si trattava delle diocesi di Acerno, Campagna, Capaccio, Marsico Nuovo, Nocera de' Pagani, Nusco, Policastro e Sarno. Cfr *Hier. cath.*, VI, 456. Cfr anche G. CRESCI, *Salerno sacra. Ricerche storiche*, I, Lancusi 2001, 4.

¹⁶³ Mons. Casimiro Rossi (1685-1758) era arcivescovo di Taranto (1733-1738), allorché nel 1738 venne traslato a Salerno. Qui si dimostrò grande amico di s. Alfonso e della Congregazione. Contribuì all'ampliamento della casa di Ciorani, rendendola idonea ad accogliere quanti vi si recavano per gli esercizi spirituali. A Taranto si era fatta la fama di «mondano prelato» – avendo vissuto «per cinque anni fra i piaceri della buona tavola» e lo sfarzo di un palazzo «vasto e cardinalizio» – benché non avesse trascurato «le cure dell'alto ministero che esplicò con zelo». Anche nella nuova sede dovette comportarsi in maniera analoga, se un cronista scrisse di lui «che "in tutto il tempo che fu Arcivescovo di Salerno stava per sei mesi (l'anno) a Napoli"». Non si danno spiegazioni, né sono precisate le ragioni, ma la salute compromessa sembra il motivo prevalente». Cfr CRISCI, *Il cammino della Chiesa salernitana*, II, Napoli-Roma 1977, 321-322. Cfr anche DE MARCO, *La diocesi di Taranto nel Settecento*, 27-28, 33-43, 90, 237; M. PAONE, *I beni mobili di Casimiro Rossi Arcivescovo di Taranto*, «La Zaggia», 13 (1971) 49; REY-MERMET, *Il santo*, 408, 412; *Hier. cath.*, VI, 363, 393.

E per non restringere la nomina d'una così importante Chiesa ai suddetti tre soli soggetti, ho stimato proporne due altri che la mia coscienza stima anche propri pel vantaggio della medesima, e sarei pur sicuro che farebbero il loro ufficio per la gloria di Dio e beneficio di quelle anime, affinché la M(aestà) V(ostra) abbia più largo campo di far un'ottima elezione.

E sono:

4°. Il P(adre) D(on) Francesco Mastrillo¹⁶⁴, Cherico Regolare Teatino, d'anni 55, figlio della Duchessa di Marigliano¹⁶⁵, soggetto tenuto in somma stima per la dottrina e per l'esemplarità di vita. Egli è versato nella predicazione della parola di Dio; è stato superiore in molte case del suo Istituto, ed ha esercitato in Roma la carica di consultore generale, e non volle continuar ivi la sua dimora per non esser eletto generale. È stato parimente per la bontà del suo spirito direttore delle Monache Eremitte di S. Orsola¹⁶⁶ per lo spazio d'anni sei.

5°. Il sacerdote D. Alfonso di Liguori, fondatore della casa di Missione de' Padri Giurani¹⁶⁷, dimorante in Nocera de' Pagani, otto miglia distante da Salerno, d'anni 59¹⁶⁸, applicato indefessamente alle sante missioni; soggetto di somma bontà

¹⁶⁴ Francesco Saverio Mastrilli (1699-1777) nel luglio dello stesso anno divenne arcivescovo di Taranto. Era parente e corrispondente di s. Alfonso, che lo riteneva «molto dotto», ma «alquanto delicato sulle dottrine». A. SAMPERS, *Epistulae 32 S. Alfonsi ineditae, scriptae tempore sui episcopatus, ann. 1762-1775*, in *SHCSR* 9 (1961) 359.

¹⁶⁵ Su Isabella Mastrilli (o Mastrillo), cfr R. TELLERÍA, *Ven. Sororis Mariae Caelestis Crostarosa experientia prima religiosa apud conservatorium SS. Ioseph et Teresiae in oppido Mariliani (Marigliano), 1718-1723*, in *SHCSR* 12 (1964) 102-107.

¹⁶⁶ Le Romite vennero fondate nel 1617 dalla ven. Orsola Benincasa (1550-1618), detta «la Teatina Estatica», per il quasi continuo dono dell'estasi e dell'intima unione con Dio. Apparsale la Madonna col Bimbo - bianco vestita, ricoperta da un velo ceruleo e circondata da vergini vestite allo stesso modo - le ordinò di erigere un eremitaggio ad onore dell'Immacolata, ove 33 Vergini, vestite come la Madonna, conducessero vita penitente. Prima di morire, Orsola affidò l'opera alla direzione dei Teatini. Cfr V. FIORELLI, *Dal profetismo visionario all'asceti monastica: il caso napoletano di Orsola Benincasa*, in «Archivio Storico per le Province Napoletane», 115 (1997) 39-71.

¹⁶⁷ Giurani: 'Ciorani'.

¹⁶⁸ In realtà s. Alfonso aveva allora 63 anni.

di vita, e la cui dottrina è ben nota per le varie opere, specialmente della teologia morale, date da lui alle stampe.

Tutti i suddetti cinque soggetti alla mia coscienza sembrano a proposito per la vacante Chiesa di Salerno. Solo rimane che la M(aestà) V(ostra) informata de' meriti de' soggetti, col suo sublime intendimento, a cui il Signore Iddio comparte lumi maggiori, si serva di risolvere da sé ciò che stimerà più profittevole per quella povera Chiesa.

E resto, pregando l'istesso Signore Iddio che sempre più prosperi e conservi la sua Sacra Real Persona.

Di V(ostra) S(acra) R(egia) M(aestà)

[Mons. Nicola de Rosa]¹⁶⁹

SOMMARIO

Nel 1747 corse voce che s. Alfonso fosse destinato ad una sede vescovile di regia nomina. Accogliendo la testimonianza di Antonio Maria Tannoia – di cui viene qui illustrata l'infondatezza – si è generalmente ritenuto che si trattasse dell'arcivescovato di Palermo. Mentre è certo che il Santo fu candidato alle sedi arcivescovili di Otranto (1752) e di Salerno (1759).

SUMMARY

In 1747 the rumour spread that St. Alphonsus was perhaps destined for an episcopal see by royal appointment. By accepting the testimony of Anthony Mary Tannoia – shown here to be clearly groundless – it has been generally held that this appointment was to be for the archbishopric of Palermo, Sicily. However, it is certain that the saint was a candidate for the archiepiscopal sees of Otranto (1752) and of Salerno (1759).

¹⁶⁹ ASNa, *Cappellano Maggiore, Relazioni*, vol. 730 (1753 giugno – 1759 dicembre), ff. 503-504.



CHRISTINE DE GEMEAUX

LE RÉDEMPTORISTE CLÉMENT-MARIE HOFBAUER
ET LE CERCLE DES ROMANTIQUES À VIENNE
DANS LES ANNÉES 1810:
PROGRÈS OU RÉGRESSION POUR L'AVENIR DE
L'EUROPE?

1.- *Le contexte*; 2.- *Importance de l'histoire et de la critique du protestantisme pour les conversions de Friedrich Schlegel et Adam Müller*; 3.- *Le cercle des convertis et Hofbauer*; 4.- *Engagement du groupe*; 5.- *Le cercle des convertis et la dialectique du progrès*

Une véritable théodicée de substitution¹, tel apparaît le progrès à l'époque moderne. La religion, traditionnellement chargée de répondre aux attentes métaphysiques de l'homme, se voit peu à peu détrônée et remplacée par la Raison. Par son entremise, le déisme des Lumières tente certes de réconcilier les paradigmes antagonistes de la religion et du progrès, mais il apparaît *a posteriori* comme un simple avatar du phénomène de la sécularisation. Pour reprendre les mots de l'historien de l'Église Émile Poulat: «Ce qui est en cause, c'est un projet historique de longue durée: le rapport à Dieu d'un ordre public qui se sécularise lentement. Peu à peu s'invente, se construit, s'installe un monde qui perd le sens et le besoin de Dieu»². Les débuts du XIX^e siècle représentent une nouvelle étape de ce processus qui semble mener

¹ Cf. Pierre-André TAGUIEFF, «La 'religion du progrès': origines et avatars d'une représentation critique», in *L'Allemagne et la crise de la Raison. Hommage à Gilbert Merlio*, sous la dir. de N. Pelletier, J. Mondot et J.-M. Valentin, Presses Universitaires de Bordeaux 2001, 49-73.

² Émile POULAT, *L'ère postchrétienne. Un monde sorti de Dieu*, Flammarion, Paris 1994, 40.

à une déchristianisation et à une sécularisation définitives de la société et de la culture³. Pourtant, à cette période, la religion présente encore une capacité de résistance certaine.

Dans l'aire germanophone, la victoire napoléonienne provoque des transformations radicales de la situation religieuse et confessionnelle, particulièrement en ce qui concerne les deux grands États allemands: la Prusse et l'Autriche⁴. Une profonde réorganisation des structures politiques et confessionnelles y marque toute l'époque postérieure au rationalisme de l'*Aufklärung*. Cette réorganisation officielle s'accompagne d'un mouvement de renouvellement spirituel dont témoigne le phénomène des abjurations du protestantisme, suivies de conversions à la foi catholique. Or, ce phénomène, essentiellement répertorié dans les milieux émergents de la pensée, va à contre-courant de la sécularisation en cours. Une partie de l'élite intellectuelle ouvre des brèches dans les barrages de la raison censés contenir les débordements de la religion. Qu'en résulte-t-il quant à la notion de progrès?

Pour analyser le phénomène, nous avons choisi d'étudier le cercle dit des romantiques de Vienne, qui regroupe des figures éminentes, telles que Friedrich Schlegel, Zacharias Werner ou Adam Müller, placé au centre de cette étude en compagnie de l'étoile rayonnante du catholicisme de la «Mitteleuropa»: le Père Clément-Marie Hofbauer. Également appelé «l'apôtre de Vienne»⁵, Hofbauer est le vicaire général transalpin de la jeune congrégation des Rédemptoristes, le guide spirituel de ce cercle d'artistes et d'hommes de lettres, tous fraîchement convertis ou en passe de l'être. Ils incarnent autour de lui une dynamique qui illustre le besoin d'un retour au sentiment et à la tradition.

Créé et animé par un courant indépendant de l'Église insti-

³ Lucian HÖLSCHER, «Les changements religieux. Étude d'histoire sociale et des mentalités (du XVIIIe siècle à 1945)», in *Histoire religieuse de l'Allemagne*, sous la direction de Paul Collonge et Rudolf Lill, coll. *Histoire religieuse de l'Europe contemporaine*, t. 4 (désormais en abrégé: *HRA*), Le Cerf, Paris 2000, 23.

⁴ Cf. Rudolf LILL, «La situation confessionnelle de l'Allemagne à l'époque napoléonienne», in *HRA*, 13-21.

⁵ Tel est le nom que lui donne Andreas Hamerle, provincial des rédemptoristes en Autriche (1880-1894).

tutionnelle, minoritaire donc, le mouvement se comporte comme le fer de lance du catholicisme. Cela se traduit, sur le plan spirituel, par un retour stimulant sur les origines: le cercle des convertis s'interroge sur l'histoire et se recentre sur l'essence du catholicisme. Par ailleurs, la lutte contre l'*Aufklärung* protestante se traduit par un engagement social et politique. Le cercle des convertis correspond-il à un simple catholicisme d'opposition au nouvel ordre du monde, n'a-t-il qu'une valeur purement réactionnaire, ou contribue-t-il au progrès religieux? Telle est la question. Notre analyse qui privilégiera les aspects religieux, reviendra sur le contexte de l'époque, puis une réflexion sur l'éthique et l'action du groupe, posera ensuite la question du rapport entre progrès et restauration.

1.- Le contexte

Le dogme catholique a souffert de la diffusion des idées nouvelles et des assauts des encyclopédistes, déistes, francs-maçons et libres-penseurs. Avec la Révolution française, un véritable séisme a ébranlé l'ensemble de la chrétienté. La Réforme avait certes correspondu à une césure fondamentale pour l'Allemagne mais, selon la recherche la plus récente, «nous comprenons [...] que les structures sociales et mentales de la vie ecclésiastique et religieuse des deux confessions chrétiennes aux XVI^e et XVII^e se ressemblaient plus que celles d'une même confession [aux] XIX^e et XX^e siècle»^o. Davantage que la Réforme, l'*Aufklärung* représente, à l'époque moderne, la césure religieuse essentielle. À Vienne, la politique éclairée de Joseph II avait combattu le Saint-Siège et, dans une perspective largement rationaliste, abaissé les barrières qui séparaient protestants et catholiques. Au bout du compte, elle avait donc préparé les esprits au progrès de la sécularisation.

Mais, aux environ de 1800, l'Église catholique suscite un regain d'intérêt général en Europe et la puissance de son organisation exerce une forte attraction. Elle est ressentie comme sécurisante pour les âmes et les esprits dans le contexte de déstabilisation politique et intellectuelle, dû aux guerres révolutionnaires

^o HÖLSCHER, in *HRA*, 25.

et impériales menées par la France. Au centre de l'Europe, émerge un large phénomène de sympathie à l'endroit de l'Église romaine. En Allemagne, des rationalistes notoires, tel le publiciste Friedrich von Gentz, grand ami d'Adam Müller, ne cachent pas leur bienveillance envers elle, parce qu'elle leur offre un point d'appui contre l'omnipotence normative de l'*Aufklärung* et son projet d'émancipation politique. L'Église catholique universelle permet surtout de retrouver le sentiment d'unité.

De fait, l'ensemble du christianisme est en crise et le protestantisme n'est pas en reste. Il connaît lui aussi une situation difficile. À la fin du XVIII^e siècle, deux siècles après la Réforme, le souci d'authenticité individuelle n'est plus satisfait, l'orthodoxie protestante s'est rigidifiée, l'élan spirituel et l'intériorité ne trouvent plus à s'exprimer. L'émergence et le développement du piétisme s'expliquent de ce fait. L'autobiographie du pasteur Adam Bernd montre par exemple combien l'appartenance à l'Église évangélique peut être conflictuelle.

Dans ce contexte mouvant, Napoléon applique le principe de l'État moderne en imposant la sécularisation de l'Église d'Empire en 1803. Des concordats sont signés dans la plupart des États allemands et Rome voit son influence décliner, ce que déplore le cercle des convertis qui s'oppose à l'idée même de concordat, fâcheuse illustration de la soumission de l'Église à l'État. Les concordats de 1803 rappellent d'ailleurs trop le concordat de 1801, signé entre Bonaparte et Pie VII dans le but de réorganiser l'Église gallicane. Le Saint-Siège qui «reste attaché au modèle médiéval de la chrétienté, dont la forme moderne est l'État catholique tels l'Espagne et certains cantons helvétiques»⁷ doit pourtant composer partout.

La réorganisation qui se produit en Allemagne est le fait de cette politique et de l'Acte final du Congrès de Vienne en 1815. La sécularisation prive l'Église catholique de ses territoires ecclésiastiques; quatre archevêchés, dix-huit évêchés, les universités et centres culturels catholiques: en tout 1295 km² sont per-

⁷ Émile POULAT, *L'âge des révolutions*, in *Encyclopédie des religions*, sous la dir. de Frédéric Lenoir et Ysé Tardan-Masquelier, Bayard Éditions, Paris 2000, 662.

du⁸. Les positions traditionnelles du catholicisme en Allemagne s'effritent. Quant au Congrès de Vienne, il scelle la perte définitive de la cohésion confessionnelle en réorganisant les États allemands afin de les arrondir et de rationaliser leur gestion. L'exemple de l'intégration de la principauté catholique de Fulda dans la Hesse électorale, ou le cas de la Prusse qui acquiert des territoires catholiques, le montre. La Hesse doit réaliser la «véritable performance d'intégrer les territoires nouvellement rattachés à l'État électoral, tant sur le plan administratif que confessionnel, forçant l'Église et l'État à redéfinir leurs rapports»⁹. Le pluralisme chrétien incite les différents États à une orientation moins confessionnelle de leur politique. Rome craint d'autant plus de perdre sa suprématie en matière d'administration ecclésiastique en Allemagne et en Autriche, que la tendance fébronienne ou fébroniste¹⁰, ainsi appelée en référence à Febronius, pseudonyme du prélat catholique Hontheim, souhaite l'émergence d'une Église nationale, essentiellement dispensatrice des sacrements et d'une morale éclairée, qui chercherait, une fois de plus dans l'histoire culturelle allemande, à mettre fin à la tutelle du Vatican. L'affaire exemplaire des électors ecclésiastiques rhénans témoigne pourtant du potentiel de résistance du catholicisme romain. Ainsi:

«Quand [...] ces évêchés à tendance fébronienne s'effondrèrent lamentablement devant les troupes révolutionnaires et que les chefs de ces États prirent la fuite, le nonce Pacca, en assurant la vie spirituelle de ces communautés abandonnées de leurs pasteurs, avait su rehausser le prestige du catholicisme et montrer que le nom de romain n'était pas encore vide de sens [...] Dans ce désordre, seule l'Église de Rome semblait fondée sur la pierre»¹¹.

⁸ Karl KASTNER, *Die große Säkularisation in Deutschland*, Paderborn 1926, 25.

⁹ Volker KNÖPPEL, *Konfessionelle Veränderungen und Neugestaltung des Kirchenwesens in Kurhessen infolge des Reichsdeputationshauptschlusses*, in *Zeitschrift des Vereins für hessische Geschichte und Landeskunde*, Band 108, 2003, 59.

¹⁰ Cf. Sylvaine REB, *L'Aufklärung Catholique à Salzburg (1772-1803)*, Coll. Contact, *Études et documents*: 33, 2 tomes, Peter Lang, Bern 1995.

¹¹ Louis SAUZIN, *Adam-Heinrich Müller (1779-1829). Sa vie et son œuvre*, Les Presses Modernes, Paris 1937, 168-169.

La sécularisation et les remaniements territoriaux forcent finalement les princes protestants à prendre leurs nouveaux sujets catholiques en considération. Ainsi, symboliquement, «Le roi de Prusse qui n'avait eu auprès de la cour de Rome que des représentants sans appareil, y détachait en la personne de Humboldt, en 1802, un diplomate de haut grade¹²».

On retiendra essentiellement que si le catholicisme perd objectivement de son poids géopolitique et institutionnel, il recentre par ailleurs ses positions et se régénère sur le plan religieux. Face à la crise, l'Église retrouve une partie de sa vocation populaire et militante. C'est ainsi qu'elle suscite de nouveaux attachements individuels et collectifs qui se traduisent par deux phénomènes: celui des conversions suscitant de nouvelles communautés catholiques, celui du développement d'instituts religieux. En témoigne, à Vienne, la rencontre des convertis romantiques avec la personnalité majeure du nouvel ordre des rédemptoristes au Nord des Alpes. Le catholicisme tend plus que jamais à représenter l'idée de l'universalité du christianisme. D'où l'importance d'un retour sur l'histoire.

2.- Importance de l'histoire et de la critique du protestantisme pour les conversions de Friedrich Schlegel et Adam Müller

Alors que les bouleversements politico-culturels remettent en cause et le temps et l'espace, bien des penseurs aspirent à la reconstruction des continuités interrompues. C'est en étudiant l'histoire de l'art, des mythes, de la littérature et du langage, rappelons ses études parisiennes sur le sanskrit, en s'intéressant à l'histoire de l'Église, et plus précisément de la patristique, que les positions du protestant Friedrich Schlegel évoluent et le poussent à se convertir au catholicisme. Pour Schlegel et ses proches, la continuité historique de l'Église témoigne de son caractère divin. De fait, après avoir totalement adhéré au protestantisme, Schlegel perçoit progressivement dans l'esprit de la Réforme les germes permanents de guerres et de divisions incessantes. En 1804, il appelle le protestantisme «la religion de la

¹² *Ibid.*

guerre (*die Religion des Krieges*)». Or, la discorde ne peut pas être de caractère divin. Et Schlegel finit par opposer à la *sola scriptura* de Luther la reconnaissance de la Tradition et du Magistère en tant que «lieux théologiques»¹³ fondamentaux.

Tradition et Magistère sont désormais à ses yeux les deux sources de l'enseignement et de la foi catholiques. De plus, ces «lieux», ont à l'encontre de la rigidité protestante due à son respect absolu de la Lettre, le mérite de savoir évoluer historiquement. Comme le fait remarquer le biographe français d'Adam Müller: «Une génération préoccupée d'opposer constamment le Devenir à l'Être, ne pouvait guère se complaire dans la stabilité»¹⁴, il lui fallait percevoir une possibilité d'ouverture. Or, la seule Église inscrite dans la durée, la seule susceptible d'évolution, était l'Église catholique. Ainsi que le note Schlegel: «Devenir catholique ne signifie pas changer la religion mais ne reconnaître qu'elle»¹⁵.

Avant Schlegel, dans l'ordre chronologique des conversions, il y avait eu Christian Graf zu Stolberg, lui aussi peu à peu convaincu du caractère destructeur d'un protestantisme faisant le lit de l'athéisme. Comme Schlegel, fort intéressé par la patristique, il était le traducteur de saint Augustin, le prototype des convertis. L'on sait qu'Adam Müller avait étudié les traductions de Stolberg avant de se convertir lui-même. Adam Müller¹⁶, surtout connu en tant que théoricien du romantisme politique pour ses *Elemente der Staatskunst/ Éléments de l'art politique* (publiés en 1809), était, comme Wackenroder, profondément préoccupé d'esthétique: ses écrits sur la beauté témoignent que réflexions philosophiques, historiques et esthétiques contribuèrent à le guider vers le catholicisme. Sa foi fut alors sincère et particulièrement profonde. Selon le jugement de Johannes Höfer: «Von den Konvertiten des Romantikerkreises gilt Adam Müller als jener, der sich wie wenige Andere katholisches Denken und Fühlen zu

¹³ REB: p. 310.

¹⁴ SAUZIN, *Adam-Heinrich Müller*, 146.

¹⁵ Cf. Friedrich SCHLEGEL, *Philosophische Hefte*, 1806: «Katholischwerden heißt nicht die Religion verändern, sondern überhaupt nur sie anerkennen».

¹⁶ STOLBERG, également auteur de *Die Geschichte Jesu Christi*.

eigen gemacht habe»¹⁷.

L'évolution de Müller est proche de celle que vécut Schlegel et qu'il décrit dans ses notes de la revue *Concordia*¹⁸ : il commence par éprouver une réelle lassitude de la division incessante, rejette la perspective atomiste, penche pour le panthéisme, puis s'achemine vers un Dieu personnel et vers une Église universelle. Il a été montré¹⁹ que la conversion de Müller, attribuée par ses détracteurs à un souci carriériste lorsqu'il se fixe à Vienne en 1812, date en fait de la fin de l'année passée en Pologne en 1804-1805, et qu'elle se manifeste dès 1804 dans son important écrit : *Die Lehre vom Gegensatz/ La théorie de l'antinomie*²⁰, un livre demeuré fragment qui devait se terminer par une dernière partie intitulée «Die Religion und die Kirche». Seule la première partie, «Der Gegensatz», a été développée. Müller s'y appuie sur l'analogie et la méthode générique pour comprendre l'unité du monde, dont l'histoire est le véritable moyen d'explication. Il se sent des affinités avec Schelling et l'idée de la révélation progressive de l'existence de Dieu.

Selon Müller, tout le réel se décompose en couples anti-thétiques, dont les termes restent irréductibles, mais où l'équilibre est atteint par une *Versöhnung*/réconciliation dynamique. Le panthéisme sous-jacent de cette vision s'y manifeste dans une intuition contemplative de l'unité fondamentale de la création. Dans le rythme antithétique, il dit percevoir la pulsation et la beauté du cosmos. L'amour ne peut naître que d'un antagonisme. Surtout, le principe général du «Gegensatz» l'incite à penser un «Antigegensatz» qui ne peut être que Dieu, le grand X de Müller, révélateur insondable de toutes les antithèses. Dans tout

¹⁷ J. HOFER, *Adam Müller und Metternich. Ein Beitrag zur Charakteristik Adam Müllers*, in *Hochland* 19, 1921-1922, 693.

¹⁸ *Concordia*, 1820, 46.

¹⁹ Par L. SAUZIN et plus tard par Benedikt KOEHLER dans son ouvrage : *Ästhetik der Politik. Adam Müller und die politische Romantik*, Klett-Cotta, Stuttgart 1980.

²⁰ ADAM MÜLLER, *Die Lehre vom Gegensatz*, 1804, in *Adam Müller. Kritische, ästhetische und philosophische Schriften*, kritische Ausgabe, hrsg. von W. Schroeder und W. Siebert, Luchterhand, Neuwied und Berlin, 1967, 195-248. Bien évidemment, le problème de la religion est développé ultérieurement, par rapport à l'État dans le célèbre ouvrage *Die Elemente der Staatskunst*, Berlin 1808.

ce dynamisme il lui faut, aussi par antithèse, une stabilité, un «Ruhepunkt» où cristalliser sa conception du monde. La vie, incluse dans l'antithèse de la naissance et de la mort, est impensable sans une anti-Vie. La méthode même du *Gegensatz* devait donc nécessairement le ramener à Dieu.

Dès la nuit du 30 au 31 janvier 1803, à Dresde, Müller expose ses idées devant son ami le publiciste Friedrich von Gentz avec une fougue et une éloquence telles, que ce dernier rapporte²¹ n'avoir pu s'arracher à la conversation qu'à quatre heures du matin. Ebranlé jusqu'aux derniers fondements de son être, et submergé par un torrent de larmes, il aurait eu le sentiment d'avoir vraiment vaincu la mort, et développé dès lors une véritable vénération pour Müller, son ancien élève et cadet de quinze ans. Dans une lettre, Müller confirmera que le *Gegensatz* découle entièrement de cette nuit de Dresde. Sans développer les étapes ultérieures de sa conversion, nous dirons que Müller en vient à concevoir un Dieu personnel, qu'il manifeste alors de l'intérêt pour le mouvement piétiste des Frères Moraves de Niesky, auxquels il rend visite en 1804, mais que leur sentimentalisme fade ne lui convient pas. Le protestantisme lui apparaît déchiré entre un attachement rigide à la Lettre et une religiosité inconsistante.

Or Müller veut aussi agir dans la société de son temps, dans l'histoire et dans un mouvement collectif de l'humanité. L'individualisme protestant est pour lui un non-sens, de plus il est par essence dangereusement révolutionnaire. L'Évangile, le Décalogue, sont les armes que Dieu fournit à Müller pour le combattre. L'idée de la Loi a toute sa valeur pour lui – rappelons qu'il est politologue de formation et théoricien de l'État –: la Loi est à ses yeux la médiation entre la liberté et la contrainte, par conséquent elle est divine. Thomas Mann aboutira à la même conclusion dans *Das Gesetz/ La Loi*²², de 1944 –, où il rappelle à

²¹ Friedrich VON GENTZ, *Tagebücher*, I, 25.

²² Cf. Thomas MANN, *Gesammelte Werke*, Bd. 8, *Das Gesetz*, Fischer, Frankfurt a. Main 1960; traduction et présentation, édition bilingue, Christine JACQUEMARD-DE GEMEAUX, *Das Gesetz/La Loi*, Presses Pocket, Paris 1990; Christine JACQUEMARD-DE GEMEAUX, «Face à la régression de la culture: La Loi de Thomas Mann», in *L'Homme et la cité allemande au XX^e siècle. Souffrances et résistances*, F. Knopper et J.M. Paul (éd.), Presses Universitaires de Nancy 2000, 151-160.

ses compatriotes, soumis à la botte hitlérienne, l'origine divine du Décalogue et le respect dû à ses commandements. Aux yeux de Müller, l'Église catholique apparaît désormais comme la médiation sacrée entre la communauté des croyants et Dieu. Seule cette Église peut fonder la foi publique nécessaire à la vie de l'État. Müller décide de se convertir au catholicisme en 1805.

3.- *Le cercle des convertis et Hofbauer*

La constitution de petites communautés de croyants qui se rassemblent autour de l'universalisme catholique correspond donc à un besoin de sens et de stabilité, à une restauration de l'ordre, dans une perspective qui se veut néanmoins ouverte sur le plan religieux. Ces regroupements ne sont nullement le fait d'exclus du progrès ou de la prospérité. Bien au contraire, les nouvelles manifestations du catholicisme se développent au centre de la société et au sein de l'élite. Une religiosité essentiellement rationnelle telle que l'orthodoxie protestante ne convient plus à l'air du temps. Les conversions des romantiques sont nombreuses. Ils réclament davantage qu'une religion fondée sur la raison: une reconquête de l'identité spirituelle, l'affirmation des appartenances, une religion vécue marquant les âmes et délivrant un authentique message évangélique. C'est précisément ce que propose Hofbauer au moment où le catholicisme cherche à surmonter son infériorité en développant un mouvement de foi populaire et où le protestantisme devrait, selon le rédemptoriste autrichien, faire à nouveau fusion avec le catholicisme.

Dans le contexte d'un catholicisme engagé, Hofbauer²³, né en 1751 en Moravie, est le premier rédemptoriste chargé par son

²³ La monographie la plus complète et la plus fiable reste celle déjà ancienne de Johannes HOFER, *Der heilige Klemens Maria Hofbauer. Ein Lebensbild*, Freiburg 1922, zweite und dritte vermehrte Auflage, Freiburg 1923. Cf. la somme de documents d'archives contenue dans la gigantesque *Monumenta Hofbaueriana*, 16 vol., 1915-1998, disponible dans les bibliothèques de la congrégation des rédemptoristes (à Rome, Torun, Cracovie, Innsbruck et en France à Lyon). Voir les travaux du spécialiste actuel de Hofbauer, Otto Weiss, et surtout sa bibliographie dans l'ouvrage suivant: Otto WEISS, *Klemens Maria Hofbauer und seine Biographien. Eine Rezeptionsgeschichte* (Bibl. Hist. 19), Romae 2001 (désormais abrégé en: WEISS).

ordre d'une mission au nord des Alpes. La congrégation²⁴ fondée par saint Alphonse de Liguori en 1732 à Scala, dans le golfe de Naples non loin d'Amalfi, s'était donné pour vocation la pastorale auprès des couches populaires, des personnes isolées, surtout dans les campagnes, à une époque où les villes regorgeaient de prêtres. Si les Jésuites représentent alors la refondation de la culture catholique, les rédemptoristes sont les missionnaires de la foi populaire²⁵. Hofbauer, homme d'origine humble, entre en 1784 dans la congrégation encore toute modeste de l'ordre napolitain lors d'un voyage qui le mène à pied jusqu'à Rome où il découvre un petit couvent de saint Alphonse. Il est le premier rédemptoriste non italien. Sa foi et sa personnalité inébranlables, sa nature d'homme de terrain, le font nommer vicaire général transalpin en 1785, alors qu'aucun membre de son ordre n'a encore quitté l'Italie. On espère sans doute prendre le relais des jésuites alors interdits. Il séjourne à Vienne où il est formé à la catéchèse dans les écoles normales josphistes jusqu'en 1786. Puis il part en Pologne, car la congrégation n'était pas autorisée à fonder des couvents en Autriche où, depuis le josphisme, plus de 400 propriétés conventuelles avaient été supprimées et où une propagande anticléricale brocardait les formes traditionnelles de la piété. C'est à Varsovie qu'il fonde une maison d'éducation pour les filles abandonnées et qu'il s'attire l'amitié du roi Poniatowski. Il reviendra à Vienne en 1808. Finalement canonisé par le Vatican le 20 mai 1909, Hofbauer est une personnalité très importante de l'époque, mais il est contesté comme en atteste la diversité des éclairages fournis par ses différents biographes. La question fondamentale qui se pose à propos de Hofbauer – et de l'ensemble du cercle de Vienne – est de savoir comment il se situe dans le conflit qui oppose Raison et Révélation.

Souvent trop rapidement considéré comme un adversaire radical de la Raison et, comme l'a montré le spécialiste actuel de

²⁴ *Storia della congregazione del santissimo Redentore*, a cura di F. Chiovaro, T. 1, *Le origini (1732-1793)*, Roma 1993.

²⁵ Aux U.S.A où ils se développent particulièrement, ils s'occuperont des Indiens, des immigrants, et fonderont des mutuelles sociales pour les ouvriers âgés.

la réception de Hofbauer, Otto Weiss²⁶, instrumentalisé par l'Église à l'époque du Concile Vatican I, Hofbauer est apparu comme le triomphateur du joséphisme²⁷ et de l'*Aufklärung*. Au Congrès de Vienne, il aurait, en tant que représentant du centralisme romain, œuvré contre les menées joséphistes du Prince archevêque von Dalberg et du prélat Wessenberg²⁸ visant à l'établissement d'une Église nationale, je cite: «um, wo möglich die Kirche Deutschlands vollends von der Mutterkirche abzutrennen und zu verprotestantisieren»²⁹. Ces interprétations sont aujourd'hui remises en question. Hofbauer n'est pas un pur produit ultramontain, il se permet souvent de critiquer Rome et a manifestement intégré des éléments de la pensée de l'*Aufklärung* catholique.

Comme la thèse de Sylvaine Reb l'a montré, le vrai christianisme englobe pour l'*Aufklärung* catholique un idéal de morale et de piété dont l'originalité est d'harmoniser les exigences de la foi et une action pratique au sein de la société. Hofbauer suit tout à fait cette perspective en reconnaissant que la morale est fondée à la fois par la Révélation et par la Raison. Il n'y a donc pas ici de véritable retour à l'esprit de la Contre-Réforme. Sur le plan liturgique non plus, «l'apôtre de Vienne» ne prône pas une restauration des pratiques tridentines. Il veut éviter les débordements de la piété baroque, les usages superstitieux, et un culte des images dévoyé³⁰. Il réagit même de façon allergique à tout mysticisme, à toute accentuation des côtés obscurs de la foi, aux visions et aux extases. On sait qu'il s'emporte quand Schlegel s'enthousiasme pour le mesmérisme ou se rapproche de la

²⁶ Otto WEISS, *Das Hofbauerbild im Wandel*, in *SHCSR* 49 (2001) 323. Cet article est la synthèse de l'ouvrage paru la même année: *Klemens Maria Hofbauer und seine Biographien. Eine Rezeptionsgeschichte*, Rom 2001.

²⁷ Cf. *Lexikon für Theologie und Kirche* 5, 1960, 414.

²⁸ Ignaz von Wessenberg, alors vicaire général de Constance.

²⁹ Citation de Michael Haringer par Otto Weiss, in *Das Hofbauerbild im Wandel*, 325.

³⁰ Cf. Sylvaine REB-GOMBEAUD, «Le cardinal Migazzi, archevêque de Vienne (1757-1803): un prélat éclairé?», in *Recherches sur le monde germanique. Regards, approches, objets*, sous la dir. de M. Grimberg, M-T. Mourey, E. Rothmund, W. Sabler, A.-M. Saint-Gille et M. Silhouette, en hommage à l'activité de direction de recherche du professeur J.-M. Valentin, Presses Universitaires de Paris-Sorbonne, Paris décembre 2003, 253.

très mystique Christine Stransky³¹ en 1820. Selon quatre témoignages différents, il aurait souvent répété: «Wer die Menschen zum Denken anleiten will, dem werden sie Feinde, und doch wollen sie für sehr vernünftig gelten»³².

En 1810, alors tout nouveau prêtre à l'église italienne de Vienne, il se distingue surtout par ses qualités exceptionnelles de confesseur. Il sait écouter, comprendre les âmes, et s'adapter à chacun. Le contact personnel est la clé de sa pastorale. Hofbauer convainc par la force de témoignage de sa propre vie. Le nonce Severoli le tient immédiatement en haute estime. Selon le mot rapporté par Johann Emanuel Veith³³, médecin juif converti par ses soins en 1816, puis consacré prêtre en 1821 et finalement prédicateur à la cathédrale de Vienne dix ans plus tard, en 1831, Hofbauer affirme que «L'Évangile doit être prêché de façon tout à fait nouvelle»³⁴, c'est-à-dire non dogmatique mais avec rigueur et humanité. Selon un témoignage, il percevait parfaitement que l'époque avait besoin de nouvelles formes de prédication du salut³⁵. La misère culturelle des catholiques était alors particulièrement profonde et il s'agissait d'y remédier. Sa manière sobre, son langage direct, parfois fautif mais sincère, et l'authenticité manifeste de sa foi, ne font pas de lui un maître prédicateur à la Bossuet, ni l'auteur de traités de théologie ou d'ouvrages intellectuels, en revanche il attire les croyants et sait les guider. Le soir, il réunit dans sa maison des groupes de jeunes, des artisans, des soldats. Dès leur arrivée à Vienne, Friedrich et Dorothea Schlegel rencontrent Hofbauer et une sympathie réciproque se noue immédiatement. Les visites du prêtre se font journalières chez les Schlegel; elles entraînent bien des conversions.

Celle des époux Schlegel, à la cathédrale de Cologne le 16 avril 1808, ou encore celle d'Adam Müller, en Pologne en 1805,

³¹ Sur cette relation, cf. Max ROTTMANNER, *Friedrich Schlegels Briefe an Frau Christine von Stransky*, Wien 1907.

³² WEISS, *Eine Rezeptionsgeschichte*.

³³ Johann Heinrich LOEWE, *Johann Emanuel Veith. Eine Biographie*, Wien, 1879.

³⁴ *Ibid.*, 110: «Das Evangelium muss ganz neu gepredigt werden». Sur Veith, cf. note biographique et bibliographique, p. 24.

³⁵ LOEWE, *Johann Emmanuel Veith*, 62-77.

s'est produite avant leur installation à Vienne; celles des enfants de Dorothea, Johannes (Jonas) et Philipp Veit, celle du peintre Friedrich von Klinkowström, ami de Caspar David Friedrich, de la famille du secrétaire de Metternich, Joseph Anton von Pilat, et bien d'autres conversions encore s'accomplissent auprès de Hofbauer. Les Schlegel sont le cœur d'un cercle amical – parfois nommé le cercle de Schlegel – qui se constitue à Vienne dès 1808-1809 et attire rapidement toute l'élite romantique:

«Was nach Wien kam an berühmten Persönlichkeiten der literarischen Welt, ging nicht leicht an Schlegels Haus vorüber [...] Es war zuzeiten, als wenn die in alle Winde zerstreute Romantik, um manchen viel versprechenden Geist vermehrt, sich noch einmal nach und nach in Wien zu einem Stelldichein zusammengefunden hätte»³⁶.

Le cercle atteint son acmé entre 1810 et 1813, à l'époque du plus grand triomphe de Napoléon et du plus grand besoin pour les Allemands de conforter leur identité. Brentano et Eichendorff, Tieck, Arnim, le peintre Joseph Anton Koch, et Zacharias Werner qui se convertit en 1810, pour devenir le grand prédicateur de Vienne en 1814 et finir sa vie agitée en tant que novice chez les rédemptoristes de Rome, fréquentent régulièrement la maison des Schlegel. Joseph Anton von Pilat, secrétaire de Metternich, et le prince Maximilien d'Autriche-Este³⁷, cousin de l'empereur, en sont les habitués les plus proches du pouvoir. Selon les témoignages, Hofbauer qui, lui, ne publie pas, encourage les auteurs à écrire, d'où ses surnoms de «Heiliger der Romantik» et de «Literaturapostel». Hofbauer sera à l'origine de la revue *Oelzweige* qui regroupe, Johann Emmanuel Veith, Zacharias Werner, les frères Passy (Anton Passy est le rénovateur des cantiques en Autriche) et Peter Silbert³⁸.

³⁶ HIEMENZ, *Dorothea Schlegel*, 112, cité par HOFER, 252.

³⁷ Cf. Alfred SCHEDL, *Maximilian Joseph, Erzherzog von Österreich-Este, Hoch- und Deutschmeister (1782-1863), ein Wohltäter der Redemptoristen*, in *SHCSR* 40 (1992) 236-256.

³⁸ Oskar KATANN, *K.M. Hofbauer und die katholische Literatur*, in *Das Neue Reich. Wochenschrift für Kultur, Politik und Volkswirtschaft*, 2 (1920) 394-413.

Les discussions ne roulent pas seulement sur l'art et la littérature. Le délitement des valeurs, l'individualisme croissant, le déclin des solidarités traditionnelles et du sens de l'autorité, l'écroulement de l'Empire aussi, poussent les convertis à s'engager dans un monde qu'ils veulent à la fois restaurer et transformer. Mais ils apparaissent aux politiciens réalistes comme des intellectuels verbeux. Metternich se moque d'eux en les appelant «die katholischen Chateaubriands, die sich um Hofbauer sammelten»³⁹. On parle à Vienne du «Hofbauerpartei». Le Prince-chancelier se montre réticent face à l'engagement du groupe dans les affaires politico-religieuses, engagement qui se concrétise notamment dans un projet qui unit les meilleurs d'entre eux et, qu'à la surprise générale, le gouvernement impérial fera échouer.

4.- Engagement du groupe

Deux projets scolaires se font jour. Le premier réunit Adam Müller et Hofbauer autour de leur commun intérêt pour la pédagogie. Dans l'esprit de l'*Aufklärung*, Hofbauer a suivi une année durant de 1785 à 1786, à Vienne, les cours de catéchèse de Josef Anton Gall⁴⁰ (1748-1807), futur évêque de Linz, homme fort cultivé, chargé par Joseph II des affaires scolaires et de la réforme de l'école en Basse-Autriche. Hofbauer reçoit donc sa formation d'un homme des Lumières, partisan d'une solide formation des prêtres dans les séminaires généraux. Müller passe quant à lui pour un orateur et un pédagogue hors pair: ses conférences tenues à Dresde et à Vienne ont remporté un grand succès.

L'association de Müller et Hofbauer se concrétise dans le projet d'un institut pour l'éducation des jeunes nobles à Vienne. La devise en sera «Das Christentum in seiner alles vereinigenden Macht». L'idée de l'universelle médiation est indiscutablement

³⁹ Johannes HOFER, «Adam Müller und Metternich. Ein Beitrag zur Charakteristik Adam Müllers», in *Hochland* 19 (1921-1922) 698.

⁴⁰ ID., *Zur Jugendgeschichte Klemens Maria Hofbauers*, in *Festschrift und Festbericht der Jahrhundertfeier*, Wien 1920, 78-84. Également, Rudolf ZINNHÖBLER «J.A. Gall», in *Die Bischöfe der deutschsprachigen Länder 1785/1803 bis 1945. Ein biographisches Lexikon*, hrsg. von Erwin Gatz, Berlin, 1983, 228.

mise en exergue. Leur mécène est Maximilien d'Autriche-Este et l'institut doit porter le nom de «Maximilianeum». Les amis emménagent dans le palais Karolyi. Müller est le directeur de l'institut, assisté de Schlegel. Hofbauer s'occupe de l'enseignement religieux, Klinkowström de la formation artistique. Mais les services de renseignements autrichiens mettent l'Empereur en garde contre Müller, connu pour être un adversaire acharné des réformes en Prusse et de toute compromission avec Napoléon, au moment même où Metternich orchestre en 1812 le mariage du Français avec Marie-Louise. Metternich passerait volontiers outre ses indicateurs – il a d'ailleurs inscrit son propre fils au «Maximilianeum» –, pourtant l'ouverture de l'institut est interdite par décret impérial.

Le second projet concerne un institut pour «die Knaben aller Stände» et celui-là verra le jour sous l'égide de Hofbauer et de Klinkowström, alors que Müller participe déjà, loin de Vienne, à la campagne du Tyrol en 1813.

L'engagement du groupe a des aspects également sociaux. Hofbauer entraîne derrière lui ses amis dans des actions caritatives d'envergure. Ainsi a-t-on pu écrire: «Il prit le chemin qui menait de la *caritas* à l'aide sociale organisée, devenant ainsi en Autriche un pionnier du mouvement chrétien-social»⁴¹. Son engagement aurait préparé la future doctrine sociale de l'Église. Peut-on cependant faire de lui un des ancêtres du catholicisme social qui, bien qu'issu d'un catholicisme exigeant et condamnant le libéralisme, se tournera finalement vers la démocratie⁴²? Les pauvres, les malades et les mourants, mais aussi les âmes désespérées et ceux qui ne font plus confiance à l'institution ecclésiale trouvent en tout cas en lui un homme conscient que l'âme et le corps doivent trouver un réconfort. Il était, d'après les nombreux témoignages, «zugleich Seelsorger und Leibsorger, oder wie wir

⁴¹ WEISS, 110. Otto Weiss le situe comme ancêtre de Carl Freiherr von Vogelsang (1818-1890), l'initiateur de ce mouvement en Autriche avec sa revue «Monatschrift für christliche Sozialreform», et renvoie à Erwin BADER, *Die geistige Grundlegung der christlichen Sozialreform am Beispiel Karl von Vogelsangs*, Wien 1991.

⁴² Le *Christliche Partei* autrichien se réfère à Hofbauer.

heute sagen würden "Lebenssorger"»⁴³, socialement engagé certes, mais conservateur délibéré de l'ordre politique. C'est pourquoi on notera l'ambiguïté des jugements de ses biographes qui voit en lui soit un conservateur invétéré, soit un précurseur des préoccupations catholiques quant à la situation sociale des travailleurs.

Lorsque Hofbauer décède, il jouit d'une considération populaire telle que le cortège funèbre est massivement suivi par la foule à travers les rues de Vienne. Au premier rang marchent Pilat, Klinkowström, le duc d'Autriche-Este et Adam Müller. Müller dira peu après être devenu catholique de conviction avec sa conversion, mais ne l'être devenu en toute connaissance de cause qu'après avoir connu Hofbauer. Comme l'écrit Johannes Hofer: «Das Verdienst, ihm das volle Verständnis der Kirche erschlossen zu haben, schrieb er Hofbauer zu». L'intensité des liens qui unissaient le cercle des convertis de Vienne se manifeste aussi lors du décès de Müller lui-même en 1829; en apprenant la mort de son ami Friedrich Schlegel, il est frappé d'un infarctus et décède entre les bras de son intime, le peintre Klinkowström.

Le cercle se dissout définitivement et ne trouve pas à se recomposer. Le successeur de Hofbauer à Vienne, le Français Passerat, est un mystique et un ultramontain notoire. Il imprime à la majorité des rédemptoristes le pur esprit de la restauration. Dans le sillage de Hofbauer, certains rédemptoristes continueront pourtant à réclamer le développement d'une foi populaire et soutiendront le mouvement constitutionnaliste de l'Église.

5.- *Le cercle des convertis et la dialectique du progrès*

La lutte entre religion rationnelle et religion révélée trouva-t-elle avec Hofbauer un point d'équilibre? Le déisme comme enjeu philosophique et politique du progrès avait été révélateur des débats qui agitaient la société de l'époque quant au primat de la Raison. Les nouveaux convertis de Vienne, en revanche, étaient tous attachés à la Révélation mais ils y étaient finalement davantage venus par une réflexion historico-politique que par un «Durchbruch», tel que le décrivent les piétistes. À l'époque, les

⁴³ WEISS, *Das Hofbauerbild im Wandel*, 319.

convertis ne veulent ni d'une religion ni d'une société rationnelles conduisant nécessairement à la révolution de l'ordre traditionnel. Ils lient les deux problèmes à l'instar de Burke dans ses *Réflexions sur la Révolution de France* (1790), où la destruction de la religion est déclarée anticiper la subversion politique. Les responsables en étant les hommes de lettres:

«Les fanatiques de la philosophie [...] ces exaltés [qui] ne font aucun scrupule de reconnaître qu'à leurs yeux mieux vaut pour l'État se passer de religion que d'en avoir. Et ils se font fort de suppléer à ce que la religion peut avoir d'utile par un système de leur invention: [...] l'éducation civique»⁴⁴.

Dans l'Église catholique rénovée, les élites viennoises cherchent la synthèse entre l'*Aufklärung* et le romantisme. Ce que leur apporte Hofbauer, n'est pas le combat acharné contre l'*Aufklärung* mais selon Thomas Döker:

«Eine Religionsausübung, in deren Zentrum keine bloße Vernunftreligion steht, sondern ein lebendiger Glauben, der den ganzen Menschen erfasst mit Geist und Seele und Leib [...] Intuitiv bildete er [Hofbauer] den Ort, in dem beide Strömungen, die objektive Vernunft und das subjektive Gefühl zu einer überzeugenden Einheit fanden. Hofbauer vermittelte seinem Umfeld über seine pastorale Tätigkeit diese in seinem eigenen Vollzug beständig gegenwärtige Synthese»⁴⁵.

Hofbauer a, quant à lui, trouvé des points de convergence entre sa pensée et celle du cercle de Vienne qu'il inclut dans sa pastorale.

Le cercle des romantiques ne représente en fin de compte aucunement un groupe politique: son échec montre bien le décalage face aux réalités de l'époque. En revanche, il incarne une nouvelle forme de sociabilité religieuse inscrite dans la dialectique du progrès. La dialectique religieuse entre Raison et Révéla-

⁴⁴ Edmund BURKE, *Réflexions sur la révolution de France*, Londres 1790, traduction de P. Andler, Hachette, Paris 1989, 189.

⁴⁵ Thomas DÖKER, *K.M. Hofbauer im pastoralen Zeichen*, Diplomarbeit, Uni. Bonn, 1995, cité par WEISS, *Das Hofbauerbild*, 342.

tion, précédemment à l'œuvre dans le courant déiste, est ici également manifeste mais dans des proportions inversées. Si le pôle de la Raison dominait dans le déisme, celui de la Révélation pèse ici d'un très large poids. Une étape est cependant franchie par rapport à l'*Aufklärung* protestante. Le retour du religieux est marqué au coin d'une évolution qui inclut la pensée moderniste de l'*Aufklärung* catholique.

En tout cas, comme on a pu le souligner pour expliquer certains phénomènes actuels, la revitalisation du religieux, sous des formes traditionnelles renouvelées, «dément effectivement le pronostic de recul progressif et inéluctable de l'emprise de la religion et des solidarités infranationales»⁴⁶. Il semble que ce qui advient à l'époque charnière de l'*Aufklärung* et du romantisme soit une manifestation cyclique de l'alternance entre pensée de la rupture et pensée de la restauration, sans que l'on puisse parler de victoire définitive de l'une ou de l'autre.

RÉSUMÉ

Au début du XIX^e siècle, le «cercle des romantiques de Vienne», guidé spirituellement par le vicaire général transalpin des Rédemptoristes, Clément-Marie Hofbauer, illustre la résistance du catholicisme dans un contexte dominé par Napoléon et la politique de sécularisation de l'Église d'Empire qui lui enlève nombre de ses positions traditionnelles. Le présent article analyse l'imbrication du politique et du religieux dans la démarche d'hommes tels que Friedrich Schlegel, Adam Müller et Zacharias Werner ou encore Christian Graf zu Stolberg. «L'apôtre de Vienne», non dogmatique, sincère et profondément religieux, rayonne au centre de ce cercle qui fait retour sur l'histoire du christianisme et renouvelle la pensée rationaliste de l'*Aufklärung* catholique en retrouvant un réel sentiment d'universalité. S'ensuivent bien des conversions du protestantisme au catholicisme, des projets pédagogiques, comme ceux d'instituts pour l'éducation des jeunes et, sous l'égide de Hofbauer, des actions caritatives d'envergure qui font dire que naquirent là, à une époque de misère spirituelle, un catholicisme ressourcé et social et une nouvelle conception de l'Europe.

⁴⁶ Régine AZRIA, «Les néocommunautarismes», in *HRA*, 2146.

SUMMARY

At the beginning of the nineteenth century, the «Circle of Romantics of Vienna», had as its spiritual guide the vicar general of the Redemptorists, Clement Mary Hofbauer. This Circle illustrates the Catholic resistance within the context dominated by Napoleon and by the politics of church secularization in the French Empire. Such secularization had simply wiped away a number of traditional Catholic positions. This article analyzes the interweaving of politics and religion in the thinking of men like Friedrich Schlegel, Adam Müller, Zacharias Werner, and even Christian Graf zu Stolberg. «The Apostle of Vienna,” sincere and profoundly religious without being dogmatic, shines forth at the heart of this Circle which marks a return toward the history of Christianity, and modernises the rationalist thought of the *Catholic Enlightenment* through a rediscovery of a true sense of universality. From this Circle there came quite a number of conversions from Protestantism to Catholicism, as well as certain pedagogical projects (for example, institutes for the education of youth). Under the aegis of Hofbauer there also arose charitable works of such scope that one can say that there came to be, in an era of spiritual poverty, a resourceful, social Catholicism, and a new design for Europe.

GIOVANNI VICIDOMINI, C.SS.R.

ESPANSIONE DELLA CONGREGAZIONE DEL
SS. REDENTORE IN CALABRIA NEL 1790
ED ABOLIZIONE DEL REGOLAMENTO

1.- *Il terremoto calabro-messinese del 1783*; 2.- *Interventi del Re*; 3.- *Sospensione e soppressione dei conventi*; 4.- *Cassa Sacra e Suprema Giunta di Corrispondenza*; 5.- *Memoriale anonimo e risposte dei vescovi calabresi*; 6.- *La Suprema Giunta presenta un Piano di intervento*; 7.- *Il Re approva le Istruzioni*; 8.- *I missionari arrivano a Tropea*; 9.- *Catanzaro*; 10.- *Stilo*; 11.- *La quarta casa*; 12.- *P. Corrado chiede il noviziato, lo studentato e un Vicario per la Calabria*; 13.- *Le tre comunità nella tempesta*; 14.- *Valutazione conclusiva: espansione in Calabria e abolizione del Regolamento*

All'inizio del 1790 la Congregazione si trovava ancora sotto il peso dei contrasti che nel decennio precedente, causati dal Regolamento¹, avevano lacerato l'unione e gli animi dei congregati. Divisa in due rami, essa contava 150 religiosi distribuiti in quindici comunità, otto delle quali si trovavano nello Stato Pontificio², quattro nel Regno di Napoli³, due in Sicilia⁴, dove peral-

¹ Per il «Regolamento interno», che provocò la divisione della Congregazione e un periodo di forti tensioni, cf G. ORLANDI, *Dal "Regolamento" alla riunificazione*, in *Storia CSSR*, 280 ss.

² Le comunità dello Stato pontificio, sotto la giurisdizione di p. Francesco Antonio De Paola, erano: S. Angelo a Cupolo (1755), Scifelli (1773), Frosinone (1777), Benevento (1777), Spello (1781), Gubbio (1782), Roma (1783), Cisterna (1785).

³ Le comunità che nel Regno di Napoli dipendevano da p. Andrea Villani erano: Giorani (1735), Pagani (1742), Iliceto (oggi Deliceto) (1744), Materdomini (1746).

⁴ Le due case della Sicilia, Agrigento (1762) e Sciacca (1787), erano sotto la guida di p. Pietro Paolo Blasucci.

tro vantavano una certa autonomia, e una a Varsavia in Polonia⁵. Era stato per indubbio merito di p. Francesco Antonio De Paola se nell'Italia centrale si erano moltiplicate rapidamente le fondazioni, dopo quella di Scifelli, voluta da s. Alfonso nel 1773, come era da iscriversi all'iniziativa di p. Pietro Paolo Blasucci la fondazione della seconda casa in Sicilia, nel 1787 a Sciacca. Solo i confratelli del Regno di Napoli, inizialmente impegnati nel consolidamento delle quattro case esistenti, e successivamente piombati nel ciclone del Regolamento, per oltre quarant'anni non avevano fondato altre case.

All'improvviso però, nel mese di aprile dello stesso anno 1790, il p. Andrea Villani, Rettore maggiore delle case del Regno, accettando la proposta del Re di Napoli, decise di inviare in Calabria un consistente numero di missionari, di gran lunga superiore alle disponibilità, con il compito di fondarvi quattro nuove case.

Anche se i padri riuscirono a fondarne solo tre, l'espansione in Calabria è stata sempre considerata un evento marginale, legato più alla storia del territorio che a quella dell'Istituto, scoraggiando di conseguenza studi e ricerche per comprendere i motivi che spinsero i missionari del Regno di Napoli ad espandersi nell'ultimo lembo dell'Italia meridionale. La modesta quantità di documenti che si conservano negli archivi ecclesiastici⁶ ha favorito tale convinzione. Non si resta sorpresi, quindi, se i pochi storici che si sono interessati dell'argomento hanno ritenuto le fondazioni calabresi una richiesta e un dono del Re⁷, oppure un espediente del governo napoletano per migliorare la situazione re-

⁵ A. OW CZARSKI, *Redemptoryści-Benonici w Warszawie, 1787-1808*, Kraków 2003, 290 p.

⁶ Gli archivi che conservano documenti importanti sono: AGHR (Archivio Generale dei missionari Redentoristi di Roma), fondo XXI, Case calabresi; APNR (Archivio Provincia Napoletana dei missionari Redentoristi, Pagani), fondo 9, Case. Diversi documenti si trovano nell'Archivio diocesano di Tropea. Cf anche O. GREGORIO, *La soppressione del collegio redentorista di Catanzaro*, in SHCSR 11 (1963) 45-82: è un commento del manoscritto *Cronaca della fu casa di s. Caterina V. e Martire in Catanzaro*, composto probabilmente da p. Leonardo Falabella, che fu membro di quella comunità dal 1850 fino alla soppressione nel 1866.

⁷ A. BERTHE, *Sant'Alfonso Maria de' Liguori*, Firenze 1903, II, 630.

ligiosa della Calabria⁸, o anche segno del nuovo clima che dominava a corte agli inizi dell'ultimo decennio del 1700⁹.

I ipotesi suggestive, ma unilaterali, che appaiono fondate più sulle intenzioni del Re che su quelle della Congregazione, giacché esprimono il clima politico-religioso in cui è maturata la decisione della fondazione, senza prendere in considerazione le aspettative di p. Villani e del suo governo generale. Tali ipotesi non forniscono, ad esempio, le risposte ad alcuni interrogativi di grande rilievo, come quello della coincidenza della fondazione con l'abolizione del Regolamento¹⁰, evento che ha dato inizio ad un nuovo corso alla storia della Congregazione, o quello dei motivi che indussero il Rettore maggiore ad accettare le fondazioni pur non disponendo del numero di missionari richiesti¹¹, o quello di averli inviati in Calabria senza aver prima concordato le fondazioni con i rispettivi vescovi, e senza avere la sicurezza di trovarvi una casa religiosa.

Per tentare di dare una risposta a questi ed altri interrogativi, si sono intensificate le ricerche, che hanno permesso di scoprire, negli Archivi di Stato di Catanzaro¹² e di Napoli¹³, una grande quantità di atti inediti. Integrati con i documenti già noti, come tasselli di un mosaico, essi consentono di ricostruire un momento cruciale della nostra storia, in cui l'espansione della Congregazione in Calabria risulta strettamente connessa con l'abolizione del Regolamento.

⁸ R. TELLERÍA, *San Alfonso María de Ligorio*, Madrid 1951, II, 809.

⁹ ORLANDI, *Dal Regolamento alla riunificazione*, 312.

¹⁰ La fondazione delle case calabresi e l'abolizione del Regolamento, come vedremo, furono definite nello stesso giorno, il 17 aprile 1790.

¹¹ P. Villani, accettando di fondare quattro comunità, ciascuna di 12 sacerdoti, si impegnò ad inviare 48 missionari in Calabria, ardua impresa se si considera che nelle quattro comunità del Regno di Napoli si trovavano solo 54 sacerdoti.

¹² Archivio di Stato di Catanzaro (d'ora in poi ASCz): Cassa Sacra, Segreteria Ecclesiastica (d'ora in poi CS, SE), b. 73, fasc. 1301-1308; b. 74, fasc. 1309. Cassa Sacra, Segreteria pagana (d'ora in poi CS, SP), b. 37, fasc. 588; Delegazione frumentaria, b. 8, fasc. 211; b. 10, fasc. 251 e 265; b. 15, fasc. 417.

¹³ Archivio di Stato di Napoli (d'ora in poi ASNa): Ministero degli affari ecclesiastici (d'ora in poi MAE): Reali dispacci (1737-1799); Espedienti di Consiglio (1738-1799); Suprema Giunta di Corrispondenza di Cassa Sacra (d'ora in poi SGC), nn. 78-81; 1124; 1333 (Pandette); Ministero degli Affari esteri, n. 4890.

Alla luce di questi documenti, oggi possiamo ritenere che le fondazioni calabresi del 1790 non sono da considerare un evento riguardante il territorio né un progetto unilaterale imposto dal Re, ma costituiscono l'ultimo tentativo messo in atto dal Rettore maggiore che, cogliendo un'occasione favorevole, abilmente si inserì in un Piano di interventi statali per ottenere l'abolizione del Regolamento e la conseguente approvazione della Regola di Benedetto XIV.

1.- Il terremoto calabro-messinese del 1783

Per individuare i motivi dell'espansione della Congregazione in Calabria nel 1790 occorre fare un passo indietro e partire dal 1783, quando un violento terremoto¹⁴ sconvolse tutta la parte meridionale della regione e anche il territorio siciliano che si affaccia sullo stretto di Messina, apportando profonde modifiche territoriali e sociali. Non era la prima volta che la Calabria subiva gli effetti disastrosi di violenti movimenti tellurici. Numerosi terremoti, specialmente nel secolo precedente¹⁵, si erano succeduti causando frequenti sconvolgimenti territoriali con distruzione e morte. Tuttavia sulle ceneri di case distrutte e vite umane spezzate, i calabresi avevano sempre ritrovato le energie per far risorgere paesi e città con un rinnovato dinamismo. Ma gli effetti di quel terremoto furono particolarmente funesti: per i paesi, alcuni dei quali annientati e non più risorti mentre altri cambiarono sito; per il territorio, che a causa dei colli franati e fiumi deviati cambiò il proprio assetto idrografico; per la popolazione che nel giro di qualche mese fu decimata¹⁶.

¹⁴ Ricchissima è la bibliografia sul terremoto del 1783: Cf *Storia della Calabria moderna e contemporanea*, Roma-Reggio Calabria 1992, III, 404; N. CORTESE, *La Calabria Ulteriore alla fine del sec. XVIII*, Napoli 1821, 3; A. PLACANICA, *Il filosofo e la catastrofe*, Torino 1985, 231-242.

¹⁵ Fra i numerosi terremoti nel 1600, particolarmente violenti furono quelli del 1626 e del 1638, che distrussero una gran quantità di paesi da nord a sud della regione, quelli del 1640, del 1659 e del 1693. Nella prima metà del sec. XVIII si erano verificati altri terremoti, nel 1723 e nel 1743. Per questo motivo in Calabria non esistono antichi monumenti. Cf D.L. COSTA, *Memorie storiche calabresi, monografia di Maierato*, Ed. Mapograf, Vibo Valentia 1994, 83; A. BARILARO, *San Domenico in Soriano*, Soriano Calabro 1982, 137-149.

¹⁶ Alla fine del primo ciclo i morti accertati si aggirarono intorno ai tren-

Alla prima scossa, avvenuta il 5 febbraio, con epicentro a Terranova¹⁷ con un raggio di azione che si estese, a sud, fino a Reggio e Messina e, a nord, fino al confine della provincia della Calabria Citeriore¹⁸, seguirono altre scosse che, allargando progressivamente il perimetro del loro influsso, aggravarono i danni già apportati.

Era solo l'inizio di un lungo calvario, poiché nel corso del 1783 si registrarono frequenti scosse di assestamento, che per tre anni continuarono ad accanirsi contro la martoriata Calabria, ora con maggiore ora con minore violenza. Così, nel giro di pochi anni quasi la metà dei centri della Calabria Ulteriore scomparve e i superstiti, in baracche costruite con materiali occasionali, alla periferia delle città o nelle campagne circostanti, furono costretti a vivere, per oltre un decennio, in compagnia della paura, della disperazione, del freddo e della fame.

2.- Interventi del Re

La notizia del terremoto giunse a Napoli dopo nove giorni, domenica 14 febbraio, quando l'equipaggio della fregata "Santa Dorotea", che era salpata da Messina il 10 dello stesso mese, giunse nel porto della capitale con ancora negli occhi i terrificanti spettacoli della distruzione. L'indomani il re Ferdinando IV convocò il consiglio dei ministri per pianificare gli interventi¹⁹, e nominò suo vicario generale per la Calabria il tenente generale Francesco Pignatelli con l'ordine di partire immediatamente, portando con sé viveri, medicinali, militari e personale tecnico.

Il Pignatelli partì subito e giunto a Monteleone (oggi Vibo

tamila. La Calabria Ulteriore, che all'epoca contava 440.000 anime fu letteralmente decimata. Cf PLACANICA, *Il filosofo e la catastrofe*, 19.

¹⁷ Oggi Terranova Sappo Minulio a metà strada tra Oppido e Taurianova.

¹⁸ La Calabria era divisa in due province, la Citeriore, a nord, con capoluogo Cosenza; la Ulteriore, a sud, con capoluogo Catanzaro, sostituita con Monteleone (oggi Vibo Valentia) durante il decennio francese. Il territorio della Calabria Ulteriore comprendeva le attuali province di Catanzaro e Reggio.

¹⁹ Numerosi furono i provvedimenti come risulta dal Registro dei reali ordini riguardanti le provvidenze date in occasione dei gravissimi danni de' terremoti delle due Calabrie, e massimamente nella Calabria Ulteriore, conservato in ASNa, Ministero della Guerra, fasc. 637. Vi si descrivono i provvedimenti emanati dal 15 marzo al 5 luglio 1783.

Valentia) vi allestì il suo quartiere generale, da dove coordinava gli interventi e i lavori di progettazione e di esecuzione. Di tutto ne inviava dettagliate relazioni al marchese della Sambuca e alla Real Camera²⁰ che, a loro volta, provvedevano a trasformare le sue richieste in interventi legislativi. Fra le altre disposizioni, il governo napoletano ordinò di fare un censimento di tutti i conventi, parrocchie e Luoghi pii, allo scopo di conoscere lo stato reale delle strutture e delle persone presenti nella Provincia, comprese le rispettive rendite²¹.

Il compito del Vicario non era certamente facile. Alla difficoltà di controllare centinaia di cantieri disseminati in una vasta area geografica, spesso difficilmente accessibili e facili prede di abili profittatori, si univano difficoltà economiche: occorreva un'ingente quantità di denaro per risanare l'ambiente, ricostruire interi paesi, chiese parrocchiali e strutture pubbliche, incentivare la ripresa del lavoro, procurare i beni di prima necessità per numerose comunità. Per far fronte a queste esigenze il governo adottò due provvedimenti, da molti considerati sacrileghi, che rispondevano tuttavia alle mai sopite aspirazioni del Regalismo europeo e del Giurisdizionalismo napoletano, tendenti al predominio del trono sull'altare.

Il primo fu il sequestro degli argenti, tranne i vasi sacri, appartenenti a tutte le parrocchie, chiese, conventi, conventini e Luoghi pii della provincia di Calabria Ultra, compresi quelli delle diocesi vacanti o che venivano rinvenuti durante la rimozione delle macerie²². Lo scopo era di convertire in moneta gli oggetti

²⁰ ASNa, Ministero degli affari esteri, 4888 e 4889. I due fasci contengono le comunicazioni dei Presidi di Cosenza e Catanzaro al vicario Pignatelli e i rapporti settimanali che questi inviava al marchese della Sambuca, come anche i rapporti dello stesso marchese al suo collega in Spagna Conte di Florida-blanca.

²¹ Il censimento fu provocato da alcune richieste di cittadini, parroci e vescovi che, superato il primo momento di smarrimento, decisero di agire con prontezza chiedendo di poter utilizzare le rendite della Mensa vescovile e dei Luoghi pii per riparare le cattedrali, le parrocchie e i luoghi di culto. ASCz, CS, SP, b. 37, fasc. 588.

²² Il 29 marzo 1783 la Real Camera reale comunicò al Vicario Pignatelli: «Ha inoltre la M. S. dato gli ordini allo stesso Vicario generale Pignatelli che rispetto agli argenti da scavarsi e già scavati si fosse regolato nel modo seguen-

di argento recuperati, e utilizzare i fondi per far fronte alle necessità della popolazione.

Il secondo provvedimento fu molto più drastico spingendosi fino ad ordinare l'abolizione o la sospensione²³ di tutti i conventi, i monasteri e i Luoghi pii della Calabria Ulteriore, con la conseguente istituzione di due enti, uno dei quali a Catanzaro, la Cassa Sacra, e l'altro a Napoli, la Suprema Giunta di Corrispondenza, che ebbero nella loro vita breve, dodici anni, il ruolo fondamentale di unici interlocutori nella fondazione delle case calabresi.

3.- Sospensione e soppressione dei conventi

La proposta di istituire un ente amministrativo con il compito di recuperare tutti i beni degli ordini religiosi e dei Luoghi pii sinistrati, utilizzandone le rendite per finanziare la ricostruzione, era partita dal Vicario generale. Per non complicare i già tesi rapporti fra il governo di Napoli e la Curia romana, la prudenza suggeriva di rivolgersi al Papa. A tale scopo, lo stesso Vicario generale, fidando anche nell'intervento di un suo zio, mons. Giuseppe Pignatelli, si recò a Roma: espose al Papa che per far fronte ai disastri del terremoto sarebbe stato opportuno adottare tre mezzi, drastici ma efficaci. I primi due riguardavano i religiosi, per i quali si chiedeva che non avessero alcuna esenzione fiscale e che nei conventi della Calabria Ulteriore rimanessero solo quelli che dal Re venivano ritenuti necessari per l'istruzione e il culto; il terzo mezzo era una richiesta più ambiziosa: si chiedeva che i conventi e i loro beni fossero utilizzati a vantaggio

te in tutta la Provincia, cioè che per i già scavati e che si ritrovano in potere dei superiori rispettivi dei luoghi pii si lascino in loro potere, ben inteso che se ne esiga una distinta nota sottoscritta dai medesimi, quale nota la tenga presso di sé esso Vicario generale. E che per quelli da scavarsi e che siansi scavati dopo il real ordine, ad eccezione dei vasi e reliquiari, per i quali le popolazioni abbiano particolare devozione, tutti gli altri argenti tra i quali va compresa la sfera d'oro di Mileto, li faccia riporre nella baracca avanzata, e credendo che non siano sicuri li faccia trasportare in qualche fortezza e che settimanalmente rimetta le note degli argenti rinvenuti». ASNa, MAE, 458, 224.

²³ I conventi con meno di dodici religiosi furono aboliti e i beni incamerati, mentre quelli che avevano un numero maggiore furono temporaneamente sospesi.

della popolazione.

Il 3 aprile 1784, Pignatelli comunicò al marchese della Sambuca che il Papa avrebbe approvato le tre proposte dopo averne ricevuto formale richiesta da parte del Re²⁴.

Il marchese si affrettò ad esporre la cosa al sovrano e subito dopo, da Caserta, il 5 aprile, rispose al Vicario manifestandogli il vivo compiacimento del Re che lo autorizzava a presentare la richiesta ufficiale²⁵.

Non sappiamo se il Pignatelli riuscì ad ottenere il permesso dal Papa. Sembra di no²⁶. Ottenne solo un Breve, il 28 maggio, con l'indulto di far secolarizzare i religiosi che ne facevano richiesta²⁷.

Stranamente, il giorno dopo, 29 maggio 1784, il Vicario emanò l'ordine di procedere alle operazioni di soppressione dei conventi con meno di dodici religiosi, e di sospensione degli altri, con conseguente confisca dei beni e delle rendite. In esso si prescriveva l'abolizione dei privilegi e si lasciava la libertà ai religiosi di trasferirsi in altre comunità o di secolarizzarsi, previa costituzione del sacro patrimonio; si annunciava, inoltre, l'istituzione di un nuovo ente amministrativo con il compito di subentrare agli enti ecclesiastici nella gestione delle loro proprietà.

²⁴ ASNa, Ministero degli Affari Esteri, 4890, inc. 1.

²⁵ ASNa, *Ibid.*, inc. 2.; ASNa, SGC, CS, 1333, Pandette, f. 346.

²⁶ Alcuni autori, come CORTESE, *La Calabria Ulteriore alla fine del sec. XVIII*, 11; PLACANICA, *Il filosofo e la catastrofe*, 28; ID., *Cassa Sacra e beni della Chiesa*, Napoli 1970, 82, affermano che il Papa abbia dato il consenso, ma non indicano con quale Breve, né esiste nell'Archivio Vaticano alcuna traccia di tale concessione. Probabilmente il Cortese, fu tratto in inganno da un altro Breve del 28 maggio *Quod carissimus in Christo filius*, di cui alla nota seguente, ed influì su Placanica. Sembra improbabile che il Papa, pur ritenendo valide le prime due richieste, abbia aderito alla soppressione di un numero imprecisato di conventi della provincia di Calabria Ulteriore.

²⁷ Il 28 maggio 1784, con il Breve *Quod carissimus in Christo filius* il Papa, aderendo alle richieste dello stesso Pignatelli, concesse l'indulto della secolarizzazione ai religiosi che, in possesso del sacro patrimonio, ne facevano richiesta. F. RUSSO, *Regesto vaticano per la Calabria*, vol. XII, Roma 1993, 419. La richiesta dell'indulto fu patrocinata dallo zio del Vicario, mons. Pignatelli, e dal cav. Ricciardelli, incaricato degli affari della Real corte di Napoli. ASNa, Ministero degli Affari Esteri, 4890, documenti dal 16 aprile al 2 giugno 1784.

4.- *Cassa Sacra e Suprema Giunta di Corrispondenza*

Con decreto del 4 giugno 1784 fu istituita la Cassa Sacra²⁸, con sede a Catanzaro e amministrata da una Giunta presieduta da Vincenzo Pignatelli, fratello del Vicario e già preside di Catanzaro²⁹.

Il primo provvedimento emanato dalla Giunta fu l'esecuzione dei 18 articoli delle «Istruzioni per eseguirsi l'abolizione di tutti i conventi e conventini dei regolari», predisposte dal Vicario e inviate ai governatori locali, con l'obbligo di procedere alla pubblicazione nello stesso giorno e medesima ora, per la contemporanea applicazione in tutti i luoghi della Provincia³⁰.

Successivamente, altri provvedimenti integrarono le decisioni di espropriazione.

Con dispaccio del 27 novembre 1784 fu istituito presso il governo di Napoli un organo di controllo, la Suprema Giunta di Corrispondenza, con il compito di definire i ricorsi prodotti contro la Cassa Sacra, rivedere i conti e il piano generale delle rendite amministrare, progettare i piani di ricostruzione e predisporre gli interventi di opere pubbliche da attuarsi.

Ne facevano parte il Vicario Pignatelli in qualità di presidente, i tre giudici della Gran Corte di Vicaria, un avvocato fiscale e un segretario. Nel 1788 la presidenza fu affidata a Ferdinando Corradini³¹, che, tranne per gli anni 1792-1794 quando

²⁸ Il decreto fu compilato in forma di dispaccio e inviato dal ministro Acton al Vicario. PLACANICA, *Cassa Sacra e beni della chiesa*, 83.

²⁹ Gli altri componenti della Giunta erano il vescovo di Catanzaro mons. Salvatore Spinelli, vicepresidente, il caporuota Andrea De Leone e l'uditore Domenico Ciaraldi con funzioni di fiscale.

³⁰ ASNa, SGC, CS, 1124.

³¹ Nato a Melfi (PZ) nel 1731, si dedicò agli studi di giurisprudenza, diventando, poco più che ventenne, avvocato del foro di Napoli. Dopo la nomina di giudice presso la Vicaria criminale e di segretario del Sacro Real Consiglio, nel 1783 l'Acton lo nominò consigliere del Supremo Consiglio delle Finanze, di cui due anni dopo divenne direttore ad interim, e nel 1787 direttore titolare. Ricoprì questa carica fino al 1791, quando fu sostituito da Giuseppe Palmieri. Nel 1788 gli fu affidata anche la presidenza della Suprema Giunta di Corrispondenza, che resse fino al 1792 e poi dal 1794 fino alla soppressione nel 1796. Il 6 settembre 1791 lasciò il Consiglio delle Finanze per essere nominato Segretario di Stato per gli Affari Ecclesiastici, in sostituzione del ministro Carlo De Marco. Morì a Napoli il 18 marzo 1801. I missionari Redentoristi gli sono

subentrò il marchese Giuseppe Palmieri, conservò la carica fino alla soppressione dell'Ente.

5.- *Memoriale anonimo e risposte dei vescovi calabresi*

All'inizio di maggio del 1788 giunse al Re un breve memoriale anonimo in cui si chiedeva il ritorno di tre PP. Domenicani nel santuario di Soriano, da dove, in seguito agli ordini emanati dal vicario Pignatelli e dalla Cassa Sacra, erano stati allontanati. La richiesta risuonò nei ministeri di Napoli come una severa denuncia di uno stato di abbandono spirituale in cui era piombata la provincia di Calabria Ulteriore, privata del prezioso apostolato svolto dai religiosi che dal famoso santuario si irradiavano in tutta la Calabria. Le poche righe dovettero impressionare molto il Supremo Consiglio delle Finanze, dato che il presidente e i consiglieri diedero corso a indagini conoscitive. Essi erano rimasti scossi soprattutto dall'accorato appello con cui l'anonimo concludeva il memoriale: «Ora, nostro Padre e Padrone, deh abbiate pietà delle Calabre ruine, mentre a quei popoli manca l'uso della religione»³², tanto che il presidente Ferdinando Corradini, con dispaccio del 17 dello stesso mese, trasmise il memoriale, benché fosse anonimo, alla Suprema Giunta di Corrispondenza, incaricandola di effettuare indagini e presentare una relazione sul-

riconoscenti per la fiducia riposta nel Rettore maggiore e la stima dimostrata verso la Congregazione, da lui privilegiata e difesa.

³² Nell'Archivio di Stato di Napoli, non si conserva l'originale del memoriale. Lo si ritrova trascritto tuttavia nella relazione che la Giunta di Catanzaro, il 20 settembre 1788, inviò al ministro Corradini: «Con veneratissimo foglio segnato a' 7 dello scorso mese di giugno, si compiacque V. E. rimetterci con codesta Suprema Giunta, una memoria presentata a S. M. del tenore seguente: «Dal santuario di Soriano sono stati richiamati il p. Tranfo e il p. Frontera spediti da S. M. per lo culto di Dio sotto finta che la Cassa Sacra non ha danari per uso della religione. Uno dei penitenzieri, p. Savoia, è da un anno che in misera preghiera supplica di essere rimesso nello stesso santuario, ancora richiesta dei popoli, e con equivoco ridevole è stato assegnato in questo s. Domenico di Soriano e si fa credere che V. M. non voglia più Domenicani in quel santuario che alla morte di quei due invalidi. Padre Caristo ottuagenario, finirà come lampa a cui manca l'olio. Ora, nostro Padre e Padrone, deh abbiate pietà della Calabre ruine, mentre a quei popoli manca l'uso della religione». ASNa, SGC, CS, fasc. 78, f. 1.

lo stato della religione nella Calabria Ulteriore³³.

Si mise così in moto il normale iter burocratico: la richiesta del ministro, inoltrata alla Giunta di Catanzaro, fu da questa inviata, con lettera circolare, a tutti vescovi della Provincia e al Vicario capitolare di Mileto, nella cui diocesi si trovava il santuario di Soriano. In pratica, la Giunta chiedeva ai vescovi una relazione dettagliata sulle condizioni spirituali delle rispettive diocesi e sui mezzi più opportuni per risvegliare la religione.

Sei vescovi e due vicari capitolari³⁴ risposero sollecitamente inviando le relazioni richieste e proponendo i mezzi che ritenevano più idonei per la ripresa della pratica religiosa. Mons. Salvatore Spinelli, che dopo la partenza del Pignatelli era stato nominato presidente della Giunta, il 20 settembre 1788, senza attendere le altre relazioni, le inoltrò a Napoli allegandovi anche il suo parere.

Le otto relazioni, prendendo le mosse dalle condizioni socio-religiose delle proprie diocesi, si trovarono concordi su un giudizio negativo circa lo stato della religione, individuandone le cause nel malcontento dei parroci, nella modesta ricompensa per gli Economi, costretti a svolgere altre attività, nella carenza di chiese efficienti e soprattutto nella mancanza di religiosi e di predicatori³⁵.

Su quest'ultima causa si soffermarono particolarmente il vicario capitolare di Mileto, canonico Pasquale Melecrinis, e il vescovo di Squillace, mons. Nicola Notariis, i quali ritenendo che l'affievolimento della religione fosse la conseguenza della carenza di missionari, giunsero a proporre il ripristino dei conventi con 12 religiosi, a partire dal rinomato santuario di Soriano.

Il vescovo di Catanzaro, mons. Salvatore Spinelli, condividendo tali proposte, che in qualche modo si presentavano come un argine contro la decadenza e l'inoperosità del clero, giunse ad auspicare di riparare i due conventi dei Cappuccini e degli Osservanti e farli rifiorire come centri di spiritualità per i parroci, gli ordinandi, e anche per i laici. E concludeva la sua relazione con una proposta alternativa:

³³ *Ibid.*, f. 3.

³⁴ Inviarono subito le relazioni i vescovi di Catanzaro, Squillace, Gerace, Reggio, Bova, Tropea e i vicari capitolari di Mileto e Oppido.

³⁵ ASNa, SGC, CS, fasc. 78, ff. 17-27.

«E questo non volendosi fare, almeno formare in questa diocesi una unione di preti della missione e dar loro un congruo sostentamento perché potessero sempre girare i luoghi della diocesi e spargere in esse le vere ed inconcusse massime della nostra s. religione e far parte ai poveri campagnoli le convenienti istruzioni»³⁶.

Fu proprio questa la proposta che a Napoli suscitò maggiore interesse.

6.- *La Suprema Giunta presenta un Piano di intervento*

La Suprema Giunta di Corrispondenza, esaminate le otto relazioni inviate da mons. Spinelli, si rese subito conto che l'accorato appello del memoriale anonimo non era frutto di una stravagante fantasia ma la denuncia di un reale stato di abbandono spirituale della provincia. Per rimuoverne le cause occorreva prendere urgenti decisioni e adottare mezzi straordinari. Fu così redatto un «Piano di intervento» in 13 articoli, che accogliendo le istanze proposte dai vescovi, trasformò in interventi legislativi i mezzi da loro auspicati, in merito al miglioramento delle congrue, alla maggiore efficienza della Cassa Sacra, delle curie diocesane e dei comuni, alla vita parrocchiale, all'assistenza spirituale e sociale, a alla ripresa delle predicazioni e missioni³⁷.

³⁶ *Ibid.*, f. 28.

³⁷ Nei primi tre articoli il Piano definiva il miglioramento delle retribuzioni dovute agli Economi per evitare che si dedicassero ad altre attività; prescriveva che la Cassa Sacra pagasse con puntualità le congrue e gli onorari dovuti ai parroci ed Economi (art. IV), i quali non dovevano esser impiegati in altre attività (art. V); ordinava che le Curie diocesane vigilassero sulla efficacia dell'attività pastorale (art. VI), che le Università avessero la facoltà di avere i predicatori quaresimali (art. VII), che i parroci adempissero al loro dovere di istruire il popolo o direttamente o tramite altri sacerdoti (art. VIII). L'art. IX ordinava che si erigessero 4 case di missionari a Tropea, Stilo, Crotone e Catanzaro, mentre l'art. X prescriveva la fondazione di sei case destinate per l'educazione delle ragazze. L'art. XI riguardava la ripresa del santuario di Soriano, in cui dovevano continuare ad esercitare il loro lodevole servizio «otto scelti e degni religiosi Domenicani» per le attività della confessione, predicazione ed istruzione al popolo. Nell'art. XII si invitava la Cassa Sacra ad essere sollecita nella riedificazione delle cattedrali e delle parrocchie. Nell'ultimo articolo si annunciavano distinte Istruzioni dopo l'approvazione del Piano da parte del re.

In realtà il Piano, partendo dalla ricostruzione delle strutture e dal miglioramento economico di quanti erano dediti alla cura delle anime, mirava soprattutto alla formazione spirituale dei fedeli con l'insostituibile contributo dei vescovi, parroci ed economi, che dovevano essere impegnati a tempo pieno per la formazione delle coscienze e l'istruzione religiosa. Per facilitare questo non facile obiettivo, venne riservata particolare importanza alla predicazione e specialmente alle missioni.

Nel presentare il Piano al Re, il 16 febbraio 1789, Corradini, esposti i motivi che lo avevano indotto alle ricerche sullo stato della religione in Calabria e a condividere alcuni interventi di ordine economico e spirituale richiesti dai vescovi, così concluse la sua relazione:

«Se non si moltiplicano i ministri dell'altare, non si riedificano le chiese dove unir si possono i fedeli, non si da modo ai ministri dell'altare di sostentarsi coll'altare medesimo per cui non siano obbligati a trascurare ed abbandonare il loro sacro ministero e possano nel tempo stesso essere tenuti in disciplina dai loro superiori e non si apre la strada onde in quella Provincia si oda la parola di Dio di nuovo e si abbiano daccapo le necessarie istruzioni appartenenti ai ministri e i doveri della medesima s. religione, non si potranno mai gli accennati disordini vedere cessati»³⁸.

Per risollevarle le condizioni della religione in Calabria occorreva quindi combattere su tre fronti: ricostruire le chiese, disporre di parroci ed economi dediti unicamente all'assistenza spirituale, istituire comunità di missionari con lo scopo di diffondere la parola di Dio e istruire. Quest'ultima condizione fu dettagliatamente esposta nell'articolo IX del Piano d'intervento³⁹, che

³⁸ ASNa, SGC, CS, fasc. 78, f. 30.

³⁹ L'Art. IX prescriveva «Che in 4 luoghi principali e più comodi della Provincia, e propriamente in Tropea, Stilo, Crotona e Catanzaro, si dovessero erigere 4 case di sacerdoti missionari con le loro chiese, nelle quali questi sacerdoti secondo l'Istituto dei PP. Pii Operai fondati dal N. D. Carlo Carafa, o dei PP. volgarmente detti Giuranisti istituiti da Mons. De Liguori, non avessero altra cura che di scorrere la Provincia colle sacre missioni e di istruirla nei doveri del cristianesimo e di adempiere a tutte quelle altre opere lodevoli, che in tal tempo da tai degni ecclesiastici soglionsi esercitare, e di fare anche lo stesso continuamente nelle loro residenze, quando non sono impediti ad uscire per le

costituiva un'assoluta novità rispetto agli altri articoli, i quali in fondo apportavano solo delle modifiche a prassi già consolidate nel tempo, pur migliorandole.

È proprio questo articolo che ci interessa per la comprensione della nostra storia, giacché in esso si prevedeva la fondazione di quattro case di sacerdoti missionari, e precisamente a Tropea, Stilo, Crotona e Catanzaro, con il compito di percorrere i paesi della provincia di Calabria Ulteriore con le missioni, predicazioni ed istruzioni, secondo lo stile delle Congregazioni dei Pii Operai e del SS. Redentore. A tale scopo il Re metteva a disposizione le strutture e le chiese dei monasteri soppressi, e assicurava uno stipendio di 1500 ducati ad ogni comunità, che doveva essere formata di 12 sacerdoti, oltre i Fratelli laici necessari.

Tale numero da una parte consentiva ai missionari di alternarsi per le varie predicazioni, e dall'altra permetteva a quelli che restavano in casa di svolgere una continua missione con catechismi, istruzioni, confessioni e celebrazioni. Ogni comunità infatti, doveva essere un centro di spiritualità, dove tenere corsi di esercizi spirituali agli ordinandi, ai sacerdoti e a quanti venivano indicati dai vescovi, e una volta all'anno anche ai secolari che ne facevano richiesta.

sacre missioni.

Che dovessero avere cura particolare dei fanciulli e fanciulle con istruirli nel catechismo, ossia dottrina cristiana.

Che per principale ministero di questi tali sacerdoti avere ancora si dovesse il dare gli esercizi spirituali agli Iniziandi nello stato ecclesiastico. Che dovessero altresì ammettere a simili esercizi quei Preti che dai vescovi venissero a ciò obbligati. E che anche potessero dare una volta l'anno gli esercizi ai secolari che nelle loro case si volessero ritirare, siccome i vescovi diocesani attestano che in quella Provincia universalmente si desidera e siccome essi sogliono praticare nelle altre case religiose.

Però il numero degli individui di ogni casa non dovesse esser più di 12 sacerdoti oltre a quei laici al loro servizio di cui avessero preciso bisogno. Che per queste case religiose e loro chiese si dovessero scegliere nei luoghi additati 4 comodi monasteri di soppressi, e che per il loro mantenimento si dovessero assegnare Ducati 1500 annui per ciascuna di questa case, da pagarsi tal somma dalla Cassa Sacra alle medesime, o da darsi loro in semplice amministrazione fondi della stessa Cassa Sacra corrispondenti ad una tal rendita». ASCz, CS, Segreteria Ecclesiastica, b. 74, fasc. 1309, f. 2.

Il Piano di intervento, approvato dal Re⁴⁰, fu inviato il 4 aprile 1789 alla Giunta di Catanzaro con l'incarico di chiedere il parere anche ai vescovi della Provincia per poter successivamente elaborare le Istruzioni da presentare al Re per l'approvazione. Quanto l'esecuzione del Piano fosse a cuore a Corradini, appare da un suo dispaccio di sollecito con la data del 13 giugno successivo.

Le quindici risposte dei vescovi o vicari capitolari⁴¹, unitamente alle relazioni del Fiscale e della Giunta di Catanzaro, giunsero a Napoli nel mese di settembre, suscitando un grande entusiasmo per l'unanime apprezzamento degli interventi previsti dal Piano, specialmente per l'Art. IX relativo alla fondazione delle quattro case di missionari, che a parere di qualche vescovo erano insufficienti per tutta la Provincia. Particolarmente entusiaste ovviamente furono le risposte dei vescovi delle quattro città scelte dal Re per le fondazioni, anche se, con molto realismo, tutti riconobbero di non avere strutture e conventi idonei per l'immediato decollo della lodevole iniziativa.

7.- *Il Re approva le Istruzioni*

Agli inizi di ottobre 1789 la Suprema Giunta di Corrispondenza, mentre esaminava le relazioni dei vescovi e andava elaborando le Istruzioni per l'applicazione degli articoli IX e XI del Piano, prese i primi contatti con il Rettore maggiore p. Villani e con il Superiore generale dei Pii Operai, chiedendo a ciascuno la disponibilità per due fondazioni nelle quattro città indicate dal Re. Ciò viene confermato da una lettera che p. Giambattista Di Costanzo inviò da Napoli il 23 dello stesso mese a P. Tannoia, a cui comunicava fra l'altro: «per le fondazioni della Calabria ci sono delle buone apparenze. Prego Dio che le porti a compimento per il bene della Congregazione»⁴².

⁴⁰ Il dispaccio si trova in ASNa, SGC, CS, b. 78, f. 33, e in ASCz, CS, Segreteria Ecclesiastica, b. 74, fasc. 1309, f. 2.

⁴¹ Giunsero le risposte dai vescovi di Isola (13-2-1789), Nicastro, S. Stefano, Tropea, Policastro, Belcastro, Mileto, Isola (20-5-1789), Oppido, Nicotera, Bova, Reggio, Catanzaro, Crotona, Gerace. ASCz, CS, SE, b. 74, fasc. 1309, ff. 41-76.

⁴² KUNTZ, *Commentaria*, XII, 138.

Il p. Di Costanzo, consultore generale, aveva avuto carta bianca da p. Villani per definire con il Cappellano maggiore e il ministero degli affari ecclesiastici tutti i particolari della prima parte delle Istruzioni, riguardanti l'applicazione dell'articolo IX. Avendo il superiore generale dei Pii Operai comunicato l'indisponibilità della sua Congregazione per tale progetto, lo stesso p. Di Costanzo si spinse, in nome di p. Villani, ad accettare le quattro fondazioni. Le Istruzioni divennero così una sorta di contratto bilaterale fra il Re e l'Istituto: vi si precisavano il numero delle case e dei Padri⁴³, gli impegni delle singole comunità⁴⁴, le attività di missioni ed esercizi spirituali e, da parte del Re, la garanzia di fornire i missionari di chiese, di case religiose efficienti ed arredate, di libri, e di uno stipendio annuale.

Il 22 febbraio 1790 la Suprema Giunta presentò le Istruzioni al Re e un mese dopo, il 22 marzo, esse furono approvate ma, stranamente, non immediatamente pubblicate.

Intanto a Napoli si stava esaminando il fascicolo, inviato dal viceré, in merito al ricorso presentato da p. Villani per imporre il Regolamento alle case della Sicilia. Le due pratiche si fusero e diedero luogo a tre importanti dispacci del 17 aprile 1790, con i quali il Re abolì il Regolamento per le case della Sicilia, pubblicò le Istruzioni e comunicò alla Giunta di Catanzaro il prossimo arrivo dei missionari. Dispacci di notevole importanza, che saranno meglio analizzati al termine del capitolo. Essi furono accettati con gioia dal vecchio Rettore maggiore, il quale si

⁴³ Si legge nelle Istruzioni: «Le quattro case di sacerdoti regolari che dovranno erigersi in Catanzaro, Crotona, Stilo e Tropea, giusta la determinazione di questa Suprema Giunta, approvata da S. M., saranno tutte e quattro dei Padri della Congregazione del SS. Redentore istituita dal fu mons. Alfonso de Liguori, giacché i Padri Pii Operai si sono legittimamente scusati di andare ad occupare quelle due che erano state per li medesimi destinate». Nelle stesse Istruzioni si definì che ogni comunità dovesse esser costituita da 12 sacerdoti e da un numero di Fratelli laici necessari.

⁴⁴ Al terzo comma così furono descritti gli impegni delle comunità: «In queste quattro case dovranno questi stessi Padri esercitare tutte quelle funzioni ed impieghi che sono propri del carattere di esemplari ed attivi sacerdoti e del di loro edificante istituto, come di celebrare, predicare, confessare, istruire la gioventù, far spiegare il catechismo e tutt'altro che essi praticano nelle loro chiese e case religiose», che comunque dovevano essere soggette ai vescovi.

affrettò a ringraziare il Re e ad organizzare la partenza dei missionari, pur senza preventivi accordi con i vescovi e senza la sicurezza di una casa religiosa. Dopo un mese tutto era pronto per la partenza.

8. - *I missionari arrivano a Tropea*

Il 18 maggio 1790 partirono da Pagani 14 sacerdoti, 3 studenti, 4 Fratelli laici e 2 oblati⁴⁵. Erano, in tutto, 23. Giunti a Castellammare di Stabia, con una piccola imbarcazione raggiunsero Sorrento, dove li attendeva una «Polacca»⁴⁶, che il Rettore maggiore p. Villani aveva noleggiato per il viaggio a Tropea. Dopo due giorni, il p. Villani, scrisse al vescovo di Catanzaro per presentargli i missionari e comunicargli che si era accelerata la partenza «per essersi trovata una Polacca in atto di portarsi da Sorrento in Tropea, senza che il padrone di quella avesse voluto aspettare neppure un giorno solo»⁴⁷. Era ovvio che i motivi per affrettare la partenza erano altri, ma non era prudente affidarli alla carta.

Il 21 maggio i missionari giunsero a Tropea, ma non trovarono né il vescovo, mons. Giovanni Vincenzo Monforte, in visita per la diocesi, né qualcuno che fosse al corrente del loro arrivo. Per togliere tutti dall'imbarazzo, il p. Bartolomeo Corrado inviò subito due corrieri, uno al vescovo di Tropea e l'altro al vescovo di Catanzaro ai quali comunicò:

«Per indispensabile necessità abbiamo dovuto partire da Nocera martedì, prima che venissero al nostro Superiore gli ordini dell'E. V. R.ma ed ancora innanzi di pervenire colà quattro dei

⁴⁵ Il 18 maggio partirono i padri: Bartolomeo Mattia Corrado (57 anni), Angelo Gaudino (52), Adeodato Criscuoli (52), Fabio De Buonopane (50), Giovanni Battista Praticelli (42), Michelangelo Corrado (32), Giuseppe Pappacena (31), Domenico Pizzi (30), Giuseppe Volpe (30), Giuseppe De Paola (28), Francesco Saverio Franza (27), Muzio Santoro (26), Luigi Ferrante (25), Felice Casese (25); gli studenti: Camillo Carbone (24), Luigi Marolda (22), Pietro Ignazio Marolda (20); i Fratelli laici: Giuseppe Fischetti (38), Alessio Pollio (48), Paolo Russo, Michele Nardo. AGHR, 38 B, p. Corrado, Corrispondenza, lettera del 26 giugno 1790 a p. Tannoia; trascritta in KUNTZ, *Commentaria*, XII, 219.

⁴⁶ Nave a vela del sec. XVII a tre alberi.

⁴⁷ ASCz, CS, SE, b. 74, fasc. 1308, f. 4.

medesimi compagni che dovevano imbarcarsi con noi perché in tutta la costiera di Amalfi, in Castellammare, in Napoli e nel Piano di Sorrento non si trovavano altri Legni da trasportarci, eccetto che la Polacca, che ci ha in questa mattina sbarcati qui»⁴⁸.

Arrivati in città, i Padri scoprirono che oltre al vescovo, mancava anche la casa. Il Vicario episcopale, per far fronte all'emergenza, ospitò temporaneamente i Padri nei locali dell'episcopio, che era disabitato, e privo di mobili⁴⁹ perché dissestato dal sisma del 1783.

In realtà gli ordini da Napoli erano stati inoltrati all'Ispettore Claudio Pedicini, che si trovava a Monteleone (oggi Vibo Valentia) e che dopo qualche giorno arrivò a Tropea. Non trovandovi alcun convento⁵⁰ in grado di accogliere la numerosa comunità, fu costretto a prendere in fitto un appartamento⁵¹ che arredò di letti e mobili indispensabili. Per l'attività missionaria affidò loro la chiesa dei Gesuiti, non molto distante dall'abitazione, e cercò di provvederla anche di arredi sacri.

In questo stato di cose, non essendo opinabile eseguire il piano voluto dal p. Villani⁵², i Padri, invece della missione prevista, iniziarono un corso di esercizi di otto giorni al clero e al popolo.

Non era neppure opinabile far restare a Tropea tutta la compagnia, costretta a vivere in sole tre stanze, all'inizio di una

⁴⁸ *Ibid.*, f. 8.

⁴⁹ L'episcopio era vuoto ed il vescovo si era trasferito nel convento di s. Francesco. Il p. Corrado, nella citata lettera del 26 giugno (cf nota 44), riferisce che dormirono per terra sui materassi vuoti che avevano portato da Nocera; durante la notte il figlio del Fiscale portò paglia nuova e fu possibile riempire i sacconi; potevano restare in episcopio solo quattro o al massimo 8 giorni.

⁵⁰ A Tropea c'erano 5 conventi: Riformati, Pietà, Gesuiti, S. Chiara, S. Francesco, ma erano tutti dissestati.

⁵¹ L'Ispettore Pedicini prese in fitto l'appartamento di Angelo Sciantaretica, di fronte alla cattedrale, formato da tre stanze, in cui, come informa p. Corrado, dormivano in 19, senza precisare se gli altri quattro erano rimasti nell'episcopio.

⁵² Il p. Villani aveva previsto una grande missione a Tropea, al termine della quale tutti, o la maggior parte, si sarebbero recati a Catanzaro per ossequiare il vescovo e concordare una missione per il mese di novembre, in coincidenza con l'inizio della nuova fondazione, ma in ogni caso secondo le norme dettate dal vescovo.

stagione che si annunciava abbastanza calda. Senza attendere ordini dal Rettore maggiore o dal vescovo, il 2 giugno p. Corrado decise di partire per Catanzaro, lasciando a Tropea solo quattro Padri e due Fratelli⁵³, spinto anche dalla speranza di trovare una casa più accogliente e di sollecitare presso la Giunta di Cassa Sacra l'esecuzione delle Istruzioni approvate dal Re.

Le decisioni di p. Corrado non furono condivise da P. Vilani, che aveva anche stabilito la formazione delle due comunità e raccomandato di consolidare la fondazione di Tropea prima di iniziare la seconda. Probabilmente p. Corrado era stato consigliato dall'Ispettore Pedicini, ed ambedue si erano resi conto che l'unico convento che rispondeva alle esigenze dei missionari era il collegio dei Gesuiti, annesso alla chiesa in cui essi officiavano⁵⁴.

Il collegio però non apparteneva alla Cassa Sacra ma all'Azienda di Educazione ed era sede delle scuole normali; un eventuale trasferimento in altra struttura faceva prevedere tempi lunghi ed esulava dalle competenze della stessa Giunta. Questa tuttavia inoltrò la richiesta a Napoli, ma dopo tre mesi a Tropea tutto era fermo, anche se il vescovo, che non nascondeva il suo apprezzamento per l'attività svolta dai missionari, aveva cercato di sollecitare gli interventi:

«Or corre il terzo mese che i cennati Padri con general applauso ed amore di tutti recano grande utile a queste popolazioni nello spirituale, ma non ancora sono stati provveduti di ciò che il nostro Sovrano ha ordinato se gli facciano dalla suddetta Cassa Sacra per cui molto patiscono»⁵⁵.

Il verdetto, favorevole, giunse con dispaccio⁵⁶ del 30 agosto 1790, ma solo nel mese di aprile dell'anno successivo l'ing.

⁵³ Restarono a Tropea i padri De Buonopane, rettore, Gaudino, De Paola, Pappacena e i Fr. Fischetti e Alessio.

⁵⁴ Il convento e la chiesa, costruiti nei primi anni del 1600 dai Padri Gesuiti, erano rimasti nel loro antico splendore fino all'espulsione dei religiosi nel 1767. Abbandonati, ben presto caddero in rovina. Quando furono assegnati ai Redentoristi si trovavano in pessime condizioni. Cf L. GRAVAGNUOLO, *La chiesa e il collegio del Gesù in Tropea*, Napoli 1976.

⁵⁵ ASCz, b. 74, fasc. 1308, f. 18.

⁵⁶ ASNa, SGC, CS, b. 80, f. 40.

Bernardo Morena diede inizio ai lavori del primo lotto⁵⁷, che furono completati il 14 maggio 1791.

9.- Catanzaro

L'arrivo dei padri a Catanzaro⁵⁸, il 3 giugno 1790, a differenza di come era avvenuto tredici giorni prima a Tropea, fu salutato come un evento straordinario che coinvolse parroci, clero e cittadini. A suscitare entusiasmo in tutta la città, non era solo la novità della fondazione o l'arrivo di una compagnia di dieci missionari. Il vescovo, mons. Salvatore Spinelli⁵⁹, che probabilmente a Napoli aveva conosciuto il fondatore e i Redentoristi, aveva appreso con molta gioia la fondazione di una casa di missionari nella sua diocesi e questo lo aveva spinto a tempestivi interventi per predisporre i locali allo scopo di accoglierli dignitosamente⁶⁰.

Quando il 3 giugno i dieci missionari giunsero a Catanzaro, furono accolti con molto entusiasmo, come si ricava dalla già citata lettera di p. Corrado, superiore della compagnia, inviata a p. Tannoia il 26 dello stesso mese:

«Un miglio lontano dalla città fummo complimentati da un canonico in nome di monsignore, il quale ci accompagnò fino alla chiesa parrocchiale. Colà venne il Capitolo, i parroci tutti ed il seminario in processione ed abito, croce, ed andammo alla cattedrale ove mi toccò fare un discorso improvvisato senza avervi pensato, perché non mi era affatto immaginato un simile ricevimento»⁶¹.

⁵⁷ I missionari, avendo tutto l'interesse per la sollecita riparazione del collegio, chiesero l'affidamento dei lavori, che furono appaltati il 2 aprile 1791 da Fr. Alessio Pollio, nella qualità di procuratore del p. Fabio De Buonopane.

⁵⁸ Il 3 giugno arrivarono a Catanzaro solo 10 missionari, mentre gli altri sette giunsero successivamente. ASCz, CS, SE, b. 73, fasc. 1302, f. 16.

⁵⁹ Nato a Napoli il 9 giugno 1746, visse sempre nella sua città. Dopo un triennio di studi a Roma (1766-1769), ritornò a Napoli, dove svolse attività didattica fino alla consacrazione episcopale nel 1779.

⁶⁰ Ancor prima che i padri partissero da Pagani per la Calabria, il vescovo aveva dato disposizioni all'Ing. Claudio Rocchi per la scelta del convento e l'acquisto dei materiali occorrenti per la ristrutturazione, aveva ordinato l'acquisto di mobili e di calce e autorizzato anche il pagamento. ASCz, CS, SE, b. 73, fasc. 1302, ff. 11-13.

⁶¹ Lettera di p. Corrado del 26 giugno 1790, citata nella nota 44.

In realtà i padri, avendo anticipato di molto la fondazione, trovarono tutti impreparati. Tuttavia il vescovo li fece sistemare nel convento dei pp. Domenicani, in poche stanze, essendo le altre impegnate o in ristrutturazione, e affidò loro l'annessa chiesa del S. Rosario, dove iniziarono subito l'attività ministeriale con istruzioni e predicazioni. Ma la Giunta, che aveva il suo quartiere generale nello stesso convento, mal sopportando la decisione di dover dividere i locali con i missionari, tentò di dirottarli altrove.

A Catanzaro, oltre S. Domenico, c'erano altri nove conventi⁶², ma nessuno era in grado di ospitare la comunità, perché piccoli o dissestati o lontani dalla città. La discussione si trasferì alla Suprema Giunta di Napoli, che con due dispacci, uno del 1° marzo e l'altro del 17 ottobre 1791, stabilì che i padri passassero nel convento dell'Osservanza, che pertanto doveva essere liberato da quelli che vi abitavano e anche dalla parrocchia, che dopo il terremoto vi si era trasferita.

Il verdetto della Suprema Giunta non era gradito a nessuno e soprattutto ai due parroci D. Domenico Antonio Curcio e D. Vitaliano Greco, che inviarono a Napoli diversi ricorsi e si fecero promotori di sottoscrizioni⁶³.

Ma la Suprema Giunta fu inflessibile ed impose i lavori di ristrutturazione, che però andarono per le lunghe. Non sappiamo se i missionari vi si trasferirono giacché, operando nella chiesa di S. Caterina, al centro della città, probabilmente si adatt-

⁶² C'erano i conventi dei PP. Teatini, di S. Francesco di Paola, del Carmine, dei Teresiani, degli Ospedalieri, degli Agostiniani, dei Conventuali, dei Gesuiti e quello degli Osservanti. Il convento dei PP. Teatini poteva adattarsi alle esigenze dei missionari, ma era piccolo e le poche stanze, già insufficienti per la comunità, non consentivano di accogliere gli ordinandi e il clero per gli esercizi spirituali, secondo le disposizioni del Re. Anche i conventi di S. Francesco di Paola, del Carmine, dei Teresiani, degli Agostiniani e dei Conventuali erano piccoli ed erano anche dissestati dal terremoto. Il convento degli Ospedalieri, ossia di S. Giovanni di Dio, era sede dell'ospedale ed era impensabile ripristinarlo a casa religiosa; quello dei Gesuiti era occupato dalle scuole e non potevano certo trasferirsi altrove. Restava infine quello dei PP. Osservanti: era grande, in buono stato, e disponeva di una chiesa efficiente; ma era fuori la città ed inoltre in seguito al terremoto era stato designato come sede parrocchiale, trovandosi in un'area dove si erano costruite diverse baracche e trasferite molte persone. ASCz, CS, SE, b. 73, fasc. 1302, f. 16.

⁶³ ASCz, CS, SE, b. 73, fasc. 1303, ff. 6-8

tarono in alcune stanze del convento adiacente. Da qui, il 20 luglio 1792, p. Giovanni Battista Praticelli, lamentando le pessime condizioni della casa, chiese alla Giunta di effettuare urgenti riparazioni al tetto⁶⁴. Ma alle sue lamentele la Giunta rispose con un provvedimento che trascinò le tre comunità in una tempesta giuridica che si protrasse oltre il Capitolo generale del 1793 e richiese l'intervento del nuovo Rettore maggiore p. Pietro Paolo Blasucci.

10.- *Stilo*

Alla fine di giugno 1790, le comunità di Tropea e Catanzaro vivevano i disagi causati dalla fretta con cui erano state fondate e si dibattevano fra continue difficoltà per ottenere una casa dalla Giunta della Cassa Sacra. Nel tentativo di trovare altre soluzioni, e con la speranza di risolvere in parte i disagi delle due comunità, p. Corrado sollecitò la fondazione della terza casa, ma con la prudenza di chi aveva già iniziato lo stesso percorso due volte. A tale scopo, ai primi di luglio, inviò due padri a Stilo per esaminare i conventi, scegliere il più adatto per la comunità e farlo predisporre per l'arrivo dei missionari⁶⁵.

I due delegati visitarono i quattro conventi⁶⁶ della città insieme all'amministratore Antonio Capialdi, e scelsero quello di S. Giovanni a Teresti, un tempo dei pp. Basiliani, abbastanza grande e non molto dissestato. Il Capialdi si affrettò a chiedere l'autorizzazione per l'acquisto dei materiali, e anche dei mobili ed arredi sacri. Due giorni dopo, il p. Corrado annunciò la fondazione della casa a Stilo per il mese di ottobre o novembre, comunque appena ultimati i lavori di ristrutturazione⁶⁷.

In realtà, oltre ai lavori, c'era un'altra difficoltà che impediva l'utilizzo immediato del convento, giacché le stanze del pianterreno erano occupate dalla Cassa Sacra, che vi teneva il deposito di grano e di olio e, inoltre, nelle stanze superiori abitava il

⁶⁴ ASCz, CS, SE, b. 73, fasc. 1306, f. 107.

⁶⁵ ASNa, SGC, b. 80, f. 30.

⁶⁶ A Stilo c'erano i conventi dei pp. Basiliani, Domenicani, Cappuccini e di S. Francesco di Paola. Il convento dei pp. Basiliani era il più grande e rispondeva alle esigenze dei missionari.

⁶⁷ ASCz, CS, SE, b. 73, fasc. 1304, f. 58.

procuratore D. Domenico Spadaro⁶⁸, che ne gestiva l'amministrazione e preferiva non cambiare quello stato di cose. Probabilmente per questo motivo la Suprema Giunta, informata delle reali difficoltà, ordinò al Rettore maggiore di inviare al più presto i padri a Stilo per la fondazione. Il P. Villani, non potendo depauperare ulteriormente le quattro comunità del Regno, il 4 settembre 1790 autorizzò tre padri di Catanzaro⁶⁹ a recarsi a Stilo e nominò rettore della nuova casa il p. Angiolo Gaudino, che apparteneva alla comunità di Tropea.

Questi, ancor prima di raggiungere la nuova residenza, chiese al vescovo di far liberare i locali occupati e provvedere ai mobili ed arredi necessari, come prescritto nelle Istruzioni. Non era facile convincere il procuratore a trasferire in altra sede le derrate depositate nel convento, perché a suo dire, si trattava di grandi quantità di grano ed olio, che occupavano tutte le stanze del pianterreno. Per liberare il convento occorreva che si trovasse prima un'altra sede idonea per il deposito e per la sua abitazione⁷⁰.

Intanto il 24 settembre 1790 i quattro missionari giunsero a Stilo, come racconta p. Gaudino, fra il «giubilo ed allegrezza universale della città» e il rifiuto del procuratore di lasciare libero il convento, motivo che all'improvviso lo rese invisibile al popolo e oggetto di accuse⁷¹.

Anche la chiesa, senza vetrate e con tre cupole scoperte⁷², era inagibile, e non permetteva di esercitare l'attività ordinata dal Re. Ma a sollecitare i lavori c'era il popolo, spalleggiato dal

⁶⁸ D. Domenico Spadaro era un ex Cappuccino che aveva chiesto l'esclusione; fungeva da procuratore e custode dei beni della Cassa Sacra.

⁶⁹ Il 20 settembre 1790 partirono per Stilo i PP. Muzio Santoro, Domenico Pizzi e lo studente Camillo Carbone; giunsero a Stilo il 24 settembre, insieme al p. Angiolo Gaudino. ASCz, CS, SE, b. 73, fasc. 1304, f. 6.

⁷⁰ *Ibid.*, f. 16. Il 23 settembre Antonio Capialbi comunicò al vescovo la risposta del procuratore, e dopo sei giorni, mortificato per non aver potuto espletare l'incarico affidatogli, scrisse un'altra lettera comunicando che i Padri erano già arrivati a Stilo e, non avendo una casa, erano stati ospitati dalla famiglia del Sig. Ettore Marzano.

⁷¹ ASCz, CS, SE, b. 73, fasc. 1304, f. 19.

⁷² Le tre cupole, fra cui la cupola maggiore, erano cadute in seguito al crollo del campanile durante il terremoto del 1783. *Ibid.*, f. 26.

sindaco Scipione Marzano, e c'erano le premure della Giunta di Catanzaro e della Suprema Giunta di Napoli. L'effetto fu immediato: nel giro di un mese, l'Ing. Alfano De Rivera preparò il progetto, emanò i bandi e appaltò i lavori di ristrutturazione del convento. L'esecuzione dei lavori, tuttavia, frenata dalla presa di posizione del procuratore, non fu altrettanto sollecita, e si protrasse fino al mese di febbraio 1791, quando la ditta appaltatrice completò le prime stanze e consegnò anche la chiesa⁷³. Nel frattempo p. Gaudino nominò suo procuratore il Sig. Domenico Assisi, per difendere i diritti della comunità presso la Giunta di Catanzaro. I ricorsi non furono inutili, poiché Corradini, verificati i raggiri e i continui rinvii della Giunta di Cassa Sacra, prese l'iniziativa di far preparare gli arredi sacri d'argento a Napoli, in quattro esemplari ciascuno, e di inviarli in Calabria per farli distribuire alle quattro case⁷⁴.

Ma se con l'intervento di Corradini fu relativamente semplice sopperire alla mancanza di arredi sacri, non era altrettanto facile colmare i vuoti che esistevano nel numero dei componenti le tre comunità. E questo causò una lunga discussione sugli assegni da corrispondere, che trascinò le tre comunità davanti ai tribunali amministrativi, e che nel 1793, quando la Congregazione era riunita per la celebrazione del Capitolo generale, non era ancora sedata.

11.- *La quarta casa*

Prima di esaminare le tempeste che si scatenarono intorno alle tre comunità, è opportuno soffermarci sulla "quarta casa", ordinata dal Re ma non realizzata. Ad impedire la fondazione contribuirono due motivi talmente tra loro correlati che risulta difficile valutare quale abbia avuto un peso preponderante sull'altro: la carenza di strutture nel territorio e il numero inadeguato dei missionari nella Congregazione.

⁷³ *Ibid.*, ff. 31-56.

⁷⁴ Elenco degli argenti inviati in Calabria: "4 sfere, 4 casse di legno e pelle, 4 croci di processione, vasi di rame indorato, 24 calici, 4 pissidi grandi, 4 pissidi piccole, 4 incensieri, 4 secchi ed aspersioni, 4 teche, 4 oli sacri, 4 chiavi per custodia argenti". ASCz, CS, SE, b. 73, fasc. 1306, f. 30.

Una delle quattro case era prevista a Crotona, dove però non esistevano conventi idonei⁷⁵. Questo era noto a molti parroci e vescovi, i quali avanzarono la proposta di fondare nella propria diocesi la quarta casa di missionari stabilita dal Re.

La prima richiesta giunse da Mesoraca dove esisteva il convento dei pp. Riformati, grande e in buone condizioni, e fu formulata dall'ispettore Domenico Ciaraldi. La soluzione, che al vantaggio di essere meno onerosa univa quello di potersi realizzare in tempi brevi, fu accolta da Corradini, che autorizzò anche i lavori di ristrutturazione⁷⁶.

Ma p. Corrado non era dello stesso parere, e in una relazione del 26 agosto 1790, condivisa peraltro da mons. Spinelli, illustrò i motivi che rendevano inopportuna una casa a Mesoraca, troppo vicina alle altre tre, e dove già operava una comunità di missionari⁷⁷. Insieme alla sua relazione giunsero a Napoli anche altre richieste⁷⁸, e quella del Vicario capitolare di Crotona, che non lasciava di difendere la decisione già presa⁷⁹. Il verdetto della Suprema Giunta fu negativo, ritenendo di attenersi a quanto già deciso⁸⁰.

Nessuno tuttavia volle tentare di trovare soluzioni alternative alla carenza di strutture, essendo tutti convinti che qualora si fosse trovata la sede, mancavano i religiosi, già insufficienti per le tre case.

Lo stesso p. Villani era consapevole di non disporre del numero dei religiosi richiesti e, già prima della partenza dei missionari, lo aveva precisato a Napoli, dove gli avevano assicurato che, almeno per i primi tempi, le comunità in Calabria si potevano costituire con pochi religiosi, per ampliarne successivamente il

⁷⁵ A Crotona esistevano due conventi completamente dissestati, uno dei PP. Cappuccini, l'altro dei PP. Paolotti, mentre fuori città si trovava il convento degli Osservanti, adatto ma da ristrutturare. Cf Lettera del vescovo di Crotona dell'8 luglio 1789 in ASNa, SGC, CS, b. 78, f. 75.

⁷⁶ ASCz, CS, SE, b. 73, fasc. 1301, ff. 2-3. Dispaccio del 31 luglio 1790.

⁷⁷ *Ibid.*, ff. 4-5: Relazione di p. Corrado del 26 agosto 1790.

⁷⁸ Giunsero richieste da Taverna, Montauro, Petilia Policastro. ASCz, CS, SE, b. 73, fasc. 1301, ff. 11-15.

⁷⁹ ASNa, SGC, CS, b. 80, f. 44: Lettera del 2 ottobre 1790.

⁸⁰ *Ibid.*, f. 67: Dispaccio del 13 novembre 1790.

numero fino a quello richiesto di dodici⁸¹. Per tale motivo non aveva condiviso la celerità delle altre due fondazioni, decise da p. Corrado, né aveva alcun motivo di accelerare i tempi per la quarta fondazione, nel timore di depauperare ulteriormente anche le quattro comunità del Regno, dove erano rimasti poco più di trenta religiosi. Neppure questi ultimi, certamente poco entusiasti per le notizie provenienti dalla Calabria, facevano pressione per calcare le orme dei pionieri. La confluenza di questi motivi non fece mai realizzare la quarta casa.

12.- *P. Corrado chiede il noviziato, lo studentato e un Vicario per la Calabria*

Nel mese di ottobre 1790 le tre comunità di Tropea, Catanzaro e Stilo risultavano ufficialmente fondate ma in condizioni precarie, senza una casa religiosa ben definita né la speranza di un'immediata organizzazione della vita comunitaria.

Nel tentativo di trovare soluzioni alternative, p. Corrado iniziò ad accarezzare l'idea di stabilire il noviziato in Calabria e, allo scopo di semplificare la procedura della ricezione dei nuovi candidati, di istituire un Vicario generale per le tre case calabresi. La soluzione, che offriva indubbi vantaggi⁸², fu negativamente interpretata dal Rettore maggiore p. Villani, che la lesse come un attentato all'unità della Congregazione, dettato più da una pretesa emancipazione di p. Corrado dal suo governo che da una vera necessità⁸³. La sua reazione, immediata quanto eccessiva, nell'arco di pochi giorni scatenò una tempesta giuridica e forti tensioni nelle tre piccole comunità. La sollecitudine con cui si mosse è testimoniata da due suoi ricorsi⁸⁴ inviati al Re e al presidente Corradini il due e tre novembre 1790 e dall'immediata

⁸¹ *Ibid.*, f. 256.

⁸² Fra gli altri vantaggi c'era quello di poter annoverare anche i novizi e gli studenti, specialmente se già sacerdoti, fra il numero dei dodici missionari prescritti.

⁸³ Si tenga presente che, avendo ottenuto da pochi giorni il dispaccio del 23 ottobre, con cui fu abolito il Regolamento, p. Villani era tutto preso dalla preoccupazione di ripristinare lo stato giuridico della Congregazione, e ciò lo indusse a rifiutare decisamente qualsiasi proposta di autonomia.

⁸⁴ ASNa, SGC, CS, b. 80, ff. 46 e 52.

decisione, formulata dal Supremo Consiglio delle Finanze, di ordinare al vescovo di Catanzaro di richiamare p. Corrado alla dovuta dipendenza dal Rettore maggiore.

Probabilmente p. Villani presentò un terzo ricorso, che non ci è pervenuto, giacché il 27 dello stesso mese il marchese Carlo De Marco, senza attendere la risposta del vescovo di Catanzaro, ordinò al Cappellano maggiore di non permettere di introdurre alcuna novità nella regola e di vigilare perché non solo p. Corrado ma le quattro case tentavano "di scuotere la dipendenza dal Rettore maggiore"⁸⁵.

P. Corrado, convocato dal vescovo di Catanzaro⁸⁶, che gli espose le accuse pervenute da Napoli, e sorpreso delle macchinazioni ordite a sua insaputa, si giustificò sostenendo di aver agito in forza della Procura concessa dal Rettore maggiore e senza alcuna ambizione per una carica per la quale, anzi, aveva dimostrato sempre avversione⁸⁷.

In realtà, ufficialmente, p. Corrado aveva chiesto al re di istituire solo il noviziato e lo studentato in Calabria⁸⁸. Su tale richiesta, il commissario Daniele Vecchioni, pur manifestando delle perplessità perché in una delle case veniva a mancare il fine prioritario delle missioni, era d'accordo, ritenendo che fosse più comodo coltivare in loco la vocazione e gli studi dei futuri missionari. Tuttavia con molta prudenza si era rimesso alle decisioni del Rettore maggiore, che però insisteva di non poter aderire a tali richieste. I motivi erano di ordine pratico, come lo stesso Rettore maggiore espose in una lunga lettera del 4 febbraio 1791. Non era solo il numero esiguo di religiosi che impediva di duplicare le case di formazione, ma anche la tradizione di un solo noviziato, su cui il Rettore maggiore aveva sempre esercitato

⁸⁵ *Ibid.*, ff. 111 e 162.

⁸⁶ Il vescovo convocò anche il rettore di Tropea, p. De Buonopane, perché pare che tra i due ci fosse stato qualche dissenso. La relazione del vescovo di Catanzaro fu inviata a Napoli il 4 dicembre 1790. *Ibid.*, f. 93.

⁸⁷ Fra i motivi addotti per dimostrare la sua mancanza di ambizione, p. Corrado ricordò le sue rinunce del 1781 e 1785.

⁸⁸ La figura del Vicario generale, con determinate facoltà concesse dal Rettore maggiore, si richiedeva solo per una maggiore autonomia nella ricezione dei candidati che, altrimenti, dovevano affrontare disagi e spese per recarsi a Pagani.

un particolare controllo, e inoltre l'impossibilità di espellere un professo senza il suo permesso. Probabilmente dietro questi motivi si nascondeva la paura di una nuova divisione, proprio nel momento in cui l'abolizione del Regolamento aveva spianato la strada per ricucire le vecchie lacerazioni, come egli stesso osservava: «Ed io già prevedo che questa domanda fatta dal p. Corrado del noviziato tende alla divisione della Congregazione. Non credo che lui abbia questa intenzione, ma la sola domanda ne apre la porta»⁸⁹.

Sostenendo l'infondatezza di questo timore, il p. Michelangelo Corrado prese le difese di p. Bartolomeo sostenendo che la richiesta del noviziato non tendeva alla divisione bensì al «vantaggio della Congregazione, allo stabilimento delle suddette case di Calabria e ad eseguire la mente del Re»⁹⁰. E si spinse anche oltre, difendendo la necessità di un Vicario generale per la Calabria, ovviamente dipendente dal Rettore maggiore.

Ma il vecchio p. Villani, non accettando l'idea di doversi rimettere ad un Vicario per la ricezione ed espulsione, da sempre ritenute prerogative esclusive del Rettore maggiore, non solo non si arrese alle argomentazioni della difesa, ma passò all'attacco: fece redigere un documento ufficiale firmato dai consultori ed autenticato dal notaio Luigi Pepe⁹¹ e chiese allo stesso presidente della Suprema Giunta di dare l'ordine di trasferire p. Bartolomeo Corrado dalla Calabria, ponendo così fine alle sue temute ambizioni.

⁸⁹ *Ibid.*, ff. 112-115.

⁹⁰ A proposito della scarsità dei Padri, sosteneva: «Tutti i Padri che compongono l'intera Congregazione non sono più che 54, dei quali tolti almeno 15 fra decrepiti ed impotenti, restano 39. Questi debbono formare le famiglie per 8 case. Ma questi non sono sufficienti neppure per le 4 case di Calabria, mancandone nientemeno che 9 per compiere il numero di 48. Quanto dunque si compirà l'obbligazione di mantenere il numero di 12 Padri in ciascuna casa? Quando sarà che le case di Calabria daranno soddisfazione alla Provincia colle s. missioni? Dove si prenderanno i Padri?». *Ibid.*, ff. 116-119.

⁹¹ Il documento è firmato dai consultori p. Giovanni Mazzini, Giambattista Di Costanzo e Giuseppe Gaetano Cardone con firme autentiche dal notaio Luigi Pepe. Mancano quindi le firme degli altri tre consultori p. Diodato Criscuolo, Stefano Liguori (che si trovavano in Calabria) e Lorenzo Negri. *Ibid.*, f. 125.

Il presidente Corradini aderì alle richieste e con dispaccio del 26 febbraio 1791 inviò la pratica al Cappellano maggiore, il quale diede subito l'ordine di non introdurre la carica di Vicario né alcuna novità nella regola⁹².

La cosa sembrava conclusa, ma ben presto si riaccese poiché il commissario Vecchioni, a cui era stata affidata tutta la pratica, continuò a difendere l'opportunità di una casa di noviziato anche se non si dichiarava convinto per la nomina di un Vicario. Si affilarono allora tutte le armi giuridiche per difendere le due posizioni. Il p. Villani affidò le proprie ragioni agli avvocati Giovanni De Buonopane e Giambattista Perrotta, mentre p. Corrado si rivolse all'avvocato Zamparelli. Le tesi di quest'ultimo convinsero il Cappellano maggiore, che in una nuova relazione del 18 giugno 1791 si dichiarò contrario alla figura del Vicario ma favorevole alla casa di noviziato e studentato in Calabria⁹³.

Se la battaglia presso la corte del Re si poteva ritenere vinta per metà, non lo era invece presso p. Villani e i consultori, che irremovibili nelle loro decisioni, richiamarono p. Corrado dalla Calabria. Questi giunse a Pagani alla fine di luglio, non tanto per rendere conto del suo operato quanto invece per assistere gli anziani p. Villani e Mazzini, ai quali succederà, dopo la loro morte, come Vicario generale nel governo della Congregazione del Regno di Napoli fino al Capitolo generale del 1793.

13.- *Le tre comunità nella tempesta*

Se la partenza di p. Corrado da Catanzaro segnò la conclusione delle tensioni sorte fra il Rettore maggiore e le tre comunità, tuttavia essa fu anche la scintilla che provocò una seconda tempesta, di ordine amministrativo, che nell'arco di un quinquennio fece temere la chiusura di una casa, o anche più di una, ma che si concluse solo con la riduzione degli assegni stabiliti dal Re.

Quando alla fine di luglio 1791 p. Corrado lasciò la comunità, insieme al p. Cassese, il numero dei religiosi a Catanzaro si ridusse ulteriormente, divenendo di gran lunga inferiore a quello

⁹² *Ibid.*, f. 161.

⁹³ *Ibid.*, f. 214.

prescritto nelle Istruzioni. La cosa non poteva passare sotto silenzio, anche perché il dissenso del superiore e le decisioni della Suprema Giunta erano transitati per gli uffici della Giunta della Cassa Sacra. Il presidente, mons. Spinelli, rammaricato per il trasferimento di p. Corrado, di cui aveva condiviso e difeso le richieste, ma anche preoccupato per la trasparenza dell'amministrazione, ritenne suo dovere chiedere informazioni sul numero dei religiosi appartenenti alle singole comunità. I tre superiori furono quindi costretti ad inviargli, all'inizio di agosto, l'elenco delle rispettive comunità. Si venne così a sapere che a Tropea si trovavano dieci persone, sette a Catanzaro e sei a Stilo⁹⁴, per un totale di ventitré persone, di gran lunga inferiore al numero di trentasei richiesto. La Giunta lo fece presente a Napoli, ritenendo di dover sollecitare il completamento delle comunità con 12 padri, oppure di corrispondere gli assegni in proporzione al numero degli effettivi nelle singole comunità. La notizia giunse a p. Corrado che da Pagani si affrettò a scrivere a Napoli per difendere la casa di Catanzaro, sostenendo che in quella comunità vi era sempre stato il numero prescritto di missionari, e che ora non si poteva più conservare a causa della mancanza di stanze in S. Caterina⁹⁵. Anche le altre due comunità si difesero sostenendo la mancanza di strutture, elencando i missionari che si erano alternati e i lavori apostolici eseguiti⁹⁶.

I ricorsi non furono inutili, giacché la Suprema Giunta non prese alcun provvedimento, se non quello di ascoltare il parere di p. Villani, che il 19 novembre 1791, appellandosi alle promesse fattegli, così si giustificò: «Il volermi ora obbligare a mandare 12 sacerdoti per ciascuna di quelle case, è contro i patti fatti col commissario, il quale agiva a nome della Giunta ed è contro le

⁹⁴ A Tropea c'erano cinque padri, quattro fratelli e un garzone. Avevano predicato 14 missioni. ASCz, CS, SE, b. 73, fasc. 1306, f. 31. A Catanzaro la comunità era formata da cinque padri, un fratello e un garzone. *Ibid.*, f. 33. A Stilo c'erano quattro padri e due fratelli. ASCz, CS, SE, b. 73, fasc. 1304, f. 70.

⁹⁵ ASCz, CS, SE, b. 73, fasc. 1306, ff. 52 e 81-82.

⁹⁶ A Stilo, che appariva più compromessa per l'esiguo numero dei religiosi, i sindaci si mobilitarono e nominarono un procuratore per difendere la presenza dei Redentoristi nella loro città e scongiurare la chiusura della casa. ASNa, SGC, CS, b. 80, ff. 248-251.

reali Istruzioni»⁹⁷.

Passando dalla difesa all'attacco, nella stessa lettera elencò il lavoro svolto dai Padri, con 24 missioni, esercizi spirituali, confessioni, prediche ed istruzioni, e dimostrò che pur volendo inviare altri missionari in Calabria non avrebbe potuto farlo a causa del grave ritardo dell'amministrazione nella realizzazione delle strutture. Su queste premesse supplicò quindi la Suprema Giunta di non decurtare gli assegni, anche per permettere di completare l'arredamento delle case, in attesa di tempi migliori.

Il presidente Corradini, ritenendo giuste le motivazioni adottate, fece passare tutto sotto silenzio e le acque si mantennero calme fino al 25 agosto 1792, quando la Giunta di Catanzaro, ritenendo di non dover corrispondere tutti gli assegni alle tre comunità, risollevò il problema⁹⁸. Nel frattempo a Corradini era subentrato il marchese Giuseppe Palmieri e da poco più di quattro mesi, l'11 aprile, p. Villani era morto a Pagani. Il suo successore, p. Giovanni Mazzini, ottantottenne, non disponendo di altri padri e neppure di energie per lanciarsi nella difesa delle case calabresi, non prese alcuna decisione⁹⁹. Intorno alle tre comunità cominciarono a serpeggiare notizie di una prossima chiusura, tanto che i parroci, alcuni "Patrizi" e i cittadini di Catanzaro si sentirono in obbligo di coalizzarsi per difendere la presenza dei padri nella loro città¹⁰⁰. Il 26 gennaio 1793 la Suprema Giunta emise un verdetto che aveva tutto il sapore di un compromesso: ordinò che, secondo le Istruzioni, le comunità si dovessero comporre di 12 persone e nel frattempo, a partire da febbraio, gli assegni dovevano corrispondersi in rapporto al numero dei presenti nelle singole comunità¹⁰¹. A nulla valsero i ricorsi, come quello di p. Praticelli che annunciò la decisione del Rettore maggiore di inviare altri padri che però non avevano dove alloggiare a causa

⁹⁷ *Ibid.*, f. 256.

⁹⁸ ASCz, CS, SE, b. 1306, ff. 78-80. ASNa, SGC, CS, b. 81, ff. 29-38.

⁹⁹ Il p. Giovanni Mazzini morì il 3 dicembre 1792 a Pagani.

¹⁰⁰ ASNa, SGC, CS, b. 81, ff. 16-28. La richiesta dei parroci fu firmata da 10 sacerdoti; quella dei Patrizi da 23 esponenti della nobiltà catanzarese; quella dei cittadini da 232 persone. Tutte le firme furono apposte davanti al notaio e da lui autenticate. Il 17 settembre 1792 le richieste furono inoltrate a Napoli.

¹⁰¹ ASCz, CS, SE, b. 73, fasc. 1308, f. 119.

delle poche stanze in S. Caterina.

Intanto, almeno per il momento, le tre case erano salve. I superiori furono obbligati a dichiarare l'elenco dei padri che si erano succeduti nelle loro comunità¹⁰², e lo fecero nello stesso periodo in cui cominciavano a redigere le relazioni da presentare al Capitolo generale, che si inaugurò il 1° marzo a Pagani e segnò l'inizio di una nuova stagione per la Congregazione.

14.- *Valutazione conclusiva: espansione in Calabria e abolizione del Regolamento*

Il 17 aprile 1790, come abbiamo già ricordato a proposito dell'approvazione delle Istruzioni, il Re di Napoli firmò tre dispacci con i quali abolì il Regolamento per le case della Sicilia, furono pubblicate le Istruzioni approvate un mese prima e si comunicò alla Giunta di Catanzaro il prossimo arrivo dei missionari. Nello stesso giorno, quindi, furono definiti due avvenimenti di notevole importanza, l'espansione della Congregazione in Calabria e l'abolizione del Regolamento per le case della Sicilia.

In realtà questi due avvenimenti sono stati sempre ritenuti indipendenti, appartenenti al territorio l'uno e alla Congregazione l'altro. Ma alla luce dei documenti recentemente rinvenuti negli archivi di Stato di Catanzaro e di Napoli, appare evidente la stretta connessione e l'interdipendenza fra di loro, al punto che si impone una rilettura di quel tratto di storia che nel 1790 cambiò la configurazione geografica e anche giuridica della Congregazione. Tentiamo allora di ricostruire i due avvenimenti, che di certo partirono separatamente ma nell'ultimo periodo si fusero identificandosi.

Nel 1789, con due ricorsi, uno di agosto e l'altro di ottobre, p. Giuseppe Gaetano Cardone, procuratore di p. Villani, chiese al Re di inviare in Sicilia una copia del Regolamento affinché questo fosse imposto nelle due comunità di Girgenti (oggi Agrigento) e Sciacca, che comunque dovevano dipendere dal Rettore maggiore della Congregazione¹⁰³. La richiesta, inviata al viceré di Sicilia, principe di Caramanico, fu trasmessa al vescovo di Agri-

¹⁰² ASNa, SGC, CS, b. 81, ff. 49 e 76.

¹⁰³ ASNa, MAE, Espedienti di Consiglio, fasc. 1226/II, inc. 1-2.

gento, mons. Antonino Cavalieri¹⁰⁴ con la preghiera di esaminare il Regolamento e di inviare la sua relazione all'avvocato fiscale del Real patrimonio. Mons. Cavalieri, che ammirava molto l'apostolato svolto dai missionari nella sua diocesi, si affrettò a preparare la risposta, anche per mettersi al riparo da tiri mancini di p. Villani, che avrebbe potuto richiamare i religiosi dalla Sicilia. Nella sua relazione del 4 novembre 1789, scritta più per difendere l'indipendenza delle case siciliane dall'autorità del Rettore maggiore, anziché per risolvere l'annoso problema giuridico che aveva già provocato la divisione della Congregazione in due rami, espose il suo parere soffermandosi su due principi fondamentali.

Il primo era l'inutilità della pretesa imposizione del Regolamento alle due case siciliane, in quanto esso differiva di poco dalla Regola. Anzi i giuramenti, in esso previsti in luogo dei voti, costituivano, a suo dire, un grave ostacolo per i religiosi, in quanto aggravavano le coscienze più degli stessi voti.

«Mi fo un dovere – si legge nella relazione – di sottometerle che esse [le norme del Regolamento] sono troppo conformi alle regole osservate fin dal principio del loro ingresso in Sicilia da questi missionari...

Il solo divario si è che nelle nuove regole in stampa [Regolamento] si esige dai soggetti il proposito della povertà e vita comune, della castità, della ubbidienza e della perseveranza in Congregazione, confermato in giuramenti dinanzi a Dio, laddove qui i missionari predetti sono stati soliti di praticare ciò a norma delle primitive Regole nate con la Congregazione medesima per semplici voti, dai quali ne emana a loro carico il peso di un solo peccato, e non ammettesi la parvità di materia che nei voti si ammette»¹⁰⁵.

¹⁰⁴ Nato ad Agrigento il 9 settembre 1719, fu consacrato vescovo il 27 settembre 1764 e rimase ad Agrigento come ausiliare di mons. Antonio Colonna Branciforte, a cui successe il 15 settembre 1788.

¹⁰⁵ ASNa, MAE, Espedienti di Consiglio, fasc. 1226/II, inc. 3. Il vescovo, con una leggera sfumatura linguistica, evidenziò maggiormente la gravità degli obblighi dei giuramenti contrapponendoli non con i voti semplici dei religiosi ma con i loro «semplici voti». *Ibid.*, inc. 3 e 6.

Quindi, essenzialmente una questione di coscienza, senza escludere, tuttavia, che i maggiori obblighi derivanti dai giuramenti avrebbero potuto ripercuotersi negativamente su tutta la Congregazione, come un deterrente per quanti aspiravano ad esservi ammessi. Su tali premesse propose che i religiosi siciliani potessero continuare a vivere con la Regola originaria:

«Crederei quindi che potrebbe loro concedersi, quando fosse del sovrano gradimento, di continuare a praticare la professione per via dei voti semplici usata fin da principio generalmente in questa Congregazione, la quale in verità non è certamente professione religiosa ma un semplice stabilimento di un sistema di vivere da prete secolare interamente soggetto all'Ordinario»¹⁰⁶.

In realtà, la tesi di non imporre il Regolamento alle case della Sicilia era, per mons. Cavalieri, un felice tentativo per difendere il secondo principio, cioè quello di garantirsi la presenza dei Redentoristi nella sua diocesi sottraendoli alla dipendenza diretta dal Rettore maggiore. Egli stesso non esitò ad esporlo chiaramente:

«Non credo essere di mia ispezione l'opinare se la compagnia di questi missionari destinati nelle due case di Girgenti e Sciacca debbano o no avere dipendenza dal Rettore maggiore della Congregazione delle quattro case di Napoli; dipende tutto dal sovrano volere di S. M.; ma in ogni evento io sono nella maggiore premura di umiliare, come fo per mezzo dell'E. V. le mie rispettosissime preghiere al sovrano medesimo perché quando a lui piacesse ordinare una tal dipendenza, si degnasse vietare o proibire affatto a quel Rettore maggiore di richiamare in Napoli i soggetti qui destinati, premendo unicamente a me che non si minori il numero di questi operarj utilissimi e necessari a questa mia diocesi, che anzi conviene accrescerli e moltiplicarli»¹⁰⁷.

La relazione di mons. Cavalieri, unitamente ad una lettera di p. Vincenzo Antonio Giattini, autodefinitosi "procuratore del p. D. Pietro Paolo Blasucci, Rettore maggiore della missione del-

¹⁰⁶ *Ibid.*, inc. 3.

¹⁰⁷ *Ibid.*

la medesima Congregazione in Sicilia¹⁰⁸, e ad un elenco di motivi che obbligavano i missionari della Sicilia a non accondiscendere alle richieste di p. Villani¹⁰⁹, fu inviata all'avvocato fiscale del Real patrimonio, Onofrio Ardizzone. Questi, condividendo i pareri uniformi del vescovo e dei missionari, e ritenendo insostenibile la pretesa dipendenza dei missionari siciliani dalla giurisdizione del Rettore maggiore residente in un regno distinto e separato, così concluse la sua relazione del 29 dicembre 1789:

«In veduta di tutte queste ponderazioni, a mio debole avviso, dovrebbero lasciarsi le cose nello stato in cui sono, rimanendo i Padri di Sicilia nell'osservanza delle regole originarie colle quali fu fondata la Congregazione e sino al 1780 anche per le case di Napoli fu regolata, con benignarsi la Maestà Sovrana autorizzarsi lo stabilimento in questo Regno con la sua reale approvazione, senza imporre la soggezione pretesa dal rettore Villani ed il giuramento di povertà, castità ed ubbidienza da loro usati per via di semplici voti¹¹⁰».

Tutti questi documenti, insieme ad una lettera del viceré di Sicilia, principe di Caramanico¹¹¹, che ne condivise le conclusioni, giunsero a Napoli nel mese di gennaio 1790 nello stesso periodo in cui la Suprema Giunta stava elaborando le Istruzioni per l'applicazione degli articoli IX e XI del Piano di intervento che, per giunta, aveva subito una battuta d'arresto, avendo il Superiore generale dei Pii Operai rifiutato l'invito di fondare due delle quattro case stabilite dal Re. Il p. Villani, convocato a Napoli per discutere sui due problemi – la risposta giunta dalla Sicilia e la possibilità di accettare anche le due fondazioni inizialmente assegnate ai Pii Operai – intuì di trovarsi davanti ad un'occasione favorevole che non poteva lasciarsi sfuggire di mano. Ottenuta la garanzia che non imponendo il Regolamento alle case della Sicilia i religiosi avrebbero dovuto osservare la Regola originaria e, per le fondazioni calabresi, di potervi inviare temporaneamente

¹⁰⁸ *Ibid.*, inc. 4.

¹⁰⁹ *Ibid.*, inc. 5.

¹¹⁰ *Ibid.*, inc. 6.

¹¹¹ Il viceré di Sicilia inviò i documenti a Napoli con una lettera del 7 gennaio 1790. *Ibid.*, inc. 7.

te un numero di missionari inferiore a quello previsto, il p. Villani si spinse oltre, chiedendo che il Regolamento fosse abolito anche per le case del Regno, in modo da uniformare l'osservanza regolare in tutte le comunità, a Napoli, in Calabria e in Sicilia. Solo dopo aver ottenuto queste garanzie decise di non recriminare contro le case siciliane e di accettare la fondazione di quattro case, pur non disponendo del numero di padri necessari.

Si trattò di semplici accordi? Di un compromesso? Di un *do ut des*? Probabilmente nessuno pensò di dare un'etichetta giuridica alla cosa, ma la realtà è che da questo momento le due pratiche cominciarono a camminare insieme nei diversi ministeri e insieme giunsero ad un verdetto finale.

Il 22 febbraio 1790 la Suprema Giunta presentò al Re le Istruzioni, che furono approvate esattamente un mese dopo. Corradini ne inviò notizia a p. Villani con dispaccio del 12 aprile, quando si era già assicurato che il giorno successivo, il 13, il Re avrebbe approvato l'abolizione del Regolamento per le case della Sicilia. Ricevuti i documenti, Corradini preparò la comunicazione per il vescovo di Catanzaro e tutto fu pronto per il 17 aprile, quando furono firmati i due dispacci e la comunicazione al vescovo di Catanzaro, che conclusero definitivamente le due pratiche¹¹².

Con sorprendente sollecitudine i dispacci giunsero a Pagnani, e con la stessa sollecitudine il p. Villani, dopo due giorni, rispose manifestando in termini lusinghieri la propria gratitudine e soggezione:

¹¹² Il 17 aprile 1790 il ministro Carlo De Marco inviò questo dispaccio al Cappellano maggiore: «Ho fatto presente al Re quanto V. S. ha rappresentato nella sua supplica con acchiudere il Regolamento da S. M. approvato per le sole case della Congregazione del SS. Redentore del Regno di Napoli, acciò il medesimo venisse osservato in quello di Sicilia.

Ed il Re, non avendo voluto aderire a tali domande, è divenuto ad autorizzare colla sua suprema autorità lo stabilimento della suddetta Congregazione nel Regno di Sicilia, e posta nelle città di Girgenti e di Sciacca, e vuole che i medesimi vivessero colla Regola originale di tale Istituto, senza la menoma subordinazione al Rettore M. delle 4 case del Regno di Napoli, e senza essere obbligati a solennizzare coi giuramenti i voti semplici. Napoli 17 aprile 1790. Carlo De Marco.

ASNa, MAE, b. 498, f. 69v. Cf AGHR, 07, II B, 168, e APNR, Dispacci reali, 1790, n. 50.

«Credo inutile di pregare V. E. che seguiti a proteggere quest'Opera, poiché considerandola come parto delle sue viscere la saprà maggiormente muovere ed inclinare le mie suppliche. Resta solo che io con tutti di questa Congregazione la dichiaro tenuissimo e al ringrazio di tutto cuore con tutti gli altri Signori del Supremo Consiglio delle Finanze. Ed io ad una tal dovuta parte intendo di adempiere per mezzo di questa mia umilissima colla maggiore vivezza che mi sia possibile, assicurandola nello stesso tempo avere ordinato già che si destini un giorno di ogni settimana, in cui con particolar modo si facessero delle preghiere e si offerissero a Dio tutte le opere di pietà che si praticano nelle case della Congregazione, sì per la salute di S. M. come per quella di tutti coloro che ci hanno favorito, e di V. E. la di cui vita è tanto necessaria pel pubblico bene del Regno e per la gloria divina»¹¹³.

Restava intanto la terza concessione da portare a termine, cioè l'abolizione del Regolamento per le case del Regno. La richiesta, redatta ai primi di maggio, fu presentata nel mese di giugno, perché il Rettore maggiore, rendendosi conto dell'importanza della cosa, la volle far firmare da tutti i sacerdoti della Congregazione¹¹⁴, compreso quelli che sarebbero partiti per la Calabria. La forma ampollosa sembrava ricordare gli accordi raggiunti qualche mese prima:

«Gli individui della Congregazione fondata dal fu mons. D. Alfonso de Liguori, sotto il titolo del SS. Redentore, qui sottoscritti, tanto quelli che restar debbono nelle quattro case di Pagani, Caposele, Ciorani ed Illiceto, quanto quelli che per sovrana determinazione della M. V. passar debbono ad abitare nelle quattro case di Calabria, come per venerato dispaccio per via della Segreteria delle Finanze de' 12 dell'or scorso aprile, pro-

¹¹³ ASNa, SGC, CS, b. 78, f. 106.

¹¹⁴ La domanda fu firmata da 48 padri. Dopo il Rettore maggiore e i consultori, firmarono prima i missionari partiti per la Calabria e poi gli altri. Ciò dimostra che il documento fu firmato prima del 18 maggio 1790. Nella bozza della domanda (AGHR, 07, III B, 290) si legge «dell'or scorso aprile», mentre nella domanda inviata al Re si legge «dello scorso aprile». Ciò conferma che la bozza fu composta nei primi giorni di maggio. Mancano le firme di p. Bartolomeo Corrado e Domenico Pizzi, che giunsero a Pagani poco prima della partenza per la Calabria.

strati tutti concordamente avanti al Trono della M. V. con ogni dovuto ossequio l'espongono...»¹¹⁵.

Il p. Villani, dimentico delle richieste precedenti, anzi sulla scia di quanto aveva esposto il vescovo di Girgenti, dimostrò che i «giuramenti» imposti dal Regolamento avevano compromesso la tranquillità dei religiosi, aumentando le angustie, i timori e i rimorsi di coscienza. Ma avendo appreso che non era questa la volontà del Re, si spingeva a chiedere che i padri del Regno di Napoli fossero trattati come quelli della Sicilia, «acciò così essendo tutti uguali non succedessero disturbi, anzi dandosi la mano ne' spirituali bisogni, potessero meglio attendere alla propria apostolica vocazione»¹¹⁶.

Il verdetto era stato già concordato. Da Napoli il p. Di Costanzo, che spesso faceva capolino nei diversi ministeri, comunicò che il Cappellano maggiore, in una relazione del 31 luglio 1790¹¹⁷, aveva aderito senza alcuna difficoltà alla richiesta, anche per uniformare tutte le case della Congregazione, in un momento in cui il numero delle comunità presenti nel Regno di Napoli si stava raddoppiando.

Senza trovare alcuna difficoltà, il 9 ottobre 1790 il ministro Carlo De Marco inviò al Cappellano maggiore, a nome del Re, il seguente dispaccio con il quale il Regolamento fu abolito e, indirettamente, fu Regola approvata:

«Stimatissimo Signore,

Propostasi al Re la Consulta di V. S. Ill.ma de' 31 del passato Luglio, S.M. ha approvato quanto Ella ha proposto, ed inerendo alle Istanze de' PP. tutti Missionari di questo Regno di Napoli, ha determinato che si estenda ad essi loro quanto si è prescritto colla Sovrana risoluzione de' 17 aprile del corrente anno per i PP. Missionari del Regno di Sicilia; cioè che debbano vivere coll'Osservanza delle Regole Originarie del loro Istituto, che non deb-

¹¹⁵ ASNa, MAE, Espedienti di consiglio, fasc. 1233. In AGHR, 07, III B, 290 si conserva la bozza della domanda.

¹¹⁶ *Ibid.*, inc. 1.

¹¹⁷ APNR, Dispacci reali, 1790, n. 52. Il cappellano maggiore era mons. Alberto Maria Capobianco (1708-1798), al secolo Leonardo Antonio Pasquale, religioso Domenicano.

debbano perciò esser tenuti a solennizzare i voti semplici col giuramento posteriormente introdotto, restando ferme le precedenti Risoluzioni Regali de 19 Dicembre 1752, 21 Agosto 1779 e 22 Gennaio 1780. Laonde nel Real Nome lo partecipo a V. S. Ill.ma per Sua intelligenza, e perché Ella stessa comunichi questa sovrana determinazione alla Congregazione della missione del Redentore di questo Regno di Napoli per l'osservanza. Palazzo, 9 Ottobre 1790. Carlo De Marco»¹¹⁸.

Grazie al coraggio del vecchio p. Villani, che raccogliendo le ultime forze non aveva esitato di lanciarsi nell'avventura delle fondazioni in Calabria, si chiuse un decennio di dolorosa separazione e si spalancarono nuovi orizzonti per il futuro della Congregazione.

SOMMARIO

Nel 1790 si sono verificati due avvenimenti che hanno dato un volto nuovo alla nostra Congregazione: l'abolizione del Regolamento e la fondazione di tre case in Calabria. Anche se i due provvedimenti sono stati definiti dal Re di Napoli nello stesso giorno, 17 aprile, la scarsa documentazione a disposizione degli storici non ha mai fatto supporre un rapporto fra di loro. La recente scoperta di un'ampia documentazione conservata negli Archivi di Stato di Napoli e di Catanzaro, ha permesso di ricostruire le vicende dei due avvenimenti che, inizialmente indipendenti, si sono fusi in un'unica pratica assumendo i contorni di un compromesso fra il vecchio Rettore maggiore p. Villani e il governo borbonico.

Per risanare le profonde ferite economiche, sociali e religiose, provocate da un violento terremoto che nel 1783 devastò l'ultimo lembo dell'Italia meridionale, il Re di Napoli stabilì per la Calabria una serie di interventi legislativi, fra i quali la fondazione di quattro case di

¹¹⁸ GHR, 07, III A, 230. APNR, Dispacci reali, 1790, n. 55. Il dispaccio fu successivamente integrato con altro dispaccio del 23 dello stesso mese per precisare che la risoluzione del 22 Gennaio 1780 era da considerare decaduta.

missionari redentoristi. Il vecchio p. Villani, che in quegli anni tentava di salvaguardare e ricomporre l'unità della Congregazione, divisa da un decennio per via del Regolamento, intuì l'occasione favorevole e si inserì nel progetto governativo, accettando la fondazione delle case progettate dal Re e chiedendo che fosse abolito il Regolamento, prima per le case della Sicilia e poi per quelle del Regno di Napoli. Anche se p. Villani non riuscì ad inviare in Calabria i 48 missionari promessi, e le tre case fondate a Tropea, Catanzaro e Stilo dovettero dibattersi fra molte difficoltà prima di decollare come comunità irradianti e missionarie, l'abolizione del Regolamento aprì una nuova stagione per la Congregazione.

SUMMARY

Two events took place in 1790 that changed the face of our Congregation: the abolition of the *Regolamento* and the foundation of three houses in Calabria. Even Though those two events were decreed by the King of Naples on the same day, April 17, the lack of documents available to historians had never been able to establish a connection between them. However, the recent discovery of more documents preserved in the State Archives of Naples and Catanzaro has enabled us to reconstruct the two events, initially considered independent of each other, as being one single result of a compromise between the ageing Rector Major Villani and the Bourbon government.

In order to repair the economic, social and religious damage inflicted by the violent earthquake of 1783 that devastated the lower region of southern Italy, the King of Naples decreed a series of laws for Calabria among which were the establishing of four Houses of Redemptorist missionaries. Fr. Villani was then trying to safeguard and restore the unity of the Congregation, which had been divided for ten years by the *Regolamento*. He perceived this as an opportune moment and accepted the proposal of the government requesting at the same time that the *Regolamento* should be abolished first in Sicily and then in the Kingdom of Naples. Even though Fr. Villani did not succeed in sending the 48 promised missionaries to Calabria and the three Houses founded, Tropea, Catanzaro and Stilo faced many difficulties before they became real missionary communities, the abolition of the *Regolamento* opened a new era for the Congregation.

MAREK KOTYŃSKI, C.SS.R.

LA VOLONTÀ DI DIO NELL'ESPERIENZA SPIRITUALE DI ALFONSO MARIA DE LIGUORI

I. PREPARAZIONE SPIRITUALE E INTELLETTUALE (1696-1723)

II. MATURAZIONE SPIRITUALE E PERCEZIONE DEL PROGETTO DIVINO

1.- *Formazione teologica e apostolato (1723-1730)*; 2.- *Scoperta della propria missione tra gli abbandonati (1730)*; 3.- *Discernimento del carisma di fondatore (1730-1732)*

III. REALIZZAZIONE DEL PROGETTO DIVINO (1732-1787)

1.- *Formulazione della proposta pastorale (1732-1749)*; 2.- *Sviluppo della Congregazione (1749-1762)*; 3.- *Ministero episcopale (1762-1775)*; 4.- *Ultimi anni di vita (1775-1787)*

CONCLUSIONE

Sulla configurazione della dottrina spirituale di Alfonso Maria de Liguori (1696-1787), formulata nel corso di lunghi anni della vita apostolica del Santo, hanno influito diversi fattori, esterni ed interni, riconducibili, in genere, alla formazione familiare e scolastica, giuridica e teologica; alle letture delle opere dei santi e all'intenso studio personale, nutrito dalle vicende dell'attività missionaria e dagli incontri con grandi personalità del tempo. Tuttavia, le radici più profonde del magistero alfonsiano affondano nella sua personale esperienza di fede. La dottrina dei santi, infatti, non nasce unicamente dallo studio delle discipline teologiche e dalle loro avanzate capacità intellettuali – fenomeno ricorrente per i Dottori della Chiesa – ma, prima di tutto, scaturisce dal loro incontro personale con Cristo – rivelazione del volto misericordioso di Dio –, che trasforma ed illumina la loro coscienza e rende la loro intelligenza particolarmente feconda nella ricerca e nella comprensione della Verità. È l'ineffabile comunione d'amore con il Redentore che fa dei santi autentici teologi, ovvero

«conoscitori di Dio», secondo l'affermazione di Giovanni: «Chiunque ama è generato da Dio e conosce Dio» (1 Gv 4,7)¹. Il loro vissuto esperienziale rappresenta, quindi, il primo *locus theologicus*.

La dottrina spirituale del Liguori, senza dubbio, è stata ispirata ed articolata dalla sua esperienza interiore. La scoperta dell'inaudito amore di Dio, rivelato in Cristo Crocifisso, ha trasformato la sua vita tanto da condurlo a dedicarsi generosamente all'evangelizzazione della gente spiritualmente abbandonata, con l'unico scopo di aprire anche ai poveri i tesori del divino amore, ossia introdurli ad un'intensa vita spirituale, così sintetizzata:

«Molti predicatori e confessori dicono molte cose, ma poco parlano dell'amore a Gesù Cristo; quando che in verità l'amore a Gesù Cristo dev'esser la principale, anzi l'unica divozione di un cristiano; e perciò questa dovrebbe essere ancora l'unica attenzione e scopo de' predicatori e confessori verso de' loro uditori e penitenti, l'insinuare loro continuamente e l'infiamarli nell'amor di Gesù Cristo, [...] ch'è quel laccio d'oro che unisce e stringe le anime con Dio»².

L'insegnamento spirituale del Liguori riguarda, infatti, molteplici aspetti della vita evangelica dei credenti, in particolare, rivela la carità come centro ed indispensabile fondamento di qualunque edificio spirituale, insostituibile dinamica di ogni cammino interiore. Per il Santo, la carità è la radice della conversione, e non soltanto un suo effetto, che consente alla persona di aprirsi e vivere un'autentica «metanoia». Essa, tuttavia, non indica per Alfonso un concetto effimero, soggetto ad interpretazioni più o meno arbitrarie, né un sentimento superficiale e poco efficace, bensì una cosa molto precisa: «conformità alla volontà di Dio». Anzi, la *conformità*, quel tradizionale concetto della spiritualità giudeo-cristiana che nella vita della Chiesa dei secc. XVI-XVIII assume le più svariate connotazioni – da quelle eminentemente mi-

¹ Cfr. F.M. LÉTHEL, *L'amore di Gesù. La cristologia di santa Teresa di Gesù Bambino*, Città del Vaticano 1999, 17.

² A.M. DE LIGUORI, *Novena del Cuore di Gesù*, in *Opere Ascetiche*, IV, Roma 1939, 499.

stiche fino a quelle d'indole propriamente ascetica –, nell'ottica del Liguori si trasforma in «uniformità» al divino volere, rilevando la pienezza e il carattere sponsale dell'unione con Dio. L'uniformità emerge nella spiritualità alfonsiana come una nozione atta a ricondurre l'insieme della vita interiore ad un principio unico, di congiungere la sua dimensione teologico-spirituale a quella esperienziale, concretizzandola nella *pratica di amar Gesù Cristo*³. Il Liguori afferma infatti: «Tutta la nostra perfezione consiste nell'amare il nostro amabilissimo Dio: *Caritas est vinculum perfectionis* (Col 3, 14). Ma tutta poi la perfezione dell'amore a Dio consiste nell'unire la nostra alla sua santissima volontà»⁴. Su questo fondamento il Santo edifica la sua teologia, organizza la sua spiritualità, innalza la sua preghiera e propone la sua pastorale.

Pertanto, la comprensione profonda della spiritualità alfonsiana non dipende esclusivamente dallo studio degli scritti spirituali del Liguori, ma è condizionata anche dalla capacità di valutare la sua esperienza di fede, dall'intelligenza di descrivere ed interpretare le sue caratteristiche e nozioni peculiari. Questo articolo, riguardante l'uniformità alla volontà di divina rappresenta una rilettura della vicenda personale di Alfonso Maria de Liguori, una rivisitazione degli eventi e dei tratti salienti del suo cammino interiore, nel tentativo di cogliere i fattori e le caratteristiche principali che hanno influito e articolato la sua spiritualità.

³ Il Santo parla della «pratica», indicando con questo termine non solo una *prassi* religiosa, ma il tessuto stesso della vita evangelica – l'attualizzazione del Vangelo nella realtà concreta. È un dettaglio significativo che molte opere alfonsiane portano nel titolo la parola «pratica», come quella più emblematica: «Pratica di amar Gesù Cristo». M. Vidal afferma che: «Sarebbe inesatto tradurre in termini odierni il titolo "Pratica di amar Gesù Cristo" con "La prassi dell'amore cristiano". [...] Non bisogna neppure cadere nell'estremo opposto, ossia ridurre il concetto di «pratica» a mero «praticismo», tralasciando ogni riferimento ai criteri e ai principi che orientano e danno il peso specifico all'azione umana. [...] In ogni caso [il concetto della *pratica*] è un «contrappunto» a varie impostazioni eteree, evanescenti, prive di concretezza e frutto di pure costruzioni teoriche». M. VIDAL, *Moral y espiritualidad. De la separación a la convergencia*, Madrid 1997; trad. it.: *Morale e spiritualità, dalla separazione alla convergenza*, Assisi 1998, 90-91.

⁴ A.M. DE LIGUORI, *Uniformità alla volontà di Dio*, in *Opere Ascetiche*, I, Roma 1933, 283.

1. PREPARAZIONE SPIRITUALE E INTELLETTUALE (1696-1723)

Descrivere la figura di Alfonso M. de Liguori risulta alquanto difficile⁵, come pure quelle dei santi mistici, che fanno esperienza dell'ineffabile mistero dell'Amore-Carità. Ciò, tuttavia, non esime dal tentativo di conoscere gli elementi più significativi della vicenda personale del Santo e della sua spiritualità, in quanto matrice del suo pensiero, concernente la questione della volontà di Dio⁶.

Analizzando la vita di Alfonso M. de Liguori, in base alle fonti⁷, emergono immediatamente alcuni avvenimenti particolarmente

⁵ Cfr. R. DE MAIO, *S. Alfonso e la cultura religiosa dell'Illuminismo*, in *Alfonso M. De Liguori e la società civile del suo tempo*, a cura di P. Giannantonio, Firenze 1990, p. 99. Bisogna costatare una certa difficoltà nell'analizzare il cammino spirituale del Liguori, soprattutto a causa della scarsa documentazione storica relativa al primo periodo della sua vita. Questo, secondo il Tannoia – primo biografo del Santo –, trova la sua spiegazione nella lunga vita di Alfonso e nel suo atteggiamento di non curanza nel lasciare testimonianza della sua grandezza, cfr. A. TANNOIA, *Della vita ed istituto del Venerabile Servo di Dio Alfonso M. de Liguori Vescovo di S. Agata de' Goti e Fondatore della Congregazione de' preti missionari del SS. Redentore*, Napoli 1798-1800-1802. La riproduzione anastatica dell'edizione originale, Materdomini 1982, *Introduzione*, V-VII.

⁶ R. Lazzarini evidenzia l'importanza di tale prospettiva: «Il cammino spirituale si spiega lungo il tempo, perciò è necessario indicare quando e come si inizia, si svolge e potrebbe compiersi. Senza indicare il quando e il come, parlare di spiritualità ossia di rapporto dell'anima col mistero di Dio, significa confinarsi in una metafisica astratta e formale e come tale del tutto illusoria (Blondel a questo proposito paragonava questa metafisica ad un palazzo di idee)». *Sul concetto di spiritualità*, in *Chiesa e spiritualità nell'Ottocento italiano*, Verona 1971, 33. Bernard Häring sottolinea il rapporto tra l'esperienza della redenzione nel Liguori ed il suo messaggio: «Sant'Alfonso ha sperimentato profondamente il bisogno personale della redenzione nella sua classe sociale e nel suo ambiente. Ma questo, di per sé non l'avrebbe fatto il grande messaggero della redenzione, se non avesse sperimentato in modo ricco anche la propria liberazione-redenzione». *Sant'Alfonso: Morale per i redenti*, in *Morale e redenzione*, a cura di L. Álvarez Verdes – S. Majorano, Roma 1983, 17. Lo conferma anche Oreste Gregorio scrivendo: «La spiritualità alfonsiana è basata su elementi biblici, patristici e sulla esperienza; è eminentemente cristocentrica con spiccato carattere affettivo». *Alfonso Maria de Liguori*, in *Dizionario degli Istituti di Perfezione*, I, Roma 1974, col. 483.

⁷ Oltre la biografia scritta da Tannoia, i principali documenti per conoscere l'esperienza spirituale del Liguori sono: *Lettere di S. Alfonso Maria de' Liguori Fondatore della Congregazione del Santissimo Redentore Vescovo di Sant'Agata*

rilevanti che caratterizzano tre fasi fondamentali del graduale sviluppo della sua esperienza spirituale, descritta all'interno della sua vocazione di fondatore della CSSR. La prima fase – *preparazione* (1696-1723), dalla nascita alla sconfitta della causa Orsini di Gravina: l'illuminazione nell'ospedale, detto «degli Incurabili», contribuisce alla crescita del rapporto intimo con Dio e, di conseguenza, alla scoperta della vocazione al sacerdozio. La seconda fase – *maturazione* (1723-1732), si apre con l'illuminazione agli Incurabili; con essa inizia un processo evolutivo, ricco di studio e di attività apostolica, che porta Alfonso alla più stretta amicizia con Dio e lo predispone, grazie al momento illuminativo tra i poveri di Santa Maria dei Monti, a scoprire e discernere la sua vocazione di fondatore. La terza fase – *realizzazione* (1732-1787) inizia con la fondazione della prima comunità dei Redentoristi nel 1732 e continua con l'esperienza delle missioni e delle nuove fondazioni, fino all'approvazione dell'Istituto avvenuta nel 1749 da parte del Papa Benedetto XIV. Essa prosegue con l'esperienza dell'episcopato a Sant'Agata dei Goti, fino alla morte del Fondatore nel 1787. L'analisi di queste tre fasi, permette di comprendere più a fondo le radici della sua dottrina spirituale.

La prima tappa del cammino spirituale di Alfonso è la preparazione comune ad ogni tipo di crescita umana e cristiana. Alfonso Maria de Liguori nasce a Marianella (NA) il 27 settembre 1696 da famiglia patrizia; dai suoi genitori riceve un'educazione da buon cavaliere cristiano. Da suo padre Giuseppe (1670-1745),

de' Goti e Dottore di Santa Chiesa, a cura di P. Kuntz – F. Pitocchi, voll. I-III, Roma 1887-1890. Per evitare la confusione, nel presente articolo mi servo di quest'antica edizione delle lettere alfonsiane; è possibile, comunque, confrontare già il primo volume (anni 1724-1743) della nuova edizione, curata da G. Orlandi, *Carteggio*, Roma 2004; C. BERRUTI, *Lo spirito di S. Alfonso M. de Liguori*, Napoli 21873; TH. REY-MERMET, *Il santo del secolo dei lumi (1696-1787)*, Roma 1983 [orig. *Le saint du siècle des Lumières. Alfonso de Liguori (1696-1787)*, Paris 1982 (da ora in poi REY-MERMET)]. Per un bilancio critico della ricerca biografica su Alfonso: O. WEIS, *Alfons von Liguori und seine Biographien. Ein Heiliger zwischen hagiographischer Verklärung und historischer Wirklichkeit*, in *SHCSR* 36-37 (1988-1989) 151-284. Per una visione d'insieme del cristianesimo settecentesco: G. ORLANDI, *Il Regno di Napoli nel Settecento*, in *SHCSR* 44 (1996) 5-389; M. ROSA, *Settecento religioso. Politica della Ragione e religione del cuore*, Venezia 1999.

uomo autoritario, ufficiale della marina militare napoletana e comandante di una galera, eredita la fermezza di carattere, egli viene introdotto anche alla devozione della Passione di Cristo, che insieme a quelle del Santissimo Sacramento e della Madonna, diventano il cardine del suo insegnamento spirituale⁸. La tenerezza e la profonda pietà della madre, Anna Cavalieri (1670-1755), alunna delle suore francescane, formano nel figlio una coscienza delicata, lo predispongono all'intimo contatto con Dio e gli aprono le ricchezze della spiritualità filippina⁹.

Dall'infanzia fino a ventisette anni, Alfonso è membro dell'Oratorio di Napoli, fondato al tempo di Filippo Neri (1515-1595); frequenta prima la Confraternita dei Giovani Nobili e poi quella dei Dottori. All'interno di quest'esperienza, apprende i primi concetti spirituali ed assimila molti elementi dello spirito filippino: la convinzione che la santità è alla portata di tutti; la visione di Dio che si fa sentire più al cuore che all'intelligenza, la pietà eucaristica; il valore della preghiera specialmente mentale; l'amore alla penitenza e la passione per la lettura spirituale, specie per la vita dei santi. L'insistenza sulla volontà – sempre sorretta dalla grazia – pone la spiritualità filippina più in linea con l'ascetica tradizionale, che con la mistica. Nell'oratorio, si esigono di solito la rinuncia a qualsiasi manifestazione spirituale fuori dell'ordinario e l'esercizio costante delle virtù nella vita quotidiana. Con saggia moderazione, alla base dell'edificio spirituale, si pone l'umiltà, che trova la sua diretta applicazione nella virtù dell'obbedienza e nella docile sottomissione alla croce della vita quotidian¹⁰. In questo ambiente il giovane apprende gradual-

⁸ Cfr. TANNOIA, I, 2; F. JONES, *Alphonsus de Liguori. The Saint of Bourbon Naples (1696-1787)*, Dublin 1992, 10; S. *Alfonso de Liguori. Contributi bibliografici*, a cura di O. Gregorio – D. Capone – A. Freda – V. Toglia, Varese 1940, 23.

⁹ Cfr. REY-MERMET, 132. Tannoia lo conferma scrivendo: «Soprattutto vedevasi impegnata Donna Anna ad istillare nell'anima de' figli un' amor tenero verso Gesù Cristo, ed una filiale confidenza verso Maria Santissima», TANNOIA, I, 4-5.

¹⁰ Cfr. *Storia della spiritualità italiana*, a cura di P. Zovatto, Roma 2002, 328-331; P. CRESPI – G.F. POLI, *Lineamenti di storia della spiritualità e della vita cristiana*, Roma 2000, 156-157. Per ulteriori approfondimenti sulla spiritualità filippina: A. CISTELLINI, *San Filippo Neri. L'Oratorio e la Congregazione oratoriana*.

mente l'ottimismo nei confronti della natura umana, la visione della vita spirituale concentrata sull'ascesi esterna e sull'interiorità. Sin dall'infanzia egli è sottomesso al confessore, un oratoriano, Tommaso Pagano (1667-1755)¹¹, che nella sua direzione spirituale si distingue per benignità, fermezza ed enfasi per amore di Dio. Quest'esperienza permette ad Alfonso di cogliere il ruolo fondamentale dell'obbedienza nel cammino spirituale, specie nel caso della sua delicata coscienza e degli scrupoli che infastidiscono la sua vita.

L'educazione di Alfonso è curata, sotto molti aspetti¹² (umanistici, filosofici, linguistici, ecc.) da un padre autoritario ed orgoglioso, che aspira a fare del figlio uno dei grandi del Regno di Napoli. Gli studi umanistici del giovane si svolgono sotto la guida di professori scelti tra i migliori: Domenico Buonaccia¹³ per gli studi letterari; Gaetano Grieco (+1728), discepolo di Alessandro Scarlatti (1660-1725)¹⁴ per la musica; Francesco Solimena (1657-1747) che l'avvia al disegno ed alla pittura. Alfonso riceve lezioni di filosofia dal sacerdote cartesiano Carminiello Rocco¹⁵, nonché di lingue, di scienze e di arti marziali. Per mez-

Storia e spiritualità, III, Brescia 1989; C. GASBARRI, *Filippo Neri santo romano*, Roma 1944; ID., *Lo spirito dell'Oratorio di s. Filippo Neri*, Brescia 1949; ID., *L'Oratorio filippino*, Roma 1957.

¹¹ Cfr. TANNOIA, I, 5, 12. Occorre indicare anche altri due personaggi che hanno un certo influsso sul giovane Alfonso e sul suo ambiente familiare. Si tratta di Francesco de Geronimo (+1716), santo gesuita, che ha frequentato la casa dei Liguori per le questioni dei mori-pirati catturati sul Mediterraneo, e dello zio materno Giacomo Cavalieri (+1726), della Congregazione dei Pii Operai. Grazie a questi amici, Alfonso apprende, già nell'infanzia, alcuni elementi della spiritualità dei Gesuiti e quella dei Pii Operai, cfr. D. VIZZARI - G.A. DE SANTIS, *San Alfonso M. de' Liguori, San Paolo della Croce, mons. Emilio Giacomo Cavaglieri*, in *Storia, letteratura e arte del Mezzogiorno*, diretto da F.F. Mastroiani, 5, Napoli 1976.

¹² Sulla formazione culturale del Liguori vedere: E. MARCELLI - S. RAPONI, *Un umanista del '700 italiano. Alfonso Maria de Liguori*, Verona 1992; P. GIANNANTONIO, *Arte e pastorale popolare in Sant'Alfonso*, in *Asprenas* 35 (1988) 118-129.

¹³ Cfr. R. TELLERÍA, *Sacerdos d. Domenicus Buonaccia*, in *SHCSR* 12 (1964) 205-208.

¹⁴ Cfr. REY-MERMET, 10.

¹⁵ Rey-Mermet evidenzia il legame tra Cartesio ed il Liguori che, nel 1749, propone agli studenti della propria congregazione il manuale di filosofia

zo di p. Pagano, il giovane studente riesce ad accedere alla ricca biblioteca dei Padri Gerolamini¹⁶.

A dodici anni, nel 1708, Alfonso supera l'esame di ammissione all'Università di Napoli, dinanzi al famoso professore di retorica Giambattista Vico (1668-1744)¹⁷, e per cinque anni studia diritto canonico e civile¹⁸ alla scuola di celebri professori: il diritto canonico con Gennaro Cusano, l'eloquenza con Nicola Capasso (1671-1745), il diritto romano e feudale con Domenico Aulio (1639-1717) e Nicola Caravita (1647-1717), e le istituzioni civili con Giovanni A. Chianese¹⁹. La giurisprudenza e la scienza del diritto a Napoli, al tempo di Alfonso, erano di alto livello e la scuola giuridica napoletana era sempre prevalentemente pratica, tanto che la manifestazione partenopea in questa fase della storia del diritto italiano era delle più nutrite²⁰. Alfonso conosce bene quest'ambiente, frequenta la casa di Domenico Caravita (1670-1770), ed è qui che s'incontra nei dibattiti sulle *quaestiones iuris* con Gaetano Argento (1680-1728), Costantino Grimaldi, Alessandro Riccardi, Giambattista Vico, Pietro Giannone (1676-1748)²¹. Nonostante il carattere antiromano e regalista dell'ambiente universitario, il Liguori riceve un'ottima preparazione giuridica, che si dimostra provvidenziale nella sua futura attività di mora-

– opera del cartesiano Edmond Pourchot, cfr. REY-MERMET, 71, 73.

¹⁶ Cfr. D. CAPONE, *Le citazioni nelle opere di S. Alfonso*, in *Opere Ascetiche, Introduzione Generale*, Roma 1960, 301.

¹⁷ Cfr. REY-MERMET, 87.

¹⁸ G. Orlandi afferma che la società napoletana, composta soprattutto da gran signori e da miserabili, senza classe intermedia, ha visto nel Settecento l'ascesa del ceto medio, costituito dalla gente del foro: «Erano gli unici a poter procedere con passo sicuro nell'inestricabile foresta di leggi, ordinanze, prescrizioni e privilegi che costituivano la legislazione del Regno. Perdizione degli ignoranti e rompicapo degli onesti, questo labirinto era la terra promessa dei grandi giuristi, che dalla loro professione traevano prestigio, denaro e potere», *Alfonso de Liguori scrittore*, in *Piccola biblioteca del Segno* 2, Palermo 1998, suppl. al n. 199, 10. Sulla formazione giuridica del Liguori vedere: L. VEREECKE, *Sant'Alfonso giurista. La formazione e l'influsso sulla morale*, in *Studia Moralia* 31 (1993) 265-282; F. CHIOVARO, *Alfonso de Liguori avvocato*, in *Piccola biblioteca del Segno* 3, Palermo 1999, suppl. al n. 202.

¹⁹ Cfr. TANNOIA, I, 10.

²⁰ Cfr. S. *Alfonso de Liguori. Contributi bio-bibliografici*, 96-98.

²¹ Cfr. REY-MERMET, 122.

lista, nell'equilibrata impostazione delle problematiche spirituali e nel suo servizio pastorale²². Provvidenziale risulta anche la sua laurea *in utroque iure*, conseguita il 21 gennaio 1713, all'età di 16 anni, riguardante il tema dei contratti, la priorità della giustizia e dell'equità sulla lettera della legge²³.

Dopo due anni di tirocinio, il Liguori esercita per otto anni la professione d'avvocato, senza perdere mai una causa. Svolge il suo intenso lavoro secondo la prassi e le norme giuridiche, alimentato da un senso profondo di giustizia, frutto della sua intensa vita spirituale. La sollecitudine del giovane avvocato, nello svolgere la professione con impegno cristiano, è molto forte, e ciò lo spinge a formare una specie di codice deontologico ad uso personale²⁴.

Il padre decide per Alfonso l'esercizio dell'avvocatura, co-

²² Cfr. REY-MERMET, 109.

²³ S. Majorano afferma: «Nell'educazione dei giovani nobili gli aspetti cavallereschi si erano fusi con quelli umanistici e artistici e, soprattutto, con quelli giuridici, dal momento che, il diritto costituiva l'ultima spiaggia per la nobiltà napoletana per sbarrare la strada al crescente affermarsi della borghesia», *La scelta per il popolo di Alfonso de Liguori*, in *S. Alfonso Maria de Liguori e la cultura Meridionale*, a cura di F. D'Episcopo, Cosenza 1985, 13.

²⁴ P.L. Rispoli raccoglie le regole seguite dal Liguori: «1. Non bisogna accettare mai Cause ingiuste, perché sono perniciose per la coscienza e pel decoro; 2. Non si deve difendere una Causa con mezzi illeciti, ed ingiusti; 3. Non si deve aggravare il Cliente di spese indoverose, altrimenti resta all'Avvocato l'obbligo della restituzione; 4. Le Cause dei Clienti si devono trattare con quell'impegno, con cui si trattano le cause proprie; 5. È necessario lo studio dei Processi per dedurne gli argomenti validi alla difesa della Causa; 6. La dilazione, e la trascuratezza negli Avvocati spesso dannifica i Clienti, e si devono rifare i danni, altrimenti si pecca contro la giustizia; 7. L'Avvocato deve implorare l'ajuto da Dio nella difesa, perché Iddio è il primo Protettore della giustizia; 8. Non è lodevole un Avvocato, che accetta molte Cause superiori a' suoi talenti, alle sue forze, ed al tempo, che spesso gli mancherà per prepararsi alla difesa; 9. La Giustizia e l'Onestà non devono mai separarsi dagli Avvocati Cattolici, anzi si devono sempre custodire come la pupilla degli occhi; 10. Un Avvocato, che perde una Causa per sua negligenza si carica dell'obbligazione di rifar tutt'i danni al suo Cliente; 11. Nel difendere le Cause bisogna essere veridico, sincero rispettoso, e ragionato; 12. Finalmente, i requisiti di un Avvocato sono la Scienza, la Diligenza, la Verità, la Fedeltà, e la Giustizia». *Vita di S. Alfonso M. de Liguori*, Monza 1857, 30-31, riprodotto in REY-MERMET, 121. Per alcune caratteristiche dell'opuscolo di Rispoli ed il suo valore storico, cfr. WEIB, *Alfons von Liguori und seine Biographien*, 187-189.

me una pedana di lancio, che poteva proiettarlo verso la magistratura o incarichi ministeriali, ma, nonostante i sogni paterni, il giovane decide di fuggire dalle proposte mondane. Fuori del palazzo di giustizia, dai suoi processi e dal teatro, la cui musica lo affascina, egli, quale membro delle confraternite, dedica molto tempo all'adorazione del SS. Sacramento²⁵. Forse risale a quel periodo la sua prima scoperta degli uomini senza speranza, nel più grande ospedale napoletano Santa Maria del Popolo, sinistramente detto «degli Incurabili». Milletrecento malati in una «discarica di rifiuti» della società di Napoli, che morivano in condizioni scandalose²⁶. Attesta Berruti:

«[Alfonso] vi si recava, non una ma più volte la settimana; e quivi occupavasi a rassettare i letti, cambiare la biancheria, ad apprestare i medicamenti, a fasciar le piaghe, ad assistere agl'infermi in tutt'i loro bisogni, senza farsi vincere dalle nausee, dalla ripugnanza, o dai fastidii degl'infermi medesimi. E ciò adempiva con tanta ilarità di spirito e con tanto rispetto, da far conoscere, che ei serviva, ed onorava Gesù Cristo nella persona di quegli'infelici»²⁷.

Risulta decisivo l'incontro di Alfonso con i poveri di Napoli, nel cui volto vedeva quello di Cristo²⁸. Tale esperienza lo prepara alla scoperta ancora più radicale, quella che avviene più tardi, tra i pastori abbandonati di Santa Maria dei Monti.

Il periodo dell'avvocatura al Tribunale di Napoli è un tem-

²⁵ REY-MERMET, 134-135.

²⁶ Sessanta anni più tardi Galanti ha ancora modo di scrivere: «Le prigioni e gli ospedali sono le cloache di una società. Disonorano e degradano la specie umana». Quanto agli *Incurabili*, «esso non è che un luogo pestilenziale dove si accumulano e si moltiplicano tutti i mali». G.M. GALANTI, *Della descrizione geografica e politica delle Sicilie*, IV, Napoli 1790, capp. IV-VIII.

²⁷ BERRUTI, *Lo spirito di S. Alfonso*, 156-157.

²⁸ Alfonso si dedica ai poveri anche in un'altra confraternita, quella di S. Maria della Misericordia, detta «Misericordiella». I membri di questa organizzazione, oltre le preghiere alla Madonna, seppellivano gli indigenti del quartiere, mantenevano una locanda che ospitava gratuitamente i preti pellegrini o stranieri, curavano in un ospedale i preti indigenti servendoli personalmente, ed elemosinavano per i loro protetti; cfr. REY-MERMET, 136.

po favorevole per la crescita spirituale del Liguori²⁹ e per lo sviluppo di un autentico impegno cristiano verso il prossimo³⁰. Nella preghiera e nel servizio agli Incurabili, il giovane cerca una sorta d'integrazione spirituale tra l'intenso lavoro nei tribunali, le sue amicizie, i suoi divertimenti e le tensioni tra lui ed il suo ambizioso padre. Il giovane avvocato tenta di risolvere le sue difficoltà «a piè del Crocefisso»; combatte con il suo forte carattere per sottomettersi alla volontà del padre ed affrontare i dilemmi quotidiani secondo i comandamenti di Dio³¹. Nella meditazione davanti alla croce, incontra Cristo nel mistero della sua Passione ed entra nel meraviglioso mondo dove l'amore, unito alla sofferenza, diventa puro, sublime, divino³². Un segno tangibile delle esperienze spirituali di questo periodo è il cosiddetto «Crocifisso di Corani», dipinto da Alfonso a 23 anni. In pieno successo professionale, il giovane avvocato fa sgorgare dal suo cuore, per mezzo della pittura, un'immagine toccante di Cristo morente sulla croce, coperto di piaghe, introducendoci nel suo mondo spirituale: ricco, tenero e dignitoso³³. Il Crocifisso dipinto da Alfonso rappresenta una testimonianza della sua grande devozione per la Passione di Cristo, atto supremo dell'amore di Dio per gli uomini. La devozione, che diventa sempre più una comunione vitale con Cristo sofferente, gli apre nuovi orizzonti spirituali e lo conduce all'unione sempre più intensa con il Dio della misericordia. Essa trova il suo approfondimento teologico-spirituale nelle sue *canzoncine*, nel poema lirico-musicale «Duetto», e specialmente negli scritti spirituali.

Ogni anno a partire dal 1714, durante la Settimana Santa, Alfonso e il padre partecipano al ritiro organizzato dai gesuiti alla Conocchia o dai lazzaristi del Borgo dei Vergini. Questi riti-

²⁹ Cfr. TANNOIA, I, 12-16.

³⁰ Tannoia rileva, in questo senso, la conversione dello schiavo musulmano servitore di Alfonso che, colpito dalla testimonianza della vita cristiana del giovane cavaliere, dichiara: «mi sono mosso dall'esempio del mio padrone: non può esser falsa questa religione, in dove il mio padrone vive con tanta onestà e devozione». TANNOIA, I, 13-14.

³¹ Cfr. TANNOIA, I, 16.

³² Cfr. O. GREGORIO, *Sant'Alfonso contemplativo del Crocifisso*, in *Fonti vive* 15/4 (1969) 20.

³³ Cfr. F. CHIOVARO, *S. Alfonso*, Materdomini 1991, 26-27.

ri, sovente guidati da famosi predicatori, come il gesuita Nicola Maria Boviglione o il lazzarista Vincenzo Cutica, impressionano il giovane avvocato. In uno di questi, Alfonso approfondisce probabilmente una pratica, tipica della spiritualità di Vincenzo de' Paoli, chiamata «la conformazione al volere divino». In ogni modo, nel marzo 1722, durante gli esercizi condotti da Cutica secondo le idee della spiritualità della scuola francese, il Liguori vive la sua «conversione» uscendo da una specie di raffreddamento spirituale. Ascoltando alcune prediche sulle «verità e l'eccellenza di Gesù Cristo nostro Signore» e guardando lo sconvolgente quadro del Crocifisso, con le impronte bruciate dalle infuocate mani di un'anima dannata, decide di abbandonare definitivamente il mondo e le sue vanità³⁴. Da quel momento comincia a crescere nella sua esperienza spirituale, attraverso il dialogo interiore, estatico, con Cristo presente nell'Eucaristia. Tannoia, per rendere l'idea dell'intimità di questo rapporto, nota:

«Fra tanti frutti, che ricavò Alfonso in questi santi Esercizi, il massimo fu una speciale confidenza, ed una tenera divozione verso Gesù Sacramentato. Oltre la Comunione, che frequentava più volte nella settimana, giornalmente si diede a visitarlo esposto alla venerazione delle Quarant'ore in qualunque Chiesa vicina, o lontana che fosse. Non corteggiavalo per momenti, come si suole da' mezzamente devoti; ma stavasene a contemplarlo per più ore, con educazione del pubblico e con soddisfazione non poca del proprio cuore [...]. Siccome Alfonso non mancava esser grato a Gesù Sacramentato, così Gesù Sacramentato fu per esso, nel decorso di sua vita, la sorgente di tutte le grazie»³⁵.

Durante gli esercizi spirituali dell'anno successivo, Alfonso comprende davanti al Cristo Crocefisso la chiamata di Dio e si consacra a lui interamente; promette di cedere la primogenitura al suo fratello Ercole e di vivere solamente per Dio e la sua salvezza, nel celibato. Questo avvenimento rappresenta uno dei passi più indicativi del suo cammino spirituale. Con la promessa del celibato, il Liguori rende ancora più stretto ed intimo il suo rapporto con Cristo

³⁴ Cfr. REY-MERMET, 137, 142-143.

³⁵ TANNIOIA, I, 19.

e permette allo Spirito di operare fortemente nella sua coscienza. Diventa ancora più consapevole del volere divino operante in lui ed aderisce coscientemente al progetto divino, ancora non pienamente rivelato³⁶.

Per il giovane avvocato, l'anno 1723 segna una svolta radicale legata, alla difesa di una causa che deve comparire in ultimo appello davanti al Sacro Real Consiglio. Si tratta di un processo importante, in cui è coinvolto l'imperatore Carlo VI in persona; altre parti in causa sono: il duca napoletano Filippo Orsini di Gravina (1685-1734), nipote del papa Benedetto XIII ed il Granduca di Toscana Cosimo III de' Medici (1642-1723). Orsini affida la causa ad Alfonso M. de Liguori che, nonostante la sua giovane età, è annoverato già tra i più rinomati avvocati del Regno. Al cospetto di un documento, la cui falsità sembra evidente, Alfonso prepara l'arringa contro la lettera ed a favore dell'equità³⁷. Questo processo rappresenta la prima ed ultima sconfitta del giovane avvocato, dovuta non alla giustizia oggettiva, ma alla corruzione degli avvocati e alle pressioni dell'imperatore d'Austria, il quale non vedeva l'ora di sbarazzarsi degli Orsini, per poter far valere le sue pretese contro il Granduca³⁸.

La sconfitta è un vero colpo per Alfonso, il quale amaramente che anche la giustizia viene resa vuota dal potere: «Chinandò la testa tra il rossore e la vergogna, [l'avvocato] lascia per sempre il palazzo di giustizia, ripetendo: Mondo, ti ho conosciuto!»³⁹. Crollano così le illusioni giovanili del Liguori, con cui varca la soglia dei tribunali. Tuttavia, quest'esperienza raccoglie in

³⁶ Tannoia commenta: «Così soavemente la Grazia andavalo isponendo, per conseguire ciocché prefisso si aveva; così Alfonso corrispondeva anch'esso, non sapendone i motivi, e togliendone gli ostacoli». TANNIOIA, I, 19-20.

³⁷ Vereecke evidenzia che, il problema della priorità dell'equità sulla lettera della legge, è ben conosciuto e seguito da Alfonso (rappresenta una delle questioni del suo esame del Dottorato) nella pratica giudiziaria e quindi nella sua teologia morale. VEREECKE, *Sant'Alfonso giurista*, 265-282.

³⁸ Per gli approfondimenti sulla causa perduta dal Liguori: O. GREGORIO, *Ricerche intorno alla causa feudale perduta nel 1723 da Alfonso de Liguori*, in *Archivio storico per le Provincie napoletane* (nuova serie), 34 (1953-1954) 181-203; R. TELLERÍA, *San Alfonso M. de Liguori. Fundador, obispo y doctor*, II, Madrid 1951, 91-101.

³⁹ TANNIOIA, I, 22.

sé, non solo la rabbia del primo inaspettato insuccesso, ma soprattutto la disperazione di chi, d'un tratto, avverte tutto il vuoto del suo mondo⁴⁰; non solo quello dei giudici che il Liguori conosce bene, frequentando i centri più attivi, culturalmente e socialmente più illuminati. Oltre a perdere la causa, Alfonso perde la fiducia nella capacità dell'uomo di salvare il mondo attraverso le regole della giustizia, delle leggi e dell'onestà, nelle quali confida: esse però si rivelano inefficaci davanti alla corruzione dell'uomo e del mondo.

Per tre giorni senza mangiare, chiuso nella sua camera, Alfonso piange e riflette sulla sua amara esperienza⁴¹. Di fronte alla caduta improvvisa degli ideali di giustizia umana, si rivolge totalmente a Dio, cercando la sua giusta volontà. Cristo gli appare come unica speranza ed unico fondamento della sua vita. Nella logica di questa scoperta, decide di distaccarsi dal mondo corrotto; si congeda da tutti i clienti, interrompe le sue relazioni mondane e non frequenta più né teatro, né amici, né parenti. Dedica invece il suo tempo alla preghiera che pratica nella chiesa della Madonna della Mercede, al servizio nell'ospedale degli Incurabili ed alla lettura della vita dei santi. Questo periodo è segnato, inoltre, dalla forte tensione tra il giovane e il padre che, nella decisione del figlio di abbandonare la carriera d'avvocato, vede crollare i propri sogni.

Gli avvenimenti del 29 agosto 1723 richiedono una particolare attenzione, perché racchiudono un'esperienza spirituale che nella vita del Liguori provoca una svolta radicale. Quel giorno, Alfonso, essendo particolarmente teso, rifiuta energicamente l'invito paterno di partecipare alla cerimonia del «baciamento» del viceré Carlo VI, replicando: «Che vengo a farci? Tutto è vanità!». Dinanzi allo scatto di rabbia del padre, Alfonso cerca consolazione dagli Incurabili. Tannoia descrive così questa sua esperienza:

«Quivi l'aspettava Iddio. [...] Mentre, così afflitto, era tutto intento a servire quegli ammalati, nell'istante si vide circondato da una gran luce, e la Casa tutta andare sottopra, come se scossa

⁴⁰ Cfr. MAJORANO, *La scelta per il popolo*, 14.

⁴¹ Cfr. TANNIOIA, I, 23.

dal terremoto; ed in quel mentre una voce, ma sensibile al cuore, che gli dice: Lascia il mondo, e datti a me. Sorpreso Alfonso da tanta luce, seguìto a servire gli ammalati senza risolversi a cosa veruna. Calando dagl'Incurabili, dopo aver soddisfatto gli uffizj di pietà, di nuovo quando fu nel mezzo della scala, vide capopie' la Casa, e di nuovo con voce sensibile sente replicarsi: Lascia il mondo, e datti a me. Si ferma Alfonso; corrisponde all'invito, e quasi nuovo Saulo: Mio Dio, disse piangendo, ho troppo resistito alla vostra Grazia: Eccomi qua, fatene di me quello che volete»⁴².

Uscito dall'ospedale, Alfonso viene nuovamente illuminato dalla luce interiore e decide di consacrarsi completamente a Dio. Mentre si trova nella chiesa della Madonna della Mercede, in segno di distacco dal mondo e di appartenenza a Dio solo, depone la sua spada ai piedi della statua della Madonna⁴³.

I due eventi: la causa perduta ai Tribunali e l'esperienza mistica nell'ospedale di Napoli, rappresentano due tappe della stessa realtà spirituale. Il primo evento è l'introduzione al momento successivo, quello illuminativo, verificatosi agli Incurabili: la luce della grazia permette ad Alfonso di vedere il mondo senza maschere (Mondo, ti ho conosciuto!), di sperimentare la precarietà dei progetti e degli sforzi umani che non sono conformi alla volontà di Dio (Tutto è vanità!). Alla luce di questa scoperta, Alfonso risolve: «Addio, Tribunali!», e, staccandosi dal mondo, aderisce con convinzione al piano di Dio.

Il concetto del distacco dal mondo, che esprime l'aspetto «negativo» dell'adesione a Dio, emerge in modo evidente proprio da quest'esperienza personale e diventa in seguito preminente per la dottrina spirituale alfonsiana sulla volontà di Dio. Alfonso in realtà non rifiuta il mondo, non lo condanna, ma fa una struggente esperienza dei suoi limiti nella prospettiva della salvezza. Alla luce di questa, Alfonso comincia a valutare gli avvenimenti ed attua le proprie scelte, riaffermando una gerarchia dei valori veramente evangelica. Questa prospettiva rimane, da ora in poi, l'unico modo di percepire la realtà. In essa, Alfonso vede gli svi-

⁴² TANNIOIA, I, 25.

⁴³ Cfr. REY-MERMET, 154-156.

luppi della storia umana⁴⁴ ed inquadra, infine, tutto il suo insegnamento spirituale e morale⁴⁵.

L'esperienza dagli Incurabili produce non solo il distacco dal mondo, ma soprattutto una forte adesione a Dio – l'unica persona che non delude mai. Alfonso cerca una luce nella preghiera e nella meditazione davanti al SS. Sacramento. Trattando con Dio, leggendo la vita dei santi e servendo i malati⁴⁶, comprende veramente la chiamata di Dio: «lascia il mondo, e datti a me!». Questo invito non risulta essere frutto della speculazione razionale del giovane, è «spontaneo» ovvero proviene dall'esplicito intervento di Dio, del quale il Liguori diventa sempre più cosciente⁴⁷. Si tratta di una grazia di ordine mistico, nella quale Dio manifesta, in maniera chiara ed oscura insieme, il suo disegno: lasciarsi guidare da Dio, anzi, consacrarsi interamente a Lui.

Il Liguori risponde alla chiamata divina con prontezza: «mio Dio, ho troppo resistito alla vostra Grazia. Eccomi qua, fate di me quello che volete» e si sente chiamato a scegliere la strada del sacerdozio o della vita religiosa⁴⁸. Questa convinzione resiste ai nu-

⁴⁴ L'ultima grande opera del Liguori, scritta nel 1775, è una meditazione sulla storia umana nella prospettiva della salvezza; cfr. *Condotta ammirabile della divina Provvidenza in salvar l'uomo per mezzo di Gesù Cristo*, in *Opere di S. Alfonso Maria de Liguori*, Torino 1846, VIII, 787-840.

⁴⁵ Nell'introduzione alla prima edizione della sua teologia morale, Alfonso afferma: «Da molti anni ho pensato di offrire ai candidati della nostra piccola Congregazione del Santo Salvatore un libro, per mezzo del quale possano formarsi convenientemente, in breve tempo e in modo ordinato, nella scienza della teologia morale, tanto difficile, eppur così utile per la salvezza delle anime», *Medulla Theologiae Moralis R. P. Hermanni Busembaum Societatis Jesu Theologi; cum Adnotationibus per Reverendum Patrem D. Alphonsum De Liguorio, Rectorem Majorem Congregationis Sanctissimi Salvatoris* (editio prima), Apud Alexium Pellechium, Napoli 1748, citato da M. VIDAL, *Frente al rigorismo moral, benignidad pastoral, Alfonso de Liguori*, Madrid 1986, 231.

⁴⁶ Cfr. TANNIOIA, I, 23, 25.

⁴⁷ Tannoia, riportando probabilmente alcune espressioni del Santo, parla dell'evento in termini seguenti: «il Signore gli parla al cuore, quantunque prima non così come ora parlato l'aveva»; «gran spinta che Dio data l'aveva al suo cuore»; «si vede circondato da una gran luce, e la Casa andare sossopra come se scossa da terremoto»; «[sentì] una voce, ma sensibile al cuore». TANNIOIA, I, 25.

⁴⁸ Cfr. TANNIOIA, I, 29. Alfonso rivela al suo direttore spirituale Pagano: «Mi voglio vestir prete, oppure farmi religioso». H. ARBOLEDA VALENCIA, *S. Alfonso Maria de Liguori racconta la storia della sua vocazione*, in *SHCSR* 39 (1991) 266.

merosi ostacoli che, il padre di Alfonso, pone per scoraggiare il figlio dal compiere scelte radicali⁴⁹. Il giovane avvocato decide di sottoporre la propria convinzione alla verifica del suo confessore Pagano e degli altri⁵⁰. L'atteggiamento di farsi guidare nelle cose di coscienza, trasmesso ad Alfonso fin dall'infanzia nell'oratorio filippino assieme alla pratica del digiuno⁵¹ ed alla preghiera, diventano per sempre importanti mezzi di discernimento del disegno divino. Così, Cristo guadagna il primo posto nella sua storia personale, diventa Signore della sua vita. Tannoia annunzia solennemente:

«Alfonso Liguori trionfò del mondo, e del sangue; e nel giorno ventisettesimo del mese d'Ottobre, correndo l'anno 1723, avendo di età anni ventisei, e giorni ventisette, lasciò l'abito secolare, e vestì con gioia la divisa di Gesù Cristo»⁵².

⁴⁹ Tannoia nota, che Don Giuseppe ed i suoi amici adoperavano tutti i mezzi di persuasione, fino ad affermare che, l'illuminazione vissuta agli Incurabili «non era lume di Dio, ma diabolica illusione». Il fatto dimostra la complessità della situazione di Alfonso e la necessità di consultare le sue esperienze con autorevoli rappresentanti della Chiesa; cfr. TANNIOIA, I, 28-29.

⁵⁰ Tannoia scrive che Alfonso presenta la sua risoluzione a mons. Cavalieri, suo zio, a Vincenzo Cutica, lazzarista, al Canonico Pietro Gizzio, e finalmente anche allo stesso Pignatelli, cardinale di Napoli, cfr. TANNIOIA, I, 29. Si confida anche con gli altri: «Frattanto non mancava Alfonso di conferire giornalmente col P. Pagano suo Direttore i continuati lumi, che riceveva da Dio; la violenza, che la grazia facevagli al cuore; le spinte che provava; l'abborrimento al secolo; e l'ardenza, che in sé sentiva di vedersi quanto presto sciolto da tutto, per esser tutto di Gesù Cristo tra i figli di s. Filippo. Vedendo il savio Direttore, che la Grazia operava da vero, e che Iddio espugnato aveva, e fatto tutto suo il cuore d'Alfonso, lo animò anch'esso a voler corrispondere alla divina chiamata». TANNIOIA, I, 27.

⁵¹ Tannoia annota che Alfonso rimase nel digiuno due volte per tre giorni: dopo la perdita della causa d'Orsini e dopo l'illuminazione agli Incurabili; cfr. TANNIOIA, I, 22-23, 27; ARBOLEDA VALENCIA, *S. Alfonso Maria de Liguori racconta*, 266.

⁵² TANNIOIA, I, 29.

2. MATURAZIONE SPIRITUALE E PERCEZIONE DEL PROGETTO DIVINO (1723-1732)

La seconda fase dell'iter spirituale di Alfonso M. de Liguori, ha inizio con la conversione avvenuta presso gli Incurabili. Scoprendo il Dio di misericordia operante nella sua storia personale, il giovane avvocato si sente chiamato a non seguire più i propri progetti, ma ad aderire al disegno salvifico di Dio scegliendo la strada del sacerdozio. La preparazione al sacerdozio rappresenta un itinerario della maturazione spirituale⁵³ che porta il giovane alla scoperta della chiamata divina: fondare un istituto religioso per l'evangelizzazione dei poveri e delle persone spiritualmente abbandonate. Il Liguori intraprende il difficile cammino del discernimento della propria vocazione di fondatore, ed in seguito, dà vita alla prima comunità redentorista.

1.- *Formazione teologica e apostolato (1723-1730)*

All'età di 27 anni, dimostrando una certa maturità intellettuale, morale, ed anche una certa esperienza di vita, il Liguori intraprende gli studi nel seminario di Napoli come alunno esterno⁵⁴. Per la sua formazione teologica sceglie, come maestro, il canonico Giulio Nicolò Torni (1672-1756). È amico anche di alcuni gesuiti, tra cui l'erudito padre Pepe, dai quali può apprendere elementi della loro teologia e spiritualità. È legato anche ad uno studioso, Giuseppe Valletta, uno dei professori della sua laurea e proprietario della famosa biblioteca, alla quale Alfonso ha accesso⁵⁵. Prosegue gli studi per la conoscenza della Sacra Scrittura e dei Padri della Chiesa, scoprendo l'importanza del lo-

⁵³ De Meulemeester descrive la pastorale alfonsiana delle Capelle serotine: «Le ministère original des *capelle serotine* auprès des hommes du menu peuple, ainsi que son agrégation à la société des missionnaires de la Propagande, orientèrent son zèle, dès le début de son sacerdoce, vers l'apostolat populaire et l'acheminèrent au graduellement vers sa vocation définitive». M. DE MEULEMEESTER, *Histoire sommaire de la Congrégation du T. S. Rédempteur*, Louvain 1950, 21.

⁵⁴ Cfr. REY-MERMET, 125

⁵⁵ Cfr. CAPONE, *Le citazioni*, 301.

ro pensiero per la vita spirituale⁵⁶. Le materie dogmatiche sono insegnate da Torni, secondo la «Medulla theologica» dell'antigian-senista Louis Abelly (1604-1691), mentre nella morale regna il rigorismo della «Theologia moralis» di François Genet (1640-1703). Quest'ultimo libro obbliga il confessore alla severità ed esalta il rifiuto dell'assoluzione e l'allontanamento dalla comunione. Quasi tutti i maestri della morale di Alfonso, anche il prefetto dei casi delle Apostoliche Missioni (una congregazione di chierici secolari dove Alfonso completa la sua formazione al sacerdozio), e tutti i professori del seminario sono rigoristi⁵⁷. Tannoia attesta che il giovane chierico tiene «sommamente a cuore, abilitarsi in quelle scienze, che sono proprie di un tale stato», perciò, con la passione di un neofita, tipica del suo carattere, comincia anche a sviluppare la sua vita spirituale, secondo le inflessibili sentenze della morale di quel tempo⁵⁸. Questo fatto ha un forte influsso sul suo primo orientamento morale e spirituale. La rigidità delle idee che apprende, si rispecchia soprattutto nelle dure pratiche ascetiche intraprese per «calcare quanto più poteva da vicino le vestigie del Crocifisso», ed anche nel severo giudizio morale verso i propri atteggiamenti⁵⁹. Tale comportamento oscuro per molti anni la delicata coscienza del Santo con forti disturbi di scrupolosità⁶⁰, come testimonia il suo quaderno spiri-

⁵⁶ Nel 1761 il Liguori scrive: «Sono belle e buone le tante contemplazioni che sulla Passione hanno fatte e scritte gli autori divoti; ma certamente fa più impressione ad un cristiano una sola parola delle sagre Scritture che cento e mille contemplazioni e rivelazioni che si scrivono fatte ad alcune persone devote; mentre le Scritture ci assicurano che tutto ciò ch'esse ci attestano è certo con certezza di fede divina». *Considerazioni ed affetti*, 136.

⁵⁷ Nel 1764 Alfonso confessa: «Sappia V. P., ch'io nel fare gli studj ecclesiastici ebbi per miei direttori a principio maestri tutti seguaci della rigida sentenza; ed il primo libro di morale che mi posero in mano fu il Genetti (Genet), capo de' probabilioristi; e per molto tempo io fui acerrimo difensore del probabiliorismo». *Risposta apologetica ad una lettera d'un religioso circa l'uso dell'opinione egualmente probabile*, Venezia 1764, citato da L. GAUDÉ, *De morali systemate S. Alfonsi Mariae de Ligorio*, Roma 1894, 12.

⁵⁸ Cfr. TANNIOIA, I, 31.

⁵⁹ Cfr. *ibid.*, 32.

⁶⁰ F. Jones racconta l'esperienza di questi anni così: «The years of preparation for the priesthood had taken their toll. The combination of study, apostolic activity, the rigorous regime of corporal austerities together with grow-

tuale «Cose di coscienza», iniziato nel 1726⁶¹.

Grazie al canonico Pietro Marco Gizzio (1662-1741) che, oltre ad essere suo zio è anche superiore del seminario, Alfonso può conoscere più da vicino il pensiero e le opere dei grandi maestri spirituali: Teresa d'Avila e Francesco di Sales. La spiritualità teresiana, conosciuta sin dall'infanzia tramite la madre, diventa per il Santo, vera luce nel cammino verso la perfezione. Essa influenza la devozione personale del Liguori e quindi la sua dottrina; infatti, molti concetti e categorie, adoperate nelle opere spirituali alfonsiane sono tratte dall'insegnamento di Teresa d'Avila. Questa grande mistica spagnola, con il suo zelo e l'amore esclusivo per Dio, affascina il giovane, tanto da diventare modello di preghiera, eccellente esempio di conformazione al divino volere: modello di santità. Il seminarista la prende come madre, cerca di imitarla, impegnandosi con il voto a seguire sempre la volontà divina, ossia non far nulla se non «per Dio solo e la sua maggior gloria»⁶².

Entrando nelle Apostoliche Missioni, dove i sacerdoti ed i

ing anxieties of conscience which we shall have to examine at length at a later stage, proved too great for Alphonsus' physical and psychological resources with the result that towards the end of August 1726 he broke down in health, the first of at least three similar incidents in his life. The nature of his illness is not described for us but all indications are that it was psycho-somatic in origin, same form of nervous breakdown». *Alphonsus de Liguori*, 53-54.

⁶¹ Il quaderno spirituale «Cose di coscienza» si conserva in AGHR, SAM, VI, 10 (da ora in poi: CC). Le pagine 11 e 12, probabilmente tra le prime, riportano un esame di coscienza del diacono su alcuni giuramenti concernenti la castità, l'elemosina, il digiuno del sabato, la lettura spirituale, ecc. Sull'argomento degli scrupoli e del quaderno spirituale del Liguori: F. FERRERO, *La mentalidad moral de San Alfonso en su cuaderno espiritual «cose di coscienza» (1726-1742)*, in SHCSR 21 (1973) 198-258.

⁶² Cfr. TANNIOIA, I, 184 (per errore impaginata come 176). Alfonso prega Teresa d'Avila: «Favoritemi nelle mie azioni di impetrarmi grazia che da qui avanti imiti le vostre virtù, camminando la strada vera della cristiana perfezione. Assistetemi con modo particolare nell'orazione, ed intercedetemi da Dio parte di quello dono, che in voi fu sì grande, acciocché contemplando ed amando il Sommo Bene, i miei pensieri, parole ed opere non abbiano ad offendere benché leggermente gli occhi vostri e del nostro Dio». CC, 10. Il fatto che, nel 1743 Alfonso dedica alla Santa il suo primo libro, è l'emblema di questo legame spirituale; cfr. *Considerazioni sopra le virtù e pregi di S. Teresa*, in *Opere di S. Alfonso Maria de Liguori*, Torino 1846, II, 433-446.

seminaristi vengono preparati per la *missio ad gentes*, Alfonso incontra l'insegnamento del grande maestro dello spirito, nonché missionario, Francesco di Sales. Il suo «umanesimo devoto», che rileva l'amore di Dio per l'uomo, influisce molto sulla formazione spirituale del giovane che nutre il suo zelo missionario⁶³. L'equilibrio salesiano lo aiuta ad aprirsi ad altre correnti spirituali: come quella di Giovanni della Croce e di tanti discepoli di Ignazio di Loyola; ma, dopo Teresa, proclamata come sua madre, è Francesco il suo maestro spirituale.

Per il Liguori, l'approfondimento delle scienze ecclesiastiche rappresenta parte del cammino verso la santità: non dissocia mai dottrina e santità, sia nella sua vita, che nella sua missione. Data la sua resistenza al lavoro, dopo il seminario e le Apostoliche Missioni, frequenta le migliori accademie teologiche istituite a Napoli da sacerdoti illuminati⁶⁴. Grazie a questi circoli, Alfonso, non solo approfondisce la conoscenza della teologia, gli argomenti e le pratiche legate alla missione del sacerdote, ma incontra le persone a cui si lega con amicizia spirituale e che diventano i primi compagni dell'opera delle «Cappelle serotine», nonché della sua Congregazione. Il gruppo d'amici in cui Alfonso occupa un posto primario, diventa un ambiente privilegiato per la crescita e la maturazione spirituale verso la scoperta della vocazione di fondatore⁶⁵.

Un segno particolarmente importante per la formazione spirituale di Alfonso, viene dall'esercizio delle missioni fatte a Napoli e dintorni dai membri delle Apostoliche Missioni. Alfonso vi partecipa prima come osservatore, poi occupandosi dell'animazione delle preghiere e dei canti, dell'istruzione del catechismo per i bambini e delle visite ai malati ed agli anziani. Ordinato diacono, comincia la sua carriera di predicatore-missionario

⁶³ REY-MERMET nella sua biografia scrive: «Francesco di Sales, come lui [Alfonso], gentiluomo, avvocato, missionario, vescovo, venne scelto per modello e guida e preferito al severo Carlo Borromeo. Silvio Pellico e poi Giovanni Papini non a caso chiameranno Alfonso *il Francesco di Sales dell'Italia*». REY-MERMET, 185.

⁶⁴ Come esempio si può nominare la Congregazione de' Chierici, eretta nella Casa della Missione dei Lazzaristi; cfr. TANNONIA, I, 33.

⁶⁵ Cfr. REY-MERMET, 188.

nella parrocchia di San Giovanni a Porta con il commento all'invocazione di Isaia (63, 19): «Se tu squarciassi i cieli e scendessi...». Il tema scelto dal giovane rispecchia non solo l'ardore del suo amore per Cristo ed il suo zelo apostolico, ma soprattutto l'urgente bisogno di affermare la misericordia di Dio rivelata in Cristo⁶⁶.

Ordinato sacerdote il 21 dicembre 1726, Alfonso si dedica subito alle confessioni ed alla predicazione cittadina continuando a partecipare alle missioni popolari. Le spedizioni nei rioni più poveri di Napoli, o all'interno della Basilicata nel 1727⁶⁷, gli permettono di comprendere meglio il mondo degli abbandonati, portando equilibrio nella severa ascesi personale, causata dagli insegnamenti del seminario. I suoi sentimenti, che esprimono l'ardore spirituale di quel periodo, sono raccolti da Rispoli in forma di «comandamenti di buon sacerdote»⁶⁸.

⁶⁶ Nel 1758 Alfonso affronta lo stesso tema; cfr. *Novena del Santo Natale*, in *Opere Ascetiche*, IV, 21.

⁶⁷ Cfr. REY-MERMET, 195-204.

⁶⁸ Cfr. Rispoli (*Vita di S. Alfonso*, 78-79) riassume le idee alfonsiane in questo modo: «1. Sono sacerdote; la mia dignità supera quella degli angeli; dunque debbo avere una somma purità, e per quanto posso debbo essere un uomo angelico; 2. Iddio ubbidisce alla mia voce, ed io debbo ubbidire alle voci di Dio, della sua grazia e dei superiori ecclesiastici; 3. La s. Chiesa mi onora, ed io debbo onorare la Chiesa colla santità della vita, collo zelo, colla fatica e colla decora; 4. Offro Gesù Cristo all'eterno Padre, e debbo essere rivestito delle virtù di Gesù Cristo, e prepararmi a trattare con Santo de' Santi; 5. Il popolo cristiano mi considera come ministro di riconciliazione con Dio, e debbo io sempre essere caro a Dio e godere della sua amicizia; 6. Il giusto vuole col mio virtuoso esempio confermarsi nella buona e santa vita, ed io debbo dare buoni esempj sempre ed a tutti; 7. I poveri peccatori aspettano da me di essere liberati dalla morte del peccato, ed io debbo farlo colle preghiere, coll'esempio, colla voce e coll'opera; 8. Ho bisogno di forza e coraggio per vincere il mondo, l'inferno e la corruzione carnale, e colla divina grazia debbo combattere e vincere; 9. Mi debbo preparare colla sapienza per difendere la santa religione ed abbattere gli errori e l'empietà; 10. I rispetti umani e le amicizie del mondo le debbo odiare ed abborrire come cose d'inferno: queste cose discreditano il sacerdozio; 11. Debbo maledire l'ambizione e l'interesse come la peste dello stato sacerdotale: tanti sacerdoti per l'ambizione hanno perduto la fede; 12. Mi necessita la serietà e la carità, e debbo essere cauto, accorto, specialmente colle donne, ma non superbo, aspro né disprezzante; 13. Il raccoglimento, il fervore, la soda virtù, l'esercizio dell'orazione devono essere la mia continua occupazione, se voglio piacere a Dio; 14. Solo debbo cercare la gloria di Dio, la santi-

Malgrado l'influsso della rigida educazione, delle tendenze rigoriste del tempo e del problema personale degli scrupoli, il Liguori si distingue per la sensibilità e la delicatezza nei confronti dei penitenti. Attinge, infatti, all'esperienza personale della misericordia di Cristo che gli permette, col tempo, di vincere il carico dell'educazione ricevuta⁶⁹. Il fatto che Alfonso riempie i penitenti di «fiducia nel sangue di Gesù Cristo» e suggerisce i mezzi soavi della penitenza⁷⁰, dimostra, nonostante la rigidità verso sé stesso, il carattere positivo del suo concetto sull'uomo e la prospettiva piuttosto ottimista della salvezza. L'uomo, proprio perché redento dal Cristo nel sacrificio della croce, rappresenta un grande valore; egli va rispettato ed aiutato con amore per vivere un rapporto di amicizia personale col suo Redentore, ovvero, intraprendere la strada della santità. Il messaggio spirituale annunciato dal giovane sacerdote si concentra sul mistero di Gesù Crocifisso, fonte della misericordia di Dio. Lo annuncia non solo con le parole, ma specialmente attraverso la testimonianza della propria devozione⁷¹.

Un importante capitolo di storia della maturazione spirituale di Alfonso M. de Liguori, è rappresentato dall'opera delle «Cappelle serotine», nata dall'esperienza del Vangelo vissuto tra

ficazione dell'anima mia e la salvezza del mio prossimo, a costo anche della vita; 15. Sono sacerdote; devo ispirare virtù e glorificare il sommo ed eterno sacerdote Gesù Cristo».

⁶⁹ Tannoia nota: «Per quanto fosse austero con sé medesimo, aveva per gli altri, maggiormente co' peccatori, una mansuetudine indicibile, e sommarmente allettatrice». TANNIOIA, I, 39, 42. Alfonso lo conferma così: «In seguito però, applicandomi all'apostolato delle missioni, mi sono reso conto, che la dottrina benigna era seguita da molti di grande saggezza e probità». *Dissertatio scholastico-moralis pro usu moderato opinionis probabilis*, in *Dissertationes quatuor*, Torino 1829, 69-70.

⁷⁰ Il Liguori raccomanda i mezzi seguenti: la Confessione e la Comunione frequente, la Santa Messa, la meditazione della Passione di Cristo o dei Novissimi, l'adorazione, il rosario, cfr. TANNIOIA, I, 39.

⁷¹ Tannoia attesta, che Nicola Capasso, una delle personalità di spicco nell'ambiente culturale napoletano fino al 1730, famoso per le sue satire taglienti, venendo spesso ad ascoltare Alfonso offre una testimonianza decisamente positiva della predicazione alfonsiana: «Vi sento con piacere, perché voi predicate Cristo Crocifisso, e non già voi stessi». TANNIOIA, I, 35-36. In questa relazione dobbiamo cogliere l'assoluta precedenza, affidata da Alfonso al messaggio evangelico di Dio misericordioso.

gli abbandonati. Si tratta di gruppi popolari di conversione e di prima evangelizzazione, fondati sull'ambiente e caratterizzati dalla spontaneità; animati da laici che radunano, in un angolo di piazza o in un cortile, gli umili lavoratori e gli artigiani per evangelizzarli e per renderli evangelizzatori⁷². Nonostante la loro dimensione sociale sia notevole⁷³, il loro valore preminente è nella dimensione religiosa. Il risveglio evangelico, a cui Alfonso partecipa come protagonista assieme agli altri sacerdoti e laici, lo porta a riscoprire nei cuori dei poveri lo stesso bisogno del Vangelo e di Dio Redentore, che sente egli stesso, soprattutto dal momento della causa perduta. Anch'essi sono chiamati ad amare Dio, ad essere santi. A portarlo verso i poveri non è solo la brutale esperienza del vuoto del suo mondo aristocratico ed illuminato, ma soprattutto l'intrinseca carica del Vangelo⁷⁴. In questo modo, matura coscientemente il bisogno di evangelizzare una più ampia fascia di popolazione povera ed abbandonata e, inconsciamente, la divina chiamata di fondare un'opera religiosa, destinata a tale scopo.

Nel 1729 entra nel Collegio dei Cinesi, fondato da Matteo Ripa (1628-1746) per preparare i missionari per la Cina e l'Oriente; in tale circostanza lascia finalmente la casa del padre ed insieme ad alcuni amici delle Cappelle serotine comincia a nutrire un forte desiderio di evangelizzare gli infedeli. I congregati del Collegio vivono la spiritualità centrata sull'imitazione del Salvatore, che esige un grande zelo ascetico e missionario⁷⁵. Già

⁷² Cfr. TANNOIA, I, 33-40. Sullo stesso argomento Rey-Mermet scrive: «Le Cappelle serotine, furono non una talea delle associazioni o delle confraternite già esistenti, ma veramente una pianta nuova, una creazione originale dell'irradiarsi della fede di Alfonso tra gli umili». REY-MERMET, 220.

⁷³ Th. Rey-Mermet ricorda che: «Tannoia nel 1798 censiva settantacinque Cappelle con un migliaio di membri; Rispoli nel 1834 ne conterà un centinaio con circa trecento partecipanti ciascuna; proibite dalla rivoluzione del 1848, riprenderanno vigore dalla loro stessa brace e ritroveranno i trentamila fratelli nel 1894». REY-MERMET, 230. Da vedere anche: TANNOIA, I, 46; A. DE SPIRITO, *La parrocchia nella società napoletana del Settecento*, in SHCSR 25 (1977) 99.

⁷⁴ Cfr. MAJORANO, *La scelta per il popolo*, 16.

⁷⁵ Cfr. M. RIPA, *Storia della fondazione della Congregazione e del Collegio dei Cinesi*, II, Napoli 1834, 402-407. Canonicamente il Collegio dei Cinesi portava nome «La Sagra Famiglia di Gesù Cristo».

in quel tempo Alfonso si distingue «per la bontà della sua vita e lo dono di Dio, che aveva nel missionare»⁷⁶.

Alla fatica pastorale di quel periodo, il giovane sacerdote aggiunge una forte ascesi personale. Con l'esercizio delle penitenze, desidera «crocifiggere sé stesso e far guerra alle proprie passioni per così farsi santo»⁷⁷. La sua ascesi ha un unico scopo: «dar gusto a Dio», amare Dio diventando simile a Gesù Crocifisso che rappresenta l'eccelsa espressione dell'amore obbediente. Tutto ciò che non serve alla salvezza del mondo ed alla santità personale, ha poca importanza o addirittura disturba, come le passioni che cercava di dominare. Tannoia racconta di una prova spirituale, che Alfonso attraversa in quel momento:

«Avendo Iddio ritirata la mano dalle solite sue consolazioni, non viveva, dimorando in questo Collegio, che una vita arida e desolata. Nella Messa non ritrovava divozione: l'Orazione gli era di tedio: cercava Iddio, e nol rinveniva. Mi disse il P. Fatigati, che navigava di continuo contr'acqua, e che volendo esprimere il suo stato, soleva dire: Vado da Gesù Cristo, e mi ributta: ricorro alla Madonna, e non mi sente. Vale a dire, che quant'operava tra queste oscurità, tutto era guidato dalla pura fede, e non facevalo, che colla punta dello Spirito, risoluto di dar gusto a Dio, ancorché per esso non vi fosse né Paradiso, né Inferno»⁷⁸.

In questa prova, che mette in gioco la stessa immagine di Dio («Vado da Gesù Cristo, e mi ributta; ricorro alla Madonna, e non mi sente»), Alfonso cerca di ritrovare la fiducia, memorizzando nel suo quaderno spirituale i brani del Vangelo che attestano la bontà e la misericordia del Signore, morto sulla croce

⁷⁶ Tannoia riferisce, che lo stesso Matteo Ripa riconosceva il carisma particolare di Alfonso: «Conviveva fra noi, anche il Signor D. Alfonso Liguori, Sacerdote di molto credito, non tanto per la nascita, essendo Cavaliere di questa Città, quanto per la bontà di sua vita, e per lo dono di Dio, che aveva nel missionare. [...] Nutriva un animo assai pronto per andare nella Cina a predicare il S. Vangelo, come più volte si era espresso col proprio Direttore [p. Pagano]. Fidandomi io del suo zelo e talento, aveva a lui commesso quasi tutto il peso di questa Chiesa, in quello, che spetta il confessare e predicare, ed egli disimpegnava tutto con molto profitto delle anime». TANNIOIA, I, 51-54.

⁷⁷ Cfr. *ibid.*, 51-52.

⁷⁸ Cfr. *ibid.*, 53.

per la salvezza dell'uomo⁷⁹. Essa risulta, infatti, particolarmente difficile dal momento che egli si sente assalito dagli scrupoli. In un certo senso, tale situazione potrebbe essere inquadrata nella biblica esperienza di Saulo che, diventando cieco a Damasco, non sa riconoscere la strada giusta prima che Anania gli ridesse la vista (At 9, 8-19)⁸⁰.

La notte degli scrupoli sembra essere per Alfonso, paradossalmente, un'esperienza di maturazione spirituale che gli permette di entrare in una dimensione più profonda dell'amicizia con Dio. Egli assaggia di nuovo la debolezza umana, l'inadeguatezza dell'uomo che si fida delle proprie forze per rapportarsi con l'Altissimo. Il suo desiderio d'unione con il Signore sembra inaridirsi nell'oscurità dei dubbi, nell'incapacità di riconoscere la strada giusta, con il pericolo di perdere la mente, la vita e Dio. Col desiderio di conoscere il volere divino e camminare sulla strada giusta, nella difficile situazione di scrupolosità, Alfonso scopre la dimensione più profonda dell'obbedienza spirituale. Annota nel suo diario:

«Pagano: 1° gennaio 1730 – superare, e fare [ciò] che non è evidente male, senza fermarsi, senza discorrere, e trovar ragioni, distrarsi, ed operare coll'obbedienza di non trovar ragioni, nella prima sospensione operare senza fermarsi. *Qui vos audit me audit. Vade ad Ananiam*; così vuole Dio per la nostra umiltà»⁸¹.

⁷⁹ Alfonso nota: «Omnes homines salvos fieri. Haec est voluntas Dei sanctificatio vestra. Venite ad me omnes qui laboratis, et onerati estis. Eum qui venit ad me non ejectionem foras. In te, Domine, speravi, non confundar in aeternum. Beatus vir qui sperat in eo. Jacta super Dominum curam tuam. Et misericordia ejus super omnia opera ejus». CC, 50, 54, 54b.

⁸⁰ Il quaderno spirituale testimonia che Alfonso considera il suo stato come «cecità» (*ibid.*, 46), come lo stato in cui non si è «abile di conoscere», «non si vede» (*ibid.*, 43), in cui «si lascia il bene per soddisfare sé stesso», in cui si è sottoposti al pericolo di «ubriacarsi» volontariamente, potendo così perdere la mente, rendersi inabile» (*ibid.*, 45). Consigliato dal direttore, Alfonso nota: «Sempre vi mancherà la perfetta cognizione (essendovi quel timore) e la perfetta deliberazione, quando vi è la disposizione contraria, né espressamente si rievoca» (*ibid.*, 22).

⁸¹ *Ibid.*, 44-45.

Il Liguori arriva a constatare che «non vale il raziocinio, in questa oscurità mi devo lasciar guidare da chi vede»⁸² e sulle pagine del suo quaderno spirituale si leggono espressioni del tipo: «il confessore sta in luogo di Dio»⁸³. In realtà, considerando la scrupolosità come una croce datagli da Dio, Alfonso entra nella realtà profonda del consiglio evangelico: *qui vos audit me audit*, per trovare la volontà di Dio nell'obbedienza al confessore⁸⁴. Tale scoperta viene confermata anche dall'autorità dei santi, ed il Liguori registra volentieri le loro affermazioni nel suo quaderno. Con s. Bernardo di Clairvaux e s. Benedetto ripete: «*Qui vos audit me audit. Unde quod vice Dei praecepit homo, quod non sit certum displicere Deo, haud aliter accipiendum est, quam si praeciperet Deus*»⁸⁵. Riporta anche le parole di Filippo Neri, sottolineando delle espressioni di particolare importanza: «Quelli che desiderano far profitto nella via di Dio si sottomettano ad un confessore dotto, al quale obbedire in luogo di Dio [...]. Non esser cosa più pericolosa che volersi reggere di proprio parere»⁸⁶. Trova consolazione leggendo «Filotea» (c. 4) di Francesco di Sales: «Non troverete mai così sicuramente la volontà di Dio, quanto per il cammino di questa umile obbedienza, tanto raccomandata e praticata dagli antichi divoti»⁸⁷. Pertanto, dichiara con decisione: «Non (c'è) regola più certa per conoscere questa divina volontà, che l'obbedienza in tutto ciò che non è manifestato peccato»⁸⁸ ed aggiunge, con Teresa di Gesù, che bisogna «fidarsi della voce del confessore più che della voce *immediata* di Dio»⁸⁹.

Attraverso la dolorosa vicenda degli scrupoli, Alfonso M. de Liguori comprende che l'obbedienza è la regola sicura della

⁸² *Ibid.*, 42a.

⁸³ Cfr. *ibid.*, 35, 42, 48, 72-73.

⁸⁴ Un giorno il Liguori rivela al suo amico Salvatore Tramontano: «All'inizio della mia conversione, fui tormentato da ansietà e dubbio. L'ubbidienza cieca al P. Pagano mi liberò da quelle angustie». R. TELLERÍA, *San Alfonso M. de Liguori. Fundador, obispo y doctor*, I, Madrid 1950, 91.

⁸⁵ CC, 43, 72.

⁸⁶ *Ibid.*, 48.

⁸⁷ *Ibid.*, 73.

⁸⁸ *Ibid.*, 73.

⁸⁹ *Ibid.*, 73.

divina volontà⁹⁰. Grazie a quest'esperienza, vissuta nella prospettiva della passione di Gesù Cristo⁹¹, egli riesce a camminare nell'oscurità degli scrupoli, guidato dalla fede. Si avvale dell'obbedienza per discernere la volontà di Dio e prega per i suoi direttori e padri spirituali, perché siano aperti alla luce divina⁹². Non intende, quindi, la sottomissione ai confessori come una rinuncia della libertà di decidere, ma sceglie *coscientemente* il mezzo dell'obbedienza per operare secondo il volere divino, che «concorre alla sua salvezza»⁹³.

2.- Scoperta della propria missione tra gli abbandonati (1730)

Ordinato sacerdote, il Liguori diventa uno dei più autorevoli ed attivi missionari della cattedrale e, con il passare degli anni, rimane sempre più preso dalle missioni popolari nei dintorni di Napoli. In seguito alle faticosissime predicazioni della primavera del 1730 rimane a riposo per più di un mese. Durante questa convalescenza sulle montagne di Scala (Amalfi), in una specie di eremo sull'altipiano di S. Maria dei Monti⁹⁴, Alfonso, insieme ad alcuni compagni, incontra dei pastori che si trovano in uno stato d'abbandono civile, culturale ed in particolare, spirituale. Commosso e pieno di compassione, si dedica all'evangelizzazione di quella gente a cui la società e la Chiesa stessa nega l'accesso alla cultura ed al Vangelo.

«Fu questa l'occasione, e così Iddio fe conoscere ad Alfonso il gran bisogno spirituale, che si soffre dalle tante anime, che prive de' Sacramenti e della Divina parola, abbandonate marciscono per le campagne, e Paesetti rurali. Raccontava ei medesimo, che buona parte di quei contadini vivevano all'intutto dimentichi di Dio; e quello ch'è più, perché lontani da' Paesi, ignoranti ancora

⁹⁰ Cfr. *ibid.*, 77.

⁹¹ Cfr. *ibid.*, 50, 75.

⁹² Cfr. *ibid.*, 41, 51.

⁹³ Lo conferma una frase, evidenziata con le maiuscole nel bel mezzo del suo quaderno spirituale: «DUNQUE L'OBEDIENZA A GLORIA DI DIO». *Ibid.*, 82.

⁹⁴ Cfr. Tannoia, I, 61-62.

delle cose più necessarie; anzi tanti e tanti non si potevano abilitare alla Confessione, se prima non s'istruivano, e dirozzavansi ne' primi rudimenti della Fede»⁹⁵.

L'esperienza a S. Maria dei Monti è per Alfonso M. de Liguori un momento d'illuminazione divina: «per particolare ispirazione di Dio, concepì il gran disegno di applicarsi tutto alla coltura della gente più abbandonata della campagna, che conferì cogli altri compagni che seco colà si aveva portati»⁹⁶. Il coraggioso cammino del Liguori, quale futuro fondatore della Congregazione del SS.mo Salvatore (dal 1749 del SS.mo Redentore), comincia proprio in quel momento. Caione dice che Alfonso torna a Napoli «colla nuova risoluzione di istituire una Congregazione di missionari, tutta addetta alla coltura della gente più abbandonata della campagna, per conferire col suo Direttore e con altri uomini insigni in santità e dottrina»⁹⁷.

In realtà, non è la prima volta che Alfonso, con i suoi compagni, incontra la povertà e l'abbandono spirituale della gente di campagna. Tuttavia, proprio questa volta, a differenza dei suoi compagni, Alfonso percepisce l'ispirazione di Dio, che lo chiama a fondare un Istituto di missionari per l'evangelizzazione della gente abbandonata di campagna. Questo fatto, importantissimo, rappresenta una conferma alla particolare chiamata divina, è una rivelazione del divino volere e non soltanto una semplice presa di coscienza, seguita da una pia offerta a favore dei poveri. Risulta sintomatico, inoltre, anche il contesto spirituale di quest'ispirazione. Alfonso arriva al romitaggio di S. Maria dei Monti stan-

⁹⁵ Cfr. *ibid.*, 62.

⁹⁶ È un'affermazione di Gaspare Caione, nel processo di beatificazione; cfr. SACRA RITUUM CONGREGATIO, *Positio super dubio*, in *Positio super introductione causae*, Roma 1796, 30. Il confessore ordinario di Alfonso, Domenico Corsano, afferma: «Dispose il Signore che da detta occasione [a S. Maria dei Monti] venne egli ispirato a fondare una congregazione di missionari, il di cui istituto fosse stato addetto a procurare la salute delle anime delli paesi e villaggi rustici che stavano scarsi di aiuti spirituali». *Ibid.*, 29-30.

⁹⁷ *Ibid.*, 30. Tannoia ricorda ancora: «Non parti di certo col cuore da S. Maria de' Monti, né si lasciò addietro i suoi dilette pastori, e caprai. Considerando i loro bisogni ne piangeva, e pregava Iddio a voler prescegliere, tra' figli di Abramo, chi fosse per interessarsi per loro bene». TANNIOIA, I, 63.

co o, come si esprime Tannoia, «molto consumato» dalle fatiche missionarie. È proprio nel momento in cui si sente sprovvisto delle forze fisiche e spirituali, che arriva la chiamata di Dio a compiere un grande progetto della sua volontà. Questo fattore attesta il carattere profondamente evangelico dell'avvenimento: di fronte alla propria debolezza ed inadeguatezza, Alfonso deve comprendere che, in fondo, sarà Dio, a realizzare questo grande progetto della divina volontà. Il Liguori, difatti, parte da Scala piangendo e pregando Iddio di portare avanti la *sua* opera⁹⁸.

Non è privo di significato anche il contesto eucaristico e quello della preghiera, in cui il Liguori riceve l'ispirazione. Il soggiorno nel romitaggio comincia col situarvi il SS. Sacramento: «Quivi nell'atto che dava sollievo al corpo, ricreavasi nello spirito colla presenza di Gesù Sacramentato»⁹⁹. L'atmosfera di preghiera e la presenza di Cristo nell'Eucaristia costituiscono un ambiente privilegiato per conoscere la volontà divina, tanto da dare l'impressione di una «continuata e fruttuosa missione»¹⁰⁰. Ciò conferma la convinzione alfonsiana, espressa poi nei suoi scritti, che l'Eucaristia rappresenta l'ambito naturale per poter discernere il divino volere.

Domenico Capone rende evidente ancora un altro contesto, molto interessante, quale quello mariano. L'esperienza dell'evangelizzazione dei poveri sull'altipiano amalfitano coincide teologicamente e spiritualmente con la simbologia della statua della Madonna, ospitata nell'eremo dove soggiorna Alfonso. La Madre di Gesù, pensosa e regale nel volto e nel manto che l'avvolge, tiene con il braccio destro il libro aperto della Bibbia, la Parola rivelata (*Verbum revelatum*) e con il braccio sinistro il bambino Gesù, la Parola incarnata (*Verbum incarnatum*). La Vergine, in sostanza, indica un programma, un invito all'evangelizzazione che rende viva e fa vivere la Parola – volontà di Dio, e che comunica sacramentalmente il Cristo che si fa umanità e Chiesa¹⁰¹. L'Eucaristia, la Parola di Dio, la preghiera ed i poveri, hanno un

⁹⁸ Cfr. *ibid.*

⁹⁹ *Ibid.*, 62-63.

¹⁰⁰ Cfr. *ibid.*, 62.

¹⁰¹ Cfr. D. CAPONE – S. MAJORANO, *I redentoristi e le redentoriste. Le radici. Contributo alla storia religiosa del Settecento napoletano*, Materdomini 1983, 19.

significato particolarmente profondo per la formulazione e l'articolazione del concetto alfonsiano dell'uniformità alla volontà di Dio. Questi elementi costituiscono la base dell'esperienza spirituale del Santo e determinano le caratteristiche principali della sua visione della vita spirituale, focalizzata sulla volontà di Dio.

3.- *Discernimento del carisma di fondatore (1730-1732)*

Un periodo importante del cammino spirituale di Alfonso M. de Liguori, riguardante la formulazione del concetto della conformità al divino volere, è quello del discernimento della vocazione di fondatore¹⁰². Il progetto divino della fondazione del nuovo Istituto, dedicato all'evangelizzazione dei poveri nel quale Alfonso occuperebbe il ruolo di protagonista, incontra, fin dalla fase del discernimento, moltissime difficoltà. Queste ultime permettono al Santo di sperimentare la potenza del divino volere, che si rivela ed opera nella debolezza e nell'incapacità umana, malgrado i dubbi e le numerose contraddizioni. La divina volontà si compie spesso laddove finiscono tutte le speranze umane e mostra la sua forza nelle difficili prove dello spirito, vissute per amore.

Il Liguori, già a S. Maria dei Monti, come attesta Tannoia, condivide con i suoi compagni le ispirazioni ricevute. Tornato quindi a Napoli, per assicurarsi della volontà di Dio, confida tutto al suo direttore spirituale e serba nel cuore i lumi che continuano a farsi sentire¹⁰³. Ritornato a Scala, nel settembre dello stesso anno, durante gli esercizi spirituali nel monastero delle vi-

¹⁰² De Meulemeester scrive al riguardo: «Nous ne voulons pas nous appuyer outre mesure au sens littéral de ses témoignages [rapportés ci-dessus] pour soutenir que déjà, pendant ce séjour sur les hauteurs de Scala, Alphonse perçut un appel formel à créer une société de missionnaires. Il est plausible que ces témoins entendirent uniquement déclarer que cette première prise de contact avec ces pères ignorants fut le point de départ de toute la grande entreprise du saint; qu'il conçut dès lors les pensées contenant en germe la fondation qui se réalisera seulement quand d'autres éléments, dont nous aurons à parler, amèneront ce germe à maturité». DE MEULEMEESTER, *Origines*, 24.

¹⁰³ Caione afferma, che Alfonso partì per Napoli, «per conferire con il suo Direttore e con altri uomini insigni in santità e dottrina». SACRA RITUUM CONGREGATIO, *Positio*, 30-31.

sitandine, incontra suor Maria Celeste Crostarosa (1696-1755)¹⁰⁴. Su richiesta del vescovo di Scala e del direttore spirituale del monastero Tommaso Falcoia (1663-1743)¹⁰⁵, Alfonso esamina e conferma le presunte rivelazioni riguardanti la trasformazione della comunità delle monache in una nuova fondazione, secondo un particolare carisma rivelato alla Crostarosa. Da questo momento, tra Alfonso e Maria Celeste, si stabilisce una profonda amicizia spirituale¹⁰⁶. In una delle lettere¹⁰⁷, il Liguori, rincuora-

¹⁰⁴ Suor Maria Celeste Crostarosa, Giulia nel battesimo, entra nel 1718 nel Carmelo di Marigliano insieme con le sue due sorelle. Nel 1723 dopo la chiusura del Carmelo, vescovo Falcoia invia le tre sorelle Crostarosa presso le visitandine di Scala, di cui è il direttore spirituale. In seguito egli affida all'esame di Alfonso una nuova regola delle monache di Scala, che Crostarosa afferma di ricevere da Dio. Sulla storia delle redentoristine vedere: REY-MERMET, 275-297.

¹⁰⁵ Falcoia è religioso della Congregazione dei Pii Operai, amico e direttore spirituale del Matteo Ripa e del Liguori. Dal primo incontro nel 1729, nel Collegio dei cinesi, entra sempre più profondamente nella vita di Alfonso e del suo istituto: diviene rettore, maestro dei novizi e, per un triennio, superiore generale della congregazione. Dal 1720 è anche direttore spirituale del conservatorio di Scala. Vinvia 11 novizie, e nel 1723, anche le tre sorelle Crostarosa. Nell'ottobre 1730 diventa vescovo a Castellamare di Stabia, vicino a Scala; cfr. TH. REY-MERMET, *Il fondatore (1696-1732)*, in *Storia CSSR*, 152-154. Da vedere inoltre: T. GOFFI, *Vissuto e dottrina spirituali dal 1650 al 1800*, in T. GOFFI - P. ZOVATTO, *La spiritualità del Settecento, Storia di spiritualità*, VI, Bologna 1990, 128-129.

¹⁰⁶ Il 4 ottobre 1730 Celeste scrive: «Padre nel Signore diletterissimo [...] io vi trovo sempre mio compagno nelle mie povere e fredde orationi e unito al vostro spirito fo' le mie communioni e mi sete di compagnia... Il Signore benedica per sempre questa nostra amicitia per sua gloria et onore». A. SAMPERS, *Corrispondenza epistolare tra S. Alfonso e le monache di Scala, 1730-1733*, in *SHCSR* 23 (1975) 22. Alfonso risponde: «Ricevei le prime vostre lettere; con tanta mia consolazione in vedere la sola sopraccarta, che se n'avvidde ancora chi me le consegnò. [...] Già sono passati più giorni dalla mia dimora in Scala, e pure sto colla memoria così fresca di voi, come [se] ieri ne fossi partito (...) perché nel ricordarmi di voi, sento mi non so che, che non m'allontana, ma più m'unisce a Dio. (...) Le vostre lettere mi riescono saette che mi feriscono di Dio». *Lettere*, I, 1-2. Rey-Mermet lo conferma e sottolinea l'aiuto vicendevole nel discernimento della volontà di Dio: «Lo collegava con Scala una corrente di vita, interiore ed epistolare. Crescevano infatti la fiducia, l'amicizia, in una convivenza profonda, fatta di santità e di ascolto del disegno di Dio». REY-MERMET, 295.

¹⁰⁷ Cfr. *Lettere*, I, 1-8.

to dalla sincera relazione con le monache, esprime i suoi profondi sentimenti, rivelando nello stesso tempo alcuni concetti della sua coscienza spirituale di quel tempo:

«Amate dunque, non perdetevi momento; gli [a Dio] potete dare gran gusto, e ricordatevi che egli vi sta amando ogni momento e non perde tempo [...], parlategli d'amore più d'ogni altra cosa: ch  egli di questo più di tutto gode gli sia parlato. Amate Gesù, e sopra tutto amate il suo Cuore divino, la sua bella Volont . [...] Unitevi tutte alla sua volont , e poi dite: Signore, ci basta il tuo gusto, la tua gloria. Questo sia l'unico nostro interesse, che Dio resti intieramente glorificato sopra di noi»¹⁰⁸.

Il pensiero spirituale del Santo si concentra sull'importanza di «dare gusto» o di «dare gloria a Dio». Nella lettera, infatti, tali espressioni sono state adoperate scambievolmente ben pi  di dieci volte¹⁰⁹. Per Alfonso dare gusto a Dio consiste nell'amare, nel diventare santo mediante il compimento della sua volont , pi  che per mezzo di un'ascesi severa¹¹⁰. «Dare gusto a Dio»   un'espressione che viene intesa all'interno della relazione amorosa tra Ges -Sposo e l'anima-sposa. Il Liguori rievoca frequentemente quest'immagine biblica specialmente nelle lettere alle monache, sottolineando la precedenza dell'iniziativa di Dio nell'amore sponsale verso l'anima, ed inoltre che, il dare gusto a Dio, conformandosi alla sua volont ,   il miglior modo di rispondergli:

«Ah Figlie mie care! se sapeste come Ges  vi tiene tutte care, care nel suo cuore amoroso, e come sempre vi sta mirando, come sempre pensa a voi, come sempre vi ama, non potreste vivere, no, ma tutte morireste spasimando d'amore. Se dunque non morite, vivete all'amore, impazzite per Ges , sospirate sempre per questo divino Sposo ch'  tutto amabile e tutto amante. Voi ve l'avete scelto, fra tutti, per vostro Sposo; ma egli, prima di voi,

¹⁰⁸ *Ibid.*, 4-5.

¹⁰⁹ A.M. de Liguori esorta, per esempio: «Non vi raffreddate a pregarlo per me. Io, sacerdote chiamato ad acquistare anime, potrei essere di gloria di Dio; pregate che io gli dia gusto». *Ibid.*, 4.

¹¹⁰ Nel 1731 Alfonso scrive alle monache: «Che catenelle! Che cilizi! Vi mando una buona provvista di libri che, meglio di catenelle, possono aiutarvi a farvi sante». *Ibid.*, 8.

dall'eternità vi ha scelte, fra tutte, per sue spose dilette; e a chi potete dare i pensieri, se non li date a Gesù? Che cosa potete amare, se non amate Gesù? A Gesù dunque tutti i pensieri, a Gesù tutti gli affetti! E datevi a Gesù tutte senza riserba, ché così esso diventerà tutto vostro»¹¹¹.

Secondo Alfonso, l'amore dello Sposo, con una forza meravigliosa, richiede all'anima una risposta d'amore totale, senza limiti, perché l'amore di Cristo è senza limiti, non si ferma nemmeno di fronte alla morte. L'anima piena di *gratitudine* si sente spinta a consegnarsi allo Sposo interamente: non può appartenere più né al mondo, né a sé stessa. Tra i consigli dati alle monache, nella lettera sopraccitata, il più frequente, infatti, è questo: «donati tutta a Dio»¹¹². Il miglior modo per farlo è quello voluto da lui stesso: «dare a Dio tutta la volontà, perché lo Sposo la vuole tutta sua»¹¹³. Donando la propria volontà, l'anima dona a Dio il proprio cuore e si unisce con il cuore divino, con la sua «bella volontà». È un fatto molto eloquente, in questo senso, che nei piccoli biglietti personali rivolti alle singole suore, Alfonso usa sovente espressioni di tipo: «offro a Dio tutta la tua volontà, seguirò a dar la mia volontà a Gesù»¹¹⁴, aprendo le profondità della vita interiore, dove la persona dona sé stessa a Dio non attraverso le parole o le emozioni, ma donando a lui il suo volere.

Per configurare in tal modo la propria vita, è necessario fidarsi della bontà di Dio nelle vicende quotidiane, specialmente nelle situazioni difficili, nelle contrarietà e nelle desolazioni spirituali. In questi casi succede che l'amore non è accompagnato dai sentimenti, ma lo si vive abbracciando con amorosa «indifferenza» tutto quello che avviene:

«Fidiamoci di Dio, ancor per dargli gusto; perché vuole che ci fidiamo di lui. [...] Unitevi tutte alla sua volontà. [...] Questo è unico nostro interesse, che Dio resti intieramente glorificato sopra di noi; e poi vengano le disgrazie, gli abbandoni, le croci, le

¹¹¹ *Ibid.*, 10-11.

¹¹² In un'altra delle lettere, Alfonso scrive: «Spero di vederla tutta di Dio»; «[lo Sposo] ha preso l'impegno di volerla tutta sua». *Ibid.*, 7.

¹¹³ *Ibid.*, 6.

¹¹⁴ *Ibid.*

tempeste, le tenebre, le disperazioni, l'inferno: benvenuto! sempreché così piace a Dio; sempre è istesso Dio buono, degno d'esser amato»¹¹⁵.

La realtà spirituale, descritta in parole così concrete, accenna al concetto della volontà di Dio strettamente legato all'esperienza personale. Nella stessa lettera, infatti, Alfonso delinea il suo stato d'animo di quel tempo:

«Sappiate che sinora [...] sto al meglio della tempesta; sto, che alle volte non vedo né cielo, né terra, ma mi trovo dentro una caverna oscura, *ubi nullus ordo, sed terribilis horror inhabitat*. Sia sempre fatta la volontà del Sommo Bene! E sia di mandarmi dannato, se questo è di sua maggior gloria; questo sì, pregate per me che io non l'offenda, perché non è di gloria sua che io l'offenda. Del resto, Signore ecco mi qua: un inferno è poco per me»¹¹⁶.

Lo stato di desolazione spirituale, descritto nella lettera, è accolto e vissuto da Alfonso con determinazione, come disegno della volontà di Dio. Alfonso non riesce a cogliere il senso di quello che vive; infatti, definisce la sua situazione come: «il meglio della tempesta, dove non si vede né cielo, né terra», e la paragona ad una caverna oscura. Nondimeno la accetta per maggior gloria di Dio, riconoscendo in essa un disegno del Sommo Bene. Una situazione ostile, riconosciuta ed accettata come volontà di Dio, porta alla crescita spirituale, all'unione con Dio: «diamo il cuore a chi tocca, e cacciamone tutto quello che non è Dio; e per darglielo interamente, procuriamo d'uscirne ancora noi, acciocché Dio non trovi cosa che l'impedisca di pigliarne l'intero possesso»¹¹⁷. Così, l'anima viene spogliata di sé stessa, diventa «un nulla» nell'auto-donazione, proprio tramite le sofferenze e le difficoltà che vengono lette ed accolte alla luce della volontà di Dio. L'uniformarsi alla volontà di Dio nella desolazione è, quindi, un'esperienza di liberazione dal vano desiderio della santità fine a sé stessa. Il Liguori, difatti, nella stessa lettera,

¹¹⁵ *Ibid.*, 4-5.

¹¹⁶ *Ibid.*, 2-3.

¹¹⁷ *Ibid.*, 2.

apre il cuore al generoso desiderio della santità per gli altri: «farmi più pregare Dio per voi che per me: perché in quanto a me, cerco di rassegnarmi se Dio mi voglia, per mio castigo, far restare nel più basso della santità; ma per voi par che non sappia rassegnarmi, se non vi vedo tutte Serafine»¹¹⁸. Alfonso sottolinea anche l'importanza della solidarietà e del reciproco sostegno di preghiera, specialmente sul cammino del discernimento della volontà di Dio¹¹⁹. Per lui, la prontezza di accogliere le difficoltà permesse dal volere divino, rappresenta un segno d'amore verso Dio ed è l'oggetto del sublime desiderio spirituale. Tramite il dolore causato dall'amore, Dio opera nell'anima illuminandola, trasformandola e preparandola all'unione con sé: «prego il Signore che vi faccia un giorno bruciar in quell'inferno di S. Teresa mia, ove l'Amore è il carnefice dei cuori: Cor mio, confida e spera, che la tempesta ancor condurre sa talor la nave in porto»¹²⁰.

Durante l'inverno 1730-1731, Alfonso continua il suo lavoro missionario, cercando di seguire il volere divino nell'obbedienza al suo direttore spirituale Pagano ed al suo superiore, canonico Torino. Suor Crostarosa lo incoraggia, confermando il senso spirituale delle prove nella prospettiva della volontà di Dio¹²¹. In sostanza, la volontà di Dio appare un motivo sempre più saliente nei rapporti tra Alfonso e Celeste, legati dalla profonda confidenza spirituale e chiamati a fondare le nuove famiglie religiose¹²².

¹¹⁸ *Ibid.*, 4.

¹¹⁹ Il Liguori scrive, per esempio: «Non vi scordate di me; vedete che non parlo per cerimonia, lo dico con tutto il cuore: Pregate Gesù e Maria ognuna, come m'ha promesso, nell'orazione e nella Comunione, che io faccia sempre e solo la volontà di Dio. [...] Aiutiamoci in questa tempesta, dove stiamo in pericolo sempre di perdere Dio». *Ibid.*, 11.

¹²⁰ *Ibid.*, 5.

¹²¹ Celeste scrive: «Mio caro fratello, stiamo allegri qui nel mondo, crocifissi di pene. Ci affligga ogni umana creatura; ci opprimono l'incertezza, li dubbi, le pene delle nostre proprie miserie. Ci dia peso la presente vita, ci condanni ogni umano sapere. Nelli gusti eterni della volontà immutabile del nostro Dio non c'entrano queste miserie. Ci aggravi il corpo coll'infermità e debolezze, quanti si vuole. Nel cuore del nostro unico Bene tutte queste cose sono miele che cade sopra i viventi, per renderli simili al suo Figliuolo diletto». *SAMPERS, Corrispondenza epistolare*, 24-26.

¹²² Quel tema ha un'importanza fondamentale, specialmente nel contesto dell'obbedienza al direttore spirituale, al quale si conferiva il ruolo deter-

Tra ottobre e novembre del 1731, Celeste comunica al Liguori le proprie illuminazioni concernenti il progetto della fondazione del nuovo Istituto di missionari, dedito a salvare le anime spiritualmente abbandonate ed a guidare i fedeli alla perfezione. Precisa inoltre che, la volontà di Dio a lei rivelata, é realizzata per mezzo di Alfonso, come fondatore, nel cammino di pura fede¹²³. Falcoia conferma la rivelazione della Crostarosa ed anche incoraggia il Liguori¹²⁴: il Santo tuttavia sembra accogliere l'ispirazione in modo turbato: impaurito, confessa i suoi sentimenti al compagno Giovanni Mazzini (1704-1792):

«[Suor Celeste] mi ha detto, che io lasciassi Napoli, e fondassi qui un Istituto addetto solo a far Missioni per li Villaggi, e Paesi rurali, che avevano bisogno di aiuti spirituali [...] per esser quella la volontà di Dio: ma io come voglio fare? Non è cosa possibile per tutt'i versi? Voi sapete le mie applicazioni a Napoli, l'impegno delle Missioni, e altre cure per bene del Prossimo. Ed altre molte cose disse su questo particolare, ed esagerava l'impossibilità del riuscita, e nel tempo stesso, che non eseguendo l'insinuazione di quella Serva di Dio, si opponeva egli alla divina volontà, e perciò fra questi dubbi si sentiva mancar lo spirito, e venir meno. Allora io [Mazzini] procurai di consolarlo»¹²⁵.

minante nel discernimento e nell'approvazione delle presunte ispirazioni divine. Un tale discorso ha luogo anche durante gli esercizi spirituali, predicati da Alfonso per le monache di Scala nel settembre 1731; cfr. CAPONE - MAJORANO, *I redentoristi e le redentoriste*, 57-60. Crostarosa mette in dubbio la validità del direttore (Falcoia), che, secondo il suo giudizio, si lascerebbe dominare dal *giudizio proprio*; cfr. SAMPERS, *Corrispondenza epistolare*, 35-37.

¹²³ Crostarosa afferma: «Mi disse il Signore [...]. Dilli dunque da mia parte che mi piace che si affatighi per convertire i peccatori a penitenza; ma io ò gran gusto che si affatighi a condurre ancora quelle anime che camminano per il sentiere del divino amore al unione del mio Spirito. [...] Avvertisca però, se vuole veramente piacermi, fare tutto senza sé stesso. Io ò fatti a lui i migliori doni del mio puro amore, che sono nella pura fede, nella quale l'anima riceve, senza indennerli, riceve tutti quelli doni grandi che conducono al uldimo fine supremo della mia unione». *Documenta coaeva circa originem et foundationem nostri Istituti*, in *Analecta CSSR* 4 (1925) 234-235.

¹²⁴ Cfr. T. FALCOIA, *Lettere a s. Alfonso de Liguori, Ripa, Sportelli, Crostarosa*, a cura di O. Gregorio, Roma 1963, 88.

¹²⁵ SACRA RITUUM CONGREGATIO, *Positio*, 26-27.

Sorpreso dall'immensità del progetto, che da un lato supera assolutamente le sue forze e dall'altro conferma le sue ispirazioni ricevute a S. Maria dei Monti, il Liguori vive un momento piuttosto difficile. Per verificare il messaggio ricevuto «non manco disprezzare la visione, e trattar la Religiosa da pazza e fantastica. Si confondeva, ma non si arrendeva la Monaca; e quanto più Alfonso la contrariava, quella tanto più insisteva, che Iddio voleva da lui una tal'Opera in sussidio de' villani, e delle anime più abbandonate»¹²⁶. La situazione dell'incertezza, lo turba molto e «se non si diede addietro, per lo meno restò sospeso, e riservò quant'occorreva al prudente discernimento del suo proprio Direttore»¹²⁷. A questo punto comincia, infatti, la ricerca della volontà di Dio, segnata da tanti sforzi e sofferenze interiori dettate dall'incertezza. Anzi, da qui parte un intero movimento che coinvolge molte persone, alle quali Alfonso si rivolge per «accertarsi della volontà di Dio».

«Le operazioni della grazia se esser sogliono in pace e in tranquillità, anche questa volta in Alfonso erano tra mille agitazioni, ed affanni. La luce interna che l'assisteva, i consigli altrui e di uomini così illuminati, che maggiormente l'animavano, erano per esso motivi di confidenza: per l'opposto considerando sé stesso, le forze sue e li pochi talenti, che in sé conosceva, erano per lui motivi di angustia e di affanno. Voleva che per dar luogo alla luce, che l'assisteva, eseguire quanto credeva, che Iddio ricercasse dal suo ministero: non voleva e vedevasi agitato credendosi ardentissimo e temerario. Così angustiato qual'era, giunto a Napoli, si portò subito dal P. D. Tommaso Pagano, aprendogli il cuore, e confidandogli quanto in Scala eragli accaduto»¹²⁸.

¹²⁶ TANNOIA, I, 64. Sulla figura di suor Maria Celeste Crostarosa e sul suo influsso sulla fondazione e le regole dei Redentoristi: S. MAJORANO, *L'imitazione per la memoria del Salvatore. Il messaggio spirituale di suor Maria Celeste Crostarosa (1696-1755)*, Roma 1978; M.C. CROSTAROSA, *Autobiografia*, a cura di S. MAJORANO - A. SIMEONI, Materdomini 1998; ID., *Le lettere*, a cura di R. LIBRANDI - A. VALERIO, Materdomini 1996; D. CAPONE, *Suor Celeste Crostarosa e Sant'Alfonso de Liguori. Incontri-spiritualità*, Materdomini 1991; D. CAPONE - E. LAGE - S. MAJORANO, *La spiritualità di Maria Celeste Crostarosa*, Materdomini 1997; *Atti del Secondo Convegno di Studi Crostarosiani*, a cura di T. Sannella - S. Majorano, Materdomini 1998.

¹²⁷ TANNOIA, I, 65.

¹²⁸ TANNOIA, I, 65-66.

Di fronte all'opinione inizialmente contraria di Pagano sul progetto della fondazione, Alfonso decide di procedere con grande cautela ed di ascoltare il parere anche degli altri uomini illuminati e sapienti. Molti sono contro il suo progetto: membri del Collegio dei Cinesi, ancora di più quelli delle Missioni Apostoliche: specialmente il superiore Torno e perfino lo zio di Alfonso, canonico Gizzio. La notizia delle rivelazioni della Crostarosa, che confermano le ispirazioni ricevute a Scala, diventa paradossalmente una fonte di derisioni e di accuse contro il Liguori, considerato illuso dalle «fantasie di una monaca»¹²⁹. Tuttavia, egli cerca instancabilmente la volontà di Dio: «Io non mi regolo colle visioni, rispondeva umilmente, ma col Vangelo. Chi confida in Dio [...] può tutto, e spera tutto»¹³⁰. Intanto, continua il suo intenso lavoro missionario, ricco di diverse esperienze di carattere spirituale, come quella dell'abbandono morale delle povere masse dei popoli della campagna che accende la passione di Alfonso per evangelizzare gli abbandonati, le conversioni dei grandi peccatori e di intere popolazioni delle povere cittadine del Meridione. È da segnalare anche una forte esperienza di preghiera fino alle estasi contemplative, come quella legata ad un miracolo avvenuto nel santuario di Foggia, davanti all'«Icona Vetere»¹³¹. Per tutto quel tempo, il Liguori sperimenta l'obbedienza, con una chiara coscienza e particolare attenzione per compiere esclusivamente la volontà di Dio¹³². Tornando dalle missioni, costata il cambiamento dell'opinione di Pagano sulla fondazione. Quindi discute della questione con il famoso consigliere e predicatore lazzarista Cutica e con il gesuita Manulio.

¹²⁹ Tannoia nota che: «Fatta anche nota la visione della Monaca credevasi da tutti, ma s'ingannava ognuno, che sopra di quella si facesse da Alfonso tutto l'appoggio. Con questo supposto maggiormente incalzarono i dolori, e chiaramente avevasi da tutti per illuso». *Ibid.*

¹³⁰ *Ibid.*, 66-67

¹³¹ Cfr. *ibid.*, 57-61.

¹³² Tannoia ricorda un piccolo episodio, che dimostra l'obbedienza di Alfonso ai superiori e che riguarda una proposta della predicazione, presentata da alcuni canonici, ma non permessa dai direttori spirituali di Alfonso, che viene rifiutata da quest'ultimo con la spiegazione che «bisogna compiere esclusivamente il bene voluto da Dio». Cfr. *ibid.*, 61.

«Anche questi furono d'accordo col Pagano, che l'opera era di Dio, e di certo vantaggio per la Chiesa. Furono tutti e due così persuasi del volere di Dio, che animarono Alfonso a voler eseguire, ma senza perdita di tempo, quanto Iddio esigeva dal suo ministero»¹³³.

Tra la grande confusione creatasi negli ambienti ecclesiastici di Napoli, per la fondazione del nuovo istituto¹³⁴, Gizzio e Pagano consigliano al Liguori di cercare ancora la conferma di un domenicano, Ludovico Fiorillo (+1737) che godeva di grande autorità spirituale. Con umiltà ed apertura verso i disegni della Provvidenza, il Liguori si prepara all'incontro con lui raccogliendosi in preghiera. Chiede una luce spirituale per il maestro, affinché possa discernere il volere divino, e si dichiara pronto ad aspettare anche un anno per ricevere una risposta sicura¹³⁵. Fiorillo, esaminato il caso, dà presto una risposta affermativa dicendo:

«Andate, e fatevi coraggio, che l'opera è tutta di Dio; buttatevi nelle mani di Dio come si butta una pietra, che casca di sopra un monte dentro una valle; persuadetevi che avrete delle contraddizioni; ma fidate in Dio, che Dio vi aiuterà»¹³⁶.

Nonostante le difficoltà provocate dagli ultimi tentativi fatti dal canonico Torno e da Matteo Ripa, di dissuadere il suo dipendente dalla «diabolica suggestione», il Liguori è irremovibile nella sua convinzione, approvata perfino dal Card. Francesco Pi-

¹³³ *Ibid.*, 66.

¹³⁴ Il primo biografo racconta: «Un altro giorno, e vi erano presenti vari Canonici, essendosi reso ristucco il Canonico Gizzio di più vederlo così ostinato, non mancò sgridarlo avanti a tutti, e chiamarlo senza cervello, Uomo di propria intenzione, ed adoratore di sé medesimo. [...] Persone di somma autorità non esitarono farli in pubblico, alla presenza di persone anche rispettabili, una tiritera di rimprocci». *Ibid.*, 67.

¹³⁵ Tannoia nota: «Contemporaneamente si adoprò Alfonso in far porgere a Dio da varie Anime sante, in varj luoghi, delle fervide preghiere. Si raccomandò in ispezialità alle Religiose del Monistero di Scala. Queste, tra le altre, si posero in una quasi continua orazione. Ogni giorno vi era una mezz'ora di disciplina in comune: continue erano le astinenze, e i digiuni; chi cingevasi di catenette di ferro, e chi usava altra penitenza, e tutte vedevansi impegnate per ottenere da Dio ai Direttori di Alfonso quella luce, che si desiderava». *Ibid.*, 68.

¹³⁶ *Ibid.*, 69.

gnatelli¹³⁷, e comincia a radunare i suoi amici, disposti ad essere il fondamento della prima comunità della nuova Congregazione. Nell'agosto del 1732, sulla proposta di Fiorillo e di Pagano, si sottomette alla direzione spirituale di Falcoia per poter essere guidato ed illuminato dalla luce di Dio al riguardo della nuova vocazione¹³⁸. Il 9 novembre 1732, assieme ai primi compagni, dopo tre giorni di preghiera e di adorazione¹³⁹, durante la Messa solenne dello Spirito Santo, celebrata nella cappella dell'ospizio delle monache a Scala, dà vita all'Istituto del SS. Salvatore¹⁴⁰.

Purtroppo, fin dall'inizio nascono discussioni sulla regola e struttura del nuovo Istituto; inoltre affiorano radicali divergenze tra i primi compagni. Essi non si accordano né sulle regole, né sul fine (problema di gestione delle scuole), né sull'egemonia di Falcoia, e neanche sui particolari (come ad esempio l'abito)¹⁴¹: Alfonso così, abbandonato dagli amici, rimane solo con il primo fratello coadiutore, Vito Curzio.

La svolta così inaspettata, benché accolta con forza di spirito, è sentita come un colpo molto amaro per il Liguori. «Se la fiducia in Dio confortavalo per un verso, il demonio per l'opposto non mancava fomentargli nel cuore la più orribile confidenza»¹⁴². Per comprendere meglio il suo stato d'animo, occorre notare ancora il discredito e le derisioni dell'ambiente di Napoli, appena giunta la notizia della prima sconfitta. Questa forte pro-

¹³⁷ Il vecchio cardinale Pignatelli, per accreditare la persona e l'impresa del Fondatore tanto contestata, si esprime così: «si vede, che è vaso di elezione, e che lo Spirito Santo parla per esso». *Ibid.*, 74-75.

¹³⁸ Tuttavia, Alfonso si pone alcune condizioni e nota nel suo diario: «Soggezione a Falcoia: non s'intendono non aver più vigore i precetti di Pagano circa la mia coscienza [sic!], confirmatimi da lui per tutta la vita l'ultima volta, come sta notato. Né tal direzione di Pagano s'è intesa mai rievocata, né da me, quando mi sono soggetto a Falcoia; né da lui, rimettendomi a Falcoia: ma s'è intesa solamente farsi la soggezione a Falcoia per le cose future circa la mia nuova vocazione, come espressamente dichiarò Pagano l'ultima volta dicendo: è prudenza, quando ti regoli con Falcoia e Fiorillo, manifestando però Fiorillo; sicché inteso solo circa la vocazione». CC, 64.

¹³⁹ Cfr. REY-MERMET, 327-329.

¹⁴⁰ Oltre Alfonso, fondano il nuovo Istituto: Pietro Romano, Silvestro Tosquez, Vincenzo Mannarini, Giovanni Battista Di Donato e Falcoia.

¹⁴¹ Cfr. *ibid.*, 329-336.

¹⁴² TANNIOIA, II, 93.

va e molte altre, costringono il Fondatore a fidarsi ancora più di Dio, contro tutte le speranze umane e di fronte all'ignoto futuro della sua Congregazione. In modo così drammatico, il Liguori si persuade che Dio è l'unica speranza e l'unico fondamento del nuovo Istituto. Non può più fidarsi dei buoni propositi e delle generose aspirazioni degli amici che l'abbandonano, né di Falcoia che non vuole aiutarlo a sopportare la dura prova: «Signor D. Alfonso – gli scrive –, Iddio non ha bisogno né di Voi, né di verun altro: se vuole può senza di Voi stabilir quest'opera, e promuovere delle altre». Alfonso risponde con sottomissione: «Io son persuaso, Monsignore, che Iddio non ha bisogno di me, e dell'opera mia; ma io ho bisogno di Dio, e dell'opera sua: spero, ancorché solo, adempire al suo volere. Aggiungeva inoltre, che non aveva lasciato Napoli e non aveva rinunciato al Mondo per fare il Fondatore, ma per far solo la volontà di Dio, e per promuovere la sua gloria»¹⁴³.

Il Liguori vive il dramma dell'iniziale sconfitta nella profonda unione con Cristo, affermando: «solo per Gesù Cristo può sopportarsi una così grande desolazione», e trova la chiave di lettura di quest'esperienza nel Vangelo: discernere e seguire il disegno di Dio. Il Fondatore confessa «Ringrazio il Signore, che mi fortifica in mezzo a tante tempeste a resistere e non disanimarmi. Ho disgustato casa, amici ed Arcivescovo, voltando le spalle a tutti per obbedire a Dio». Egli comprende che, in realtà, il fondatore del nuovo Istituto è Dio e decide di realizzare con umiltà la sua missione. Con data 15 novembre 1732, scrive nel suo diario spirituale: «obbedienza di Falcoia di star forte per qualsiasi cosa che vedo o che sento de' compagni per l'istituto; se restassi anche solo, m'aiuta Dio. Obbedienza di non deliberare più»¹⁴⁴.

3. REALIZZAZIONE DEL PROGETTO DIVINO (1732-1787)

Superato l'insuccesso iniziale, insieme ad altri compagni che, nel frattempo iniziano a condividere il suo ideale, Alfonso si dedica all'apostolato delle missioni¹⁴⁵. Svolgendo questo lavoro,

¹⁴³ *Ibid.*, 94.

¹⁴⁴ CC, 66.

¹⁴⁵ Riguardo alle missioni ed alle attività apostoliche dei Redentoristi

approfondisce il suo legame con il Redentore: segue la sua volontà e sperimenta vera liberazione e felicità. Desidera con tutto il cuore, che i poveri e gli abbandonati, privi della cultura umana e cristiana, scoprano Cristo come fonte della loro dignità e della loro gioiosa redenzione-liberazione, pertanto realizza le nuove Fondazioni della prima comunità nelle zone povere e «prive di aiuti spirituali» e le fa diventare una «missione continua». Le sue missioni popolari, predicate tra la gente abbandonata, diventano un vero annuncio della redenzione. Secondo la visione alfonsiana, infatti, la comunità redentorista doveva incarnarsi tra gli abbandonati e diventare per loro una presenza viva del Redentore stesso¹⁴⁶. Il Liguori intraprende anche i primi sforzi per il riconoscimento ufficiale dell'Istituto, sperimentando la forza della Provvidenza che si rivela nella debolezza.

1.- Formulazione della proposta pastorale (1732 -1749)

I primi passi della comunità redentorista, sono mossi tra grandi ostacoli. Basta ricordare che, nonostante il chiaro intento del Liguori, la formulazione del suo progetto richiede circa 17 anni. Il Fondatore, nel faticoso processo di definizione delle regole, presta particolare attenzione a due punti fondamentali: «la priorità e la radicalità dell'impegno evangelizzatore verso gli abbandonati ed il riportare all'unità evangelica della vita apostolica tutti gli aspetti della dinamica, sia personale che comunitaria, sia spirituale che pastorale»¹⁴⁷. Secondo la visione alfonsiana, tutta

vedere: G. ORLANDI, *La missione popolare*, in *Storia CSSR*, 325-399.

¹⁴⁶ S. Majorano interpreta, in questo modo, la visione alfonsiana della comunità redentorista: «Così diventata vangelo e percepita come tale dai poveri poteva annunciare il vangelo in maniera che questi potessero comprenderlo come "lieta novella". E come il Redentore, non porsi limiti, non legarsi a questa o quella realtà, ma restare sempre dinamicamente tesa verso gli orizzonti e le realtà che la costante evoluzione del mondo dell'abbandono avrebbe additato». S. MAJORANO, *Il difficile e coraggioso cammino del Fondatore*, in *Piccola biblioteca del Segno* 7, Palermo 1987, suppl. al n. 11.

¹⁴⁷ MAJORANO, *Il difficile e coraggioso cammino*, 6. Il testo del «Ristretto» alfonsiano costituisce il punto d'arrivo dell'impegnativo lavoro: «L'intento de' Sacerdoti del SS.mo Salvatore è per seguire l'esempio del nostro comune Salvatore Gesù Cristo, d'impiegarsi principalmente sotto l'obbedienza degli Ordinarij de' luoghi nell'aiutare i paesi di campagna più destituiti di soccorsi spiri-

la vita dell'Istituto deve essere focalizzata sul «seguire l'esempio del Redentore», vale a dire sulla continuazione, sull'attualizzazione della sua presenza evangelizzatrice tra gli abbandonati¹⁴⁸. Questa, per Alfonso, è la volontà di Dio per la nuova Congregazione. Per rimanere fedele ad essa, nel concreto delle scelte personali e quelle della prima comunità, si avvale di una chiave operativa: il continuo discernimento e la conformazione, anzi l'uniformità al volere salvifico di Dio. Alla base di tale scelta, sta la forte convinzione che Dio opera in modo efficace nella storia umana ed è Autore ed Esecutore del progetto della salvezza per ogni uomo, quindi, per la nascente Congregazione. Alfonso riflette:

«Quale opera di Dio grande è stata mai appoggiata sugli appoggi umani? Dimmi quali appoggi umani ebbero le fondazioni di s. Francesco, di s. Giovanni della Croce, di s. Teresa? [...] Quanto più l'opere sono grandi, tanto più (Gesù Cristo) le fa nascere dal niente e da mezzo le contraddizioni, per farle da tutti ammirare e venerare per opera di Dio, e non per opera di uomini. E quale opera più destituta di mezzi umani che la predicazione dell'Evangelio? [...] Al nostro minimo Istituto, Gesù Cristo vi vuole uomini morti alla volontà propria e al proprio giudizio, e di più uomini che han posta tutta la confidenza in Dio, e non già ne' mezzi umani»¹⁴⁹.

Pertanto, il Liguori non si fida solamente delle proprie intuizioni e delle proprie capacità, ma cerca di discernere il volere di Dio alla luce dell'obbedienza, mettendo in gioco anche lo stesso progetto dell'Istituto. Quest'atteggiamento si evidenzia in particolare modo nel contesto dei difficili rapporti con Falcoia, guida

tuali. Saranno ad instar delle Congregazioni de' PP. della Missione, e de' Pij Operarij e Filippini. Ma col distintivo assoluto di dover sempre situar le loro chiese e case fuori dell'abitato e in mezzo alle diocesi, affine di andar girando con maggior prontezza colle missioni per i paesi d'intorno; ed affine insieme di porgere in tal modo più facilmente il commodo alla povera gente di accorrere a sentir la divina parola e prendere i sacramenti nelle loro chiese. Le Regole prescritte per questo intento saranno dodici, circa dodici virtù cristiane più principali». *Ristretto*, in *SHCSR* 16 (1968) 385.

¹⁴⁸ Cfr. MAJORANO, *La scelta per il popolo*, 22-23.

¹⁴⁹ *Lettere*, I, 38.

spirituale di Alfonso e direttore dell'Istituto. Il vescovo di Castellanare rimane in palese disaccordo con il Fondatore, sostenendo che lo scopo principale della Congregazione è: «l'imitare la vita di Divin Maestro e le sue dodici virtù». Prospetta, di conseguenza, una dicotomia, dando la priorità alla santificazione personale (imitazione del Divin Maestro tramite le virtù) e considerando l'evangelizzazione degli abbandonati soltanto uno scopo *secondario* dell'Istituto. L'idea del Liguori, invece, non aspira a «copiare» le virtù del Maestro nella ricerca della perfezione, ma propone, in una visione unificante, di continuare («seguire l'esempio») la vita del Redentore annunciando la Buona Novella ai poveri.

Nonostante questa forte divergenza, Alfonso resta sottomesso a Falcoia nella direzione spirituale, non venendo mai meno alla fedeltà, primo intento percepito sulle montagne di Scala, confermato anche da molte autorità spirituali napoletane e dalle intuizioni della Crostarosa. La situazione provoca, chiaramente, molte tensioni interiori nel Fondatore che spesso lo costringono a cercare difficili compromessi. Nello stesso tempo, egli dimostra umiltà, libera obbedienza e pacifica accondiscendenza che, per undici anni, ispirano i suoi rapporti con l'invadente direttore Falcoia. Il Liguori si trova sovente sull'orlo della sopportazione, di fronte ai tentativi del Vescovo di imporre la sua visione, ma, rimanendo fedele al voto d'obbedienza, difende l'intento primitivo e permette all'Opera di realizzarsi secondo il volere di Dio¹⁵⁰. Il Fondatore segue la strada dell'obbedienza, considerandola una «via ordinaria» per conoscere e realizzare la volontà di Dio. L'obbedienza, spesso difficile perché richiede grande umiltà e mette frequentemente alla prova, è per lui il cammino sicuro verso la santità. Il momento di crisi nei rapporti tra il Liguori e la Crostarosa, riguardante l'obbedienza al petulante Falcoia¹⁵¹, evidenzia chiaramente le convinzioni del Santo. Una lettera di Alfonso, scritta in quel contesto alla Crostarosa, dimostra che il compimento della volontà di Dio tramite l'obbedienza è per lui un'equivalente di perfezione e di santità:

¹⁵⁰ Cfr. TH. REY-MERMET, *Alfonso de Liguori, un uomo per i senza speranza*, Roma 1987, 119-122.

¹⁵¹ Cfr. REY-MERMET, *Il fondatore*, 177-180.

«Ma sappi, che io in ciò non seguito le tue rivelazioni, come ti scrissi da principio; ma seguito solo la via ordinaria e sicura della santa obbedienza de' miei Padri spirituali, alla quale via sta promessa da Gesù Cristo quella sicurezza di accertare la volontà di Dio, che non sta promessa a tutte le rivelazioni del mondo, come dicono tutti i Maestri di spirito. [...] Io perciò dunque, come sai, dall'obbedienza sono stato posto tutto in mano di Falcoia, e così spero sotto l'obbedienza di vivere e morire. Se tu seguiti altra via, a rivederci alla fine, dove anderai a parare. Io, se faccio l'obbedienza, certamente mi farò santo; e tu, avendo lasciato la tua guida, non sò se ti farai più santa»¹⁵².

L'amore e la dedizione totale di Alfonso ai poveri fa sì che egli diventi, sempre di più, uno di loro. La sua identificazione con questi ultimi è così profonda che, a poco a poco, attraverso le missioni e le fondazioni fatte tra gli abbandonati, egli va scoprendo ed approfondendo il mistero del Redentore crocifisso¹⁵³. La sua radicale conversione lo porta ad accettare la società dei poveri che diventa il luogo costante dell'incontro con Cristo. L'amore speciale per i più abbandonati scaturisce, come si può ben capire, dall'esperienza che egli fa costantemente dell'amore intimo del divino Redentore. È questo amore che lo spinge a cercare sempre il divino volere, rinunciando a tutto ciò che non porta all'attuazione del progetto di Dio. Il suo distacco dal mondo è, in realtà, una conseguenza diretta dell'adesione al disegno divino. In funzione di questa scelta, il Liguori si fa veramente povero tra i poveri, mettendo al servizio del Vangelo tutti i beni materiali, la sua stessa cultura ed educazione, le sue doti artistiche, il suo sacerdozio, la stessa salute, l'attività pastorale e letteraria.

Il mistero del Redentore crocifisso occupa sempre il posto centrale nella spiritualità di Alfonso e diventa, sempre di più, l'oggetto del suo annuncio nelle missioni e nella direzione spirituale. La croce di Cristo è per lui il segno dell'infinita bontà del Signore, che «non caccia niuno che lo cerca di cuore». A lui bisogna dunque fissare lo sguardo nelle sofferenze, a lui offrire le pene e le tribolazioni. Il Fondatore sperimenta che «ha poco amo-

¹⁵² *Lettere*, I, 27.

¹⁵³ Cfr. S. MAJORANO, *Il popolo chiave pastorale di S. Alfonso*, in *SHCSR* 45 (1997) 74.

re chi poco desidera patire». Nei patimenti, raccomanda, dunque, di cercare solo Dio: «Sposo, non voglio le tue consolazioni, ma voglio solo te», e, fiducioso nel continuo intervento divino, insiste: «lasciate fare a Gesù»¹⁵⁴.

All'epoca, il Liguori si distingue anche come guida spirituale, esperta ed equilibrata che, come Teresa d'Avila, ravvisa nella preghiera un mezzo eccellente dell'unione con Dio tramite la volontà¹⁵⁵. Rimane sempre convinto che, l'esercizio di uniformarsi alla volontà divina nella preghiera, fa avanzare le persone nel cammino di fede, che è indispensabile per unirsi al Signore nell'amor puro¹⁵⁶.

L'esempio di Alfonso affascina molti che, attirati dalla bellezza del suo rapporto con Dio e dal radicalismo della sua scelta, decidono di partecipare, anche loro, a quest'esperienza spirituale, diventando i suoi compagni nell'evangelizzazione degli abbandonati¹⁵⁷. Il Fondatore propone, ad un nuovo aspirante, la strada della perfezione espressa nei termini della volontà di Dio: «Noi non vogliamo che porti né robe né denari; qui non ti mancherà mangiare e vesti. Qui non si pensa né a casa, né a parenti, né a lontani; si pensa solo ad amare Dio e fare perfettamente la sua volontà»¹⁵⁸. Grazie ai nuovi compagni, il Liguori riesce a soddisfare le richieste delle missioni nelle zone povere della Campagna e ad aprire le prime case dell'Istituto, dove formare i giovani Redentoristi¹⁵⁹.

¹⁵⁴ *Lettere*, I, 52-53.

¹⁵⁵ Cfr. *ibid.*, 84.

¹⁵⁶ In una lettera di direzione spirituale, Alfonso spiega la sua visione spirituale adoperando il concetto della conformità al divino volere: «Per l'orazione poi sta attenta, non t'inquietare affatto per le distrazioni; quando ti avvedi della distrazione, torna a Dio, ma con soavità e senza sollecitudine, e non stare mai a riflettere poi quello che hai fatto nell'orazione; cerca sempre di unirti con Dio con la volontà, ma sempre con atti soavi e senza forza. Leggi un poco e poi lascia, e contentati di camminare per questa via di fede oscura, ch'è la più sicura per farti santa; ne cercare di trovare Dio coi sensi: basta trovarlo coll'amor puro e con la volontà». *Ibid.*, 51.

¹⁵⁷ Cfr. REY-MERMET, *Uomo per i senza speranza*, 86-107.

¹⁵⁸ *Lettere*, I, 33.

¹⁵⁹ Alfonso fonda nel 1734 la prima casa dei Redentoristi a Villa degli Schiavi (oggi: Villa Liberi) e poi seguono altre fondazioni: Ciorani (1736), Nocera dei Pagani (1742), Deliceto (1744), Materdomini (1746).

La difficile opera delle nuove fondazioni è vissuta dal Liguori con particolare attenzione ai decreti della divina Provvidenza. Le possibilità, che improvvisamente si aprono, sono intese come degli inviti ed incoraggiamenti di Dio, le sconfitte sopportate con coraggio e sottomissione, come espressione della volontà dal Signore piena di bontà. Ciò che stupisce, è la convinzione di Alfonso che le vicende della vita non sono il risultato di un cieco destino o un effetto delle decisioni umane, buone o cattive, ma che in esse si rivela il misterioso progetto divino, sovente oscuro per gli occhi dell'uomo. Malgrado le numerose difficoltà, Alfonso rimane sempre fiducioso e si affida alla Divina Provvidenza, operante nelle vicende della sua giovane Congregazione¹⁶⁰. Un eloquente esempio è il comportamento del Fondatore durante i lavori dell'ampliamento della casa di Ciorani (SA), per trasformarla in un alloggio adatto anche agli esercizi spirituali per il clero e per i laici. Alfonso raccomanda ai novizi una continua preghiera ed al rettore della Casa, sfiduciato per la mancanza dei mezzi materiali, risponde:

«Noi, Padre mio, non dobbiamo fabbricare, come costumano i secolari, che prima uniscono il denaro e poi mettonsi a fabbricare: dobbiamo regolarci tutto l'opposto: prima si deve intraprendere la fabbrica e dopo aspettar dobbiamo dalla Divina Provvidenza quanto bisogna»¹⁶¹.

La Provvidenza, infatti, non si fa aspettare a lungo: grazie alla generosità della gente e ad alcune misteriose coincidenze, gli aiuti arrivano veramente e la gente assetata del Vangelo può essere ospitata nella nuova Casa. Questo evento e molti simili sono per Alfonso una consolazione, dopo momenti di buio, rappresentano una forte conferma della sua convinzione interiore; che Dio non abbandona mai coloro che hanno fiducia in Lui e l'uniformità al suo volere è la chiave della vita cristiana.

Dopo la morte di Falcoia (1743), la Congregazione riesce finalmente a raggiungere la sua piena autonomia ed il suo svi-

¹⁶⁰ Cfr. *ibid.*, 103.

¹⁶¹ TANNOIA, II, 146 (la numerazione, nell'edizione anastatica del 1982, comporta due pagine 146).

luppo adulto. Dopo dieci anni dalla fondazione, il 9 maggio 1743, Alfonso M. de Liguori viene eletto rettore maggiore¹⁶² e, con unanime consenso del Capitolo, emette assieme ai confratelli i tre voti religiosi. La professione dei voti non determina solamente l'aspetto giuridico della Congregazione ma, nella visione del Liguori, costituisce una tappa importante del cammino spirituale della giovane Comunità, in cui i suoi congregati si uniscono con il Redentore per continuare la sua missione tra i poveri. La professione religiosa è vista come un atto di dedizione totale della volontà di ognuno dei congregati a Cristo ed alla sua volontà evangelizzatrice, rafforzato peraltro dal voto di perseveranza, introdotto fin dal 1732¹⁶³. Una pagina di grande valore spirituale, scritta da Tannoia, illustra così quest'evento:

«Fin'ora erasi vivuto in Congregazione senza legame, [...] così Alfonso disponeva anch'esso i suoi Congregati ad una vita più santa, e più perfetta. Benchè da tutti fin'ora si fosse vivuto, come dissi, collo spirito di povertà, e di una cieca ubbidienza [...] tutto era libero, e spontaneo; ma perchè lo spirito nelle case religiose, anzicchè crescere, di ordinario manca, Alfonso volendo formare, come proposto si aveva, una comunità apostolica e tutta santa, spesso spesso metteva in veduta de' suoi il maggior merito, che presso Dio si acquista, quando con voto se li dedica la propria volontà, e spogliati ci vediamo di ogni cosa terrena. "Iddio, diceva, si compiace più, se ciò che spontaneamente si pratica, offerto gli sia con una volontà, che ritrattar non si possa. Un frutto regalato, soleva anche dire, è gradito; ma se col frutto vien donata la pianta, molto più aggrada: senza il voto si dà a Dio il frutto, ma non la pianta: col voto si dà la pianta insieme col frutto»¹⁶⁴.

Nel 1747 iniziano, tra il vigoroso lavoro missionario e quello della formazione dei giovani Redentoristi¹⁶⁵, i numerosi

¹⁶² È significativo quanto confessa il Liguori: «Il Governo, l'ho accettato per ubbidienza, e l'ubbidienza sola mi ci tiene». *Lettere*, I, 119.

¹⁶³ Cfr. REY-MERMET, *Uomo per i senza speranza*, 116-118.

¹⁶⁴ TANNOIA, II, 113.

¹⁶⁵ Una priorità nell'insegnamento dei nuovi Redentoristi è data al corso di teologia morale, tenuto da Alfonso fin dal 1743 nel noviziato di Ciorani, TH. REY-MERMET, *Dalla fondazione all'approvazione pontificia (1732-1749)*, in *Storia CSSR*, 231-233.

tentativi del Liguori di conseguire il riconoscimento legale del nuovo Istituto da parte del re. È un'impresa estremamente difficile nell'epoca del regalismo, più virulento a Napoli che altrove, in reazione al vassallaggio del Regno preteso dalla Santa Sede¹⁶⁶. Per ricevere il riconoscimento regio, la Congregazione deve ovviamente precisare le Regole. Già l'assemblea elettiva, del 9 maggio 1743, decide di osservare totalmente e riunire organicamente le Regole e le Costituzioni lasciate da Falcoia¹⁶⁷. L'assemblea del 20 ottobre 1747, infatti, vota le Regole e le Costituzioni concernenti le virtù del mese ed un allegato sul governo dell'Istituto, chiamate «Regole primitive», mai promulgate né mai approvate dalla S. Sede. Dalla stessa assemblea è approvato anche «il Regolamento» per le missioni che, eccetto l'introduzione di Falcoia, è interamente opera del Liguori.

I tentativi dell'approvazione incontrano, purtroppo, categorici rifiuti da parte del re; anzi, alcuni degli alti rappresentanti del governo del Regno intraprendono minacciose manovre per sbarazzarsi del Fondatore, destinandolo a una sede vescovile di nomina regia. Tuttavia, il Liguori rimane fermo nel suo proposito e, fiducioso, continua i tentativi per legalizzare l'Istituto.

Nel 1748 appare la possibilità per l'approvazione pontificia delle Regole. Alfonso presenta al Card. Spinelli (1691-1754), un riassunto delle Regole, detto «Ristretto», che sostituisce l'ideale di Falcoia sulla Congregazione con quello del Fondatore e, per facilitare in seguito un'eventuale approvazione regia, non parla

¹⁶⁶ Rey-Mermet afferma: «Il Concordato del 1741 non aveva previsto statuti per le nuove Congregazioni. La sola legge vigente si trovava nella circolare segreta del 1740 ai governatori delle province nella quale si ingiungeva loro di vigilare perché non si costruisse nessuna chiesa e nessun convento senza consenso del Re». *Ibid.*, 232. Per realizzare le nuove fondazioni, Alfonso deve ricevere un dispaccio reale che permette di costruire un alloggio sotto espressa condizione, che non si organizzi nessuna forma di convento e che i sacerdoti secolari ivi residenti siano sottomessi in tutto ai vescovi del luogo.

¹⁶⁷ Fin dal 1732 Falcoia, considerato esperto religioso, precisa una sessantina di punti d'osservanza, spesso su richiesta di Alfonso, riguardanti la povertà e l'elemosina, la formazione dei novizi, la vita di preghiera e di penitenza, e soprattutto la vita comunitaria. Questi punti passano nella vita e nella tradizione del primo gruppo dei congregati come l'osservanza «senza Regole scritte». Sul tema delle Regole di Falcoia vedi S. MAJORANO, *Testi regolari anteriori al 1749*, in *Storia CSSR*, 431-451.

né di convento né di vita religiosa. Ricevuto il parere affermativo del Cardinale, il 25 febbraio 1749, l'Istituto e le Regole della Congregazione del SS. Redentore sono approvate dal papa Benedetto XIV, con la lettera apostolica «*Ad pastoralis dignitatis fastigium*». Queste regole, pur non parlando più delle dodici virtù di Falcoia, ricadono disgraziatamente nel dualismo falcoiano, prospettando due fini dell'Istituto.

Parlando dell'approvazione del Ristretto, occorre notare che il Liguori è completamente distaccato dall'onore di essere riconosciuto il capo del nuovo Istituto e teso esclusivamente verso il compimento del divino progetto, secondo le modalità dettate dalla Provvidenza. Ancora nella fase delle trattative romane, infatti, egli cerca di evitare la sua nomina a capo della Congregazione, perché si considera incapace ed indegno. Nonostante le lettere, con le quali cerca di dimettersi dall'ufficio, è confermato dalla S. Sede, rettore maggiore a vita. Con amarezza, ma riconoscendo con sincera umiltà il volere divino rivelato nelle decisioni dei superiori, Alfonso accoglie la nomina¹⁶⁸.

2.- Sviluppo della Congregazione (1749-1762)

L'approvazione pontificia lascia sperare Alfonso nel conseguente riconoscimento dell'Istituto da parte del re; ma, purtroppo, al posto dell'*exequatur* del Breve Apostolico, nel 1752 arriva un decreto reale che concede una sopravvivenza precaria alle quattro Case dei Redentoristi già esistenti, al prezzo della spoliatura di quel poco che possedevano¹⁶⁹. Il decreto mette la Congregazione in condizioni d'insicurezza e d'instabilità, sia per le nuove vocazioni, sia per l'opera evangelizzatrice che essa svolge tra gli abbandonati. Di fronte ai tentativi falliti per il riconoscimento regio, il Liguori soffre, ma non si deprime, e cerca la possibilità di collocare l'Istituto fuori del Regno di Napoli. In nome della fedeltà al volere divino espresso nelle Regole, non accetta, tuttavia, la proposta del Papa di sostituire i Gesuiti espulsi dalla famosa chiesa romana «del Gesù»: «Che ci faremo noi a Roma?

¹⁶⁸ Cfr. TANNIOIA, II, 213.

¹⁶⁹ Cfr. *Epistola S.P.N. Alphonsi nuper Salerni reperta una cum edicto regio anni 1752*, in *Analecta CSSR* 19 (1940) 65-69.

Perdendo il nostro impiego, addio Congregazione! Diventeremo tutti cortigiani»¹⁷⁰. Fonda, invece, una Casa nello Stato Pontificio, a Benevento, nella zona povera di Sant'Angelo a Cupolo; Casa che diventa, subito, una «missione continua»¹⁷¹.

Dal 1749 al 1762, gradualmente, accanto all'attività missionaria, il Santo si dedica a quella di scrittore, abbracciando ambiti diversi di spiritualità e di morale, di teologia e di pastorale; questi anni risultano i più fecondi per la sua attività di scrittore. L'attività letteraria di Alfonso nasce negli anni 1732-1751, quale integrazione della sua attività missionaria. In seguito, l'elaborazione delle sue opere diventa, infatti, più meditata, avendo come fondamento le nuove letture e la sua ricchissima esperienza missionaria e pastorale. L'esperienza di scrittore del Liguori appare molto importante, perché contribuisce notevolmente all'ulteriore definizione dei suoi concetti spirituali, nell'intenso contatto con le opere dei maestri dell'ascetica e della mistica.

È necessario inoltre, trattando questa fase dello sviluppo dell'Istituto, dare rilievo alla straordinaria fedeltà del Liguori all'idea primitiva, rivelatagli a Scala come volere di Dio e confermata attraverso l'onesto, benché difficile, cammino di discernimento. La sequela del Redentore nell'evangelizzazione dei poveri, una volta riconosciuta come la principale volontà di Dio per la sua Congregazione, deve diventare, secondo la ferma convinzione del Santo, il principio che riporta all'unità evangelica la vita dell'Istituto in tutte le sue dimensioni.

«Chi è chiamato alla congregazione del SS. Redentore, — scrive il Fondatore —, non sarà mai vero seguace di Gesù Cristo né si farà mai santo, se non adempirà il fine della sua vocazione e non avrà lo spirito dell'istituto, ch'è di salvare le anime e le anime più destitute di aiuti spirituali, come sono le povere genti della campagna. Questo già fu l'intento della venuta del Redentore, il quale si protestò: *Spiritus Domini... unxit me evangelizare pauperibus*»¹⁷².

¹⁷⁰ *Lettere*, II, 291.

¹⁷¹ Cfr. TH. REY-MERMET, *Dall'approvazione pontificia alla questione del «Regolamento» (1749-1779)*, in *Storia C SSR*, 247-248.

¹⁷² A.M. DE LIGUORI, *Considerazioni per coloro che sono chiamati allo stato religioso*, in *Opere di s. Alfonso Maria de Liguori*, Torino 1887, IV, 429-430.

Questo indispensabile obiettivo, secondo Alfonso, deve inoltre servire ai congregati come base per il discernimento nelle scelte personali e comunitarie, riguardanti i molteplici aspetti della loro vita. Pertanto, il Santo vuole che i suoi confratelli si dedichino unicamente all'evangelizzazione della gente abbandonata e non prendano altri compiti da svolgere fuori della Congregazione, come, per esempio, l'incarico di rettore di un seminario o la direzione spirituale delle monache¹⁷³.

«Dee perciò ogni soggetto della religione nutrire al sommo questo zelo e questo spirito di aiutare le anime. A questo fine dee ciascuno indirizzare tutti i suoi studj. E quando poi da' superiori sarà impiegato in tal officio, a questo dee mettere tutto il suo pensiero ed attenzione. Non potrebbe già dirsi vero fratello di questa congregazione chi non accettasse con tutto l'affetto questo impiego (quando glie l'imponesse l'ubbidienza) per attendere solo a sé stesso, con far vita ritirata e solitaria. E qual maggior gloria d'un uomo, ch'essere cooperatore di Dio, come dice s. Paolo, in questo grande impiego della salute dell'anime? Chi ama assai il Signore non si contenta d'esser solo ad amarlo, vorrebbe tirar tutti al suo amore»¹⁷⁴.

La priorità data all'evangelizzazione degli abbandonati costituisce, quindi, la volontà di Dio e lo zelo di ogni redentorista e, come tale, suppone un amore tenero e preferenziale per quei bisognosi, di cui nessuno si occupa. Essa rappresenta anche un distintivo che permette di operare delle scelte, per quanto riguarda la missione assegnata all'Istituto dal Redentore. Applicando questo concetto, tra due missioni che si presentano nello stesso tempo, di cui una a Napoli e l'altra a favore dei bovari di un paese di Salerno, il Liguori raccomanda di dare la preferenza

¹⁷³ Tannoia afferma: «Così per non distogliere i soggetti dall'esercizio delle Missioni, anche proibì qualunque impiego al di fuori della Congregazione. Non volle Rettorie di Seminarj. «I Seminarj, diceva, richieggono i migliori soggetti. Questi affezionandosi al Seminario, perdono l'affetto alla Congregazione, e colla perdita della vocazione si affezionano al comodo, ed alla propria libertà. [...] [In modo simile] una Monaca in senso suo è capace tener occupato tutto l'uomo, e non la soddisfa». TANNIOIA, II, 339.

¹⁷⁴ A.M. DE LIGUORI, *Considerazioni per coloro che sono chiamati*, 430.

alla seconda, rimandando magari quella di Napoli¹⁷⁵.

La fedeltà al volere divino per la Congregazione è rafforzata anche dal desiderio di partire per le missioni lontane che Alfonso nutre fin dal soggiorno al Collegio dei Cinesi. Alla prima formula della professione religiosa dell'Istituto nel 1743, infatti, il Fondatore aggiunge di propria mano, un voto (soppresso poi dal Card. Spinelli), che dichiara la prontezza di partire per le missioni estere¹⁷⁶. Questa disponibilità, espressione del distacco da tutto quello che non è missione dell'Istituto, può essere realmente verificata nel 1758, quando, lo stesso Spinelli, diventato intanto prefetto della Congregazione per la Propagazione della Fede, si rivolge ai Redentoristi cercando dei volontari per portare la fede cattolica ai Nestoriani di Mesopotamia. Quasi tutti i confratelli si offrono di buona voglia per questa missione¹⁷⁷. Pur non potendo essere portata alla conclusione, la vicenda di questa missione riesce ad infuocare talmente lo spirito dei congregati che, nel 1762, alcuni partono volentieri per fondare una nuova Casa dei missionari in Sicilia, ad Agrigento.

Se la volontà di Dio per l'Istituto è l'evangelizzazione dei poveri, i Redentoristi devono condividere le loro condizioni di vita, costruendo le loro Case in zone di campagna, ed adeguarsi ad uno stile di vita personale e comunitaria altrettanto povero. Tutto deve essere consono: le celle e le Case, l'abito e l'equipaggiamento dei confratelli. Il Liguori è il primo esempio di questo radicale distacco e «benché tutto ispirasse povertà e miseria – dice Tannoia –, Alfonso ci vedeva ancora lusso»¹⁷⁸. Tuttavia, nell'ottica del Santo giurista, l'uguaglianza e la condivisione nella vita comunitaria devono essere espressioni privilegiate della povertà:

¹⁷⁵ Cfr. O. GREGORIO, *Sentimenti di Monsignore*, in *SHCSR* 9 (1961) 449.

¹⁷⁶ Il testo dice: «Ognuno ardentemente desidera d'esser mandato alle missioni degli infedeli, non solo per la salute di quei miserabili, ma anche per la brama di partire a dar la vita per la santa fede, per rendersi così simile a Gesù Cristo. Onde ciascuno sarà pronto a queste missioni, sempre che vi sarà mandato dal Rettore Maggiore ed animato dall'autorità del Sommo Pontefice». O. GREGORIO – A. SAMPERS, *Documenti intorno alla Regola della Congregazione del SS. Redentore*, in *Bibliotheca Historica CSSR* 4, Romae 1969, 295.

¹⁷⁷ Cfr. REY-MERMET, *Dopo l'approvazione pontificia*, 252-253.

¹⁷⁸ TANNIOIA, II, 340.

«Avendo tolto di mezzo il mio, e tuo, ed esentato il soggetto dall'ansia di possedere, e disporre, stabili tra tutti un vivere perfettamente comune, e senza veruna parzialità; e se amava la Povertà, piucchè questa, amava Alfonso la Vita Comune, se non si vuol dire, che l'una, e l'altra unita, erano come la gemma più preziosa del proprio cuore. [...] Carità, e Comunità erano sinonimi in senso di Alfonso. Voleva povertà, ma non miseria tra i suoi, e tale, che offendesse il decoro. [...] «La Carità, replicava, mantiene la Vita Comune, e la Vita Comune sostiene la Povertà; mancata la Carità, tutto è rovesciato»¹⁷⁹.

Il distacco da quello che non rappresenta la missione dell'Istituto comporta soprattutto il distacco dalla propria volontà e l'atteggiamento dell'obbedienza. Il Liguori esorta quindi:

«Chi entra nella religione bisogna che rinunci affatto alla propria volontà, consacrandola tutta alla s. ubbidienza. Questa è la cosa più necessaria fra tutte. A che serve lasciare i comodi, i parenti, gli onori, e portare poi nella religione la propria volontà? In ciò consiste principalmente il negare sé stesso, il morire spiritualmente, e 'l donarsi tutto a Gesù Cristo. La donazione del cuore, cioè della volontà, è quella ch'egli più gradisce e cerca dai figli della religione»¹⁸⁰.

Alfonso raccomanda, prudentemente, anche il dialogo nell'esercizio dell'obbedienza e soprattutto la possibilità di esporre, da parte del suddito, eventuali difficoltà al superiore. Avverte, allo stesso tempo, di non dimenticare la sincera disponibilità ad obbedire, in caso che le ragioni del suddito non siano accolte¹⁸¹ ed esorta: «A che siamo venuti in Congregazione, se non per dar gusto a Dio, e per fare la di lui Santissima Volontà? Ma come si può cercare il gusto, e la volontà di Dio, se saremo renitenti in soggettarci alla volontà de' Superiori, che sono qui in terra i Luogotenenti del medesimo Iddio?»¹⁸². Bisogna non solo distaccarsi dalla propria volontà ma, soprattutto, conformarsi al volere

¹⁷⁹ *Ibid.*, 341-342.

¹⁸⁰ A.M. DE LIGUORI, *Avvisi spettanti alla vocazione religiosa*, in *Opere di s. Alfonso Maria de Liguori*, Torino 1887, IV, 408.

¹⁸¹ Cfr. *Lettere*, II, 259, 400.

¹⁸² TANNIOIA, II, 344.

di Dio, espresso nelle Regole dell'Istituto. Dall'adempimento delle Regole dipende la forza e la stabilità della Congregazione. Nel 1755 per volontà di Alfonso, il secondo Capitolo Generale è dedicato proprio all'osservanza delle Regole e delle Costituzioni, per assicurare la fedeltà al progetto divino e quindi il futuro dell'Istituto¹⁸³.

Come si evince dalle espressioni del Santo, per i congregati l'obbedienza deve essere vissuta, prima di tutto, nella prospettiva della volontà di Dio e non in quella dell'efficacia apostolica della Congregazione. Bisogna dunque continuare la vita del Redentore obbediente fino alla morte, disporsi alle spine, ai flagelli, alla passione. L'amore per la Croce non è un secondo scopo dell'Istituto, ma rappresenta ed esprime un'autentica sequela di Cristo, per la redenzione degli abbandonati. Per questo, Alfonso raccomanda:

«Prego ciascuno a cercar sempre a Gesù Cristo il suo santo amore, perché altrimenti poco serviranno tutti i propositi. E per ottenere questo santo amore, procuriamo d'innamorarci assai della Passione di Gesù Cristo. [...] Nelle missioni, non insinuiamo altro maggiormente, che questo amore a Gesù Cristo appassionato: che vergogna sarà poi, nel giorno del giudizio, comparire uno di noi, che avrà amato Gesù Cristo meno di una femmina!»¹⁸⁴.

Il Liguori enfatizza innanzitutto l'amore ed è consapevole che, spesso, un confratello che soffre insieme al Redentore e con pazienza ed amore porta la sua croce, procura frutti spirituali con il suo patimento più di un missionario che mediante le prediche o le mortificazioni, forse cerca di attirare l'attenzione per essere stimato come un santo¹⁸⁵. Il Fondatore afferma:

«Dio ci ha chiamati in questa Congregazione (specialmente in questi principii) a farci santi ed a salvarci da santi. Chi vorrà nella Congregazione salvarsi, ma non da santo, io non so se si salverà. [...] E che ci siamo venuti a fare nella Congregazione e che ci stiamo a fare, se non ci facciamo santi?»¹⁸⁶.

¹⁸³ Cfr. REY-MERMET, *Dopo l'approvazione pontificia*, 249-250.

¹⁸⁴ *Lettere*, II, 260.

¹⁸⁵ Cfr. GREGORIO, *Sentimenti di Monsignore*, 450.

¹⁸⁶ *Lettere*, II, 255.

Alfonso è convinto che, il vero scopo della vita di ognuno dei congregati sia la santità, la quale si manifesta nell'esclusivo amore per Dio. Contemplando l'Amore Crocifisso, il redentorista impara ad amare e si dedica totalmente al Redentore, compiendo la sua volontà salvifica, ovvero annunciando il Vangelo agli abbandonati:

«Amiamo un Dio morto per nostro amore; ravvivando la fede che pochi giorni avremo da stare in queste pietre, e ci aspetta l'eternità. Noi le predichiamo queste verità agli altri. [...] Onde non più abbiamo da vivere a noi o al mondo, ma solo a Dio, solo per l'eternità, e per farci santi. E perciò offeriamoci sempre a Gesù Cristo, acciocchè faccia di noi quel che vuole»¹⁸⁷.

3.- Ministero episcopale (1762-1775)

L'anno 1762 porta notevoli cambiamenti alla vita di Alfonso M. de Liguori e alla sua Congregazione. Il 9 marzo egli riceve la nomina a vescovo della sede vacante della diocesi di S. Agata dei Goti, nel Sannio. Alfonso immediatamente redige la lettera di rinuncia, additando tra le cause l'età (66 anni) e la cattiva salute¹⁸⁸. Ma il papa Clemente XIII lo dispensa dal voto di non accettare alte cariche ecclesiali e conferma la nomina con precetto d'obbedienza. Il Liguori, pur rammaricato, riconosce, con elevato spirito di fede, la volontà di Dio e accetta la nomina con queste parole: «Dio mi vuole vescovo ed io voglio essere vescovo»¹⁸⁹.

¹⁸⁷ *Ibid.*, 264.

¹⁸⁸ A. SAMPERS – R. TELLERÍA, *Documenta circa electionem et consecrationem S. Alphonsi in Episcopum*, in *SHCSR* 9 (1961) 282-283. È importante ricordare che, al di là dei tentativi del re di designare il Liguori alla sede arcivescovile di Otranto nel 1752 e a quella di Salerno nel 1759 (cfr. G. ORLANDI, *S. Alfonso candidato agli arcivescovati di Otranto e di Salerno ma non a quello di Palermo*, in *SHCSR* 54 (2006) 185-238), già nel 1736 anche il padre di Alfonso si sforzava per designarlo ad una sede vescovile di gran prestigio. In una lettera, il Santo risponde al padre: «Per il vescovado, Gnore mio, non me lo nominate più, se non volete darmi grave disgusto, mentre ancorché riuscisse, io sono pronto a rinunciare anche all'arcivescovado di Napoli, per attendere a questa grand'opera [delle missioni], alla quale mi ha chiamato Gesù Cristo». TANNONIA, I, 140.

¹⁸⁹ Al suo fratello Ercole confessa: «Voi vi siete rallegtrato, ed io non fo altro che piangere. Dove mi stava apparecchiato il vescovado nella vecchiaia? Ma sia sempre fatta la divina volontà, che mi vuol martire in quest'ultimi anni

In tal modo l'11 luglio 1762 fa il suo ingresso nella diocesi che, nel Settecento, si estendeva su un territorio di 240 Km², con circa trentamila fedeli e una mensa vescovile con una rendita annuale di 2.500 ducati¹⁹⁰. Alla richiesta dei confratelli, il Fondatore è confermato Rettore Maggiore della Congregazione e sceglie come Vicario il Consigliere Generale, nonché suo direttore spirituale, padre Andrea Villani (1706-1792)¹⁹¹.

Certamente questo è un momento critico per il Liguori e per tutto l'Istituto. Nel governo ordinario, Alfonso lascia al suo Vicario la più ampia autonomia e la corrispondenza con Villani ne testimonia l'atteggiamento di discrezione. Non interviene nella direzione delle missioni, se non di quelle predicate nella sua diocesi. Si limita ad intervenire come capo solamente per le costruzioni, le fondazioni, le ammissioni all'Istituto, la nomina dei superiori o l'espulsione degli incorreggibili¹⁹², tuttavia, sa ammonire i confratelli quando ne vede lo spirito decaduto¹⁹³.

Un altro punto di svolta è dato dal Capitolo Generale del 1764 e dalla legislazione che ne deriva. Si tratta di riformulare le Costituzioni, in un tempo in cui la Congregazione e l'Istituzione Capitolare sono giunte alla loro piena strutturazione, mentre si fanno visibili le tensioni interne, proprie di un gruppo apostolico complesso e diversificato, anche geograficamente. Tannoia descrive così le inquietudini del Fondatore in quel particolare

di vita! Ho perduto il sonno, l'appetito, e son diventato stolido in pensare che il Papa non dà mai tali precetti, ed a me l'ha voluto dare». *Lettere*, I, 470. Ed al suo confessore rivela anche: «Due grandi sforzi sofferto aveva in sua vita: uno, quando lasciando il mondo, abbracciato si vide strettamente dal Padre: l'altro, quando in Roma fu consacrato Vescovo contro sua voglia. Nel primo, disse, combattetti colla passione verso un Padre, che mi amava: e nel secondo, mi viddi abbattuto, essendo obbligato ad accettare ciò che non voleva, spaventato dal peso, e dai giudizi di Dio». TANNIOIA, II, 20.

¹⁹⁰ Cfr. O. GREGORIO, *La diocesi di S. Agata dei Goti ieri e oggi*, in *SHCSR* 9 (1961) 547-555.

¹⁹¹ Andrea Villani entra nella Congregazione nel 1737, diventa Consultore Generale dal 1749 e Vicario Generale (dal 1762 al 1775) durante l'episcopato di Alfonso. È Superiore Generale della Congregazione dal 1787 al 1792. Cfr. F. MINERVINO, *Catalogo dei redentoristi d'Italia 1732-1841* (Bibl. Hist. 8), Romae 1978, 181.

¹⁹² Cfr. *Lettere*, I, 568.

¹⁹³ Cfr. *ibid.*, 577.

momento: «Era suo sentimento, che piuttosto avrebbe voluto dismessa la Congregazione, ancorchè stabilita con tanti stenti, che veder mancata nelle Case l'osservanza, ed il buon'ordine»¹⁹⁴. Tannoia chiarisce che cosa intendeva il Liguori per osservanza e buon'ordine: «Tre punti soprattutto egli aveva a cuore veder in vigore nelle case, e tra soggetti, cioè, orazione, vita comune, e carità scambievolmente»¹⁹⁵. Nella complessità del gruppo riunito, il Capitolo rivela la diversità di mentalità ed uno stile di vita distinto da quello che caratterizza il fervore eroico delle origini. Per quanto riguarda la legislazione, il Capitolo cerca di precisare la portata dei privilegi pontifici, concessi fino a quel momento alla Congregazione. Nelle Costituzioni Capitolari è determinato, fin nei minimi particolari, il senso della Regola ed il modo pratico di realizzare le varie attività affidate alle comunità ed a ciascuno dei congregati; esse giungono a formulare anche una motivazione teologica e spirituale.

In tutto questo processo, viene specificata chiaramente l'autorità suprema del Capitolo Generale, debitamente convocato e costituito, a cui compete stabilire e portare avanti la missione della Congregazione. Ferrero spiega:

«Di fronte alle figure del fondatore, del rettore maggiore, dei consiglieri generali e dei superiori, si ergeva con forza la figura del capitolo generale e il diritto d'ogni congregato di essere eletto nelle comunità locali. [...] Alle Costituzioni è obbligato lo stesso fondatore, non perché fossero sue, ma perché promulgate dal capitolo»¹⁹⁶.

Alfonso si trova così davanti ad una realtà nuova¹⁹⁷, dettata dal cambiamento mentale che annuncia tempi nuovi, potenzia-

¹⁹⁴ Cfr. TANNIOIA, II, 349-366.

¹⁹⁵ *Ibid.*, 349.

¹⁹⁶ F. FERRERO, *Costituzioni, statuti capitolari e strutture (1749-1785)*, in *Storia CSSR*, 487.

¹⁹⁷ Alfonso esprime così i suoi sentimenti, in quel periodo: «Inoltre penso che le cose della Congregazione, meglio posso aiutarle stando nella carica, che stando fuori. Qui viene l'angustia. Da una parte vorrei andare a riposarmi, e per l'altra stando a riposo, mi pare che non farei neppure la metà di quel che fo essendo vescovo. È vero che, venendo alla Congregazione, potrei aiutare i soggetti, e specialmente i giovani; e questa è la confusione». *Lettere*, II, 311-312.

ta dalla complessa situazione della comunità dei Redentoristi. Anche nella diocesi non mancano problemi, tipici del cattolicesimo meridionale del Settecento¹⁹⁸. Senza trascurare i contatti con la Congregazione e l'attività di scrittore, il Liguori, durante i suoi tredici anni di servizio episcopale si impegna a riorganizzare la diocesi; la sua attività episcopale è contrassegnata da varie iniziative, a volte sorprendenti, che intraprese sempre con l'intento di fornire ai fedeli risposte concrete e rassicuranti sul piano morale e religioso. Il suo impegno nella diocesi, fa emergere una peculiare spiritualità che condiziona tutta la vita di Alfonso, spiritualità fatta di solidarietà sociale, basata – rileva Galasso – sulla correzione, più che sulla conversione, sull'educazione più che sulla repressione, in grado di fornire una risposta globale, sia sul piano pastorale che su quello spirituale, alle contraddizioni ed alle lacerazioni aperte dal cattolicesimo post-tridentino¹⁹⁹.

Mons. Liguori non considera facile il suo compito, ma lo affronta con passione e coraggio, lo accetta come una sfida presentatagli dalla Divina Provvidenza²⁰⁰. La coscienza della responsabilità davanti a Dio, lo spinge ad essere zelante nella vita spirituale personale e nella dedizione al popolo a lui affidato. Nel 1745, infatti, predicando per un ventennio, missioni nelle diocesi del Regno di Napoli, si vede costretto a deplorare «l'indolenza di tanti vescovi che, godendo de' beni delle chiese, non facevansi carichi de' propri doveri. Volendo giovare e risvegliare in tutti lo zelo del proprio carattere – come ci informa Tannoia –,

¹⁹⁸ Si tratta, in genere, degli influssi della cultura illuministica con il suo giurisdizionalismo e la sua spiritualità giansenista, con le rigide tendenze della Chiesa contro-riformista, con l'episcopato suggestionato dalle proposte muratoriane della «regolata devozione» e attratto dalla figura del vescovo «pastore-amministratore». Per conoscere meglio l'esperienza episcopale del Liguori, nel contesto della problematica settecentesca del Meridione vedere: *La figura e l'opera di Alfonso de Liguori nel Sannio*, a cura di A. De Spirito, Milano 1999.

¹⁹⁹ Cfr. G. GALASSO, *L'altra Europa. Per un'antropologia storica del Mezzogiorno d'Italia*, Lecce 1997, 125.

²⁰⁰ Alfonso confessa al suo direttore spirituale A. Villani: «Pregate Iddio per me, povero vecchio esinanito, che ho da contrastare e combattere continuamente in un ufficio così scabroso e tedioso di vescovo, e vescovo di S. Agata, dove vi si trovano molti mali, e mali invecchiati». *Lettere*, I, 540.

[il Liguori] restrinse in un libricino le precise loro obbligazioni. Quest'operetta quanto è piccola di mole, altrettanto è gravida di sensi»²⁰¹. Il Liguori svolge, quindi, il suo apostolato con coscienza: «il vescovo, sebbene fosse santo per le opere della sua vita, se poi è negligente circa la salute delle sue pecorelle, sarà reprobato nel tribunale di Gesù Cristo, a cui dovrà rendere stretto conto non solo delle sue omissioni, ma di tutti i danni che ne sono avvenuti»²⁰².

Nonostante la sua età e la precaria salute, mons. Liguori si dedica con fervore alla riforma del seminario ed alla formazione del clero, si schiera contro i feudatari in difesa dei diritti di poveri, si sforza di assicurare la catechesi per ragazzi e per adulti e ravviva con le devozioni popolari, la vita parrocchiale nel Sannio. È un vescovo missionario, predicatore e buon confessore che, invitando i missionari nella sua diocesi, desidera sollevare moralmente e spiritualmente i fedeli, specialmente i più emarginati. Non abbandona, tuttavia, la sua attività di scrittore. A quel periodo, infatti, si attribuisce la più grande produzione delle sue opere. Il vescovo Liguori, cercando la volontà di Dio, regola ed infervora perfino la vita claustrale nei monasteri della diocesi e, da buon avvocato, si batte per migliorare il sostentamento delle sue chiese²⁰³.

Nel suo dinamismo pastorale, Alfonso cerca di mantenere sempre il distacco spirituale, con la coscienza di compiere il suo impegno solamente per volontà di Dio. Questo atteggiamento si evidenzia in particolar modo nel duplice tentativo, mai riuscito, di dare al Papa le dimissioni dal vescovado²⁰⁴. È significativo, che

²⁰¹ TANNIOIA, I, 185.

²⁰² A.M. DE LIGUORI, *Riflessioni utili ai vescovi per la pratica di ben governare le loro chiese tratte dagli esempi de' vescovi zelanti ed approvate coll'esperienza*, in *Opere di s. Alfonso Maria de Liguori*, Torino 1887, III, 3.

²⁰³ Cfr. M. CAMPANELLI, *L'esperienza episcopale*, in *La figura e l'opera di Alfonso de Liguori nel Sannio*, 93-129.

²⁰⁴ L'atteggiamento di distacco, si evidenzia particolarmente negli anni 1768-1769, quando corre il rischio di soppressione della Fondazione di Agrigento: «Prego Dio che protegga codesta missione, di tanto bene per codeste anime. Preghiamo, ma rassegniamoci, se Dio vuole, dico meglio, se permette che si distrugga questa opera; e volendo, *fiat voluntas ejus!*». *Lettere*, II, 112.

questa decisione, dettata sempre dalla precaria salute²⁰⁵ e dall'età avanzata, matura attraverso un processo di discernimento, che coinvolge, non solo il suo direttore spirituale Villani, ma anche altre persone²⁰⁶. Nel suo discernimento personale, c'è il sospetto di essere mosso da amore per il proprio comodo, di non voler portare avanti i difficili impegni e sopportare le sue malattie, aggravate dal clima e dalle condizioni disastrose del luogo²⁰⁷. Tuttavia, nonostante questi scrupoli, è subito pronto a compiere il volere divino con ferma decisione:

«Vorrei scappare da tante angustie di coscienza e da tanti contrasti e dissapori; ma mi sento dire: *Si diligis me, pasce oves meas*, e non importa che ci muori e crepi. E questa perplessità, se fo la volontà di Dio o no, rinunciando, mi è un'angustia maggiore dell'altra»²⁰⁸.

Dal carteggio del Liguori si evince che il processo di discernimento, soprattutto quando si tratta di prendere delle decisioni importanti, è una pratica abituale ed insostituibile, quasi un'«istituzione», dove ogni caso viene studiato con meticolosità, consultando direttori ed autorità spirituali. Questo processo, accompagnato dalla preghiera personale e da quella degli amici, ai quali il Santo si raccomanda in continuazione per ricevere lume da Dio²⁰⁹, e dalle penitenze che aiutano a rafforzare il distacco personale, permettendo a Dio di operare in modo incondizionato, è proseguito fino a raggiungere una chiarezza di fede, confermata nell'obbedienza alle rispettive autorità. Alfonso è sempre convinto che bisogna «mettersi tutto in mano della divina volon-

²⁰⁵ Cfr. *ibid.*, I, 555.

²⁰⁶ Cfr. *ibid.*, 554.

²⁰⁷ Alfonso confessa: «La passione mi tira alla rinuncia, perché mi vedo oppresso da tanti pensieri tutti di scrupoli, scandali e tante negative che ho da fare; ma questo mi fa più temere: che io, nella rinuncia, cerchi il comodo mio e non la gloria di Dio, e perciò vorrei assicurarmi di quello che è maggior gloria di Dio [...] non vorrei che poi la cella mi riuscisse un inferno, per essermi liberato dalla carica contro il volere di Dio». *Ibid.*, 556.

²⁰⁸ *Ibid.*, 558.

²⁰⁹ Cfr. *ibid.*, I, 542; II, 60.

tà», altrimenti non si riceve la grazia²¹⁰. Questa grazia è necessaria e rappresenta luce e forza nel cammino spirituale dove l'unico protagonista è Dio. È lui che mostra la strada, fa comprendere i suoi disegni, apre le porte che sembrano chiuse e dà il coraggio per affrontare le sfide. Quando la situazione sembra un intreccio impossibile da risolvere, il Liguori consiglia di «lasciar fare a Dio» ed in quest'espressione, si coglie soprattutto una grande fiducia nella Provvidenza che in modo imperscrutabile opera nella storia personale di ogni uomo²¹¹. Per poter conoscere il volere di Dio bisogna, dunque, continuare con impegno e fiducia il proprio compito, sopportare le difficoltà²¹², e pregare per permettere a Dio di agire, svelando passo dopo passo il suo disegno.

Per poter discernere e realizzare la sua volontà bisogna portare la croce con Gesù, e questo rappresenta per Alfonso la strada verso la santità: «Chi non combatte non vince, e chi non vince non è coronato»²¹³. Ad una monaca scrive: «Io non vi voglio solitaria, ma vi voglio santa; e voi avete da farvi santa con fare quello che vuole Dio, e non quello che volete voi. Onde, se Dio dispone le cose che faccia conoscere [...] bisogna che ubbidiate alla volontà di Dio»²¹⁴.

La speranza che deve accompagnarci in questo cammino, spesso arido e difficile, è quella dell'intima, amorosa unione con Dio: «Non dubitate. Dopo la notte, viene il giorno. Ma il giorno, che solo dobbiamo desiderare in questa vita, è quel giorno quando vedremo ed ameremo Dio da faccia a faccia»²¹⁵. La speranza

²¹⁰ Cfr. *ibid.*, I, 483.

²¹¹ Nel 1768 il Liguori scrive al suo direttore spirituale: «In quanto alla mia infermità, dopo tanti rimedi, sto dello stesso modo e forse più tormentato di prima dal dolore della sciatica. Onde i medici non hanno quasi più che pensare e perciò ho risoluto di lasciar fare a Dio, ed abbracciarmi il mio dolore per quanto vuole Dio». *Lettere*, II, 79.

²¹² A.M. de Liguori esorta: «Lasciate dire e parlare quel che vogliono; basta che facciate la volontà di Dio e certamente la fate; ed il meglio è farla in mezzo a contraddizioni e disprezzi». *Ibid.*, 63.

²¹³ *Ibid.*, 79.

²¹⁴ *Ibid.*, 60. Alfonso consiglia al suo fratello Ercole come comportarsi in una disgrazia familiare: «Giacchè vi ha mandata questa croce, bisogna che l'accettiate e la portiate allegramente; altrimenti la croce si farà più pesante, e pure l'avrete da portare». *Ibid.*

²¹⁵ *Ibid.*, 79.

escatologica deve essere fonte di coraggio e di fiducia nella realizzazione del progetto divino su questa terra, soprattutto quando nel cammino le difficoltà appaiono insormontabili²¹⁶. Allora, per eliminare la paura, occorre contemplare l'amore che il Padre rivela nella morte del Figlio per noi e, uniformandosi al volere di Dio tramite l'obbedienza, attendere luce e forza²¹⁷.

È anche importante procedere «secondo i ritmi» della divina Provvidenza, lasciando maturare i tempi e prendendo l'iniziativa senza mai anticipare. Nel 1768 il Liguori, incoraggiando il confratello Pietro Paolo Blasucci (1729-1817), nel tentativo di fondare una Casa ad Agrigento e preoccupato per il futuro della fondazione siciliana, gli scrive:

«Ho ricevuta la vostra lettera funesta. Dico male: di quel che dispone Dio, nient'è funesto. Ci vuol mortificare; sia sempre benedetto! [...] Quel che vi prego sopra tutto, è non perdere la confidenza in Gesù Cristo. All'ultimo, se vi scacciano dalla casa, procurate di affittarne un' altra, per quanto basta a capirvi. Non bisogna cedere così presto, sin tanto che Dio ci fa conoscere che non ci vuole più in Girgenti. Si faranno meno missioni, ma non vi mancherà un poco di pane per vivere. E staremo a vedere quel che fanno i deputati, quel che farà il nuovo vescovo, e sopra tutto quel che dispone Dio. Io tengo che Dio non voglia distrutta questa casa; e dopo questa burrasca, chi sa che farà il Signore? Stringiamoci tutti ora vieppiù coll'orazione, e lasciamo fare a Dio, contenti di quello che disporrà»²¹⁸.

L'atteggiamento di Alfonso porta frutti che sorprendono i confratelli sfiduciati e suscita gratitudine verso la divina Provi-

²¹⁶ Al Villani, Vicario Generale dell'Istituto, il Liguori raccomanda: «In quanto poi alle cose nostre, è bene che stiamo tutti rassegnati nelle mani di Dio; ma io non arrivo ad apprendere questo gran timore che voi avete, perché nel Regno le case nostre vi stanno con dispacci di sua Maestà Cattolica. [...] Del resto, per le cose di Roma torno a dire: quando è tempo, si farà quello che si può». *Ibid.*, 84.

²¹⁷ Alfonso esorta: «Per carità, per carità, confidate in un Dio che ha data la vita per salvarci, e vuole la salvazione de' peccatori più scellerati ed ostinati. Perché voi ne avete da avere tanto timore? Io ve l'ho detto, e ve lo torno a dire: Gesù Cristo vi vuol bene, e bene assai; vi vuol mantenere così all'oscuro. Rassegnatevi, ma per carità fate l'ubbidienza». *Ibid.*, 95.

²¹⁸ *Ibid.*, 92.

denza. Dio, infatti, non si lascia superare nella generosità e perciò Alfonso esulta:

«Vediamo che Gesù Cristo ci protegge con grande amore contro gli sforzi dell'inferno. Ringraziamolo sempre con Maria SSma, che ha special protezione di noi. Codesta missione, tengo per certo che il Signore la protegge, e la proteggerà appresso»²¹⁹.

Il Fondatore raccomanda, quindi, la fedeltà nel compimento del divino volere attraverso l'osservanza delle Regole, altrimenti l'opera della Fondazione, che è di Dio, rischierebbe di andare in rovina²²⁰. Il Liguori vede l'uniformità alla volontà di Dio come il concetto che meglio esprime l'adesione concreta e totale ai decreti della Divina Provvidenza²²¹. Nell'ottica del Santo, Dio si serve di tutte le circostanze della vita umana per instaurare un misterioso dialogo con la persona che lo segue, in modo che essa intravede, anche nei minimi particolari della sua vicenda personale, i richiami della Provvidenza²²².

4.- *Ultimi anni di vita (1775-1787)*

Con la lettera del 9 maggio del 1775, il papa Pio VI finalmente accetta la rinuncia di mons. Alfonso M. de Liguori dal vescovado di Sant'Agata dei Goti; questa decisione è accolta da lui con gioia, come il segno sicuro del volere divino: «Al Papa io mi era offerto che, se stimasse avanti Dio ch' io con tutta l'età cadente e con tutte le mie infermità seguissi a governare il vesco-

²¹⁹ *Ibid.*, 111. Grazie alla protezione del nuovo Vescovo, mons. Lanza, e di qualche alto funzionario di Palermo, la tempesta attorno la Fondazione siciliana si placa verso la fine del 1769. Ma, dopo due anni, riprende con tale violenza che i Redentoristi devono chiudere la casa, per rientrare, tuttavia, nel 1775 richiesti da tutte le classi sociali. REY-MERMET, *Dalla fondazione all'approvazione pontificia*, 268-269.

²²⁰ Il Liguori scrive: «Raccomando a ciascuno l'osservanza delle Regole, e sopra tutto la pace tra di noi. Pensiamo che siamo circondati da nemici che ci vogliono distrutti, così in Napoli come in Girgenti. Se ci porteremo male con Dio, vedremo presto la totale ruina». *Lettere*, II, 112.

²²¹ Da vedere: *Lettere*, I, 204, 482; II, 23, 77, 86, 94, 102, 112, 156.

²²² Alfonso afferma: «Io seguito a far la volontà di Dio nel mio letto, ed ora oltre de' soliti miei acciacchi tengo pure una flussione che mi tormenta colla tosse. Benedetto Iddio, che tanto permette per mio bene!». *Lettere*, II, 112.

vado, pure, per non fare la volontà mia ma la volontà di Dio, di buona voglia mi sarei contentato di morire crepato sotto il peso del vescovado; e così, siccome sto sicuro che per volontà di Dio presi il vescovado, così ora sto sicuro che per volontà di Dio lo lascio»²²³.

Afflitto dalle malattie, il Liguori si trasferisce nella comunità dei Redentoristi a Nocera di Pagani²²⁴, sperando di vivere gli ultimi anni della sua vita in tranquillità: prepararsi all'incontro con il Redentore col distacco dal mondo²²⁵. Questo periodo è invece segnato dal grande problema del Regolamento regio²²⁶. Dopo la soppressione dei Gesuiti nel 1767 in Spagna e nel Nuovo Mondo, l'Istituto, accusato sovente all'interno del Regno di Napoli di essere anch'esso cripto gesuitico, si trova in pericolo. Fortunatamente, con la deposizione di Bernardo Tanucci (1698-1783)²²⁷ dall'incarico Primo Ministro del Regno di Napoli nell'ottobre del 1776, la Congregazione dei Redentoristi viene prosciolta da tale accusa. Il 21 agosto 1779, in nome del re, Carlo De Marco pubblica un dispaccio con il quale riconosce l'utilità dell'attività missionaria dell'Istituto ed autorizza la sua presenza nelle quattro case (Deliceto, Ciorani, Nocera de' Pagani e Caposele)²²⁸. Il Regolamento, approvato il 22 gennaio 1780, assicura l'esistenza della Congregazione, indicando come base legale i decreti regi del 1752 e del 1779²²⁹. Di conseguenza, la regola di Benedetto XIV, viene sostituita dal Regolamento²³⁰, che deve garantire l'esistenza legale dell'Istituto nel Regno, mentre la regola di Benedetto XIV ne regola la vita comunitaria e l'apostolato. In pratica, i quattro voti vengono sostituiti da un giuramento di castità e di obbedienza; è tolta qualsiasi traccia

²²³ *Ibid.*, 352.

²²⁴ Cfr. REY-MERMET, 758.

²²⁵ Cfr. *Lettere*, II, 352.

²²⁶ Il Regolamento regio sancisce l'esistenza legale dell'Istituto, ma sfigura la sua fisionomia, provocando, di conseguenza, le divisioni all'interno della Congregazione. Per la complessa problematica del Regolamento vedere: G. ORLANDI, *Dal regolamento alla riunificazione (1779-1793)*, in *Storia CSSR*, 271-321.

²²⁷ Cfr. *Lettere*, II, 395-397.

²²⁸ Cfr. REY-MERMET, 795.

²²⁹ Cfr. ORLANDI, *Dal regolamento alla riunificazione*, 281.

²³⁰ Cfr. REY-MERMET, 799.

ramento di castità e di obbedienza; è tolta qualsiasi traccia di povertà e di vita comune; invece del voto e del giuramento di perseveranza è stabilito che, in ogni momento, fosse lecito ai soggetti di lasciare l'Istituto. La conduzione esterna della Congregazione passa ai Vescovi, lasciando al Rettore Maggiore il solo governo *ad intra*, con poteri singolarmente ridotti e per di più trasferiti in gran parte ai suoi Consultori; i Capitoli Generali da tenersi ogni nove anni, vengono soppressi²³¹.

L'approvazione del Regolamento, seguita in modo errato dal redentorista Angelo Maione, rappresenta un colpo pressoché mortale per l'Istituto e per il suo fondatore che si sente ingannato²³². Il Liguori, per comprendere meglio la volontà di Dio, in questa difficile circostanza e trovare una giusta soluzione, convoca a Pagani un'assemblea con i rappresentanti di tutte le Comunità²³³. Di fronte all'impossibilità di cambiare le nuove norme presso la corte e di fronte alla minaccia dello scioglimento dell'Istituto, l'assemblea, con gran rammarico, è costretta ad accettare il Regolamento.

In questa sconvolgente situazione, Alfonso amareggiato non cessa di tentare altre soluzioni usando la sua autorità ma, nello stesso tempo, sempre pronto a sottomettersi al divino volere. La sua prontezza di compiere solamente il disegno di Dio si nota nel distacco dall'incarico di Rettore Maggiore. Durante l'assemblea, infatti, il Liguori presenta le sue dimissioni, che non vengono ad ogni modo accettate dai confratelli, e in una lettera chiede l'aiuto dell'arcivescovo di Benevento, Francesco Maria Banditi (1706-1796), scrive: «Se V. Eminenza vuol mutarmi dall'ufficio di Rettore Maggiore, faccia quel che meglio le pare avanti a Dio. Io altro non desidero, che veder rimessa in piede la povera mia Congregazione»²³⁴. La preoccupazione per il bene e la pace dell'Istituto è

²³¹ Cfr. ORLANDI, *Dal regolamento alla riunificazione*, 281.

²³² Alfonso scrive: «Don Bartolomeo mio, io sto in pericolo di andare in pazzia. Trovo il nuovo Regolamento, fatto dal P. Maione, quasi tutto contrario ai sentimenti miei. Qui tutti i giovani fanno fracasso. Vi prego di lasciar tutto e di venirmi a trovare, se non mi volete veder perduto di cervello, e morto con qualche goccia». *Lettere*, II, 524.

²³³ Cfr. *ibid.*, 529, 547.

²³⁴ *Ibid.*, 553.

per Alfonso il volere di Dio, tuttavia egli dichiara con forza: «Ma se Dio volesse chiamarmi in mezzo a questa inquiete della Congregazione, io altro non desidero che di vivere e morire facendo la volontà di Dio»²³⁵.

Quello che più ferisce il Liguori, è la divisione dell'Istituto in due parti: quella che opera nel Regno di Napoli, sotto il Regolamento, e quella nello Stato Pontificio, sotto la Regola di Benedetto XIV²³⁶. È pronto, tuttavia, ad accettare perfino questa divisione se lo richiede il volere di Dio. Il 9 agosto 1780 Alfonso rivela a Blasucci:

«Mentr'io son vivo, spero che la Congregazione si manterrà; ma quando sarò morto, il che sarà tra breve, mi pare impossibile che i Fratelli, soggetti al Papa, vogliano soggettarsi al Regolamento del Re, siccome da ora han cominciato a parlare [...]. Altro non dico sempre: *fiat voluntas tua!*»²³⁷.

Tuttavia, il Liguori soffre senza perdere mai la speranza e, di fronte ad ogni piccola possibilità di assicurare la sopravvivenza della Congregazione, si rallegra ed incoraggia i confratelli vedendo in essa il disegno della Provvidenza²³⁸. Trovandosi di fronte alla necessità di rispettare gli ordinamenti giudiziari del re, riconosce in essi il volere di Dio e raccomanda ai Congregati:

«Ricordo a tutti, specialmente a' Rettori, che si osservi appunto quanto dalla Maestà del Re Cattolico, nel 1752, fu prescritto con suo real dispaccio. Si persuada ognuno, che chi resiste a' comandi del Principe, si oppone alla volontà del medesimo Id-dio»²³⁹.

²³⁵ *Ibid.*, 541.

²³⁶ Oltre le case di Benevento, S. Angelo a Cupolo (BN), sorgono intanto due nuove Case a Frosinone ed a Scifelli.

²³⁷ *Ibid.*, 554.

²³⁸ Alfonso scrive: «State allegramente! Tutte le regole del Papa, come sono i voti, non si possono stabilire; perchè il Re non vuol voti; ma si farà il giuramento di ubbidienza, e questo basterà per mantenere le pratiche antiche in quanto al governo interno, dando però luogo ai diritti regali. Io mi son veduto afflitto; ma ora sto allegro, vedendo che Gesù Cristo ci aiuta colla sua mano». *Ibid.*, 535.

²³⁹ *Ibid.*, 392.

Anche davanti ai pericoli più grandi è convinto che, il volere di Dio, sia più forte delle astuzie dei potenti di questo mondo²⁴⁰ ed invita confratelli ed amici a pregare per la causa dell'Istituto, affidandola specialmente all'intercessione della Madonna²⁴¹.

Purtroppo, il 22 settembre 1780, succede quello che Alfonso temeva. Il padre, Francesco De Paola²⁴², rappresentante della causa dei Redentoristi presso la Santa Sede, ottiene da Pio VI un decreto con il quale, le Case dell'Istituto collocate nel Regno di Napoli non sono più considerate parte della stessa Congregazione, perché, con il Liguori a capo, sono sottomesse al Regolamento regio e accusate di abbandonare la Regola di Benedetto XIV. Sulla base del decreto del Papa, il Fondatore, reputato, ingiustamente, colpevole di questa situazione, non è più considerato neanche Redentorista, mentre per il re di Napoli è ancora il Rettore Maggiore della Congregazione.

Ovviamente, questa disgregazione provoca enorme tensione tra i congregati tanto da impedire la predicazione delle missioni²⁴³. Tutto ciò diventa fonte di immensa angoscia per il Fondatore, sempre pronto a conformarsi alla volontà di Dio. Egli cerca di comprendere il disegno divino:

«Io mi figuro di vedere la nostra Congregazione come una barchetta in mezzo al mare, contrastata da più venti; e sto aspettando che Dio ci faccia conoscere dove la vuol condurre e stabilire. Che se poi la volesse vedere affondata, da ora e sempre dirò che sempre sia benedetta la sua volontà!»²⁴⁴.

È facile comprendere l'animo addolorato di Alfonso, si trova davanti alla rovina del progetto che crede essere volontà di Dio ed

²⁴⁰ Ecco con quale animo Alfonso vive questi momenti: «Abbiamo ricevuta stamattina le belle notizie; dico *belle* per farci rassegnare alla volontà di Dio. Se si avverano, non ci resta altra speranza che Dio, il quale è più potente di Tanucci e di tutti». *Ibid.*, 363.

²⁴¹ Cfr. *ibid.*, 527-528.

²⁴² Un Redentorista, ordinato sacerdote tra il 1758-59 ed espulso dalla Congregazione il 24 dicembre 1807.

²⁴³ Cfr. *ibid.*, 562.

²⁴⁴ *Ibid.*, 382

al quale ha dedicato tutta la sua vita; tuttavia, si rianima per la convinzione che il progetto non è suo, ma di Dio e, fissando lo sguardo al Redentore Crocifisso²⁴⁵, prende il distacco da tutto e si dichiara pronto a sacrificarsi per la causa della Congregazione: «io sono pronto a dare la vita, per non veder distrutta quest'opera di Dio»²⁴⁶.

È sorprendente come, queste affermazioni, siano poi messe in pratica nei drammatici rapporti con i confratelli, responsabili della disgregazione dell'Istituto. Il carteggio del vecchio Fondatore, immobile sulla sedia a rotelle, straziato dalle malattie, rivela fino a che punto, nella speranza di unire la Congregazione, egli è capace di umiliarsi per mantenere vive e sempre cordiali, le relazioni con De Paola, al quale, in gran parte, si deve il dramma dei congregati, mentre intanto viene nominato dalla S. Sede, Presidente delle Case dei Redentoristi nello Stato Pontificio²⁴⁷. Alfonso non perde la speranza e continua a vedere nella riunificazione dell'Istituto il volere divino. Il raggiungimento di questo obiettivo diventa l'oggetto principale delle sue preghiere e del carteggio degli ultimi anni della sua vita²⁴⁸. Il vecchio Fon-

²⁴⁵ Il Fondatore dichiara: «Io per me sto vicino alla morte; tengo ottanta quattro anni, e poco è il tempo che mi resta; e il mio principale intento si è di morire ai piedi di Gesù Cristo crocifisso». *Lettere*, II, 534.

²⁴⁶ *Ibid.*, 366.

²⁴⁷ Il Liguori afferma: «Mi rallegro che vi siate arrecati sotto la potestà del Papa, e che V. R. siate fatto luogotenente. [...] Tutto va bene, e tutto dovete accettare, essendo volontà del Papa. Il Papa mi avrà incolpato, per avere io accettato il Regolamento del Re; se mai avete modo di fargli sapere, per qualche amico che, se esso Papa sapesse che siamo stati in pericolo di perder tutto se io non avessi accettato il Regolamento, certamente non mi condannerebbe... e bisogna che mi rassegni alla volontà di Dio in tanti disturbi in cui mi son trovato. Tutti voi di costà non vi scordate di raccomandarmi alla messa, per la morte che mi sta vicina. Ognuno di voi, io l'ho amato assai. Il Signore ha voluto questa divisione: sia sempre adorata la sua santa volontà!». *Ibid.*, 557-560.

²⁴⁸ Alfonso scrive a de Paola: «Del resto, in questo nostro affare, mille volte mi protesto con Dio che non voglio altro se non quello che piace ad esso, e quello che più piace ad esso. [...] Se Dio ci vuole divisi, altro non posso dire che *fiat voluntas tua!* Del resto, se abbiamo da riunirci, è necessario che la Congregazione sia unita [d'animo]; altrimenti anderà a mancare. Manteniamo il pensiero di uno Rettore Maggiore e di due Vicari. Io sto col piede alla fossa; se dopo la morte mia si faranno due Rettori Maggiori, la Congregazione andrà a finire. Parliamo chiaro: ancorchè non torniamo ad unirci, il paese dove pos-

datore crede fermamente che, la fedeltà alla volontà di Dio dei confratelli di tutte e due le parti dell'Istituto, può portare, un giorno, alla sua riunificazione²⁴⁹, pertanto prega costantemente il Redentore di poter uniformarsi sempre alla sua divina volontà e raccomanda agli altri di fare altrettanto. Al padre Leggio, Redentorista dello Stato Pontificio, scrive:

«L'abbraccio e prego Dio che le faccia fare la sua santa volontà. Questa è l'unica preghiera che io sempre faccio: Dio mio, non mi fate uscire un punto dalla vostra volontà. Così prego, vedendomi la morte così vicina»²⁵⁰.

Prima della sua morte, il Liguori, pur non colpevole, chiede perdono al Santo Padre per la divisione della Congregazione:

«Di questo mio errore vorrei, prima che muoia, e per chiudere gli occhi in pace, ottenere per mezzo di V. Em. il perdono dal S. Padre; e non solo desidero il perdono per me, ma per i miei Fratelli ancora, i quali niuna parte hanno avuta in quest'errore»²⁵¹.

Uniformandosi alla volontà di Dio, Alfonso M. de Liguori muore a Pagani il 1 agosto del 1787, all'età di 90 anni. Nel 1796 inizia il processo della sua beatificazione, nel 1816 viene proclamato beato e canonizzato nel 1839. Nel 1871 Pio IX lo dichiara *Doctor ecclesiae* e Pio XII, nel 1950, lo costituisce «Celeste Patrono dei confessori e dei moralisti».

siamo fare più acquisto d'anime, non sarà Roma, ma il regno di Napoli, così abbondante di persone ed amico di missioni; e perciò se noi seguiremo a star nemici, la Congregazione non potrà mai seguitare a far quel bene che ha fatto sinora, e la maggior parte della ruina della nostra Congregazione succederà dopo la morte mia. Del resto, l'unica preghiera che ora faccio è che si adempisca quel che piace a Dio, e quello che più piace a Dio». *Ibid.*, 589-590.

²⁴⁹ Il processo della riunificazione dei Redentoristi si conclude con il Capitolo Generale nel 1793.

²⁵⁰ *Ibid.*, 601.

²⁵¹ *Ibid.*, 632.

CONCLUSIONE

Dall'analisi della vicenda personale di Alfonso Maria de Liguori, articolata sostanzialmente in tre periodi dello sviluppo (*preparazione, maturazione e realizzazione*) della sua vocazione di Fondatore dei Redentoristi, si evince che la sua esperienza spirituale è focalizzata sul principio dell'uniformità alla volontà di Dio. Attraverso questa categoria, il Santo coglie il suo personale incontro con Dio e ad essa si riferisce con preferenza, descrivendo o guidando qualsiasi cammino spirituale.

La nozione della conformità al divino volere, ovviamente, non è elaborata dal Liguori; ereditata dalle precedenti generazioni dei credenti, funziona come concetto comune nella spiritualità barocca, e viene trasmessa ad Alfonso negli anni della sua formazione spirituale, in famiglia, dai suoi direttori di coscienza, negli ambienti della sua formazione religiosa, in quella cavalle-resca e in quella teologica. Egli la acquisisce sempre più coscientemente e la approfondisce mediante le letture di libri spirituali, come la vita e le opere dei santi. Essa si mostra congeniale ai moti profondi dell'animo del giovane Alfonso, in particolare nel momento della sua conversione e nella scoperta della chiamata sacerdotale, fino a diventare propriamente sua, nel difficile cammino di discernimento della sua vocazione di fondare l'Istituto dei Redentoristi. Il Liguori la penetra attraverso un intenso studio personale e la assimila in modo più profondo, svolgendo l'intensa attività missionaria.

La sua esperienza spirituale, segnata dall'ardore per il Crocifisso – icona della misericordia divina –, acquisisce alcune caratteristiche peculiari, diventando *uniformità*, segno della completa unione amorosa con Dio. Il Fondatore, attraverso la sua spiritualità contempla, e cerca di comprendere, le travagliate vicende della nascente Congregazione, col suo aiuto trova la forza e il lume per affrontare le sfide ed accettare le sconfitte. Consigliava sovente, anche agli altri, di uniformarsi al divino volere, fino a far diventare questa categoria una prospettiva di fondo della sua riflessione teologico-spirituale, proposta in tutte le sue opere, specie nell'opuscolo «Uniformità alla volontà di Dio». L'esperienza di fede di Alfonso M. de Liguori, concepita come unifor-

mità al divino volere, gli permette di vivere continuamente un intimo rapporto con Cristo, distacco da ciò che non è di gusto divino, quindi di concretizzare l'amore per Lui sempre e dovunque, perfino nei momenti di prova, diffondendo il Vangelo tra i poveri e gli abbandonati. L'uniformità diventa la chiave operativa, non solo della sua vita spirituale, ma altresì di quella degli altri, attraverso la direzione spirituale delle persone a lui legate.

SOMMARIO

Il pensiero alfonsiano riguardo la conformità alla volontà di Dio non è un derivato di teorie e di concetti altrui; la formulazione e la sua articolazione sono determinate dall'esperienza di fede del Liguori. Fin dall'inizio della sua esperienza spirituale, ma ancor di più nelle tappe decisive che lo portano al graduale riconoscimento e sviluppo della sua vocazione di fondatore, il trasformante incontro con il Redentore è percepito dalla sua coscienza spirituale quale fedeltà al divino volere, pieno d'amore che, attraverso la preghiera, lo studio e l'intenso lavoro missionario tra gli abbandonati, viene elaborato come nozione dell'«uniformità alla volontà di Dio». L'articolo, che ripercorre la storia personale del Liguori, cerca di cogliere i tratti incisivi della sua esperienza spirituale, determinanti la formulazione e l'articolazione specifica della sua dottrina riguardo l'uniformità al divino volere.

SUMMARY

The view of St. Alphonsus on conformity to the Will of God was not derived merely from other peoples' theories or concepts. It was rather formulated and expressed from Liguori's own faith experience. This can be seen right from the beginning of his spiritual experience and more so in the decisive stages that led him gradually to recognise and develop his vocation as Founder. His fidelity to the Divine Will in his spiritual conscience is perceived in his relation with the Redeemer that transformed him. We see his love for it through prayer, study and his arduous missionary labours for the abandoned that he saw as 'uniformity with the Will of God'. This article, which recapitulates the personal history of Liguori, seeks to garner the outstanding traits of his spiritual experience that determined the formulation and precise expression of his doctrine regarding uniformity with the Divine Will.



DOCUMENTA

SHCSR 54 (2006) 373-457

ÁLVARO CÓRDOBA CHAVES, C.SS.R.

EL CARDENAL MIECISLAO LEDÓCHOWSKI (1822-1902) Y LOS PRIMEROS REDENTORISTAS EN AMÉRICA LATINA

1.- *Relaciones entre la Santa Sede y Latinoamérica; 2.- Miecislao Ledóchowski, delegado apostólico para cinco países; 3.- Los primeros redentoristas en Latinoamérica; 4.- Mosquera expulsada a Ledóchowski y a otros miembros de la Iglesia*

DOCUMENTOS

1. RELACIONES ENTRE LA SANTA SEDE Y LATINOAMÉRICA

Nuevas repúblicas, nuevas relaciones

A comienzos del siglo XIX, casi todas las colonias de América se independizan de España y Portugal. Las nuevas repúblicas promulgan nuevas leyes. Para los asuntos eclesiásticos, unas se ponen de acuerdo con la Santa Sede; otras se rigen autónomamente, y esto produce rupturas y conflictos.

Cuando Chile toma la iniciativa de establecer relaciones con la Santa Sede, Pío VII nombra, en 1823, una legación pontificia que incluye Chile, Argentina y Uruguay. La encabeza Giovanni Muzi, como delegado apostólico, y es autorizado para entrar en relaciones con otros países que ya no estén en guerra contra España. El sacerdote Giovanni Mastai Ferretti, futuro Pío IX, forma parte de esta legación. La experiencia dura sólo hasta

1825 y fracasa.¹

Por la Gran Colombia hay que destacar el papel que jugó Ignacio Sánchez de Tejada y los incidentes que tuvo que afrontar en Roma.²

En 1829, Pietro Ostini es enviado como nuncio del papa al Brasil; lo curioso es que recibe facultades de delegado apostólico para toda la América española.³ Y en 1836, Gaetano Baluffi va como nuncio a la Nueva Granada (Colombia), con facultades de delegado apostólico.⁴

Desde luego, era imposible que un representante pontificio pudiera recorrer un continente tan extenso y desprovisto de medios de comunicación. Lo que interesaba a la Sede Apostólica en ese momento era garantizar su presencia y solucionar los proble-

¹ Cf. Roger AUBERT, «Las Iglesias de América», en *Manual de Historia de la Iglesia*, VII: *La Iglesia, entre la revolución y la restauración*, = Biblioteca Herder 152, dir. por Hubert Jedin, Herder, Barcelona 1978, 287-289; Pedro de LETURIA, *Relaciones entre la Santa Sede e Hispanoamérica*, II: *Época de Bolívar, 1800-1825*, = *Analecta Gregoriana* 102, Apud aedes Universitatis Gregorianae / Sociedad Bolivariana de Venezuela, Romae / Caracas 1959, 189-226: carácter, efectos y fracasos de la misión Muzi: no era legado ni nuncio; no tenía color político y obedecía únicamente al bien de las almas; ID., *Relaciones entre la Santa Sede...*, III: *Apéndices, Documentos, Índices*, = *Analecta Gregoriana* 103, dir. por Miguel Batllori, Sociedad Bolivariana de Venezuela, Caracas 1960, 101-121; Germán CAVELIER, *Las relaciones entre la Santa Sede y Colombia*, I, Kelly, Bogotá 1988, 87-88.

² Cf. G. CAVELIER, *Las relaciones entre la Santa Sede y Colombia*, I..., 92-93, 118-160, 166-168, 173-179.

³ P. de LETURIA, *Relaciones entre la Santa Sede...*, III: *Apéndices, Documentos...*, 51-70: la primera nunciatura en América y su influencia en las repúblicas hispanoamericanas; Giuseppe de MARCHI, *Le Nunziature Apostoliche dal 1800 al 1956*, Edizioni di Storia e Letteratura, Roma 1957, 75: Brasil: Pietro Orsini (1829), «Facultates ipsi tribuuntur ut delegado apostolico in universis Americae meridionalibus et mexicanibus regionibus».

⁴ Cf. R. AUBERT, «Las Iglesias de América», en *Manual de Historia...*, VII: *La Iglesia, entre la revolución...*, 291-292: la Santa Sede reconoce la Nueva Granada en octubre de 1835, a México en 1836, a Ecuador en 1838, a Chile en 1840; Baluffi fue enviado como nuncio para toda Iberoamérica, pero no pudiendo ir a todas partes, le confiaron de nuevo esta delegación al nuncio de Río de Janeiro; G. de MARCHI, *Le Nunziature Apostoliche*, 95; Gaetano Baluffi, «Vescovo di Bagnoregio, Internunzio ap. e Delegato ap. "tum in dicta Republica, tum in omnibus Americae Meridionalis regionibus, excepto Brasiliae imperio"»; G. CAVELIER, *Las relaciones entre la Santa Sede y Colombia*, I..., 184-191.

mas más urgentes, como el nombramiento de obispos para las sedes vacantes.⁵

En el siglo XIX se produce el paso del colonialismo al neocolonialismo. Mientras España y Portugal abandonan el espacio iberoamericano, Inglaterra, Francia, Holanda y Estados Unidos lo ocupan enseguida. Sus intereses sobre Latinoamérica son prioritariamente económicos y políticos; de ella importarán materias primas (como el caucho) y le exportarán los sistemas de libre-cambio y proteccionismo; se establecerán los partidos políticos como el liberal (de corte federal y anticlerical) y el conservador (centralista e interesado en buenas relaciones con la Iglesia).⁶

A mediados del siglo XIX, las doce repúblicas hispanohablantes mantienen acuerdos con la Santa Sede.

«La mayor parte de las constituciones siguieron reconociendo el catolicismo como religión del Estado, pero los gobiernos no querían renunciar a la tradición de una meticulosa vigilancia sobre la Iglesia, procedente de la época colonial, e insistían una y otra vez en que fuera reconocido por la Santa Sede su derecho de patronato sobre la Iglesia. Al mismo tiempo intentaban, en nombre de la nueva ideología liberal, reducir el influjo del clero en la sociedad civil, abolir sus privilegios jurídicos e integrar en la economía nacional sus bienes raíces, todavía considerables. Esto dio lugar a conflictos constantemente renovados y a veces, como en Colombia o México, incluso a una ruptura violenta.

⁵ Cf. Alberto GUTIÉRREZ, «Las estructuras eclesiales y la realidad pastoral de la Iglesia latinoamericana durante el siglo XIX», en PONTIFICIA COMMISSIO PRO AMERICA LATINA, *Los últimos cien años de la evangelización en América Latina. Centenario del Concilio Plenario de América Latina*. Simposio histórico, Ciudad del Vaticano, 21-25 de Junio de 1999. Actas, Libreria Editrice Vaticana, Ciudad del Vaticano 2000, 107-147; Jesús ÁLVAREZ GÓMEZ, *Manual de Historia de la Iglesia*, Publicaciones Claretianas, Madrid 1987⁵, 284; Alfonso María PINILLA COTE, *Del Vaticano a la Nueva Granada. La internunciatura de monseñor Cayetano Baluffi en Bogotá, 1837-1842, Primera en Hispanoamérica*, = Colección Monografías 1, Biblioteca de la Presidencia de la República, Bogotá 1988.

⁶ Cf. José CAMARGO SOSA, «Liberales y Conservadores en América Latina y su posición frente a la Iglesia. El caso mexicano», en PONTIFICIA COMMISSIO..., 555-563; Eduardo CÁRDENAS, «El marco político y social de Iberoamérica en el siglo XIX», en PONTIFICIA COMMISSIO..., 587-597; Mariano FAZIO, «Iglesia y liberalismo en Hispanoamérica durante el siglo XIX. El caso Sarmiento», en PONTIFICIA COMMISSIO..., 643-657.

Estos conflictos fueron suscitados en algunos casos por la voluntad de la Iglesia, de rechazar una tutela por el Estado, incompatible con las nuevas ideas ultramontanas. Sin embargo, en la mayoría de los casos fueron resultado de una actitud reaccionaria de los clérigos que, a veces, animados por Roma, se empeñaban en dirigir escaramuzas de retaguardia con el fin de defender una posición cada vez más anacrónica.⁷

Durante la Gran Colombia

«Asunto de capitalísima importancia para la Gran Colombia era el reconocimiento de la Santa Sede por sus efectos religiosos y políticos.

A este respecto fueron grandes las actividades desplegadas por el gobierno colombiano. En la Villa del Rosario de Cúcuta (1821) se designó al granadino, residente en Roma, doctor Ignacio Sánchez de Tejada, como ministro plenipotenciario de Colombia ante Pío VII. Ya desde 1825 el Papa León XII había manifestado a los colombianos su deseo ardentísimo de poder, “cuanto antes sea posible” darles “un pastor”, deseo éste que por entonces se vio frustrado a causa de las intrigas del gabinete de Madrid; éste no quería que el Papa proveyese las sillas vacantes de América, pues al hacerlo, con prescindencia de la autoridad española, por el mismo hecho Roma reconocería su emancipación, dado que en virtud del patronato regio, los reyes españoles eran quienes designaban los obispos para América.

A pesar de todo, León XII, atendiendo más al provecho de las almas de los americanos que a los intereses de Fernando VII, proveyó directamente las vacantes episcopales en Colombia, con prescindencia de la intervención de España, en 1827, obra en la cual cupo gran parte a la intervención infatigable y eficaz del doctor Ignacio Sánchez de Tejada.

Reconoció pública y solemnemente la emancipación el Papa Gregorio XVI (1835), hecho que colmó de alborozó al general Santander, entonces mandatario de la Nueva Granada».⁸

⁷ R. AUBERT, «Distensión en el mundo ibérico», en *Manual de Historia...*, VII: *La Iglesia, entre la revolución...*, 760.

⁸ Rafael M. GRANADOS, *Historia general de Colombia. Prehistoria, conquista, colonia, independencia y república*, imprenta Antonio Nariño, s.l. 1978⁸, 351; cf. P. de LETURIA, *Relaciones entre la Santa Sede...*, III: *Apéndices, Documentos...*, 301-318: reconocimiento de la emancipación hispanoamericana.

Durante la Nueva Granada (1831-1858)

La iglesia católica comenzó a afrontar conflictos con algunos gobernantes de la Nueva Granada.

«Desde 1845 se sucedieron rápidamente las medidas anticlericales: supresión de los diezmos, luego también de la jurisdicción eclesiástica; expulsión de los sacerdotes y obispos, que intentaron oponerse a estas decisiones, sobre todo M. J. Mosquera (1834-53), el arzobispo más notable de Bogotá; en 1853 la proclamación de la separación entre la Iglesia y el Estado – primera decisión de esta clase en Iberoamérica –, y luego, tras un breve período de apaciguamiento, la nacionalización de los bienes de la Iglesia, y finalmente, en 1861, la supresión de todos los conventos, así como rigurosas medidas de control sobre la actividad del clero, sin que en ello se tuviese en cuenta la contradicción existente con la ley de separación. Este verdadero *Kulturkampf* duró hasta 1880».⁹

En esta coyuntura de mitad del siglo cabe preguntarse: ¿por qué un grupo reducido de gobernantes y legisladores se enfrentó con la iglesia católica, en la que se bautizaba casi el 100% de la población? Internamente, dos generales payaneses encabezan la batalla: Tomás Cipriano de Mosquera y José Hilario López.

José Hilario López, quien había sido encargado de negocios de Colombia ante la Santa Sede en 1839, es elegido presidente entre 1849-1853.¹⁰ Durante su gobierno, se promulgan va-

⁹ R. AUBERT, «La ofensiva de los gobiernos liberales fuera de los países de habla alemana», en *Manual de Historia...*, VII: *La Iglesia, entre la revolución...*, 928.

¹⁰ Istruzioni per Mgr. Giovanni Battista Agnozzi Delegato Apostolico ed Inviato Straordinario nella Repubblica degli Stati Uniti di Colombia, s.l., 31 marzo 1882, en Ciudad del Vaticano, AA.EE.SS., Colombia, pos. 427, fascículo 22, fol. 29 (minuta): «Sotto del López furono espulsi i Gesuiti, Mr. Arcivescovo Mosquera e la maggior parte dei Vescovi e s'aperse il cammino alla funesta legge di separazione dello Stato dalla Chiesa»; cf. Álvaro TIRADO MEJÍA, «Colombia: siglo y medio de bipartidismo», en VARIOS, *Colombia, hoy*, siglo veintiuno editores, Editora Guadalupe, Bogotá 1978, 102-185; Fernán GONZÁLEZ, «Iglesia y Estado desde la Convención de Rionegro hasta el Olimpo Radical 1863-1878», en *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura* 15 (1987) 91-163: plantea el problema general y menciona a Ledóchowski; en las págs. 91-

rias leyes contra la iglesia católica. Obsérvense, por ejemplo, las de mayo de 1851 contra el clero y los religiosos: día 9: supresión de los institutos religiosos; día 14: cancelación del privilegio del foro y de la independencia de la Iglesia; día 25: facultad a los laicos para nombrar sus propios párrocos; día 30: traslado al tesoro público de los censos destinados a las Órdenes monásticas, cofradías y obras pías.¹¹

Pío IX le escribe a López el 1 de junio de 1851. Le pide que se respeten los derechos de la Iglesia. El presidente le responde el 31 de diciembre del mismo año y se justifica diciendo que el problema se debe a la distancia entre Roma y Colombia, y a que muchos sacerdotes habrían creado discordias.

La andanada de leyes contra la iglesia no termina. El gobierno proclama el principio de "Iglesia libre en Estado libre" y decreta la total separación entre religión y gobierno.¹² Más aún: se sanciona la libertad de prensa, de enseñanza y de culto. De ahí

101 se refiere al patronato, los primeros conflictos entre Iglesia y Estado entre los años 1837-1849, la generación liberal del medio siglo y el mosquerismo ante la Iglesia.

¹¹ Istruzioni per Mgr. Giovanni Battista Agnozzi..., folio 20; cf. [Giacomo ANTONELLI], Particolare istruzione per Monsigr. Ledóchowski Delegato Aplico. nella Nuova Granata in aggiunta alle istruzioni generali di Mgr. Barili, li quali restano pur confermate pel medº. Mr. Ledóchowski in tutto ciò a che sono applicabili, 12 novembre 1856, in Città del Vaticano, Archivio Segreto Vaticano -ASV-, Segreteria di Stato -SdE-, Arch. Mons. Francesco Tavani (1862-1869), Nunziatura in Perù, busta I, indice 1152, rúb 1, fasc 1, 1: Istruzioni a Mons. Ledóchowski (1856), fol. 41-49, [Instrucciones a monseñor Francesco Tavani, sobre Nueva Granada: fol. 56-61]; (Ver DOCUMENTO 2); G. CAVELIER, *Las relaciones entre la Santa Sede y Colombia*, I..., 235-240, 281 ss.; Iván Darío TORO JARAMILLO, «La situación de la Iglesia y del clero en Colombia antes de la celebración del Concilio Plenario de América Latina», en PONTIFICIA COMMISSIO..., 1357-1372.

¹² Oscar KÖHLER, «La Iglesia en el mundo ibérico entre la revolución y la reacción», en *Manual de Historia de la Iglesia*, VIII: *La Iglesia, entre la adaptación y la resistencia*, = Biblioteca Herder 153, dir. por Hubert Jedin, Herder, Barcelona 1978, 208-209: «Colombia fue el primer país latinoamericano que introdujo la separación de la Iglesia y del Estado (1853), y por cierto en un sentido radicalmente hostil a la Iglesia. Desde la presidencia de R. Núñez (1880) se desarrollaron condiciones francamente amistosas con respecto a la Iglesia y en 1885 fueron reanudadas las relaciones diplomáticas con el Vaticano»; cf. G. CAVELIER, *Las relaciones entre la Santa Sede y Colombia*, I..., 293-318.

que muchos párrocos sean arrestados, el arzobispo de Bogotá sea acusado ante el Senado y enviado al exilio. Igual suerte corre el obispo de Cartagena de Indias. El delegado apostólico, Lorenzo Barili, pasa por momentos de angustia. Todavía más: los obispos que acudan a Roma para tratar asuntos de la Iglesia pueden ser delatados como criminales. Y para completar: las dos cámaras aprueban el matrimonio civil; se decreta que los obispos no tienen ningún privilegio ante el poder civil y son considerados como cualquier ciudadano; los cementerios se someten al poder político y son comunes a todas las creencias.

El secretario de Estado, cardenal Giacomo Antonelli, y los obispos colombianos protestan por las usurpaciones del Gobierno. De nuevo, el papa hizo oír su voz en el consistorio del 27 de septiembre de 1852 y condenó los decretos del Gobierno neogranadino.¹³

En estas condiciones, el representante pontificio, monseñor Barili, debería haber salido de Colombia. Sin embargo, vistas las necesidades de los fieles y para evitar los horrores de la guerra civil, se le pide en agosto de 1853, que renuncie al cargo de enviado extraordinario y continúe como delegado apostólico.¹⁴

Observando el contexto de las relaciones Estado e Iglesia, se comprende por qué rebaja el rango de los representantes pontificios nombrados para Colombia y por qué son rechazados:

1836-1842, nuncio apostólico: Gaetano Baluffi¹⁵

1842-1847, encargado de negocios: Nicola Savo

1847-1851, encargado de negocios: Sebastiano Buscioni¹⁶

¹³ Istruzioni per Mgr. Giovanni Battista Agnozzi..., fol. 21.

¹⁴ Istruzioni per Mgr. Giovanni Battista Agnozzi..., fol. 22-23. - Barili no presenta credenciales, pero el gobierno lo reconoce; cf. G. CAVELIER, *Las relaciones entre la Santa Sede y Colombia*, I..., 278-281, 288-289, 307-308, 314-316, 320-322.

¹⁵ «Baluffi Caietanus», in Remigius RITZLER - Firminus SEFRIN, *Hierarchia Catholica Medii et Recentioris Aevi*, VII (1800-1846), "Il Messaggero di S. Antonio", Patavii 1968, 103.

¹⁶ Istruzioni per Mgr. Giovanni Battista Agnozzi..., fol. 19-20: «Dopo il ritorno in Roma di Mgr. Savo avvenuto nel 1849, rimase nella Nuova Granata come Incaricato interino il Sacerdote Buscioni. E fu in quest'intervallo di tempo, che i semi dei principii regalistici gittati dai governanti spagnuoli nell'ultimo periodo della loro dominazione in quelle regioni, cominciarono a dare i

1851-1857, enviado extraordinario y delegado apostólico:
Lorenzo Barili

1857-1861, delegado apostólico: Miecislao Ledóchowski

1861-1882, ningún representante de la Santa Sede en Colombia.

Colombia es un caso insólito, pues mientras sus gobiernos rompen relaciones con la Santa Sede durante más de veinte años (1861-1882), en las décadas sucesivas gozarán de grande armonía. El concordato en 1887 es una columna de apoyo. Pero volvamos a 1857. Miecislao Ledóchowski es enviado a Colombia. Las aguas habían vuelto a su cauce. Durante más de cuatro años trabaja con esmero, pero con él terminan 25 años de idas y venidas entre Roma y Bogotá. Veamos los porqué.

2. LEDÓCHOWSKI, DELEGADO APOSTÓLICO PARA CINCO PAÍSES

Mieczyslaw Halka Ledóchowski,¹⁷ de familia noble, nació en Górki, cerca de Chomontów, diócesis de Sandomierz, dominio ruso, el 29 de octubre de 1822. Adelantó sus primeros estudios en Radom y en el seminario de Varsovia. En 1842 ingresa a

frutti loro proprii con quel danno per la prosperità della Chiesa che è più facile immaginare che ridire».

¹⁷ Cf. «Ledóchowski, Mieczyslaw Halka, conte», in *Enciclopedia Italiana di scienze, lettere ed arti*, XX, Istituto Poligrafico dello Stato, Roma 1950, 727: estudió en la Universidad Gregoriana; «Ledóchowski, Mieczyslaw Halka», in *Enciclopedia Cattolica*, VII, Ente per l'Enciclopedia Cattolica e per il libro cattolico, Città del Vaticano 1951, colonne 1016-1017; «Mieczyslaw Halka Cardinal Ledóchowski †», in <http://www.catholichierarchy.org/bishop/bledo.html> (consulta, enero 2005); «Miecislao Halka Ledóchowski», in *Catholic Encyclopedia on CD-Rom*, <http://www.newadvent.org/cathen/09111b.htm> (consulta, enero 2005); «Miecislao Johann, Count Ledóchowski», in *Encyclopedia LoveToKnow*, in http://95.1911encyclopedia.org/L/le/Ledochowski_miecislao_johann_count.htm (consulta, enero 2005); «Ledóchowski (Halka-Ledóchowski), Mieczyslaw», in *Biographisch-Bibliographisches Kirchenlexicon*, http://www.bautz.de/bbkl/1/Ledochowski_m.shtml (consulta, 2 enero 2005); W. GRAMATOWSKI, «Ledóchowski, Włodzimiro [Włodzimierz]», en *Diccionario Histórico de la Compañía de Jesús, Biográfico-temático*, II, dir. por Charles E. O'Neill y Joaquín M.^a Domínguez, Institutum Historicum, S.I. / Universidad Pontificia Comillas, Roma / Madrid 2001, 1687-1690: Włodzimiro era sobrino de Mieczyslaw Ledóchowski y vigésimo sexto superior general de la Compañía de Jesús (1915-1942); G. CAVELIER, *Las relaciones entre la Santa Sede y Colombia*, I..., 333-335.

la *Accademia dei Nobili Ecclesiastici* en Roma, y en esta ciudad es ordenado sacerdote el 13 de julio de 1845. En 1847 recibe el doctorado en teología y en derecho civil y eclesiástico.

Al año siguiente es designado prelado doméstico de Pío IX, cuando éste inicia su pontificado. Se incorpora a la carrera diplomática y en 1851 es destinado como auditor a la nunciatura de Lisboa. De sólo 34 años de edad, es destinado a Colombia¹⁸ como delegado apostólico en 1856 en sustitución de monseñor Barili. Allá permanece hasta julio de 1861, cuando es expulsado arbitrariamente por Tomás Cipriano de Mosquera.

Instrucciones para Ledóchowski

La Santa Sede nombra a Barili nuncio apostólico en España en 1856. En su lugar envía Ledóchowski, como delegado apostólico para los cinco países bolivarianos: Nueva Granada, Ecuador, Bolivia, Perú y Venezuela, proveyéndolo de facultades ordinarias y extraordinarias.

De acuerdo al lugar de destino, la Santa Sede da instrucciones a sus representantes para el correcto desempeño de sus funciones. A Ledóchowski se le pide que tenga en cuenta, sobre todo: la posibilidad de que el Gobierno de la Nueva Granada suprima la separación entre Iglesia y Estado; la elección de obispos para sedes vacantes; la bula de la Cruzada; y la cuestión de los vicarios capitulares.¹⁹

¹⁸ El 20 de julio de 1810 se da en Colombia el grito de independencia y desde entonces figura con varios nombres: Patria Boba (1810-1816), Reconquista (1816-1819), Gran Colombia (1819-1830), República de la Nueva Granada (1831-1858), Confederación Granadina (1858-1863), Estados Unidos de Colombia (1863-1886) y República de Colombia (1886 en adelante).

¹⁹ Pío IX, Breve a Miecislao Ledóchowski, Romae apud Sanctam Mariam Majorem, 26 septiembre 1856, in AA.EE.SS., Colombia, año 1856-1861, pos. 179, fasc. 354, fol. 5-26 y 31-38; fol. 41-86: por audiencia del 8 octubre 1856, se conceden facultades a Ledóchowski para bendecir crucifijos y viacrucis, celebrar en el mar en altar portátil, recitar las tres partes del rosario, dar la comunión a sus familiares en su oratorio privado *toties quoties*; fol. 44: impreso con lista de indulgencias plenarias, de siete años, cinco años, cien días (*Angelus, De profundis...*), cincuenta días; cf. fol. 88-89; [SECRETARIO DE LA S. C. DEGLI AFFARI ECCLESIASTICI STRAORDINARI], Nota al cardenal Marchi, secretario de Breves, [Roma], 23 septiembre 1856, en AA.EE.SS., Colombia, año 1856-1861, pos.

Se le advierte que siguen en pie las instrucciones dadas a su predecesor Barili, el cual trabajó bien en la orientación de los fieles y de los vicarios capitulares. Además, le hace saber que:

1) Por su conducta contra la Iglesia, el Gobierno de la Nueva Granada no merece tener un representante pontificio, pero las urgentes necesidades de los fieles lo exigen. Siendo la religión católica la única de la nación, es censurable lo que hace el Gobierno granadino; ni se sabe qué es lo que quiere. Monseñor Barili expresó voluntad de unión entre los dos poderes. Si monseñor Ledóchowski detecta alguna demostración en este sentido, la acogerá, informará a la Santa Sede y esperará respuesta.

2) El papa designa a Ledóchowski sólo como delegado apostólico. Mientras dure la separación entre Iglesia y Estado, no se puede nombrar un enviado extraordinario. El delegado debe examinar la necesidad de una reparación por parte del Gobierno, en forma de retractación o resarcimiento.

3) Para el cargo de obispos, hay que escoger los mejores eclesiásticos, con los papeles en regla, que sean idóneos y merecedores de la dignidad episcopal. En este momento está todo en orden; los actuales preladados, casi todos fueron nombrados prescindiendo de la formalidad del proceso canónico y de su preconización en consistorio, por medio de un Breve expedido por Propaganda Fide.²⁰ Las diócesis de Misión pasan a Propaganda. Se dan normas para los capítulos catedralicios, vicario capitular, canónigos y prebendas.²¹

179, fasc. 354, fol. 2; G. de MARCHI, *Le Nunziature Apostoliche...*, 69: para Bolivia; de 1829 a 1856 eran delegados los representantes pontificios en Colombia; de 1857 a 1864, el de Argentina; de 1865 a 1877, el de Brasil.

²⁰ Istruzioni per Mgr. Giovanni Battista Agnozzi..., fol. 23: «Grandissimo poi fu il vantaggio che si conseguì colla sollecita provvista delle Sedi Vescovili vacanti, alle quali furono dati zelanti pastori a liberissima scelta della S. Sede. E lo stesso Governo nel 1854 sembrò mostrare qualche buona intenzione di tornare a meno tristi consigli. Infatti si fece qualche miglioramento alle leggi del matrimonio e della separazione della Chiesa dallo stato; venne escluso l'elemento democratico nella disciplina ecclesiastica, vendicata in parte l'autorità della sacra Gerarchia e la libera amministrazione dei beni ecclesiastici rimasti».

²¹ Cf. [G. ANTONELLI], Particolare istruzione per Monsigr. Ledóchowski..., fol. 41-49; fol. 56-61: instrucciones a monseñor Francesco Tavani, sobre Nueva Granada; Istruzioni per Mgr. Giovanni Battista Agnozzi..., fol. 20-23: coinciden en parte con las instrucciones dadas a Ledóchowski; ASV, SdE, año

Con estas instrucciones, y consciente de su nueva responsabilidad, Ledóchowski cruza el Atlántico. Pasa por Cartagena, ciudad colonial en las costas del mar Caribe, donde encuentra a dos sacerdotes de las misiones extranjeras de Milán (Eugenio Biffi y Constantino Robbini), y al carmelita Juan Bautista Aragón.²²

3. LOS PRIMEROS REDENTORISTAS EN LATINOAMÉRICA

Petición de misioneros para El Casanare (Colombia)

En los años 1843 y 1857, hubo peticiones de redentoristas para Brasil y Argentina. No fue posible enviarlos. El momento de ir a Latinoamérica llegó, cuando el presidente del Estado de Boyacá (David Torres), en la Nueva Granada (= Colombia), le pidió al delegado apostólico en este país, monseñor Miecislao Ledóchowski, que le ayudara a buscar misioneros para enviar al Casanare, lugar distante y abandonado que estaba dentro de su jurisdicción. Durante la colonia, El Casanare había sido evangelizado especialmente por agustinos recoletos y jesuitas.²³ Pero en

1861, rúb. 251, fasc. 1, fol. 192-206: varias respuestas de Roma, especialmente las instrucciones dadas al delegado apostólico (fol. 194): «In quanto ai Missionari da inviarsi nelle Pianure di Casanare nello Stato di Boyacà, sono già pronti cinque ecclesiastici, i quali fra breve tempo si metteranno in viaggio. Tali Missionari dipenderanno dal Deleg. o Apli.co».

²² Eugenio BIFFI, carta a su padre superior, Cartagena, 30 diciembre 1857. en Roma, APF, América Meridional vol. 10, 1857-1859, fol. 212-219; Istruzioni per Mgr. Giovanni Battista Agnozzi..., fol. 23: «Appena giunto il nuovo Delegato in Bogotà, conformemente all'incarico ricevuto, dando conto alla S. Sede della condizione della Delegazione Apostolica alla partenza di Mgr. Barili, [Ver DOCUMENTO 1] faceva in un suo rapporto un quadro dolorosissimo della scarsezza, ignoranza e mala vita del Clero sia secolare sia regolare. Non è a dire quanto Mgr. Ledóchowski si adoperasse e a voce e in iscritto per apporare qualche rimedio a simili mali. Ma purtroppo questi erano somamente profondi ed inveterati, sicché poco o nulla poté contro d'essi l'opera del Delegato Apostolico».

²³ Cf. José del REY FAJARDO, «Misiones jesuíticas de la Orinoquia: entre la Ilustración y la modernidad», en *Estudios Eclesiásticos* 79 (2004) 97-128; Id., «Los Jesuitas en las raíces de la Colombianidad», en *Boletín de Historia y Antigüedades* vol. 91, n. 825 (2004) 287-294: el proyecto Orinoquia y sus indígenas.

este momento estaba sin control civil ni espiritual. Lo habitaban algunos colonos y varias tribus de indígenas.

Misioneros... ¿cuáles?, ¿dónde y cómo encontrarlos? Ledóchowski los busca en Francia e Italia. Al inicio, ninguna respuesta favorable. La suerte le sonríe cuando escribe al secretario del papa, Giacomo Antonelli, pidiéndole evangelizadores para la antigua misión del Casanare. La petición se asemeja a una carrera de relevos y se podría esquematizar así:

- Ledóchowski busca misioneros en Francia e Italia;
 - Ledóchowski solicita la mediación a Giacomo Antonelli;
 - Antonelli pasa la petición al cardenal Barnabò (prefecto de Propaganda Fide);
 - Barnabò se dirige al director del Seminario de Misiones Extranjeras de Milán, y al cardenal Sixto Riario (arzobispo de Nápoles);
 - Riario transmite la petición a Celestino Berruti (superior mayor de la Congregación del Santísimo Redentor en Nápoles);²⁴
 - de Milán y Nápoles llegan respuestas afirmativas, ofreciendo misioneros;
 - en Roma escogen los misioneros: tres redentoristas de Nápoles y dos de las Misiones Extranjeras de Milán;
 - en mayo de 1859, los cinco son enviados al Casanare.
- Veamos los hechos en detalle:

²⁴ [Alessandro BARNABÒ], carta al director del Seminario de Misiones Extranjeras de Milán, Roma, 17 agosto 1858, en APF, *America Meridionale*, vol. 10, fo 306; Gius. MARINONI, Carta a Barnabò, Milán, 28 agosto 1858, en *ibid.*, fo 331; [A. BARNABÒ], Carta a G. Marinoni, 7 septiembre 1858, en *ibid.*, fo 332: agradece por la prontitud en ofrecer alumnos; se esperan respuestas de otros institutos; cf. Samuel J. BOLAND, «First Redemptorist Mission to unbelievers. Casanare, South America, 1859-1861», en *SHCSR* 31 (1983) 175-177, 180-184; Álvaro CORDOBA CHAVES, «Viajes misioneros. La primera presencia de los redentoristas en América Latina, 1859-1861», en *SHCSR* 46 (1998) 23-101, con abundante bibliografía y documentación; *Id.*, *Dall'Italia all'America del Sud. Tre Redentoristi danno la vita per gli indios*, Valsele Tipografica, Materdomini 2000. - Los redentoristas son los miembros de la Congregación del Santísimo Redentor -CSSR- fundada por Alfonso de Liguori en el año 1732 en Scala (Salerno, Reino de Nápoles).

Aceptación y viaje

Cuando el arzobispo de Nápoles pide autorización al prefecto de Propaganda Fide para informarse con el superior mayor redentorista, a ver si dispone de misioneros para la misión del Casanare,²⁵ Barnabò le responde que el papa está de acuerdo con que se informe si hay redentoristas disponibles y que le pregunte a su superior a ver si está dispuesto a encargarse de esta nueva misión.²⁶ El arzobispo de Nápoles se entera de que el superior redentorista tiene varios misioneros disponibles, pero totalmente preparados sólo dos: Vittorio Lojodice (24 años de edad) y Giocchino D'Elia (26 años). Después resultará Enrico Tirino (53 años). Estamos en octubre de 1858. La misión es aceptada y siguen unos meses de preparación.

Llegado el momento, el secretario de la Congregación de Asuntos Eclesiásticos Extraordinarios anuncia a Propaganda Fide que pronto viajarán cinco eclesiásticos a la misión del Casanare: tres redentoristas de Nápoles y dos diocesanos de España que estaban en Milán (el sacerdote Francisco Pizarro y el clérigo Fernando Ginés). Solicita para ellos las facultades espirituales y los recursos necesarios para su viaje hasta Santa Fe de Bogotá. Berruti pide al prefecto de Propaganda Fide que, como los tres redentoristas se van a dedicar a las misiones extranjeras, los asuma bajo su protección y le indica que hay más sujetos que se han ofrecido para el Casanare.²⁷

Los misioneros reciben 7.400 francos para el viaje,²⁸ que

²⁵ Sisto RIARIO, oficio al cardenal Barnabò, Nápoles, 17 septiembre 1858, en Roma, APF, America Meridionale, Nuova Granata, vol. 10 (1857-1859), fol. 337; cf. fol. 334-335.

²⁶ Cf. Comunicación a Riario, Roma, 28 septiembre 1858, en Roma, APF, America Meridionale, Nuova Granata, vol. 10 (1857-1859), fol. 339.

²⁷ Giuseppe BERARDI, oficio al secretario de la S. C. de Propaganda Fide, Roma, 7 mayo 1859, en Roma, APF, America Meridionale, Nuova Granata, vol. 10 (1857-1859), fol. 523-525, en el que incluye copia de la carta de Celestino M^a. BERRUTI al cardenal Barnabò, Nápoles, 1 mayo 1859, en Roma, APF, fol. 524-525; con la lista de los cinco misioneros; cf. Pietro di SARDIA, carta de recomendación a Barnabò, Nápoles, 1 mayo 1859, en Roma, APF, fol. 526.

²⁸ Mon.e Segr.io degli Aff.i Eccl.ci Straordinari, 7. Maggio 1859 en APF, America Meridionale, Nuova Granata, vol. 10 (1857-1859), fol. 528; cf. cardenal ROBERTI, nota a Barnabò, Roma, mayo 1859, en APF, fol. 529; card. Ro-

hacen entre mayo y noviembre de 1859, afrontando muchas peripecias, como la pérdida del equipaje en el Caribe. Enrico Tirino, Gioacchino D'Elia y Vittorio Lojodice son los primeros redentoristas que se establecen en tierra iberoamericana. Alfonso de Liguori se conmovió por el abandono pastoral en que estaban los pastores de Santa Maria dei Monti; ahora sus hijos se conmueven al encontrar condiciones parecidas en los habitantes del Nuevo Continente.

Ledóchowski, representante de Propaganda

Ledóchowski consulta al arzobispo de Bogotá y a otras personas, para saber si están de acuerdo con que la Misión del Casanare dependa totalmente de Propaganda Fide. No hay objeciones. Entonces, el papa le confía a Ledóchowski la coordinación, y éste se compromete a enviar los informes correspondientes a Propaganda.²⁹

Trabajos en la misión del Casanare

Los misioneros llegan a fines de junio de 1859 a Bogotá. La gente común y las autoridades los reciben con júbilo y colaboran generosamente para la misión. Ledóchowski los acoge cual padre diligente y prevé todos los detalles del caso. Luego de varias semanas en la capital granadina, los tres redentoristas se encaminan al Casanare y los dos españoles a los Llanos de San Martín.

Una vez en Casanare, los hijos de san Alfonso se dedican con toda su alma al quehacer misionero. Dos de ellos mueren debido a factores ambientales: Tirino se ahogó y a D'Elia lo picó un insecto que le produjo gangrena y fiebres mortales. El tercero regresó a Bogotá a esperar los refuerzos que ya estaban listos en

BERTI, nota a Bedini (secretario de Propaganda Fide), Roma, 12 mayo 1859, en APF, fol. 530: le envía mil escudos para los misioneros del Casanare.

²⁹ M. LEDÓCHOWSKI, informe a Antonelli, Bogotá, 11 agosto 1859, en ASV, SdE, año 1861, rúb. 251, fasc. 1, fol. 190: «Quindi è che anche nella circostanza della venuta de' PP. Liguorini ho procurato di condurmi in maniera, che non solo la suscettibilità di Mgr. Arcivescovo non avesse di che risentirsi, ma che anzi fosse completamente soddisfatto, come in realtà è succeduto».

Nápoles. El delegado apostólico, al describir cada hecho, expresa su admiración y reconocimiento por los redentoristas. Llegará a decir que la misión del Casanare se había convertido para él como la 'pupila de sus ojos'.

El astuto secretario

Un hecho curiosísimo le sucedió a Ledóchowski en Bogotá con su secretario Juan Bautista Valeri, nacido en Ariccia y sacerdote de la diócesis de Albano (Estados Pontificios), donde era obispo el cardenal Altieri.

Valeri entabló amistad particular con una mujer, y para 'guardar las apariencias', tenía que fingir repetidamente. El delegado apostólico verificó los hechos y, con ayuda del arzobispo, de los jesuitas y del representante francés, expulsó a su secretario. Los sentimientos y comentarios eran leña seca para el fuego. Hasta el redentorista Víctor Lojodice, que estaba en Bogotá esperando nuevos compañeros de Nápoles, tuvo que reemplazar a Valeri en la Delegación apostólica durante varios meses, los que aprovechó para escribir un informe sobre la misión del Casanare.³⁰

Ledóchowski sugiere que detengan a Valeri cuando éste lle-

³⁰ M. LEDÓCHOWSKI, informe a Giacomo Antonelli, «Scacciata del Segretario dalla Delegazione Apostolica», Bogotá, 22 marzo 1861, en ASV, SdE, año 1864, rubr. 251, fasc. 2, fol. 103-108; *Id.*, carta a Barnabò, Bogotá, 29 marzo 1861, con el informe de Lojodice: [V. LOJODICE], Informe sobre las Misiones del Casanare, escrito por petición de Miecislao Ledóchowski, [Bogotá], 25 marzo 1861, en ASPF, SRC, AM, vol. 11, fol. 392-397; M. LEDÓCHOWSKI, informe a Antonelli, Bogotá, 13 abril 1861, in ASV, SdE, año 1864, rub. 251, fasc. 2, fol. 100-101: Valeri busca una casa para ir a vivir con Teresa Herrán; el ministro Jones, de Estados Unidos, lo protege y le da pasaporte; M. LEDÓCHOWSKI, informe a Antonelli, Bogotá, 13 julio 1861, in ASV, SdE, año 1861, rub. 251, fasc. 1, fol. 267: «Lo sciagurato Valeri continua nella sua scandalosa vita; prese una casa in affitto in cui vive solo, come solo con una sorella a se simile, vive in altra casa vicina la ragazza da lui nel confessionale sedotta. Entra il primo dalla seconda con frequenza, da essa mangia, e in sua compagnia passa gran parte delle giornate. La famiglia Herran osserva una condotta veramente infame in questo affare, consapevole di tutto, tutto lo ricopre e facilita con il fine unico di ragranellare aderenti al suo partito mercè la prostituzione della propria parente e la scaltrezza dell'empio prete. Che Iddio le perdoni tanta iniquità!».

gue a Francia y que lo encierren en las cárceles del Santo Oficio.³¹ Al llegar a París, Valeri escribe a Ledóchowski, comentándole que lleva una carta del general Mosquera para el papa y que se siente perjudicado por haber sido suspendido durante un año. Le pide un reembolso de 700 escudos.³²

Valeri regresa nuevamente a América, no a la Nueva Granada sino al Perú, donde se gana el aprecio de muchas familias principales. Lo curioso es cómo le van siguiendo los pasos Ledóchowski, Antonelli, el cardenal Altieri, el arzobispo de Lima y el cónsul pontificio en Lima.³³

³¹ M. LEDÓCHOWSKI, informe a Antonelli, Bogotá, 10 abril 1861, in ASV, SdE, año 1864, rub. 251, fasc. 2, fol. 92-93; fol. 94 ss: Valeri se defiende y dice que son calumnias contra su honor; fol. 97-98: Juan Bautista Aragón asegura a Antonelli que Valeri ha abusado de la bondad de Ledóchowski, apelando a juramentos sacrílegos.

³² Juan Bautista VALERI, carta a Ledóchowski, París, 28 marzo 1862, in ASV, SdE, año 1864, rub. 251, fasc. 2, fol. 126: «I miei terribili soffrimenti non si pagano coll'oro ma in altra guisa; i discapiti pecuniarii si possono soddisfare coll'equivalente. La prego pertanto di voler compiere un atto di giustizia nella persuasione, che se non mi paga adesso mi pagherà senza dubbio più tardi»; cf. G. ANTONELLI, nota al cardenal Altieri (obispo de Albano, a donde pertenecía Valeri), [Roma], 8 agosto 1862, en ASV, SdE, año 1864, rub. 251, fasc. 2, fol. 132.

³³ M. LEDÓCHOWSKI, informe a Antonelli, Bruselas, 1 agosto 1862, in ASV, SdE, año 1864, rub. 251, fasc. 2, fol. 133: Valeri regresó a Nueva Granada, afirmando que iba provisto de muchísimas facultades. ¿Será cierto? Dicen que la mujer que sedujo en Bogotá abrió un negocio y Valeri le llevó mercancías; G. ANTONELLI, carta a Ledóchowski, [Roma], 12 agosto 1862, in ASV, SdE, año 1864, rub. 251, fasc. 2, fol. 134: lo de Valeri es pura mentira; no se atrevió a venir de París a Roma y su Ordinario no lo autorizó a celebrar la misa; el arzobispo de Bogotá tome como falso cualquier documento que él exhiba y avise a los ordinarios diocesanos para que no los engañe; G. ANTONELLI, carta al cónsul general pontificio en Lima (Perú), Roma, 11 julio 1863, in ASV, SdE, año 1864, rub. 251, fasc. 2, fol. 138: si sabe que Valeri se refugió en Lima, y como sus antecedentes permiten pensar que engaña al arzobispo, «vantando forse una qualche missione della S. Sede, così è necessario ch'Ella faccia conoscere al degno Prelato essere il Valeri un cattivo soggetto cui non potrebbe accordarsi fiducia alcuna, né conseguentemente affidarsi missione di sorta»; Bernardo ROCA Y GARZÓN (cónsul del papa en Lima), carta a Antonelli, Lima, 29 agosto 1863, in ASV, SdE, año 1864, rub. 251, fasc. 2, fol. 145-148: puse sus advertencias en conocimiento del arzobispo: «El Sr. Valeri, que se titula Canónigo de Roma y Proto-Notario Apostólico, llegó aquí en el mismo vapor que Monseñor Eyzaguirre, reputándosele desde entonces sospechoso en sus opiniones, por

Su obispo ordinario, el cardenal Altieri, asegura que no le ha dado testimoniales ni permiso para residir fuera de la diócesis de Albano; que lo ha invitado paternalmente a su residencia, pero que el 7 de agosto de 1862 renunció al canonicato. Así que, no tiene licencia para estar fuera de la diócesis ni para ejercer el ministerio y, por consiguiente, hay que considerarlo rebelde a las disposiciones canónicas.³⁴

El arzobispo de Lima informa que a principios de mayo se le presentó Valeri y le dijo que, no pudiendo seguir para Roma, iba en plan de visita y le pidió licencias; el prelado le concedió acogida transitoria, pero se informó por el delegado apostólico en Quito, que primero lo había suspendido Ledóchowski en Bogotá y después lo había suspendido el papa; de inmediato lo suspende del ministerio y le exige la pronta separación de la arquidiócesis de Lima.³⁵

algunos antecedentes que se tenían de su condición en Bogotá»; se vislumbraba alguna adhesión al partido liberal; se lanzó a predicar por todas partes y cada día goza de mayor aceptación y todos lo elogian; «El día de S. Ignacio se encargó de predicar su panegírico, asunto que debía descubrir el temple del orador, principalmente exhibiéndose ante una concurrencia en que ex-profeso se le iba a medir por sus convicciones. Yo fui precisamente con tal fin, y no puedo decir sino que, hizo el más cumplido elogio de la Compañía de Jesús sin discrepar una línea del espíritu rigurosamente católico y ultramontano, según la calificación que dan los liberales a estas doctrinas»; B. ROCA Y GARZÓN (cónsul general de los Estados Pontificios), carta a Antonelli, Lima, 13 enero 1864, in ASV, SdE, año 1864, rub. 251, fasc. 2, fol. 127-128, 155-156; si se ha extraviado en sus ideas, «más daño haría a la causa de la Iglesia en estas Repúblicas que en Roma, y en mi humilde concepto convendría que se le franquease su regreso, dispensándole cualquiera falta que hubiera cometido»; cf. fol. 149-154.

³⁴ J. [ALTIERI], nota a Alessandro Franchi (secretario de la Sgda. Congregación de AA.EE.SS.), Casa, 28 marzo 1863, en ASV, SdE, año 1864, rub. 251, fasc. 2, fol. 131-132.

³⁵ José Sebastián (arzobispo de Lima), carta a Antonelli, Lima, 13 noviembre 1863, en ASV, SdE, año 1864, rub. 251, fasc. 2, fol. 159-160; cf. G. ANTONELLI, carta al arzobispo de Lima, [Roma], 13 febrero 1864, in ASV, SdE, año 1864, rub. 251, fasc. 2, fol. 162-163: Ledóchowski tuvo que despacharlo y quitarle las facultades; poseía una prebenda en colegiata canonical; su obispo, el cardenal Altieri lo llamó varias veces, y declaró que no le había expedido ningún documento ni permiso para estar fuera de la diócesis, pero Valeri se obstinó en quedarse en América sin ninguna autorización y sin que pudiera ejercer el sacerdocio; viajó a París y volvió a América; Valeri se encuentra en una situación anormal y contraria a las leyes de la Iglesia; debía avergonzarse

Valeri le informa a Antonelli que se encuentra en Lima hace siete meses atendiendo a sus deberes como sacerdote, haciendo honor a su patria y viviendo en un convento. No quiere aparecer como falsificador. «He sido, soy y seré un hijo obediente y respetuoso de la Santa Sede».³⁶

Finalmente, Valeri pide perdón.³⁷

4. MOSQUERA EXPULSA A LEDÓCHOWSKI Y A OTROS MIEMBROS DE LA IGLESIA

Ya en 1859, Ledóchowski pinta sombríamente el horizonte político de la Nueva Granada, entre otras cosas, porque el general Tomás Cipriano de Mosquera, entonces presidente del Cauca, es un hombre perverso y ambicioso que quiere usurpar la presidencia de la Confederación Granadina y destituir al presidente Mariano Ospina Rodríguez. Ledóchowski intuye que si triunfa Mosquera, lo expulsará a él y a muchos religiosos.³⁸

y regresar; su obispo acordó su excardinación, de modo que se encuentra sometido a la jurisdicción del obispo que lo reciba.

³⁶ J.B. VALERI, carta a Antonelli, Lima, 16 noviembre 1863, en ASV, SdE, año 1864, rub. 251, fasc. 2, fol. 158.

³⁷ J.B. VALERI, carta al papa, Lima, 29 agosto 1864, en ASV, SdE, año 1864, rub. 251, fasc. 2, fol. 164-165: escribe desde el convento de los Descalzos: «Padre Santo, perdono. Mi perdoni per i meriti di Gesù Cristo, che sempre perdoni, per i meriti di Maria Vergine Immacolata e benedica il prodigo ravveduto, il figlio pentito, il suddito fedele, che bacía umilissimamente i Suoi SS. Piedi»; cf. G. ANTONELLI, carta al arzobispo de Lima, [Roma], 19 noviembre, in ASV, SdE, año 1864, rub. 251, fasc. 2, fol. 166: Valeri reconoció los hechos, pidió perdón y dice que ha pasado un año en un convento enseñando y escribiendo en defensa de la verdad y dispuesto a cualquier penitencia; el papa acepta este arrepentimiento, con tal que confirme sus propósitos con su vida edificante; ayúdelo en su conversión e informe si va a quedarse en América o regresará a su patria.

³⁸ El tema está muy puntualizado en los informes de M. LEDÓCHOWSKI a Antonelli, en ASV, SdE, rub. 251, durante los años 1859, 1860 y 1861; el 16 de agosto de 1860, fol. 204-205, dice: «Si fanno qui da' fedeli pubbliche rogative perché la causa dell'ordine trionfi e con ragione poiché in caso contrario non solo il paese soffrirebbe ne' suoi interessi temporali immenso danno, ma anche la Chiesa si troverebbe esposta a nuove e terribili persecuzioni»; y el 7 de enero de 1861, fol. 120, se expresa así: «Per moltiplicati e sicuri condotti ho risaputo, che l'ex-generale Mosquera unito oggi ai più celebri fautori dell'impietà e del-

Mosquera depone al gobierno legítimo de Ospina Rodríguez y entra a Bogotá el 18 de julio de 1861. Dos días después promulga el siguiente decreto de tuición:

«Decreto de 20 de Julio de 1861, sobre Tuición. T. C. de Mosquera, Presidente provisorio de los Estados Unidos de Nueva Granada. En uso de las facultades que me han conferido los pueblos para el mejor arreglo i dirección de sus negocios, en el sentido de los principios propiamente federales, i con el objeto de evitar influencias extrañas que contraríen el desenvolvimiento de los enunciados principios, decreto:

Art. 1º. El Poder Ejecutivo de la Unión ejercerá en los sucesivo el derecho de "Tuición" respecto a todos los cultos que haya en el territorio que se ha puesto bajo su administración.

Art. 2º. En consecuencia ningún Ministro superior podrá ejercer sus funciones, sea cual fuere el culto a que pertenezca, sin el pase o autorización del encargado del Poder Ejecutivo o de los Presidentes o Gobernadores de los Estados, en sus respectivos casos.

Art. 3º. Los contraventores a este decreto serán tratados como usurpadores de las prerrogativas de la Unión Granadina, i en consecuencia, serán extrañados del territorio.

Dado en Bogotá a 20 de Julio de 1861. *Tomás C. de Mosquera*. El Secretario de Gobierno, *Andrés Cerón*. Es copia, *Cerón*. Es copia. Secretaría, 5 de Agosto de 1861. El Secretario, *Paz*.³⁹

Las previsiones de Ledóchowski se cumplieron. Mosquera envía a su secretario de Relaciones Exteriores, José María Rojas Garrido, a reclamar a Ledóchowski una carta que el papa le ha-

l'immoralità López e Obando, ha formato il progetto di non perdonare né al Clero regolare né al secolare ove intrasse vincitore in Bogotá. I primi punti nel suo programma sono la scacciata de' Gesuiti e della Delegazione e l'incameramento de' beni delle corporazioni religiose»; y el 13 de abril de 1861, fol. 100-101, afirma que si es expulsado por Mosquera, irá al Ecuador, donde espera ser muy bien recibido por el óptimo gobierno conservador de García Moreno. (Ver DOCUMENTOS 4 y 5).

³⁹ Cipriano de MOSQUERA, Decreto de 20 julio de 1861 sobre Tuición, en *Registro Oficial*, Bogotá, 26 de julio de 1861, 2; cf. AA.EE.SS., Colombia, año 1856-1861, pos. 179, fasc. 361, fol. 59: Anexo A: impreso titulado *Notas cruzadas entre el secretario jeneral del Estado de Bolívar i el prelado de la diócesis*; fol. 60: Anexo B: respuesta del obispo de Cartagena a Rojas Garrido, contra la tuición.

bía enviado por medio de la Delegación y que no se la habían entregado; Ledóchowski no se la entrega.⁴⁰ Entonces, Mosquera le ordena salir del país en el plazo perentorio de 72 horas:

«Secretaría de Relaciones Exteriores.

Bogotá, 25 de julio de 1861

Al Señor Conde Ledóchowski

Señor Conde,

He dado cuenta al C. Presidente de los Estados Unidos de la carta oficial de V.S.I., i desde luego no recibiría V.S.I. carta de Su Santidad con orden de entregarla, porque el general Mosquera no estaba en Bogotá.

Tiene el Ciudadano Presidente evidencia de que Su Santidad le escribió i que el pliego vino juntamente con otro para el Reverendo Obispo de Popayán. El Ciudadano Presidente ha tenido esta noticia de Roma, i coincide con lo que en la fecha de la carta de Su Santidad se escribió por el padre General del orden seráfico de observantes.

Tengo orden de cesar toda correspondencia con V.S.I. i de prevenirle salir de la República, pues no permite el Ciudadano Presidente que haya Nunciatura Apostólica sin su consentimiento i tiene otros fundamentos que expondrá a Su Santidad. Incluyo a V.S.I. el pasaporte para que salga de la Capital dentro de tercero día, como medida de alta policía.

Con sentimientos de alta estimación soi de V.S.I. atento servidor,

José M. Rojas Garrido».⁴¹

Junto a esta nota, le envía el pasaporte, redactado en estos términos:

⁴⁰ Cf. AA.EE.SS., Colombia, año 1856-1861, pos. 179, fasc. 361, fol. 61 y 64, Anexos C y D.; M. LEDÓCHOWSKI, informe a Antonelli, Bogotá, 26 abril 1859, en ASV, SdE, año 1859, rúb. 251, fasc. 2, fol. 154-155: Ledóchowski teme que Mosquera abuse de la carta pontificia; es un viejo depravado que comenzó la revolución y ha presentado leyes contra la Iglesia; el año anterior promovió en Cartagena una procesión masónica presidiéndola revestido con emblemas grotescos de gran maestro y pasando debajo de la ventana del obispo.

⁴¹ José María ROJAS GARRIDO, Comunicación a Ledóchowski, Bogotá, 25 julio 1861, en AA.EE.SS., Colombia, año 1856-1861, pos. 179, fasc. 361, fol. 65; cf. G. CAVELIER, *Las relaciones entre la Santa Sede y Colombia*, I..., 346-347.

«Estados Unidos de Nueva Granada
Secretaría de Relaciones Exteriores

Concédese franco i libre pasaporte al Sor. Conde M. C. Ledóchowski, para que salga del territorio de los Estados Unidos de Nueva Granada debiendo partir de esta capital dentro del término de tres días.

Se previene a las autoridades del tránsito, tanto civiles como militares, no pongan impedimento alguno a su marcha.

Bogotá, julio 25 de 1861.

José M. Rojas Garrido.

[Con otra letra] Prefectura del departamento
Honda, agosto 5 de 1861.

Sigue a su destino por la vía de Calamar a [...].

José M. del Gordo».⁴²

El 26 de julio, tres personas vinculadas a la Delegación también reciben pasaportes. Uno de ellos es el redentorista Lojodice:

«Estados UU. de Nva Gda
Secreta. de Relaciones Exteriores

Pasaporte

Se concede de orden del P. E. a los Sres. R. P. Juan Bautista Aragón i Victorio Lojodice i José Santi pa. [para] que salgan fuera de la República por la vía fluvial del Magdalena.

Por tanto, las autoridades del tránsito sometidas al Gobierno de los EE. Unidos no les pondrán embarazo alguno en su marcha.

Dado en Bogotá, Julio 26 de 1861.

José M. Rojas Garrido.

Prefectura del departamento
Honda, agosto 5 de 1861.

Siguen a su destino por la vía de Calamar a [...].

José M. del Gordo».⁴³

⁴² J. M. ROJAS GARRIDO, Bogotá, 25 julio 1861, en AA.EE.SS., Colombia, año 1856-1861, pos. 179, fasc. 361, fol. 66.

⁴³ J. M. ROJAS GARRIDO, Bogotá, 26 julio 1861, en AA.EE.SS., Colombia,

Antes de partir, Ledóchowski da a guardar con el señor Burdel, canciller de Francia, los archivos, sellos, objetos y muebles de propiedad de la Santa Sede y lo autoriza para vender algunos.⁴⁴

Muchas personas de Bogotá se acercan a la Delegación a expresar a Ledóchowski su más intenso dolor y afecto. El delegado y sus compañeros emprenden el penoso viaje. El ministro francés, Barón Goury du Roslau, les demuestra un especial gesto de amistad, acompañándolos a caballo con todo el personal de su Legación hasta tres leguas fuera de la ciudad. Los 'prófugos' descienden hasta el río Magdalena y navegan por éste hasta la costa atlántica. Son jornadas tediosas e inacabables. En Cartagena de Indias se desbarata su plan de esperar órdenes de Roma o ir al Ecuador. ¿Por qué? Porque les notifican que no pueden esperar la embarcación que quieren ni elegir la dirección para continuar su viaje. Es una orden de Mosquera.⁴⁵ De modo que tienen que seguir a Jamaica. Desde allí Ledóchowski exterioriza su indignación a Rojas Garrido y protesta por la forma como ha sido expulsado. Así le escribe:

«La nota que V. E. me ha dirigido en Bogotá con fecha 25 de Julio, invitándome por orden del Ciudadano Presidente a separarme de la Nueva Granada, y señalándome el término de tres días para salir de la capital, me ha causado una sorpresa igual

año 1856-1861, pos. 179, fasc. 361, fol. 67; también a los jesuitas les dio 72 horas para salir de Santafé: Cipriano de MOSQUERA, Decreto de 26 julio de 1861, Sobre la expulsión de los Padres Jesuitas, en AA.EE.SS., Colombia, año 1856-1861, pos. 179, fasc. 361, fol. 72. Anexo F (folio impreso titulado *Registro Oficial*, año 1, no. 2, Bogotá, 30 julio 1861): siete considerandos y dos artículos. — Los jesuitas habían regresado a la Nueva Granada en 1844; expulsados durante el gobierno de José Hilario López, regresaron después con apoyo del delegado Ledóchowski y del presidente Ospina Rodríguez; cf. M. LEDÓCHOWSKI, informe a Antonelli, Bogotá, 27 febrero 1859, en ASV, SdE, año 1859, rúb. 251, fasc. 2, fol. 97-98: «Ringrazio la Divina Provvidenza, che degnò coronare di sì felici risultati gli sforzi da me adoperati per chiamare e stabilire a Bogotà la Compagnia di Gesù».

⁴⁴ M. LEDÓCHOWSKI, Informe a Antonelli, Roma, 29 septiembre 1861, in AA.EE.SS., Colombia, años 1856-1861, pos. 179, fasc. 361, fol. 86; cf. fol. 88-89: después de ser nombrado nuncio en Bruselas, consigna los sellos y la documentación.

⁴⁵ M. LEDÓCHOWSKI, Informe a Antonelli, Roma, 29 septiembre 1861, in AA.EE.SS., Colombia, año 1856-1861, pos. 179, fasc. 361, fol. 53-56.

tan sólo a la indignación que dicha medida ha excitado en todas las clases del pueblo granadino, a cualquiera partido político que ellas pertenecieron.

Los motivos que V. E. aduce para explicar este ultraje hecho en mi persona al Augusto Jefe de la Iglesia Católica, a la cual pertenecen casi sin excepción los habitantes de la Nueva Granada, son de lo suyo tan poco fundados, que sería tal vez, necesario buscar los verdaderos en otras razones, que el Ciudadano Presidente juzgó conveniente deber callar». ⁴⁶

La cuestión de la carta está terminada. Se quiso rebajar la dignidad de la Delegación Apostólica de modo arbitrario; apelar a la alta policía es un atentado incalificable que Ledóchowski no admite.

«Protesto, pues, Excelentísimo Señor, contra mi extrañamiento de la Nueva Granada, contra la manera indigna y violenta con que me han obligado de alejarme de mi residencia; reservo mis derechos de jurisdicción que no entiendo abandonar hasta nueva disposición de la Santa Sede, y reservo al mismo tiempo los de ulterior reclamo contra los daños que he sufrido.

Protesto contra el decreto de tuición y contra la expulsión de los jesuitas que yo mismo había llevado al país». ⁴⁷

Ledóchowski resume las arbitrariedades cometidas por el dictador Mosquera en tan sólo diez días del mes de julio de 1861: el 18 entra a Bogotá; el 20 firma el decreto de tuición de cultos, que es publicado el 24; el 20 le pide a Ledóchowski la carta del papa; el 25 le notifica la partida; el 26 decreta la expulsión de los jesuitas; el 28, el delegado apostólico y sus acompañantes abandonan Bogotá.

Mosquera no frena sus impulsos antieclesiásticos: expulsa más prelados y promulga nuevos decretos, como el de la desamortización de bienes de manos muertas el 9 de septiembre de

⁴⁶ M. Conde LEDÓCHOWSKI, Nota del Delegado Apostólico de la Nueva Granada dirigida al Secretario de Relaciones Exteriores, protestando contra su violenta expulsión de la República, Kingston, 20 agosto 1861, en AA.EE.SS., Colombia, año 1856-1861, pos. 179, fasc. 361, fol. 75: Anexo G: impreso.

⁴⁷ *Ibidem*; cf. *Registro Oficial*, Bogotá, 30 de julio de 1861, 7: «Decreto de 26 de Julio de 1861, sobre expulsión de los Padres Jesuitas»; G. CAVELIER, *Las relaciones entre la Santa Sede y Colombia*, I..., 347-348.

1861 (las propiedades de la Iglesia pasan a propiedad de la nación y se ponen en venta), la supresión de los conventos de religiosos, el exilio de eclesiásticos que no reconozcan el gobierno civil, la prohibición de ingresar al país para los representantes del papa y la libertad absoluta de prensa.⁴⁸

Supo el delegado apostólico que las hermanas de la Caridad habían sido expulsadas del hospital San Juan de Dios y que Antonio José Sucre, el mejor canónico de la capital, había sido encarcelado; que se pidieron los inventarios de los bienes a algunas comunidades religiosas y se temía una formal persecución de toda la Iglesia.

En su alocución del 30 de septiembre de 1861, Pío IX levantó su voz contra los inicuos decretos que exigían el pase del Gobierno para ejercer el ministerio y por los que se expulsaba al representante pontificio y a los jesuitas. En carta a los obispos de Colombia expresa su dolor y alaba la firmeza de la Iglesia en la defensa de sus derechos. Barili, Ledóchowski, y los obispos protestaron también contra los vejámenes a que era sometida la Iglesia. El dictador Mosquera le dirige una carta a Pío IX, justificando su conducta⁴⁹.

El secretario de Estado del papa anhela que se acaben tan-

⁴⁸ M. LEDÓCHOWSKI (arzobispo de Tebe), Nota a Antonelli, Bruselas, 7 enero 1862, in AA.EE.SS., Colombia, año 1859-1862, pos. 188, fasc. 367, fol. 80; 89-95 (impreso): "Protestas del metropolitano de Santafe de Bogotá, con motivo de los decretos expedidos contra la Iglesia Católica. Año memorable de 1861": 12 de septiembre de 1861: protesta contra el decreto de tuición; respuesta del ministro Andrés Cerón, 14 de septiembre de 1861: le devuelve la carta por injuriosa y porque es una diatriba para exaltar el fanatismo; tanto Cerón como Mosquera se declaran católicos, pero a los obispos sólo les reconocen la condición de ciudadanos; 20 septiembre 1861: protesta contra el decreto de desamortización eclesiástica; 23 septiembre 1861: protesta contra los llamados "pactos de unión" y "pacto transitorio"; cf. *Registro Oficial*, Bogotá, 11 de septiembre de 1861, 55-56: «Decreto de 9 de Septiembre de 1861, sobre desamortización de bienes de manos muertas...»; G. CAVELIER, *Las relaciones entre la Santa Sede y Colombia*, I..., 348-364.

⁴⁹ Istruzioni per Mgr. Giovanni Battista Agnozzi..., fol. 23-25; cf. Tomás Cipriano de MOSQUERA, Carta a Pío IX, Facatativá, 15 enero 1862, en Bogotá, Archivo de la Nación Colombia, Archivo Diplomático y Consular, Legación de Colombia ante la Santa Sede 1837-1862, tomo 0495; fol. 441-446. (Ver DOCUMENTO 7).

tas atrocidades en Colombia y agradece la protección de Francia.⁵⁰

Ya en Roma, Ledóchowski describe sobre la forma como los revolucionarios se tomaron Bogotá y de cómo él fue expulsado del país.⁵¹ Lo cierto es que Ledóchowski, Lojodice y Aragón llegaron a Roma en septiembre de 1861, ofendidos por la expulsión, pero dispuestos a regresar y a trabajar por Colombia. Ledóchowski envía una nota con Lojodice al superior redentorista,⁵² y cobra los gastos de viaje a la Secretaría de Estado.⁵³

Situación de las misiones

Ledóchowski dedica varios párrafos a informar sobre «el deplorable estado de las misiones» en Colombia.⁵⁴

Observa que, con los redentoristas, la misión del Casanare comenzó a progresar y prometía abundantes frutos. Pero murieron dos y el tercero y más joven fue llamado a Bogotá, donde esperaba refuerzos de Nápoles para continuar el trabajo. La guerra civil desaconsejaba llamar en ese momento a los misioneros que ya estaban listos para viajar. La decisión fue acertada, pues al establecerse el gobierno revolucionario en Bogotá, se mostró tan

⁵⁰ Giacomo ANTONELLI, Nota a Ledóchowski, Roma, 20 agosto 1861, en AA.EE.SS., Colombia, año 1856-1861, pos. 179, fasc. 361, fol. 35.

⁵¹ M. LEDÓCHOWSKI, Informe a Antonelli, Roma, 29 septiembre 1861, in AA.EE.SS., Colombia, año 1856-1861, pos. 179, fasc. 361, fol. 40-42: triunfo de la revolución en la Nueva Granada; cf. fol. 53-56: expulsión del delegado apostólico de la Nueva Granada.

⁵² M. LEDÓCHOWSKI, Nota al Provincial de la CSSR en Roma, Civitavecchia, 18 septiembre 1861, en AGHR, 302800, Provincia de Bogotá CSSR, Casanare, Boyacá, Nueva Granada, 1859-1861; cf. *Cronaca della Casa Generalizia del Santissimo Redentore*, in Roma, AGHR, DG, Hist., D I 1, p. 48: Lojodice llega a Roma procedente de la Nueva Granada el 18 de septiembre de 1861.

⁵³ M. LEDÓCHOWSKI, nota a Antonelli, Bogotá, 23 septiembre 1861, in ASV, SdE, año 1861, rub. 251, fasc. 1, fol. 271-272: «Ho speso per portarmi dalla mia Delegazione a questa Capitale in unione del R. P. Aragon Religioso Carmelitano e Prefetto della Missione di Cartagena, nonché del R. P. Lojodice Liguorino, ultimo Missionario di quella di Casanare, e del mio Maestro di Casa, la somma totale di pesi forti 2315, uguali a scudi romani 2152.95; i quali divisi in quattro parti costituiscono la spesa di s. 538.24 per persona».

⁵⁴ M. LEDÓCHOWSKI, Informe a Antonelli, Roma, 30 septiembre 1861, in AA.EE.SS., Colombia, año 1856-1861, pos. 179, fasc. 361, fol. 90-91.

hostil a la Iglesia, que lo primero que hizo fue expulsar al delegado apostólico y a los jesuitas. Previendo mayores males, el delegado llevó consigo al último misionero redentorista, que se encontraba en la Delegación hacía seis meses. De acuerdo a las cláusulas estipuladas entre los redentoristas y el Gobierno de Boyacá, la CSSR no perdía los derechos adquiridos en la misión del Casanare.

La misión de San Martín tuvo un triste final. Los dos sacerdotes españoles fueron perseguidos por los revolucionarios y tuvieron que huir.

La misión de Cartagena, que tenía como objetivo ayudar al obispo, estaba compuesta por un prefecto apostólico (el padre Aragón, al que Ledóchowski llevó a Roma y que, gracias a sus virtudes y celo se hizo querer mucho en Cartagena), y por dos sacerdotes seculares: uno nuevo, y Eugenio Biffi, que se quedó en esa ciudad, dedicado al bien de las almas con ejemplar abnegación.⁵⁵

Ledóchowski entrega a Antonelli los documentos que pertenecen a la Delegación Apostólica de Bogotá.⁵⁶

Es sugerente un artículo publicado en Santiago de Chile sobre la situación de la Iglesia en Colombia: el partido liberal – anota el autor – hizo una guerra innoble a la Iglesia católica en la Nueva Granada. Conviene que los católicos de Chile conozcan ese hecho y lo mediten. El decreto sobre tuición de cultos expedido a sólo dos días de la entrada de Mosquera a Bogotá, ataca los sacrosantos derechos de la Iglesia, la cual no puede conservarse sin pastores.⁵⁷

Acusación y defensa

Mosquera y su ministro de finanzas tuvieron la osadía de afirmar que Ledóchowski se había guardado algunos dineros que eran de la nación y así lo hacen publicar:

⁵⁵ *Ibidem*.

⁵⁶ M. LEDÓCHOWSKI, Informe a Antonelli, Roma, 22 noviembre 1861, in AA.EE.SS., Colombia, año 1856-1861, pos. 179, fasc. 361, fol. 92-93.

⁵⁷ «Persecución de la Iglesia en la Nueva Granada», en *La Revista Católica* 18 (Santiago de Chile, 9 noviembre 1861) 305-306, en AA.EE.SS., Colombia, año 1859-1862, pos. 186, fasc. 367, fol. 39. (Transcribe luego la nota de protesta de Ledóchowski enviada desde Jamaica).

«Mieczslao Ledochousky. Informe. Sección Administrativa. Extracto del Expediente. En 11 de julio de 1859 ofició a la Secretaría de Hacienda el Gobernador de Boyacá, diciendo que el señor Ledochousky le había avisado que el Papa consentía en mandar misioneros para Casanare, los cuales se hallarían pronto en la capital de la Confederación. Por tanto, insistía en que se mandaran pagar los 4,800 pesos destinados para esas misiones i como auxilio a las rentas municipales de Casanare; suma votada en el Presupuesto nacional, servicio de 1857 a 1858, Capítulo 23, "Gastos varios", artículo 1.º Departamento de Hacienda i del Tesoro.

El 1.º de agosto se reconoció aquella suma i se mandó pagar por la Tesorería general en estos términos: 200 \$ en dinero a los frailes en Bogotá: 600 \$ a los mismos en Tunja; i los 4,000 \$ restantes, en órdenes de pago de a \$ 500, que serían cubiertas sucesivamente en el curso del año económico. Este reconocimiento se hizo a favor del señor Ledochousky, según consta de la nota que este pasó a la Secretaría de Hacienda el 3 de agosto de 1859, dándole las gracias.

Y en efecto, esta operación se regularizó, como aparece de los talones números 16 a 24, de otras tantas órdenes de pago libradas a favor del señor Ledochousky por los \$ 4,000.

El 27 de agosto de 1861, satisfizo la Tesorería general el informe que se le pidió sobre la consumación que hubiese tenido este asunto. Aparece que en febrero 29 de 1860 se dieron al señor Ledochousky 2,000 \$ por las órdenes de pago números 17, 18, 19 i 20 de a 500 \$; i que en noviembre de 1860 se amortizaron las restantes órdenes de pago números 21, 22, 23 i 24, que importaban \$ 2,000, reconociendo esta suma como empréstito hecho por Ledochousky a la Confederación, al 12 por 100 anual, dándole en prenda 4,000 en vales de Renta sobre el Tesoro, i pagándole los intereses por semestres.

El 30 de julio de 1859, en oficio número 98, se ordenó al Tesorero general que dieran 200 \$ a los cinco misioneros que partían para Casanare; i se le avisó de la orden que se daba al Gobernador de Boyacá, para que al llegar los misioneros a Tunja les diera 600 \$. Este gasto se legalizó, expidiendo a favor del señor Ledochousky una orden de pago por 800 \$, i se avisó a la Tesorería en oficio del 1.º de agosto número 158.

El 1.º de agosto de 1859, en oficio número 159, se dijo al Tesoro general, que reconociera a favor de Ledochousky 4,000 \$ por los cuales se le habían librado ocho órdenes de pago de a

500 \$; la cual suma, unida a los 800 \$ ya gastados, formaba el total de 4,800 \$ votados para las misiones a Casanare.

El 31 de octubre de 1860, en oficio número 192, se dijo al Tesorero general: que no habiendo podido pagar los \$ 2.000 *que restaban aún* al señor Ledochousky, este convenía en dejar aquella cantidad en empréstito al Tesoro, con el interés de 1 por 100 mensual, pagadero por semestres: que se le darían en prenda vales de Renta sobre el Tesoro por \$ 4.000, los que había de devolver al amortizarse el empréstito, pudiendo usar de los cupones para hacerse pago de los intereses.

Para saber hasta qué punto se realizaron las misiones, se pidieron a la Secretaría de Gobierno los antecedentes que allí hubiera, pues este negocio pertenecía a su Despacho. Las notas marcadas A. B. C, no dan más luz sobre el asunto que la de saber que se iniciaron las misiones, pero no que se hayan continuado.

Resulta, pues:

1.º Que en las misiones iniciadas, pero no continuadas, se gastaron 800 \$.

2.º Que el 29 de febrero de 1860, entregó la Tesorería general a Ledochousky 2,000 \$, los cuales en nada se invirtieron, guardándose los dicho señor.

3.º Que el 31 de octubre del mismo año se reconoció a Ledochousky como prestamista al Tesoro por los \$ 2.000 restantes, abonándole 1 por 100 mensual de interés i dándole en prenda 4,000 \$, en vales de Renta sobre el Tesoro; i

4.º Que las misiones de Casanare no existen, ni jamás se organizaron con los anunciados "*Padres Redentoristas,*" que habían de venir de Nápoles.

Por tanto se propone:

"Exíjase del señor Mieceslao Ledochousky los 2,000 \$ que el 29 de febrero de 1860 recibió del Tesoro nacional para hacer venir Misioneros italianos con destino a Casanare, los cuales nunca vinieron, excepto uno que se decía Superior de las misiones i que falleció en Casanare en mayo de 1860, en el cual, i los Sacerdotes del país que lo acompañaban, se gastaron 800 \$, no continuando la misión.

Exíjase al mismo señor que devuelva los 4,000 \$ que, en vales de Renta sobre el Tesoro se le entregaron el 31 de octubre de 1860, en prenda de un fingido préstamo de 2,000 \$ al Gobierno de la extinguida Confederación, debiendo devolverlos con todos sus cupones. Si hubiere enajenado dichos vales, exíjasele su va-

lor en dinero, al 50 por 100, que son 2,000 \$ metálicos, con más los intereses que haya cobrado desde noviembre de 1860 hasta la fecha de la devolución”.

Despacho de Hacienda. – Setiembre 18 de 1861.

Aprobado. – Comuníquese a la Gobernación del Estado Soberano de Bolívar para que se cumpla. Publíquese en el Registro Oficial.

El Secretario, TRUJILLO.

NOTA: Se comunicó al Secretario general del Estado de Bolívar el día 20, número 23, sección administrativa». ⁵⁸

Yo no me doy por vencido – dice Ledóchowski –. Llegó el momento de usar el derecho de protestar ante el gobierno revolucionario de Mosquera y reclamar por los daños recibidos. Pide una indemnización de 200.000 francos por las pérdidas materiales sufridas en la ilegal expulsión de la Nueva Granada y por las gravísimas incomodidades a que fue expuesto y, sobre todo, por la desvergonzada, gratuita e infundada acusación publicada, que considera extremadamente ofensiva e injuriosa. Solicita que el pago se haga efectivo por medio del Gobierno Imperial de Francia a través de su legación en Bogotá, la cual tiene el encargo oficial de proteger los intereses de los súbditos pontificios. Esto frenará en el futuro a los culpables de tales delitos y los obligará a tener mayor respeto. ⁵⁹

La verdad es que el Congreso Nacional neogranadino votó 4.800 pesos a favor de las misiones del Casanare: Gracias a las gestiones de Ledóchowski, los misioneros llegaron a mediados de 1859 y hubo que gastar 800 pesos para diversas necesidades y viajes. Ledóchowski administraba los otros 4.000 pesos en forma de depósito. Temiendo un saqueo de la revolución, los depositó en la legación francesa en Bogotá. Después escribió desde Bruselas al ministro francés y le pidió que le enviara el paquete depositado. El ministro se lo despacha y Ledóchowski pide instrucciones para guardarlos personalmente o enviarlos a la

⁵⁸ *Registro Oficial*, Bogotá, 3 de octubre de 1861, 78.

⁵⁹ M. LEDÓCHOWSKI, despacho a Giacomo Antonelli, «Reclamo contro un'accusa ufficiale del Governo intruso di Bogotá», Bruselas, 30 enero 1862, in ASV, SdE, año 1862, rúb. 251, fasc., fol. 147-149; cf. ID., informe a Antonelli, Bruselas, 2 abril 1862, in ASV, SdE, año 1864, rub. 251, fasc. 2, fol. 120-121.

Secretaría de Estado.⁶⁰

Ledóchowski expide la lista de los documentos al secretario de Estado, en los que se prueba cuáles son fondos de la Nueva Granada pertenecientes a las misiones del Casanare y que desmienten las acusaciones de Mosquera acerca del supuesto abuso. Los documentos son: cuatro bonos; una breve nota firmada por Ignacio Gutiérrez, ministro de finanzas, el 1 de diciembre de 1859; una carta del mismo, del 14 de febrero de 1860; un contrato entre el Delegado y el tesorero general de la Confederación; y cuatro bonos de renta sobre el tesoro.⁶¹

Un mes más tarde, Ledóchowski comunica a Antonelli, que Mosquera no reconoce el valor de los bonos de las misiones del Casanare, depositados en la Santa Sede. ¿Por qué? Porque, después de usurpar el gobierno, publicó el 9 de septiembre de 1861 un decreto en el que sólo reconoce los billetes y las obligaciones del Tesoro que estén en circulación.

De ahí que las emisiones hechas por el gobierno legítimo a favor de las misiones del Casanare, fueron declaradas nulas. En el *Registro Oficial*, n. 63, del 10 de julio de 1862, Mosquera hizo publicar la lista de los bonos sacados de la circulación; en esta lista hay siete bonos (más uno que no figura) pertenecientes a

⁶⁰ M. LEDÓCHOWSKI, informe a Antonelli, Bruselas, 20 junio 1862, en ASV, SdE, año 1876, rúb. 251, fasc. 2, fol. 153; G. ANTONELLI, respuesta a Ledóchowski, [Roma], 19 julio 1862, en ASV, SdE, año 1876, rúb. 251, fasc. 2, fol. 155: para librarlo de cualquier responsabilidad, remita el paquete a esta Secretaría; M. LEDÓCHOWSKI, informe a Antonelli, Bruselas, 4 agosto 1862, en ASV, SdE, año 1876, rúb. 251, fasc. 2, fol. 158: si trasmettono fondi pubblici neogranadini appartenenti alle Missioni di Casanare; cf. fol. 161-164, 169: Antonelli envía los bonos de las misiones del Casanare al tesorero general de finanzas, aclarándole que por ahora no se pueden negociar; el cajero los deposita en el Sacro Monte di Pietà.

⁶¹ M. LEDÓCHOWSKI, informe a Giacomo Antonelli, Bruxelles, 4 agosto 1862, en ASV, SdE, año 1876, rúb. 251, fasc. 2, fol. 158; cf. M. LEDÓCHOWSKI, informe a Antonelli, Bogotá, 28 marzo 1860, in ASV, SdE, año 1860, rúb. 251, fasc. 2, fol. 123: «Le Missioni de' PP. Redentoristi di Casanare hanno ricevuto ultimamente una fondazione di 4000 franchi di capitale bene assicurato con 8% di rendita annuale, il di cui patronato ho accettato a nome mio e de' miei successori per maggior sicurezza dell'opera pia, ed ho fiducia che tra breve un altro si farà a loro vantaggio di 10.000 franchi, poichè i documenti preparatori già sono stati depositati tra le mie mani».

las misiones del Casanare. Los bonos sacados de circulación suman 677.200 pesos, equivalentes a 3'386.000 francos. Ledóchowski espera que el gobierno legítimo que le suceda a Mosquera, reconocerá las obligaciones contraídas por los gobiernos anteriores, para que los cupones vencidos de los ocho bonos que están en el Monte de Piedad en Roma, se hagan efectivos.⁶²

Otro delegado apostólico con sede en Quito

Hemos visto cómo quedaron interrumpidas las relaciones entre la Santa Sede y Colombia. Roma envía a Francesco Tavani como nuevo delegado apostólico a Quito, donde se acaba de firmar el concordato en 1862.

Su área de trabajo será: Ecuador, Perú, Venezuela y Nueva Granada. En las instrucciones se le indica cómo quedaron esos 'desdichados países' al momento de salir Ledóchowski, quien trabajó con gran ardor. Pero ahora la Nueva Granada es una nación desorganizada y con un gobierno adverso a la Iglesia. No se prevé cuándo podrá entrar de nuevo un representante de la Santa Sede.

«Desde 1853 el Gobierno de la Nueva Granada sancionó la separación entre Estado e Iglesia, quedando ésta en condiciones de opresión. La expulsión del delegado apostólico impidió arreglar la cuestión de los diezmos. Por ahora, lo único que puede hacerse es aconsejar y usar las facultades espirituales; si cambian las circunstancias, muéstrese disponible y envíe sus puntos de vista a la Santa Sede; sugiera el remedio para la diócesis de Cartagena, donde hay desórdenes y sobre el obispo Medina, que es un incapaz; la revolución dio un duro golpe a las misiones de Casanare, San Martín y Cartagena; si regresa a la Nueva Granada, retire el depósito que monseñor Ledóchowski dejó en la legación francesa y que pertenece a las misiones».⁶³

⁶² M. LEDÓCHOWSKI, informe a Antonelli, Bruselas, 21 septiembre 1862, en ASV, SdE, año 1876, rúb. 251, fasc. 2, fol. 167; cf. «Oficina del Crédito Nacional. Relación de los valores de Renta sobre el Tesoro cuya circulación se ha prohibido, en cumplimiento del decreto orgánico del Crédito nacional», en *Registro Oficial*, Bogotá, 10 julio 1862, 262: número de los vales y cantidades.

⁶³ Instrucción a monseñor Francisco Tavani, en ASV, SdE, años 1862-1869, Arch. Mons. Tavani, Nunziatura in Perù, busta I, mons. Tavani, rubr 1, fasc. 1, 3: Istruzioni a Mons. Tavani, fol. 56-60. (Ver DOCUMENTO 3).

Otras funciones de Ledóchowski

El 30 de septiembre de 1861, año de la unificación de Italia, Ledóchowski es elegido arzobispo titular de Tebe. Al día siguiente, 1 de octubre, es nombrado nuncio apostólico en Bruselas y, un mes más tarde (el 3 de noviembre), es ordenado obispo. Pío IX lo nombra arzobispo de Gniezno y Poznań en diciembre de 1865; preconizado en febrero de 1866, tomó posesión en abril. En 1870, año de la guerra franco-prusiana, Ledóchowski va a Versalles y le pide a Guillermo I de Prusia⁶⁴ que intervenga contra la ocupación italiana de Roma para que se restablezcan los Estados Pontificios. Todo inútil.

Bismarck emprende contra los católicos alemanes una «lucha por la cultura» o *Kulturkampf* (1871-1878) para impedir la injerencia de la Iglesia en política. Las 'leyes de mayo' (1873), limitaban, entre otras cosas, la jurisdicción eclesiástica y exigían que la instrucción religiosa se impartiera únicamente en lengua alemana. Ledóchowski se opone y, por eso, el 24 de noviembre de 1873 le exigen que renuncie a la sede arzobispal. El prelado se niega. Entonces, el 3 de febrero de 1874 es arrestado y encarcelado en Ostrowo. En la cárcel recibe el nombramiento de cardenal (consistorio del 15 de marzo de 1875). Las autoridades lo expulsan y vuelve a la Ciudad Eterna en 1876.

En Roma hace de secretario de Breves y desde acá gobierna su arquidiócesis. En 1877 y en 1879, el gobierno prusiano lo condena "in absentia", con el pretexto de que usurpa los derechos episcopales. Para facilitar la distensión entre Alemania y la Santa Sede, Ledóchowski renuncia al arzobispado en 1885. El papa lo nombra prefecto de la Congregación de Propaganda Fide en 1892. En 1893 se reconcilia con el gobierno prusiano, cuando el emperador Guillermo II visita Roma.⁶⁵ Aquí muere en

⁶⁴ Guillermo I fue rey de Prusia de 1861 a 1888, y emperador o kaiser de Alemania de 1871 a 1888: buscaba la unidad nacional alemana bajo el predominio prusiano. Bismarck fue canciller del imperio de 1871 a 1890; cf. Eduardo SODERINI, *Il Pontificato di Leone XIII, III: Rapporti con la Germania*, A. Mondadori, Verona 1933, *passim*.

⁶⁵ Cf. «Ledóchowski, Mieczyslaw Halka, conte», in *Enciclopedia Italiana...*, 727; «Ledóchowski, Mieczyslaw Halka, conte di», in *Enciclopedia Cattolica*, VII..., 1017-1018; «Miecleslaus Halka Ledóchowski», in Remigius RITZLER - Fir-

1902, antecediendo en un año a León XIII.

Muerte de Ledóchowski

A Simeoni le sucede como prefecto de Propaganda el cardenal Ledóchowski en 1892; a Ledóchowski le sucede Girolamo Maria Gotti en 1902; el 22 de julio de este año muere Ledóchowski y los funerales se efectúan en san Lorenzo in Lucina, su iglesia titular en Roma.⁶⁶

Ledóchowski no olvidará sus cinco años vividos en Colombia. Obispos, sacerdotes, religiosos, laicos, políticos, escritores... seguían comunicándose con él para pedirle su mediación y consejo.⁶⁷ Como prefecto de Propaganda Fide (1892-1902), apoya la obra de las misiones de Colombia, inyectándoles el dinamismo que habían perdido por culpa de gobernantes como Mosquera. Con gozo advirtió Ledóchowski que a los redentoristas, impedidos para seguir en el Casanare en 1861, Latinoamérica les abría los brazos en todas partes y los acogía gozosa. En pocos años, los hijos de san Alfonso se establecieron en Surinam (1865), Ecuador (1870), Chile (1876), Argentina (1883), Perú (1884), Colombia (1884), Puerto Rico (1886), Uruguay (1889), y Brasil (1894). Compensaban así la obra de los tres primeros misioneros que vieron truncados los anhelos de trabajar en la misión del Casanare.

Al iniciar el tercer milenio, los redentoristas se encuentran en casi todos los países de América y son un semillero de esperanza para la Iglesia y la CSSR.

minus SEFRIN, *Hierarchia Catholica Medii et Recentioris Aevi*, VIII (1846-1903), Patavii 1978, 20, 287, 545: el 26 de septiembre de 1856 fue designado delegado apostólico para Nueva Granada, Ecuador, Bolivia, Perú y Venezuela; Rudolf LILL, «Los Estados de la Confederación Germánica y Suiza, 1848-1870», en *Manual de Historia...*, VII: *La Iglesia entre la revolución...*, 700, nota 8: remite a biografías de Ledóchowski, como la de W. KLIMKIEWICZ, 2 vol., Cracovia 1938-39; ID., «La situación en los diferentes países hasta 1914», en *Manual de Historia...*, VIII: *La Iglesia entre la adaptación...*, 51, 87, 122 y 269: resistencia a las leyes de mayo y renuncia a Gniezno-Poznań.

⁶⁶ Cf. *La Civiltà Cattolica* 78/IV (1927) 78-79: exhumación de los restos del cardenal Ledóchowski en Roma; 286-287: traslado de los restos a su sede episcopal de Poznań (Polonia).

⁶⁷ Un buen ejemplo es el del arzobispo Herrán, el cual también fue expulsado de su sede de Bogotá. (Ver DOCUMENTO 6).

DOCUMENTOS

DOCUMENTO 1

*Informe de Lorenzo Barili sobre el estado de la Iglesia
Católica en la Nueva Granada en el año 1857⁶⁸*

[folio 251] «Al Sor. Jen. José María Ortega
Secretario de E. en el D. de Gobierno.

Delegación Apostólica.
Bogotá 19 de Febrero de 1857
Señor Secretario

Habiendo venido a la Nueva Granada en el año de 1851, como representante del Sumo Pontífice Pío IX, que hoy gobierna dignamente la Iglesia Católica, he tenido la muy grata satisfacción de residir en esta Capital por más de cinco años, y de conocer prácticamente cuanto merece ser dichoso el pueblo granadino, jeneroso por sus sentimientos, honrado y dócil por su buena índole, caritativo y relijioso por la educación que recibió de sus antepasados.

La misión de que vine encargado, misión de paz y de amor, como es el corazón fraternal y el sagrado carácter de mi augusto Comitente, me ha dado oportunidad de apreciar aquellas nobles cualidades de los hijos de esta tierra, que me han privilegiado con tantos favores, y por quienes conservaré siempre perfecta estimación y sincera gratitud.

Pero mi misión va ya a terminar, y bien pronto deberé ausentarme de este país con tanta pena, como es el afecto que tengo por él, como es el reconocimiento que, en todo tiempo, me

⁶⁸ Lorenzo BARILI, nota al general José María Ortega, Bogotá, 19 febrero 1857, en Bogotá, Archivo General de la Nación, República de Colombia, - AGNCOL-, Ministerio de Relaciones Exteriores, Archivo Diplomático y Consular, Legación de la Santa Sede 1851-1855, monseñor Barili, tomo 506, fol. 251-253.

vinculará a sus habitantes i como es el vehemente deseo que me anima por su suerte feliz, temporal i eterna.

Al separarme de mis funciones, me creo con el deber de dar este aviso al Poder Ejecutivo de la República, participándole a la vez que mi sucesor es Monseñor Miecislao Ledóchowski, a quien el Santo Padre ha tenido a bien nombrar delegado apostólico en esta Nación, cuyos ciudadanos son, casi en su totalidad católicos, i merecen, por lo mismo, los consuelos y auxilios que demandan sus necesidades espirituales de parte del Jefe de la Iglesia a que pertenecen.

Siendo, pues, la Religión Católica la que profesa la gran mayoría de los granadinos, el Sumo Pontífice que los ama cordialmente i les ha dado constantes pruebas de su predilección, espera que aquí el Gobierno continuará prestando garantías a la profesión libre, pública i privada, [folio 252] de esta Religión i al ejercicio de su culto, i espera también que la misión de Monseñor Ledóchowski, que es la misma que yo dejo ahora, será acatada con la espontánea constante decisión de las autoridades i del pueblo, tanto más cuanto que las prendas personales del nuevo delegado apostólico lo hacen acreedor a ella.

Aprovecho esta ocasión para informar del estado actual de la Iglesia Católica en la Nueva Granada, respecto del personal de sus Pastores i consiguiente personería, a fin de que el Gobierno teniendo estas noticias también por conducto de la Delegación de la Santa Sede, les asegure, con pleno conocimiento, a los católicos granadinos, los derechos en que (mui grato me es reconocerlo) los ha mantenido hasta ahora la actual Administración de la República, en cumplimiento del inciso 5º, artículo 5º de la Constitución política, i de la lei de 14 de Mayo de 1855.

Los fieles de la Nueva Granada forman una provincia eclesiástica de la Iglesia Católica, cuyo Metropolitano reside en esta Capital, i lo es el Illmo. Sr. Arzobispo Dr. Antonio Herrán, teniendo por sufragáneos a los Illmos. Sres. Dr. Bernardino Medina, Obispo de Cartagena, Dr. Fr. Bernabé Rojas Obispo de Santamarta, Dr. Pedro Antonio Torres, Obispo de Popayán, Dr. Domingo A. Riaño, Obispo de Antioquia, Dr. Fr. Eduardo Vásquez Obispo de Panamá, i Dr. José Luis Niño, Obispo de Pamplona. El de Popayán tiene además un Obispo *in partibus infidelium*, que

lo es el Illmo. Sr. Dr. Elías Puyana, con residencia en Pasto.

Estas siete Diócesis están subdivididas, como las demás del mundo católico, en parroquias dependientes del respectivo Obispo, i cada uno de ellos nombra los Párrocos o Curas que deben cuidar de su dirección espiritual i conservar los bienes de la Iglesia.

En cada Diócesis hai un Capítulo Catedral compuesto de mayor o menor [folio 253] número de eclesiásticos Prebendados, consultores del Obispo, cuya jurisdicción asumen en Sede vacante, para ejercerla por medio de un Vicario que nombran, mientras se provee la Silla Episcopal por el Sumo Pontífice.

Hai, además, en algunas Diócesis, Congregaciones religiosas de ambos sexos, sujetas a reglas monásticas i dependientes de Prelados especiales en cada convento i monasterio, bajo la superior jurisdicción de la Santa Sede o de los Obispos.

Esta es la organización general que tiene la Iglesia Católica en la República, manteniéndose el culto i sus ministros con el fruto de los bienes de que es propietaria, i con las contribuciones que le pagan los fieles, bajo la salvaguardia que le da el artículo 2º de la citada ley de 14 de Mayo de 1855, i para cuyos efectos me he permitido hacer al Poder Ejecutivo, por medio de U., la relación precedente.

El respetado órgano del Gobierno, a quien tengo el honor de dirigirme, me permitirá igualmente que le suplique se sirva recibir mis respetos personales, i presentarlos a mi nombre, a S. E. el Ciudadano Vicepresidente de la República, i a cada uno de los miembros de la Administración, quienes me han dispensado apreciables testimonios de distinguida benevolencia, i por quienes abrigo íntimas simpatías i alta consideración.

Pido al Cielo que el digno Prelado que hoy asume el carácter de Delegado Apostólico, al llegar el término de su encargo en este país, tenga, como yo tengo ahora, tanto que agradecer al virtuoso pueblo granadino, i a los respetables ciudadanos que lo gobiernan.

Dígnese U. aceptar, Señor Secretario, los sentimientos respetuosos con que me suscribo de U.

obsecuente servidor

Lorenzo Barili».

DOCUMENTO 2

*Instrucciones a Miecislao Ledóchowski, para el ejercicio de su cargo de delegado apostólico en Nueva Granada, Venezuela, Ecuador, Perú y Bolivia.*⁶⁹

[folio 41r] «Particolare Istruzione per Monsigr. Ledóchowski Delegato Aplico nella Nuova Granata in aggiunta alle istruzioni generali di Mr. Barili, le quali restano pur confermate per modo. Mr. Ledóchowski in tutto ciò, a che sono applicabili.

1. Giunto a Roma nel 1849 Monsigr. Savo reduce dalla Nuova Granata, ov'era stato per qualche tempo colla qualifica di Delegato Aplico., la Santità di N. S. avrebbe voluto spedirvi un Internunzio. Ma quel Governo per la condotta tenuta verso la Chiesa negli anni precedenti, erasi renduto immeritevole di avere un Rappresentante della S. Sede rivestito dell'anzidetta qualifica.

D'altronde gli urgenti bisogni della Chiesa e la necessità di un valevole appoggio per parte dell'Episcopato esigevano la presenza di un Pontificio [folio 41v] Rappresentante in quella Repubblica. Onde Sua Santità si determinò di spedirvi Monsigr. Lorenzo Barili quali Inviato Straordinario e Delegato Aplico., la cui Missione però per le circostanze di quei tempi non poté aver effetto prima dell'anno 1851.

2. Assai più immeritevole di ogni Pontificia considerazione si rendete il Governo Granatino in questi ultimi tempi a cagione principalmente della scismatica legge, con cui funzionò la separazione dello Stato dalla Chiesa, ed interdisse ogni ufficiale relazione col Sommo Pontefice.

Se si fosse attesa unicamente la gravissima ingiuria recata con della legge alla Chiesa medesima, ed al Capo Supremo di lei, il Rappresentante della S. Sede avrebbe dovuto uscire sull'istan-

⁶⁹ [G. ANTONELLI], Particolare istruzione per Monsigr. Ledóchowski Delegato Aplico. nella Nuova Granata in aggiunta alle istruzioni generali di Mgr. Barili, li quali restano pur confermate pel medº. Mr. Ledóchowski in tutto ciò a che sono applicabili, 12 Novembre 1856, in Città del Vaticano, ASV, SdE, Arch. Mons. Francesco Tavani (1862-1869), Nunziatura in Perù, busta I, indice 1152, rúb 1, fasc 1, 1: Istruzioni a Mons. Ledóchowski (1856), fol. 41-49.

te dal territorio della Nuova Granata, ma avendo [folio 42r] presenti le necessità spirituali dei fedeli, ai quali si preparava un avvenire anche peggiore, si credete spedito che Monsigr. Barili non abbandonasse il suo posto; ma che dimessa solamente la qualifica d'Inviato Straordinario, proseguisse a disimpegnare le attribuzioni di Delegato Aplico.

3. Un tal partito riuscì assai proficuo; poiché poté egli accorrere in uso delle facultà accordategli ai vari bisogni dei fedeli, ed insieme dar consigli e direzioni in circostanze difficilissime ai Vicari Capitolari delle Diocesi pressoché tutte vacanti. Che se a motivo della prenominata legge Monsigr. Delegato non poté più confidare in qualsiasi affare religioso ed ecclesiastico nell'appoggio del potere secolare, non ebbe però d'altra parte ad incontrare ostacolo ed inceppamento di sorta; ma godette invece di [folio 42v] piena libertà nell'esercizio di sua Delegazione.

Grandissimo poi fu il vantaggio che si conseguì colla sollecita provvista delle Sedi Vescovili, cui furono nominati zelanti Prelati a liberissima scelta dalla S. Sede.

4. Essendosi ora degnata Sua Santità di annuire alle istanze avanzate da Monsigr. Barili di essere esonerato per motivo d'infermità dal peso di quella Delegazione Apostolica da lui sostenuta per vari anni con pienissima soddisfazione della stessa Santità Sua, ha Ella disposto di affidarla a Monsigr. Micicislaò Ledóchowski colla sola rappresentanza però di Delegato Apostolico, non potendo aver luogo l'altra d'Inviato Straordinario finché durerà la ridetta separazione della Chiesa dallo Stato.

La Delegazione poi si estende come pel suo Antecessore anche alle Repubbliche di Venezuela, [folio 43r] di Bolivia, dell'Equatore, e del Perù.

5. E siccome le circostanze attuali dei detti territori compresi nella stessa Delegazione non differiscono nella sostanza da quelle, in cui trovavansi al tempo della Missione di Monsigr. Barili, tranne la sopravvenuta separazione dello Stato Granatino dalla Chiesa; perciò intorno a questa solamente, ed a qualche altro oggetto che è colla medesima connesso si farà una qualche osservazione per norma di Monsigr. Ledóchowski, restando d'altronde ferme anche per esso le istruzioni già date allo stesso Monsigr. Barili nel 1851, alle quali dovrà attenersi non solo ri-

spetto alle Repubbliche di Venezuela, di Bolivia, dell'Equatore, e del Perù ma eziandio per quella della Nuova Granata, sia che questa si ravvicinasse alla [folio 43v] Chiesa, sia che continuasse ad esserne separata, ben inteso che in questo secondo caso le dette istruzioni restano confermate in quanto saranno compatibili col rimentovato isolamento delle due società ecclesiastica, e civile.

6. Fu certamente oltremodo riprovevole al precitata legge, che introdusse un sì funesto sistema, massimamente in una Repubblica, ove l'unica religione è stata sempre la cattolica, ove la fede si conservò sempre immune dal vantaggio dell'eresia, e ferma si mantenne l'adesione alla Sede Apostolica.

Persiste fino al presente il Governo nel falso sentiero, in cui scongiatamente entrò; nè si sa che intenda per ora di ricederne.

È ben vero che più di una volta accennò al Rappresentante Pontificio il desiderio di vedere riunito lo Stato alla Chiesa. Ma Monsigr. Barili nella sua avvedutezza [folio 44r] lungi dallo scorgere nelle manifestazioni del Gabinetto Granatino la espressione di una sincera e decisa risoluzione, ebbe invece a ravvivarvi una semplice velleità.

Nè probabilmente sarebbe falso il presupporre che vi si acondesse un artificioso tentativo per impegnare Monsignor Delegato fu tale affare in guisa che partendone in qualche modo l'iniziativa da parte della S. Sede, potesse poi il Governo medesimo declinare da quelle giuste condizioni, che prevedeva si esigerebbero dalla stessa S. Sede in seguito di una domanda da lui direttamente e formalmente avanzata. [folio 44v]

7. Quindi Monsigr. Barili assai opportunamente rispose al ridetto Governo lodando il suo desiderio per la riunione alla Chiesa; ma in pari tempo si astenne dall'impegnarvisi, scusandosi colla mancanza d'istruzioni su tale oggetto.

Lo stesso contegno dovrà tenersi da Monsignor Ledóchowski: epperò, ove gli venisse manifestata la tendenza a far cessare lo stato dall'attuale separazione, lungi dall'opporvisi, l'accoglierà con sensi di soddisfazione, e con espressioni di lode, raggiungendo che intanto ne riferirebbe alla S. Sede anche per conoscere quali condizioni sia per apporre, prima di riammettere la bra-

mata riunione. [folio 45r]

8. Condotte le cose in tal guisa, qualora il Governo sia veramente disposto a riunirsi alla Chiesa, non potrà a meno di avanzarne formale domanda; nel qual caso ben vede Monsignor Delegato che assicurata la necessità di una riparazione per parte del Governo resterebbe alla S. Sede aperto l'adito a domandare in specie quagli atti di ritrattazione e di risarcimento, i quali nel complesso delle circostanze si ravviserebbero opportuni.

Intanto però dovrebbe esser cura di Monsigr. Ledóchowski di dare esatto raguaglio delle dette circostanze e d'indicare alla stessa S. Sede ciò ch'egli [folio 45v] prevedesse di più facile conseguimento in ordine alle condizioni da esigersi dal Governo, attesa la minore ripugnanza che il medesimo mostrasse di sottoporsi ad alcune piuttosto che ad altre.

9. L'altro oggetto, che pare merita una qualche osservazione, riguarda il caso della provvista di alcuna delle Diocesi Granatine.

Al tempo, in cui si pubblicò la malaugurata legge, che separava la Chiesa dallo Stato, quasi tutte le diocesi, come si è detto, trovavansi prive del proprio Pastore. Considerando Sua Santità che allora più che in altro tempo faceva d'uopo di [folio 46r] Vescovi forniti di zelo e di coraggio, volse le sue cure a tale importantissimo oggetto; e dentro breve tempo provvide tutte le sedi vacanti, nominandovi *motu proprio* e senza che il Governo vi prendesse la menoma parte i rispettivi Prelati, scelti fra i migliori ecclesiastici della Repubblica presso le informazioni avutene da mr. Barili.

Nell'intento poi di ciò eseguire colla maggiore possibile sollecitudine quasi tutti i nuovi Vescovi furono nominati per Breve spedito sopra decreto della S. Congne. di Propaganda, onde intorno a quest'oggetto della provvista delle Chiese Mr. Ledóchowski troverà il tutto già sistemato.

10. Porrebbe peraltro avvenire che durante la sua Missione andasse a vacare taluna delle dette Diocesi. Se ciò avesse [folio 46v] luogo quando già lo Stato si possa riunito alla Chiesa, Monsigr. Delegato dovrà regolarsi secondo le istruzioni date a Monsigr. Barili, e confermate anche per lui da Sua Santità; siccome si è indicato di sopra che se tale riunione disgraziatamente tardas-

se a verificarsi, ed intanto qualche diocesi restasse vedova del suo Prelato; è volere del S. Padre che vi si nomini con ogni possibile sollecitudine il proprio Vescovo nel modo stesso praticato nel tempo della Delegazione di Monsigr. Barili dopo la ridetta separazione fra la Chiesa e lo Stato; cioè a dire per mezzo di Brevi, prescindendo dalla formalità del processo canonico, e dalla preconizzazione in Concistoro.

Imperocché un tal partito oltre ad essere di più sollecita esecuzione, porge l'altro [*folio 47r*] vantaggio di far sentire al Governo come la S. Sede, durante la ricordata separazione, considera le Chiese Granatine in modo straordinario ed eccezionale al pari di quelle di Missione soggette alla S. Congne. di Propaganda.

11. Essendo poi di sommo interesse per Sua Santità che i soggetti da nominarsi siano veramente meritevoli della dignità vescovile, ed idonei a sostenerne l'importantissimo ministero; Mr. Delegato impiegherà ogni sua cura nel raccogliere e trasmettere sollecitamente alla S. Sede tutti i documenti, che gli sarà possibile di avere, sulla probità, scienza, e sulle altre qualità dei promuovendi; avvertendo principalmente che non manchino le fedì di Battesimo e del Presbiterato: ed indicando se abbiano essi conseguito alcun [*folio 47v*] grado, che sia però valido per gli effetti ecclesiastici, nella facoltà teologica o canonica.

12. La presupposta possibilità della vacanza di qualche Sede Vescovile durante la più volte accennata separazione, porge motivo di parlare della elezione dei Vicarii Capitolari.

Conviene innanzi tutto premettere che in alcune Chiese Cattedrali comprese nel territorio della Nuova Granata i Capitoli trovansi ridotti a pochi Canonici, il cui numero diverrà anche minore qualora la Chiesa continuasse ad essere separata dallo Stato, non potendosene nominare altri in luogo di quei che andranno a mancare, atteso che il Governo non si darebbe forse la cura di somministrare loro il conveniente apegno.

Dal che può facilmente avvenire, che nel caso di morte, rinuncia, o [*folio 48r*] traslazione del vescovo i pochi canonici esistenti attentino l'elezione del Vicario Capitolare che fosse nulla per la ristrettezza del loro numero.

Potrebbero inoltre proporsi gravi ostacoli, pei quali il me-

tropolitano non possa affatto, ovvero se non con grande ritardo procedere egli alla deputazione del detto Vicario Capitolare.

A prevenire pertanto somiglianti evenienze, dalle quali risulterebbero conseguenze assai funeste, il S. Padre riserbandosi di sistemare a suo tempo in codesta Repubblica la collazione dei benefici, intanto si è degnato ordinare che con decreto della S. Congregazione degli Affi. Ecclici. Straordinarj (N° 1) si conferissero a Mr. Delegato le opportune facoltà onde abilitare i Vescovi a nominare tutti i Canonici a quelle [folio 48v] prebende vacanti, le cui rispettive rendite potessero ancora per avventura percepirsi dalle decime, o da altri fondi già destinati per le prebende medesime.

Inoltre Sua Santità contemplando il caso, che non potesse per ora percepirsi la rendita dei detti canonicati vacanti o che fossero per vacare, ha disposto che con altro distinto decreto della stessa S. Congne. degli Affari Ecclici., fosse autorizzato Monsigr. Delegato a nominare in quei Capitali, nei quali il numero dei Canonici è molto ristretto, tre o quattro canonici onorari col diritto della voce attiva nelle elezioni dei Vicari Capitolari.

Dal tenore dello stesso decreto, che qui si umilia (N° II.) conoscerà Mr. Delegato con quali condizioni e cautele dovrà essere regolata la nomina dei ridetti Canonici onorari [folio 49r].

Riguardo al diritto che qui vi si attribuisce ai medi. Canonici onorari da nominarsi, di dare il voto nella elezione del Vicario Capitolare, è chiaro che esso non dovrà aver più luogo dopo che i Canonici proprietari siano giunti ad un numero sufficiente per procedere canonicamente alla detta elezione.

A rimuovere però ogni motivo di controversia, o di dubbio, si è espresso nel Decreto che dovranno i canonici onorari godere dell'anzidetto diritto *ad beneplacitum S. Sedis*. Sarà quindi cura di Monsigr. Delegato di avvertire la stessa S. Sede quando in qualche Capitolo i Canonici proprietari siano giunti ad un numero sufficiente per la rimensionata elezione, onde possa inibirsi agli onorari di non prendervi più parte.

13. Oltre le istruzioni generali [folio 49v] date a Mr. Barili al tempo della sua partenza da Roma, qualche altro particolare incarico gli venne ancora affidato in progresso di tempo colle opportune facoltà. Deve ritenersi che al giungere di Mr. Delega-

to in Bogotá, siano già tutti pienamente eseguiti. In caso contrario però il S. Padre si è degnato disporre che il medesimo Delegato Aplico. ne procuri l'adempimento a tenore delle facultà conferite, e norme prescritte al suo Antecessore.

Dalla Segreteria di Stato 12 Novembre 1856».

DOCUMENTO 3

Informe de Miecislao Ledóchowski sobre la situación política y religiosa de la Nueva Granada, Venezuela, Ecuador y Perú en el año 1861⁷⁰

[folio4r]

«A Sua Eminenza Rvma

Il Signor Cardinale Antonelli

Segretario di Stato di N. S. Papa Pio IX

Eminenza Reverendissima

In esecuzione dei venerati comandi di Vostra Eminenza, ho l'onore di presentarle in questi fogli un breve rapporto sull'attuale stato della Delegazione Apostolica di Bogotá, passando in compendiosa rivista le condizioni politiche e religiose delle varie Repubbliche appartenenti alla medesima. Sforuito di ogni maniera di documenti per motivo della precipitata partenza dalla Nuova Granata, non mi troverò nel caso di poter corroborare con precise citazioni quei, quali che siano, concetti, che dovrò esternare, e li fonderò piuttosto su quella generale cognizione delle cose, che si acquista durante una lunga dimora in qualche paese e coll'attenta disamina del carattere e dell'indole di una nazione.

⁷⁰ Miecislao [LEDÓCHOWSKI], informe a Giacomo Antonelli, Roma, 10 dicembre 1861, en ASV, Segreteria di Stato, anno 1862, rubrica 251, fasc. 1, fol. 4-17.

Stato politico

NUOVA GRANATA.

Non ostante la identità di origine, la medesimezza di vicende e la somiglianza delle forme di governo, che sono comuni a tutte le Repubbliche Sud – Americane, sorte nel nuovo continente dopo la caduta della Signoria di Spagna; ognuna di esse presenta nulladimeno dei caratteri particolari nella sua politica costituzione, che mi sembrano meritevoli di una speciale attenzione.

Laonde invece di confonderle tutte in un solo racconto, brevemente dei ciascuna ragionerò.

Supponendo che i miei antecessori nell'ufficio di Delegato Apostolico di Bogotà, avranno presentato ai tempi loro alla S. Sede relazioni esatte sullo stato de' paesi, nei quali ebbero la sorte meco comune di rappresentare l'autorità del Sommo Pontefice, non mi occuperò qui né della [folio 4v] fondazione di quelle nuove nazionalità, nè della loro storia oramai per metà secolare e tutta intrecciata di rivolture, di dissensioni e di rovine; ma ripigliando il filo colà dove essi dovettero lasciarlo, cioè al principio del 1857, epoca del mio arrivo in America, lo andrò svolgendo in quel miglior modo che per me si possa.

Come in ogni parte, così anche nella nuova Granata, due sono i principali partiti politici, i quali si disputano il governo della cosa pubblica, il liberale cioè ed il conservatore.

Il primo si trovava al mio giungere colà depresso e lontano dal potere, dal quale fu dai conservatori sbalzato nel 1854 in forza per appunto di due innovazioni sociali dal medesimo introdotte, il suffragio universale e segreto, e la separazione dello Stato dalla Chiesa; innovazioni che credeva a se propizie e favorevoli.

Peraltro, costretto ad eclissarsi momentaneamente innanzi al trionfo de' suoi competitori, quel partito radicale era lontano assai dall'idea di rinunciare alla sua ambizione, e preparava anzi con somma attività nuovi sconvolgimenti, dai quali sperava risorgere vittorioso.

I conservatori neogradanensi, che tenevano in mano la direzione degli affari, avrebbero forse dovuto disporre delle forze della nazione, onde premunirla contro il temuto ritorno della dominazione rossa; ma si trovavano disgraziatamente impediti nel farlo dal rispetto alla legge e alla costituzione, le quali entrambe sembravano nella Nuova Granata nate fatte a favorire e patrocinare la ribellione; comeché contrarie a qualunque misura preventiva e solo concordi nel permettere la sempre tardiva e rare volte sufficiente repressione di un male già consumato, sembra incomprendibile come in un paese retto a [folio 5r] pura democrazia, in cui la libertà goduta da tutti è spinta a quell'eccesso, che la fa degenerare in licenza e in vera tirannia per i deboli e per gli onesti; dove la parola, la stampa, l'associazione, come pure i diritti di professare quella Religione che ad ognuno piace e quelle opinioni che meglio garbano non sono trattenuti da nessun freno legale; sembra incomprendibile, ripeto, come in una Repubblica così costituita, vi possa esistere un partito liberale, che, non soddisfatto di tutti questi acquisti da esso medesimo ottenuti, pretenda cose più esagerate ancora, e che fieramente combatta quello altro conservatore, che pure a tante enormità di adagia, e solo con legittimi mezzi ne procura la lenta e possibile miglìoria.

Ma questo mistero ben presto si dilegua, quando si pone mente, che il motivo della lotta non è l'amore ideale ad uno piuttosto che ad altro sistema governativo, ad una maggiore o minore misura di cittadina libertà, ma bensì la veemente ambizione di comandare e di arricchire per mezzo del potere facendo man bassa sulle particolari proprietà, e riempiendo senza fatica la borsa col frutto dell'altrui laboriosità ed industria.

Dissi più sopra che i radicali perdettero la loro prevalenza in virtù delle due sociali innovazioni introdotte nel 1853, il suffragio universale e segreto, e la separazione completa delle due Società, civile ed Ecclesiastica.

Padroni allora del campo credettero, che colle solite frodi elettorali tanto più facili quanti più segreti si raccolgono i voti, avrebbero potuto assicurarsi per sempre la dominazione della Repubblica e pensarono che fedeli sarebbero a loro rimasti quei molti timidi e codardi, che li appoggiavano per lo innanzi più per [folio 5v] paura, che per propensione.

Credettero altresì, che la Chiesa necessariamente contraria ed ostile alle loro dottrine e ai loro procedimenti riceverebbe nella separazione un colpo mortale nella Nuova Granata e che lasciata a se stessa senza mezzi e senza protezione cadrebbe immancabilmente liberandoli in tal guisa dalla contraddizione incessante, che sapevano dover sempre trovare nel suo clero e nel suo insegnamento gli empìi loro principi e la loro vita più empia ancora.

Rimasero però del tutto ingannati; imperciocché nelle prime elezioni fatte sotto l'usbergo del segreto e in tutte le susseguenti la nazione provò che aborrisce il giogo radicale; inviando per suoi rappresentanti ai parlamenti grandi maggioranza di conservatori; fece lo stesso, quando si trattò di scegliere i Presidenti della Repubblica, e nei due casi che si presentarono mandò colle fave in sacco i candidati liberali profertisi spontaneamente, insediando invece nella suprema curule cittadini per rettitudine, sapere e virtù cospicui, come gli Ospina e gli Arboleda.

S'ingannarono anche e non meno nella seconda previsione; giacché la Chiesa emancipata dalla tirannica tutela della potestà laicale, lungi dal crollare e vergognosamente morire, cominciò a sciogliere le sue membra da pesanti e lunghe catene intorpidite, e riavutasi a nuova vita, nuova ne impose anche alla parte sana della nazione, rendendo col lento incremento della pubblica morale da essa senza inciampo procurata, più difficile che mai il trionfo della iniqua fazione.

La sete insaziabile del comando, (che è la unica vera causa delle rivolture americane, non meno che degli sconvolgimenti europei) e di un comando sempre [folio 6r] maggiore e più esteso da' anche la chiave per la intelligenza di un altro mutamento introdotto nella costituzione politica della Nuova Granata.

Dopo la estinzione dell'antica Colombia, questa Repubblica, che con altre due ne sorse, formava un corpo solo, ben compatto e omogeneo, governato da un solo Presidente e da un solo congresso, con un codice civile e criminale, un ministero e un solo sistema di amministrazione che cambiavano, è vero, ogni quattro anni i Presidenti, ogni due i Senatori e i Deputati, ogni momento, se così piaceva, i Ministri; ma pure ciò non bastava a contentare tante ambizioni.

Venne dunque il pensiero di dividere la Repubblica in molti Stati, tutti Sovrani e indipendenti, confederandoli solamente per l'esterne relazioni e per gli esterni pericoli sotto un capo più nominale che effettivo.

In tal guisa si apriva un campo più vasto alle aspirazioni di tutti, e maggior numero di pretendenti alle presidenze, ai portafogli e alla rappresentanza nazionale si trovavano soddisfatti, crescendo otto in nove volte i posti fruttiferi da distribuirsi.

Fu accolta con plauso la idea anche dai conservatori, i quali per buoni che siano non sono inaccessibili anch'essi alla generale infermità, e il congresso del 1857 sanzionò nel mese di Febbraio o Aprile la forma federativa, scindendo in otto membra il corpo intero della Nazione.

L'esempio degli Stati Uniti dell'America Settentrionale magnificato più che compreso, fu messo innanzi, e tutti si lasciarono volentieri illudere, perché più avidi dell'utile personale che non del vantaggio comune.

Successe quindi un caso ben raro, e fu che la Nuova Granata volendo imitare una potente nazione fece al rovescio di ciò [folio 6v] che in essa scioccamente ammirava, giacché il popolo del Norte cresciuto senza alcun politico legame si strinse col mezzo della Confederazione in quella migliore forma che poté onde rendersi più compatto ed uno, mentre essa cresciuta una e compatta con quel medesimo mezzo imprudentemente si sbrandò e s'indebolì.

Il sistema federale non poteva dunque se non portare amari frutti per il paese; da una parte l'autorità centrale, a cui incombeva mantenere l'ordine e il rispetto del patto federale, era sprovvista di risorse per raggiungere questo fine, e dall'altra la moltiplicazione de' centri verso i quali tendevano le particolari ambizioni esponeva sempre più a imminente pericolo quel medesimo ordine pubblico e quello stesso rispetto alla legge, che si dovevano tutelare.

Da qui provenne, che non appena si fosse definitivamente impiantata la confederazione per l'atto costitutivo del 1858, si notarono subito parziali sommosse cagionate dalle indicate cause, ma travestite con mendicanti pretesti e nascoste sotto imprestatì colori.

Sopite in un punto sorgevano nell'altro, fino a tanto che lo smisurato orgoglio di un uomo perverso quanto capace, del Gle. Mosquera, non avesse raccolto sotto un solo vessillo tutti i malcontenti della Repubblica, i quali da lui condotti riempirono di stragi e di rovine il paese, e rovesciando il governo legittimo vi costituirono la truce dittatura del loro capo.

Tuttavia la vittoria del partito radicale nella Nuova Granata non è ancora decisiva; la occupazione della Capitale, la distruzione della principale armata costituzionale non che la presa di molti importanti capi del governo legittimo, ha dato senza [folio 7r] dubbio immensi vantaggi alla rivoluzione, ma vi sono ancora elementi, sui quali contano gli amici dell'ordine, ed è assai probabile che possano riaversi ancora dalle sofferte disfatte.

Sia comunque, la pace e la tranquillità non fioriranno in quel paese fino a tanto che non si modifichi in esso radicalmente lo spirito demagogico che invase una gran parte de' cittadini, e non sorga un uomo energico, risoluto e savio, che valga collocare sopra una differente base quella dilacerata e vacillante società.

Forse l'esempio testé dato da Santanna in Santodomingo e la intervento delle potenze europee nel Messico influiranno favorevolmente sulle future sorti della Nuova Granata, eccitando gli uomini pubblici di quella contrada a dare prontamente alla loro patria una costituzione e un governo più fermi e stabili, che sappiano garantirne meglio l'avvenire.

Due questioni politico - religiose meriteranno sempre l'attenzione della S. Sede nella Nuova Granata, qualunque sia per essere la sua futura condizione, ed esigeranno una prudente vigilanza per parte del Prelato, a cui il S. Padre vorrà in appresso affidare quella Delegazione; la separazione della Chiesa dallo Stato e la misura dell'intervento del clero negli affari politici. Dovere mio è di esporre a V. E. il mio umile avviso sopra entrambe.

Il mentovato divorzio tra i due poteri fu promosso nell'anno 1853, dai radicali colle mire e cogli intendimenti di sopra specificati.

Accolto passivamente dall'Episcopato, tollerato tranquillamente dalla S. Sede, sebbene avesse questa emessa sul principio una protesta per organo del [folio 7v] suo Rappresentante, que-

sto divorzio produsse conseguenze sì utili alla potestà spirituale, che i medesimi autori della legge che lo sanzionò, ne bramano vivamente l'abrogazione, fu la cessazione del pretesto patronato, che l'autorità civile si arrogava in tutta la Repubblica, e il di cui comodo non comprese appieno se non dopo avervi rinunciato.

Finì con esso l'influenza prepotente, che esercitava il governo sul popolo per mezzo di un clero da se interamente dipendente e ligio; cessò l'ingerenza su tutti gli affari di Chiesa, persino nelle funzioni del culto e negli atti della spirituale giurisdizione e cessò finalmente lo assorbimento di tutte l'entrate ecclesiastiche, che percepiva dalle decime, finché non furono soppresse.

A queste, che per il governo sono state perdite e per la Chiesa veri acquisti, se si aggiunge la piena e perfetta libertà lasciata a quest'ultima di pascere e governare il gregge cristiano a norma delle sue leggi e di comunicare senza impaccio col supremo suo capo il Romano Pontefice; ne viene per legittima conseguenza, che siffatta separazione fu agl'interessi della Religione sommamente favorevole, e quindi conviene sostenerla.

Attenendomi alle istruzioni, delle quali la S. Sede mi volle munito sopra questo punto, non tralasciava di rispondere in Bogotà agli uomini di Stato, che m'interrogavano sulla possibilità di una novella riunione de' due poteri, che Roma non respingerebbe mai una iniziativa pressa sul proposito dal Governo, e che esaminerebbe sotto quali condizioni e in quali forme più converrebbe [folio 8r] procurarla; come ne fa anche pubblica testimonianza la mia protesta messa a stampa in Giamaica.

Ma allo stesso tempo mi prevaleva con prudente economia di ogni mia influenza presso le persone autorevoli sì del Clero che del Laicato, onde confermarlo sempre più nella persuasione, che era necessario conservare per ora quella provvidenziale scissione; e in tal guisa si formava e rassodava la pubblica opinione in conformità alla mia, e si rendeva per ciò stesso impossibile a qualunque Governo qualunque iniziativa in contrario.

La seconda questione messa frequentemente in campo di discussione nella Nuova Granata è la ingerenza del Clero negli affari di politica.

Là, non meno che in Europa, la scuola radicale e rivoluzionaria vorrebbe escluso affatto il Sacerdozio cattolico da ogni partecipazione nelle cose pubbliche, e mandandolo a riposar quietamente nella serena *regione de' dogmi* vorrebbe negargli persino il diritto di esaminare e qualificare i principi, sui quali la medesima scuola fonda i perversi suoi insegnamenti.

Il popolo al contrario, avvezzo a considerare i Preti come suoi maestri ed amici, ad essi sempre ricorre non solo perché gl'istruiscano ed illuminino su queste materie, ma anche per ricevere dalla loro bocca la regola di condotta pratica da osservarsi tanto negli alzamenti incessanti, quanto nelle moltiplicate elezioni.

Mi pare fin da principio essere obbligazione del mio officio non rimanermi indifferente e silenzioso innanzi a queste due correnti della opinione, ma respingendo gli errori della prima e correggendo gli eccessi ai quali facilmente conduce la seconda, additare [folio 8v] a tutti quella via in qui la verità a un discreto e prudente zelo si affratella.

Coglieva dunque con premura le occasioni, che mi offrivano e l'incontro di persone più savie e istruite, o le consultazioni direttemi dai Parrochi e altri Ecclesiastici, per esporre in amichevoli e piane conversazioni quale nell'assunto è la vera dottrina cattolica e in quale misura doveva il Clero concorrere alla direzione degli affari pubblici dello Stato, sia per non rimanere defraudato di un diritto, che possedeva a titolo di cittadinanza, sia per non mancare a un dovere, che gl'imponeva la propria condizione di vigilare sugli'interessi della Chiesa e di promuovere la sana morale nel popolo, concorrendo nei leciti modi alla scelta di probi e religiosi magistrati e alla formazione di buone e giuste leggi.

Esposta brevemente a V. Emza. la regola da me abbracciata innanzi alle due questioni fin qui accennate più che svolte, a trattare le quali deve trovarsi sempre pronto e preparato chi ha l'incarico di Delegato in Bogotà, sarà a V. E. facile d'indicare al mio successore quella che nella profonda sua saggezza giudicherà meno imperfetta e più confacente.

VENEZUELA.

Quando io giungeva alla mia Delegazione di Bogotà, di cui fa anche parte la Repubblica Venezuelana, dominava in essa Monagas, specie di Satrapa assoluto, che sotto il sembiante di Presidente costituzionale di un paese libero, ne faceva più o meno quel governo, che fece Rosas della Confederazione Argentina, o prima di esso Francia del Paraguay.

Per dieci interi anni quell'uomo signoreggiò il paese accumulando immensi tesori, che depositava in Inghilterra, onde goderne in pace all'ora che [folio 9r] prevedeva futura di un interno scompiglio, che lo sbalzasse da Caracas.

Questo fatto successe circa il principio del 1858 e da quel momento in poi restò Venezuela preda di una permanente rivoluzione, la quale tuttora la travaglia.

Il motivo, che presentarono i ribelli per cominciare la guerra civile, da essi mossa, fu non solo il dispotismo dell'amministrazione di Monagas e lo sciupo del denaro pubblico, ma anche la pretesa volontà della Nazione di adottare la forma federale a somiglianza di ciò, che poco innanzi aveva fatto la Nuova Granata.

Si chiamarono pertanto federali e stringendo delle intelligenze coi rivoluzionari della vicina Repubblica e aiutati da essi seppero non solo resistere fino ad ora al Governo regolare succeduto a Monagas, ma anche molte volte furono vicinissimi a un completo trionfo.

Se quest'ultimo venga da essi riportato col tempo, essa oggi tanto più possibile in quanto che Mosquera con maggiore comodo può fornirli di armi e di munizioni per gli aperti confini di Barinas e di Casanare, facilmente potrà prevalere nel Venezuela la idea di confederazione, a cui il partito conservatore, nella posta ipotesi necessariamente sopraffatto dai radicali, non sarebbe in caso di opporre una efficace resistenza.

La ripristinazione della estinta Colombia è il sogno prediletto di Mosquera; egli vorrebbe riallacciare le tre repubbliche di Venezuela, Equatore e Nuova Granata per esercitare sopra un campo più vasto e esteso la sua dominazione; riuscì già di procacciarsi non pochi aderenti nella prima, specialmente tra i federalisti, che hanno con lui comune e lo spirito devastatore e il

cuore barbaro e spietato; certo è dunque che se quel partito rimane vittorioso nel Venezuela e se v'impianterà la confederazione sul modello neogranadino, questa potrà aprire la strada alla sognata unione.

Peraltro il progetto di Colombia, ancorché si realizzi [folio 9v] parzialmente per qualche tempo non potrà mai avere stabile consistenza, come non l'ebbe nel passato, allorquando fu messo in opera dal medesimo Bolívar.

Il carattere degli Americani incostante ed irrequieto, le gare e gli odi degli abitanti di diverse province e i ricordi di una autonomia già per dieci lustri posseduta da ciascuna delle tre nazioni chiamate a fondersi in una, saranno altrettanti scogli contro i quali fracasserà sempre la ideata unità.

Solamente in un caso questa unione farebbe forse possibile; quando cioè stanche le tre repubbliche delle continue rivolture, che ne decimano la popolazione, ne distruggono la ricchezza, ne pervertono sempre più la morale, si persuaderanno finalmente che la unica loro salute consiste nel ripudio delle forme democratiche, che tanti guai e rovine arrecarono, e cercheranno nella monarchia un rimedio ai loro mali.

Troppo povere e troppo sfinite per alzare fin dal principio tre troni, intorno ad un solo dovrebbero allora raggrupparsi, e quando col lungo giro di anni acquisteranno per mezzo della pace e del savio governo del prescelto Sovrano quel materiale sviluppo, a cui tanto si presta il suolo americano smaltato tutto di oro e di argento, e l'indole del vero popolo docile, industrioso e paziente, allora nulla impedirà che tornino alla primiera divisione, che, ne sono sicuro, rimarrà sempre ansiosamente bramata nel fondo di ogni cuore venezolano, granatino ed equatoriano.

EQUATORE.

Pieni di lutto, di disgrazie e di rovine furono per questa sezione dell'America Meridionale i pochi anni che corsero dal 1856 al 1861.

Il Gle. Robles, incaricato in quell'epoca della Presidenza della Repubblica, ebbe la debolezza di abbandonare l'effettivo governo del paese ad un uomo odiato nell'Equatore perché uni-

camente empio e profondamente corrotto, al Generale Urbina, il quale certamente poteva annoverarsi con Mosquera della Nuova [folio 10r] Granata fra le più ignobili figure, che produssero le infelici contrade Americane.

Questo sbaglio di Robles, uomo d'altronde pacifico e bene intenzionato, gli alienò completamente gli animi de' suoi concittadini e fu una delle principali cause che lo costrinsero a dimettersi dall'ufficio di Presidente ed allontanarsi dall'Equatore.

Vi fu però un altro fatto importante, che determinò prossimamente il volontario esilio di Robles, come pure di Urbina, socio al primo nello innalzamento e nella caduta, e fu la guerra messa dal Perù all'Equatore.

Da molto tempo Castilla Presidente del Perù ambiva il possesso del porto di Guayaquil, uno dei migliori del Pacifico e unica porta dal lato del mare per la esportazione e importazione del commercio equatoriano; cercava dunque con ansietà una favorevole circostanza per rompere l'antica pace colla sua vicina e occupare un punto che sapeva non poter resistere a nessun attacco.

Tale circostanza gli offrì una questione suscitatasi tra i due governi di Lima e di Quito per motivo di certi terreni litigiosi ceduti dal primo in garanzia di debito agl'Inglesi e creduto appartenere al secondo, i quali si trovavano situati nei confini occidentali del Perù e dell'Equatore, attigui ai deserti del Brasile Orientale, cioè in una regione non mai esplorata da chicchessia.

I reclami fatti dall'Equatore per questa usurpazione de' suoi diritti furono così insolentemente accolti dal Ministro Peruano in Quito e quindi anche dal Gabinetto di Castilla in Lima, che il governo Equatoriano dovette rompere le relazioni diplomatiche con il Perù, mandando i passaporti al suo rappresentante presso di se accreditato.

In appresso, dopo esauriti tutti i tentativi d'intendersi all'amichevole, scoppiò la guerra e Guayaquil fu occupato dalle forze navali e di terra del Perù.

Tra questi frangenti dovette ritirarsi Robles; si accese quindi per soprappiù la guerra civile nell'Equatore si formarono tre governi provvisori nelle tre principali province che lo compongono, e in mezzo a tale [folio 10v] sfacelo generale della cosa

pubblica, accompagnati com' è ben naturale, di tradimenti, di prescrizioni, di eccessi e di miserie di ogni sorta, durò il povero Equatore fino alla fine del 1860 in circa.

In questo frattempo persuasosi Castilla che era più facile di prendere Guayaquil di quello che conservarlo, e allarmato dal malumore che produceva nel Perù la perdita di tanti milioni, che sprecava il Presidente per mantenere fuori del paese la sua flotta e le sue truppe senza nessun vero utile, e per comprare a peso d'oro i traditori equatoriani e neogranadini affine di affrettare la completa dissoluzione della Nazione che combatteva, si risolvettero di raccogliere le vele e celebrato un trattato di pace con un tale Gle. Franco, scelto voltò la sua pressione [contro il] Presidente in Guayaquil, dopo avere ottenuto la cessione di tutti i territori litigiosi che voleva, ed aver ricevuto con ridicola ostentazione tutte le riparazioni, che diceva dovute al Perù per la scacciata del suo Ministro da Quito, tornò a Lima, avendo fatto, come suol dirsi, un buco nell'acqua.

Ne poteva essere diversamente, giacché il trattato stretto tra Castilla e Franco in nessuna maniera obbligava l'Equatore straniero del tutto alla elezione di quest'ultimo, che si arrogava il titolo di suo Presidente.

Perciò quando le forze Peruane si ritirarono, e quando dopo qualche tempo terminò anche la guerra civile, dovette fuggire Franco come un usurpatore e la Nazione uscendo da una spaventevole crisi e raccolte le sue divise membra, alle quali tutte prepose un tal capo, l'ottimo e pio Sigr. Garcia Moreno, non volle sentir parlare del convegno e del convenuto e lo reputa per non fatto.

Quindi la questione con il Perù si trova oggi nell'istesso punto, in cui si trovava prima della invasione peruana; il quale luttuoso episodio non ebbe altro risultato, se non arrecare danni sommi alle due repubbliche e confermare nell'America la vecchia opinione della imbecillità della politica Peruviana.

L'amministrazione del Sigr. García - Moreno prometterebbe senza fatto alcuni anni di tranquillità [*folio 11r*] e di riposo all'Equatore, perché Egli è un uomo prudente, giusto e pio, stimato nella propria patria ed appoggiato da persone influenti, tra le altre dal Sigr. Gle. Flores antico Presidente Equatoriano, il

quale conservò molto prestigio, non ostante il tentativo di sottomettere altra volta il paese alla Spagna, che parecchi anni or sono gli andò in vuoto.

Ma siffatta pace e tranquillità è gravemente minacciata da due parti, dal Perù cioè e dalla Nuova Granata i quali certamente cercheranno a intorbidarla, il primo esigendo il riconoscimento del trattato Franco, l'altra procurando la realizzazione della sognata Colombia, che non può stabilirsi se non sulle rovine della indipendenza dell'Equatore.

Potrà darsi tuttavia, che questi due pericoli si dilegueranno, se il nuovo Presidente del Perù modificherà la politica del suo antecessore troppo aggressiva e intollerante, e se la reazione, oggi già formidabile nella Nuova Granata, rovescerà il Gle. Mosquera dalla sua dittatura.

PERÙ.

Di tute le repubbliche appartenenti alla Delegazione Apostolica di Bogotà, la peruviana è senza dubbio la più importante, sì per la sua ricchezza, sì per la forza di cui dispone.

Padrona delle celebri isole Chinchas che proveggono di guano l'agricoltura delle contrade Settentrionali di America e di Europa, ne ricava di netto profitto 20 milioni di scudi all'anno, i quali uniti ai redditi delle dogane non despregevoli formano un introito assai cospicuo.

Possiede anche il Perù una marina di guerra alla sua importanza corrispondente non che un armata di terra forse ai suoi bisogni eccessiva; le quali cose tutte gli danno una certa preponderanza tra le repubbliche Sud-americane e la collocano nel primo luogo dopo il Chili.

Ma questi medesimi elementi di forza, trovandosi pessimamente maneggiati ed amministrati saranno col tempo la cagione della decadenza del paese. Imperciocché lo sperpero del denaro pubblico, il quale si distribuisce tra gli alti impiegati con una scandalosa concussione, [folio 11v] o si sprega per fomentare la rivoluzione tra le nazioni circonvicine, lasciando addormentate e neglette le grandi industrie e la coltivazione dei campi, avvezza il popolo a contare sopra una rendita, che pur tra breve si esaurirà, e a non cercare la ricchezza colà, dove si trova perenne e sicura.

Quando adunque da qui a 40 o 50 anni terminerà quel celebrato concime, questi si troverà ad un tratto senza risorse e coll'abito di spese esorbitanti. Né potrà sostituire al difetto di quel guano il prodotto di suoi feraci campi e delle sue industrie miniere, perché non troverà né strade preparate, né grandi imprese impiantate, né costumi di lavoro, punti che gli attuali governi, neghittosi ed egoisti, trascurano interamente.

Oltre a ciò gli uomini, che stanno oggi al potere nel Perù, invaniti della relativa loro potenza, trattano con tale alterigia le nazioni estere, che accumulano per l'avvenire monti d'ira e di vendetta.

La Bolivia da una parte, e l'Equatore dall'altra non trovano un momento di pace, turbate incessantemente dagli intrighi della irrequieta vicina, e persino le grandi potenze del mondo spesso se ne risentono, a tal segno che nel solo quinquennio, di cui mi occupo, la Francia e gli Stati Uniti, oltre alle anzidette Bolivia ed Equatore, dovettero rompere le relazioni diplomatiche col gabinetto di Lima, riannodate è vero dopo poco tempo, previe competenti indennizzazioni, e l'Inghilterra col Chili deplorare l'assassinio di loro rispettivi rappresentanti, comunque attribuito al capo o a personali questioni.

Né vi è speranza che uomini più savi giungano ora alla Presidenza di Lima, giacché il Gle. Castilla sembra averne fatto per se un monopolio, e disponendo dell'armata e dell'elezioni coi milioni che produce il guano, riesce sempre a farsi acclamare capo della Nazione, o a rimuovere chiunque altro venga prescelto a meno che non consenta ad essere suo cieco e docile strumento.

[folio 12r] Le modificazioni della costituzione peruviana formarono una delle principali questioni, che agitarono quel paese negli anni ultimamente decorsi fino al presente.

Il partito liberale ottenne nel 1858 l'abolizione del foro ecclesiastico come compensazione del rifiuto della libertà dei culti, che esigeva, e siffatta ingiuria al sentimento cattolico della Nazione fu consegnata nel patto fondamentale.

Questa novità offese altamente l'Episcopato, il Clero e la parte sana della popolazione; il primo protestò, e la seconda volle che si procedesse ad una nuova revisione della costituzione.

Le guerre interne ed estere impedirono la regolare riunio-

ne del Congresso fino al fine dell'anno 1860, e, non ostante che molti deputati avessero ricevuto l'espresso mandato di restituire alla Chiesa il toltole privilegio, prevalse nel parlamento la tendenza liberale e rimase ferma la disposizione del 1858.

Faccio qui menzione di questo fatto, ancorché di un carattere piuttosto religioso, imperciocché ebbe non piccola parte nell'agitazione prolungata che regnò e regna tuttora tra i partiti politici del Perù, il che è una nuova riprova dell'intimo nesso che passa tra le gravi questioni ecclesiastiche e le prettamente sociali.

Stato Religioso

NUOVA GRANATA.

Pochissime cose mi propongo dire a V. Emza. sopra questo importante argomento, per due ragioni, che mi sembrano abbastanza fondate; la prima è, che esso formò il principalissimo oggetto dell'abbondante mio carteggio colla Segreteria di Stato nel quale ho esposto quanto a questa materia si attiene, specialmente nei rapporti sulla questione beneficiaria e sulle decime, nonché in quegli altri, che contengono alcune avvertenze intorno ai punti che si dovevano trattare nel Concilio Provinciale di Bogotá, rapporti [folio 12v] di cui non sarebbe possibile di riepilogare qui con brevità i svariati e gravi assunti.

La seconda ragione che m'invita ad essere sommamente conciso, la trovo nei tristi avvenimenti, de' quali è in oggi teatro la Nuova Granata, ed i quali cambieranno radicalmente la condizione, in cui si trovava colà la Chiesa ed i suoi interessi, allorquando ne fui io medesimo violentemente discacciato.

Nulladimeno qualche cosa dirò, o sottoponendo a V. Emza. qualche generale considerazione, o accennando a qualche affare, che rimasto in pendenza dovrà col tempo essere dalla S. Sede riassunto, eradicando quelle novità che mi si annunziano già compiute o iniziate a danno della Religione e della Fede.

I Vescovi Neogranadini, usciti recentemente dalla tutela dello Stato per la legge della separazione delle due potestà, riacquistarono la più piena ed assoluta libertà per governare le loro chiese e si accinsero tutti secondo il loro maggiore o minore

zelo al ristoramento della disciplina ecclesiastica troppo decaduta e negletta nelle loro rispettive diocesi.

Tuttavia questo lavoro non poté procedere per più di un motivo con la desiderabile regolarità e prontezza, e appena cominciava ad essere sensibile il miglioramento, il quale col tempo e colla perseveranza ne sarebbe certamente provenuto.

Prima tra le cause che causavano quel rincreasevole arresto, era, forza è confessarlo, la poca capacità de' Prelati, i quali comunque tra la loro gente i migliori, sono però ben lontani dal possedere quelle doti, che si esigono, onde imprimere un nuovo avviamento al governo della Chiesa per sì lunghi anni insufficientemente regolato.

Nati e cresciuti sotto un altro sistema, poco versati nelle canoniche e teologiche materie, difficilmente possono svellere le antiche costumanze e introdurre quelle, le quali mai avrebbero dovuto [folio 13r] abbandonarsi.

Il clero inferiore, che dovrebbe da per tutto coadiuvare i Vescovi in sì santa e nobile impresa, è per appunto quel medesimo che ha maggior bisogno di riforma, e quindi, parlando dell'universale, è loro di poco o di nessun ausilio.

Vi sono alcune diocesi, nelle quali disetta assolutamente, come in Pamplona, altro dove è completamente guasto, come in Cartagena, Santa Marta e Panamá, altre finalmente in cui porge qualche elemento buono e lodevole, sebbene raro in proporzione al bisogno e troppo imperfetto.

Or questo punto, l'insufficienza cioè formale dell'alto e basso Clero nella Nuova Granata meriterà sempre richiamare la più seria attenzione della S. Sede, e sarà, ne sono certo, una causa bastevole perché il Sommo Pontefice profitti della prima favorevole circostanza onde provvedere quelle Chiese di un efficace aiuto, mandandovi un suo rappresentante, che possa dare la mano ai Vescovi, invigilarli, stimolarli e consigliarli all'uopo.

Ma quello che più di ogni altra cosa sarà in questa parte di giovamento agl'interessi religiosi della Repubblica Neogranatina, come pure delle altre Spagnuolo - Americane, è senza nessun dubbio il Collegio fondato testè in Roma da Sua Santità per la gioventù di quelle contrade.

Tale stabilimento, che lotta oggi colle difficoltà inerenti al-

le grandiose imprese cominciate in tempi così avversi come sono i presenti, è degno della costante protezione della S. Sede, imperciocché in esso si formeranno i futuri Vescovi, i Professori e i Preti dell'America, chiamati a introdurvi quelle massime, quei metodi e quegl'insegnamenti, che qui avranno appreso ed i quali non si possono diversamente ottenere a fronte delle premure e delle buone intenzioni dei Prelati.

Il Clero Regolare sì utile quando buono è un altro oggetto assai interessante per la nuova Granata. Esso non è oggi colà molto numeroso, ma [folio 13r] potrebbe agevolmente moltiplicarsi, non scarseggiando né le vocazioni né i mezzi per il suo mantenimento.

Questo Clero ha manifestato ultimamente una qualche disposizione a correggere lodevolmente la sua condotta morale, non certamente così orrenda come quella de' Regolari dell'Equatore e del Perù, ma pure troppo difettosa e rilasciata; merita adunque che la si sostenga con ogni impegno.

La Visita Apostolica è un mezzo assai opportuno per procurare questo miglioramento e insieme lo incremento delle Comunità Religiose; ma perché produca i suoi effetti, e perché non s'imbatta ad ogni istante contro ostacoli spesse volte insuperabili, gioverebbe, secondo il mio umile avviso, che quei corpi morali ricevessero sempre anche per organo de' rispettivi loro Capi Supremi l'ordine perentorio di assoggettarsi docilmente all'autorità del Visitatore deputato dal S. Padre, e di osservarne religiosamente le disposizioni.

Se non che, ho ragione di temere, siano forse per sciogliersi adesso quelle antiche corporazioni un dì così benemerite delle Americhe, e oggi ancora così care alle popolazioni, non ostante la loro triste decadenza.

La rivoluzione, che ha trionfato in Bogotà non tardò a manifestare coi fatti il suo conosciuto odio contro i Regolari, e i Padri de la Compagnia di Gesù ne furono già barbaramente espulsi.

Fino ad ora non mi consta, che ugual sorte abbia toccato agli altri ordini; però, se debbo prestar fede alle ricevute notizie, sembrerebbe che la confisca delle loro temporalità sia un fatto già consumato, e temo non sia il preludio della soppressione delle stesse comunità.

La Nuova Granata possiede ancora molte tribù d'Indiani aborigeni, sparsi in selve e solitudini mai conosciute, i quali non ebbero ancora la sorte di ricevere la luce della vera fede. Molte altre tribù vi sono ugualmente, che ridotte già a vita civile nel tempo del dominio spagnuolo, furono [folio 14] in appresso abbandonate quasi del tutto, e tornarono al primitivo stato di barbarie.

La Santità di N. Signore accesa di apostolico zelo si degnò mandare nel 1858 alcuni Missionari per Casanare e S. Martino, i quali si accinsero con edificante carità al commesso loro ministero, e già cominciavano a raccoglierne frutti pieni di consolazione.

Per pontificio ordine queste Missioni vennero sottoposte alla ordinaria giurisdizione del Delegato di Bogotà e da questo divise tra i PP. Liguorini e i Sacerdoti Spagnuoli, assegnandosi Casanare ai primi e S. Martino ai secondi.

La relazione di quello che riuscirono di fare gli uni e gli altri si trova consegnata nella ristretta corrispondenza tenuta da me coll'Emo. Prefetto di Propaganda; ma i due anni spesi da questi buoni operai nell'America servirono specialmente ad acquistare quelle pratiche nozioni che erano necessarie per poter formare un piano più sicuro e più utile secondo il quale dovevano dirigersi in avvenire le predette missioni.

Due de' Padri Liguorini erano morti in questo frattempo, e mentre si preparava la venuta di altri otto sopraggiunse la rivoluzione, che non solo la impedì, ma mi costrinse ancora di portar via meco l'unico Padre, che vi era rimasto superstite.

In quanto poi ai Preti Spagnuoli occupati nelle pianure di S. Martino, mi fu assicurato che cerchi a morte dai rivoluzionari s'inoltrarono nei deserti, ne' si ebbe mai più di essi notizia.

Fra i fondi che si raccolsero per le Missioni di Casanare si trovavano 4000 pesi forti offerti dal Governo federale. Questa somma non essendo stata mai pagata, ottenni dal Ministro delle Finanze per sicurezza un deposito di un capitale di doppio valore in effetti pubblici della Repubblica portanti il frutto del 5%, e i cui cuponi rappresentavano per appunto la esatta provvisione [folio 14v] concertata al 10% fino al totale pagamento della somma.

Questi effetti con altri due documenti relativi ad altri fondi, uno spettante alla medesima Missione e l'altro in oggi caducato secondo l'annessavi avvertenza alla propagazione di Lione, furono da me depositati presso il Barone de Goury Ministro di Francia in Bogotà in un involto sigillato colle armi della S. Sede e portante la seguente soprascritta: "Questo plico appartiene alla Delegazione Apostolica di Bogotà".

Quando tornerà un Delegato alla Nuova Granata, ritirando l'archivio dalla Legazione Imperiale, dovrà ritirare anche il precitato involto, e vi troverà intatti ancora tutti i cuponi, poiché la loro prima scadenza di Marzo 1861 non poté essere soddisfatta dallo esausto tesoro della Repubblica.

I maggiori schiarimenti, che la presente partita addimandasse, dovranno cercarsi nel contratto celebrato fra i PP. Redentoristi ed il Presidente di Bogotà [sic] nel 1858 e tra le note del Ministro delle Finanze Sigr. Gutiérrez unite agli stessi effetti.

Se, cessate le attuali vicende della Nuova Granata, la Congregazione del Ssmo. Redentore sarà disposta a continuare la bella opera, che con sì lusinghiere speranze, vi avevano iniziato alcuni dei suoi figli, giudico che tanto per il diritto che gli ne compete come per il vantaggio della Missione, essa ad ogni altro Istituto dovrebbe essere preferita.

VENEZUELA.

Non ostante che l'antica Costituzione Venezuelana da due anni a questa parte modificata, avesse imposto al potere esecutivo il preciso dovere di accomodare per mezzo di un concordato colla S. Sede gli affari ecclesiastici della Repubblica; nessuno de' vari governi succedutisi in Caracas volle mai compiere questa obbligazione.

Il Clero, sul quale pesa l'arbitrario patronato [*folio 15r*] delle autorità civili, e che si trova ridotto alla miseria dopo l'abolizione delle decime, senza che gli venga pagato dal tesoro l'assegnamento civile sostituito alle medesime, [...] reclamò fino ad ora domandando la celebrazione del mentovato convenio, e quindi tutti gli affari attinenti alla Chiesa sono stati e sono tuttora retti e regolati a puro arbitrio delle potestà laicali.

Anzi, il governo venezolano si mostrò a tal punto alieno da

qualunque intelligenza con Roma, che fu l'unico il quale non mi rispose alla partecipazione che gli feci allorquando assumeva l'esercizio della mia Delegazione in quella contrada e gli trasmetteva l'analoga lettera Pontificia, sebbene poi non si opponesse alla esecuzione dei pochissimi rescritti, che ho spedito in quella Repubblica.

E intanto, che quella intelligenza sia sommamente desiderabile per non dire necessaria, ben si può argomentare e dalla natura stessa delle cose, non essendo possibile che fiorisca la disciplina sotto la esclusiva tutela dello Stato, e dalle lagnanze del Clero registrate negli opuscoli a stampa che trasmisi a suo tempo a V. Emza.

Ma a dire il vero, in tempi in cui i pubblici patti perdono perfino in Europa ogni forza e vigore innanzi alle pretensioni di un audace ed empio partito, improvvido sarebbe forse cercare in essi ogni farmaco per l'America, dove le passioni sono più ancora veementi e le violenze più sbrigliate.

Io crederei adunque, che per riparare in qualche modo i danni, che la Chiesa soffre nel Venezuela, un altro espediente e più facile e più efficace si potrebbe cercare, inviando colà uno speciale Delegato, il di cui incarico dovrebbe essere principalmente preparare i Vescovi alla legale e pacifica rivendicazione di loro usurpati diritti, stimolarli a entrare concordemente in quella lizza, sostenerli ed aiutarli nello abbracciato cammino, e allo [folio 15v] stesso tempo correggere con mansuetudine gl'invalsi abusi e provvedere con istraordinaria facoltà ai spirituali bisogni dei fedeli.

Finché l'uno o l'altro non si faccia, non credo che gran vantaggio si ricavi dalla moltiplicazione delle diocesi nel Venezuela, imperciocché resteranno esse indotate, oppresse e soggette alle medesime scociature d'intervento laicale in tutte le case religiose, come lo sono le maggiori loro sorelle.

Le difficoltà, che io prevedeva si sarebbero incontrate nella erezione delle Sedi di Barquisimeto e di Calabozo, hanno impedito, se sono bene informato, che si fossero fino ad ora spedite da Roma le corrispondenti Bolle Pontificie; ciò così essendo, forse la S. Sede potrebbe in questa circostanza trovare un favorevole pretesto per esigere dal Governo di Caracas l'ammissione di

un Delegato Straordinario, il quale incaricato della esecuzione dei detti diplomi potrebbe introdursi in Venezuela, e una volta riconosciuto esercitarvi anche una più ampia ed importante missione.

EQUATORE.

Assai pio e religioso è il popolo equatoriano, e forse sotto questo aspetto primo tra le nazioni Sud-Americane, a fronte della inaudita corruzione del Suo Clero e dell'incessante lavoro, che vi esercitano le logge massoniche.

Ove la divina Provvidenza non avesse diversamente disposto, all'Equatore avrei io trasportato la mia residenza uscendo dalla Nuova Granata; e quindi penso, che ottima cosa sarebbe se il S. Padre, facendo ragione alle calde istanze del Presidente di Quito, si determinasse a spedirvi un suo Rappresentante. Questi troverebbe nell'Equatore un terreno ben disposto, e la sua azione potrebbe riuscire sommamente utile e salutare.

Le piaghe che furono inflitte alla Chiesa nell'America Spagnuola, sono in tutte le Repubbliche più o meno eguali; gli stessi sono i guasti, i medesimi gli [*folio 16r*] abusi; quindi ciò che di una si dice con poca differenza a tutte si può applicare. Se ognuna di esse potesse possedere un proprio Delegato, questi con maggiore facilità riuscirebbe a migliorarne la religiosa condizione, rimediando agli enunciati sconcerti; conciossiachè la presenza sui luoghi serve a conoscere meglio i bisogni, e porge allo stesso tempo più abbondanti mezzi per soddisfarli.

I Vescovi Americani sono forniti di estesissime facoltà, specialmente in ordine alle dispense matrimoniali e ad altri atti di volontaria giurisdizione, e ne usano senza ritegno.

Molti fondandosi sulle epiche e sulle antiche tradizioni vaticane senza scrupolo gli assegnati limiti, dimodoché non vi è quasi grazia, concessione o dispensa, che da taluno di essi non si possa ottenere.

Crederei che, aumentandosi in America il numero dei Delegati Apostolici, potrebbe essere modificato il sistema presente della S. Sede di largheggiare cogli Ordinari nella concessione delle facoltà, uguagliandoli a poco a poco ai Prelati Europei, e concertando nei soli Delegati questa straordinaria potestà.

Da ciò due vantaggi si deriverebbero; in primo luogo si toglierebbe la frequente infrazione delle leggi Ecclesiastiche spesso violate perché non conosciute o non capite, e in secondo luogo si aprirebbe una fonte di rendite per la S. Sede, stabilendo delle tasse, come si pratica nei Dicasteri di Roma e nella Nunziatura di Portogallo.

La buona disposizione dell'odierno Presidente di Quito agevolerebbe certamente la radicata innovazione nell'Equatore, ove piacesse a Sua Santità accoglierne la idea; e una volta introdotta in un punto del continente Americano, pian piano agli altri potrebbe venire estesa.

PERÙ.

Di somma importanza mi sono sempre sembrate le chiese peruviane per i molti elementi buoni che ancora possiedono, e per la speranza che offrono di una più facile e più pronta ristorazione.

[*folio 16v*] Fino a questi ultimi tempi erano esse riccamente dotate tirando dai propri fondi stabili e dalle decime pingui proventi per il mantenimento del Clero, e dalla pietà del popolo abbondanti sussidi per lo splendore del culto esterno.

Nel 1860 rimasero però abolite le decime, non ostante la energica opposizione dell'Episcopato, e il Governo assegnò sul tesoro nazionale una competente dotazione ai Ministri del Santuario.

Questo avvenimento, che in ogni tempo e luogo sarebbe stato deplorabile, lo è viemaggiamente adesso nel Perù, dove si prevede una vicina crisi finanziaria, che necessariamente cagionerà l'esaurimento del guano, e quindi la futura impossibilità del Tesoro di soddisfare l'adossatosi gravame, e dove si scorge una tendenza ogni giorno più palese di spogliare anche la Chiesa delle sue proprietà fondiarie, avidamente agognate dai liberali.

Sono di parere, che sarà assai difficile di stornare siffatto pericolo, a cui serve disgraziatamente di continuo incentivo la pessima amministrazione e la malversazione dei beni ecclesiastici, soprattutto di quei che sono posseduti dalle corporazioni religiose, a meno che non si cambi radicalmente il sistema di governo democratico nel Perù, e non s'introduca allo stesso tempo una salutare riforma nell'uno e l'altro Clero.

In quanto a quest'ultimo, comunque grande sia il suo gua-
sto, non gli mancano però dei soggetti per ogni riguardo rispet-
tabili, i quali fanno maggiormente spiecare la bellezza della virtù
sacerdotale in mezzo alla comune rilasciatezza della vita, e, par-
lando in generale, il livello di capacità e d'istruzione intellettuale
del Clero peruviano è superiore a quello dei cleri delle altre Re-
pubbliche comprese nella Delegazione di Bogotà.

Sarebbe adunque una cosa assai desiderabile, che la S. Se-
de potesse stendere una mano valevole in aiuto di questi buoni
semi, onde facilitarne il maggiore sviluppo e combatterne le op-
poste influenze dirette ad estirparlo da quella eletta parte di
America, influenze [*folio 17r*] dovute specialmente all'empio Vi-
gil ed alla scuola da lui formata.

Con questo pongo termine, Emza. Rma. alla presente suc-
cinta relazione, pronto sempre ad umiliarle sopra ogni punto in
particolare quei maggiori schiarimenti, che potesse desiderare, e
sottomettendo il tutto al benigno suo compatimento.

Miecislao Arcivescovo di Tebe».

DOCUMENTO 4

*Expulsión del delegado apostólico en Colombia,
Miecislao Ledóchowski⁷¹*

«Il lungo assedio a cui andette soggetta la Città di Bogotà,
Capitale della Nuova Granata e la conseguente prolungata inco-
municazione tra la Delegazione Apostolica stabilita in essa e la
Santa Sede, avendomi impedito di tenere informata Vora. Emza.
degli ultimi avvenimenti compiutisi in quella sventurata contra-
da, adempio oggi il dovere di umiliarne a Vora. Emza. un succin-
to, sebbene tardivo ragguaglio.

⁷¹ M. LEDÓCHOWSKI, Informe al cardenal Antonelli, Roma, 29 septiembre
1861, in AA.EE.SS., Colombia, año 1856-1861, pos. 179, fasc. 361, fol. 40-42.

I rivoluzionari neogranadini che da più mesi indietro si erano avvicinati a Bogotà sotto la direzione dell'attuale loro Capo Generale Mosquera, riportarono, sia per tradimento ed intrighi, sia per la superiorità militare del loro condottiere notevoli vantaggi in parecchi scontri colle truppe del Governo, da' quali era facile di prevedere sino dagli ultimi giorni di Giugno Anno corrente, che la ribellione avrebbe definitivamente trionfato.

In quei dì successe tra le altre sconfitte che fosse sorpreso dal nemico un piccolo distaccamento di costituzionali comandato dal ex Presidente Ospina, e questi obbligato a deporre le armi cadde con tutta la sua gente in potere di Mosquera.

La notizia di questo infortunio immerse Bogotà in una profondissima costernazione, e conosciuta l'atrocità dei ribelli si temeva non senza ragione fosse da essi iniquamente tolta la vita a quel benemerito cittadino, vera gloria e decoro della sua patria, come pure agli altri compagni ch'egli ebbe soci nella capitolazione.

Pochi giorni appresso, questi timori si cangiarono in certezza, avendosi saputo che il Sigr. Ospina e il fratello di lui Pastore furono condannati a morte, e messi già nella consorteria per prepararsi a incontrarla fra alcune ore.

Monsignor Arcivescovo animato da quella carità che sempre e in tutte le circostanze distinse la sua condotta, si portò a piedi al campo nemico distante poche miglia dalla Capitale, e ottenuta dopo lunghi preghi la sospensione della serale sentenza, tornò in Città per sollecitare la intervento del Corpo Diplomatico in favore di quell'illustre Vittima.

Accolta con premura la bella proposta del Prelato, dal Ministro di Francia, indusse questi i suoi colleghi a presentargli la loro cooperazione, e il giorno appresso si recarono tutti in corpo, ma non con ufficiale carattere, al campo di Mosquera per domandare salva la vita all'innocente prigioniero; l'ottennero felicemente, a forza di pressanti ed iterate istanze, senza però aver potuto impedire, che carico di pesanti catene fosse il Sigr. Ospina rinchiuso in un umido e malsano carcere, dove in altra, ma non meno certa maniera, pericolava la sua salute.

Non era ancora calmata la dolorosa impressione che i narrati accidenti avevano prodotto in Bogotà, quando il 13 di Giu-

gno un grave disastro sofferto in Chapinero dalle armi nazionali, sbigottiva tutti gli aderenti al legittimo Governo.

In questa battaglia pessimamente diretta, e in cui perirono i migliori e i più coraggiosi Officiali della Confederazione, scorsero tutti il preludio di un prossimo e più completo trionfo de ribelli, verificatosi infatti un mese più tardi, cioè il 18 Luglio, quando essi intravano in Bogotà, dopo poche ore di fuoco, e colla Capitale si rendevano padroni della Repubblica.

L'esercito nazionale sparì quel giorno come per incanto; di 3000 uomini che lo componevano neppure una Compagnia rimase intera, sbandati, dispersi in tutte le parti i soldati non trovarono nemmeno chi sotto la legittima bandiera gli avesse raccolti per poi riunirli a qualunque degli altri corpi dell'Armata costituzionale, operanti ancora in tre diversi Stati della Confederazione, cioè in Santander sotto la direzione di Canal, in Antioquia sotto Enao, e nel Cauca sotto Arboleda, l'eletto Presidente della Nuova Granata.

È molto probabile che siffatta dispersione abbia scoraggiato i mentovati sostenitori dell'ordine, rimasti ad esso fedeli, e alla mia partenza si credeva generalmente che nessuno di essi avrebbe potuto sostenere in avvenire una ulteriore resistenza alla rivoluzione trionfante.

In Bogotà i primi giorni dopo l'ingresso delle truppe di Mosquera, furono giorni di grandi disgrazie, e di irreparabili rovine; molti cittadini, specialmente tre notabilissimi per i servizi resi al paese nei vari impieghi civili, o militari che sostennero, cioè l'Intendente Aguilar, il Prefetto Morales e il Colonello Hernández furono a sangue freddo e senza veruna forma di processo trucidati, per compiacere, come da tutti indistintamente si asseriva alle ignobili passioni di una corruottissima donna, o de selvaggi neri sitibondi di sangue.

Molte case, e soprattutto le piccole botteghe della gente povera furono messe a sacco a ruba, e la costernazione, anche dopo dieci giorni dall'ingresso di Mosquera, epoca della mia partenza, era tale che non si vedevano se non volti smarriti e occhi pregni di lagrime.

Ebbero anche a soffrire in quella congiuntura le legazioni estere. Quella d'Inghilterra, dove si erano rifugiati il Sigr. Barto-

lomeo Calvo, incaricato della Presidenza della Nazione, e vari altri alti personaggi consegnati troppo facilmente ai vittoriosi, fu circondato da truppe e impedita dall'Incaricato di Affari Britannico la libera comunicazione colle persone di fuori.

Anche personalmente fu egli offeso, essendogli stato tra le altre cose diretto un ufficio con forme sì poco convenienti, che rimasero tutti sorpresi come non avesse provocato da parte del Sigr. Griffith un più energico reclamo di quello che in effetto ne fu fatto.

Al Consolato Venezuelano fu strappata la bandiera, calpestate, trascinata per le strade, forzate le porte e violata la casa; sola la Legazione Francese fu rispettata, fino alla mia partenza, mentre la Norte-Americana, da lungo tempo venduta a Mosquera nulla poteva temere dalle sue soldatesche.

Così terminò Eminenza Reverendissima la guerra civile la quale due anni incirca insanguinava la Repubblica Neogranadina, promossa, e sostenuta dalla ambizione di un uomo perverso, poté prevalere finalmente, ma distrusse la ricchezza del paese, riagravò con 40 milioni di scudi il debito pubblico, sparse più migliaia di vite umane, e sparse dovunque la desolazione e il pianto.

È da presumersi che il suo trionfo non sarà durevole, giacché la violenza non suole sostenersi lungamente, e perché la rivoluzione trovò la sua forza nella momentanea unione di tutti i partiti, e di tutti gl'individui avversi al partito conservatore, l'interesse de' quali non consisteva tanto nel trionfo di Mosquera, quanto nella caduta dell'esistente Governo.

Ora rovesciato, questo, nasceranno di certo nuove scissure e nuove discordie, tra quei che poi anzi lavoravano in comune a un'opera per tutti desiderevole, sperando ognuno di raccogliere per se solo l'agognato potere che toglievano al suo legittimo possessore».

DOCUMENTO 5

*Expulsión del delegado apostólico en Colombia,
Miecislao Ledóchowski⁷²*

«I timori che io esprimeva a Vostra Eminenza da un anno e mezzo a questa parte, de danni che avrebbe arrecato alla Chiesa e alla Religione il trionfo del Generale Mosquera nella Nuova Granata, si sono pur troppo verificati fin dai primi momenti della occupazione della Capitale dalle forze rivoluzionarie.

Infatti pochi giorni dopo l'ingresso di Mosquera in Bogotà comparve in un Bollettino ufficiale un decreto, che riporta nel suo originale l'all. A: firmato del nuovo Presidente ai 20 di Luglio, nel quali si dichiarava che il Potere Esecutivo eserciterebbe in avvenire il diritto di tuizione sulla Chiesa, diritto spiegato meglio nell'art: 2 del medesimo decreto, nella inibizione fatta a tutti i Ministri superiori del culto, di esercitare le rispettive loro funzioni senza previa licenza delle autorità civili.

Chiaro si vedeva da questa arbitraria e illegale disposizione che il Governo intendeva riassumere in tutto il suo rigore l'antico esercizio del suo patronato, il quale negli anni andati pesava così fortemente sulla Chiesa ed era una delle principali cause dell'estrema sua decadenza nella Nuova Granata.

Tanto Monsignor Arcivescovo, quanto io abbiamo compreso subito tutta la importanza di questo decreto, e dopo avere aspettato due giorni per vedere se ci fosse direttamente comunicato, stabilimmo di comune accordo la regola di condotta che dovevamo seguire, differente per entrambi, ma diretta da un solo pensiero e dal medesimo principio.

Egli doveva, secondo il preso concerto, darsi per non inteso della nuova legge e continuare nella libera amministrazione e governo della sua Chiesa; io inviare al Governo una moderata protesta.

⁷² M. LEDÓCHOWSKI, Informe a Antonelli, Roma, 29 septiembree 1861, in AA.EE.SS., Colombia, año 1856-1861, pos. 179, fasc. 361, fol. 53-56: expulsión del delegado apostólico de la Nueva Granada.

Così fece l'Arcivescovo, e anche io preparai la nota che Vra. Emza. troverà qui unita all'All. B. ma che non potei rimettere al Ministero se non dalla Giamaica per le ragioni che esporrò appresso.

Prima però che fosse uscito alla luce il mentovato decreto, messo in istampa solo il giorno 23 di Luglio, erano già state cominciate le ostilità del Generale Mosquera contro la Delegazione, colla irregolare e minaccevole richiesta che mi fu fatta a suo nome di una lettera Pontificia ch'egli credete essersi da me indebitamente ritenuta.

Tale domanda fu fatta con un accompagnamento di truppa la quale con generali e colonnelli alla sua testa si fermò innanzi alla mia abitazione, mentre uno di essi entrava dentro per consegnarmi la nota del Ministro degli Esteri qui aggiunta sotto l'All. C, e a cui diedi la risposta contenuta nell'All. D.

L'ufficiale che mi aveva presentato la prima insistette a voce perché fosse da me resa la desiderata lettera di Sua Santità, ma le ripetute sue insistenze non essendo riuscite a strascinarci sul campo della discussione nella materia, che dichiarai non intendere trattare se non con il Ministero nelle forme dovute, dovette ritirarsi con tutto il suo apparato militare, non senza avermene prima fatto le più umili e iterate scuse.

Nulladimeno, prevenuto da molto tempo, che Mosquera cercherebbe farmi la guerra ad ogni costo, e che non si arresterebbe innanzi a nessun eccesso, conoscendo dippiù la violenza del suo carattere come pure gl'insulti da lui fatti alla Legazione Inglese; temetti non mi mandasse una visita di perquisizione al ricevere la mia risposta, e perciò giudicai necessario mettere possibilmente in salvo gli archivi della mia Delegazione.

Prevenni quindi immediatamente il Ministro Francese, di quello che mi era accaduto, ed egli, impegnato come sempre a prestarmi ogni maggiore aiuto in tutte le difficoltà nelle quali m'incontrai, con un zelo, una buona volontà e una devozione verso la S. Sede, che non saprei mai abbastanza lodare; mi mandò senza indugio il Sig. di Veruine Segretario di Ambasciata coi Sigilli della Legazione Imperiale, dandogli ordine di mettersi in tutto alla mia disposizione. Riunimmo allora tutte le carte insieme e già a notte inoltrata furono da noi apposti i Sigilli ponti-

fici e imperiali sull'armadio che le conteneva a maggiore loro sicurezza.

Restò anche per quella notte il Segretario nella Delegazione, affine di protestare personalmente contro la temuta violazione, ove in effetto fosse stata attentata.

Volle però la Provvidenza che Mosquera non giungesse a tale estremo, ed io vedendo passare la seguente giornata senza ricevere nuova offesa, pensai un momento terminato il riferito spiacevole incidente.

Ma non successe così, e il giorno 25, quando stava terminando la nota protestativa contro il decreto di Tuizione, mi fu rimessa un'altra del Sigr. Rojas Garrido Ministro degli Esteri, qui unita nel suo Originale, All. E, in cui dopo una ridicola ripresa dell'affare della lettera Pontificia, e dopo inconvenienti considerazioni, mi si intimava la uscita dalla repubblica, la partenza dentro di tre giorni dalla Capitale e mi si compiegavano i passaporti nei quali si ripeteva la suespressa intimazione.

Vi era pure nella nota, come Vora. Emza. potrà vedere, la frase che indicava la risoluzione di cortare meco ogni corrispondenza, per la quale cosa e per altri dati che ho potuto riunire, temetti non mi fosse respinto il plico che stava per inviare al Ministero; decisi adunque di sospenderne la spedizione, e mi riserbai di farlo con miglior agio e sicurezza, diriggendoglielo dal primo punto comodo fuori di Bogotà.

Non pensai dover resistere in modo alcuno alla ricevuta intimazione di uscire, tanto perché consapevole della esacerbazione di Mosquera contro di me conosceva l'inutilità di ogni tentativo; quanto perché calcolava che la mia ulteriore permanenza in Bogotà, ove pure fosse stata possibile non riusciva a vantaggio ma a danno degli interessi della Chiesa.

Da 18 mesi Mosquera aveva posto tutti gli ostacoli che poteva alla libera comunicazione del Delegato con tutte le parti della sua Delegazione, e questo sistema lo avrebbe indubitatamente proseguito anche dopo occupata la Capitale, ogniqualvolta tra i primi decreti da lui pubblicati vi si trovava anche quello che proibiva agli uffizi postali ricevere lettere sigillate, o trattanti di altro che di affari commerciali.

Oltreciò sapeva che mi sarebbe stato impedito dare la ne-

cessaria pubblicità alle proteste che doveva presentare al Governo, e quindi temeva la cattiva impressione che avrebbe fatta sulla popolazione l'apparente silenzio del Rappresentante Pontificio, la di cui quieta dimora nel paese avrebbe potuto essere spiegata come una tacita approvazione di quel che succedeva, o almeno in tal senso sarebbe stata proclamata da chi vi trovava il proprio interesse.

Feci adunque insomma fretta i preparativi di viaggio, riaprii gli Archivi per coordinarli meglio e nuovamente chiusi e muniti de' nostri e francesi sigilli li depositai nella Legazione di Francia, e poche ore prima che spirasse l'assegnatomi termine, partii profondissimamente commosso dalle testimonianze di dolore e di affetto che in sì triste congiuntura mi diedero gli abitanti di Bogotà, i quali si portarono in grandissimo numero alla mia casa nei tre giorni precedenti alla mia uscita, desiderosi di dare così una pruova di devozione alla S. Sede onorando la mia persona, e di disapprovazione della condotta del Governo.

Il Ministro Francese Barone Goury du Roslau volle poi fare una manifestazione più eclatante ancora, e con tutto il personale della sua Legazione, in grande tenuta di città e seguito da livree, che non si ammettono nella Nuova Granata e delle quali per questa circostanza usò la prima volta, mi accompagnò a cavallo fino a tre leghe incirca fuori della città.

Stava ancora io in Bogotà, quando il giorno 26 di Luglio comparve un altro decreto di Mosquera, sciogliendo e espulsando la Compagnia di Gesù. I 50 religiosi che formavano la comunità del magnifico Collegio di cui avevano cura ebbero anch'essi tre soli giorni per prepararsi al viaggio.

Chi conosce le difficoltà che s'incontrano in America per intraprendere un lungo cammino, questi solo può giudicare della iniquità di un somigliante ordine dato improvvisamente a sì gran numero di persone; ma senza fermarmi sopra questo punto, chiamerò piuttosto l'attenzione di V. E. sopra i considerandi di quel decreto, qui unito nell'All. F i quali concepiti con la dappocaggine che distingue tutti i Ministri di Mosquera superano per le contraddizioni che contengono e per i motivi che esprimono qualunque più ridevole documento.

Lasciando la Capitale, era mia intenzione di fermarmi in Car-

tagena, Capitale dello Stato Sovrano di Bolivar, dove sperava essere ben ricevuto dal Presidente Sigr. Nieto, uomo di pessimi antecedenti, liberale esaltato, ma il quale nelle ufficiali relazioni ch'ebbe meco per trattare del ristabilimento nella costa di un ordine religioso, ivi da molti anni soppresso, si era ottimamente condotto.

Là desiderava terminare personalmente il pendente affare del Vescovo, sul quale faccio un separato rapporto, e aspettare gli ordini di Vora. Emza. per quello che ulteriormente doveva fare.

Aveva pure pensato, che ove non mi fosse stato possibile trattenermi in Cartagena avrei seguitato per l'istmo di Panamá all'Equatore, dove sapeva che si era ristabilito l'ordine pubblico colla vittoria del partito conservatore.

Però nessuno di questi due progetti si poté eseguire; non il primo, perché Nieto si era dimesso provvisoriamente della Presidenza; e quegli che lo surrogò il Sigr. Espriella, uomo debole e timido non ardì opporsi agli ordini di Mosquera; non l'altro, perché nella costa avevano appositamente sparso la voce che l'Equatore era altra volta in iscompiglio, e dippiù perché mi fu impedito l'accesso all'Istmo unica via che a quella repubblica conduce.

Per non essere soverchiamente prolisso non ripeterò a Vra. Emza. per iscritto la narrazione fattale a voce delle contrarietà da me sofferte in Cartagena per opera delle autorità laicali, del divieto di risiedere in essa per aspettare l'arrivo di un comodo vapore, e di altre somiglianti ostilità, aggiungerò soltanto che esse contrastarono singolarmente colla buona accoglienza che mi fecero i notabili del paese, e colle attenzioni del corpo consolare, specialmente del Console Inglese il quale mi dichiarò che se ne avessi avuto di bisogno avrebbe messa a mia disposizione una fregata di guerra della sua nazione, ancorata nel porto, per trasportarmi ove fosse necessario.

Per fortuna un vapore inglese giunse casualmente a Cartagena nel medesimo giorno del mio arrivo; esso andava diretto agli Stati Uniti, ottenni dal Capitano che facesse scala nella Giamaica, e senza perdere tempo m'imbarcai in essa coi PP. Aragon e Lojodice, uno Prefetto Apostolico della Missione di Cartagena, l'altro Missionario di Casanare.

Giunto a quell'Isola redattai in fretta la protesta al Generale contro la mia espulsione, e in un'altra emessa per occasione

del decreto di 20 Luglio, l'inviai al Ministro degli Esteri a Bogotà.

Feci anche mettere la prima in istampa per diffonderne più facilmente la notizia nella mia Delegazione, e la mandai in tutte quelle diocesi comprese nella medesima alle quali era libero per esse l'accesso. Quindi seguitando il viaggio per S. Tomas e Southampton, giunsi a Roma da dove umilio a Vostra Eminenza questi brevi ragguagli della luttuosa sorte della mia Delegazione.

Inchinato umilissimamente al bacio della S. Porpora con sensi del più profondo rispetto e venerazione mi rassegno, di Vostra Eminenza Reverendissima umilissimo devotissimo obbligatissimo servitore Micislao Ledóchowski».

DOCUMENTO 6

*Carta del arzobispo Antonio Herrán a Ledóchowski, en la que le describe el estado lamentable en que se encuentra la Iglesia colombiana en 1863 y le pide consejo*⁷³

[folio 28r]

«Al Emo. é Imo. Sor. M. C. de Ledóchowski.
Arzobispo de Tebas. D. A. de Belgica en Bruselas.

Mompos 20 de Abril de 1863.

Imo. Sor. i amigo de todo mi respeto i Concideracion.

La ultima carta que he recibido de V. E. hoy, es con fecha 1º de Nbre. i no sé si V. E. habrá recibido las que antes i despues de ese dia le he dirijido, pues temo que algunas se hayan estra- viado, por lo dificil que me es buscar un conducto seguro en este lugar en que todavia me tiene sufriendo.

⁷³ Antonio [HERRÁN], Carta a Micislao Ledóchowski, Mompós, 20 abril 1863, en ASV, Secretaría de Estado, año 1863, rubr. 251, fasc. 1, fol. 28-29. [Se conserva la ortografía original].

Nuestra desgraciada Patria cada dia sufre mas golpes, i las cuestiones eclesiasticas no hay en lo humano esperanza de que se arreglen, porque para esto seria presiso la derogatoria de los iniquos decretos dados x Mosquera, i como esta derogatoria debe hacerla la Convencion que se compone de Mosqueristas no es creible que esto suceda.

Por el Contrario se ha presentado por ese implacable enemigo de Dios un proyecto, mandando que todo Sacerdote que no obedesca aquellos decretos, sea perpetuamente espulsado i Confiscados todos sus bienes, i es probable que sancionen este proyecto.

Dentro de poco pues, tendrán que salir de la Arquidiocesis los pocos Sacerdotes fieles que han quedado.

Ya en mi anterior carta habia dicho á V. E. que todas las Monjas de Bogotá fueron sacadas violentamente de sus Conventos, despues que las habian despojado de cuanto tenian.

¡Cosa admirable! entre cerca de 200 ni una sola se ha dejado vencer de las promesas, de las amenazas i demas diabolicas sujestiones del impio Mosquera, i siempre fieles sufren con una resignacion ejemplar.

Ellas con su conducta heroica han llenado de confusión á muchos Sacerdotes que ó llevados de sordida codicia de los bienes temporales, ó cediendo con una devilidad criminal han prevaricado. Si no les devuelven sus Conventos, las del Carmen principalmente saldrán de la Republica.

Este Obispado de Cartagena está en completa anarquia por que el Sor. [folio 28v] Obispo no ha dejado quien lo gobierne, apesar de haber algunos Sacerdotes que se han manejado mui bien i se han resistido al sometimiento que se les exijia.

Muchos fieles desean mudar de vida haciendo una buena Confesion i no tienen con quien hacerla por que los Sacerdotes habilitados carecen de facultad para absolver ciertos pecados. Otros desean que se les dispensen algunos impedimentos para recibir el Santo Matrimonio, i no habiendo quien dé esta dispensa, ó se casan civilmente, ó viven en mal estado.

Hay pueblos que decean la misa, la predicacion evangelica, la enseñanza de la doctrina i la administracion de los Smtos i de todo esto están privados por que no hay autoridad esclesiastica á

quien ocurrir, i los males espirituales se aumentan de dia en dia, i vá desapareciendo el Catolisismo hta de los Pueblos mas religiosos, i los enemigos de la Yglesia se alegran de esto, por que esto es lo que ellos pretenden.

Como yo estoi aqui, todos los verdaderos Católicos ocurren donde mi a pedir el remedio, que no me atrevo á darles apesar, de que mi Conciencia se lastima. Yo como Metropolitano encargado de llevar las faltas de los Sufraganeos podria evitar muchos males y hacer algunos bienes, principalmente en estas críticas i dificiles circunstancias, pero esto no lo hago en Diosesis de Cartajena, siendo su Obispo el Sor Medina, por que se me presentarian cuestiones mui desagradables de las que debo huir.

Yo le consulto á V. E. como conocedor de todo, para que me aconseje lo que debo hacer sin gravar mi Conciencia ó por dejar de hacer el bien que pueda á estas almas en mi calidad de Metropolitano, ó por hacer alguna cosa que pudiera producir alguna discordia entre el Sor. Obispo i yo.

Como V. E. me ha inspirado siempre la mayor confianza, por lo que he presenciado i estoi presenciando i en cumplimiento de mi deber digo á V. E. que absolutamente no conviene el Sor. Medina para Obispo de Cartajena. V. E. hará de esto el uso que en su sabiduría crea conveniente.

A D. Juan Valeri no le permiti en la Arquidiócesis el ejercicio de su ministerio por lo que V. E. me dijo, no obstante que él traia un papel que decia ser de su Obispo en que no solo tenia todas las licencias sino tambien letras para jurar domicilio donde quiera.

El ha emprendido otra vez viaje para Roma, pero antes habia [folio 29r] publicado una refutacion mui buena contra un folleto lleno de errores que habia repartido un ministro protestante. Aunque él está mui incomodo conmigo por la suspension le he agradecido su trabajo en contra del protestantismo.

Deceo á V. E. que siempre se conserve bueno, que sea feliz i ocupe á afmo. amigo, V. S. respetuoso Capp.

L. B. S. M.

Antonio Arzobispo de
Santafe de Bogota».

DOCUMENTO 7

*Carta de Tomás Cipriano de Mosquera a Pío IX*⁷⁴

[folio 441]

«T. C. de Mosquera, Presidente de los Estados Unidos de Colombia

A Su Santidad Pío IX Pontífice Máximo.

Santísimo Padre:

No es la primera vez que tengo que dirigirme á Vuestra Santidad en mi calidad de primer Magistrado de una Nación; y por tanto no dudo que esta mi carta oficial sea recibida por Vuestra Santidad con la misma confianza y benevolencia que mis anteriores, y que en ella encontrará la misma lealtad con que siempre he hablado á la Santa Sede y con la franqueza y sinceridad que corresponde al Magistrado Supremo de una Nación.

Bien querría, Santísimo Padre, instruir á Vuestra Santidad de hechos que pudieran consolar el espíritu angustiado del Vicario de Cristo en una época tan difícil como la presente en que Vuestra Santidad ha tenido que afrontar la complicación de sucesos graves trascendentales para mantener incólume la Suprema Potestad espiritual que ha recibido Vuestra Santidad por obra gracia del Verbo de Dios y del Espíritu Divino que gobierna el Universo.

Mas, Santísimo Padre, en esta vez tengo que decirles que no son consoladoras las noticias que voy a daros, no por culpa de la suprema autoridad que gobierna a Colombia, sino por el desvío de algunos Obispos y Pastores que olvidando los preceptos del Evangelio y la doctrina del Apóstol de las gentes, han querido sobreponerse a la autoridad del país y perturbar la Iglesia católica de Colombia, como va a verlo vuestra Santidad

⁷⁴ Tomás Cipriano de MOSQUERA, Carta a Pío IX, Facatativá, 15 enero 1862, en Bogotá, Archivo de la Nación Colombia, Archivo Diplomático y Consular, Legación de Colombia ante la Santa Sede 1837-1862, tomo 0495, fol. 441-446 (copia original); cf. «Carta autógrafa. T. C. De Mosquera, presidente de los Estados Unidos de Colombia, A Su Santidad Pío IX, Pontífice Máximo», en *Registro Oficial*, Facatativa, 22 enero 1862, 162-164.

en mi ingenua y sencilla narración.

Bien conoce Vuestra Santidad los hechos que tuvieron lugar en esta Nación cuando se imposibilitaron las buenas relaciones entre el Gobierno civil y temporal y el Episcopado granadino en 1852.

Para dar término á aquella complicación creyó el Gobierno de la Nueva Granada (hoy Estados Unidos de Colombia) satisfacer los deseos de los católicos dejando aquella Iglesia independiente del poder temporal para que ocurriesen sus necesidades sin intervenir la protección del Poder público.

Vuestra Santidad conoce las disposiciones del Congreso de 1853, en la Constitución de la República y en la ley que dio en su ejecución el mismo año, la cual fue derogada en 1855 para no dejar motivo ninguno de discordancia entre el poder público y la potestad eclesiástica; pero nunca pudo abdicar el soberano el derecho de tuición, que le compete para conservar la sana moral, la paz pública, y la protección que debe dar a los colombianos en el ejercicio de su religión, sin mezclarse absolutamente en cuanto diga relación al dogma de los creyentes.

Esta prescindencia del poder público en negocios puramente espirituales no fue debidamente apreciada por una parte del episcopado granadino ni por el Delegado Apostólico, mezclándose unos y otros en cuestiones políticas y queriendo identificar los asuntos religiosos con las cuestiones políticas que por desgracia tienen dividida a esta Nación.

Los Obispos de Pasto y Pamplona, con parte de su clero, se mezclaron en apoyo de un partido para servirse de la Religión como instrumento [*folio 442*] eleccionario de los magistrados civiles. Un canónigo de Bogotá, el Padre Sucre, se unió a un club reaccionario, y desoyendo a su prelado el Arzobispo, hizo dirigir una circular a todos los curas del Arzobispado para que se cambiase la Candidatura del general Herrán por la de Julio Arboleada, que era el candidato del partido que destruía la Constitución federal.

Muchos eclesiásticos se han afiliado en la revolución abusando de su ministerio pastoral, para excitar los masas a la rebelión contra los Gobiernos constitucionales de los Estados; algunos de ellos han tomado las armas, y no falta el escándalo de

haber muerto un cura combatiendo a la cabeza de una guerrilla. No repetiré á Vuestra Santidad más hechos de estos, porque lo dicho es suficiente para mi objeto.

De tiempo atrás los católicos tenemos que lamentar que después que cesó la intervención del Gobierno civil para presentar á Vuestra Santidad sacerdotes idóneos para el Episcopado, las vacantes se han llenado en algunos casos con personas que no se hallan en aptitud de ejercer dignamente el Episcopado por falta de luces y de idoneidad, tales como el Obispo de Cartagena, Padre Medina, que no ha tenido otra recomendación que la de haber combatido en la guerra civil de 1851, con lanza en mano, en la acción de Garrapata; el Padre Arbeláez, que no pudo ser consagrado sino con un estudio previo de tres meses para prepararlo a recibir el orden episcopal; el Obispo de Pamplona, sacerdote poco instruido y ocupado exclusivamente en el triunfo de un partido; cuando no faltan en el clero granadino sacerdotes de ciencia y virtudes.

Tenemos que lamentar generalmente en nuestra Nación la falta de Seminarios en donde se eduquen jóvenes para el sacerdocio; y la carrera eclesiástica ha venido a ser una profesión de lucro, dedicándose á ella hombres sin ciencia y que han sido ordenados muchos individuos sin saber siquiera el latín; de modo que ejercen el ministerio sacerdotal sin entender la Sagrada Escritura ni las oraciones que dicen en su misa.

Con mucho sentimiento tengo que decir á Vuestra Santidad que un número crecido de curas vive amancebado escandalosamente, por lo cual no pueden predicar la moral, y se observa que sus prédicas son contraídas á recomendar el pago de contribuciones eclesiásticas para emplear sus productos en sus familias y no en el culto. La provisión de curatos, en la mayor parte de los obispados, por concurso, es una especulación para mejorar la renta, y los Obispos se ven rodeados de dificultades por los innumerables empeños que se hacen para que se dé el curato a ciertos individuos que deberían más bien ser reducidos a un colegio para que estudiaran sus deberes, que encargados del ministerio á que aspiran.

Tal es, Santísimo Padre [*folio 443*] el ligero bosquejo que presento a Vuestra Santidad del estado en que se encuentra la

Iglesia Colombiana, por lo cual, usando del derecho que me corresponde como supremo magistrado de esta Nación, he dictado el decreto de Tuición, para proteger á los colombianos en el libre ejercicio de su culto, y no permitir que se hagan cargo de las Iglesias episcopales i parroquiales aquellos individuos que se mezclan en la política para perturbar la paz pública, ni los que por su conducta escandalosa ofenden la sana moral; principios que adoptó la Nación en la Constitución de 1853 y en las leyes del mismo año y de 1855, al dejar a la Iglesia Católica libre e independiente del poder público, renunciando las preeminencias del Patronato, en virtud del cual intervenía en la provisión de las sillas episcopales y de los curatos, conforme a la disciplina de la Iglesia española a que pertenecíamos.

El Gobierno de Colombia no pretende ni sus actuales magistrados, que somos católicos, podemos desear otra cosa, sino que conserve la unidad de la Iglesia independiente del poder público; pero al mismo tiempo exigimos que los eclesiásticos no se mezclen en la cosa pública, porque es desnaturalizar una institución divina el hacerla depender del triunfo de un partido político, que toma por pretexto el llamarse defensor de la Religión, para apoderarse del Gobierno y tener por instrumentos a los obispos y sacerdotes, con lo cual no sucederá otra cosa que escandalizar al mundo y hacer de la institución divina un instrumento de intrigas políticas.

Hay más, Santísimo Padre: la piedad de los católicos de esta Nación había dedicado al culto grandes riquezas, y desde que la autoridad pública no ha intervenido en su conservación, han desaparecido gran parte de las propiedades, enajenándose indebidamente; y, con pocas excepciones, los obispos han contribuido con una condescendencia vituperable a que estos bienes se dilapiden.

Por tanto, fue necesario disponer que todos aquellos bienes se desamortizaran para que entren en el comercio nacional, consolidándose su valor en el Tesoro nacional a fin de que los réditos sean religiosamente aplicados al objeto para que fueron donados.

Así se está verificando y las Iglesias reciben lo necesario para los gastos del culto, sin mezclarse por esto el Gobierno en

el arreglo que hagan los respectivos obispos para el modo como deben contribuir los católicos al sostenimiento de su culto; porque el Gobierno reconoce la máxima que en una nación libre é independiente la Iglesia debe ser igualmente libre é independiente; y es una inteligencia errónea la que se ha dado al decreto de Tuición, diciendo que el Gobierno pretende intervenir en los negocios puramente eclesiásticos, y dar autoridad a los sacerdotes y obispos para ejercer su ministerio.

Vuestra Santidad ha sido mal instruido, sin duda por el Delegado Apostólico, a quien tuve que [folio 444] mandar salir del país por haberse constituido en apoyo del partido político reaccionario ya vencido, y por haber detenido y extraviado una carta de Vuestra Santidad en contestación a la que le escribí como gobernador constitucional del Estado del Cauca.

A Vuestra Santidad le han hecho creer que los perturbadores del orden se apoderaron de la potestad suprema en este país, puesto que Vuestra Santidad lo ha dicho en Consistorio, aseverando una cosa inexacta, y separándose, permítame Vuestra Santidad que lo diga, de la apostólica misión de la Santa Sede, que no consiste en ingerirse en los disturbios domésticos de los Estados, ni en calificar cuál es el partido o mandatario que en las guerras civiles ejerce constitucionalmente el mando.

Al expresarme así, tengo presente la contestación que dio Su Santidad Gregorio XVI, de feliz recuerdo, al Emperador Don Pedro I del Brasil cuando reclamó de la Santa Sede la condescendencia que tuvo en preconizar obispos propuestos por don Miguel de Portugal, que había usurpado el trono de Doña María de la Gloria. Entonces contestó el Pontífice, que como Vicario de Cristo tenía que ocurrir á las necesidades de la Iglesia de Portugal, sin entrar a examinar cuál era el Gobierno legítimo, i procedía como Soberano de Roma en la política de no intervención en los negocios domésticos de otra Nación.

Con tal ejemplo, me creo en el derecho de protestar, como protesto, ante el Vicario de Cristo, por su alusión injusta al llamar a mi Gobierno perturbador del orden. Cuando tengo la gloria de ser el defensor de las instituciones patrias y el representante legítimo del Estado Soberano del Cauca y de los Estados Unidos de Colombia.

La Divina Providencia ha favorecido la empresa de defender los fueros nacionales, y continua favoreciéndonos, porque el que rige al Universo, como su tutor y supremo legislador, no se equivoca; y si bien permite que grandes desgracias aflijan de vez en cuando al género humano, también como Padre universal cura las heridas que causa la corrupción de la humanidad, porque no puede nunca abandonar al mundo que redimió con su sangre.

Al usar del lenguaje con que me dirijo a Vuestra Santidad manifestando mis sentimientos religiosos, que son los de la gran mayoría del pueblo colombiano, no quiero por eso darle a mi Gobierno un carácter religioso, porque él prescinde absolutamente de intervenir en negocios de dogma; pero siendo católico, tengo que manifestar que soy incapaz de contribuir a que en manera alguna se prive a los católicos, que son al mismo tiempo colombianos, de su libertad religiosa.

Varios obispos, y entre ellos el Metropolitano, antiguo amigo personal mío, se han contrapuesto al Gobierno desobedeciendo los decretos de Tuición y de Desamortización de bienes de manos muertas; y me he visto en la necesidad de confinarlos a otras residencias o extrañarlos por rebeldes a la autoridad temporal, pues [folio 445] debieron, conforme a los preceptos del Apóstol, someterse al que gobierna, y no olvidar los preceptos del santo obispo de Hipona, San Agustín, que aconseja obediencia aun a los tiranos.

Pero aquellos obispos se han olvidado de lo que decía el mismo Agustín en su sexta respuesta a Emérito: "Si nosotros somos servidores útiles, ¿por qué anteponer nuestras grandezas temporales a los eternos gajes del Señor? La dignidad episcopal será más fructuosa para nosotros si abandonándola nosotros reunimos el rebaño de Cristo, conservándolo, en vez de dispersarlo".

Por esta conducta de algunos obispos se ha puesto en peligro la unidad de la Iglesia, y bien podía decirse al Arzobispo de Bogotá, como decía San Agustín a Valerio: "Examinad bien si en esta vida y sobre todo en el tiempo presente, hay nada más agradable que las funciones de obispo, de sacerdote o de diácono, desde que se llenan sin agregar a ellas grande importancia i por satisfacer su ambición; y si delante de Dios, cuando es así, hay algo más miserable y más triste. Lo mismo sucede que en

esta vida, y sobre todo en los tiempos presentes nada hay más difícil y más peligroso que las funciones de obispo, de sacerdote y diácono; pero delante de Dios no hay nada más feliz, si se combate siguiendo los preceptos prescritos por nuestro magistrado”.

Me he permitido, Santísimo Padre, hacer estas alusiones apoyadas en la doctrina de un grave Doctor, para demostrar la irregular conducta de los obispos de quienes me quejo, los cuales, según el sentir de San Cipriano y San Agustín deben ser alguna vez discípulos para aprender y admitir las lecciones de quien tiene misión de darlas.

Después del abandono de la Iglesia metropolitana, algunos sacerdotes virtuosos han sostenido el culto católico en sus templos, y los fieles no han carecido de funciones religiosas: ellos se dirigen a Dios, en la capital de Colombia, dando gracias por los beneficios que reciben, mientras los obispos en un lenguaje acusador, como el del obispo Arbeláez, mandan desobedecer la autoridad pública, y siembran de este modo un cisma entre los católicos, que solamente Vuestra Santidad puede remediar intimando a los preladados colombianos que eviten esa peligrosa división entre los creyentes, por cuanto ellos han sido ordenados obispos para dirigir la felicidad el pueblo cristiano; y que obedeciendo a la autoridad temporal, permanezcan en sus Diócesis para ser útiles a los pueblos cristianos, porque su principal deber es la concordia entre los fieles.

Al reclamar de Vuestra Santidad esta providencia, tengo presente que Vuestra Santidad es el sucesor de Pedro a quien dijo el Señor después de su resurrección: “Apacienta mis ovejas”; y ruego a Vuestra Santidad que recuerde a los obispos lo que les dijo en la persona de [folio 446] los Apóstoles: “como mi padre me ha enviado yo os envío; recibid el Espíritu Santo”; para que cumpliendo con su misión apacienten su rebaño en vez de despedazarlo, y mantengan de ese modo la unidad de la Iglesia católica.

Yo sé bien, Santísimo Padre, que ejerciendo, como ejerzo, el poder supremo en esta Nación, tengo el deber de respetar la independencia de la iglesia católica, porque así me lo manda la ley; pero también sé que el Poder civil no puede recibir la mengua de tolerar que se le usurpen funciones que no son eclesiásticas y que pretenden ejercer algunos obispos y sacerdotes.

Para que los eclesiásticos desempeñen su ministerio con absoluta independencia, los hemos rodeado de inmunidades personales, excusándolos del servicio militar, de cargos municipales, y de contribuciones personales sobre los proventos que tengan por limosnas de sus correligionarios e indemnización de los servicios que prestan en sus ministerios.

En conclusión, debo decir a Vuestra Santidad que el Gobierno de Colombia está dispuesto a permitir el regreso de los obispos a sus respectivas Diócesis, tan pronto como reconozcan los decretos mencionados de Tuición i Desamortización de bienes de manos muertas, sobre cuya expedición sabe Vuestra Santidad muy bien, que desde la época de Luis XIV han usado de este derecho los Soberanos hasta Isabel II de España, con cuya Corte tiene Vuestra Santidad concordato, y no obstante esto, ha ordenado últimamente á los preladados españoles que reciban del tesoro público español los intereses consolidados.

El Gobierno de Colombia, que tiene conciencia de lo que hace, da con este paso una prueba de respeto hacia la Santa Sede y se abstiene de desnaturalizar esta carta oficial con ciertos episodios relativos al Delegado Apostólico Ledochowsky, porque no merecen mencionarse cuando se trate de una cuestión de alta importancia político-religiosa.

Si Vuestra Santidad trae a la vista mis diferentes cartas como presidente de Nueva Granada y como gobernador del Estado del Cauca, y recuerda la misión especial que dirigí a Gaeta para condolerme con Vuestra Santidad por sus sufrimientos en 1848, conocerá muy bien la pesadumbre filial que he sentido al considerar que nada de esto tuvo presente Vuestra Santidad cuando se permitió llamar al Gobierno de Colombia "perturbador del orden"; sobre lo que reclamo una paternal explicación, debida, si no a mi persona, a la Nación de que soy jefe supremo.

Con sentimientos de respeto filial, me repito de Vuestra Santidad devoto hijo

T. C. de Mosquera.

Facatativá, Enero 15 de 1862.

Es copia

El Secretario de Estado i Relaciones Exteriores

Ancízar».

RESUMEN

En 1856, la Santa Sede envía a Miecislao Ledóchowski como Delegado Apostólico a la república de Nueva Granada, hoy Colombia. El ambiente político era favorable. Entre otras iniciativas, Ledóchowski interviene para que se envíen misioneros al Casanare, región aislada y abandonada. Propaganda Fide envía tres redentoristas de Nápoles, que comienzan trabajando con ardor, pero pronto mueren dos. Mientras el tercero espera en Bogotá nuevos refuerzos, el dictador Tomás Cipriano de Mosquera usurpa el poder y expulsa a Ledóchowski. Éste lleva consigo al redentorista hasta Roma. El escrito permite apreciar la gestión activa del Delegado Apostólico en llevar misioneros al Casanare y el gran aprecio que demostró por los primeros redentoristas que se hicieron presentes en América Latina entre los años de 1859-1861.

SUMMARY

In 1856 The Holy See sent Miecislao Ledóchowski as Apostolic Delegate to the Republic of New Granada, today Colombia. The political atmosphere was favourable. Among other initiatives, Ledóchowski used his influence to have missionaries sent to Casanare, an isolated and abandoned region. Propaganda Fide sent three Neapolitan Redemptorists who began to work zealously. In a short time, however, two of them died. While the third was waiting in Bogotá for reinforcements, the Dictator Tomás Cipriano de Mosquera usurped power and expelled Ledóchowski. He brought the Redemptorist with him to Rome. The article enables us to appreciate the zealous activity of the Apostolic Delegate in sending missionaries to Casanare and the high esteem in which he held the first Redemptorists who were present in Latin America between 1859-1861.



NOTIZIE BIBLIOGRAFICHE

ROJAS LÓPEZ Luis Antonio, C.S.S.R., *Los redentoristas en Colombia y sus misiones populares (1884-1928)*, Extracto de tesis de la Pontificia Universidad Gregoriana, Litografía Liberit, Roma 2005, 363 p.

Para optar al doctorado en Historia Eclesiástica, el autor publica los capítulos IV y V, los anexos, la bibliografía y el índice de su tesis. La investigación está circunscrita a los primeros 44 años de presencia de los redentoristas en Colombia y al área sur-occidental del país. En el capítulo IV describe las misiones redentoristas en Colombia, teniendo en cuenta sus características, organización y dificultades, como también las devociones al Señor de los Milagros de Buga y a la Virgen del Perpetuo Socorro, difundidas con ocasión de la misión. El capítulo V lo dedica a los anuncios misioneros transmitidos en forma de instrucciones, conferencias y sermones, los cuales respondían a su momento histórico y a las costumbres adoptadas en todo el Instituto; en este mismo capítulo, el autor presenta el plan general de la misión redentorista y los frutos obtenidos. En el extracto de la tesis figuran 3 fotografías, 4 cuadros, 8 mapas y 22 anexos.

La importancia del tema y la forma como el autor va enlazando los contenidos, hace amena su lectura. La obra aparece muy documentada y está enriquecida con datos inéditos y de gran interés. La presentación gráfica y el formato correctamente distribuidos invitan al lector a leerla con gusto. Desde la perspectiva de la historia y la religiosidad popular se aprecia cómo los hijos de san Alfonso de Liguori, a fines del siglo XIX y comienzos del XX, trabajaron arduamente e hicieron mucho bien a un incontable número de colombianos, por medio de su tarea prioritaria: las misiones populares itinerantes.

El autor logra bien sus objetivos: describir a los misioneros redentoristas que trabajaron entre 1884 y 1928, destacar la importancia de las misiones de la Congregación del Santísimo Redentor y demostrar que Colombia es un campo abonado para este apostolado.

Álvaro Córdoba Chaves, C.S.S.R.

RUSSO Giuseppe, C.SS.R., *I Redentoristi in Agrigento*, Amici di S. Alfonso, Agrigento 2005, 438 p.

«Es una historia maravillosa, pero también intrincada», dice el autor en la presentación de este libro, en el que se narra la actividad misionera de los redentoristas en Sicilia a lo largo de casi 250 años, desde la fundación de la comunidad redentorista de Agrigento (1761) hasta el presente. Historia maravillosa, por el celo apostólico desplegado por los misioneros, pero intrincada por las dificultades creadas tanto por los problemas internos de la Congregación como por los sucesos políticos en Europa a finales del siglo XVIII y durante todo el XIX.

Después de la aprobación pontificia (1749), la Congregación aumentó rápidamente en número de sujetos y muchos se ofrecieron para ser enviados a las misiones extranjeras. Fracassado el intento de fundar una misión en Mesopotamia (1758), s. Alfonso aceptó con entusiasmo enviar misioneros al menos “más allá del Faro”, a Sicilia.

Superior del grupo fundador era el P. Pietro Paolo Blasucci al que s. Alfonso había escrito cuando aun era estudiante: «Tú no eres nada, pero Dios quiere de ti grandes cosas para su gloria». La profecía no resultó fallida y gracias a él la Congregación se afirmó sólidamente en Sicilia. Acogidos benévolamente por el obispo mons. Andrea Lucchesi, la comunidad redentorista, que supo adaptar el método misionero a las costumbres locales, se ganó en seguida el aprecio del clero y del pueblo. Pero a la muerte de mons. Lucchesi (1768) estalló la primera tormenta. El príncipe de Campofranco reclamaba la herencia del difunto obispo dejando sin medios de subsistencia a los misioneros que, por otra parte, eran acusados en el campo moral de probabilismo y laxismo. A finales de 1773 los Padres tuvieron que abandonar Sicilia, para regresar, calmada la tormenta, en la primavera de 1775.

El *Regolamento* regio (1780), que modificaba las reglas aprobadas por Benedicto XIV, causó la división de la Congregación entre las casas de Nápoles y las de los Estados Pontificios. El P. Blasucci rehusó constantemente aplicar el *Regolamento* en Sicilia. En 1787 abrió una segunda casa, Sciacca. El empeño del P.

Villani de obligar a los misioneros de Sicilia a aceptar el *Regolamento* fue precisamente ocasión para que el rey decretara la abrogación del mismo, primero para las casas de Sicilia (17 de abril de 1790) y pocos meses después para las de Nápoles. Así se pudo celebrar el Capítulo de reunificación en 1793 en el que Blasucci fue elegido superior general de la Congregación. A pesar de la invasión francesa y la instauración de la República partenopea en Nápoles, nuestros misioneros en Sicilia gozaron de un período de relativa paz. En 1804 abrieron una nueva fundación en Palermo. Eran entonces 23 Padres, 10 Hermanos y 6 Estudiantes.

El autor continúa el relato encuadrándolo en el marco de los Superiores generales de la congregación después de la muerte del P. Blasucci (1817). P. Nicola Mansione: (1817-1823): un período de calma; P. Celestino Maria Cocle (1824-1831): un período de prosperidad; P. Giovanni Camillo Ripoli (1832-1850): un período de consolidación. Las vocaciones aumentaron y la predicación de misiones volvió a desarrollarse con gran aceptación.

En la revolución de 1848 el parlamento siciliano decretó la expulsión de los jesuitas y de los redentoristas. Las tres casas que la Congregación tenía en Sicilia fueron incautadas con todos sus bienes. Un año más tarde, reconquistada la isla, el rey Fernando II autorizó la reapertura de las tres casas suprimidas. Pero la calma no debía durar mucho.

Garibaldi, un mes después de su desembarco en Sicilia, renovaba el 17 de junio de 1860 la ley del 2 de agosto de 1848, decretando la supresión de los redentoristas y jesuitas, la expulsión de sus miembros de la isla y la incautación de sus bienes. Eran unos 53 los redentoristas sicilianos. Un grupo de 16 partió al destierro a Malta. Los demás se refugiaron temporalmente en sus familias. Con el tiempo algunos pasaron a Nápoles y a Roma, otros ejercían el ministerio sacerdotal o daban clase en alguna escuela. En 1872 el superior general Nicola Mauron nombró provincial al P. Antonino Saeli para restaurar la congregación en Sicilia. Pero sólo en 1881 logró formar una comunidad, en Mazara del Vallo, con 4 Padres y dos Hermanos, que tuvo muy corta vida.

La situación no mejoró hasta que el superior general, P. Matthias Raus, decidió gobernar directamente la provincia siciliana enviando Padres y Hermanos de la provincia romana. En 1897 se volvía abrir la casa de Palermo, en 1903 la casa de Sciacca y en 1914 la de Agrigento. Siete años más tarde comenzaba en Agrigento el seminario redentorista que pronto comenzaría a enviar vocaciones al noviciado.

La última parte del libro se centra en la historia de la comunidad de Agrigento hasta 2004, año en el que se cerró el proceso diocesano para la beatificación del P. Isidoro Fiorini (Scifelli 1867 – Agrigento 1956). La figura del P. Fiorini, que había llegado a Sicilia en 1902 y desde 1939 hasta su muerte perteneció a la comunidad de Agrigento, es un digno broche de oro para este libro, por el que han ido desfilando tantas figuras extraordinarias de Padres y Hermanos redentoristas, que infatigablemente han anunciado la Copiosa Redención.

El libro, bien documentado, se lee con mucho interés y es una meritoria aportación a la historia de la Congregación redentorista y de la evangelización en Sicilia.

Emilio Lage, C.S.S.R.

CAPONE Domenico, C.S.S.R., *Historia pewnej duszy. Życie i dzieło s. Marii Celeste Crostarosa, założycielki Zakonu Sióstr Redemptorystek (Madre Celeste Crostarosa – «Città di Dio» dalla città di Foggia. Storia di un'anima)*, Homo Dei, Kraków 2005, 272 p.

Nel dicembre del 2005 l'editrice *Homo Dei*, dei redentoristi della Provincia di Varsavia, ha terminato l'edizione del libro di Domenico Capone C.S.S.R. intitolato: *Historia pewnej duszy. Życie i dzieło s. Marii Celeste Crostarosa, założycielki Zakonu Sióstr Redemptorystek*. È una traduzione polacca, realizzata dalle monache redentoriste di Bielsko Biała (Polonia), di un'opera edita a Foggia nel 1992, intitolata *Madre Celeste Crostarosa – «Città di Dio» dalla città di Foggia. Storia di un'anima*.

Non è la prima volta che i lettori polacchi incontrano questa mistica italiana del Settecento. Dal 1992 la giovane comunità delle redentoriste si è stabilita a Bielsko Biała ed ha iniziato a svilupparsi con grande slancio. Creando nuove Fondazioni (due in Slovacchia e una in Kazachistan) le monache, con entusiasmo e professionalità, hanno tradotto alcuni testi della Crostarosa. L'impegno è stato intrapreso pensando principalmente alle nuove generazioni delle suore, che vogliono conoscere la storia e la spiritualità della loro Fondatrice; ma anche ad altri lettori che, sulla scia delle nuove edizioni dei testi di sante mistiche (realizzate recentemente in Polonia, come quelli di s. Teresa d'Avila, b. Anna Caterina Emmerich, o s. Faustina Kowalska), riscoprono con sempre più vivo interesse la *mistica al femminile*. Ad oggi, le redentoriste polacche hanno tradotto e pubblicato quasi tutti i più importanti testi della Crostarosa: *Trattenimenti* (Kraków 1996), *Gradi di orazione* (Kraków 1996), *Autobiografia* (Bielsko Biała 1997), *Meditazioni per l'Avvento e Natale* (Kraków 1998), *Florilegio* (Kraków 1999), ma anche due antologie di testi spirituali di suor Celeste: *Creaci di nuovo* (*Stwórz nas na nowo*, Toruń 2000) e *La spiritualità di s. Maria Celeste Crostarosa* (*Duchowość s. Maria Celeste Crostarosa*, Kraków 2000), quest'ultima accompagnata da alcuni articoli dei redentoristi D. Capone, E. Lage e Sabatino Majorano, riguardanti la storia e il carisma di suor Celeste.

Per tradurre *Storia di un'anima*, le monache di Bielsko Biała hanno rievocato tutta la ricchezza degli incontri con l'autore, che proprio negli anni del Concilio Vaticano II, nominato assistente delle comunità italiane delle redentoriste, ha riscoperto gli scritti della Crostarosa ed è stato affascinato dalla sua personalità e dalla sua profonda mistica. Questa scoperta ha intriso di straordinaria freschezza il suo pensiero teologico, in quanto professore e preside dell'Accademia Alfonsiana di Roma, ed ha ispirato il suo importante contributo alla teologia del Concilio. Tuttavia, il valore più grande di questa «rivelazione» è stato quello di dare un nuovo impulso alla vita spirituale delle Redentoriste, che hanno riscoperto nella Fondatrice una donna ricca di uno straordinario carisma. Capone era convinto che questo carisma, vissuto nella *famiglia redentorista* come «viva memoria del Redentore», poteva offrire un nuovo sapore alla spiri-

tualità della Chiesa e portare la sua teologia verso sviluppi ancora inediti. Nel giugno del 1995, alcuni giorni prima della morte, in una lettera contenente riflessioni sul carisma della Crostarosa, indirizzata alle giovani redentoriste, padre Capone scriveva: «Abbiate pazienza se dovete decifrare questa lettera scritta da un povero infermo col cuore rotto da un infarto... ma il cuore è sempre quello del 1962, quando Madre Celeste si fece conoscere PER VOI».

Storia di un'anima di Domenico Capone rende più integra la comprensione del patrimonio lasciato dalla Crostarosa all'Ordine del Santissimo Redentore e alla Chiesa. Prima di tutto perché l'autore analizzando la storia personale di suor Maria Celeste, non solo descrive dettagliatamente il contesto in cui sono avvenute le sue esperienze contemplative, ma, conduce anche alla scoperta dei cardini dell'insegnamento spirituale di quest'anima innamorata di Dio. Raccontando la vicenda della Serva di Dio, propone un'analisi approfondita dei suoi brani di sapore mistico, che proprio nel contesto storico-personale svelano degli aspetti nuovi della sua spiritualità e aprono alcune prospettive che vanno al di là della dottrina mistica dell'epoca.

Essenzialmente, la mistica della Crostarosa presentata da Capone, rivela l'uomo profondamente immerso nel mondo divino, con il cuore che brama la vita vera. La verità dell'esistenza cela le sue radici nell'unione fondata, da un lato, sul desiderio intrinseco di comprendere il mondo e gli uomini con cui vive, e dall'altro, sulla misteriosa storia dell'anima, scritta non con la parola umana, ma con quella divina. La purezza e la trasparenza della vita emergono dal desiderio e dalla ricerca dell'amore e della verità dell'uomo e della sua vocazione. Quest'ultima nasce dall'apertura della mente al mondo della Parola incarnata e si nutre della preghiera. La meravigliosa purezza e la trasparenza della vita dell'uomo appaiono soltanto nella luce soprannaturale, nell'accoglienza del dono dello Spirito, che pervade tutta l'esistenza e traccia la vera storia dell'uomo. Così l'essere nel mondo acquista una dimensione nuova e la storia delle preoccupazioni quotidiane, della disperazione e della debolezza, della paura e della sofferenza diventa speranza. Essa permette di vedere le vicende umane consegnate nelle mani di Dio Padre, ricco di mi-

sericordia, il quale purifica e consacra di nuovo la storia umana. In questo modo il dialogo dell'uomo con Dio, porta alla pace e crea relazioni sincere tra gli uomini.

Il libro di Capone, in un certo modo, ridisegna la figura mistica di Celeste, mettendo in luce aspetti particolarmente attuali e ispirati della sua dottrina spirituale, e quindi potrebbe rappresentare un'ottima introduzione per chi vorrà affrontare, in seguito, i suoi testi mistici più impegnativi, pubblicati nella collezione delle monache di Bielsko Biała in precedenza.

Marek Kotyński, C.SS.R.

DE SPIRITO Angelomichele, *La patria contesa. Benevento Napoli e San Gennaro*, Piero Lacaita Editore, Manduria-Bari-Roma, 2006, 125 p.

En 2005 se cumplieron 17 siglos del martirio de san Jenaro (305), obispo de Benevento y patrono principal de Nápoles. En otros tiempos las dos ciudades se disputaban apasionadamente el honor de ser la patria natal del mártir. Es la historia que el autor va describiendo con los diversos personajes que se enfrentaron por ambas partes, haciéndonos revivir, entre interesados y curiosos, una discusión que hoy no preocupa ni a los más devotos del santo, pero que demuestra la importancia que tenían determinados valores culturales y religiosos en una época muy distinta de la nuestra.

Tener como patrono un santo nacido en el mismo lugar o región aseguraba una protección especial y era motivo de orgullo provinciano. Poner en duda el lugar de su nacimiento encendía los ánimos de predicadores y escritores y aguzaba el ingenio de los intelectuales para el debate en las academias literarias. Así ocurrió el 22 de septiembre de 1699 en la sesión que la Academia de los *Ravvivati* celebró con toda solemnidad en la catedral de Benevento para discutir el "preocupante" dilema de «si san Jenaro se deba estimar más glorioso porque salió ileso del fuego [en Nola] o porque murió atravesado por el

hierro» (en Pozzuoli).

La polémica sobre la patria del santo, iniciada en los años treinta del siglo XVII, alcanzó su apogeo en los últimos años de aquel siglo y primeros del XVIII, cuando obispo de Benevento desde 1686 era el cardenal Vicente María Orsini, el cual, elegido papa en 1724 con el nombre de Benedicto XIII, conservó el gobierno de la diócesis beneventana hasta la muerte. El autor conoce bien la figura y la obra del cardenal Orsini, como demuestran, además de otros escritos, los dos últimos libros que le ha dedicado: *Visite pastorali di Vincenzo Maria Orsini nella diocesi di Benevento (1686-1730)* (Edizioni di Storia e Letteratura, Roma 2003) y *Culto e cultura nelle visite orsiniane. L'«osservazione partecipante» di un vescovo del Mezzogiorno* (Edizioni Studium, Roma 2003). El cardenal Orsini, aunque devoto y promotor de la devoción a san Jenaro, supo mantenerse prudentemente al margen de una controversia que a veces no respetaba ni los buenos modales ni los límites, entonces muy amplios, de una sana hagiografía, como en el caso de *L'intera storia [...] del glorioso martire san Gennaro* que en 1718 fue puesta en el Índice de libros prohibidos por afirmar, entre otras cosas, la santificación de san Jenaro en el seno materno. Con razón exhortaba a sus fieles el cardenal Orsini: «No vayamos en pos de milagros, sino en pos del autor de los milagros».

San Alfonso, que fue ardiente defensor del milagro de la sangre de san Jenaro, a quien llama «il nostro san Gennaro», «questo santo della mia patria», tampoco intervino en la controversia sobre el lugar de su nacimiento, aun cuando dedica a la biografía del santo una sección en su obra *Vittorie dei martiri, ovvero le vite dei più celebri martiri della Chiesa*.

Después de tantos años san Jenaro, patrono principal de Nápoles, sigue siendo noticia cada año y cada vez que se realiza la licuefacción de la sangre. Junto a él san Alfonso figura como patrono secundario desde el año siguiente a su canonización (1839). La reforma litúrgica en tiempo de Juan XXIII determinó que, junto al patrono principal, sólo podía haber dos secundarios. Nápoles, que tenía entonces una lista de 53 de estos patronos, obtuvo un indulto especial para quedarse con tres, igual-

mente queridos e imprescindibles: santo Tomás de Aquino, san Alfonso y san Cayetano.

Como apéndice se publica el panegírico que en honor de san Jenaro predicó en la catedral de Benevento el 19 de septiembre de 1696 el sacerdote y abogado D. Carlo Crisconio, príncipe de la Academia de los *Dubbiosi* de Montesarchio. Con ánimo de pacificador reconoce las glorias civiles y religiosas de su contrario, Nápoles, resume todos los argumentos de las dos partes y concluye que san Jenaro es con todo derecho ciudadano de Benevento y de Nápoles, de Benevento por origen y nacimiento, de Nápoles por agregación y muerte. Naturalmente, con tal conclusión el panegírico, buen ejemplo del estilo ampuloso y retórico de la época, no trajo la ansiada paz.

Emilio Lage, C.SS.R.



INDICI



INDICE DEI NOMI

- Abel, Karl von, 77
Abelly, Louis, 317
Acton, Ferdinando, 267
Adames, Nicolas, vesc., 11, 12
Agnozzi, Giovanni Battista, vesc.,
377-379, 382, 383, 396
Agostino di Ippona, santo, 454,
455
Alarico, re, 153
Albani, Gianfranco, card., 165
Alessandro VI, papa, 154, 155
Alessandro VII, papa, 160, 162,
168-170, 180, 181
Alfonso Maria de Liguori, santo,
5, 6, 10, 12, 13, 15, 19, 24, 27,
28, 46, 51, 53, 59, 89, 129,
136, 138-142, 149, 150, 185-
237, 249, 260, 271, 295, 299-
371, 384, 386, 459, 460, 466
Allet, Othmar, C.SS.R., 16
Almeida Pinto, Gaspar de,
C.SS.R., 30, 34
ALONSO, C., O.S.A., 151, 154, 155,
162, 164
Altieri, Ludovico, card., 54, 56, 58
Altieri, Paluzio, card., 164, 387,
388, 389
ÁLVAREZ GÓMEZ, J., 375
ÁLVAREZ VERDES, L., C.SS.R.,
302
Amaral, Tarcísio Ariovaldo,
C.SS.R., vesc., 3, 28, 29
Amato, Felice, vesc., 171
AMBRASI, D, 191, 206
AMMERL, K., 71
Andino, Girolamo, card., 156
Andrade, Juventius, C.SS.R., 33
Anguisciola (Vicentini), Spiri-
to, O.S.A., 156, 157
Antici-Mattei, Ruggero, vesc., 11
Antonellis, Costanzo, C.SS.R., 22
Antonelli, Giacomo, card., 378,
379, 382, 384, 386-390, 394,
396-398, 401-403, 409, 415,
437, 441
Aragón, Juan Bautista, O.C.D.,
383, 393, 397, 398, 445
Arbeláez, Vicente, vesc., 455
Arboleda, Julio, generale, 418,
439, 450
ARBOLEDA VALENCIA, H., C.SS.R.,
314, 315
Ardizzone, Onofrio, 293
Argento, Gaetano, 306
ARMELLINI, M., 10
Assisi, Domenico, 282
AUBERT, R., 374, 376, 377
Aubin, Léon-Xavier, C.SS.R., 22
Augusta Marie Luise Kathari-
ne, imperatrice, 254
Aulisio, Domenico, 306
Austria-Este, Francesco IV d',
arciduca, 58
Austria-Este, Massimiliano d', ar-
ciduca, 252, 254, 255
AZRIA, R., 257
Azzolini, Decio, card., 158
Babbucci da Gubbio, Andrea,
O.S.A., 159

- BADER, E., 254
 Baiardi, Ottavio Antonio, arciv.,
 219, 220
 Baldacchi, Giorgio, O.S.A., 175-177
 Baldari, Emanuele, C.S.S.R., 57
 BALLERINI, A., S.J., 139, 140, 141
 Baluffi, Gaetano, vesc., 374, 379
 BARILARO, A., 262
 Barili, Lorenzo, vesc., 378-383,
 396, 406, 408-413
 BARTOLI, D., S.J., 215
 BARTOLINO, A., 73
 BATLLORI, M., 374
 Barnabò, Alessandro, card., 384,
 385
 Bartolomé, Lorenzo, O.S.A., 158
 BATTERSBY, W. J., 168, 173, 179
 BAXA, J., 44
 BAZZONI, A., 209
 Beck, Benno, 75
 Beck, Louise, 75-81, 99, 125, 131
 BECO, J., C.S.S.R., 3, 37, 39, 44
 BECQUÉ, M., C.S.S.R., 37, 93,
 96-98, 100-102, 108, 109,
 113, 115, 117, 121
 Bedini, Gaetano, card., 386
 BEHLER, F., 43
 Benedetto da Norcia, santo, 325
 Benedetto XIII, papa, 166, 222,
 311
 Benedetto XIV, papa, 57, 64,
 174, 193, 200, 262, 303,
 349, 364, 366, 367, 460
 Benger, Michael, C.S.S.R., 145, 146
 Benincasa, Orsola, ven., 236
 Berardi, Giuseppe, card., 385
 Berardi, Pasquale, vesc., 10
 BERGHAUS, G., 83
 Bernardo di Chiaravalle, san-
 to, 325
 Bernards, Peter, C.S.S.R., 25
 Bernd, Adam, 242
 BERRUTI, C., C.S.S.R., 215, 303,
 308, 384, 385
 Berset, Joseph, C.S.S.R., 98-101
 Berthe, Augustin, C.S.S.R., 14,
 217, 260
 Bérubé, Georges, C.S.S.R., 29
 Bevilacqua, Anthony Joseph,
 card., 27, 31
 Bianco, Michele, C.S.S.R., 28
 Biffi, Eugenio, sac., 383, 398
 BINDER, F., 49
 Birmingham, Francis, O.S.A., 167
 Bismarck, Otto, 404
 Bizzari, Giuseppe Andrea, card.,
 56
 Blasucci, Pietro Paolo, C.S.S.R.,
 212, 225, 227, 259, 260, 280,
 292, 362, 366, 460, 461
 Blondel, Maurice, 302
 BLÜHM, A., 68
 Boddeke, Herman, C.S.S.R., 26
 Boelaars, Henri, C.S.S.R., 7
 BOLAND., S.J., C.S.S.R., 137, 384
 Bolívar, Simón, generale, 424
 Bolzano, Bernard, 49, 71
 Bonanni (Bonanno), Giacomo,
 vesc., 221
 Bora, Katharina von, 106
 Borgia, Nicola, vesc., 192
 Borst, Karl, C.S.S.R., 34
 Bossi, Giuseppe, C.S.S.R., 26
 Bossuet, Jacques-Bénigne, vesc.,
 96, 251
 Bourne, Francis, arciv., 17

- Boutin, Marc-André, C.SS.R., 31, 34
 Boviglione, Nicola Maria, S.J., 310
 Branciforte, Antonio, card., 291
 Brancone, Gaetano Maria, 202,
 203, 205, 208, 209, 214-216,
 218-220, 227-229
 Brancone, Serafino, vesc., 192
 Brentano, Clemens, 70, 89, 252
 Bresciani, Ernesto, C.SS.R., 14, 34
 Brocco, Alessandro, abate, 187
 Brors, Adolf, C.SS.R., 16
 Bruchmann, Franz Ritter von,
 C.SS.R., 4, 41, 42, 44, 45, 64,
 75, 76, 78, 79, 81, 89, 92-
 95, 97-100, 103, 108, 113-
 115, 119, 129-132, 137, 145
 Bruchmann, Isabelle von, 43
 Bruchmann, Johann Baptist von,
 75
 Bruchmann, Justine von, 43, 79, 80
 Brunner, Sebastian, 71
 Büche, Kurt Dietrich, C.SS.R., 28
 Buczys, Pietro, vesc., 19
 Bullen, John, C.SS.R., 16, 21
 BUMM, P., 41
 Buonaccia, Domenico, sac., 305
 BURKE, E., 256
 BUSCHI, E., C.SS.R., 11
 Buscioni, Sebastiano, sac., 379
 Busembaum, Hermann, S.J.,
 209, 210
 Butturini, Tobia, C.SS.R., 18
 Buys, Leonard, C.SS.R., 3, 23-25

 Cabajar, Emmanuel, C.SS.R., 32
 Cacciatore, Giuseppe, C.SS.R., 25
 Caetani, Michelangelo, duca, 7,
 119
 Caetani, Onorato, duca, 7
 Cafaro, Paolo, C.SS.R., 201, 202
 Caione, Gaspare, C.SS.R., 327,
 329
 Callisto III, papa 154
 Calvo, Bartolomeo, 440
 Calzado, José, vesc., 222
 CAMARGO SOSA, J., 375
 CAMPANELLI, M., 51, 359
 Campara, Sergio, C.SS.R., 34
 Campos Sosa, Raúl, C.SS.R., 30
 Capasso, Nicola, 306, 321
 Capece Galeota, Michele, arciv.,
 199
 Capece Scondito, Giulio, vesc.,
 194
 CAPECELATRO, A., 186
 Capialdi, Antonio, 280, 281
 Capobianco, Alberto Maria (al
 secolo Leonardo Antonio Pa-
 squale), O.P., 296
 Capone, Domenico, C.SS.R., 25,
 304, 306, 316, 328, 335,
 336, 462-465
 Caracciolo, Giovanni Battista,
 191, 198
 Caracciolo, Nicola, arciv., 191,
 192, 208, 209, 225, 233, 234
 Caracciolo, Troiano, vesc., 217
 Carafa, Carlo, ven., 271
 Carafa d'Andria, Ottone, duca,
 186, 187
 Carafa, Diomedede, abate, 188
 Carafa, Francesco, duca, 188
 Carafa, Giuseppe Maria, Teat.,
 vesc., 195
 Carafa, Marzio, 187
 Caravita, Domenico, 306

- Caravita, Nicola, 306
 Carbone, Camillo, C.SS.R., 275, 281
 CÁRDENAS, E., 375
 Cardone, Carmine, C.SS.R., 8, 121, 213
 Cardone, Giuseppe Gaetano, C.SS.R., 286, 290
 Carlo Borromeo, santo, 319
 Carlo di Borbone, re, 198, 214, 214, 223
 Carlo VI, imper., 311, 312
 Čárneckyj, Mykola, C.SS.R., beato, 19, 33
 Carr, Mathew, O.S.A., 179
 Cartesio, vedi: Descartes, René
 Cassese, Felice Maria, C.SS.R., 275, 287
 Castilla y Marquezado, Ramón, presidente, 425, 426, 428
 Cavalcanti, Domenico, arciv., 209, 235
 Cavaliere, Anna, 304
 Cavaliere, Antonino, vesc., 291, 292, 315
 Cavaliere, Giacomo, vesc., 305
 CAVALLI, G., 226
 CAVELIER, G., 374, 378-380, 392, 396
 Centore, Domenico, C.SS.R., 4, 8, 89, 93, 121
 CEPEDAL, T., C.SS.R., 11
 Cerón, Andrés, ministro, 396
 Chacón, Alfonso, O.P., 156
 Chianese, Giovanni A., 306
 CHIOVARO, F., C.SS.R., 249, 306, 309
 Chomyszyn, Gregor, vesc., 19
 Ciaraldi, Domenico, 267, 283
 Cicatiello, Giuseppe, C.SS.R., 21
 CISTELLINI, A., 304
 CLAESSENS, P., 108
 Claiborne, Corinne, 32
 Clemente VII, papa, 156, 157
 Clemente X, papa, 7, 165
 Clemente XI, papa, 7, 222
 Clemente XII, papa, 167, 174, 180, 181
 Clemente XIII, papa, 355
 Clemente Maria Hofbauer, santo, 9, 15, 16, 37-39, 43-47, 49, 52, 64, 71, 76, 80, 90, 92, 111, 143-145, 239-258
 Cleto (Anacleto), papa, santo, 153
 Clune, James Patrick, C.SS.R., 22
 Cocle, Celestino Maria, C.SS.R., arciv., 15, 39, 76, 461
 COLLONGE, P., 240
 Comer, Edward, C.SS.R., 22
 Consalvi, Ercole, card., 55
 Copello, Giacomo L., card., 27
 Corban, John, O.S.A., 179
 CÓRDOBA CHAVES, Á., C.SS.R., 12, 16, 373, 384, 459
 CORETH, E., 71
 Corradini, Ferdinando, 267, 268, 271, 282-284, 287, 294
 Corrado, Bartolomeo, C.SS.R., 259, 275-278, 280, 283-289, 295
 Corrado, Michelangelo, C.SS.R., 275
 Corsano, Domenico, C.SS.R., 185, 201, 210, 213, 217, 227, 327

- Corsini, Bartolomeo, viceré, 189
 Corsini, Lorenzo, card., 174, 177, 220
 CORTESE, N., 262, 266
 Cosimo III de' Medici, granduca, 311
 COSTA, D. L., 262
 Cotter, James, C.SS.R., 16
 Coudenhove, Ludwig von, C.SS.R., 8, 121
 Crane, Philip, O.S.A., 179
 CRESCI, G., 235
 CRESPI, P., 304
 Crisconio, Carlo, 467
 Criscuoli, Adeodato, C.SS.R., 275, 286
 Cristini, Giacomo, C.SS.R., 34
 Cristoforo da Padova, O.S.A., 156
 Cristovão de Barros, O.S.A., 157
 Cronwell, Oliver, 160
 Crostarosa, Maria Celeste, O.SS.R., ven., 330, 334-336, 343, 462-465
 Cueva, Bartolomé de la, card., 157
 Curcio, Domenico Antonio, sac., 279
 Curley, Michael J., C.SS.R., 25, 67, 98, 108, 118, 121
 Curzio, Vito, C.SS.R., 339
 Cusani, Marcello Papiniano, arciv., 204, 206-208, 223, 233
 Cusano, Gennaro, 306
 Cutica, Vincenzo, C.M., 310, 315, 337
 Czech, Alois, C.SS.R., 97
 Czvitkovicz, Alexander, C.SS.R., 8, 121-123
 Da Costa, Francis, C.SS.R., 29, 30
 Dalberg, Karl Theodor von, arciv., 250
 Damen, Cornelius, C.SS.R., 17, 24
 D'Amora, Stanislao, C.SS.R., 9
 D'Anna di Galiati, Beatrice, duchessa, 187
 Dante Alighieri, 7
 Danza, Carlo, 209
 Danza, Flaminio, vesc., 192
 Darlix, Georges, C.SS.R., 31, 32
 De Buonopane, Fabio, C.SS.R., 275, 277, 278, 285
 De Buonopane, Giovanni, 287
 De Ceuninck, Gustaaf, C.SS.R., 28, 34
 De Gasperi, Alcide, 25
 De Gasperi, Francesca, 25
 De Gasperi, Lisa, 25
 De Gasperi, Paola, 25
 De Leone, Andrea, 267
 De Liguori, Ercole, 310, 355
 De Liguori, Giuseppe, 186, 200, 303
 De Luca, Maurizio, 31
 DE MAIO, R., 302
 De Marco, Carlo, 205, 209, 225, 235, 267, 285, 294, 296, 297, 364
 DE MEULEMEESTER, M., C.SS.R., 9, 24, 25, 38, 39, 46, 57, 59, 60, 64, 66, 96, 102, 108, 115, 116, 121, 123, 124, 138, 141,

- 146, 224, 316, 329
 De Paola, Francesco Antonio, C.SS.R., 259, 260, 277, 367, 368
 De Paola, Giuseppe, C.SS.R., 275
 De Rivera, Alfano, 282
 DE ROSA, G., 225
 De Rosa, Nicola, vesc., 191, 208, 210, 228, 234, 237
 DE SPIRITO, A., 322, 358, 359, 465
 De Sterlich, Romualdo, 229
 Dechamps, Victor, C.SS.R., card., 5, 6, 8, 10-12, 32, 96, 97, 100-102, 106, 108, 109, 111-118, 120, 122, 124, 127-129
 Dekkers, Ignaz, C.SS.R., 30
 DEL RE, N., 48, 200
 D'Elia, Gioacchino, C.SS.R., 385, 386
 Dembek, Jacek, C.SS.R., 33
 Denges, Benedict, C.SS.R., 21
 D'EPISCOPO, F., 307
 Descartes, René (Cartesio), 305
 Desurmont, Achille, C.SS.R., 9
 DI BIASE, P., 190, 199
 Di Costanzo, Giovanni Battista, C.SS.R., 274, 286, 296
 Di Costanzo, Lodovico, vesc., 192
 Di Coste, Antonio, C.SS.R., 16, 34
 Di Donato, Giovanni Battista, C.SS.R., 339
 Dilgskron, Carl von, C.SS.R., 9, 14, 37, 39-41, 43-45, 47, 48, 51, 52, 55-61, 63, 65, 69, 70, 72, 74, 75, 81, 82, 88-91, 94, 96, 98, 100, 102-118, 120, 122-125, 127-129, 131, 134, 136-138, 141-143, 146, 147
 Dillon, Hugo, C.SS.R., 22
 Divona, Angelo, C.SS.R., 34
 DÖKER, TH., 256
 Doll, Franz, C.SS.R., 57
 Döllinger, Johann Joseph Ignaz von, 89, 118
 DOMÍNGUEZ, J. M., 380
 DONATI, C., 196, 200
 Donders, Pietro, C.SS.R., beato, 30
 D'ONOFRIO, G., 226, 227
 D'Orazio, Benedetto, C.SS.R., 20, 23
 Dorsaz, Armand, C.SS.R., 17
 Douglas, Edward, C.SS.R., 4-6, 8, 9, 13, 34, 114, 118, 119, 123
 Douziech, Raymond, C.SS.R., 33
 Dowdall, John, O.S.A., 167
 Dowling, Kevin, C.SS.R., vesc., 30
 Drehmanns, Jozef, C.SS.R., 17
 Dubois, Ernest, C.SS.R., 14
 Duchek, Joseph Dominic, C.SS.R., 22
 DUCLOS, P., 140
 DUNDER, A. G., 84
 DÜRHAMMER, I., 42
 Dwyer, Gerard, C.SS.R., 22
 Dzwonkowski, Leon, C.SS.R., 20
 EDER, M., 68, 77
 Egidio da Viterbo, card., 155-157
 Ehrle, Francesco, card., 152
 Eichelsbacher, Johannes Bap-

- tist, C.SS.R., 9
Eichendorff, Joseph von, 252
EICHNER, H., 43
Elliott, Robert, C.SS.R., 28
Emmerick, Anna Katarina, beata, 70, 131, 463
EMPOLI, L., O.S.A., 154
ENDERLE, G., C.SS.R., 121
ENZINGER, M., 41-44, 68
Esposito, Alessio (Gaetano), C.SS.R., 26
- Falabella, Leonardo, C.SS.R., 260
Falcoia, Tommaso, vesc., 330, 335, 339, 340, 343, 346, 348, 349
Falconi, Carminio Nicola, vesc., 197
Fatigati, Gennaro, S.Fam., 323
Faustina Kowalska, santa, 463
Favre, Jean Baptiste, C.SS.R., 16, 17, 34
FAZIO, M., 375
FELDHAUS, S., 140
FELLNER, F., 86
Fenili, Joseph Robert, C.SS.R., 30
Fenocchi, Domenico, C.SS.R., 26
Ferdinando II, re, 461
Ferdinando IV, re, 206, 223, 263
Ferdinando VII, re, 376
Ferrante, Luigi, C.SS.R., 275
Ferrero, Fabriciano, C.SS.R., 152, 154, 156, 157, 160, 161, 180, 318, 357
FEUCHTMÜLLER, R., 42, 43
Fey, Josef, C.SS.R., 7, 67, 109, 120, 122, 123
- Fey, Klara, beata, 67
Fey Schneider, Bernardo, vesc., C.SS.R., 27
Filippo V, imper., 188
Filippo Neri, santo, 304, 315, 325, 342
Filomarino, Marcello, vesc., 221
Fiore, Serafino, C.SS.R., 32, 33
FIORELLI, V., 236
Fiorillo, Ludovico, O.P., 338, 339
Fiorini, Isidoro, C.SS.R., 462
Fischietti, Giuseppe, C.SS.R., 275, 277
Fitzgerald, Henry, O.S.A., 161
Flemming, Sylvester, O.S.A., 175
FLIEDER, V., 85
FLOECK, O., 49
Flores, Juan José, 426
Foch, Ferdinand, maresciallo, 17
FORCELLA, V., 153, 157, 164, 166
Fornari, Raffaele, card., 5, 54
Forte, François, C.SS.R., 26
Fraggianni, Agnello, vesc., 192
Francesco di Paola, santo, 5
Francesco De Geronimo, santo, 305
Francesco di Sales, santo, 318, 319, 325
Francesco Giuseppe, imper., 110
Franco, Francesco, vesc., 196
Franza, Francesco Saverio, C.SS.R., 275
FREDA, A., C.SS.R., 304
FRÜHWALD, W., 70
- Gaeta, Muzio, vesc., 192
GALANTI, G. M., 308
GALASSO, G., 358

- Galiani, Celestino, arciv., 187,
 190, 205, 207, 208, 220, 228,
 230, 234
 Galiani, Ferdinando, 209
 GALVANI, C., 58
 García Alonso, Miguel, C.SS.R., 20
 García Moreno, Gabriel, presiden-
 te, 391, 426
 García Pedrero, José, C.SS.R., 26
 Garibaldi, Giuseppe, 461
 GARHAMMER, A., 74, 146
 GARNIER, A., C.SS.R., 11
 GASBARRI, C., 305
 Gaspare Del Bufalo, santo, 5
 Gattini, Benedetto Agostino,
 O.S.A., 168
 GATZ, E., 66, 77, 133, 253
 GAUDÉ, L., C.SS.R., 317
 Gaudino, Angelo, C.SS.R., 275,
 277, 281, 282
 Gaudreau, William, C.SS.R., 3,
 23-26, 28, 29
 GEMEAUX, CH. DE, 239
 Gennaro, santo, 465-467
 Genet, François, 317
 Gentz, Friedrich von, 44, 242, 247
 Gerardo, Majella, santo, 9, 15
 Giacomo III Stuart, 167, 171
 Giammusso, Salvatore, C.SS.R.,
 26, 96, 226, 227
 GIANNANTONIO, P., 302, 305
 Giannone, Pietro, 306
 Giattini, Vincenzo Antonio,
 C.SS.R., 292
 Gibson, Denis, C.SS.R., 22
 Gildea, Thomas, C.SS.R., 22
 Ginés, Fernando, sacerdot., 385
 Gioja, Agostino, O.S.A., 174, 176
 Giovanni XXIII, papa, beato, 28,
 466
 Giovanni della Croce, santo,
 319, 342
 Giovanni Neumann, santo, 27,
 28, 30
 Giovanni Paolo II, papa, 23, 30-32
 Giovanni III Sobieski, re, 7
 GIROUILLE, H., C.SS.R., 88, 92
 GISONDI, A., 204, 205, 207, 222
 Giuliani, Giovanni, C.SS.R., 26
 Giuliano da Salem, O.S.A., 154
 Giuseppe II, imp., 241, 253
 Gizzio, Pietro Marco, can., 315,
 318, 337, 338
 GOEDERT, J., 66
 GOFFI, T., 330
 Gołbiewski, Kazimierz, C.SS.R.,
 20
 GOLWITZER, H., 77
 GONZÁLEZ, F., 377
 Gordo, José M. del, 393
 Görres, Guido Moritz, 68
 Görres, Johann Joseph von, 67,
 69-71
 Gottau-Bahal, Jorge, C.SS.R.,
 vesc., 28
 Gotti, Girolamo Maria, card.,
 405
 Goury du Roslau, Francesco,
 394, 433, 442, 444
 GRAMATOWSKI, W., 380
 GRANADOS, R. M., 376
 GRANDERATH, TH., 12
 Grangell, William, C.SS.R., 26
 GRAVAGNUOLO, L., C.SS.R., 277
 Graziani, Giovanni Battista (Ma-
 riano), C.SS.R., 26

- Greco, Vitaliano, sac., 279
 Gregorio XVI, papa, 4, 58, 60, 139, 200, 376, 453
 Gregorio Magno, santo, 153
 Gregorio, Oreste, C.SS.R., 24, 226, 260, 304, 309, 311, 335, 352, 354, 356
 Grieco, Gaetano, 305
 Grillo, Gaetano, can., 196
 Grimaldi, Costantino, 306
 GRIMBERG, M., 250
 Grochot, Józef, C.SS.R., 20
 Gualtieri, Ludovico, card., 190, 194, 198
 Guglielmo I, re, 404
 Guglielmo II, re, 404
 Günther, Anton, 69, 71-73
 Gury, Jean-Pierre, S.J., 139, 140
 GUTIÉRREZ, A., 375
 Gutiérrez, Ignacio, 402, 433

 HACKET, B., O.S.A., 160
 HAERING, S., 133
 Hafkenschaid, Bernard, C.SS.R., 8, 108, 115, 120, 122
 Hamerle, Andreas, C.SS.R., 240
 HÄRING, B., C.SS.R., 302
 Haringer, Michael, C.SS.R., 8, 9, 90, 93-95, 119, 121, 126, 143-145, 250
 Hartley, John (Alphonsus), C.SS.R., 20
 Hawkins, Francis, C.SS.R., 26, 34
 Hayker, Franz Xaver, C.SS.R., 8, 121
 Hechanova, Luis, C.SS.R., 30, 31
 Heilig, Michael, C.SS.R., 4, 7, 64, 92-94, 96, 100, 101, 107, 108, 115, 120, 122, 123
 Heiss, Michael, vesc., 12
 HEITZ, CL., 65
 Held, Friedrich von, C.SS.R., 5, 8, 37-39, 44, 48-50, 53-55, 58, 59, 61, 63-67, 91, 92, 94, 95, 98, 100, 101, 109, 112-114, 118, 120, 122-124, 128, 148, 149
 HELFERT, A. A. von, 84
 HELLINGHAUSEN, G., 67
 Henze, Clemens, C.SS.R., 17, 25, 152-155, 157, 158, 179, 201
 Hermes, Georg, 68
 Herrán, Antonio, arciv., 405, 407, 446, 448
 Herrán, Pedro de Alcántara, generale, 450
 Herrán, Teresa, 387
 Herrera, Tomás de, 182
 HIDBER, B., C.SS.R., 96
 Higgins, Agustin, O.S.A., 171
 Hitler, Adolf, 20
 HOFER, J., C.SS.R., 245, 246, 248, 252, 253, 255
 Hofstätter, Heinrich, vesc., 77, 78, 139
 Höggmayr, Augustin, O.S.A., 166, 167, 182-184
 Holoweckij, Dionisio, vesc., 19
 HÖLSCHER, L., 240, 241
 Honorati, Giuseppe, 177
 Honorio III, papa, 153
 Hosp, Eduard, C.SS.R., 25, 37, 47, 49, 51, 54, 56, 57, 64, 65, 69, 85, 88, 110
 HOWITT, M., 48
 Hudeček, Jan, C.SS.R., 16, 17

- Hughes, Wilfrid, C.SS.R., 34
 Hugues, Marcus Andreas,
 C.SS.R., 89, 93, 96, 97, 99-
 101, 103, 107, 108, 112,
 135, 138
 Humboldt, Alexander von, 244
 HURTER, H., 139, 140
- Iacovetti, Emilio, C.SS.R., 16
 Iannucci, Giacinto Maria, 192
 Ignazio di Loyola, santo, 389
 INNERKOFER, A., C.SS.R., 39
 Innocenzo X, papa, 181
 Innocenzo XII, papa, 7, 165, 166
 Iommelli, Ignacio, O.S.A., 175,
 179
 IOVINE, R., 229
 Isabella II, regina, 456
 Isabella Maria, infanta, 10
- JACQUEMARD-DE GEMEAUX, CH.,
 247
 Janella, Domenico, 6
 JANSEN, J. J., 142
 JANSSENS, P., 48
 Jarcke, Karl Ernst, 68-74, 83,
 85, 86, 88, 111
 JEDIN, H., 378
 Jellinek, Adolf, 84
 Jellinek, Hermann, 84
 Jocham, Magnus, 77, 147
 Jones, Francis Joseph, C.SS.R., 32
 Jones, Frederick, C.SS.R., 28, 304
- Kaczewski, Teodor, C.SS.R., 28
 Kalema, Kazimierz, C.SS.R., 20
 Kaltenbach, Johann Baptist,
 C.SS.R., 7, 64, 122
 Kannamüller, Carl, C.SS.R., 101
 Kant, Emanuel, 68
 KASTNER, K., 243
 KATANN, O., 252
 Kelly, John, O.S.A., 167
 Kieniarski, Marian, C.SS.R., 20
 Killion, Edward, C.SS.R., 22
 Kirfel, Heinrich, C.SS.R., 17
 KLIMKIEWICZ, W., 405
 Klinkowström, Friedrich von,
 252, 254, 255
 Knockaert, Gustave (Gerard),
 C.SS.R., 15
 KNOODT, P., 73
 KNÖPPEL, V., 243
 KNOPPER, F., 247
 Koch, Joseph Anton, 252
 Kockerols, Jan Hubertus, C.SS.R.,
 141
 KOEHLER, B., 246
 KÖHLER, O., 378
 KOLLER, A., 222
 Konings, Antoon, C.SS.R., 8,
 121, 122
 Korba, Joseph, C.SS.R., 20
 Kosmaček, Franz Seraf, C.SS.R.,
 7, 49, 50, 64, 90-92, 97, 109,
 122, 123
 KOTYŃSKI, M., C.SS.R., 299, 465
 KOVÁCS, E., 85
 Kowalyk, Zenovius, C.SS.R., 33
 KRÁL, J., 85
 Kratky, Emanuel, C.SS.R., 80,
 85, 88
 Kratz, Michael, C.SS.R., 29-31
 Kraus, Franz Xaver, 89
 KRAUS, H.-Ch., 68
 KREBS, A., C.SS.R., 64, 89, 109, 123

- Kreutzer, Edward, C.SS.R., 22
 Kronenburg, Jan, C.SS.R., 16
 Kuhn, Andrew, C.SS.R., 19
 KUNTZ, F., C.SS.R., 114, 118,
 119, 211-213, 273, 275, 303
 Kupelwieser, Leopold, 42, 43

 Lage Martínez, Emilio, C.SS.R.,
 34, 336, 462, 463, 467
 Laicher, Paul, C.SS.R., 21
 Lambrecht, Johannes, C.SS.R., 101
 Lambruschini, Luigi Emanuele
 Nicolò, card., 55
 LANDERSDORFER, A., 133
 LANDI, G., C.SS.R., 226, 227
 LANDTWING, TH., C.SS.R., 65, 94,
 101
 Lanfreschi, Francesco, vesc., 189
 Lang, Raymond, C.SS.R., 9
 LANS, M. J. H., 108
 Lanza, Antonino, vesc., 363
 Lasso de la Vega y Miranda,
 Juan Manuel, C.SS.R., 3, 30-
 32, 34
 Latilla, Benedetto, vesc., 206
 Laurent, Johannes Theodor, 66, 67
 Laurent, Joseph, 67
 Lazzarini, R., 302
 LE BACHELET, X., 141
 Lê Viêt Phuc, Joseph, C.SS.R., 25
 Ledóchowski, Mieczysław Hal-
 ka, card., 373-457
 Ledóchowski, Włodzimierz, S.J.,
 380
 LEHMKUHL, A., 142
 LEITGEB, L., C.SS.R., 38, 80
 Lelli, Giovanni Antonio, 158
 Lelouchier, Théodore, C.SS.R.,
 8, 9, 102
 Lemieux, Alphonse, C.SS.R., 34
 LENOIR, F., 242
 Leone X, papa, 155, 157
 Leone XII, 376
 Leone XIII, 405
 Leonrod, Franz Leopold von,
 vesc., 12
 Leopoldo II, re, 10
 Lerhinan, John, C.SS.R., 29
 LÉTHEL, F. M., 300
 LETURIA, P. de, 374, 376
 Lévesque, Louis-Philippe, C.SS.R.,
 16
 LIBRANDI, R., 336
 Liguori, Stefano, C.SS.R., 286
 LILL, R., 240, 405
 Locatelli, Giuseppe, arciv., 196,
 198-200
 LOEWE, J. H., 47, 251
 Loffredo, Gerolama, principessa,
 188
 Lojodice, Vittorio, C.SS.R., ser-
 vo di Dio, 385-387, 393, 397,
 445
 Londoño Buitrago, Noel Anto-
 nio, C.SS.R., 31, 32
 LONGHITANO, A., 222
 López, Enrique Antonio, C.SS.R.,
 33
 López, José Hilario, generale,
 377, 378, 391, 394
 Lorenzo da Empoli, O.S.A., 182
 Lotter, Raymond, C.SS.R., 21
 Löw, Joseph, C.SS.R., 24, 143-145
 Lucchesi, Andrea, vesc., 460
 Lucchini, Paolo, O.S.A., 160, 161,
 169

- Luigi I, re, 10, 77, 78
 Luigi XIV, re, 7, 456
 Lutero, Martin, 106, 210, 245
- Maccan, Nicolas, O.S.A., 175, 176
 MacCarthy, James, O.S.A., 161
 Macchiusi, Vincenzo, C.SS.R., 8, 9
 MacIsaac, Michael, C.SS.R., 22
 MADER, C., C.SS.R., 44, 49, 83, 85, 86, 88, 92, 121
 Madlener, Johannes, C.SS.R., 48, 49, 50, 68, 69, 88, 92
 Maffei, Antonio, 215
 Magnier, John, C.SS.R., 14
 Maione, Angelo, C.SS.R., 365
 MAIORINI, M.G., 225
 MAJORANO, S., C.SS.R., 302, 307, 312, 322, 328, 335, 336, 341, 342, 344, 348
 MALUSA, L., 55
 Manforte, Giovanni Vincenzo, vesc., 275
 Mangold, Adam, C.SS.R., 8, 57, 111, 118, 124
 Mann, Thomas, 247
 Mannarini, Vincenzo, 339
 Manning, Henry Edward, card., 10, 12
 Mansione, Nicola, C.SS.R., 451
 Manulio, Domenico, S.J., 337
 MANZINI, L. M., 55
 MARCELLI, E., C.SS.R., 305
 MARCHI, G. de, 374, 382
 Marchi, Michele, C.SS.R., 11
 Maria Casimira, regina, 7
 María de la Gloria, regina, 453
 Mariscal González, Antonio, C.SS.R., 17
- Marilley, Étienne, vesc., 12
 MARINONI, G., 384
 Mariotto di Urbino, O.S.A., 156
 Marolda, Luigi, C.SS.R., 275
 Marolda, Pietro Ignazio, C.SS.R., vesc., 275
 Martin, Konrad, vesc., 12
 MARTIN, F.X., O.S.A., 162, 167, 179
 MARTINA, A., 54
 Martinelli, Hermes, C.SS.R., 9
 Martínez de Mata, Alberto, 157
 Marzano, Ettore, 281
 Marzano, Scipione, 282
 Mastai Ferretti, Giovanni, vedi: Pio IX
 Mastrilli, Francesco, arciv., 209, 236
 Mastrilli (Mastrillo), Isabella, 236
 MASTROIANNI, F. F., 305
 MATHÄSER, W., 98
 Matabuffi, Paolo, O.S.A., 154, 180, 181
 Mattei (Matthaeis), Pasquale, S.J., 205
 Maurer, José Clemente, C.SS.R., card., 27, 31
 Mauron, Nicolas, C.SS.R., 3, 5, 8, 9, 11-14, 16, 38, 57, 64, 102, 109, 114, 115, 118, 123-126, 128, 129, 137, 139, 140, 145, 147, 148, 150, 461
 Mautone, Vincenzo, C.SS.R., 9
 Mazzaccara (Mazzacchera), Tommaso, duca, 230, 232
 Mazzei, Michele, C.SS.R., 16
 Mazzini, Giovanni, C.SS.R., 201, 286, 289, 335

- McCarthy, William Tiburtius, C.S.S.R., 22
 McEnniry, Christopher, C.S.S.R., 16, 34
 McGowan, Henry, C.S.S.R., 22
 McGrath, James, C.S.S.R., 30
 McManus, James Edward, C.S.S.R., 27
 McMullan, Alexander, C.S.S.R., 16, 23
 McNulty, William Ralph, C.S.S.R., 22
 Medina, Bernardino, vesc., 403, 407, 448
 MEIER, A., C.S.S.R., 45
 Meighan, Matthew, C.S.S.R., 22
 Meißl, Rosalie, 40
 Mele, Giovanni, vesc., 19
 Melecrinis, Pasquale, can., 269
 Meléndez, José, arciv., 221, 222
 Mercier, Désiré, card., 17
 Metternich, Clemens von, 44, 68, 69, 72, 85, 252, 254
 Meurin, Léon, vic. apost., 12
 Michalek, Leopold, C.S.S.R., 92
 MIELE, M., 193
 Miller, Ernest, C.S.S.R., 22
 Miller, Raymond, C.S.S.R., 26, 97
 MINELLI, D., 189
 MINERVINO, F., C.S.S.R., 57, 61, 62, 121, 122, 356
 Modena, Antonio Vincenzo, O.P., 73
 Möhler, Johann Adam, 96
 MÖLLER, K., 66, 67
 Molloy, Nicolas, O.S.A., 179
 MONDOT, J., 239
 Monagas, José Gregorio, presidente, 423
 Montalto, Pietro Celestino, 219
 Montez, Lola, 77
 Monzón y Martín, Bienvenido, arciv., 11
 Moore, Reginald, C.S.S.R., 22
 Morán Pan, José, C.S.S.R., 20
 Morena, Bernardo, 278
 MORETTI, L., 220
 MORONI, G., 48, 165
 Mosquera, M. J., arciv., 377
 Mosquera, Tomás Cipriano de, generale, 377, 381, 388, 390-396, 398, 401-403, 405, 420, 423, 425, 427, 438-444, 447, 449, 456, 457
 MOUREY, M.-T., 250
 MUCCIARDI, A., 187, 209
 Müller, Adam, 239, 242, 244-248, 251, 253-255, 257, 258
 Müller, Joseph, C.S.S.R., 8, 121, 123
 Muratori, Ludovico Antonio, 197
 Murphy, David Francis, C.S.S.R., 22
 Murray, Patrick, C.S.S.R., 3, 8, 15, 16, 18, 23, 25
 Mussolini, Benito, 21
 Muzi, Giovanni, 373, 374
 Mythen, James, C.S.S.R., 30
 Napoleone Bonaparte, imper., 242, 254, 257, 258
 Napoletano, Patrizio, duca, 233
 Nardo, Michele, C.S.S.R., 275
 NARO, C., 222
 Negri, Lorenzo Pietro, C.S.S.R., 286
 Nerli, Francesco, senior, card., 165
 Nerli, Francesco, junior, card.,

- 7, 165, 166
 NESTROY, J., 83
 Neubert, Michael, C.S.S.R., 8, 64, 121, 122, 124, 126
 Neumaier-Aschenbrenner, Lily, 32
 Nicioli, Darci José, C.S.S.R., 34
 Nicola da Canziano, O.S.A., 162
 Nicolò IV, papa, 154
 Nieto, presidente, 445
 Niño, José Luis, vesc., 407
 Nobel, Anton, C.S.S.R., 81, 82
 Nolan, John, O.S.A., 175, 176
 NORDMANN, H., 84, 85
 Notariis, Nicola, vesc., 269
 Nsiamina Masengi, Athanase, C.S.S.R., 33
 Numancia, Cristóbal de O.F.M., 156
 Núñez, Rafael, presidente, 378

 OBERMAYER-MARNACH, E., 84
 O'Connor, Thomas, C.S.S.R., 22
 O'Mahony, James, O.S.A., 160
 O'NEILL, CH. E., 380
 Oomen, Piet, C.S.S.R., 9, 14
 Orioli, Antonio Francesco, card., 101, 102
 ORLANDI, G., C.S.S.R., 51, 57, 59, 61, 62, 141, 185, 187-193, 195-198, 200, 205, 208, 232, 259, 261, 303, 306, 341, 355, 364, 365
 Orsi, Michele, vesc., 203, 230, 232, 233
 Orsini, Domenico, card., 219, 225
 Orsini, Giuseppe, O.S.A., 165, 166
 Orsini, Vincenzo Maria, card., 466
 Orsini di Gravina, Filippo, duca, 303, 311, 315
 Ortega, José María, generale, 405
 Ortiz Arellano, Gonzalo, C.S.S.R., 29
 Ospina Rodríguez, Mariano, presidente, 390, 391, 394, 418, 438
 Ostini, Pietro, card., 48, 61, 374
 OTRUBA, G., 85
 Ottmann, Leopold, C.S.S.R., 4, 94, 97, 100, 107, 108
 Overbeck, Friedrich, 68, 76
 OWCZARSKI, A., C.S.S.R., 260

 Pabst, Johann Heinrich, 69
 Pace, Paolino, vesc., 197
 Pacelli, Eugenio, vedi: Pio XII
 Pacheco Ladrón de Guevara, Pedro, card., 158
 Pacheco, María, suora, 158
 PACIA, O., 205
 Pagano, Tommaso, P.O., 305, 306, 315, 323, 325, 334, 336-339
 Pagliara, Giovanni, C.S.S.R., 34
 Pajalich, Bartolomeo, C.S.S.R., 8, 9, 34
 Pallavicini, Lazzaro O., card., 195
 Palmieri, Giuseppe, 267, 268, 289
 Panzuti, Biagio, C.S.S.R., 39
 Paolo, santo, 324, 351
 Paolo III, papa, 157
 Paolo VI, papa, 28, 30
 PAONE, M., 235
 PAPA, E., 190, 191, 193
 Papini, Giovanni, 319

- Pappacena, Giuseppe, C.SS.R.,
 275, 277
 Pascal, Blaise, 96
 Pasquale II, papa, 153, 157
 Passerat, Joseph-Amand, C.SS.R.,
 ven., 3, 37, 38, 44, 46-53,
 55-59, 61, 64, 78, 80, 82, 88,
 90-95, 98-101, 104, 148, 255
 Passionei, Domenico, card., 173
 Passy, Anton, C.SS.R., 252
 PASTOR, L., 200
 Patrizi, Costantino, card., 10, 11,
 60
 PAUL, J. M., 247
 Payá y Rico, Miguel, card., 11
 Pechazek, Eduard, C.SS.R., 20
 Pedicini, Claudio, 276, 277
 Pedro I, imper., 453
 PELLETIER, N., 239
 Pellico, Silvio, 319
 Pepe, Francesco, S.J., 205, 316
 Pepe, Luigi, 286
 PERINI, D., O.S.A., 154, 166
 Perrotta, Giambattista, 287
 Pfab, Joseph, C.SS.R., 3, 29, 30, 34
 PFÜLE, O., 67
 PICHLER, A., 135
 Pietro della Foresta, O.S.A., 157,
 158
 Pigioli, Giuseppe, C.SS.R., 9
 Pignatelli, Francesco, card., 263,
 264, 266, 315, 338, 339
 Pignatelli, Vincenzo, 267
 Pilat, Johann Baptist, C.SS.R.,
 44, 48, 49, 95, 101, 102, 111,
 112
 Pilat, Josef Anton von, 44, 48,
 85, 252, 255
 PILLITTERI, F., 210
 PINILLA COTE, A. M., 375
 Pio IV, papa, 157
 Pio VI, papa, 363
 Pio VII, papa, 242, 373, 376
 Pio IX, papa, beato, 10, 11, 55,
 95, 102, 116, 148, 150, 151,
 180, 181, 369, 373, 378, 381,
 396, 381, 404, 406, 415, 449
 Pio XII, papa, 19, 22, 369
 Piro, Giovanni Crisostomo,
 O.S.A., 158
 Pirozzi, Domenico, C.SS.R., 26
 Pisani, Pietro, 10
 PITTIGLIANI, R., C.SS.R., 61
 PITOCCHI, F., C.SS.R., 303
 Pizarro, Francisco, sac., 385
 Pizzi, Domenico, C.SS.R., 275,
 281, 295
 PIZZORUSSO, G., 222
 PLACANICA, A., 262, 263, 266,
 267
 Platen, August von, 41
 PLEYER, K., 47
 Pohl, Alois, C.SS.R., 26
 POLI, G. F., 304
 Pollio, Alessio, C.SS.R., 275,
 277, 278
 Poniatowski, Stanislaò Augusto,
 re, 249
 Pösl, Friedrich, C.SS.R., 144
 POULAT, É., 239, 242
 Pourchot, Edmond, 306
 Prand, Joseph Alois, 133
 Praticelli, Giovanni Battista,
 C.SS.R., 275, 280, 289
 Preux, Pierre de, vesc., 12
 Puglia, Achille, vesc., 196

- Puyana, Elías, vesc., 408
 Quattromani, Vincenzo, 218
 Quéloz, Brice, C.SS.R., 4-7, 9, 112, 138
 Quittelier, Léon, C.SS.R., 23, 26, 34
 Raponi, Santino, C.SS.R., 29, 305
 RAUCH, R., 77
 Raus, Matthias, C.SS.R., 3, 9, 13, 14, 15, 38, 462
 Rausch, Heinrich (Franz), C.SS.R., 18
 Rauscher, Othmar von, arciv., 111
 REB, S., 243, 250
 Redemann, Karl (Gottfried), C.SS.R., 21
 REIKERSTORFER, J., 71
 Reisach, Karl August von, card., 10, 73, 82, 104, 133
 RENDA, F., 221
 Remondini, Giambattista, 209
 Reuss, François Xavier, C.SS.R., 14
 REY FAJARDO, J. DEL, S.J., 383
 REY-MERMET, TH., C.SS.R., 226, 229, 235, 303-308, 310, 313, 316, 319, 320, 322, 330, 339, 343, 345, 347, 348, 350, 352, 354, 363, 364
 Reyners, Paul, C.SS.R., 102, 109
 Riaño, Domingo A., vesc., 407
 Riario, Raffaele, card., 155
 Riario, Sisto, card., 384, 385
 Riccardi, Alessandro, 306
 Riedlin, Maria Magdalena, 167, 182-184
 Rinjonneau, Pierre, C.SS.R., 22
 Rinn, Friedrich, S.J., 44
 Ripa, Matteo, 322, 330, 338
 Ripoli, Giancamillo, C.SS.R., 39, 59, 61, 95, 461
 Rispoli, Pietro Luigi, C.SS.R., 59, 62, 63, 307, 320, 322
 Ritter, Joseph Elmer, card., 27
 RITZLER, R., O.F.Con., 7, 187, 192, 379, 404
 Robbini, Constantino, sac., 383
 Robles, Francisco, presidente, 424, 425
 ROCA Y GARZÓN, B., 389
 Rocchi, Claudio, 278
 Rocco, Carminiello, 305
 Roche, Maurice, C.SS.R., 22
 Rojas, Bernabé, vesc., 407
 Rojas Garrido, José María, ministro, 391-394, 443
 ROJAS LÓPEZ, L. A., C.SS.R., 459
 Romano, Pietro, C.SS.R., 339
 ROSA, M., 303
 ROSENTHAL, D. A., 89
 Rosmini, Antonio, servo di Dio, 55
 Rosseter, John, O.S.A., 179
 Rossi, Casimiro, arciv., 189, 208, 211, 235
 Rossi, Giovanni, arciv., 189, 190, 215, 220, 222
 RORHMUND, E., 250
 ROTTMANNER, M., 251
 Rudisch, Josef, C.SS.R., 16, 17
 Ruef, John Joseph, C.SS.R., 30
 Ruland, Georg, C.SS.R., 8, 118, 123, 125, 126
 RUSH, A. C., C.SS.R., 6
 RUSSO, F., 266

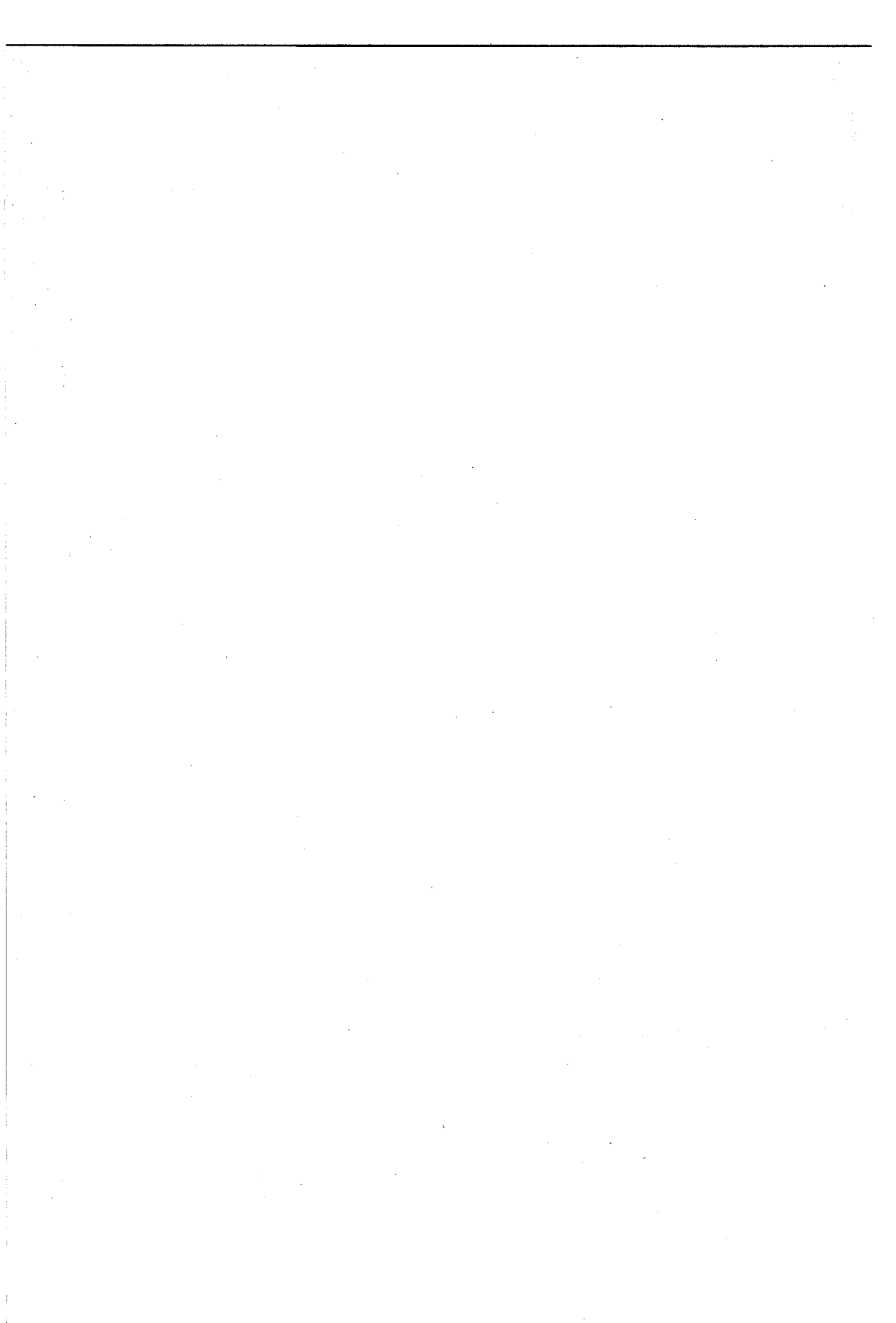
- RUSSO, G., C.SS.R., 210
 Russo, Paolo, C.SS.R., 275
 Rutkowski, Kazimierz, C.SS.R., 20
 Ryan, John Arthur, C.SS.R., 22
- Sabelli, Giovanni Giuseppe,
 C.SS.R., 38, 39, 76, 91, 93
 SABLER, W., 250
 Saeli, Antonino, C.SS.R., 461
 SAINT-GILLE, A.-M., 250
 Salza, Giacomo, C.SS.R., 21
 SAMPERS, A., C.SS.R., 6, 11, 24,
 83, 96, 225, 236, 330, 334,
 335, 352, 355
 Sanchez de Luna, Gabriele, 187
 Sanchez de Luna, Isidoro, arciv.,
 208, 235
 Sánchez de Tejada, Ignacio,
 374, 376
 SANFILIPPO, M., 222
 Sangro, Antonio di, duca, 188
 SANNELLA, T., 336
 Sansone, Giuseppe, 230
 Santi, José, 393
 SANTIFALLER, L., 84
 SANTIS, G. A. DE, 305
 Santorelli, Nicola, 185, 201-203,
 217, 218
 Santoro, Muzio, C.SS.R., 275, 281
 Santulli, Gaetano, C.SS.R., 62
 Saracinelli, Innocenzo, O.S.A., 158
 Sarnelli, Gennaro, C.SS.R., be-
 ato, 31, 186, 215
 SAUZIN, L., 243-246
 Savo, Nicola, sac., 379, 409
 SAWICKI, D., 80
 Scarlatti, Alessandro, 305
 Schedl, Alfred, C.SS.R., 73, 252
- SCHEICHER, J., 71
 Schelling, Friedrich Wilhelm Jo-
 seph von, 41
 SCHEPERS, G., 108
 Scherr, Leonhard (Gregor) von,
 O.S.B., 133
 SCHIAVONE, S. M., C.SS.R., 59
 Schlegel, Dorothea, 76, 251
 Schlegel, Friedrich von, 43, 44,
 239, 244, 245, 250, 251, 254,
 255, 257, 258
 Schmalzl, Maximilian, C.SS.R., 15
 SCHMELTER, J., 139
 Schmöger, Carl Erhard, C.SS.R.,
 131, 132, 146
 Schöfl, Anton, C.SS.R., 8
 Schöfl, Johann Baptist, 76, 77,
 82, 97, 105, 119, 121-126
 Schöllhorn, Martin, C.SS.R., 97
 Schöpf, Franz Anton, C.SS.R., 134
 Schrijvers, Joseph, C.SS.R., 16
 SCHROEDER, W., 246
 Schubert, Franz, 41, 42
 Schulte, Francis Bible, arciv., 32
 SCHUSELKA, F., 85, 86
 Schwarz, Joseph, C.SS.R., 14
 SCHWEDT, H., 48, 68, 69, 71,
 73, 74, 90
 Schwind, Moritz von, 42
 Schwindt Lindner, Alfonso,
 C.SS.R., 26
 Sciantaretica, Angelo, 276
 Sebastián, José, arciv., 389
 Sebastiani, Antonio, 188
 Seelos, Francis Xavier, C.SS.R.,
 beato, 32
 SEFRIN, P., O.F.Con., 7, 187, 192,
 379, 405

- SEIDLER, H., 42
 Seldnitzky, Josef Graf von Chol-
 titz, 85
 Senestrey, Ignaz, vesc., 12
 Senn, Johann Chrysostomus, 41
 Serani, Nicola, O.S.A., 166
 Seripando, Girolamo, card., 156
 Sersale, Antonino, card., 190
 Sersale, Tommaso, vesc., 222
 Severn, Joseph, 13
 Severoli, Antonio, card., 251
 Shawel, Gregory, C.S.S.R., 20
 Shawel, Stephen, C.S.S.R., 20
 SIEBER, W., 246
 Silbert, Peter, 252
 SILHOUETTE, M., 250
 Silva, Carlos da, C.S.S.R., 34
 Silva, José Ulysses da, C.S.S.R., 30
 Simmaco, papa, santo, 153
 SIMEONI, A., 336
 Simeoni, Giovanni, card., 405
 SIMON, A., 54
 Simone, Alessandro, 32
 SIMONIS, I., 64
 Simpson, Bernard, C.S.S.R., 22
 Simpson, Francis, C.S.S.R., 22
 Smetana, Heinrich von, 40, 89, 130
 Smetana, Leopold Edler von, 40
 Smetana, Rosalia von, 43, 44, 89
 Smetana, Rudolf von, C.S.S.R.,
 4-7, 37-150
 Smith, Timothy, O.S.A., 175, 176
 SODERNI, E., 404
 Solimena, Francesco, 305
 SOMMERVOGEL, C., S.J., 140, 205
 Sordet, Auguste, C.S.S.R., 16, 21
 Sozi Carafa, Alfonso, vesc., 197
 Spadaro, Domenico, 281
 SPEDICATO, M., 186, 189
 Speidel, Fidelis, C.S.S.R., 16, 34
 Spinelli, Giuseppe, card., 51, 201,
 230, 231, 270, 348, 352
 Spinelli, Salvatore, vesc., 267,
 269, 278, 283, 288
 Sportelli, Cesare, C.S.S.R., 201, 213
 Stahl, Georg von, vesc., 12
 Stark, Martin, C.S.S.R., 44, 49,
 76, 79, 90
 Staunton, George, O.S.A., 179
 Stefano da Genazzano, O.S.A., 154
 Steinle, Eduard von, 75, 76
 Stix, Leopold, C.S.S.R., 9
 Stolberg, Christian von, 245, 257,
 258
 STOLZ, A., 135
 Stone, Geoffrey, C.S.S.R., 22
 Stransky, Christine, 251
 Strauß, Johann, junior, 83
 Streinsberg, Joseph Ludwig Ed-
 ler von, 43
 Sucre, Antonio José, can., 396, 450
 Sullivan, Daniel, C.S.S.R., 22
 Sullivan, Timothy, C.S.S.R., 22
 SUTTER, B., 85
 Swinkels, Johann Baptist,
 C.S.S.R., 8, 118
 Świtalski, Bruno, C.S.S.R., 20
 Szoldrski, Władysław, C.S.S.R., 25
 Szrant, Karol, C.S.S.R., 17, 23, 26
 Tafuri, Realino, vesc., 203, 204
 TAGUIEFF, P.-A., 239
 Tannoia, Antonio Maria, C.S.S.R.,
 185-237, 273, 275, 278, 302,
 304-306, 309-315, 317-319,
 321-323, 326-329, 336, 337,

- 339, 346, 347, 349, 351-353, 355-359
- Tanucci, Bernardo, ministro, 185, 189-192, 197, 198, 205, 209, 217, 220, 223-225, 230, 364
- Tanzi, Americo, C.SS.R., 21
- TARDAN-MASQUELIER, Y., 242
- TAUSCHNER, K., C.SS.R., 38, 80
- Tavani, Francesco, vesc., 378, 382, 403, 409
- Teasdale, Augustine, C.SS.R., 22
- Tellería, Raimundo, C.SS.R., 20, 25, 162, 186, 210, 223-226, 236, 261, 305, 311, 325, 355
- Ter Haar, Frans, C.SS.R., 16, 17
- Teresa di Gesù, santa, 318, 319, 325, 334, 342, 345, 463
- Terrazas Sandoval, Amaly (Julio), C.SS.R., card., 32
- Testa, Matteo, card., 223
- Tipaldi, Filippo, vesc., 189
- TIRADO MAJÍA, Á., 377
- Tirino, Enrico, C.SS.R., 385, 386
- Tirry, Guillermo, beato, 160
- Tobin, Francis, C.SS.R., 22
- Tobin, Joseph William, C.SS.R., 3, 31-33
- TOGLIA, V., C.SS.R., 304
- Tommaso d'Aquino, santo, 466
- Tomei, Marco, C.SS.R., 34
- TONETTI, E., 221
- Torno, Giulio Nicolò, can., 205, 316, 334, 337, 338
- Torres, David, presidente, 383
- Torres, Pedro Antonio, vesc., 407
- TORO JARAMILLO, I. D., 378
- Tosquez, Silvestro, 339
- Tramontano, Salvatore, 325
- Trani, Lorenzo, C.SS.R., 21
- Trapanese, Vincenzo, C.SS.R., 4, 89, 95, 96, 97, 101-103, 115, 116, 123
- Trčka, Metod Dominik, C.SS.R., beato, 23, 33
- TRITZ, H., C.SS.R., 120
- Tronson, Joseph, C.SS.R., 27, 34
- Ulrich, Michael, C.SS.R., 9, 137, 138
- Unkrechtsberg, Eduard Ritter von, C.SS.R., 47
- UNTERGEHRER, J., 98
- UNTERREITER, F., 85
- URBANITSCH, P., 85
- Urbano VIII, papa, 193
- Urbina, José María, generale, 425
- Uriati, Giovanni (Gerardo), C.SS.R., 15
- VACCA, S., 222
- VALENTIN, J.-M., 239, 250
- Valeri, Giovanni Battista, sac., 387-390, 448
- Valeri, Valerio, card., 27
- VALERIO, A., 336
- Valenti-Gonzaga, Silvio, card., 194
- Valletta, Giuseppe, 316
- Valletti, Saverio, O.S.A., 172
- Van Biervliet, Albert, C.SS.R., 23, 26
- Van Rossum, Willem Marinus, C.SS.R., card., 16, 17
- Vargas Macciucca, Francesco, 224

- Vásquez, Eduardo, vesc., 407
 Vaughan, George, O.S.A., 167
 Vázquez, Francisco Javier, O.S.A., 175
 Vecchioni, Daniele, 285, 287
 Veit, Dorothea, 252
 Veit, Johannes (Jonas), 252
 Veit, Philipp, 76, 252
 Veith, Johann Emanuel, C.SS.R., 47, 71, 72, 251
 Velli, Giuseppe, O.S.A., 164
 Venturini, Luigi, 28
 VEREECKE, L., C.SS.R., 306, 311
 Verheyen (Verheijen), Frans, C.SS.R., 8, 9, 118, 126
 VICIDOMINI, G., C.SS.R., 259
 Vico, Giambattista, 306
 Vidal, M., C.SS.R., 301, 314
 Villa, Alessandro, 18, 27
 Villani, Andrea, C.SS.R., 185, 186, 201, 210, 213, 217, 227, 259-261, 273-277, 281, 283-291, 293, 294, 296-298, 356, 358, 360, 362, 461
 VILLECOURT, C., card., 186, 217
 Vincenzo de' Paoli, santo, 310
 Visconti, Filippo, O.S.A., 160
 Vithayathil, Varkey, C.SS.R., card., 32
 Vittorio Emmanuele III, re, 21
 VIZZARI, D., 305
 Vogelsang, Carl von, 254
 Vogl, Franz Seraph, C.SS.R., 8, 76, 97, 119, 123, 125, 126
 Volpe, Giuseppe, C.SS.R., 275
 Vuillaume, Joseph, 10
 WACKER, B., 67, 68
 WAIDELICH, T. G., 42
 Walsh, Joseph, O.S.A., 175, 176
 WALTER, A., 3, 7, 12-15, 68, 119
 WANDRUSZKA, A., 85
 WEBER, Ch., 54, 56, 60, 102
 WEISS, O., 37, 38, 40, 41, 47, 49, 70, 71, 74, 76-79, 89, 90, 94, 99, 111, 126, 131, 133, 134, 143, 145, 248, 250, 251, 254-256, 303, 307
 WEITLAUF, M., 70, 71
 Welyczkowskyj, Vasyi, C.SS.R., beato, 33
 Werner, Zacharias, C.SS.R., 252, 257, 258
 Wessenberg, Ignaz von, vic. gen., 250
 Weyhrother, Juliana von, 43, 75, 78, 79
 Wigley, George, 10
 Windischmann, Friedrich Heinrich, 69, 70, 82, 118, 133
 WINTER, E., 47
 WINTER, M., 47
 Wise, John, C.SS.R., 22
 Wöhler, Cordula (Cordula Pelegrina), 135
 WOLF, H., 96
 Wouters, Louis, C.SS.R., 17
 Wright, Thomas Andrew, C.SS.R., 22
 Wróbel, Stanislaw, C.SS.R., 31, 32
 WUEST, J., C.SS.R., 120
 ZACHER, F. X., 77
 Zaini, Pasquale, vesc., 194
 Zängerle, Roman, vesc., 45

- ZEIS, A., 133
ZENDER, P., 106
Zettl, Engelbert, C.SS.R., 23, 39,
92, 94, 99
ZINNHOBLER, R., 253
Zipper, Alfred, C.SS.R., 28
- Zirilli, Giuseppe, C.SS.R., 30
Zjatyk, Ivan, C.SS.R., beato, 33
Zobel, Johann Ambros, C.SS.R.,
8, 106, 121, 122, 124, 127
ZOVATTO, P., 304, 330
-



INDICE DEI LUOGHI

- Acerno, 235
Achsheim, 118
Acquapendente, 171
Aderenza, 189
Africa del Sud, 30
Agrigento, 225, 259, 290-292,
294, 296, 352, 359, 362, 363,
460, 462
Aichach, 77
Aindling, 77
Albano, 55, 387, 389
Alsazia, 28, 64, 94, 96, 100, 137
Altamura, 204, 206-208, 233
Altötting, 41, 64, 75-82, 84, 88,
89, 94, 96, 99, 103, 108, 110,
113, 118, 119, 124, 125, 128,
129, 131
Alwaye, 32
Amalfi, 249, 276, 326
Amden, 39
America del Nord, 16, 53, 87,
108, 121
America del Sud, 8, 12, 373-457
Amsterdam, 3, 108, 118, 121
Añatuya, 28
Anglona, 194, 195
Antille, 8
Antioquia, 407, 439
Aquisgrana, 66, 67
Arcadiopoli, 206
Argentina, 30, 373, 383, 405,
423
Ariano Irpino, 187, 189, 208
Ariccia, 387
Arienzo, 209
Aschaffenburg, 69
Asia, 171
Aspelt, 14
Assisi, 7, 165
Asunción, 33
Augusta, 44, 118, 121
Australia, 9
Austria, 7, 8, 20, 24, 25, 42,
46, 48, 83, 85, 86, 91, 94,
98, 103, 108, 110, 118, 119,
240, 243, 252-254, 311
Avellino, 62, 121, 206
Aversa, 192
Bagnacavallo, 102
Bagnoregio, 374
Baltimora, 19, 22, 25-27, 30, 32,
34, 67
Bangalore, 29, 33
Bar-le-Duc, 15
Barcellona, 189
Bari, 193
Barinas, 423
Barquisimeto, 434
Basilicata, 320
Baviera, 10, 34, 70, 77, 88, 90,
117, 124, 126, 133, 145
Belcastro, 273
Belgio, 4, 8, 10, 15, 23, 25, 26,
28, 34, 38, 48, 49, 53, 64,
81, 88, 90-92, 94-96, 98-100,
102, 103, 107-110, 118-121,
123, 446
Benevento, 259, 365, 366, 465-
467

- Bergheim, 64
 Berlino, 68
 Bertigny, 14
 Bielsko Biala, 462, 463, 465
 Bischenberg, 4, 64, 108, 110, 111
 Bischofswatt, 57
 Bitetto, 196
 Blois, 7
 Boemia, 47, 49, 57, 71, 80, 86
 Bolivia, 27, 32, 381, 405, 409-411, 428
 Bombay, 12
 Bonn, 68, 69
 Bova, 269
 Boyacá, 383, 398, 399
 Brabante, 10
 Brasile, 31, 374, 383, 405, 425, 453
 Brindisi, 57, 190, 192, 208
 Brügge, 109, 118
 Brünn, 40, 121
 Brunn am Gebirge, 38
 Bruxelles, 48, 54, 141, 160, 394, 401, 446
 Budweis, 86
 Buenos Aires, 26, 27
 Buga, 459
 Burghausen, 75
 Bussolengo, 48
 Butera, 223

 Caen, 28
 Calabozo, 434
 Calabria, 155, 259-298
 Calabria Citra, 197
 Calvi, 192
 Campagna, 235, 345
 Canada, 8, 20

 Capaccio, 235
 Caposele, 202, 216, 295, 364
 Capua, 193, 199
 Caracas, 423, 433, 434
 Carpi, 58
 Cartagena de Indias, 379, 383, 391, 394, 397, 398, 403, 407, 430, 445, 447, 448, 451
 Casanare, 383-387, 397-403, 405, 423, 432, 445, 457
 Casanova di Carinola, 121
 Caserta, 7, 121, 266
 Cassano, 192
 Castellammare di Stabia, 275, 276, 330, 343
 Catanzaro, 192, 198, 222, 259, 261, 263-265, 267, 269-282, 284, 285, 287-290, 294, 297, 298
 Cauca, 390, 439, 453, 456
 Cava, 192
 Cebu, 30, 32
 Ceca, Repubblica, 148, 149
 Chapinero, 439
 Chomontów, 380
 Cieszyn, 39
 Cile, 373, 374, 398, 405, 427, 428
 Cina, 20, 322, 323
 Ciorani, 76, 186, 235, 236, 259, 295, 345-347, 364
 Cisterna, 259
 Città del Vaticano, 31, 32, 243, 249, 250, 266
 Ciudad Rodrigo, 158
 Civita Castellana, 25
 Clapham, 17, 109
 Coblenza, 67, 68, 70, 108, 110,

- 113, 120, 148, 150
 Colombia, 31, 373-457, 459
 Colonia, 25, 26, 30, 39, 42,
 145, 160, 251
 Como, 75
 Congo, Repubblica Democratica
 del, 33
 Cortona, 9, 20
 Cosenza, 197, 198, 199, 263, 264
 Costanza, 198, 250
 Cracovia, 7, 248
 Creta, 155
 Crotone, 270-274, 283
 Cúcuta, 376
 Cuenca, 11, 12

 Damasco, 324
 Danzica, 68
 Deliceto, 259, 295, 364
 Denver, 30
 Dreierwalde bei Rheine, 68
 Dresda, 43, 247, 253
 Drslawitz, 84
 Dublino, 20

 Ecuador, 12, 374, 381, 391, 394,
 403, 405, 409-411, 415, 423-
 428, 431, 435, 436, 445
 Edimburgo, 4, 114
 Efeso, 54
 Egerland, 77
 Eggelhof, 118
 Eggenburg, 41, 76, 80
 Ehrenbreitstein, 70
 Eichstätt, 12, 74
 Eraclea, 199
 Ercolano, 220
 Europa, 19, 239-258, 422, 427, 434
 Faenza, 102
 Falkenstein, 15
 Farvagny, 64
 Faßbender, 43
 Filadelfia, 27, 31, 121
 Filippi, 60
 Filippine, 30
 Finale, 50, 57-60
 Firenze, 7, 60, 165, 191
 Foggia, 337, 462
 Foligno, 39
 Forlì, 4, 114
 Francia, 20, 53, 59, 108, 110,
 160, 168, 171, 179, 242, 248,
 375, 384, 388, 394, 396, 401,
 423, 428, 433, 438, 444
 Francoforte, 42, 88
 Frascati, 25
 Fregene, 25
 Frisinga, 74, 77, 133
 Friburgo, 109
 Frohnleiten, 57
 Frosinone, 9, 61, 259, 366
 Füssen, 32

 Gaeta, 20, 177, 187, 189, 456
 Gainfarn, 86
 Gallipoli, 192
 Gannat, 16
 Gars am Inn, 15, 37, 39, 75,
 128-131, 144, 147, 149, 150
 Genazzano, 154
 Gerace, 206, 269, 273
 Genova, 20, 55
 Germania, 4, 108, 110, 125, 139,
 241-243, 404, 405
 Giamaica, 398, 442, 445
 Ginevra, 12

- Gniezno, 404
 Górki, 380
 Granada, 11
 Graz, 45
 Grottaferrata, 25
 Guayaquil, 425, 426
 Gubbio, 159, 259
 Gurdialfiera, 194

 Hajan, 40, 89, 148, 149
 Hamburg, 89
 Hannover, 43
 Hawkstone Hall, 3
 Honda, 393
 Hütteldorf, 42

 Idro, 177
 Ilchester, 121
 Iliceto, vedi: Deliceto
 India, 30, 32
 Inghilterra, 38, 110, 118, 167,
 375, 428, 439
 Innsbruck, 25, 42, 248
 Ippona, 454
 Irlanda, 4, 21, 23, 28, 34, 38,
 118, 160, 162, 168, 170, 172,
 174, 175, 179
 Ischia, 195, 207
 Isernia, 193
 Isola, 273
 Italia, 10, 57, 76, 101, 155, 160,
 168, 171, 174, 249, 260, 297,
 384, 404

 Jesi, 48
 Jestetten, 44
 Jetzendorf, 77

 Kazachistan, 463
 Kornitz, 121
 Kortrijk, 15
 Krefeld, 145
 Kuttenberg, 80
 Kuttенplan, 47

 La Crosse, 12
 Landshut, 77
 Laplo, 121
 L'Aquila, 21, 170
 Lecce, 57, 198, 203
 Leoben, 48, 121
 Leopoli, 33
 Leuven, 24
 Lewiston, 23, 26
 Lima, 388-390, 425, 426, 428
 Lindenau, 71
 Linz, 253
 Lione, 31, 34
 Lipsia, 84
 Lissabon, 48, 391
 Londra, 26, 30, 34
 Longbranch, 31
 Lorena, 15
 Losanna, 12
 Lottstätten, 44
 Lübeck, 68
 Lugano, 19
 Lussemburgo, 11, 12, 66, 67, 94,
 110
 Lüttich, 92, 101
 Luzern, 48

 Madrid, 152, 221
 Malchin, 135
 Malines, 12, 17, 96
 Malta, 461

- Maria Enzersdorf, 44, 71
 Marigliano, 330
 Marino, 156
 Markt Piesting, 42
 Marsico Nuovo, 195, 235
 Martirano, 197
 Matera, 189
 Materdomini, 259, 345
 Mautern, 38, 41, 45, 46, 48, 50,
 64, 76, 92, 121, 143
 Mazzara del Vallo, 461
 Mecklenburg, 135
 Melfi, 222, 267
 Mesopotamia, 352, 460
 Mesoraca, 283
 Messico, 374, 375, 420
 Messina, 233, 262, 263
 Metten, 133
 Milano, 383-385
 Mileto, 195, 197, 221, 265, 269,
 273
 Mira, 206
 Missouri, 27
 Modena, 57-59, 111; Ducato di
 Modena, 60
 Mompos, 446
 Monaco di Baviera, 28, 29, 41, 68,
 69, 74, 77, 89, 118, 133, 167
 Monreale, 221
 Mons, 102
 Monteforte Irpino, 62
 Monteleone, vedi: Vibo Valentia
 Moravia, 40, 84, 121, 148, 149,
 248
 Mouscron, 15
 Münster, 68

 Namur, 96

 Napoli, 5, 24-26, 28, 32, 34, 51,
 58, 59, 61, 76, 95, 97, 101,
 102, 156, 185, 186, 188, 193-
 195, 197, 201, 202, 204, 205,
 208, 209, 220, 222, 223, 225,
 230, 232-235, 249, 260, 261,
 263, 265-270, 273, 274, 276-
 279, 282, 283, 285, 288-290,
 292-294, 296, 297, 304, 306,
 308, 315, 316, 319, 320, 326,
 329, 335, 338-340, 348, 351,
 352, 355, 363, 367, 384, 385,
 387, 397, 460, 461, 465-467;
 Regno di Napoli, 53, 148,
 150, 189, 194, 196, 198, 221,
 259-261, 287, 297, 298, 305,
 311, 348, 358, 362, 364, 366,
 369, 384
 Neuburg an der Donau, 76
 Neunburg vorm Wald, 133
 Neudorf, 77
 Nevers, 7
 New Jersey, 31
 New Orleans, 14, 26, 32
 New York, 27, 121
 Nicastro, 197, 273
 Nicotera, 196, 273
 Niederpöcking, 42
 Niesky, 247
 Nizza, 54
 Nocera de' Pagani, 235, 236,
 275, 276, 345, 364
 Nola, 465
 Non, 133
 Nordheim, 94
 Numancia, 156
 Nuova Granata, vedi: Colom-
 bia

- Nürnberg, 73
 Nusco, 235

 Oakland, 28
 Oberbergheim, 137
 Olanda, 23, 24, 26, 30, 38, 49,
 66, 67, 110, 118, 120, 123,
 375
 Olimpo, 19
 Olmütz, 48
 Oppido, 263, 269, 273
 Oria, 57
 Orvieto, 102
 Ostrowo, 404
 Otranto, 185, 191, 203, 204,
 206, 207, 208, 225, 228, 230-
 233, 235, 237, 355

 Paderborn, 12
 Padova, 156
 Paesi Bassi, 160
 Pagani, 48, 53, 55, 59, 61, 76,
 91, 96, 97, 259, 275, 278,
 285, 288-290, 294, 295, 364,
 365, 369
 Palermo, 185, 207, 214, 215,
 217-219, 221-223, 227, 229,
 237, 461, 462
 Paliano, 56
 Pamplona, 407, 450, 451
 Panamá, 407, 430, 445
 Paraguay, 423
 Paramaribo, 118
 Parigi, 15, 23, 34, 55, 209, 388,
 389
 Passau, 77, 80, 139
 Pastena, 177
 Pasto, 450

 Patti, 221
 Pennsylvania, 27
 Perù, 381, 388, 403, 405, 409-
 411, 415, 425-428, 431, 436
 Perugia, 163, 170
 Pfunds, 41
 Pilgram, 49
 Pogerola di Amalfi, 59
 Policastro, 235, 273
 Polonia, 7, 23, 26, 28, 33, 246,
 249, 251, 260, 405, 462
 Popayán, 407
 Portogallo, 10, 373, 375, 436, 453
 Potenza, 221, 222
 Poznań, 404, 405
 Pozzuoli, 191, 202, 203, 207,
 208, 210, 217, 218, 465
 Praga, 23, 38, 47-49, 72, 84
 Procida, 223, 224
 Prussia, 240, 244, 404
 Puchberg, 48
 Puchheim, 20
 Puerto Rico, 405

 Québec, 29, 31, 34
 Quito, 20, 389, 403, 425, 426,
 435, 436

 Radom, 380
 Rain am Lech, 77
 Rapolla, 222
 Ratisbona, 12, 136
 Ravensburg, 143
 Reggio C., 223, 263, 269, 273
 Renania, 108
 Richmond, 22, 29
 Rio de Janeiro, 30, 34, 48, 374
 Riobamba, 12

- Ripi, 61
 Rocca di Papa, 25
 Roma, 4-7, 9, 10, 12, 13, 16, 20-30, 32-35, 38, 39, 48, 51-59, 61-63, 66-69, 73, 75, 76, 89, 90, 93-95, 97, 99-102, 107-109, 112-117, 119, 120, 122, 125, 126, 128, 136, 141, 143, 148, 150-184, 186, 187, 189-192, 197, 200, 205, 212, 219, 220, 233, 236, 243, 244, 248, 249, 252, 259, 260, 265, 278, 356, 362, 369, 374, 376, 378, 379, 381, 383, 384, 388, 389, 392, 394, 397, 398, 403-405, 409, 430, 434, 436, 446, 448, 453, 457, 461, 463; Villa Caserta, 9, 11, 12, 14, 18, 114
 Rosseter, 179
 Roth bei Nürnberg, 73
- Sabaudia, 25
 Sabina, 204
 Sint-Truiden, 48
 Sainte-Anne de Beaupré, 22, 26
 Salem, 154
 Salerno, 185, 187, 189, 204, 208, 210, 211, 213, 214, 226, 227, 234-237, 351, 355, 384
- San Felice del Circeo, 25
 San Martín, 398, 403
 San Remo, 73
 San Severo, 188
 San Tomas, 446
 San Vito, 204, 233
 Sandomierz, 380
 Sangro, 188
- Sannio, 355
 Sant'Agata de' Goti, 185, 192, 193, 225, 227, 229, 303, 355, 358, 363
 Santa Cruz de la Sierra, 32
 Santa Fé de Bogotá, 377, 379, 380, 383, 385-389, 391-395, 397-399, 401, 405, 415, 416, 422, 423, 427, 429, 431, 433, 437-439, 441, 443, 444, 446, 448, 450, 454, 457
 Santa Maria dei Monti, 303, 308, 326, 327, 329, 336, 386
 Santa Marta, 407, 430
 Santa Severina, 197
 Santander, 439
 Sant'Angelo a Cupolo, 259, 350, 366
 Santo Domingo, 420
 Santo Stefano, 273
 São Paulo, 28, 30, 34
 Sarno, 235
 Scala, 24, 249, 326, 328-330, 337, 338, 343, 350, 384
 Scheyern, 133
 Schlottham, 90
 Schwaz, 135
 Sciacca, 259, 260, 290, 292, 294, 460, 462
 Scifelli, 9, 21, 259, 260, 366, 462
 Scozia, 34
 Seckau, 45
 Sermoneta, 7, 119
 Sestri Levante, 55
 Sicilia, 21, 25, 26, 61, 189, 207, 210, 220, 221, 223, 259, 260, 274, 290-294, 298, 352, 460-

- 462; Regno di Sicilia, 221,
 294
 Siena, 60
 Simpelved, 66, 67
 Sion, 12
 Siracusa, 220
 Slesia, 39
 Slovacchia, 463
 Soriano, 268, 269
 Sorrento, 275, 276
 South Braintree, 23, 26
 Southampton, 446
 Spagna, 8, 11, 25, 26, 30, 34,
 160, 168, 171, 187, 188, 195,
 198, 214, 242, 264, 364, 373,
 375, 376, 381, 385, 416, 427,
 456
 Spello, 259
 Squillace, 190, 269
 Squinzano, 57
 St-Brais, 4
 St. Gallen, 39
 St-Louis, 22, 23, 26, 27, 31, 34
 St-Nicolas-du-Port, 64, 80
 St. Silvester, 109
 St. Trond, 67, 89, 94, 102, 109,
 114, 121
 Stanisławów, 19
 Starnberg, 42
 Stati Uniti d'America, 8, 21, 22,
 32, 38, 67, 117, 118, 121, 179,
 180, 249, 375, 419, 428, 445
 Stato Pontificio, 259, 350, 366,
 387, 404, 460
 Steiermark, 45, 121
 Stilo, 259, 270-272, 274, 280,
 281, 284, 288, 298
 Strakonitz, 49
 Sucre, 27
 Suriname, 8, 30, 118, 405
 Sutri, 25
 Svâta Hora, 38
 Svizzera, 4, 8, 39, 59, 94, 108,
 109, 405
 Szombathely, 121
 Tabatinga, 29
 Taranto, 187, 189, 190, 209,
 220, 235, 236
 Tarso, 48
 Taurianova, 263
 Tebe, 192, 396, 404, 437, 446
 Tessalonica, 187, 234
 Teterchen, 137
 Tirolo, 25, 41, 135, 254
 Tito, 220
 Tongeren, 109
 Torino, 204, 206, 233
 Toronto, 22, 23, 33
 Torremaggiore, 188
 Toruń, 248
 Toscana, 9, 311
 Tournai, 6, 109
 Trani, 209, 235
 Trento, 11, 157, 200
 Treviri, 89, 110
 Triberg, 64, 89
 Triveneto, 195
 Tropea, 192, 259, 269-278, 280,
 281, 284, 285, 288, 298
 Tübingen, 131
 Tunisia, 21
 Tunja, 399
 Tursi, 194, 195
 Ungheria, 121

- Urbino, 156
Uruguay, 373, 405
- Vaals, 38, 67
Varsavia, 25, 39, 249, 260, 380, 462
Venafrò, 192
Venezuela, 381, 403, 405, 409-411, 415, 423, 424, 433-435
Verberg, 145
Verona, 48, 233
Versailles, 404
Vibo Valentia, 263, 264, 276
Vico Equense, 197
Vienna, 3, 9, 37-45, 47-50, 53-55, 58, 59, 62, 65, 68, 71, 76, 77, 79, 80, 82, 84-86, 89, 90, 92, 100, 106, 108, 111, 113, 121, 143, 148-150, 239-258; Maria am Gestade, 44, 45, 68, 70, 80, 85-88, 111; Währing, 71; Weinhaus, 44, 58, 76, 77, 108
- Villa degli Schiavi, vedi: Villa Liberi
Villa Liberi, 345
Villanova, 179
Villargiroud, 100
Villarosa, 191, 208
Vilsbiburg, 81, 145
Viterbo, 155, 156, 187
- Waging am See, 133
Weißenstein, 131
West End, 31
Westminster, 12, 17
Winterbach, 64
Wisconsin, 12
Wittem, 57, 64, 67, 108, 121
Wittenberg, 131
Woensel, 118
Würzburg, 12

SUMMARIUM

Vol. LIV

STUDIA

BECO, Jean, C.SS.R., Les cent cinquante ans de la maison "Sant'Alfonso" à Rome	3-36
WEISS, Otto, Rudolf Ritter von Smetana, der dritte General- vikar der transalpinen Redemptoristen (1802-1871) ...	37-150
ALONSO, Carlos, O.S.A., El convento agustino de S. Mateo in Merulana de Roma.....	151-184
ORLANDI, Giuseppe, C.SS.R., S. Alfonso candidato agli arci- vescovati di Otranto e di Salerno, ma non a quello di Palermo. A proposito di un falso di A. M. Tannoia.....	185-237
GEMEAUX, Christine de, Le Rédemptoriste Clément-Marie Hofbauer et le cercle des romantiques à Vienne dans les années 1810: Progrès ou régression pour l'avenir de l'Europe?	239-258
VICIDOMINI, Giovanni, C.SS.R., Espansione della Congrega- zione del SS. Redentore in Calabria nel 1790 ed abo- lizione del Regolamento.....	259-298
KOTYŃSKI, Marek, C.SS.R., La volontà di Dio nell'esperienza spirituale di Alfonso Maria de Liguori.....	299-371

DOCUMENTA

CÓRDOBA CHAVES, Álvaro, C.SS.R., El cardenal Miecislao Ledóchowski (1822-1902) y los primeros redento- ristas en América Latina	373-457
NOTIZIE BIBLIOGRAFICHE.....	459-467
INDICE DEI NOMI	471-491
INDICE DEI LUOGHI	493-501
SUMMARIUM.....	503